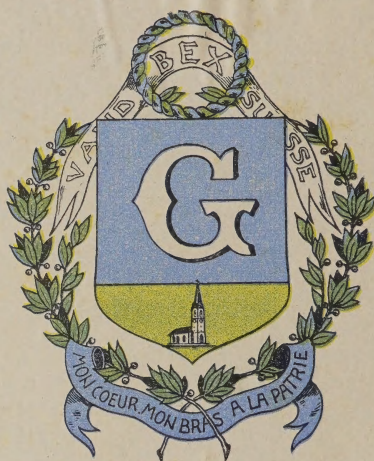




BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
PROVO, UTAH



H. GUILLARD

BEX - IMP: E. OPPLIGER 1912

No

260-

CHRONIQUE
DE LA
VILLE DE COSSONAY.

LAUSANNE. — IMPRIMERIE BONAMICI ET COMPAGNIE.

CHRONIQUE

DE LA

VILLE DE COSSONAY,

PAR

M. LOUIS DE CHARRIÈRE,

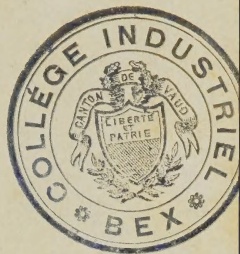
Membre de la Société d'Histoire de la Suisse romande.



LAUSANNE,

LIBRAIRIE DE GEORGES BAIDEL, ÉDITEUR.

—
1847.



HAROLD GILES LIBRARY
BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY
PROVO, UTAH

.....

AVIS.

Pour éviter des répétitions fastidieuses, nous prévenons que, lorsque nous ne citons pas de source, nos matériaux ont toujours été puisés aux archives de la ville de Cossonay.

CHRONIQUE

DE LA

VILLE DE COSSONAY.



COSSONAY SOUS LES SEIGNEURS DE SON NOM.

Cossonay existait déjà au XI^e siècle, puisqu'Uldric, le premier des sires connus de cet endroit, en donna l'église, en 1096 (mai), au couvent de Romainmotier. La charte de cette donation parle aussi du château-fort de Cossonay¹.

On voit les habitants de Cossonay prendre, dans le XIII^{me} siècle, la qualification de *bourgeois*, ce qui indique qu'ils avaient reçu de bonne heure des libertés de leurs seigneurs. Ils en furent sans doute dotés lorsque leur bourg fut fermé de murailles. Toutefois les titres de ces premières immunités ne sont point parvenus jusqu'à nous, et nous en verrons plus tard la cause; mais une présomption en

¹ A l'occasion des chevanciers (*milités*) de ce château, qui en sont les témoins.

faveur de leur ancienneté se tire de la circonstance que les documents ne nous ont conservé aucune trace de taillabilité ² chez les habitants de notre ville. Le projet du traité de paix, de l'année 1297, entre Louis de Savoie, sire de Vaud, et le sire Jean II de Cossonay, contient une disposition portant que les héritages soit propriétés dont les *bourgeois* ou les nobles de Cossonay étaient en possession à l'époque où Morges fut bâti, et dont les habitants de cette ville les avaient privés sans jugement, leur seraient restitués sans difficulté ³. Et le cartulaire du couvent de Romainmotier nous a conservé les transactions de quelques *bourgeois* de Cossonay avec ce célèbre monastère ⁴. Il est donc certain que les franchises de notre ville remontent au XIII^{me} siècle.

² Soit du servage de la glèbe.

³ « Item quod omnibus hereditatibus seu quibuslibet possessionibus de quibus burgenses vel nobiles de Cossonay erant in possessione tempore quo Morgia constructa est, et de quibus illi de Morgia illos de Cossonay devestierant absque cognitione juris, possessio eis sine difficultate reddatur et restituatur » (de Mulinen, *Recherches sur les anciennes assemblées des Etats du Pays de Vaud*, page 7, note 8. Cet auteur indique comme source l'acte original aux archives de Berne, acte que nous croyons devoir se trouver à présent dans nos archives cantonales).

⁴ Perrette, veuve de Guillaume de Rue (de Rota), *bourgeois* de Cossonay, et ses fils, vendent, en 1277, au couvent de Romainmotier, ce qu'ils possèdent à Mont-la-Ville. En 1278, Jean, clerc, fils de feu Girard, dit Manin, *bourgeois* de Cossonay, se donne à perpétuité, lui et ses héritiers, au même couvent. Il reconnaît être homme justiciable de celui-ci, ne pouvoir contracter sans sa permission aucune garde ni aucun serment dans un château-fort ou dans une ville libre, ni avoir un autre seigneur, et cela tant pour lui que pour ses héritiers (*Cartulaire de Romainmotier*).

Il a été parlé de la convention que les sires Louis (I) et Aymon de Cossonay conclurent, en 1323, avec tous les bourgeois et jurés de cet endroit, au sujet surtout du paiement des aides, ainsi que de la confirmation de ce traité (en 1346)⁵. Quoique, dans ces deux transactions, il ne soit pas fait mention des syndics, gouverneurs ou recteurs de la communauté, nous ne devons point en conclure que le gouvernement communal n'existât pas alors à Cossonay, puisqu'on ne saurait admettre une ville dotée de franchises sans un gouvernement de cette espèce.

Si nous jetons un coup-d'œil sur le partage que les quatre fils d'un bourgeois de Cossonay, nommé Perrin Conon, firent, en 1344 (sept.), de la succession paternelle, nous nous convaincrions que notre ville avait, à cette époque assez reculée, des bourgeois riches et considérés. Dans les grands biens qui font l'objet de ce partage se trouvent beaucoup de redevances féodales⁶.

⁵ Voyez *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., pages 86 et suivantes, ainsi que les chartes nos 20 et 23.

⁶ Voici le détail de la portion qui advint à chacun des frères. Part de *Jaquet*: Le ténement soit l'abergement de Sauvaglames (Sauveillames); cinq muids de froment, à la mesure de Cossonay*, d'annuelle rente, dûs par le sire Girard de Montfaucon, chevalier; la dixme de Villars, au diocèse de Genève (sauf celle des vignes de Johannette, mère des frères co-partageants); demi-muid de vin, de rente annuelle, dû par les hoirs du chevalier Guillaume de Châtillon, pour la vigne du Ruppalex, au diocèse de Genève; vingt muids de blé, d'annuelle rente, dûs par les enfans du donzel Guillaume de Luxurie (Lusseri); la moitié de la vigne dou Carroz; la moitié des

* Selon la mesure de Cossonay, le muid contenait trois sacs, soit vingt-quatre quarterons, et la coupe deux quarterons. Le quarteron de Cossonay était un peu plus faible que celui de Morges.

L'empereur Charles IV ayant accordé à Guillaume de Grandson, sire de Ste.-Croix et d'Aubonne, un péage (soit pontonage) sur le cours de l'Aubonne, à percevoir de chaque personne (et aussi pour les bêtes et les biens-meubles), ce seigneur, à la date du 6 juillet 1369, en affranchit,

vingt-six setiers de vin, de cense annuelle, que doit le prieur de Perroy; la moitié des ménai des (*menessie*) de Pierre, dit Villain (*Villani*), de Perroy; certaine maison située au château de Cossonay; la cense du champ appelé Rossiery (situé vers l'hôpital de Cossonay), estimé valoir trente-trois sols par an; et douze sols de cense, dûs par plusieurs bourgeois de Cossonay. Part de *Conet*: Tous les droits réels et personnels que les frères co-partageants possèdent à Coptens (Cottens?) et Talens (Daillens?) et dans le territoire de ces endroits; quinze muids d'avoine, mesure d'Aubonne, à comble, de cense, dûs par le prieur de Bière; quatre muids de froment, mesure de Cossonay, de cense, dûs par les hoirs du chevalier Jean Chantonay; les prés situés au territoire de Bournens, estimés valoir quarante sols lausannois par an; l'autre moitié des vingt-six setiers de vin dûs par le prieur de Perroy et des ménai des de Pierre Villain; la moitié de la vigne appelée Chagnée, au vignoble de Perroy; la moitié de la vigne dou Carroz; et certaines maisons à Cossonay. Part de *Nicholet*: Toutes les possessions que les frères co-partageants ont dans les villes (*villis*) de Morges, Echichens et St-Saphorin (et leurs territoires), acquises des (défunts) chevaliers Girard et François de Disy et des frères Perrod et Hugonet d'Aubonne; la moitié de onze muids de froment et de treize muids d'avoine, mesure de Cossonay, d'annuelle rente, dûs par le prieur de Cossonay; la moitié de huit coupes de froment et de huit coupes d'avoine, dûes par les hoirs d'Aymon de Byoleis; la moitié de la cense (tant en deniers, blé que noix) dûe par le barbier (*barberius*) de Vufflens-la-Ville; la moitié de cinquante sols lausannois, de cense, dûs par le donzel Johannod de la Chapelle; la moitié de cent sols lausannois, de cense, dûs par les hoirs de Rolet de la Cour, bourgeois de Cossonay; les prés situés au territoire de Riveroulaz; la vigne appelée Gotrosma, et les prairies situées au terri-

moyennant cent et vingt florins d'or, le sire Louis (II) de Cossonay, son (petit) neveu, ainsi que les nobles, bourgeois, prud'hommes et tous ses autres sujets, de quelque sexe et condition qu'ils fussent, demeurant dans les ville, châtellenie et district de Cossonay ⁷. Guillaume de Grandson fit la réserve qu'ils ne frauderaient point le pontonage, et que s'ils faisaient passer sans paiement des choses à eux non appartenantes, ils seraient tenus au ban du péage imposé par l'empereur. — C'est en vertu de cette concession que les habi-

toire de Perroy, ainsi qu'un demi-muid de vin, de cense, que doit Mermet, dit Brunier, de Perroy; et enfin une maison à Cossonay (limitant celle du prieuré). Part de *Johannet*: Le ténement, soit l'abergement que les frères co-partageants ont à Lonay, avec deux muids de froment (mesure de Cossonay), que doit annuellement le chevalier Girard de Cuarnens; dix-huit coupes de blé (moitié froment et moitié avoine, mes. de Cossonay) d'annuelle rente, dûes par Perrod, dit Grasset; l'autre moitié des onze muids de froment et treize muids d'avoine que doit le prieur de Cossonay; l'autre moitié des censes que doivent les hoirs d'Aymon de Byoleis, le barbier de Vufflens-la-Ville, le donzel Johannod de la Chapelle et les hoirs de Rolet de la Cour; les prairies situées à Alens; dix sols lausannois et deux chappons, de cense, dûs par Jaquet de Sauvaglames et Caremyntrant, de Cossonay, avec les assignaux de ces censes; trois vignes à Perroy; la ménaide des hoirs de Pierre du Clos, de cet endroit; et enfin deux maisons à Cossonay. — Le pressoir de Perroy resta indivis entre les quatre frères, et l'un d'eux fut chargé du paiement annuel de deux muids de vin à Ysabelle, veuve de Conon, leur ayeul (*acte original aux archives du château de l'Isle*). — On se demande comment une fortune aussi considérable et aussi solide avait pu s'accumuler dans les mains d'un bourgeois de Cossonay, à une époque où les moyens de gain étaient restreints. Une partie de ces biens passèrent, par mariage, dans la famille des nobles de Mont.

⁷ Et aussi leurs biens.

tants de Cossonay ont toujours joui de l'exemption du péage au pont d'Allaman ⁸.

Selon les us et coutumes de la patrie de Vaud, ceux qui avaient maison et domicile dans l'enceinte des murailles de « quelque forteresse ⁹, » devaient contribuer à l'entretien de celle-ci ¹⁰. En opposition à ces coutumes, la ville de Morges voulait contraindre ceux des nobles et bourgeois de la ville et du mandement de Cossonay ¹¹ qui avaient des propriétés dans le mandement de Morges (et non dans la ville) de contribuer également à sa fortification. Il en résulta une difficulté par devant le baillif de Vaud (Rod. de Langin) qui fut l'occasion, pour le sire Louis (III) de Cossonay, de s'intéresser vivement en faveur de ses ressortissants, tandis que Morges fut appuyée par Bonne de Bourbon, mère du comte Amédée VII de Savoie ¹². Ceux de cette ville voulaient qu'en vertu de leurs franchises la cause se jugeât à Morges et non

⁸ Ce pontonage a été seulement aboli de nos jours.

⁹ Par cette expression, il faut entendre une localité fermée de murailles.

¹⁰ Dans le principe, ceux qui avaient l'obligation d'entretenir les murailles et les tours de la ville qu'ils habitaient, la remplissaient par corvées, mais celles-ci furent remplacées par une contribution variable en argent. L'entretien des fortifications regardait non-seulement les bourgeois, mais aussi les habitants de la ville.

¹¹ Entr'autres le prieur de Cossonay (Guill^e. d'Oulens) et les donzels Aymonet de Daillens, Johannod Carrelli, Jean de Mont et Jaques de Bettens.

¹² Cette princesse, pendant sa régence, avait confirmé à la ville de Morges une concession du comte Amédée VI, sur laquelle cette ville fondait sa demande.

à Moudon ⁴³; leurs adversaires disaient, au contraire, que nul ne pouvait être juge dans sa propre cause. Le 28 mai 1387 fut assigné aux parties pour journée de droit, mais, les gouverneurs de Morges (Jean de St-Saphorin et Aymon de Chanvent, donzels) n'ayant point paru à Moudon, ni personne en leur nom, les ressortissants de Cossonay demandèrent un passément contr'eux, et la cour connut et jugea avec le baillif ⁴⁴ que celui-ci devait les déclarer entièrement exempts de la contribution demandée ⁴⁵.

Notre communauté avait, en 1392, un *prieur, recteur et gouverneur*, élu par les nobles et les bourgeois de la ville. Son élection avait été faite par six bourgeois, le jour de la fête de St-Georges, dans l'église de St-Paul, où ils avaient été spécialement convoqués au son de la cloche, et cela en vertu de l'autorité que la communauté leur avait donnée. Ce syndic avait promis, par serment et sous l'obligation de tous ses biens, de gouverner la communauté, bien et fidèlement, et de rendre bon compte de son administration à la première réquisition qui lui en serait faite. Pendant les deux années

⁴³ « Quia extra Morgiam extrahi non debent vel consueverunt, nisi » in causa appellationis. »

⁴⁴ Il fut connu et jugé, au lieu et à l'heure accoutumés des plaids, par François de Gumoens, donzel, dom Girard Arma, l'ainé, dom Girard Arma, le jeune, Jaquet Arma, Nicod Ceriat, Pierre Arma, Thomas Lucens, Pierre Vionnet, Jean Fortunat, Rolet Faveta, Jean Gazin, bourgeois de Moudon, Ansermod de St-Martin, et plusieurs autres dignes de foi, prud'hommes et (ac) coutumiers, siégeant, connaissant et jugeant en la cour avec le baillif, que etc.

⁴⁵ Qu'un silence éternel fût imposé à ceux de Morges sur ce point et qu'on fit raison à ceux de Cossonay par un bon et légitime passément.

qu'il fut en fonctions il perçut, au nom de la communauté, 121 florins de bon or pour l'amodiation de l'ohmgeld (soit du longuelt) ⁴⁶ et 36 muids et 4 coupes de froment pour celle du froment des veilles (ou de la guette) ⁴⁷; plus 140 florins (aussi de bon or), provenant d'une imposition faite par la communauté pour la fortification de la ville, et 40 des mêmes florins que les recteurs de l'hôpital St-Antoine lui avaient livrés. Ces divers faits ⁴⁸ nous prouvent : 1^o que le gouvernement communal, dans notre ville, est antérieur à la concession que Jeanne, dame de Cossonay, lui fit, en 1398, d'un nouveau code de franchises; 2^o qu'antérieurement à cette concession, l'ohmgeld et le froment des veilles, ces deux revenus importants, appartenaient à la communauté; 3^o que, déjà avant cette même concession, la communauté levait des impositions (ou gietes) pour fournir aux dépenses de la fortification de la ville; et, enfin, 4^o que l'hôpital

⁴⁶ Soixante florins pour la première année et soixante et un pour la seconde.

⁴⁷ Dix-huit muids pour la première année et dix-huit muids et quatre coupes pour la seconde. Comme le froment des veilles se percevait à raison d'un quarteron par focage (c'est-à-dire par faisant-feu ou « mesnager »), il résulte de ces amodiations qu'il y avait alors environ quatre cents et quarante focages tant dans la ville que dans la chàtellenie de Cossonay. Ce nombre peut avoir été plus considérable, la redevance de la guette n'étant volontiers pas exigée avec rigueur des pauvres ménages. En comptant dix personnes par feu, ce qui n'est pas trop élevé pour le temps*, on aurait 4400 habitants au moins dans la chàtellenie.

⁴⁸ Relatés dans un passement obtenu, en 1403, par les syndics de la communauté de Cossonay, contre la mère du défunt syndic Duc. Nous reviendrons sur ce document.

* Volontiers alors les familles restaient groupées patriarcalement autour de leur chef.

St-Antoine, que le sire Louis (I) de Cossonay avait donné (en 1311) au prieuré, appartenait alors à la ville, puisque ses revenus étaient versés dans la caisse de la communauté.

Vers la fin du XIV^{me} siècle, un grand désastre atteignit notre ville, qui fut détruite, en majeure partie, par un incendie. Jeanne, l'héritière des sires de Cossonay, femme du chevalier Jean de Rougemont, d'une illustre famille de la Bourgogne, s'empressa de secourir ses sujets; et, comme les titres des franchises qu'ils tenaient de ses prédécesseurs avaient péri dans le désastre, elle leur concéda, à la date du 14 avril 1398, un nouveau code d'immunités étendues, offrant un singulier mélange de précieuses garanties de liberté et d'ordonnances de police⁴⁹. Le détail que nous essayerons d'en donner, sans en omettre le préambule, nous mettra au courant de la position de notre ville :

« Comme ainsi soit que par permission divine, » y dit Jeanne de Cossonay, « notre lieu de Cossonay ait été il n'y a pas longtemps²⁰ détruit en grande partie par les flammes et que non-seulement ses habitants y aient perdu leurs biens, mais aussi les titres de certaines libertés, immunités et franchises, que nos prédécesseurs leur avaient accordées; considérant que ce lieu, insigne entre les nôtres, est réduit à une extrême pauvreté et rendu quasi inhabitable; mue par la pitié, voulant bénévolement secourir ses habitants et remédier à leurs maux, et afin que l'état de ce lieu et de

⁴⁹ Bien des dispositions de ce code se retrouvent dans la charte de Moudon, les unes tout à fait semblables, les autres s'en approchant. Plusieurs se lisent aussi dans le plaid général de Lausanne.

²⁰ « Dudum et non diu. » On pourrait inférer de cette expression que Cossonay avait été désolé par des incendies réitérés.

toute sa châteltenie, aussi des nobles, bourgeois et habitants d'icelui, que nous aimons d'une singulière affection, soit amélioré, du consentement du sire Jean de Rougemont, chevalier, notre très cher mari, nous leur ²¹ concédons à perpétuité les libertés, immunités et franchises suivantes, à titre de donation pure et irrévocable : »

Premièrement, comme le droit et la coutume le veulent, le seigneur est tenu de jurer à ses sujets, en présence des nobles, bourgeois et habitants de la ville et de la châteltenie, l'observance fidèle, soit par lui, soit par ses officiers, de leurs droits, coutumes, usages, libertés et franchises. Et de leur côté, les nobles, bourgeois et les syndics, au nom de la communauté et de la châteltenie, doivent jurer l'observance des droits du seigneur ²².

Le seigneur aura, dans la ville et la châteltenie, son châtelain, le lieutenant de celui-ci et deux mestraux soit messagers (*nuncios*) ²³. Le châtelain et son lieutenant jureront,

²¹ « Eisdem nobilibus, burgensibus, habitatoribus, incolis et habitaturis in villa et tota castellania predictis, etc. » Par *incole*, il faut plutôt entendre, croyons-nous, ceux des habitants non-bourgeois qui se livraient à la culture de la terre, et par *habitatores* plutôt ceux de cette espèce qui exerçaient des métiers. Ordinairement l'*habitant*, jusqu'à ce qu'il eût acquis dans la ville une maison en propre, était privé de quelques-uns des avantages et des privilèges attachés au droit de bourgeoisie. A la classe des *incole* appartenaient surtout les taillables qui s'étaient réfugiés dans la ville.

²² Lesquels, du seigneur ou de ses sujets, doivent jurer en premier lieu ? Nous croyons que c'est le seigneur.

²³ Le miroir de Souabe, manuscrit du XIV^e siècle, rend l'expression *nuncius*, par *messenger*. Le messenger portait les citations juridiques. Ses fonctions avaient du rapport avec celles de nos huissiers, avec cette différence que ceux-ci desservent les tribunaux.

en présence des syndics et de leurs conseillers²⁴, ainsi que de ceux des nobles et des bourgeois qui voudront y assister, d'observer fidèlement les droits, libertés et coutumes de la ville et de la châteltenie. Dans les autres localités (*villis*) de la châteltenie, le seigneur aura, s'il le veut, son mestral, ainsi que cela a été usité jusqu'à présent. Si quelqu'un se sent lésé par la sentence du châtelain ou de son lieutenant, il pourra en appeler à celle du seigneur, et ensuite selon la coutume observée jusqu'à présent²⁵.

Le seigneur doit, selon la coutume, lever les vendes dans la ville et la châteltenie, sauf des nobles, bourgeois et jurés de Cossonay. Celui qui ne les aura pas payées un jour après la fin du marché, sera tenu envers le seigneur au ban de soixante sols.

Le seigneur doit avoir son forage pour chaque tonneau de vin vendu en détail, en taverne, dans la ville de Cossonay, savoir quatre pots de chaque tonneau de dix-huit se-

²⁴ *Consiliariis sindicorum*. C'est la première mention du conseil. Dans plusieurs chartes, ses membres sont appelés conseillers des syndics.

²⁵ Nous verrons le comte Amédée VIII de Savoie, devenu seigneur de Cossonay, confirmer à ses nouveaux sujets, en 1414, les franchises qui nous occupent, et les étendre aussi à ses sujets de l'Isle. Plusieurs des dispositions de ces franchises reçurent alors des modifications que nous ferons ressortir en les ajoutant en note (telles que nous les trouvons dans une vieille traduction de la charte du comte Amédée). L'appel de la sentence du châtelain s'y trouve modifié de la manière suivante : « Si aulcung se sent agravé par le chastelain » ou son lieutenant, l'agravé peult compellir de leur audience à l'audience du ballif de Vuauld presents et advenirs et subcequemment comme est accoustumé de faire selon la coustume de Lauseanne. »

tiers environ , et huit pots de tout tonneau d'une plus grande contenance. Si le vin a été proclamé (par le crieur public), le seigneur devra lever le forage pendant que le tonneau dure ; s'il ne l'a pas été, il aura un an et un jour pour le recouvrer.

Si l'on vend quelque maison, chesal ou jardin, situé dans l'enceinte des fossés de la ville, le seigneur percevra le laud de cette vente, à raison de douze deniers lausannois pour chaque livre du prix (de vente), soit que l'immeuble vendu lui doive cense, ou non. Et si quelque possession, située hors de la ville et des fossés et devant cense au seigneur, est vendue, il en percevra le laud sur le même pied, à moins qu'elle ne soit de fief noble, cas auquel le seigneur le percevra comme il l'a fait jusqu'à présent. Mais il ne retirera aucun laud pour celles des possessions situées hors des fossés qui ne doivent pas de cense²⁶.

Les nobles doivent le service des armes au seigneur, pour ses guerres justes et légitimes, et cela à ses dépens depuis leur départ jusqu'à leur retour. Si l'un d'eux est fait prisonnier²⁷,

²⁶ Selon cette disposition du code, il ne devait point y avoir de franc-alieu dans la ville, mais la nature de ceux qui se trouvaient situés hors de ses fossés ne subissait pas de changement. — Le laud, dans la baronnie de Cossonay, était donc un droit de mutation de un pour vingt, soit du cinq pour cent, de la valeur de l'immeuble. Ce pied peu élevé était un privilège auquel ses habitants mettaient beaucoup de prix. Aussi, sur leur requête, obtinrent-ils du duc Amédée, en 1430 (28 août), des lettres patentes, ordonnant à son commissaire et receveur de ses extentes rièrè les ville et chàtellenie de Cossonay, d'observer inviolablement leurs franchises à l'égard des lauds pour les fonds qui mouvaient de sa directe seigneurie à cause de sa baronnie de Cossonay.

²⁷ Par les ennemis du seigneur.

le seigneur doit payer sa rançon, le défrayer et le délivrer ²⁸.

Les bourgeois et habitants de la ville et de la châtellenie ²⁹ doivent suivre pendant un jour et une nuit (*per unam diem naturalem*) la chevauchée et la bannière du seigneur pour ses guerres légitimes, à leurs propres dépens, bien et décemment armés selon leur faculté ³⁰. Si le seigneur veut les garder plus longtems, il devra leur fournir les vivres nécessaires, ou leur payer une solde, selon la coutume de Lausanne.

Il ne devra pas les conduire hors du pays, sinon dans le cas où cela se fait à Lausanne. De retour, ils ne pourront être astreints, pendant quarante jours, à suivre de nouveau la chevauchée ³¹. Le seigneur peut faire proclamer sa chevauchée, les deux premières fois sous le ban de trois sols et la troisième sous celui de soixante sols (y compris les

²⁸ « Les nobles doibvent servir au seigneur, en fait d'armes, » comme les aultres nobles du pays de Vuauld » (Confirmation de 1414).

²⁹ L'obligation de suivre la chevauchée ne regardait que les sujets immédiats du seigneur, tant libres que taillables; les hommes de ses chevanciers n'y étaient pas astreints.

³⁰ « Les bourgeois et habitants de la ville de Cossonay et de la » chastellenie doibuent suyvre la chevauchée et la bandière du seigneur, comme les aultres bourgeois et habitants de la ville de Moul- » don » (Confirm. de 1414).

³¹ « Le seigneur ne peult et ne doibt mener les dicts bourgeois et habitants en la ville et chastellanie de Cossonay et de Lisle pour la chevauchée hors du pays, sinon aultant que porte la coustume de Mouldon, Et eulx retournes de la dicte chevauchée ne sont entenuz suyvre la dicte chevauchée de quarante jours suyvantz, Et après les quarante jours le seigneur les peult compellir à la dicte chevauchée quand il en sera besoing » (Confirm. de 1414).

bans précédents); et celui qui, y étant tenu, ne la suivra pas, paiera soixante sols au seigneur. Une personne idoine, de chaque ménage faisant feu, suivra la chevauchée, à moins que, selon la coutume de Lausanne, elle n'ait une juste raison de s'en exempter⁵².

Le seigneur peut faire proclamer, sous le ban de trois sols, les foires accoutumées de la ville de Cossonay. Le maître ou la maîtresse de chaque feu, des sujets du seigneur, qui ne les suivra pas pendant trois jours, selon la coutume, paiera trois sols de ban au seigneur.

Le seigneur peut faire proclamer la justice ou l'exécution des larrons, homicides, faussaires et autres malfaiteurs, laquelle doit se faire par la connaissance⁵³ des nobles, bourgeois et prud'hommes de la ville de Cossonay, selon que le cas le requiert; et ceux qui ne suivront pas la justice et l'exécution, paieront au seigneur un ban de trois sols.

Le seigneur ne peut faire proclamer autre chose sous un ban quelconque, sinon que ce ne soit de l'avis et du consentement de plusieurs nobles, bourgeois et prud'hommes de la ville, convoqués au lieu ordinaire des plaids, soit en cour de justice.

⁵² « Laquelle chevauchée est tenu suyvre de chascung feu tant seulement une personne idoine s'il n'est excusé pour juste cause, selon la coustume de Mouldon » (Confirm. de 1414). — Les prud'hommes du village de Disy, qui n'étaient pas sujets immédiats du sire de Cossonay, avaient l'obligation de garder (*vigilare*) la porte de Cossonay (probablement celle du côté de la Sarraz, par laquelle on se rendait à Disy), pendant l'absence de la chevauchée (*quando calvacata vadit seu equilavit*; Grosses Quisard et Panissod).

⁵³ C'est-à-dire par le jugement des nobles, bourgeois et prud'hommes, etc. Ceux-ci participaient donc à l'administration de la justice, remarquons-le.

Le crieur public du seigneur doit seul proclamer toutes les choses mentionnées ci-dessus ; aucune proclamation ne peut être faite par un autre sans l'ordre du seigneur, et la contravention à cette disposition entraîne le paiement d'un ban de soixante sols ⁵⁴.

Le crieur public percevra un denier pour chaque tonneau de vin vendu en détail, en taverne, que ce vin ait été proclamé ou non.

Les nobles, bourgeois et habitants de la ville de Cossonay doivent percevoir l'ohmgeld (*lungellum*, le longuelt) du vin vendable dans la ville et la châteltenie ⁵⁵, ainsi que le froment des veilles, selon la coutume observée jusqu'ici.

Il est permis à chaque personne de Cossonay de tenir des poids et des mesures justes ; le poids doit être de seize onces à la livre ⁵⁶.

Les nobles vassaux (*nobiles feudales*) du seigneur ne sont tenus envers lui à aucun ban ni à aucune clame ⁵⁷ ; le seigneur soit ses officiers ne pourront barrer aucun de leurs biens jusques à la journée du droit ; mais, ce jour-là, après

⁵⁴ Le droit de faire proclamer ou crier publiquement était un des droits du seigneur.

⁵⁵ La concession de l'ohmgeld avait été faite à plusieurs villes sous la condition qu'elles entretiendraient leurs murailles. Estavayé, pour cette raison, percevait les trois cinquièmes de ce droit (Kuenlin, *dictionn., etc., du canton de Fribourg*).

⁵⁶ Cette disposition des franchises concède aux habitants de Cossonay une partie de la mestralie.

⁵⁷ C'est-à-dire que, pour eux, la justice était gratuite ; mais, d'un autre côté, ils avaient la charge de l'hommage. Ce privilège ne paraît avoir regardé que les nobles vassaux et non les autres gentils-hommes.

que la demande des acteurs aura été faite au plaid, ces biens devront être barrés.

Le seigneur et ses officiers ne pourront barrer aucun des biens des bourgeois et jurés de la ville, sinon par clame et assignation du jour où il est d'usage d'ouïr les causes; ce jour-là, la demande (des acteurs) étant faite, si le bourgeois ne donne pas caution de faire raison à la demande, ses biens pourront être barrés. Pour barre rompue, les bourgeois et autres paieront au seigneur soixante sols de ban, dans le cas où les faits seront attestés par le messenger (*per nuncium*) du seigneur et deux suivants (*sequacibus*, témoins), et lorsque la rupture sera prouvée par le serment de deux témoins dignes de foi.

Tous les biens des homicides, faussaires, larrons et autres délinquants, dont le crime entraîne peine corporelle et mutilation de membres, sont échus au seigneur et confisqués.

Le seigneur ne peut enquêter ou faire enquêter, ni accuser pour les cas attouchant au corps, sans clame d'un autre ³⁸.

Le seigneur ne peut citer ou faire citer pour crime corporel, sans clame d'un autre ³⁹.

Quiconque se sert de fausses mesures, non marquées de

³⁸ « Le seigneur ne peult enquérir ou faire enquérir, ni faire clame sus ou contre le corps, fors selon la coutume de Lausanne » (Confirm. de 1414). — Cette disposition contient une garantie contre les jugements arbitraires. La crainte de jugements de cette espèce se fait jour dans le code de nos franchises. Il n'y avait pas alors de ministère public. — Serait-il question de la torture dans cet article?

³⁹ « Le seigneur ne peult ny ne doibt citer ou faire citer pour crime corporel, sinon sellon la coustume de Lausanne » (Confirm. de 1414).

la marque du seigneur, sera tenu envers lui au ban de soixante sols. Si elles ont cette marque et sont pourtant fausses⁴⁰, celui qui s'en sert n'aura pas de ban à paier, mais ces mesures-là seront rompues et brûlées. Celui qui tient une grande et une petite mesure et achète à la première et vend à la seconde, sera remis à la miséricorde du seigneur. Celui qui se sert de faux poids et de fausse aulne, à moins que celle-ci ne soit marquée de la marque du seigneur, est aussi tenu au ban de soixante sols ; et si cette aulne est marquée et pourtant fausse, elle sera rompue et brûlée, mais celui qui s'en sert n'aura pas de ban à payer.

L'effusion de sang par extraction de glaive méchamment faite vaut au seigneur soixante sols, qu'il y ait clame ou non⁴¹. Le coup de pierre méchamment porté entraîne également une amende de soixante sols. Ces bans, les jours de marché et de foire, sont doublés. Les bans de trois sols valent, selon la coutume, soixante sols les jours de marché et de foire, s'ils sont encourus dans l'enceinte des fossés de la ville. Tous les bans qui viennent d'être mentionnés doivent être prouvés et attestés par le serment, prêté sur les Saints-Evangiles, de plusieurs prud'hommes et probes-femmes non intéressés au débat, et cela au lieu où il est d'usage de tenir les plaids et devant les prud'hommes de la ville : ces témoins devront avoir l'âge légitime, savoir l'homme quatorze ans et la femme douze, et ne pas être fous de nature et hors de sens.

Si quelqu'un veut récuser un témoin, sous prétexte qu'il

⁴⁰ Quelquefois on marquait, par erreur, des mesures qui n'étaient pas justes.

⁴¹ Peut-être pour certains crimes manifestes la coutume permettait-elle au seigneur d'agir sans clame. Selon les occasions, clame veut dire dénonciation, ban ou amende et procès.

est d'âge mineur, ou fou, ou intéressé au débat, il devra prouver son dire par le serment de deux témoins dignes de foi, en présence de celui contre lequel le témoignage est rendu, s'il veut être présent; si c'est un fou qu'il veut récuser, il devra prouver, par le moyen de son curé (du fou), qu'il ne reconnaît pas notre Sauveur (*dominum nostrum*) comme il le doit, autrement il ne sera pas rejeté.

La clame, aux jours de foire et de marché, ne vaut que six deniers au seigneur; pour faire raison d'une telle clame, un jour devra être assigné après le marché ou la foire; et si, depuis ce jour-là, une autre assignation est faite du consentement des parties, la clame vaudra alors trois sols au seigneur, y compris les six deniers précédents.

La famille du seigneur n'est pas admise à témoigner (*ad regiquinam*; par *familia*, il ne faut pas entendre la parenté du seigneur, mais bien ses employés, ses serviteurs, en un mot ses ministériaux dans le sens spécial de cette expression).

Quiconque, dans la ville de Cossonay, pénètre méchamment dans la maison d'autrui, avec effraction, encore qu'il ne commette pas d'autre offense, paiera soixante sols de ban au seigneur et sera tenu, envers la personne lésée, à la réparation du dommage et du vitupère, mais par clame, preuve licite étant faite par la connaissance de la cour et à la modération du seigneur.

Le seigneur peut récupérer les bans pendant un an et un jour, sans plus.

Si des personnes déshonnêtes et de mauvaise vie se querellent ou se battent ou qu'elles offensent, injurient ou disent des choses honteuses à quelque noble, bourgeois, prud'homme ou probe-femme (*proba mulier*), ceux-ci peuvent les

frapper pour les châtier, sans encourir ban ni blâme, pourvu cependant qu'ils ne les frappent pas du couteau ou à mort.

Le seigneur et ses officiers ne doivent pas, pour chose prise indûment ou pour larcin, faire des poursuites et des recherches dans les maisons de la ville, sinon par le consentement des nobles et des bourgeois d'icelle ⁴².

Le seigneur, par clame de toute chose adjudgée, est tenu de gager chaque personne et de la contraindre, par prise de biens, à payer à la partie et au seigneur, la chose adjudgée.

Le seigneur ne peut gager quelqu'un sinon pour chose adjudgée, ou pour quelque imposition faite du consentement des nobles et prud'hommes de la ville de Cossonay, ou pour le paiement de ses censes et rentes. Et si quelqu'un dans ce cas-là refuse le gage au seigneur ou ferme sa porte lorsqu'on veut le lever, il est tenu envers le seigneur au ban de soixante sols.

Les gages meubles, pris comme dessus, doivent être gardés sept jours avant que d'être vendus, et le vendeur est tenu d'en faire notifier la vente, dans trois jours, à celui qui a été gagé et de lui restituer le surplus de son capital obtenu par cette vente.

Les gages meubles des vassaux, pris comme dessus, doivent être gardés deux semaines avant que d'être exposés en vente; le vendeur doit aussi en notifier la vente au gagé et

⁴² Cette inviolabilité du domicile doit être remarquée. On était entièrement maître chez soi; aussi les chartes se servent-elles, pour désigner le maître ou la maîtresse de la maison, de l'expression *dominus vel domina domus*, c'est-à-dire de la même expression qui désignait le seigneur dominant de quelque terre.

lui restituer l'excédant de son capital ; le vendeur doit être cru sur son simple serment. Celui à qui le gage a été pris peut le réemptionner pendant les huit jours, et les nobles pendant les quatorze jours qui suivent la vente, en payant la dette plus une obole pour chaque sol du prix de vente. Mais, si celui dont le gage provient est absent du pays, il aura quarante jours, après son retour, pour en faire la réemption, sinon il ne pourra recouvrer son gage.

Quant aux biens immeubles adjugés, le seigneur peut et doit en investir celui à qui ils l'ont été, et l'en rendre jouissant. Ces biens ne seront pas vendus, mais ils doivent être possédés paisiblement, les revenus n'en étant nullement comptés avec le capital, jusqu'à-ce que le possesseur soit entièrement payé de la chose adjugée ⁴³ ; et, s'il contrevient à cette disposition, il sera tenu, pour chaque fois, au ban de soixante sols envers le seigneur et à restituer la possession de l'immeuble au propriétaire.

Le seigneur ne peut ni ne doit saisir ou faire saisir quelqu'un pour crime, sinon par clame d'autrui et par la connaissance des nobles et prud'hommes. Ceux qui sont ainsi saisis ne doivent pas être incarcérés ni torturés (*torqueri seu destrendre*), sinon par la connaissance des prud'hommes, au lieu fixé, ces prud'hommes étant appelés et présents, s'ils veulent l'être, à la torture (*ouuz destrendrez*) ⁴⁴.

Les bouchers ne doivent pas vendre des chairs de brebis

⁴³ C'est-à-dire que celui à qui un immeuble a été adjugé pour une dette doit en jouir paisiblement, jusqu'à-ce que cette dette se trouve acquittée au moyen du revenu de l'immeuble.

⁴⁴ « Le seigneur ne peult ny ne doibt prendre ny faire prendre aucun, ny le detenir pour crime, sinon jouxte la coustume de Lausanne » (Confirm. de 1414) ;

et de béliers au lieu de chairs de moutons, les premières devant être vendues séparément. Faisant le contraire, ils sont tenus envers le seigneur au ban de trois sols et à perdre ces viandes.

Les viandes malsaines doivent être vendues hors du pont⁴⁵ et non dans la ville. La contravention à cette disposition, prouvée par le serment de deux prud'hommes, sera punie par un ban de soixante sols au seigneur.

Depuis Pâques à la St-Michel, les bouchers ne doivent garder les viandes fraîches que depuis le samedi jusqu'au lundi suivant au soleil couché, et ainsi des autres jours, et cela sous le ban de trois sols au seigneur et la perte des viandes. Il leur est interdit, sous le même ban, de souffler aucune bête, soit de la gonfler de la bouche ou autrement (*suflare, seu gonfla ore seu aliquo alio vento*).

Sous le ban de soixante sols au seigneur, il est interdit aux bouchers, trippiers et trippièrès, de fondre du suif dans la ville.

Si quelque boucher, revendeur ou boulangère (*cossons seu bolingeria*) ou un marchand quelconque achète un bœuf ou quelqu'autre animal, soit du blé, tout bourgeois et habitant de Cossonay pourra avoir la chose achetée pour le même prix, outre quatre deniers à l'acheteur pour le bœuf, le cheval, le porc gras ou un autre gros animal et moyennant que ce soit pour l'usage de sa maison; ainsi du blé acheté

⁴⁵ « Extra pontem ville de Cossonay. » Ce pont, sous lequel passait un faible ruisseau, était situé sur les fossés de la ville, près de la porte par laquelle on tendait à Morges. Le *masel* (la boucherie) que la ville fit construire en 1556, et qui en remplaça probablement un plus ancien, se trouvait dessus. Ni pont ni masel n'existent plus, mais le lieu s'appelle encore le pont de la boucherie.

par le revendeur ou la boulangère, si le bourgeois et l'habitant est présent à l'achat.

Pendant qu'un bourgeois ou un habitant aura la main sur un sac de blé, la boulangère ni aucune autre personne ne pourra le marchander; de même, lorsqu'un bourgeois ou un habitant marchandera quelque objet, personne d'autre ne pourra le marchander jusqu'à-ce que le marchand ait quitté le lieu. Tout contrevenant à ces dispositions paiera trois sols de ban au seigneur.

Si quelqu'un fait proclamer son vin, il doit tout le vendre au prix indiqué ou à un prix inférieur, autrement il paiera soixante sols au seigneur, qui devra le contraindre de vendre son vin au premier prix, à moins que le vendeur ne veuille le garder pour lui.

Le tavernier doit être cru au sujet du debt de la taverne jusques à la somme de cinq sols, moyennant que celui dont il réclame le debt reconnaisse par serment être son débiteur. Celui qui emporte le paiement (*pagam*) du tavernier, malgré l'opposition de celui-ci qui met le ban de la taverne, est tenu envers le seigneur au ban de trois sols, si le fait est prouvé par deux témoins.

Lorsqu'un gage indûment pris est trouvé dans la maison d'un tavernier, si ce dernier dit qu'il ignore par qui il lui a été donné, il doit être cru, ainsi que sur la somme pour laquelle il a le gage, et cela sur son serment prêté sur les Saints-Évangiles.

Celui qui achète des aliments autre part qu'au lieu accoutumé, au jour du marché, paiera trois sols de ban au seigneur.

Tout noble ou bourgeois de Cossonay peut, sans ban ni peine, prendre en gage toutes choses, où que ce soit et hors

de la maison du débiteur, pour debt à lui reconnu. Si celui-ci nie le debt et que le créancier puisse le prouver devant le seigneur, par titres depuis dix sols en sus et par deux témoins dignes de foi pour une somme inférieure, il ne devra aucun ban au seigneur. Dans le cas contraire, il sera tenu au ban de soixante sols si cela a lieu dans la ville, et à celui de trois sols si c'est hors de celle-ci, ainsi qu'à la restitution des gages et des frais soutenus à cette occasion.

Au jour de marché, nul ne peut gager quelqu'un des denrées qu'il y apporte (vendre), sauf le seigneur, à raison du marché. Le contrevenant paiera trois sols de ban et fera restitution au gagé.

Chacun peut acheter à Cossonay, dans les rues, de toutes personnes, toute espèce de denrées et de marchandises bien ou mal prises, pourvu cependant que l'acheteur ignore que la chose vendue soit mal prise. Si la vente s'est faite en secret, l'acheteur devra restituer l'objet vendu.

Celui qui entrera, sans la permission du propriétaire, dans un jardin ou un verger clos, paiera au seigneur sept sols si c'est de jour et soixante sols si c'est de nuit, outre trois sols au propriétaire, à moins qu'il ne le fasse en poursuivant son animal ou son oiseau ⁴⁶; dans ce cas, il pourra entrer de jour et de nuit en indemnisant le propriétaire du dommage, et à cet égard le propriétaire sera cru sur son serment et sur celui d'une personne de bonne fame. Celui

⁴⁶ Il s'agit ici d'animaux et d'oiseaux domestiques et non du droit de chasse dont on ne peut guère supposer que les bourgeois et les habitants de Cossonay fussent alors en possession; nous trouverons plus tard, cependant, notre ville jouissant de ce droit sur son territoire.

qui refusera de payer au seigneur ces sept sols de ban , devra courir nu dans toute la ville, et , s'il a couru pouvant payer et ne le voulant pas , il sera rejeté à l'avenir de tout témoignage⁴⁷.

Si quelqu'un est privé de sa possession et que cela soit prouvé , le spoliateur sera tenu de la lui restituer en l'indemnisant du dommage et de payer au seigneur soixante sols⁴⁸.

Une possession⁴⁹ donnée en gage ne peut être vendue par celui à qui elle a été remise.

Chacun, dans la ville de Cossonay, devra tenir dorénavant le pavé en bon état devant sa maison⁵⁰ jusqu'au milieu de la rue et le réparer incontinent à ses frais, s'il est nécessaire. Il peut y être contraint par voie d'exécution sommaire⁵¹ et par la perte de ses biens.

Sous peine de nullité, les enfans qui sont sous puissance de père ou de mère ne pourront contracter sans leur consentement. On ne pourra pas renoncer à cette coutume.

Le possessoire d'immeuble, dans la châtellenie de Cosso-

⁴⁷ Cette circonstance est digne de remarque. On supposait avec raison que celui qui préférerait se soumettre à une pareille peine, plutôt que de payer une amende, n'était pas digne d'être appelé en témoignage, sa moralité n'offrant plus de garantie.

⁴⁸ Ces bans élevés, dûs au seigneur, indépendants de ceux payés à la personne lésée, proviennent de ce qu'il était le gardien de la justice.

⁴⁹ C'est-à-dire un immeuble.

⁵⁰ De la longueur et de la largeur de cette maison.

⁵¹ « Sommarie et de plano. » — Une seconde disposition de la charte des franchises enjoint encore à ceux qui n'auraient pas fait le pavé dans la ville , de remplir cette obligation , ajoutant que chacun était tenu de bien entretenir ce pavé devant sa maison , à ses frais.

nay, doit être prouvé par le serment de celui qui possède et de deux témoins dignes de foi, prêté sur les Saints-Evangiles; le seigneur doit contraindre ces témoins à faire ce serment en deux jours dans les quatorze jours subséquents.

Lorsque, dans la ville de Cossonay, quelqu'un voudra faire un mur, le voisin sera tenu de lui vendre de son terrain pour en construire la moitié, mais il devra faire ce mur à ses frais à la hauteur d'un étage (*unius trabature*) et plus, s'il le veut. Il sera tenu d'en laisser l'usage entier et absolu à ce voisin, depuis l'étage en bas; mais si, à partir de l'étage en haut, ce dernier voulait faire des fenêtres sourdes (*fenestras surdas*) ou des armoires, elles se feraient à ses frais.

En fait de provocation au combat judiciaire, on suivra, dans la ville et la châteltenie de Cossonay, la coutume de Lausanne ⁵².

Le seigneur, soit son châtelain, doivent recevoir toutes personnes idoines voulant entrer dans la bourgeoisie de Cossonay et leur déférer le serment usité. Elles seront présentées par les syndics de la ville au châtelain, qui ne devra pas les refuser si elles sont jugées utiles et qu'elles ne soient pas taillables.

Lorsqu'il s'agit de délits pour lesquels il est d'usage d'enquérir de plein ⁵³, les bourgeois et les sujets de la ville et de la châteltenie de Cossonay et autres, cités devant le châte-

⁵² Voyez cette curieuse coutume de Lausanne, tome VII des présents mémoires. « De appellation de duelle en soit usé en la ville et châtellanie de Cossonay comme l'on use à Morges » (Confirm. de 1414).

⁵³ C'est-à-dire de procéder sommairement, sans ordre de plaid et de procès et sans figure de jugement (DuCange).

lain et présents, ne seront pas tenus de donner caution, et ils ne pourront pas être détenus ni les absents être condamnés jusqu'à ce que le maléfice ⁵⁴ soit prouvé, en tout ou en partie, par due attestation de deux ou trois témoins.

Chaque bourgeois peut avoir devant sa maison une échoppe franche et libre, longue de sept pieds ordinaires et large de trois; si elle se trouve en lieu étroit, elle devra être faite avec des charnières, afin de laisser la circulation plus libre ⁵⁵.

Les bourgeois et les habitants de la ville, de la châtellenie de Cossonay et du ressort ⁵⁶ doivent faire ensemble les fossés, les tours, les murs et les bâtiments (*bastimenta*) depuis les toits au-dessus ⁵⁷.

Le seigneur est tenu de maintenir toutes les autres franchises de la ville et ses coutumes, comme cela a été usité jusqu'ici.

En temps de guerre et de doute (*dubii*), le seigneur doit

⁵⁴ *Maleficium*, un crime quelconque.

⁵⁵ C'est-à-dire pour qu'elle puisse être levée dans l'occasion.

⁵⁶ Le mot *ressort* a tantôt une signification générale et tantôt une spéciale. Ici, elle est spéciale, c'est-à-dire qu'il désigne cette partie de la seigneurie de Cossonay qui ne faisait pas partie de la châtellenie, parce que la juridiction y appartenait à des vassaux du sire de Cossonay qui la tenaient de lui en fief. Dans sa signification générale, ressort voulait dire tout ce qui *ressortissait* à Cossonay, tant la châtellenie que le ressort proprement dit.

⁵⁷ C'est-à-dire, croyons-nous, les tourelles qui, dans les anciennes fortifications, s'élevaient au-dessus des toits. — Les sujets immédiats du seigneur étaient également tenus au droit de *bâtir* à l'égard du château de Cossonay. Leurs reconnaissances les astreignaient à suivre la chevalerie (la chevauchée) et les armes du seigneur, à *veiller*, à s'aider à bâtir, à moudre leurs blés à ses moulins, à cuire leurs pâtes à ses fours, ainsi qu'à tous les autres usages communs.

contraindre tous les bourgeois et ses autres sujets de la châteltenie demeurant hors de la ville de Cossonay, de venir veiller au château et dans la ville (de Cossonay). Le seigneur aura le tiers de ces hommes pour la garde du château, et les syndics les autres pour celle de la ville ; les nobles, bourgeois et habitants d'icelle seront tenus de veiller avec eux à cette garde.

Telles sont les franchises que l'héritière des sires de Cossonay concéda à ses ressortissants⁵⁸. Le sire Jean de Rougemont, son mari, les approuva ; et tous deux promirent, par serment prêté sur le saint corps de Christ, de les maintenir, ainsi que toutes les autres coutumes de la ville et de la châteltenie. De leur côté, les deux syndics de la communauté de la ville⁵⁹, au nom de tous les nobles, bourgeois, sujets et habitants, tant de la ville que de la châteltenie⁶⁰, promirent aussi par serment⁶¹ d'obéir, comme bons sujets, à leur dame, et d'observer fermement les immunités qu'elle leur avait concédées⁶².

⁵⁸ Ne perdons pas de vue que Cossonay avait déjà des franchises avant l'octroi de ce nouveau code.

⁵⁹ Girard Vigoureux et Mermier Patriaul.

⁶⁰ Et du consentement exprès des donzels Aymon, bâtard de Cossonay, Nicolet et Jean de Senarclens, frères, Jean de Mollens, Jehannod Quarrelli et Pierre Pictet, ainsi que des bourgeois Aymon Marpaud, Nicolet Maillet, Jean Macri, Perret Papoux, Perrod Neir, Etienne Baddaz, Nicod Proudun, Jaccard Quinnaz, Mermier Oubam, Jean Bernard et de plusieurs autres.

⁶¹ Prêté sur le saint corps de Christ.

⁶² Les nobles et bourgeois nommés plus haut approuvèrent ce qui avait été fait et promirent par serment de s'y conformer. Quatre

Un passément obtenu par les syndics de notre communauté va nous offrir quelques traits de mœurs⁶³. Jaques Duc, qui avait été élu syndic de la communauté en 1392 (jour de la fête de St-Georges), était mort sans avoir rendu les comptes de sa gestion. En conséquence, clame avait été faite par les syndics (1395, le jeudi après l'Epiphanie), entre les mains du châtelain de Cossonay (le donzel Jean de Mollens) contre Cathérine, sa mère, et Nicolet, son frère, qui tenaient à Cossonay une maison et deux « oches » provenant de sa succession. Ils leur demandaient le paiement des sommes tant en deniers que froment, perçues par le défunt syndic durant son administration⁶⁴, et en outre cent florins pour les dommages et missions ; ou bien, à défaut de ce paiement, ils réclamaient la maison, les oches et ceux des autres biens du défunt Jaques Duc qu'on pouvait montrer du doigt ou de l'œil. La veuve Cathérine demanda que le châtelain lui administrât un conseil. Après plusieurs citations et dilations, une journée de droit (1396, vendredi avant la fête de St-Georges) avait été assignée aux parties, mais, Cathérine et son fils n'y ayant pas paru, le châtelain, ensuite du jugement de la

exemplaires pareils pouvaient être faits de la charte de ces immunités : un à l'usage de la dame de Cossonay, et les trois autres pour celui de la communauté.

⁶³ C'est le document mentionné à la note 18 et qui nous a révélé l'existence du gouvernement communal à Cossonay en 1392.

⁶⁴ C'est-à-dire 121 florins d'or pour la ferme de l'ohmgeld, de deux ans ; 140 des mêmes florins pour le produit d'une imposition pour la fortification de la ville ; 40 florins livrés par les recteurs de l'hôpital St-Antoine, et 36 muids et 4 coupes pour la ferme de deux années du froment des veilles, ou bien, au lieu de ce froment, 72 florins d'or. Pour l'époque et vu la rareté du numéraire et sa valeur élevée, ces diverses sommes étaient considérables.

cour⁶⁵, avait accordé aux acteurs un passément contr'eux et les avait investis des choses demandées par la remise d'un bâton, selon l'usage; puis, pour l'exécution de ce passément, le mestral de Cossonay (Jean Blanchet), sur l'ordre du châtelain et à la requête des sindics, avait accordé à ceux-ci la possession corporelle de la maison et des oches, par la remise des clefs de la porte d'entrée et de celle du cellier de cette maison et de deux mottes de la terre de ces oches, et cela en présence de plusieurs témoins. La communauté avait eu cette possession jusqu'à l'année 1400; alors la veuve Cathérine, voulant habiter la maison en question, avait pris, par serment, l'engagement de la reconnaître⁶⁶ en faveur de la communauté; puis elle l'avait quittée et demeurait dès-lors à la Chaux, chez le commandeur de Vaud de l'ordre de St-Jean de Jérusalem (*ad domum de Calce preceptoris Waudi ordinis Sti-Johannis hierosolyme*). Toutefois elle était revenue passer un mois dans cette maison, promettant que, si elle l'habitait plus longtemps, elle en prêterait reconnaissance. Mais, comme elle ne remplissait

⁶⁵ Les sindics avaient requis la cour que, vu l'absence des rées, il fût fait droit à leur demande; ayant posé le cas à sa connaissance et s'étant ensuite éloignés, il avait été concordablement connu par Johannod Quarelli et Jacod de Chabiez, donzels, François de Sombacor, de Vuflens-la-ville, Mermier Oubam, Jean Bernardi et plusieurs autres prud'hommes siégeant en la cour et jugeant (*in curia sedentes et judicantes*) avec le châtelain, et par celui-ci rapporté aux sindics rappelés au jugement, qu'un bon et légitime passément devait leur être accordé contre les rées absents.

⁶⁶ C'est-à-dire de faire sur les mains d'un notaire la déclaration ou l'aveu qu'elle tenait cette maison de la communauté de Cossonay, vraisemblablement sous le paiement d'une cense annuelle et d'une certaine somme une fois payée.

point cette promesse, les syndics l'actionnèrent de nouveau, demandant qu'elle fit la confession promise et payât cent livres lausannoises pour dams à l'occasion de ce manque de confession et cent autres livres pour dams, missions et frais par eux soutenus dans cette circonstance. Le châtelain (Henri du Petit, donzel), assigna les parties en jugement; la veuve Cathérine ne voulut pas prêter serment précisément comme il le demandait ⁶⁷. Enfin, les syndics obtinrent de la cour du châtelain un passément qui leur accorda l'investiture de la maison et des biens de la veuve Cathérine jusques à la valeur de deux cents livres lausannoises ⁶⁸.

Nous devons revenir sur quelques faits, mentionnés à la vérité par nous dans la première partie de notre travail ⁶⁹, mais sans l'accompagnement de divers détails qui appartiennent à l'histoire de notre communauté. Le premier est la faculté que Jeanne, dame de Cossonay, lui accorda, en 1404 (23 août ⁷⁰), du consentement du sire Jean de Rougemont, de convertir en pré le marais de Graverney ⁷¹, situé au territoire

⁶⁷ Disant « par ma foi vous voyez que je n'ai pas trouvé de conseil. »

⁶⁸ En 1403, jeudi après la purification de la vierge. — La composition de la cour du châtelain, lorsque les syndics obtinrent ce dernier passément, nous présente deux donzels (Jean de Mollens et le bâtard Aymon de Cossonay), neuf bourgeois de la ville et cinq prud'hommes de la châtellenie (de Penthallaz, Grancy, l'Isle, Colombier et Daillens), outre plusieurs autres prud'hommes qui ne sont pas nommés.

⁶⁹ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 150.

⁷⁰ Par titre daté de Ballaigue, près les Clées.

⁷¹ C'est-à-dire de le mettre en domaine et en « deveyn, » et de le rédaire en pré à la manière des autres prés de la ville.

de Cossonay (et que l'eau stagnante rendait stérile), et de l'aliéner comme bon lui semblerait, le tout sous la réserve, en sa faveur, de la juridiction. Notre ville se hâta, en faisant écouler l'excédant des eaux de ce marais, d'en changer la nature, et, en l'acensant, de se procurer une augmentation de revenu. Mais ce changement lui attira une difficulté avec la communauté voisine de la Sarraz qui avait droit, de concert avec elle, au pâturage de Graverney. Pour sa défense, notre communauté alléguait que celle de la Sarraz, de son côté, avait également converti en prés certains pâquiers sur lesquels elle avait aussi un droit de commun pâturage ⁷².

Les sires Nicod et Aymon de la Sarraz, frères, nommés arbitres de la difficulté par les parties ⁷³, la terminèrent en décidant, entr'autres, qu'après la récolte des prés, et dans un temps limité, ceux de la Sarraz pourraient faire pâturer Graverney avec ceux de Cossonay, et que ces derniers en useraient de même à l'égard des pâquiers communs que la communauté de la Sarraz avait réduits en prés ⁷⁴.

Le second fait est la concession du sire Jean de Rougemont à notre communauté (1404, 4 oct.), sur la requête

⁷² Spécialement celui appelé ès Vourses, proche de la Venoge.

⁷³ Le choix de ces seigneurs fait leur éloge ; sans une garantie d'impartialité, Cossonay eût pu redouter leur décision.

⁷⁴ La prononciation des sires de la Sarraz, rendue le 22 août 1406, fut ratifiée, du côté de Cossonay, par frère Pierre de Villars, prieur de Cossonay, le bâtard Aymon, Jean de Mollens, Amédée de Lucinge, Jean de Conay, donzels, et par beaucoup de bourgeois (nommés dans la chartre). Et, du côté de la Sarraz, par Hugonin et Jean Grasset, Thomasset d'Eclépends, Jean de Chabiez, Humbert de Conay, Jean, bâtard de Romainmotier, et Mermet, bâtard d'Eclépends, donzels, ainsi que par un certain nombre de bourgeois (aussi nommés).

qu'elle lui en avait adressée par l'organe de ses syndics⁷⁵ et des conseillers de ceux-ci⁷⁶, ainsi qu'au boucher Guillaume Brochet, et pour le terme de trois années, du poids des viandes qui se vendraient dans la ville⁷⁷; concession motivée sur ce que, dans plusieurs autres bonnes villes de la patrie de Vaud, les viandes, à la boucherie, se vendaient au poids⁷⁸. Notre ville, dans la sienne, devait se servir de celui de la ville d'Aubonne. Les conditions de cette concession valent la peine d'être rapportées, en ce qu'elles nous font connaître la police des boucheries à cette époque. Ainsi, par exemple, depuis le dimanche avant la fête de la nativité de St-Jean-Baptiste, jusqu'au dimanche après l'octave de la fête de St-Martin, le boucher Brochet devait vendre la livre de mouton à raison de trois deniers lausannois, celle de brebis deux deniers et une obole, celle de bœuf ou de vache deux deniers, et les autres viandes selon que cela se pratiquait à Aubonne⁷⁹; mais, depuis cette époque-ci jusques au mardi gras inclusivement, il devait y avoir augmentation

⁷⁵ Jean Licion, clerc, et Pierre, dit Gollie, notaire.

⁷⁶ Le prieur Pierre de Villars, Jean de Mollens, Nicolet et Jean de Senarclens, donzels, Jean Ouban, Girard Vigoureux, Rolet Magnin, et Nicolet Terrallion, donc huit conseillers. Quoique désignés ici sous le nom de conseillers des syndics, ils formaient évidemment le conseil de la ville. La participation du prieur du prieuré aux affaires de la communauté doit être remarquée.

⁷⁷ « Pondus omnium et singularum carnum venalium et vendendarum in predicta villa. »

⁷⁸ On pourrait conjecturer de cette circonstance que l'usage de vendre la viande au poids n'était pas encore général dans la patrie de Vaud.

⁷⁹ La boucherie d'Aubonne paraît avoir eu alors une organisation qui pouvait servir de modèle.

de prix ⁸⁰. Il était tenu, sous le ban de trois sols, de pourvoir la boucherie de bonnes viandes, et particulièrement de mouton ⁸¹, chacun des jours de la semaine où l'on en mangeait ⁸². Il était également tenu, sous le même ban, de tuer les bêtes nécessaires la veille du jour où leur chair devait être débitée et cela jusqu'à l'heure des vêpres. Il lui était interdit (sous semblable ban) de laver et macérer les chairs, sinon en écorchant les bêtes, de les gonfler et d'enlever la graisse de celles de mouton et de brebis. Il devait notifier à toute personne achetant du mouton et de la brebis, l'espèce de viande qu'il livrait; et s'il remettait de la brebis pour du mouton, il était tenu au ban de trois sols et à perdre la viande. Sous le ban de soixante sols, il lui était enjoint de ne vendre que des chairs d'animaux sains, de les peser justement et d'avoir un bon poids ⁸³ à cet effet, aussi de ne pas les vendre à des prix plus élevés que ceux qui étaient fixés ⁸⁴. Si, d'un côté, il lui était défendu (sous le ban de trois sols) d'ajouter

⁸⁰ D'une obole par livre pour le mouton, la brebis, le bœuf et la vache; les autres viandes devaient se vendre au prix usité à Aubonne dans cette saison.

⁸¹ Si quelque noble ou bourgeois de Cossonay voulait acheter un quartier (*unum quarterium*) de mouton et qu'il en fit la demande avant vêpres, le boucher devait, sous le ban de trois sols, le lui livrer.

⁸² Les quatre jours gras, c'est-à-dire les dimanche, lundi, mardi et jeudi, la boucherie devait être suffisamment pourvue, depuis le matin jusqu'à heure de prime, de bonnes viandes, dépecées le jour même.

⁸³ Un poids d'Aubonne.

⁸⁴ Sous le ban de soixante sols, nul autre boucher que Brochet ne pouvait tuer de bêtes dans la boucherie de Cossonay, sinon du consentement de celui-ci. Tous ces bans étaient payables au seigneur.

sans le consentement de l'acheteur à la quantité de viande qui lui était demandée, il était, d'un autre côté, interdit à l'acheteur (sous le même ban) d'emporter la viande sans en avoir payé le prix, à moins que le boucher n'y consentît. Enfin la communauté devait avancer au boucher Brochet vingt livres lausannoises, en deux termes, pour l'achat d'animaux gras ⁸⁵.

Le troisième fait, enfin, sur lequel nous avons à revenir, concerne les lettres de non-préjudice que messire Jean de Rougemont accorda à notre communauté, au sujet de l'arrestation de deux criminels, faite par son châtelain. Ecoutons les termes de ce document qui servira de commentaire à un point des coutumes et des franchises de notre ville.

Le mercredi après la Toussaints de l'année 1404, Jean de Rougemont, chevalier, sire de Cossonay, se trouvant sous la première porte du château de Cossonay, il lui fut exposé, en présence de témoins ⁸⁶, par Jean Licion, clerc, sindic et gouverneur de la communauté de Cossonay, que son châtelain ⁸⁷ avait fait saisir injustement et détenait dans son château de Cossonay certain homme de Fribourg, nommé Jean Ancheynoz, ainsi qu'un autre individu appelé Hensilly Rellioux, et cela sans clame ni adjudication, en opposition aux franchises et coutumes du pays et du lieu d'après lesquelles il était d'usage, dès les temps anciens, que nul ne

⁸⁵ « Ad macellandum et ponendum se ipsum en chedaul. » Brochet devait rembourser ces 20 livres au bout des trois ans. — Messire Jean convint avec la communauté que la moitié de tous les avantages spécifiés (*omnium bonorum predictorum*) lui appartiendrait et l'autre à la communauté. Nous croyons voir dans cette concession la constitution et l'établissement de la boucherie de notre ville.

⁸⁶ Entr'autres Nicod de Lucinge, donzel, et dom Etienne Renparre, moine du prieuré de Cossonay.

⁸⁷ Henri du Petit (de Parvo), donzel.

fût incarcéré sans clame, faite ou à faire par quelque poursuivant pour cause de maléfice ou de crime, ni sans adjudication, faite ou à faire, au lieu ordinaire des plaids, par les nobles, bourgeois et prud'hommes du lieu. En conséquence, le syndic, au nom de la communauté, requit messire Jean que son châtelain remit les deux détenus au lieu accoutumé et libre des plaids, à Cossonay, pour que les nobles, bourgeois et prud'hommes connussent s'ils avaient commis cas pour lequel ils dussent être détenus. Messire Jean répondit que son châtelain détenait Ancheynoz et Rellioux sur la clame de Pierre de Châtel, demeurant à Cossonay, pour bonne cause, puisqu'ils avaient avoué être larrons et que celui qui avait confessé de telles choses était tenu pour jugé; qu'en outre Rellioux avait avoué spontanément être homicide; que, selon un bruit public et fondé, il y avait plusieurs larrons et déprédateurs dans la patrie de Vaud, et que les deux détenus passaient pour appartenir à leur association. Enfin, messire Jean, qui trouvait la requête du syndic raisonnable et voulait plutôt maintenir les franchises et coutumes de sa ville de Cossonay qu'y déroger, mais qui, aussi, ne voulait pas laisser impunis les crimes à l'occasion d'une meilleure information de ces franchises et coutumes et d'une recherche plus exacte du fait des détenus, pria le syndic de lui abandonner ceux-ci jusqu'à-ce qu'il eût acquis une plus grande certitude à leur égard, et eu, au sujet des choses présumées, une délibération solennelle avec les gardiens de la coutume et les experts. Le syndic, de grâce spéciale, concéda au sire Jean ce qu'il demandait, réservant toutefois qu'il n'en résulterait aucun préjudice pour la communauté sous le rapport de ses franchises, ce dont messire Jean lui donna l'assurance, en même temps que, sur sa requête, il lui octroya des lettres testimoniales de cette transaction.

DOMINATION IMMÉDIATE DE LA MAISON DE SAVOIE.



Jeanne, dame de Cossonay, mourut sans postérité, laissant (par son testament du 6 avril 1405) sa riche succession au sire Jean de Rougemont, son mari. On a vu, dans la première partie de cet ouvrage, qu'elle lui fut disputée par plusieurs prétendants et que le sire de Varembon (Guy de la Palud), auquel une prononciation amiable du conseil du comte de Savoie avait adjugé la moitié des seigneuries de Cossonay et de l'Isle, la vendit au comte Amédée VIII de Savoie (1412, 6 octobre). Ce prince, qui réclamait ces deux seigneuries à cause de l'extinction de la maison de Cossonay (à raison de la vacance du fief), n'avait pas attendu cette vente pour en prendre possession, ainsi que le prouve une supplication que des nobles et bourgeois de notre ville lui adressèrent, tendant à ce que le village de Gollion (proche de Cossonay), que le sire Louis (II) de Cossonay avait annexé à la châtellenie de l'Isle, à raison de l'assignation de la dot

de Louise de Montbéliard, sa mère⁸⁸, fût de nouveau incorporé à celle de Cossonay, dont il faisait auparavant partie, motivant cette demande sur la proximité des deux endroits et la circonstance que plusieurs nobles et bourgeois de Cossonay, ayant à Gollion des hommes et des possessions, il leur était pénible que la justice de ce village fût rendue à l'Isle⁸⁹. Le comte Amédée, prenant cette supplication en considération, ordonna à son *châtelain de Cossonay* (soit au lieutenant de celui-ci), à la date du 28 nov. 1409⁹⁰, que Gollion fût partie à l'avenir du gouvernement et de la juridiction de Cossonay, quoique pendant un certain temps ce village eût été sous le régime et le gouvernement de la châtellenie de l'Isle.

Déjà, en 1406, le comte Amédée s'était empressé d'accorder, par lettres patentes du 23 avril, à la ville et à la châtellenie de Cossonay, sur leur requête, sa sauve-garde et protection contre tous, moyennant la cense perpétuelle de trois florins, payables entre les mains de son châtelain de Moudon.

Les droits du sire Jean de Rougemont ne furent pas liquidés de son vivant. Il a été rapporté que Thiébaut de Rougemont, archevêque de Besançon, son frère et son héritier, disputa la seigneurie de Cossonay au duc Amédée⁹¹, et que Guillaume de Challant, évêque de Lausanne, arbitre de leur

⁸⁸ Qui l'avait possédé sa vie durant, ainsi que la seigneurie de l'Isle.

⁸⁹ On voit par là que la châtellenie de l'Isle était distincte de celle de Cossonay.

⁹⁰ L'ordre du comte Amédée est daté de Thonon.

⁹¹ Dans l'intervalle (1416, 19 février), Amédée de Savoie avait été revêtu de la dignité ducale par l'empereur Sigismond.

différend, l'adjugea au duc (1421), moyennant une indemnité pécuniaire à l'archevêque⁹².

Cossonay passa donc à la maison de Savoie. Si l'extinction de ses seigneurs naturels fut une perte pour notre ville, qui, peut-être, avait été fondée par eux, qu'ils avaient dotée de franchises étendues et dans laquelle ils résidaient⁹³, il lui fut avantageux, d'un autre côté, d'être réunie au domaine du souverain du pays. Par là, elle monta en dignité, si l'on peut employer cette expression, et de médiate devint immédiate, ce qui lui procura séance, dans le même siècle, aux Etats de la patrie de Vaud, avec les autres *bonnes villes* du pays⁹⁴.

Mais avec les princes de Savoie arriva aussi, pour notre ville, la charge des dons gratuits et nous en trouvons promptement un premier exemple. La communauté de Cossonay ayant accordé à son très-redouté seigneur, le comte Amédée,

⁹² Guichenon, qui rapporte cette circonstance, n'indique pas quelle somme le duc paya à l'archevêque.

⁹³ Nous pensons qu'en cessant d'être la résidence d'une famille puissante et presque princière de dynastes, Cossonay déchet sous le rapport matériel: de là, peut-être, cette diminution de population que plusieurs actes semblent révéler. « Cossonay, dit Jean de Muller (trad. Monnard, IV, p. 25) est resté jusqu'à ce jour au-dessous de l'antique gloire de son nom. »

⁹⁴ C'est-à-dire les villes dotées de franchises, qui appartenaient au domaine du prince. Selon l'auteur des *Recherches historiques sur les anciennes assemblées des Etats du pays de Vaud*, on appelait *bonnes villes* toutes celles qui étaient affranchies de subsides réguliers ou arbitraires. Ce n'est que depuis la conquête du pays par Berne, et principalement dès le XVII^e siècle, que l'usage s'est établi d'appeler exclusivement *bonnes villes* celles de Moudon, Yverdon, Morges et Nyon.

un don de cent et soixante florins d'or, en subvention de la guerre qu'il devait soutenir contre les Bernois, leva, à cette occasion, une imposition dans la seigneurie, et les prud'hommes de Cottens furent taxés, pour la part de ce village, à quatre livres lausannoises : mais ceux-ci, tout en reconnaissant l'obligation qu'ils avaient de contribuer à la fortification de la ville, nièrent celle de devoir payer leur part des dons qu'elle accordait. Ainsi que cela se pratiquait fréquemment au moyen-âge, les parties recoururent à un arbitrage. Le donzel Guyonnet de Daillens, choisi par elles pour compositeur amiable⁹⁵, ayant accepté le fardeau de ce compromis, prononça (1410, 8 sept.), après mûre délibération tenue avec leurs amis : 1^o que les hommes de Cottens et leurs successeurs ne seraient dorénavant tenus de contribuer aux dons de la communauté de Cossonay au seigneur du lieu, que si, appelés à l'octroi de ces dons, ils y avaient donné leur assentiment ; 2^o que ces mêmes hommes étant des ressort, contribution et fortification de Cossonay, étaient tenus, comme les autres habitants du ressort et de la châteltenie, de terrailer (faire les fossés), fortifier, veiller et payer⁹⁶ dans cette ville. Cette sentence fut ratifiée par les parties, par un certain nombre de nobles et de bourgeois de Cossonay⁹⁷ qui avaient consenti à l'arbitrage du donzel de Daillens, ainsi que par le donzel Antoine de Châtillon (sous-seigneur de Cottens), qui y avait autorisé les prud'hommes

⁹⁵ Avec pouvoir de prononcer sur le débat.

⁹⁶ C'est-à-dire de payer leur part des ouvrages qui concernaient la fortification de la ville.

⁹⁷ Par le prieur frère Pierre de Villars, les donzels Jean de Mollens, Jean de Sunarclens et Amédée de Lucinge et cinq bourgeois, vraisemblablement les conseillers des syndics. Plusieurs autres bourgeois

de Cottens. — Le premier point de la prononciation doit être remarqué en ce qu'il témoigne d'un vrai respect pour les formes constitutionnelles. Il établit le principe que les dons gratuits que faisait la communauté de Cossonay devaient être accordés aussi par les représentants des diverses localités de la seigneurie.

Ce premier don gratuit fut bientôt suivi d'un second, de cent florins (de petit poids), accordé par notre ville et sa châtellenie, en 1415, au comte Amédée, à l'occasion du voyage qu'il se proposait de faire (Dieu aidant) de l'autre côté des monts. La quittance de ce prince ⁹⁸ est accompagnée d'un acte de non-préjudice, ce don étant fait de grâce spéciale.

Notre communauté avait alors l'habitude d'affirmer annuellement l'ohmgeld et le froment des veilles ⁹⁹, ses deux meilleurs revenus. Le donzel Jean de Mollens reconnaît, en 1407 (24 avril), lui devoir cent et quarante florins, de quatorze sols chacun, pour l'amodiation d'une année du longuelt et des oboles ⁴⁰⁰ de la ville et de la communauté, et promet, sous caution, de les payer en quatre termes (après la fête de Ste-Madelaine, à l'octave de la St-Michel, à Noël

(non nommés) approuvèrent également. Le syndic était alors Pierre Golli ou Gollie, d'une famille qui existe encore à Payerne sous le nom de Gollier.

⁹⁸ Datée de Chambéri, du 8 juin, et signée par le trésorier général de Savoie.

⁹⁹ Voir, au sujet de l'ohmgeld et de la guette ou du froment des veilles, la première partie de cet ouvrage, page 89, note 269. L'ohmgeld s'affermait pour une somme de deniers et la guette pour une certaine quantité de froment.

⁴⁰⁰ « Ex causa amodiationis seu emptionis lingelli et obolorum ville et communitatis de Cossonay. » C'est la seule fois qu'il soit question de ce tribut des *oboles*. On ignore en quoi il consistait.

et à Pâques). Le bourgeois Nicolet Neir amodia ce même longuelt, en 1412, pour cent florins d'or (de 14 sols chacun ⁴⁰¹) ; il devait le recouvrer de la manière accoutumée, et le syndic de la ville obtenir du châtelain Jean de Senarcens qu'il fit incontinent proclamer ⁴⁰², sur la place et dans les carrefours (*angulis*) de la ville où il était d'usage de faire semblable publication, que, sous le ban de soixante sols au seigneur ⁴⁰³, tout habitant de la ville ou de la châtellenie voulant vendre vin en taverne, fût tenu, avant tout, de faire marquer et étalonner, par Neir, les tonneaux du vin qu'il se proposait de débiter ⁴⁰⁴. — Quant au froment des veilles, notre communauté l'affirma, en 1408 (24 avril), pour quinze muids de froment (à la mesure de Cossonay) et, en 1424, pour quinze muids et deux coupes ; ainsi pour une quantité moindre qu'en 1392.

Les syndics de notre ville restaient alors deux années en charge. Lorsqu'ils en sortaient, ils rendaient à leurs successeurs et au conseil les comptes de leur administration ⁴⁰⁵. Le

⁴⁰¹ L'amodiation devait commencer le jour de la prochaine fête de St-Georges.

⁴⁰² Par le crieur général de la ville.

⁴⁰³ La preuve légitime de ce ban étant faite auparavant de la manière accoutumée (*per consuetos*).

⁴⁰⁴ « Sigillare et randare seu seyla et randa dolium vel dolia, » etc.

⁴⁰⁵ Les archives de notre communauté contiennent un document du 5 août 1410, par lequel le syndic Pierre Golli, frère Pierre de Villars, prieur de Cossonay, les donzels Aymon, bâtard de Cossonay, et Amédée de Lucinge, et dix bourgeois (formant, pensons-nous, le conseil), déclarent qu'au nom de la communauté ils ont reçu les comptes de ce que les syndics Nicolet Neir, clerc, et Nicolet Vuastel, ont perçu et livré, depuis le dimanche des Bordes de l'année 1408 jusqu'au 28 mars 1410, tant des censes, rentes et autres revenus de

premier syndic était le boursier de la communauté; le cercle de ses attributions et de son activité était bien plus étendu que celui de son collègue qui le suppléait dans l'occasion. On aurait pu appeler l'un le grand et l'autre le petit syndic.

Il était de rigueur que le nouveau seigneur de Cossonay confirmât les franchises de la ville et de la châteltenie. Sur l'humble requête qu'ils lui en adressèrent, le comte Amédée, voulant suivre l'exemple louable de la feue dame de Cossonay, confirma et concéda de nouveau (1414, 11 sept.) aux nobles, bourgeois et habitants ⁴⁰⁶ de la ville et de la châteltenie de Cossonay et de *l'Isle* les franchises, libertés et coutumes qui leur avaient été octroyées en 1398 ⁴⁰⁷, y apportant néanmoins quelques modifications ⁴⁰⁸; le tout selon le nou-

la communauté que d'une imposition levée dans la seigneurie de Cossonay au sujet de cent écus d'or concédés à leur très-cher et très-redouté seigneur le comte de Savoie et de la fortification de la ville; et que, selon ces comptes rendus par le prénommé Neir, celui-ci reste devoir 58 livres lausannoises et 2 muids et 8 coupes de froment. L'ex-syndic prend l'engagement, sous le cautionnement de son collègue, d'acquitter sa dette à la première réquisition de la communauté. Enfin les donzels Jean de Mollens et Georges Marchiand et le bourgeois Jean Macri, en plein certifiés des droits de la communauté, approuvent le tout et en reconnaissent la vérité, déclarant que cela a été fait de leur consentement. Nous pensons, à l'égard de ces derniers, qu'étant du nombre des conseillers des syndics ils avaient été particulièrement chargés de l'examen des comptes des ex-syndics. Avaient-ils peut-être, de la communauté, la mission de surveiller ses dépenses et revenus?

⁴⁰⁶ « Incolis et habitatoribus. »

⁴⁰⁷ C'est-à-dire à ceux de la ville et de la châteltenie de Cossonay.

⁴⁰⁸ Ces modifications ont déjà été indiquées en note. La coutume de Moudon est introduite pour quelques-unes des dispositions du code; pour d'autres c'est celle de Lausanne, et pour l'une d'elles (la

veau code qu'il leur en donna ⁴⁰⁹. — Remarquons le fait nouveau de l'extension de ces franchises aux habitants de l'Isle, dont il n'est point parlé dans la charte précédente. C'est que la maison de Savoie, à laquelle les deux châtellemies voisines de Cossonay et de l'Isle étaient parvenues (après l'extinction de la maison de Cossonay), les réunissait volontiers lorsqu'il s'agissait de mesures émanant du gouvernement; elles paraissent aussi n'avoir eu qu'un seul et même châtelain ⁴¹⁰. Toutefois, plus tard, les habitants de l'Isle voulurent avoir des franchises particulières, que, sur leur requête, le même duc Amédée leur concéda (1431, 2 juin) ⁴¹¹.

Le passage de Sigismond, roi des Romains, dans les Etats du comte Amédée, fut l'occasion d'un nouveau don gratuit, de quatre cents florins (de bon poids), que ses justiciables des

provocation au combat judiciaire), la coutume de Morges est substituée à celle de Lausanne. Une disposition nouvelle est celle qui oblige toute personne des châtellemies de Cossonay et de l'Isle de porter en premier lieu, au marché de la ville de Cossonay, tout ce qu'elle voudra vendre, et cela sous le ban de dix sols au seigneur.

⁴⁰⁹ Les intéressés payèrent au comte Amédée deux cents florins pour cette concession, dont la charte, datée de Genève, est signée par le marquis de Saluces, le chancelier (G. Marchand), le maréchal (G. de Montmayeur), le trésorier général (Guig. Maréchal) de Savoie, et par trois autres conseillers du comte, et scellée du grand sceau (équestre) de Savoie (en cire verte).

⁴¹⁰ Et parfois n'avoir formé qu'une seule châtellemie. Nous ne tarderons pas à voir l'établissement d'un même mestral pour Cossonay et l'Isle.

⁴¹¹ Elles sont semblables, à quelques modifications près, à celles que Jeanne, dame de Cossonay, avait concédées à la ville et à la châtellemie de ce nom. Le duc reçut 40 florins pour cette concession (Arch. cant. tit. du baill. de Morges, coté n° 447).

seigneuries de Cossonay et de l'Isle ⁴¹² lui accordèrent en 1414 (11 sept.) ⁴¹³. En conséquence, le comte ordonna à son châtelain ⁴¹⁴ de les contraindre, chacun pour sa part, au paiement de la somme gracieusement accordée.

Les nobles et les bourgeois de Morges et de Cossonay présentèrent au duc Amédée, en 1417, une réclamation qui nous montre combien ces villes avaient l'œil ouvert sur le maintien de leurs franchises. Elles exposèrent à *l'excellence* du prince que Jean douz Turrel, leur bourgeois ⁴¹⁵, avait, en opposition aux coutumes du lieu et du pays, été incarcéré aux prisons d'Echallens, sans clame ni connaissance, et cela sur l'accusation d'un individu qui avait déjà inculpé plusieurs personnes à l'occasion d'une perte d'argent; que douz Turrel, homme de probité et de bonne réputation, n'aurait pas dû être emprisonné sur pure supposition; que le baillif de Vaud, requis de le mettre en liberté, s'y était refusé,

⁴¹² « Diletti fideles burgenses et incole singularesque persone locorum nostrorum de Cossonay et de Insule et mandamenti eorumdem super quibus jurisdictionem habemus, » ainsi s'exprime le comte Amédée dans l'ordre qu'il adresse à son châtelain d'exiger le paiement de la somme concédée. Ici le terme de *mandement* signifie évidemment châteltenie, c'est là sa signification la plus générale. Dans d'autres circonstances, il veut dire *ressort*, selon que nous l'avons déjà remarqué; et enfin, dans d'autres encore, il exprime tout à la fois la châteltenie et le ressort ou toute la seigneurie, dans laquelle le seigneur *mande* ou ordonne.

⁴¹³ A la même date que celle de la confirmation des franchises.

⁴¹⁴ « Castellano nostro dictorum locorum; » il n'y avait donc alors qu'un seul châtelain pour les deux châteltenies.

⁴¹⁵ Notre communauté avait acquis du même douz Turrel, en 1414, une maison située au château de Cossonay, pour 27 livres lausannoises.

prétextant un ordre spécial du duc, ce qu'on ne croyait point, révérence parlée, parce que, selon les coutumes et franchises de la patrie de Vaud, de telles choses ne devaient pas se faire; et que le baillif, requis de produire cet ordre, l'avait refusé, disant qu'il n'y était pas tenu; qu'en conséquence, ces villes, recourant à bon droit au duc, le suppliaient ⁴¹⁶ que douz Turrel fût libéré, en sorte que les coutumes qu'on avait l'habitude d'observer ne fussent pas blessées, et que, si quelqu'un avait à se plaindre de douz Turrel, justice fût rendue par connaissance (jugement) après qu'il aurait été mis en liberté. — Le duc envoya cette supplication à son baillif (1417, 24 août), lui ordonnant de lui expliquer ses démarches et leur but et de l'instruire de l'exacte vérité de cette affaire. La suite n'est pas connue.

Quelques comptes de l'époque reculée qui nous occupe ne doivent pas être passés sous silence, à raison de diverses notions qu'on chercherait inutilement dans les chartes. — Et d'abord c'est celui du prêtre Pierre de Lillaz, chargé par les sindics et les conseillers de la ville du paiement des dépenses faites pour la construction du clocher de l'église paroissiale de St-Paul de Cossonay ⁴¹⁷. Il commence à Pâques de l'année 1407 et nous montre le prix de la main d'œuvre, des matériaux employés, du fer ouvré, des cordes, etc. ⁴¹⁸.

⁴¹⁶ En considérant que les choses rapportées et beaucoup d'autres encore redondaient à l'énervation de tout le pays et à son préjudice, et aussi que douz Turrel n'était détenu ni par clame, ni par jugement, ni à aucun juste titre.

⁴¹⁷ Le prêtre Pierre de Lillaz y prend le titre de *rector seu magister operis campanilis* (chef de la fabrique du clocher).

⁴¹⁸ Les pierres employées furent extraites en partie des carrières d'Aclens et de Valussard et le bois de construction fut acheté d'Etien-

On y voit que le châtelain de Cossonay, le prieur et le donzel Jean de Mollens donnent des ordres pour cette construction et fournissent de l'argent⁴⁴⁹. Par son style gothique, le beau clocher de notre église rappelle bien l'époque où il a été bâti. Il en remplaça certainement un plus ancien. Le chœur de l'église, aussi gothique, date probablement du même temps. Quant au reste de l'édifice, nous le croyons beaucoup plus ancien, ce dont témoignent, selon nous, ses lourdes colonnes et ses arcades à plein cintre, en dépit des nombreuses réparations et des badigeons qu'il a subis. L'église de St-Paul était tout à la fois celle du prieuré et l'église paroissiale de la ville. Son entretien était à la charge de la paroisse, qui levait, dans l'occasion, des gietes soit impositions pour y subvenir. Les concessions de sépulture dans l'église émanaient du prieuré.

Nous passons à deux comptes, de 1413 et 1414, des revenus et dépenses de la confrérie du St-Esprit de Cosso-

net de Chabie (probablement à l'Isle). Citons quelques articles de ce compte : 6 sols pour 2 pelles de fer ; 6 deniers pour une livre de cordes ; 4 sols et 6 deniers pour quatre crampons de fer pesant 6 livres ; 7 sols pour deux milliers de clavins ; 15 livres 14 sols et 6 deniers pour trente sept journées de trois tailleurs de pierre ; 10 livres et 16 sols pour vingt-quatre journées de charrois (d'un char) de sable et de pierres ; 105 sols pour septante journées pour extraire du sable, des pierres, etc. ; 3 sols pour une journée de deux personnes ; 12 sols et 10 deniers pour onze journées dans la carrière d'Àclens ; 4 sols pour dix lans, etc. La livre de fer ouvré coûte 9 deniers. Il y avait, à la date du 15 sept. 1407, une horloge au clocher. Un orfèvre (*aurifaber*) était alors établi à Cossonay.

⁴⁴⁹ La plupart des paiements se font par ordre des deux derniers et du donzel Guyonnet de Dailens.

may¹²⁰. On sait que les confréries, très-nombreuses dans notre pays, étaient des associations moitié civiles et moitié religieuses, ayant pour but des œuvres de bienfaisance¹²¹. Ces comptes témoignent que les revenus de celle de Cossonay, consistant principalement en grains, étaient considérables. Trente confrères livraient alors annuellement cinq muids et cinq coupes de froment, dont un muid était livré par le sire de Cossonay¹²². Les autres censes et rentes s'élevaient approximativement à vingt-deux muids de froment¹²³, outre celles en deniers¹²⁴. Le froment s'employait en ma-

¹²⁰ Le premier compte est rendu par le receveur de la confrérie (Pierre de Lillaz, clerc et chapelain, sans doute celui dont il vient d'être parlé) aux syndics de la communauté, aussi recteurs de la confrérie. Le second l'est par ces mêmes recteurs aux syndics, leurs successeurs, devenus à leur tour recteurs de la confrérie. Celle-ci paraît donc avoir été sous la protection et la surveillance particulière de la communauté, puisqu'elle avait les syndics pour recteurs.

¹²¹ Ces œuvres avaient principalement les confrères pour objet; des services religieux étaient célébrés pour le salut des âmes de ceux qui ne vivaient plus.

¹²² Des autres confrères, Nicolet d'Oulens, Etienne de Disy, Rollin de Villar, Mermet Alamant, Amédée de Lucinge et Nicod de Sunarcens livraient, chacun, deux coupes.

¹²³ Au nombre de ceux qui payaient des censes et rentes, on remarque les hoirs du chevalier Jean de Disy pour un muid de froment, Jean de Bettens aussi pour un muid, Jean de Conay pour six coupes, le bâtard Aymon de Cossonay et sa femme pour trois coupes et Jean de Mont pour une coupe.

¹²⁴ Dans le premier compte, les deniers reçus s'élèvent à 7 livres et 5 deniers, dont 100 sols provenant de la vente de demi-muid du vin de la confrérie. Dans le second, ils forment la somme de 8 livres et demie et une fraction. Un muid de froment (soit 24 quarterons) avait été vendu au prix de 16 sols, et deux setiers de vin l'avaient été pour 14 sols.

jeune partie à faire du pain pour les pauvres ⁴²⁵. La fête de la confrérie se célébrait le lendemain de la Pentecôte ; il y avait messe ⁴²⁶, procession ⁴²⁷ et ensuite repas ⁴²⁸. Le fermier de l'ohmgeld lui livrait chaque année, d'obligation, six setiers de vin, et le boucher de la ville un mouton ⁴²⁹. Elle possédait une vigne ; la messeillerie de Cossonay et les corvées du faubourg des Chavannes paraissent lui avoir appartenu ⁴³⁰. Cette confrérie était l'objet de nombreuses dispositions pour cause de mort.

Viennent ensuite deux comptes, pour les années 1418 et 1419, du recteur de l'hôpital St-Antoine (Pierre de Lilla,

⁴²⁵ S'agit-il des pauvres confrères ou des pauvres en général ? En 1415, vingt-trois muids de froment furent livrés « pro dando pauperibus et aliis necessariis faciendis ; » le meunier reçut huit coupes pour les émines, les fourniers reçurent un muid pour cuire le pain, et chacune des quatre femmes aidant à pétrir, deux coupes. En 1414, vingt-quatre muids et quatre coupes de froment furent donnés à moudre pour la confrérie, etc.

⁴²⁶ 10 sols au chapelain chantant la messe le lundi après la Pentecôte.

⁴²⁷ 4 sols pour vin bu en portant la procession.

⁴²⁸ Des confrères ? Nombre d'articles de victuailles figurent dans les comptes, entr'autres : le jour de Pentecôte, 8 sols et 3 deniers pour un mouton pesant 55 livres, et 19 sols pour un veau ; 24 sols et 6 deniers pour un bœuf et un veau ; 2 sols et 6 deniers pour un fromage et autant pour quatre salagnons de sel, etc.

⁴²⁹ Extentes des reconnaissances en faveur de la confrérie, stipulées en 1635.

⁴³⁰ En 1415, Girard Baddaz paya à la confrérie dix coupes de froment pour la messeillerie, et un muid, l'année suivante, pour le même objet. — 10 sols *a corvatis de Cabanis* figurent dans les deniers reçus en 1414.

curé de Penthallaz), rendus aux syndics de la communauté⁴³¹. Cet hôpital, fondé par les ancêtres du sire Louis (I) de Cossonay, avait été donné par lui (1311, déc.) au prieuré de cet endroit, sous diverses conditions⁴³², mais nous croyons que la difficulté de les remplir avait engagé le prieuré à le céder à notre communauté⁴³³. L'hôpital St-Antoine, rebâti dans le courant du XIV^{me} siècle⁴³⁴, avait reçu une augmentation sensible de revenu par le don testamentaire que lui avait fait (1360, penultième sept.) Jaques Besançon, bourgeois de Cossonay, des deux tiers de la portion de la dixme de Penthallaz⁴³⁵, qu'il avait acquise du donzel Henry, fils du feu

⁴³¹ Le premier finissant à la St-Michel 1419, quoique déjà rendu le 8 mars précédent aux syndics Ant^e. Posioux et Jean d'Oulens, du laud et vouloir des donzels Aymon, bâtard de Cossonay, Amédée de Lucinge, Pierre de Mollens, Pierre de Mont et de plusieurs bourgeois (sans doute les conseillers des syndics). Le second, rendu le 2 décembre 1420 aux clercs Nicolet Neyr et Nicolet de Laydessoz, syndics, en présence de Pierre de Mont, de Pierre de Mollens et d'autres.

⁴³² Voir *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 85.

⁴³³ Nous ne saurions expliquer d'une autre manière la dépendance où nous trouvons l'hôpital St-Antoine, dans la seconde moitié du XIV^e siècle, de la communauté de Cossonay et l'intervention de celle-ci dans ses affaires. Il a été précédemment remarqué qu'en 1392, les recteurs de cet hôpital avaient livré 40 florins d'or au syndic de la communauté.

⁴³⁴ Jaques Besançon (*Bisuncius*) léguant, en 1360, la dixme de Penthallaz à l'hôpital St-Antoine, remarque que celui-ci est édifié à neuf (*de novo edificato*). Les conditions de la donation de 1311 portaient que le prieur devait construire une chapelle dans l'hôpital et une maison convenable pour exercer l'hospitalité accoutumée, etc. Il est possible que le prieuré eût cédé l'hôpital à la communauté pour se soustraire aux obligations imposées.

⁴³⁵ A l'exception de huit coupes de froment léguées par lui à l'église.

chevalier Girard de Disy, attachant à cette donation la condition qu'il se fit dans l'hôpital des œuvres de miséricorde, et la révoquant pour le cas contraire⁴³⁶. En 1402 (6 mars), le prieur frère Pierre de Villars, à la prière du recteur de l'hôpital et des syndics de la ville (agissant au nom de la communauté), leur avait accordé de faire célébrer journellement, à l'autel de St-Antoine de cet hôpital, par un chapelain séculier, une messe, pour le salut des âmes de ses bienfaiteurs. Les conseillers des syndics (au nombre de douze⁴³⁷) et beaucoup de bourgeois et prud'hommes de Cossonay, assemblés au son de la cloche dans l'église paroissiale, avaient approuvé les conditions de cette concession à laquelle les moines du prieuré (au nombre de cinq) et le curé de Cossonay, assemblés en chapitre, selon l'usage, dans l'église du prieuré, avaient de leur côté consenti.— Selon le premier des comptes cités, le recteur a perçu environ vingt-quatre muids de froment⁴³⁸; c'était là le principal revenu de l'hôpital. Il

de Penthallaz et à la confrérie de cet endroit. Ces deux tiers formaient environ la moitié de toute la dixme.

⁴³⁶ Il lègue alors cette dixme à l'hôpital de la bienheureuse Vierge Marie de Lausanne, auquel il donna, par le même testament, le tiers restant de la part de dixme acquise par lui du donzel H. de Disy. Pour le cas où l'héritier institué par Jaques Besançon décéderait sans héritiers procréés de son corps, il donne en aumône, au même hôpital *nouveau* de St-Antoine, plusieurs vignes au territoire d'Echichens. Jaques était fils de Girard Besançon, chapelain et notaire.

⁴³⁷ Parmi eux les donzels Aymon, bâtard de Cossonay, Jean de Mollens, Nicolet et Jean de Senarclens.

⁴³⁸ Dans lesquels la ferme de la dixme de Penthallaz est portée pour 12 muids. Les hoirs du chevalier Jean de Disy avaient livré deux muids de froment, et ceux du donzel Nicod de Senarclens une coupe, pour leur mère Johannette (provenant probablement de donations

est difficile d'apprécier celui en deniers, puisque les 161 livres et 7 sols que le recteur porte dans sa recette comprennent ce qu'il redevait par son compte précédent ⁴³⁹, ainsi que le produit du froment et de l'avoine vendus ⁴⁴⁰. Au nombre des dépenses (en deniers), qui s'élèvent à 143 livres et 15 sols, se trouvent 10 livres pour la célébration de trois messes hebdomadaires dans la chapelle de l'hôpital ⁴⁴¹, 126 livres pour l'achat de 6 livres et 6 sols de cense annuelle, et 12 livres et 10 sols pour celui d'un demi-muid de froment, également de cense ⁴⁴². Le second compte nous offre un résultat à peu près semblable ⁴⁴³ sous le rapport du revenu en

testamentaires; ces articles sont répétés dans l'autre compte). L'hôpital avait aussi reçu 12 muids d'avoine pour la ferme de la dixme de Penthallaz. Quatre coupes de froment avaient été livrées aux recteurs de la confrérie, ainsi que l'hôpital y était tenu (article répété dans le second compte); et Jean Tarteretaz qui avait aidé à chanter dans l'hôpital (*qui se juyt ad cantandum in dicto hospitali*, sans doute dans la chapelle) en avait reçu une coupe.

⁴³⁹ C'est-à-dire 96 livres et 14 sols,

⁴⁴⁰ Un muid de froment avait été vendu 50 sols; seize coupes avaient été remises au prix de 4 sols et 4 deniers la coupe; la vente d'un muid d'avoine avait produit 14 sols et celle de six coupes 6 sols. Le bâtard Aymon de Cossonay avait livré 42 sols pour le pré de Graverney, et le donzel Etienne de Mollens 5 sols pour cense.

⁴⁴¹ Ces messes avaient été célébrées par le recteur de l'hôpital, Pierre de Lilla.

⁴⁴² Des autres dépenses, nous remarquerons seulement 3 sols et 6 deniers pour un pot d'huile pour le potage des pauvres, en carême; et 20 sols à un potier pour l'échange d'un pot de métal pesant 20 livres, chaque livre vendue 2 sols.

⁴⁴³ C'est-à-dire 24 muids et 9 coupes de froment, et 19 muids et 8 coupes d'avoine; la ferme de la dixme de Penthallaz avait produit cette année-là 14 muids de froment et autant d'avoine.

grains, mais celui en deniers ne s'élève qu'à 24 livres et une fraction⁴⁴⁴. Le chapitre des dépenses contient un article de 3 sols pour un chevalier de St-Jean de Jérusalem, malade, qui avait passé quatre jours à l'hôpital⁴⁴⁵.

Nous arrivons enfin à ceux de nos anciens comptes qui nous offriront l'intérêt le plus direct, en ce que nous y trouverons des traces de la vie de l'époque. Nous voulons parler de deux comptes de notre communauté même, rendus par ses syndics. Dans le plus ancien, qui commence au 12 juin 1418 et finit au 11 septembre 1419⁴⁴⁶, le revenu du froment des veilles, pour une année, est porté à quinze muids. La totalité de la somme reçue, en deniers, s'élève à 98 livres et une fraction, dans laquelle les censes des prés de la communauté figurent pour 9 livres et une fraction, et le longuelt du vin pour 102 florins⁴⁴⁷. Il y a, à peu de chose près,

⁴⁴⁴ Y compris le reliquat du compte précédent; il en est de même pour les grains.

⁴⁴⁵ Tant pour pain blanc, vin, viande, œufs qu'aromates. La facture du présent compte avait coûté 4 sols et 6 deniers. 7 sols et 4 deniers avaient été payés au clerc Barriodi pour avoir enregistré quarante-quatre titres dans les archives (*in receptorio litterarum*) de l'hôpital. La totalité des dépenses de ce compte, en deniers, s'élève à 25 livres et 8 sols, dont le recteur computant réclamait 20 livres pour les messes célébrées par lui, en 1419 et 1420, dans la chapelle de l'hôpital. Ce recteur redevait 21 muids et 10 coupes de froment, 14 muids et une coupe d'avoine, et 28 sols monnaie. Les dépenses de l'hôpital avaient été minimales cette année-là.

⁴⁴⁶ Il embrasse le temps où les syndics Pierre de Mollens, donzel, et Jean d'Oulens, bourgeois, furent en charge. Ceux-ci le rendirent, le 9 décembre 1420, aux syndics, leurs successeurs, en présence des donzels Vuill. de Vuistarnens et Amédée de Lucinge et de plusieurs bourgeois (faisant vraisemblablement partie du conseil).

⁴⁴⁷ Soit 61 livres et 4 sols. Le reliquat du compte précédent,

balance entre la recette et la dépense (en deniers). Nous trouvons dans celle-ci :

- 4 sols et 6 deniers pour le dîner du conseil, le jour de l'élection des sindies.
- 36 sols (soit 3 florins) pour la sauve-garde (de Moudon)¹⁴⁸.
- 4 livres et 10 sols pour le salaire, de demi-année, des veilles¹⁴⁹.
- 30 sols pour le salaire, de demi-année, de dom Jean Bochartet, recteur des écoles de la ville.
- 16 sols à maître Nicolas, recteur des écoles, pour son salaire, de demi-année, de l'horloge (*pro suis stipendiis orologi*).
- 20 florins (soit 12 livres) livrés à Claude Bourgeois, châtelain de Cossonay, par ordre de tous les conseillers.

compris dans la totalité de la somme reçue, est de 13 livres et fractions de livre.

¹⁴⁸ A Jean Jolivet. Nous avons fait observer que cette sauve-garde avait été accordée à la ville et à la châellenie de Cossonay, en 1406, par le comte Amédée de Savoie. Elle est ordinairement désignée, dans les titres de notre communauté, sous le nom de sauve-garde de Moudon, parce que la redevance annuelle qui en était la conséquence se payait dans cette ville. Les sindies Jaques de Daillens et Pierre de Cossonay, donzels, reconnaissent, en 1461 (12 juin), que la ville, la communauté et la châellenie de Cossonay, sont sous (*in*) la sauve-garde, la direction (*guidagio**) et la protection du duc de Savoie, et qu'en vertu de certaines lettres dominicales, elles doivent payer annuellement, pour cela, trois florins aux mains du châtelain de Moudon, à la fête de St-André.

¹⁴⁹ Ceux qui reçoivent ce salaire sont au nombre de deux ; ce sont probablement les guets de la ville.

* *Guidagium*, signifie proprement un péage acquitté en retour de la sécurité du passage.

- 12 florins pour achat d'un bœuf destiné à être offert en cadeau au seigneur Henri de Menthon, baillif de Vaud.
- 2 sols et 6 deniers pour huit pots de vin donnés au seigneur évêque d'Aquila (*squillacensis*) lorsqu'il vint faire la visite de l'église de Cossonay.
- 36 sols pour le salaire, de trois quarts d'année, du maître de chant.
- 5 sols dépensés dans l'auberge de Jean de Genollier, à l'occasion de la visite de la ville, que firent, à cause du feu, le prieur du prieuré, le bâtard Aymon, Pierre de Mont, Vuillelme de Vuistarnens, Amédée de Lucinge, donzels, et autres.
- 19 sols et 6 deniers pour le salaire, dès la St-Jean à la nativité de la Vierge, de trois personnes veillant sur le clocher⁴⁵⁰.
- 6 sols et 6 deniers pour la dépense d'Amédée de Lucinge, d'Aymon d'Oulens et de Nicod Perriard, envoyés à Moudon pour l'aide (*pro adjutorio*) demandée par le seigneur duc contre les Vallaisans; et 10 sols pour le salaire de ces envoyés⁴⁵¹.
- 7 sols pour le salaire et la dépense de Nicolet de Lay-

⁴⁵⁰ Selon l'usage d'alors (qui a duré bien longtemps), on sonnait les cloches lors des orages. Le même compte nous présente un article de 22 deniers pour le vin de ceux qui sonnèrent deux fois les cloches pendant la tempête; et un second, de 3 deniers, pour les chandelles de ceux qui veillèrent en sonnant.

⁴⁵¹ L'aide (subside en argent) demandée par le duc Amédée, à l'occasion de ses démêlés avec les Vallaisans, avait vraisemblablement donné lieu à une réunion des députés des villes de la patrie de Vaud, à Moudon.

dessoz (soit Perriard), qui fut à Moudon, le dimanche après la fête de la décollation de St-Jean-Baptiste, pour le fait des Vallaisans.

40 sols pour le salaire et la dépense du donzel Pierre de Mont, qui fut à Genève, par ordre du conseil, avec le seigneur prieur, pour le fait de la bulle des moines⁴³². (Il y fut sept jours.)

30 sols au clerc Nicolet de Laidessoz, tant pour faire le vidimus du traité de paix entre Louis de Savoie, sire de Vaud, et le sire Louis de Cossonay⁴³³, que pour sa dépense et celle de son cheval, à Morges, pendant deux jours.

7 sols pour la location de demi-année de la maison de Jean d'Oulens, pour tenir l'école (*pro tenendo studium*) ?

9 livres, 8 sols et 8 deniers à dame Agnès de Syviriez⁴³⁴, par les mains de son fils Jean. Elle avait déjà reçu cette année-là trois muids de froment ; la cause de ces paiements n'est pas indiquée.

10 florins pour achat de deux taureaux pour servir le commun.

9 livres pour le salaire des deux syndics. — Celui des

⁴³² Il s'agit, sans doute, d'une bulle pour les moines du prieuré de Cossonay.

⁴³³ On ne connaît pas de traité de paix entre Louis de Savoie, sire de Vaud, et un sire Louis de Cossonay. Ne serait-il pas question, dans cette circonstance, de celui conclu, en 1297, entre Louis I de Savoie et le sire Jean (II) de Cossonay ? Si l'indication de notre compte n'est pas erronée, ce traité aurait alors été fait entre Louis II de Savoie et Louis (I), sire de Cossonay, qui étaient contemporains.

⁴³⁴ Agnès de Berchier, veuve du chevalier Pierre de Syviriez.

conseillers n'étant pas porté en compte, on peut en conclure qu'ils n'en avaient point.

6 sols pour la facture du présent compte.

8 sols au clerc de Laidessoz, pour avoir fait l'acte des pleins-pouvoirs (*littera potestatis*) des syndics, etc.⁴⁵⁵

On voit par ce même compte que le conseil tenait fréquemment ses séances dans les auberges; qu'il y avait des fontaines en pierres de taille dans la ville⁴⁵⁶; et que ceux de Cossonay tinrent alors une journée de droit (un plaid), auprès de l'orme, sur la frontière (du territoire), contre ceux de Vufflens-la-Ville (*tenuerunt marchiam contra illos de Vufflens-villa apud lormo*).

Le second des comptes de notre communauté comprend environ six mois de l'année 1423⁴⁵⁷. Le fait le plus saillant qui en ressort est la venue à Cossonay, pour y prêcher, de maître Raphaël, missionnaire fameux qui, l'année précédente, avait prêché la croisade contre les Hussites⁴⁵⁸. Le prieur fut le chercher à Lausanne. On envoya annoncer dans les villages de la baronnie qu'il prêcherait à Cossonay. On lui fit *una logit* (une chaire?) et on le traita somptueuse-

⁴⁵⁵ Trois coupes de froment sont livrées à celui qui fait la garde de la tour (*custodie turris*, vraisemblablement du donjon du château.)

⁴⁵⁶ Vingt-huit journées de travaux pour ces fontaines coûtèrent 28 sols et 8 deniers. La livre de plomb valait alors 14 deniers. L'avoine se vendait un sol la coupe (soit deux quarterons).

⁴⁵⁷ Depuis le 6 juin au 20 décembre; il est rendu par le donzel Pierre de Mont et Pierre Béguinat, élus syndics et recteurs à la première de ces dates.

⁴⁵⁸ Berchtold, *Hist. du canton de Fribourg*.

ment ⁴⁵⁹. Maître Raphaël prêcha la même année (1423) à Fribourg (en Suisse) contre les doctrines des Albigeois, qui y avaient de nombreux adhérents ⁴⁶⁰. Une raison semblable existait-elle aussi à Cossonay ⁴⁶¹ ?

Les franchises concédées par Jeanne, dame de Cossonay, imposaient, nous l'avons vu, aux bourgeois et habitants de la ville, de la châtellenie et du ressort l'obligation de faire en commun les fossés, les tours et les murs de la ville (et de les entretenir) ⁴⁶². La direction et l'ordonnance de ces travaux appartenaient à la ville, qui levait des impositions, soit gietes, pour en couvrir les frais. Ces gietes, assez fréquents, étaient considérés par les ressortissants comme une lourde charge, dont ils tâchaient par fois de s'affranchir. La ville, de son côté,

⁴⁵⁹ On acheta pour sa réception du gingembre, du poivre, une livre de sucre, des confitures, du saffran, du girofle, du riz, des amandes et autres provisions, coûtant ensemble 49 sols et 8 deniers. Le poisson, pour le même objet (et dans le nombre deux anguilles), coûta 58 sols et 4 deniers ; et l'on paya *in pensione hospicii magistri Raphael* 23 sols pour sel, viande, vin, huile, fromage, etc.

⁴⁶⁰ Berchtold, *Hist. du canton de Fribourg*.

⁴⁶¹ Ce compte de la communauté nous apprend encore qu'un des syndics et un autre député de la ville furent à Moudon, par ordre du baillif de Vaud ; que le conseil s'assembla au sujet de la réparation de l'église de St-Paul, et qu'une imposition fut levée dans la paroisse pour cette réparation ; que le maître chantre de l'église reçut 24 sols pour sa pension de six mois ; que le loyer de la maison, pour loger le recteur des écoles, coûta 15 deniers ; que la ferme du froment des veilles produisit quinze muids, et celle du longuelt, pour trois quarts temps (c'est-à-dire pour le paiement de trois termes), 58 florins, etc.

⁴⁶² Cette disposition des franchises n'était pas nouvelle. Nous avons vu qu'en 1392 la communauté avait levé une imposition de 140 florins d'or pour la fortification de la ville.

pour la maintenance de son droit, leur faisait prêter reconnaissance de leurs obligations¹⁶⁵. Ainsi, en 1419 (29 juin), les habitants du village de Bettens¹⁶⁴ confessent, pour eux et leurs successeurs¹⁶⁵, en présence des syndics de notre ville¹⁶⁶, qu'ils sont et doivent être des ressort, contribution et fortification de Cossonay, comme les hommes du donzel François de Moudon qui résident à Pampigny¹⁶⁷, ceux du donzel Antoine de Châtillon qui résident à Cottens¹⁶⁸ et les autres du ressort *seulement*; et ils promettent de terrailer, fortifier et veiller¹⁶⁹ à Cossonay, comme ces hommes, et aussi de payer leur part des frais résultant de cette fortification. — Neuf ans plus tard, un homme de Bettens (nommé Rolet

¹⁶⁵ Principalement à ceux qui appartenaient au ressort proprement dit.

¹⁶⁴ Au nombre de sept, que la charte nomme, et parmi eux Anthoine, fils de Perrod, fils d'Henri, bâtard de Bettens.

¹⁶⁵ Faisant leur résidence personnelle dans le village (*in villa*) de Bettens.

¹⁶⁶ Pierre de Mollens, donzel, et Jean d'Oulens. Aussi en présence des donzels Vuillelme de Vuistarnens, Nicolet de Chabie, de Vufflens-la-ville, Vuillelme et Jaquet de Bettens (ces deux derniers comme autorisant peut-être les hommes de Bettens) et de deux bourgeois de Cossonay, Jaquet Barriodi, clerc, et Nicolet Vaney.

¹⁶⁷ François de Moudon possédait du chef de Jeannette de Pampigny, sa mère, la partie du village de ce nom qui mouvait du château de Cossonay.

¹⁶⁸ Antoine de Châtillon tenait le village de Cottens, sous la mouvance du château de Cossonay.

¹⁶⁹ *Vigilare*. La charte de 1398 impose seulement aux bourgeois et autres sujets du seigneur, de la châtellenie, demeurant hors de la ville, l'obligation de venir veiller en temps de guerre et de doute, dans le château et dans la ville. Mais en pratique, cette obligation s'étendait aussi aux habitants du ressort.

Magnin) fut l'occasion d'une difficulté entre les villes de Cosnay et des Clées, chacune d'elles prétendant qu'il était de ses ressort et contribution. Une ordonnance suprême du duc Amédée, de l'an 1428 (21 juillet, datée de Morges), donna raison à notre ville¹⁷⁰.

La grange de Boussens¹⁷¹ avait aussi donné lieu à un différend entre notre communauté, d'une part, et le donzel Jean Portier, d'Yverdon, et Jaques de Châtel (son beau-fils), citoyen de Lausanne, son coadjuteur, de l'autre¹⁷². Le granger de Jean Portier avait été taxé à treize sols pour sa part d'une imposition levée pour la fortification, et, sur son refus de les payer, le syndic de la ville lui avait fait gager quelques pièces de bétail. Jean Portier réclamait contre cette levée de gages, attendu, disait-il, que ce bétail lui appartenait, qu'il possédait la grange de Boussens en pur et franc-alieu¹⁷³, que celle-ci avait des fossés (*quod sit terraillata*)¹⁷⁴, et que son

¹⁷⁰ Décidant que Magnyn et ceux qui lui succèderaient dans son habitation étaient du ressort de Cossonay et devaient contribuer comme les autres hommes et habitants (*incole*) de Bettens. Il n'est pas remarqué sur quoi la ville des Clées fondait ses prétentions.

¹⁷¹ Nous avons indiqué (*Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., note 25) le sens qu'il faut attacher, dans le moyen-âge, à l'expression *grange*.

¹⁷² Perrissonne de Boussens, héritière de la famille féodale de ce nom, avait épousé, en premières noces, Pierre de Châtel (*de Castello*), citoyen de Lausanne, et en secondes le donzel Jean Portier. La grange de Boussens était son héritage; de là la participation de Jaques de Châtel au différend auquel elle donne lieu.

¹⁷³ Les sires de Cossonay avaient-ils peut-être exempté la grange de Boussens de toute charge d'hommage, ainsi qu'ils en avaient libéré l'une des deux maisons-fortes de Senarclens?

¹⁷⁴ Cette grange, entourée de fossés, avait sans doute servi de

granger, qui y demeurait, n'était pas tenu de contribuer à Cossonay. A cela les procureurs de la communauté répondaient que ce granger et ceux qui l'avaient précédé avaient jadis contribué, avec le ressort, aux gietes pour la fortification de la ville. Les choses s'étaient envenimées¹⁷⁵, et la cause se débattait devant le baillif de Vaud lorsque les parties s'étaient soumises à la prononciation de Rolet de Tavel, de Vevey, donzel, lieutenant du baillif de Vaud, et de noble Claude Bourgeois, châtelain de Cossonay, arbitres amiables. Ceux-ci avaient décidé (1422, lundi après la fête des saints apôtres Jaques et Philippe) que si Portier ou les siens remettaient la grange de Boussens à ferme ou à loyer (*seu nomine locagii*), ou à moitié fruit (*ad semis lucrum*, c'est-à-dire à grangeage)¹⁷⁶, à perpétuité ou pour un temps limité, celui qui la tiendrait à un de ces titres ressortirait et contribuerait à Cossonay, tout comme les autres grangers des nobles et bourgeois de cette ville, et cela lors-même que Portier ou les siens résideraient dans cette grange, mais que ceux-ci, hors ce cas, seraient exempts de ces ressort et contribution¹⁷⁷.

demeure aux donzels de Boussens, qui ne paraissent pas avoir eu de maison-forte au village de leur nom. Les fossés autour d'une habitation indiquaient une demeure noble.

¹⁷⁵ Jean Portier, de son côté, avait aussi fait gager du bétail aux procureurs de la communauté.

¹⁷⁶ Le mode d'exploitation à moitié fruit (c'est-à-dire par granger) était fort en usage dans le pays de Vaud où on le rencontre encore. Ce que la prononciation rapporte des diverses manières dont la grange (le domaine) de Boussens pourrait être exploitée, nous prouve qu'à l'exception du fermage perpétuel (c'est-à-dire l'acensement et l'abergement) elles étaient alors ce qu'elles sont aujourd'hui.

¹⁷⁷ C'est-à-dire s'ils résidaient personnellement dans la grange, sans que celle-ci fût exploitée d'une des manières rapportées ci-des-

Citons encore deux confessions relatives à la fortification de notre ville. Jean De Venthey, du consentement du donzel Pierre de Dullit dont il est homme censier, reconnaît (1431, 20 août) que, à cause de sa maison, à Grancy, lui et ses successeurs sont et doivent être perpétuellement du ressort et de la contribution de Cossonay, et il promet de terrailier et de fortifier avec les autres hommes de ce ressort et comme eux. Et Girard Gavat, de Pampigny, dont les prédécesseurs avaient jusqu'alors ressorti, contribué et fortifié à Cossonay, fait, à la requête des syndics de cette ville¹⁷⁸ et attendu que l'on ne doit pas se refuser à de justes demandes, une confession semblable (1447, 26 juin)¹⁷⁹. Gavat s'était précédemment montré récalcitrant, car l'official de la cour de Lausanne lui avait ordonné (1443, 25 juillet)¹⁸⁰, ainsi qu'à un certain Jean Cuvit (aussi de Pampigny), de remettre aux syndics de Cossonay, dans un terme donné, deux chevaux¹⁸¹ qui leur avaient été levés de gages à l'instance de ceux-ci, à

sus. Le valet à leurs gages, qui y demeurerait, devait être aussi exempt du ressort et de la contribution. Voici les autres dispositions de la prononciation : Les passements obtenus par les syndics de Cossonay seront nuls ; les frais et missions réciproquement demandés par les parties ne seront pas exigés ; Portier paiera aux messagers (*nunciis*) de Moudon leur peine et leurs frais. Ceux supportés par la communauté de Cossonay, tant à Cossonay que dans les environs, resteront à sa charge ; enfin, les treize sols demandés au granger de Boussens, pour la contribution, appartiendront aux arbitres pour leur peine. — Les parties ratifièrent cette prononciation, à laquelle, à leur prière, Henri de Menthon, baillif de Vaud, apposa le sceau du ballivat.

¹⁷⁸ Requête souvent renouvelée de confesser cette contribution.

¹⁷⁹ Et encore plus explicite.

¹⁸⁰ Par rescrit adressé au curé soit au vicaire de Pampigny.

¹⁸¹ « Quorum unus est pili rubei et alius blondet. »

cause de la fortification ¹⁸²; que, ne le faisant pas, l'official les excommunait, et le curé de Pampigny devait alors annoncer publiquement cette excommunication dans son église.

Notre ville ayant encouru des bans, en 1424, pour n'avoir pas employé la monnaie du duc Amédée selon l'ordonnance de ce prince, paya cent florins (de petit poids) par suite de composition avec lui ¹⁸³. L'année suivante, elle lui accorda un don gratuit de deux cent cinquante florins d'or ¹⁸⁴, pour faire valoir ses droits aux comtés de Dyois et de Valentinois.

Un autre subside, de deux cent vingt-huit francs, concédé, en 1428, par notre ville au même duc, pour la dot de sa fille aînée, la duchesse de Milan ¹⁸⁵, donna lieu à une réclamation de ses habitants, fort susceptibles à l'endroit de leurs franchises, qu'ils estimaient « aussi bonnes que celles des autres villes de la patrie de Vaud. » Blessés de ce que, dans les lettres de non-préjudice ¹⁸⁶ qu'il leur avait données, le duc, tout en déclarant que le paiement de ce don serait sans conséquence pour l'avenir et n'apporterait aucun préjudice à leurs franchises, avait néanmoins ajouté « horsmis qu'ils n'y soyent tenus et trouvés astreints, » les nobles,

¹⁸² Et qu'ils avaient pris par serment l'engagement de leur remettre.

¹⁸³ Le trésorier général de Savoie (Guignonnet Mareschal) lui en donna quittance, le 24 juin 1424.

¹⁸⁴ A raison de douze deniers (et) obole, gros. La quittance de cette somme porte la date du 5 août 1425.

¹⁸⁵ Marie de Savoie, mariée à Philippe Visconti, duc de Milan. Ce subside fut payé à raison d'un franc, valant seize deniers gros, monnaie de Savoie, par feu, par les sujets immédiats du duc.

¹⁸⁶ Et de quittance tout à la fois.

bourgeois et habitants de Cossonay lui exprimèrent leur étonnement de ce que, dans cette circonstance, il ne les avait pas traités comme les autres villes, auxquelles il avait donné l'attestation que ce subside avait été accordé de grâce spéciale, le suppliant de faire droit à leur réclamation. Le duc croyait, peut-être, qu'aux termes de la convention de 1323, les bourgeois et jurés de la ville et de la chàtellenie devaient l'aide à leur seigneur pour doter ses filles. Et ceux-ci estimaient probablement que les franchises de 1398, dans lesquelles il n'est pas parlé des aides, les avaient libérés de cette obligation. — Ajoutons que lorsque le même duc Amédée maria la princesse Marguerite, une autre de ses filles, au roi de Sicile et de Jérusalem (Louis d'Anjou), notre ville lui accorda gracieusement un subside de trois cents francs pour sa dot ¹⁸⁷.

Voici la mise en action d'un article des franchises. — Un certain Henri Bovinet possédait à Cossonay une maison qu'il n'habitait pas ; la place au-devant d'icelle n'était pas pavée, et les bâtiments de la ville, situés derrière, se dégradèrent par suite de son absence. Bovinet refusant tout à la fois de faire ce pavé ¹⁸⁸ et les réparations urgentes de sa maison, les syndics l'actionnèrent devant la cour du châte-

¹⁸⁷ Ces trois cents francs furent payés en 1433 et 1434. En 1432, tous les sujets (immédiats) du duc Amédée, deçà les monts, lui ayant accordé un subside pour l'armée de Sigismond, roi des Romains, en Italie, à raison d'une livre, soit vingt deniers gros par focage, notre ville avait payé cent et soixante florins, de petit poids, pour sa part de ce subside.

¹⁸⁸ Les franchises de la ville, nous l'avons vu, imposaient à tout propriétaire de maison l'obligation de faire paver la rue au devant de celle-ci.

lain, où il ne comparut pas, et obtinrent contre lui un passément jusqu'à la valeur de cent livres pour le principal et de semblable somme pour les intérêts et missions. En exécution de ce passément, le donzel Guill. de Vuistarnens, lieutenant du châtelain de Cossonay, remit aux sindics la maison de Bovinet ⁴⁸⁹, et ceux-ci demandèrent qu'un acte notarié fut dressé en témoignage du tout, ce qui fut exécuté (1425, 5 sept. ⁴⁹⁰) sur la place publique, devant l'église de St-Paul.

En 1434, le duc Amédée avait créé lieutenant-général des états de Savoie son fils aîné Louis, prince de Piémont, et lui en avait remis le gouvernement lorsqu'il s'était retiré dans son hermitage de Ripaille. — Les villes de la patrie de Vaud accordèrent bientôt au prince lieutenant-général, pour supplément de son premier armement, deux cents hommes de troupes légères (*brigandos* ⁴⁹¹), pour deux mois; mais, comme elles ne s'exécutaient pas, le conseil de Chambéri les actionna juridiquement, et elles se rachetèrent, par composition, moyennant deux mille florins ⁴⁹², dont notre communauté prit l'engagement (1435, 16 février) de payer deux cent huitante (de petit poids). En conséquence, le prince ordonna au châtelain de Cossonay et de l'Isle ⁴⁹³, de contrain-

⁴⁸⁹ Lorsque la cour du châtelain rendit cette sentence, quatre jurés seulement siégeaient avec le lieutenant en la cour.

⁴⁹⁰ Il est remarqué, dans la charte, que l'année commençait alors à l'Annonciation.

⁴⁹¹ Ces *brigands* étaient des soldats armés de *brigandines* (espèce d'auberjcon).

⁴⁹² Grenus, *Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud*; et N. F. de Mulinen, *Recherches historiques sur les anciennes assemblées des Etats du pays de Vaud*.

⁴⁹³ Par ordre daté de Thonon, le 16 février 1435.

dre tous les hommes de ces châteltenies et de leurs ressorts, tenus aux montres-d'armes par-devant lui (châtelain) et à suivre la bannière⁴⁹⁴, de payer promptement aux syndics de ces deux communautés la quote-part à laquelle chacun serait taxé par ces syndics⁴⁹⁵.

L'année suivante (1436) notre ville accorda au prince un nouveau don gratuit de cent florins (de petit poids), à l'occasion des affaires difficiles qui lui étaient alors survenues⁴⁹⁶. Il écrivit (de Thonon, le penultième d'août) à « ses chers syndics, bourgeois et communauté de Cossonay, » pour les en remercier et les prier de remettre, sans faute, cette somme à l'exhibiteur de sa lettre⁴⁹⁷, s'ils voulaient lui complaire.

Si, jusqu'ici, nous n'avons guère parlé de la mestralie de Cossonay, c'est que nos documents la mentionnent peu. Le chevalier Jean de Senarclens était mestral (*ministralis*) de Cossonay en 1286⁴⁹⁸ ; alors l'office de la mestralie était

⁴⁹⁴ « Omnes et singulos homines tam castellaniarum de Cossonay, et Insule quam suorum ressortorum qui coram castellano predicto mostras armorum facere et vexillum sequi soliti sunt et tenentur. » Cette imposition devait se lever dans toute l'étendue des deux seigneuries, sans distinction de châteltenie et de ressort. Les hommes du ressort, tout comme ceux de la châteltenie, faisaient les montres-d'armes devant le châtelain de Cossonay et suivaient la bannière du seigneur.

⁴⁹⁵ Le prince donna quittance des 280 florins payés par les hommes des *mandements* de Cossonay et de l'Isle. Moudon paya seulement 200 florins pour sa quote-part des 2000.

⁴⁹⁶ Mermet Christine, châtelain de Morges et procureur de Vaud, avait instruit le prince du don qu'elle lui avait accordé.

⁴⁹⁷ Le commissaire Pierre Chapuisii.

⁴⁹⁸ Arch. cant., tit. du baill. de Morges, coté n° 24.

considérable, puisqu'avant l'institution des châtelains⁴⁹⁹ les mestraux remplissaient aussi leurs fonctions, sauf celles qui regardaient le militaire⁵⁰⁰. Il a été observé que Jean Blanchet était mestral de Cossonay en 1396; et aussi que, selon les franchises de 1398, le seigneur devait seulement avoir à Cossonay deux mestraux soit messagers (*seu nun-*

⁴⁹⁹ L'institution des châtelains, dans les domaines de la maison de Savoie, remonte au comte Amédée V, dit le Grand.

⁵⁰⁰ Dans le principe, les offices de *mestral* et de *mayor* étaient très-distincts, et les derniers se trouvaient subordonnés aux premiers. — Le mestral ou mistral (*ministerialis, ministralis, mistralis*) était un agent fiscal, chargé, dans un certain ressort (*mistralia*), de percevoir les revenus du prince ou du seigneur et de juger en première instance les cas qui concernaient cette perception, sauf l'appel à la cour du comte ou du châtelain de la terre. C'est le mestral qui abergeait les fonds situés dans sa mestralie et qui contrôlait toutes les mesures. Les mayors (*villici*), les gardes champêtres (*banwards*), gardes chasses (*venatores*), forestiers (*forestarii*), gardes des montagnes ou *sautiers* (*sallarii*), etc., lui étaient subordonnés. Le mayor (*villicus* ou *villicus-major*) était un économiste chargé de régir l'exploitation rurale d'un domaine soit d'une ferme royale ou seigneuriale (*prædium indominicatum*). L'importance de cet officier dépendait de l'étendue de l'exploitation qui lui était confiée. Quand le pays de Glaris ne formait qu'une grande ferme, le mayor de Glaris (*villicus Glarone*) était presque un grand seigneur. D'autres fois le domaine ne comprenait qu'un manoir (*mansus*) et le mayor tombait au rang de simple régisseur. Il avait une certaine juridiction disciplinaire sur les serfs du domaine et sur les fonds qu'ils exploitaient. Vers la fin du XIII^{me} siècle, les deux offices se confondirent dans les pays de la domination des comtes de Savoie. La majeure partie des attributions des mestraux furent incorporées à l'office des châtelains (*castellani*), nouvellement institué par ces comtes. A leur tour, les mestraux absorbèrent les fonctions des mayors, ou ce qui était resté aux premiers fut ajouté aux attributions des derniers dans

cios)²⁰¹, et, s'il le voulait, un mestral dans les autres lieux de la châtellenie²⁰². A l'époque où nous sommes parvenus l'office de la mestralie était vacant, et le donzel Rodolphe d'Illens pria Louis de Savoie de le rétablir dans les villes de Cossonay et de l'Isle (et leur châtellenie) et de le lui remettre en fief noble²⁰³, et cela au mode des autres mestralies de la patrie de Vaud, d'après lequel les mestraux connaissaient seulement des causes pécuniaires soit des biens-meubles; ils percevaient cinq sols sur les bans de soixante sols par eux adjugés et vérifiés (*reperta*)²⁰⁴; ils payaient (à leurs frais) l'exécuteur de la justice en cas de condamnation à mort; ils avaient l'étalon des mesures (*mensurarum*) de la ville, tant pour le vin que pour le blé²⁰⁵; et enfin ils percevaient les langues des bœufs et des vaches tués à la boucherie de la ville, ainsi qu'une charge de sel. En compensation de ces

leurs localités respectives. Ainsi on supprima tantôt le mestral et tantôt le mayor. Dès lors on ne trouve que peu ou point de différence entre les fonctions du mestral et celles du mayor dans les localités où ces deux offices n'ont pas été conservés concurremment (Note de M. de Gingins).

²⁰¹ Probablement un mestral et son lieutenant.

²⁰² Les chartes nous montrent effectivement parfois des mestraux dans quelques-uns des villages de la baronnie. A Boussens, les sires de Cossonay avaient inféodé la mestralie de ce village aux chevanciers (*milités*) de l'endroit, les donzels de Boussens. Ceux-ci n'avaient le mère et mixte empire que sur les terres qui formaient leur chevance.

²⁰³ Sous hommage noble et lige, et cela parce qu'appartenant aux nobles du pays il ne tenait du duc de Savoie aucun fief qui l'astreignît au lien de l'hommage.

²⁰⁴ Et rien sur ceux des autres bans de la châtellenie de semblable valeur.

²⁰⁵ Le mestral était l'étalonneur et le mesureur public.

langues que le prieur percevait à Cossonay²⁰⁵, d'Illens demandait la concession du sceau de la châteltenie, de si petite valeur, disait-il, qu'il n'avait jamais été porté en compte, et, de plus, celle du poids pour les laines des marchands étrangers, aux foires, pour le dédommager de ce que, dans notre ville, chaque bourgeois avait un poids pour ce qu'il vendait dans sa maison²⁰⁷. Le prince lieutenant-général consulta à ce sujet sa chambre des comptes de Chambéri, le baillif (Jean, sire de Blonay) et le procureur de Vaud (Mermet Christine), leur ordonnant en outre de lui faire connaître les droits et prééminences des mestraux de la patrie de Vaud²⁰⁸. Enfin,

²⁰⁶ Par donation du sire Louis III de Cossonay : nous l'avons vu.

²⁰⁷ Rod. d'Illens ajoutait qu'il se proposait, en augmentation du fief de la mestralie, de placer son héritage, s'élevant à cent et vingt florins, dans la ville de Cossonay.

²⁰⁸ La réponse de la chambre des comptes, datée du 9 mai 1436, met sous les yeux du prince que, dans les comptes de la châteltenie, on lit : qu'à Boussens, où la mestralie est tenue en fief noble par Perrissonne de Boussens, le vice-châtelain de Cossonay a reçu, en 1433, du vice-mestral (pour Perrissonne de Boussens), 41 sols et 3 deniers pour certain ban de 60 sols, après déduction de 5 sols perçus par ce mestral, et du quart-denier du châtelain (*deducto etiam quarto denario dicti castellani quem in eodem bampno percipit*). Que le seigneur ne perçoit rien sur les bans de trois sols, et enfin que, des menues clames et obventions depuis 5 sols en sous, le mestral perçoit 2 deniers pour chaque clame dans le village de Boussens et 4 deniers hors du village, et que le vice-châtelain porte en recette 60 sols, qui comprennent les menues clames, omises dans son précédent compte. Par leur lettre du 24 février 1437 (datée de Moudon), les baillif et procureur de Vaud exposent au prince que, selon les informations qu'ils ont prises auprès de plusieurs nobles, bourgeois et habitants de Cossonay, il y aurait pour lui plutôt de l'avantage à inféoder la mestralie de cette ville au donzel d'Illens, qui serait ainsi astreint à

il accorda l'inféodation désirée (1437, 16 mars), sous les avantages, honneurs et charges des autres mestralies du baillivat de Vaud; toutefois le sceau de la châteltenie, les langues et la charge de sel en furent exceptés. D'Illens fut investi de la mestralie en vasselage par la remise d'une dague²⁰⁹.— Mais lorsqu'il demanda aux syndics de le recevoir, au nom de la communauté, dans son office, ceux-ci²¹⁰ objectèrent que cette institution dérogeait en quelque façon aux franchises de la ville, principalement à celle qui donnait à chaque

l'hommage, moyennant qu'il payât, selon l'usage, l'exécuteur de la justice lors des condamnations à mort, soit des mutilations de membres. Qu'il résulte de leurs informations auprès des autres mestraux que les avantages de leur office diffèrent : que cependant les mestraux ont, pour la plupart, la connaissance des causes pécuniaires soit des biens-meubles, sauf l'appel au châtelain du lieu; que les clames faites en leurs mains leur valent 6 deniers; qu'ils perçoivent 5 sols de chacun des bans de 60 sols, à charge de remettre le surplus au châtelain du lieu (qui doit le porter en compte); qu'ils ont les mesures des villes (*villarum*) où ils exercent leur office, tant pour le vin que le blé, et les scellent de leur sceau; et enfin que quelques mestraux perçoivent une charge (*sarcinam*) de sel dur sur les leydes et vendes* (Arch. cant. Grosse des fiefs nobles de Cossonay, par Quisard).

²⁰⁹ Cette inféodation coûta 50 florins (de petit poids) au donzel d'Illens. Une de ses clauses porte que tout ce que lui et ses successeurs acquerront d'allodial dans les villes et châteltenies de Cossonay et de l'Isle, sera joint au fief de la mestralie, en augmentation d'ice-lui. Le prince lieutenant-général lui remit l'office de la mestralie en fief noble, lige, antique, paternel et d'ayeul (*in feudum nobile, ligium, antiquum, paternum et avitium*) et sous hommage noble et lige. Il mouvait du château de Cossonay (Grosse Quisard).

²¹⁰ Noble Antoine de Daillens et Jean Cochet, clerc.

* Le mestral d'Yverdon, par exemple, percevait cette charge de sel chaque semaine (Arch. cant., Grosse Bulet, quernet de la terre et seigneurie de Vullierens).

noble, bourgeois et habitant (de la ville et de la châteltenie) le droit d'avoir des poids et mesures justes, et ils demandèrent que lui et son lieutenant prêtassent auparavant, dans l'église paroissiale, en présence des syndics et des habitants de la ville, le serment solennel usité pour le châtelain, son lieutenant et ses messagers, et spécialement de bien (et légitimement) exercer son office, de n'opprimer personne sous prétexte d'icelui, d'administrer à chacun la justice de son mieux, et d'observer les franchises et les coutumes de la ville. D'Illens se soumit et reconnut (1436, 21 mars²¹¹) qu'il n'avait ni droit, ni émolument à percevoir sur les poids publics de la ville ou sur les poids de ses habitants, ni la prérogative d'avoir quelque poids général ou spécial où ceux-ci dussent peser d'office, réservant cependant la justification de ces poids et les émoluments qu'il devait percevoir pour cela²¹². Il prit en outre l'engagement de solenniser, lorsqu'il en serait requis par les syndics (dans l'église paroissiale et sur les saintes reliques), le serment qu'on lui demandait.

Peu de temps après, notre ville exposa au prince lieutenant-général qu'elle avait appris, par la réponse de sa chambre des comptes, que ses châtelains de Cossonay n'avaient pas l'habitude de porter en compte les clames de la châteltenie inférieures à soixante sols, ni le sceau pour lequel il était d'usage de percevoir deux deniers par livre de la valeur de tout contrat perpétuel, et un denier de celle de tout contrat à terme ; que, désirant vivement maintenir intacts ses

²¹¹ Cependant l'inféodation de la mestralie à Rod. d'Illens porte la date du 16 mars 1437. Cette divergence résulte vraisemblablement de la manière de compter.

²¹² D'Illens fit aussi la réserve de pouvoir tenir, en vertu des franchises, des poids, comme les autres habitants.

droits et lui en faire connaître la valeur, elle le suppliait de lui concéder, pour dix années, ou plus, les émoluments des clames et du sceau de la châteltenie, sous la pension annuelle de vingt florins (de petit poids), et que dans ce cas ses châtelain et messagers fussent tenus, sous serment, de relater aux syndics, dans trois fois vingt-quatre heures, chaque clame à faire en leurs mains; ou bien de concéder à ces syndics le pouvoir de gager toutes personnes à ce sujet. Il ne paraît pas que le prince ait fait droit à cette demande ²¹⁵.

Afin d'épuiser la matière, disons encore, par anticipation, que Rod. d'Illens ou ses successeurs ne conservèrent pas longtemps l'office de la mestralie. Il appartenait, en 1454, à noble Antoine Champion ²¹⁴, qui le vendit alors (12 avril), pour quatre muids de bon et beau froment et un muid d'avoine, au donzel Georges Marchand, de Cossonay ²¹⁵. Ce fut du mestral d'Illens que notre communauté acquit le droit du poids de la laine, ainsi que la charge et la décharge du vin ²¹⁶.

²¹⁵ Le 27 mai 1457, Louis de Savoie demanda des renseignements à ce sujet à son procureur de Vaud, pour le 20 juin suivant, lui enjoignant d'assigner d'Illens à paraître ce jour-là devant le conseil du prince, pour entendre, avec les suppliants, son ordonnance sommaire.

²¹⁴ « Fils nourri » (bâtard) du chevalier Amédée de Champion.

²¹⁵ Ce bas prix indique que la mestralie était de peu de rapport. Le duc Louis de Savoie investit (1457, 23 juin) Marchand de l'office qu'il avait acquis sous l'hommage qu'il lui devait déjà pour divers fiefs nobles dans la baronnie. De plus, le duc le tint quitte des laud et vendes, commission et échûte qui pouvaient lui être dûs à raison de cette investiture, se contentant de douze florins (de petit poids). La mestralie de Cossonay était tenue, en 1500, par ses fils (Etienne, Georges et Jean), et ils en prêtèrent alors (8 juin) hommage au duc de Savoie (Grosse Quisard).

²¹⁶ Le 20 mars 1426, d'après le dénombrement des fiefs nobles du

Une faveur fut bientôt accordée à notre ville par le prince lieutenant-général qui établit (1437, 24 août), pour un temps indéterminé, deux messagers (*nuncios*) dans la ville et le mandement de Cossonay, avec pouvoir de contraindre toutes personnes²¹⁷ au paiement, dans les mains des syndics, des subsides et autres impositions à égaliser entre les habitants pour les réparations et autres nécessités de la ville, et de les gager à cet effet. Il était permis à ces messagers d'assigner dûment chacun devant le conseil, lorsque cela serait nécessaire, et de lui imposer, à cette occasion, trois sols de ban²¹⁸.

Immédiatement au-dessous du prieuré de Cossonay, du côté de la Venoge, se trouvait une côte qui appartenait au domaine du château. Louis de Savoie la remit (1438, 18 juillet) à la communauté, à titre d'abergement, sous la cense annuelle de huit sols, avec réserve qu'elle ne serait pas cultivée et qu'on n'en extirperait pas les arbres, et cela pour prévenir l'éboulement du terrain.

Si nous mentionnons l'acensement fait par notre communauté, en 1439 (9 août)²¹⁹ d'une pièce de terre située aux

baill. de Morges, aux arch. cant.; mais nous croyons qu'il y a erreur, puisqu'elle aurait ainsi précédé l'inféodation de la mestralie au donzel d'Illens. Ce poids est celui auquel les marchands étrangers pesaient leurs laines, aux foires de Cossonay. Nous ne savons ce qu'était la charge et la décharge du vin.

²¹⁷ De la ville et de la châtellenie.

²¹⁸ Ces bans seront censés encourus chaque fois que la personne assignée n'obéira pas à l'injonction du messenger. Le châtelain contraindra les récalcitrants à les payer par les moyens dont on use envers les débiteurs du fise.

²¹⁹ Au bourgeois Pierre Ayglat et au clerc Girard de la Cuisine, son neveu.

Rochettes, sous la cense annuelle d'un quarteron de froment à raison de la directe seigneurie, c'est que cette expression nous révèle que la ville possédait le terrain acensé, en fief noble ou bien en franc-allen ²²⁰.

Nous trouvons quelques détails de mœurs dans une convention des syndics de la communauté, avec un maître fondeur de Genève ²²¹, pour la refonte de la cloche de la ville. En voici les dispositions : Le maître fondera la cloche à ses frais, de la grosseur convenue et sans diminution du métal de la cloche fendue ; il achètera le nécessaire pour cette opération, à l'exception du métal que les syndics lui fourniront, ainsi que les soufflets et les ouvriers ; le maître rendra l'excédant du métal, en déduisant cependant une livre sur dix pour la décale ; il sera tenu de fixer et ajuster (*injovertare et iningare*) la cloche au lieu ordinaire, sur le beffroi (*supra loz beffrei*) ²²² et de la garantir pendant une année, et cela pour être sonnée à la corde, depuis l'endroit accoutumé. Si elle se déplace, se gâte, ou si la fonte ne réussit pas ²²³, le maître la refera entièrement pareille, à ses frais, et cela jusqu'à ce qu'elle soit bonne, bien placée et maintenue, sans contestation. Les syndics lui paieront, pour ses labeurs et dépenses, dix-huit sols pour chaque quintal du poids de la

²²⁰ Frère Etienne Aymonod, prieur de Cossonay, les donzels Aymon, bâtard de Cossonay, Pierre de Mont, Pierre de Mollens, Rod. d'Illens et Ant. de Dailens, ainsi que vingt-quatre bourgeois ratifièrent cette transaction. Les syndics étaient alors Georges Marchand, donzel, et Jean Challet, clerc.

²²¹ Claude, dit Bourgeois, de Lausanne, demeurant à Genève.

²²² La cloche du beffroi convoquait d'office le plaïd et la communauté.

²²³ « Ad respectum operariorum magistrorum cimbalarum. »

cloche²²⁴, qui devra être finie et placée avant la prochaine fête de Pentecôte²²⁵. Les sept conseillers (*consules*) de la ville considérant que cette convention avait pour objets la louange de Dieu et l'utilité de la ville, de la communauté et de la paroisse, et que la refonte de la cloche avait été ordonnée par le conseil général²²⁶, l'approuvèrent (1441, 2 avril).

Le prince lieutenant-général était devenu duc de Savoie, au commencement de l'année 1440, par l'abdication du duc Amédée, son père, élevé à la chaire de St-Pierre. La ville et la châteltenie de Cossonay lui firent un don gratuit de cent florins (de petit poids) lorsque, le lundi après la fête de St-Pierre *in cathedra* de l'année 1442, il vint pour la première fois à Cossonay revêtu de sa nouvelle dignité. Se trouvant précédemment à Lausanne, il avait voulu visiter notre ville, mais celle-ci lui avait envoyé des députés pour l'en détourner, à cause de la peste qui y régnait²²⁷. Indépendamment des cent florins donnés au duc, son maître d'hôtel en reçut cinq, et son échanson (*magister boctelios*)

²²⁴ Ils lui livreront 2 florins d'or (de petit poids) pour l'entrage, en déduction de la somme totale, et de plus, au commencement de l'ouvrage, un demi-muid de froment « de antipodio. »

²²⁵ Le maître fondeur donna caution et prêta serment, aussi bien que les sindics. Le maître se soumit en ce fait à la cour de l'official de Lausanne.

²²⁶ Vraisemblablement celui de la paroisse, auquel assistaient, outre les nobles, bourgeois et habitants de la ville, les députés des villages de Senarclens, la Chaux et Itens, Disy et Lusseri. — Remarquons cette intervention du conseil général.

²²⁷ Un florin fut dépensé par deux députés de la ville, « qui fuerunt Lausanna et extiterunt per unam diem integram pro notificando dicto domino nostro quod non veniret propter pestilentiam que erat tunc tempus in villa de Cossenay. »

et d'autres officiers de sa maison en reçurent ensemble six. Un giete fut levé dans la châtellenie pour subvenir à ces divers frais²²⁸.

Les bonnes villes formaient assez fréquemment des assemblées pour délibérer sur les intérêts du pays. C'est, sans doute, en vue d'une de ces réunions que les nobles et bourgeois de Moudon écrivirent (1442, 19 mai) à ceux de Cossonay, les invitant « pour aucunes affayres tochan tot le pais » d'envoyer pour le premier juin suivant, à Moudon, deux ou plusieurs des plus notables et *sages* de leur ville, avec ceux du pays, « pour dyre aviser et conseilier eis jour et luez surdit leurs bons avis et conseil sur cez que adon leurs syraz dy et expossé de part tot le pais²²⁹. »

On sait qu'au moyen-âge les foires avaient plus d'importance qu'elles n'en ont maintenant. Le duc Louis fit à notre

²²⁸ Les villages payèrent le giete dans la proportion suivante : Senarclens, 6 florins ; la Chaux et Itens, 8 florins et 6 sols ; Grancy, 24 sols ; Lusseri, 12 sols ; Gollion, 13 florins ; Penthallaz, 9 florins et 9 sols ; Penthaz, 11 florins et 6 sols ; Sullens, 12 florins ; Bour-nens, 7 florins et 7 sols ; Boussens, 26 sols ; Bettens, 20 sols ; Vufflens, 20 sols ; Villars-Ste-Croix, 8 sols ; et Villars-Lusseri, 13 sols. Il ne s'agit ici que de la châtellenie. Dans plusieurs des villages du ressort, le seigneur avait des sujets immédiats relevant de la châtellenie.

²²⁹ On lit dans le précieux recueil du baron Grenus (*Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud*) qu'il se tint à Genève, en 1441, une journée de la patrie (de Vaud) devant le conseil du duc, pour le fait des inhibitions ; qu'en 1443, toutes les bonnes villes du pays furent convoquées à Genève, par le duc, pour la demande d'un subside de deux florins par focage, au sujet de l'arrivée de l'empereur ; et qu'enfin, la même année, elles furent de nouveau convoquées à Thonon, pour le même subside, qu'après bien des difficultés elles n'accordèrent qu'au mois de mars de l'année suivante.

ville la concession (1444, 18 janvier, à Thonon) d'une nouvelle foire annuelle qui devait avoir lieu les jeudi, vendredi et samedi après la fête de Ste-Agathe; la ville et la châtellesnie payèrent cent florins cet octroi du prince. Chacune de nos foires durait alors trois jours.

Nos franchises voulaient que le châtelain et son lieutenant prêtassent, en présence des nobles et des bourgeois, le serment d'observer les libertés et coutumes de la ville et de la châtellesnie. Or, le duc Louis ayant nommé noble Aymon de Gallera, des Clées, à l'office de châtelain²⁵⁰, celui-ci et son lieutenant (Jean de Juriens), à la requête des syndics, prêtèrent (1447, 27 septembre) le serment voulu. A genoux et les mains jointes devant le saint-sacrement et les saintes reliques posés sur le grand autel de l'église de St-Paul, ils jurèrent, en levant leurs deux mains, de remplir leur office fidèlement et avec probité; de garder les droits du prince et ceux des prud'hommes; d'observer les franchises, privilèges et coutumes, tant écrits que non écrits, de la ville, de la communauté, de la châtellesnie et de tout le mandement de Cossonay; d'administrer à chacun, sans exception, au riche et au médiocre, comme au pauvre, la justice et son complément; de n'opprimer personne sous le prétexte de leur office; de faire droit à chacun, sans délai, et d'observer les autres choses nécessaires en l'office dont ils étaient revêtus, selon le devoir de bons châtelain et lieutenant²⁵¹.

²⁵⁰ Il succéda à noble Louis de Pétigny, qui était châtelain en 1445 (21 mars). A cette date-ci, on trouve le donzel Jean de Gléresse au nombre des conseillers de la ville. C'est la première fois qu'un membre de cette famille, riche et considérée, apparaît à Cossonay.

²⁵¹ A la requête des syndics, une charte relatant la prestation de ce serment fut dressée, le même jour, dans le chancel de l'église de

Ce fut dans l'année 1447 que le duc Louis vendit à son père, le pape Félix (Amédée VIII), les seigneuries de Cossonay et de l'Isle, pour le prix de seize mille florins (de petit poids)²⁵². Il est assez difficile d'expliquer cette vente; peut-être le duc avait-il besoin d'argent. La mort de l'acquéreur fit rentrer, en 1451, ces seigneuries dans le domaine ducal.

La ville et la châteltenie de Cossonay ayant, avec les autres bonnes villes de la patrie de Vaud²⁵³, accordé au duc Louis, à la décharge de quelques-unes de ses dettes et spécialement de la dot de la princesse Charlotte, sa fille, mariée depuis peu au dauphin Louis de France, un don gratuit de deux florins d'or (à raison de treize deniers gros, bonne monnaie de Savoie), par focage²⁵⁴, le prince donna à ces villes (1451, 14 mai) des lettres reversales, par lesquelles il reconnaissait qu'elles lui avaient fait ce don, pour une fois, de leur bon gré et par pure grâce, étant entièrement exemptes de toutes exactions et aides pécuniaires. — Malgré cette déclaration, les subsides furent demandés et accordés comme précédemment²⁵⁵.

St-Paul, devant le grand autel, en présence du prieur Etienne Aymonod, de deux moines du prieuré (Girard de Genex et Thomas Bellini), du donzel Rod. d'Illens et d'autres témoins.

²⁵² Arch. de Turin. On ne trouve dans celles de notre communauté aucun titre émané de ce pape, pendant les quelques années qu'il fut, pour la seconde fois, seigneur de Cossonay.

²⁵³ C'est-à-dire Moudon, Yverdon, Romont, Payerne, Morat, Estavayer, Rue, Morges, Nyon, les Clées, Ste-Croix, Corbières, Grandcour et Montagny.

²⁵⁴ La dixième partie des focages, comptée pour les pauvres, était exempte de paiement.

²⁵⁵ En 1782, Cossonay s'appuya de la déclaration du duc Louis de

Mentionnons encore ici deux autres subsides ou dons gratuits, précédemment accordés par notre ville et sa châtelainie au duc Louis. L'un, en 1437, alors qu'il n'était encore que lieutenant-général de son père, de deux cents livres, monnaie de Savoie, en subvention, tant des indults apostoliques nouvellement obtenus par le duc Amédée contre l'apposition des interdits ecclésiastiques que pour la salubre concession dernièrement faite par ce duc à ses sujets contre l'abus des commissaires-généraux et pour mitiger la rigueur de la coutume, par laquelle, fréquemment, sous prétexte des usures, les innocents étaient vexés pour les coupables. L'autre, en 1442, de cent florins, de petit poids, en subvention des charges du très-saint père le pape Félix V, le très-redouté père du duc Louis.

Le duc Louis ne tarda pas à détacher la seigneurie de Cossonay du domaine ducal en la donnant, à titre d'apanage, avec celles de Treffort (en Bresse), de Rumilly (en Savoie), et de la Roche (en Genevois), à Amédée de Savoie, prince de Piémont, son fils aîné. Et le même jour (1452, 27 oct.), il assigna le douaire de Yolande de France (fille du roi Charles VII), femme de ce même prince de Piémont, sur les villes et châteaux de Nyon, Morges, *Cossonay*, Yverdon, Ste-Croix, Montagny, les Clées, Rue, Morat, Romont et Moudon. Ajoutons qu'à la recommandation du roi de France, le duc, augmentant l'apanage de son fils, lui céda plus tard le pays de Vaud et la Bresse ²³⁶.

Savoie pour refuser de contribuer aux frais de l'établissement de la grande route de Genève à Lausanne.

²³⁶ Guichenon, *Histoire généalogique de la maison de Savoie*. —

Il y avait, en 1459, dissension dans le ménage de notre communauté. Un procès s'instruisait devant la cour de l'official de Lausanne (soit le conseil du seigneur évêque) entre les syndics de la communauté²³⁷ et les recteurs de l'hôpital St-Antoine et de la confrérie du St-Esprit, d'une part, et treize opposants soit rées²³⁸, de l'autre. Le motif du procès n'est pas clairement exprimé, mais les acteurs demandaient que certaine clef de l'arche (de la ville²³⁹), mentionnée au procès et révélée devant l'official par l'aumônier de Romainmotier, fût restituée, selon l'ancien usage, et les rées refusaient cette restitution, au notable préjudice de la ville et de la châtellenie. Quarante-six nobles, bourgeois et habitants de Cossonay²⁴⁰ (formant la majeure partie de la communauté et agissant au nom de celle-ci) et les représentants des communautés de Senarclens, la Chaux²⁴¹ et Itens, Gollion, Pen-

Le prince de Piémont fut mis en possession du pays de Vaud, le 8 mars 1456 (Grenus).

²³⁷ Nobles Jaques de Daillens et Pierre de Cossonay. Ce dernier, alors bien jeune, est connu par le triste sort que les Suisses lui firent subir, en 1475, après la prise du château des Clées.

²³⁸ Dans le nombre les donzels Georges Marchand et Rod. de Cossonay, frère Pierre Cochet, aumônier de Romainmotier, et aussi deux veuves.

²³⁹ L'arche de la ville renfermait les titres de la communauté. Depuis la réformation (il n'est pas probable qu'il en fut ainsi avant), le revestiaire de l'église servit d'archives à la ville.

²⁴⁰ Aussi d'Alens et des Chavannes, deux localités qui faisaient partie de la communauté de Cossonay. Cette réunion doit être considérée comme formant le conseil général des bourgeois.

²⁴¹ Quoiqu'appartenant à l'ordre de St-Jean de Jérusalem, le village de la Chaux faisait partie de la châtellenie de Cossonay. L'ordre n'y possédait pas la juridiction.

thaz ²⁴² et Bournens (intéressées au débat, à cause des libertés et franchises de la ville et de la châtellenie, gardées dans l'arche prémentionnée), assemblés dans la maison commune de Cossonay, au son de la cloche et à cri public, ordonnèrent (en présence de quatre des opposants siégeant avec eux) que deux bonnes serrures, sans plus, seraient apposées au plus tôt à l'arche commune, et que, de ces clefs, l'une serait gardée par les syndics et l'autre par le recteur de l'hôpital, qui prêteraient serment, ainsi que cela avait eu lieu de tout temps. En outre, ils révoquèrent les autres syndics (de la communauté) et recteurs de l'hôpital et de la confrérie, qu'eux ou leurs prédécesseurs avaient jadis élus, et défendirent aux opposants et à leurs adhérents de se mêler à l'avenir de cette controverse ²⁴³. Nous voyons ici notre communauté agir avec la plus complète indépendance, parce qu'elle est entièrement maîtresse pour tout ce qui regarde l'administration communale. Nous présumons que le parti opposant était celui des précédents syndics et recteurs, remplacés peut-être par la majorité de la communauté avant l'expiration de leur temps ²⁴⁴.

²⁴² Les deux syndics de cette communauté. — Pourquoi les autres villages de la châtellenie ne sont-ils pas représentés dans cette réunion?

²⁴³ Le syndic (Jaques de Daillens) et les recteurs de l'hôpital et de la confrérie voulurent qu'un acte notarié constatât les décisions prises et qu'il fût muni du sceau de l'officialité. Cet acte porte la date du vendredi après la fête de la conversion de St-Paul, de l'année 1459.

²⁴⁴ On ne sait trop à quel titre le procès dont nous venons de parler s'instruisait devant l'official; peut-être parce qu'il y était aussi question des intérêts de l'hôpital et de la confrérie relevant du domaine ecclésiastique, ou bien comme tribunal neutre.

Le prince de Piémont (Amédée de Savoie), seigneur du pays de Vaud, se trouvant à Morges, les syndics de notre communauté, accompagnés d'autres députés ²⁴⁵, parurent devant lui, le suppliant de confirmer les franchises de la ville et de la châteltenie, ce que le prince leur accorda (1461, 17 janvier) avec bienveillance. La charte de cette confirmation en mentionne une précédente, émanée du duc Louis, mais dont les archives de notre communauté n'ont pas conservé de traces.

Qu'on nous permette, comme pendant de la convention pour la refonte de la cloche du beffroi, d'en rapporter une autre, de l'année 1467, sur la confection de la croix du clocher. — Le syndic et six conseillers de la ville avaient très-souvent remarqué que cette croix avait été abattue par les vents. Or, ne voulant pas (comme cela n'était pas non plus permis) que le clocher en demeurât privé, et désirant la rétablir à la louange, à la gloire et à l'honneur de Dieu tout-puissant et de toute la cour céleste, ainsi qu'à l'avantage des paroissiens, ils convinrent (au nom de toute la paroisse) avec un maître maréchal et serrurier, demeurant à Lausanne ²⁴⁶, qu'il ferait une croix de fer, de la longueur et de la largeur de la croix, qui était peinte au milieu du mur de l'église, du côté du vent; qu'il l'exécuterait conformément au dessin sur papier remis par lui au syndic, avec les

²⁴⁵ Les syndics étaient encore les nobles Jaques de Daillens et Pierre de Cossonay, et les autres délégués nobles Henri de Daillens (père du syndic Jaques), Vuillelme Huguet, Girard Lambertzon et Jean Josept. Ils parurent devant le prince comme députés des ville, châteltenie et district de Cossonay.

²⁴⁶ Claude Nuet (*Nuelus*), de Genève, qui était expert, comme il l'assurait, en de tels ouvrages.

ornements (*cum floraturis*) qui s'y voyaient, à l'exception cependant des feuilles (*folia*) et des fleurs de lis (*lilii flores*) du milieu de la croix; qu'il la finirait à la lime (*lime picturis*), la ficherait sur un pommeau de cuivre ou d'airain et la surmonterait d'un coq du même métal, qui tournerait au gré des vents²⁴⁷. En outre, qu'il établirait, sous le pommeau, un conduit de fer soudé pour l'écoulement des eaux pluviales. Quoique la dorure de la croix dût se faire aux frais de la paroisse²⁴⁸, le maître était tenu d'assister (autant qu'il le pourrait) à cette opération et de donner ses bons avis, puis de faire l'épreuve de la dorure. Et, lorsqu'on en viendrait à placer la croix, la paroisse paierait les dépenses de la personne du maître, le bois, les ponts et les autres choses nécessaires. Cette croix devait être terminée pour la prochaine fête de l'Annonciation, et le maître recevoir, pour son travail, quarante florins (de petit poids), monnaie de Lausanne, payables en deux termes²⁴⁹.

Le prince de Piémont devint duc de Savoie (sous le nom

²⁴⁷ « Idem gallus sic factus vertere debeat secundum ventorum agitationem supra dicta cruce. »

²⁴⁸ Cette dorure ne devait être appliquée que lorsque la croix, au dire du maître ouvrier et d'un expert, serait entièrement achevée.

²⁴⁹ La nouvelle croix avait quatorze pieds de hauteur et douze de largeur. Elle fut placée le 22 juin 1469, et auparavant le curé de Cossonay la bénit (dans la chapelle fondée dans l'église de St-Paul par le bourgeois feu Pierre Gollie, sous le vocable des saints Etienne et Sébastien), en présence du prieur Pierre de Sauvernier, des moines du prieuré et des autres prêtres de la ville. Les syndics étaient alors Humbert Marchand, donzel, et Jean Blanbernard; et le conseil se composait de douze membres, au nombre desquels nous remarquons les nobles Georges Marchand, Pierre de Cossonay et Nicod de Mont.

d'Amédée IX) à la mort du duc Louis, son père, arrivée le 29 janvier 1465, et le pays de Vaud passa, également à titre d'apanage, à Jaques de Savoie, comte de Romont, l'un de ses frères (le quatrième des fils du duc Louis)²³⁰. Ce prince, à la supplication des nobles, bourgeois et habitants de la ville et de la châteltenie de Cossonay, leur confirma (1468, 10 janvier), dans l'église du prieuré (ou celle de St-Paul), devant le maître-autel, leurs franchises et libertés²³¹; et deux jours après (12 janvier, à Lausanne), il concéda à notre communauté le droit d'élire un officier de ville pour contraindre les récalcitrants au paiement de ses impositions (gietes) et de ce qui lui serait dû à d'autres titres²³². En leur accor-

²³⁰ Guichenon rapporte que le duc Louis donna le comté de Romont et la baronnie de Vaud en apanage à son fils Jaques le 26 février 1460 (à Quiers). Cependant, postérieurement à cette date, on voit le prince de Piémont, frère aîné de Jaques, agir encore comme seigneur de Vaud. Il paraît donc probable que le comte de Romont entra seulement en jouissance du pays de Vaud lorsque son frère devint duc de Savoie. Quant à la seigneurie de Cossonay, en particulier, elle appartenait, en 1461, au prince Amédée, qui en confirma les franchises (le 27 janvier), comme nous l'avons rapporté. Passa-t-elle au comte de Romont avant le reste du pays? Nous l'avions cru et même indiqué, sur la foi d'un document, dans notre précédent travail; néanmoins nous concevons des doutes à cet égard.

²³¹ En présence d'Antoine d'Avenches, lieutenant-général du pays de Vaud, de Girard de Bruel, maître-d'hôtel du prince, et de Mermet Christine, procureur de Vaud. La charte de cette confirmation est revêtue de la signature de Jaques de Savoie (et de celle de son secrétaire de *Quarzo*). Il y ordonne à ses gouverneur, baillif et procureur de Vaud et châtelain de Cossonay, d'observer intactes les franchises, libertés, bons us, capitulaires (*capitula*) et privilèges de sa ville et châteltenie de Cossonay.

²³² En présence des témoins précédemment nommés. — La conces-

dant cette faveur, qu'ils avaient demandée, le prince prit en considération les louables services que ses chers fidèles les nobles, bourgeois et habitants de sa ville de Cossonay et de tout son mandement lui avaient rendus, ainsi que les charges qu'ils avaient supportées, tant à l'occasion de son armement fait naguères au delà des monts que de sa prise de possession (du pays de Vaud). La charte de cette concession nous prouve qu'alors les conseillers de la ville étaient en même temps les jurés de la justice.

Nous approchons de l'époque, néfaste pour notre pays, de la guerre de Bourgogne, qui amena, par suite de l'intime alliance de Jaques de Savoie avec le duc Charles de Bourgogne, l'invasion de la patrie de Vaud par les Suisses et sa perte pour le comte de Romont²³³. Dans la prévision des graves événements qui se préparaient, celui-ci ordonna, en 1474, aux nobles, bourgeois et habitants de Cossonay, de réparer les murailles, les tours et les fortifications (*bastimenta*) de leur ville. Quatre tours et une tourelle²³⁴ furent restaurées (et couvertes). L'ouvrage, travaillé à forfait (*ad*

sion faite par Louis de Savoie, à notre ville, de deux messagers (*nuncios*) pour contraindre toute personne au paiement de ses impositions, n'aurait-elle plus été en vigueur? A la vérité, ces messagers avaient été établis par le prince, mais seulement pour autant de temps qu'il le voudrait.

²³³ L'alliance des deux princes est antérieure à la guerre de Bourgogne. Déjà au printemps de l'année 1471 un giete avait été levé dans la ville et la châtellenie de Cossonay « *ad causam armate prelibati illustrissimi domini nostri (comitis Rotundimontis) facte et fiende pro eondo ad servicium illustrissimi domini ducis Burgundie.* » Le châtelain Boniface de la Grange l'avait recouvré.

²³⁴ *Tornella*; celle-ci se trouvait dans la maison de Vuillelme Paccot.

taschium), coûta quatre cents florins d'or (de petits poids, valant chacun douze sols de Lausanne), et, à cette occasion, notre ville leva une imposition dans toute la seigneurie (y compris le ressort) de vingt deux sols, bonne monnaie, par focage ²⁵⁵. Les réclamations au sujet de cette imposition ne firent pas défaut. Le prieur, le curé de Cossonay et les onze conseillers et syndics de la ville (ceux-ci à raison de leurs

²⁵⁵ Les syndics Jean Gervais, clerc, et Jean Rosset, furent les exacteurs de ce giete qui produisit deux cent-soixante et seize livres lausannoises et cinq sols. Leur compte montre que, dans sa perception, on observa (du moins à Cossonay) la maxime que le riche devait aider au pauvre, car on trouve une grande inégalité dans les paiements, et chaque focage paraît avoir été taxé selon ses facultés. Ainsi, par exemple, le prieur de Cossonay paya 4 livres; les donzels Pierre de Cossonay, Nicod de Mont et Georges Marchand payèrent chacun 35 sols; le chapelain dom Pierre de Crousaz en paya 25, ainsi qu'un autre ecclésiastique, et le curé de Cossonay seulement 12; enfin il y a des paiements de 22, 16, 15, 14, 10, 6 et 4 sols. La somme totale produisit probablement celle qui fût résultée si chacun des focages de la ville eût livré 22 sols. Sans doute que, dans les villages de la chàtellenie et du ressort, l'imposition fut levée de la même manière. La communauté de Cossonay comptait alors 91 focages, (74 à Cossonay, 6 aux Chavannes et 11 à Alens). Les villages de Lusseri et Villars, ensemble, payèrent pour 4 focages; la Chaux et Itens pour 14; Senarclens pour 11; Grancy pour 7; Penthallaz pour 17; Bournens pour 8; Boussens pour 4; Sullens pour 16; Penthaz pour 20; Villars-Ste-Croix pour 4; Crissier pour 1; Cottens pour 6; Siviriez pour 3; Pampigny pour 9; Colombier pour 6; Bettens pour 7; Disy pour 6; Vufflens-la-ville pour 21 et Gollion pour 22; somme, 276 focages. — Trente « chesaux » et maisons vacantes (c'est-à-dire non habitées, à Cossonay même, probablement) payèrent 32 livres et 15 sols; et dans le nombre celles des nobles Jaques Grux, Humbert de Cossonay, Pierre de Daillens et Nicod du Clos, furent taxées, chacune, à 35 sols. D'autres le furent à 30, 24, 18, 16, et celles de

places) en demandèrent l'exemption. Le village de Colombier fit de même ²⁵⁶, et ceux de Bettens (à la demande de noble Louis de Bettens) et de Sévery (à celle de noble Pierre de Sévery) sollicitèrent une diminution ²⁵⁷. On ne voit pas qu'il ait été fait droit à ces demandes.

Ce giete donna lieu à un différend entre notre ville et le seigneur de l'Isle. Lorsque Jaques de Savoie avait remis (1472, 2 juillet) sa seigneurie de l'Isle à François de Glérrens, sire de Berchier, en échange de celle de Surpierre, il y avait ajouté le village de Gollion, ainsi distraint de la seigneurie de Cossonay. Or, l'exacteur du giete ayant pris des gages à deux habitants de Gollion, le seigneur de l'Isle obtint du baillif de Vaud des lettres de recréance (*recredencie*) à ce sujet. Les nobles et bourgeois de notre ville s'en plainquirent au prince, tout en déclarant qu'ils se soumettraient à la décision de son conseil. Jaques de Savoie donna l'ordre d'assigner jour aux parties pour paraître à Morges devant ce conseil ²⁵⁸. Selon sa sentence, rendue (1475, 3 mars) de

Rolette de Mollens et de frère Guy de Estanchia, moine du prieuré, à 10 sols. Les altaristes de St-Etienne, de St-Jean et de St-Claude avaient chacun une maison qu'ils n'habitaient pas.

²⁵⁶ Quoique le duc Amédée VIII de Savoie eût distraint la seigneurie de Colombier de la mouvance du château de Cossonay, une partie du village de ce nom y ressortissait encore ; elle comprenait les hommes des nobles de Vuippens qui avaient appartenu jadis au chevalier Jean de Disy.

²⁵⁷ Les grangers de noble Jean de Cossonay, à Senarclens, de noble Jaques de Daillens, à Boussens, et de noble Jean de Dullit, à Grancy, prétendirent aussi à une diminution (ce dernier du tiers, attendu qu'il était du ressort et non de la châtellenie).

²⁵⁸ Ordre daté de Cossonay, le 7 mai 1474.

leur consentement mutuel ²⁵⁹, les hommes de Gollion devaient, pour cette fois, contribuer à la fortification de Cossonay, sous réserve que, s'il était jugé plus tard qu'ils n'étaient pas du ressort de cette ville, ce paiement serait sans conséquence pour eux ²⁶⁰. François de Glérens estimait que, depuis l'échange de 1472, Gollion ne ressortissait plus à Cossonay ²⁶¹.

Mais si, d'un côté, on contestait à notre ville que Gollion fit partie de son ressort, ceux des hommes des villages de Bussigny et d'Ecublens, qui y appartenaient, en faisaient, d'un autre côté, la confession. Le lieutenant du châtelain siégeant ²⁶² pour recevoir les montres d'armes ²⁶³ de la ville,

²⁵⁹ Le syndic Jean Gervais, assisté du vice-procureur fiscal de Vaud (Jean Chapuisii), parut devant le conseil au nom de notre ville, et noble Guillaume de Gallera, châtelain de l'Isle, au nom du seigneur de cet endroit.

²⁶⁰ Depuis 1474, Gollion ne contribua plus à Cossonay.

²⁶¹ Cependant la seigneurie de l'Isle (y compris Gollion) avait été remise à François de Glérens sous la mouvance du château de Cossonay, puisque Jaques de Savoie y avait réservé à celui-ci le droit de dernier supplice. Toutefois on ne voit pas que l'Isle ait jamais contribué à la fortification de Cossonay. C'est que cet endroit était lui-même un bourg fermé de murailles et ayant sa charte de franchises. D'ailleurs les ressortissants de l'Isle devaient la guette à raison de la *tour* de l'Isle (située près de la source principale de la Venoge). Les restes de cette tour (ronde) se voient encore ; leur solidité est même si grande qu'ils résistent aux efforts tentés pour en prendre les matériaux. Dans notre opinion, la seigneurie de l'Isle (y compris Villars-Boson) était, alors que la maison de Cossonay la possédait, une sirie, c'est-à-dire une seigneurie de la nature de celle de Cossonay.

²⁶² « Sedente pro tribunali provido viro Anthonio Prenleloup clerico et burgensi de Cossonay locumtenente providi viri Bonifacii de Grangia castellani de Cossonay. »

²⁶³ Les « monstres » (revues, inspections d'armes) n'avaient rien

de la châteltenie et du ressort de Cossonay, « à cause du temps *duvieux* (critique) qui était au pays, » et par ordre du conseil du prince, ces hommes²⁶⁴ se présentèrent devant lui (1474, 11 décembre), à Cossonay, avec les autres de la seigneurie, au lieu et à l'heure accoutumés ; ils s'acquittèrent des montres et promirent (tant pour eux que pour leurs successeurs), par serment, d'appartenir désormais au ressort et à la fortification de Cossonay, d'être fidèles au comte de Romont, à ses successeurs et à notre ville, et aussi de servir, obéir et ressortir, fossalier, veiller, bâtir, contribuer et faire tout ce qui concernait la fortification de la ville, comme les autres ressortissants, en cas de nécessité²⁶⁵.

Dans le très-petit nombre de comptes de notre communauté, antérieurs au milieu du XVI^{me} siècle, qui nous restent encore²⁶⁶, on remarque celui des syndics Jean Gervais

de commun avec le devoir féodal de la chevauchée, mais étaient une conséquence de l'*host*, qui imposait à chacun l'obligation de s'armer pour l'intérêt commun et la défense de la patrie.

²⁶⁴ Dix hommes, tant de Bussigny que d'Ecublens, parurent, le 24 septembre 1475, aux « monstres » qui eurent lieu à Cossonay.

²⁶⁵ Le donzel Louis de Bettens et les frères Augier (*Augerius*) et Gabriel de Gruffy approuvèrent (1477, 3 mai) l'engagement de leurs hommes et sujets de Bussigny et d'Ecublens. Nicolas de Gruffy (oncle d'Augier et de Gabriel), abbé du lac de Joux, et le même Louis de Bettens avaient acquis ces hommes et les hommages qu'ils devaient de Jaques de Russins, seigneur d'Allaman. Ils provenaient du chevalier Iblet de Challant et avaient été jadis reconnus aux sires de Cossonay (Grosse Quisard). Nous pensons que leur obligation de ressortir à Cossonay était tombée en désuétude et qu'elle fut remise en vigueur par la reconnaissance rapportée.

²⁶⁶ Nos archives n'en possèdent que trois ; il a déjà été parlé des

et Jean Rosset, du 26 juin 1474 à pareil jour de l'année suivante. Les circonstances où se trouvait alors la patrie de Vaud lui donnent de l'intérêt, et il témoigne de l'inquiétude et de l'agitation qui y régnaient. Nous en citerons quelques articles :

Le conseil fit acheter 24 livres de poudre à canon, à raison d'une coupe (2 quarterons) de froment la livre ²⁶⁷.

Il fut payé 6 sols et 6 deniers pour le dîner du conseil, lorsque celui-ci ordonna que les syndics laissassent *tout* pour s'occuper des fortifications.

33 sols furent payés pour la dépense, à Cossonay, des seigneurs gouverneur, président et procureur de Vaud et du seigneur de Glérens, le mardi avant la St-Barthélemy, lorsque tous les membres du conseil furent appelés, ainsi que les députés de la baronnie (*illi de terra*) et que le gouverneur leur ordonna de faire, bon gré malgré, le pont (sur la Venoge?) ajoutant qu'il serait établi un capitaine, qu'ils paieraient.

14 sols sont portés en compte par le syndic (Gervais) pour ses journées, lorsqu'il fut envoyé à Romont, auprès du seigneur gouverneur, parce qu'on disait alors que les Allemands étaient vers le pont de la Thièle, ainsi qu'en fait foi la copie d'une lettre écrite par Nicod de Lavigny, châtelain de Morat ²⁶⁸.

8 sols pour les journées de deux membres du conseil envoyés à Morges sur l'ordre du gouverneur de Vaud.

deux plus anciens. Depuis l'année 1551, la série en est, à peu d'exceptions près, complète.

²⁶⁷ Prix exorbitant, équivalant à environ 40 de nos batz actuels.

²⁶⁸ En août, septembre ou octobre, de l'année 1474.

22 sols pour la dépense de noble Georges Marchand et du sindic Gervais, envoyés à Lausanne, aux trois Etats (*ad tres status*), où ils vaquèrent deux jours²⁶⁹.

28 sols pour la dépense des deux sindics envoyés à Moudon le 10 décembre (1474), jour où, après le coucher du soleil, furent élus (à Moudon) le seigneur baillif de Vaud et deux autres députés pour se rendre à Fribourg, au nom du pays.

8 sols pour la journée de deux députés envoyés aux trois Etats, à Lausanne, le 20 décembre.

12 sols le jeudi avant la St-Antoine (1475, n. s.), pour le diner du conseil²⁷⁰, lorsqu'on fit l'élection des soldats (*servientes*) qui devaient être envoyés à Romont.

6 sols et 6 deniers pour le diner du sindic Gervais et de six autres personnes qui attendirent les soldats de la châtellenie allant à Romont. Ce jour-là quarante soldats sortirent de la ville et le conseil leur fit donner à diner.

70 sols pour la dépense du sindic Gervais et de Pierre Buchillon, nommés pour aller présenter les soldats au seigneur gouverneur de Vaud, à Romont. Arrivés à Lucens, ces soldats furent renvoyés chez eux jusqu'à nouvel ordre²⁷¹.

22 sols pour la dépense de noble Georges Marchand et Jean Blanchernard envoyés aux trois Etats à Lausanne, où ils vaquèrent deux jours.

²⁶⁹ C'est la première indication positive des trois Etats que l'on trouve dans nos archives. C'est aussi, croyons-nous, le plus ancien document connu jusqu'ici, où l'expression *les trois Etats* soit employée pour la partie du pays de Vaud soumise à la maison de la Savoie.

²⁷⁰ Et le vin envoyé à Jean Rosset, l'autre sindic, qui était malade.

²⁷¹ Gervais suivit « les seigneurs » (sans doute le baillif et autres

8 sols pour la journée du sindic Gervais et de Vuillelme Huguet, conseiller, envoyés à Morges auprès du gouverneur de Vaud qui les avait fait mander; mais ils ne l'y trouvèrent pas, parce qu'il était à Genève, auprès du seigneur évêque, *et nihil fecerunt*.

14 sols pour la dépense du sindic Gervais, envoyé à Moudon par le conseil, le mercredi après la fête de St-Pierre *in cathedra*.

12 deniers, le lundi après le dimanche de *Reminiscere*, pour le diner de celui qui ordonna, de la part du seigneur de Glérens, que tous les compagnons (les soldats) de Cossonay se trouvassent vers la fontaine de Disy lorsque l'Ave-Maria sonnerait ²⁷².

28 sols pour deux journées des syndics Gervais et Mermet de la Sarra (successeur de Rosset), envoyés à Moudon.

6 sols pour le diner du conseil le jour où ces syndics rendirent compte de ce qu'on avait fait à Moudon, rapportant que les Fribourgeois avaient conseillé à la patrie (de Vaud) d'envoyer en ambassade, auprès des alliés (les Suisses), l'évêque de Genève et le sire de Miolans.

12 sols dépensés le lundi après le dimanche de *Judica me*, lorsque le conseil s'assembla et fit marché avec Guillaume Vaney et Pierre Curtet pour pratiquer des meurtrières (*foramina scopando*) aux murailles de la ville, à raison de deux sols et demi par ouverture.

personnes marquantes) à Lausanne, où il apprit la mort de Jean Rosset (le second sindic).

²⁷² Le seigneur de Glérens était-il peut-être le capitaine de la baronnie? Il est probablement ici question de François de Glérens, seigneur de l'Isle et de Berchier.

Le même jour, le seigneur prieur donna (à la ville) deux serpentines, et le clergé séculier de la ville cinq couleuvrines (*colouvrinas de passa*)²⁷⁵.

15 deniers pour le repas du syndic et de Guillaume Vanay, qui visitèrent les meurtrières (*foramina*).

20 sols pour les journées de noble Humbert Marchand et du syndic, envoyés par le conseil aux trois Etats à Lausanne, le mercredi après Pâques (1475).

6 sols pour la dépense de celui que le châtelain et le conseil envoyèrent, à Pontarlier, le dimanche de *Jubilate*, pour apprendre ce qui était arrivé et ce que les Allemands (les Suisses) faisaient alors²⁷⁶.

3 sols pour le diner des nobles Pierre de Yens, Humbert Marchand et Jean de Villars, le jour où l'on essaya les courtauds²⁷⁵; et 12 deniers à ceux qui les portèrent et les rapportèrent à la maison de ville.

4 sols pour le diner et le souper de trois personnes qui s'occupèrent des couleuvrines²⁷⁶.

Le 1^{er} mai, on acheta « la fonde » d'un gros chêne pour faire la châsse (*laz chassa*) de la bombarde²⁷⁷.

2 sols livrés, le dimanche avant la St-Georges, à ceux qui

²⁷⁵ Le compte observe que le même jour Reynaud Baley (banne-
ret soit porte-bannière) eut une querelle avec frère Guy de Estanchia
(moine du prieuré).

²⁷⁴ « Quo modo factum fuit et quo modo sequebatur qua Alama-
gni tunc fecerunt et destusserunt (?). »

²⁷⁵ « Qua die tractum fuit les curtos. »

²⁷⁶ « Qui vacaverunt et alocaverunt colouvrinas. »

²⁷⁷ La bombarde était une machine de guerre dont on se servait
pour lancer de grosses pierres.

apportèrent et rapportèrent la bombarde (*laz bombardallaz*), alors qu'on l'essaya.

4 sols pour la dépense du gouverneur (soit syndic) envoyé à Morges, le mercredi avant la St-Georges, sur l'ordre qu'on devait y aller chercher de l'artillerie (*artilleriam*)²⁷⁸; mais il n'en reçut point; ceux de Moudon l'emportèrent.

16 deniers pour deux quarterons de vin, portés (chez l'aubergiste Buchillon) au seigneur de Viry et à sa société; la même quantité de vin fut donnée au maître d'hôtel du comte de Bresse qui se rendait à Yverdon, auprès du gouverneur de Vaud, pour savoir de quelle manière il fallait agir contre les Bernois²⁷⁹.

Deux quarterons de vin furent donnés au gouverneur de Vaud et au sire de Menthon, celui-ci disant au premier que le comte de Genève donnerait quatre mille hommes en quatre jours, s'il était nécessaire.

21 sols pour les dépenses du syndic envoyé par le conseil aux trois Etats, à Romont, sur l'ordre du seigneur baillif de Vaud. Il y vaqua trois jours, parce qu'on attendit les Bernois²⁸⁰.

3 sols pour le souper du neveu (*nepotis*) du seigneur baillif de Vaud, nommé Boudon, qui vint à Cossonay, le mercredi après la St-Georges, ordonner qu'on fût chercher toute la terre et le ressort pour faire les « monstres »²⁸¹. Aux

²⁷⁸ Par cette expression, il faut entendre non-seulement des canons, mais aussi de la poudre, des munitions et des engins de guerre.

²⁷⁹ « Pro sciendo quo modo erat agendum contra bernenses. »

²⁸⁰ « Quia spectatum fuit bernenses. »

²⁸¹ Le syndic et deux autres personnes parcoururent la baronnie pour exécuter cet ordre.

environs de l'Ascension, le président (du conseil du prince) et le châtelain (de Cossonay) pressaient ces montres.

Le vendredi après la St-Claude, le conseil envoya à Morges noble Nicod de Mont et le syndic Gervais, auprès du gouverneur de Vaud, qui avait ordonné d'envoyer douze soldats (*servientes*) à Ste-Croix, qu'ils firent réduire à cinq.

Jean de Pompaploz promit au conseil de faire venir Borjoud « *pro faciendo artilleriam.* »

On répara les portes de la ville et on fit la *postella*(?). Noble Nicod de Mont donna certain chêne pour faire les *rivets* et la croix de St-André de la porte de la postelle ²⁸².

20 sols furent livrés au tailleur de pierre qui avait fait les meurtrières derrière le bourg ²⁸³.

On maçonna les meurtrières autour de la ville et on restaura la tour de la postelle; cette dernière opération coûta 7 florins.

Enfin, celui qui avait veillé sur la tour du château reçut 30 coupes de froment pour son salaire d'une année ²⁸⁴.

²⁸² « *Pro faciendo les rivet et cruce[m] sancti Andree porte postelle.* »

²⁸³ « *Qui scupavit foramina retro burgum.* »

²⁸⁴ Quatre muids d'avoine furent donnés au baillif de Vaud, à l'occasion de l'arrivée du comte de Genève et de son épouse à Lausanne. Du reste, les revenus de notre communauté, tant en deniers que grains, se ressentirent du temps critique dans lequel on vivait : les premiers furent de 87 florins, 10 sols et 2 deniers (dans lesquels le produit de l'ohmgeld n'est porté que pour 62 florins et 9 sols), et les seconds de 10 muids, 3 coupes et un quarteron de froment, seulement. Les dépenses (en deniers), s'élevèrent à 125 florins et fractions, dans lesquels 15 florins pour le salaire du syndic ou gouverneur (du premier, s'entend), 4 florins pour celui du recteur des écoles, et 4 florins et demi pour celui du directeur (*pro gubernatione*) de l'horloge. On voit par ce compte que, sur la supplication adressée

Le 24 septembre 1475, le châtelain Boniface de la Grange et son lieutenant firent l'inspection des hommes de la seigneurie qui devaient suivre la bannière du seigneur. Le rôle en porte le nombre à 253²⁸⁵. Peu après, le 11 octobre, cinquante-deux hommes de la baronnie furent élus pour se rendre aux Clées, et on leur ordonna²⁸⁶ de se préparer pour se présenter, le 16 du même mois, à Lausanne, au comte de Romont, leur seigneur. La prise du château des Clées, qui eut lieu le 23 de ce même mois, et les scènes sanglantes dont elle fut suivie ont été rapportées ailleurs. Il a été également remarqué que, des cinquante-deux hommes de la seigneurie de Cossonay, vingt-trois périrent dans cette expédition.

D'Orbe, où elle était revenue après la prise des Clées, l'armée suisse envoya un détachement pour s'emparer du château de la Sarraz. Le sire Guillaume de la Sarraz s'était attiré l'inimitié des Suisses, tant par les sentiments hostiles qu'on l'accusait de nourrir contre Berne et ses alliés que par

au conseil du prince, la foire qui se tenait à Cossonay, à la St-Barthélemi, fut transférée à la St-Jean, et qu'on proclama ce changement à Lausanne, Morges, Aubonne et Orbe. Alors le sceau de la châtellenie se payait 12 deniers. On doit regretter la perte du compte suivant; nous y aurions puisé des notions intéressantes sur les événements désastreux dont la patrie de Vaud fut le théâtre dans la seconde moitié de l'année 1475.

²⁸⁵ Voir pour leur répartition la première partie de cet ouvrage, page 110, note 538. En tête de ce rôle se trouve Renaud Baley, alors banneret ou porte-bannière de la baronnie. L'approche des Suisses fut la cause de ces nouvelles montres. Nous avons vu qu'il y en avait déjà eu le 11 décembre de l'année précédente, et qu'aux environs de la dernière fête de l'Ascension, le président du conseil et le châtelain de Cossonay pressaient les montres.

²⁸⁶ En présence de noble Nicod de Mont et d'autres.

la conduite de son fils Nicod qui, sans y être astreint par le lien du vasselage, avait combattu à Héricourt et se trouvait encore au service du duc de Bourgogne²⁸⁷. La ville de la Sarraz se rendit sans résistance et fut épargnée²⁸⁸. Mais le château, pris d'assaut après une vigoureuse défense dans laquelle vingt-trois nobles vassaux et autres ressortissants de la seigneurie périrent, fut pillé de fond en comble et les vainqueurs y mirent le feu²⁸⁹. Le baron s'était éloigné à l'approche des Suisses²⁹⁰.

De la Sarraz, le détachement se rendit à Cossonay²⁹¹. La défense de notre ville paraît avoir été confiée à ses seuls habitants et aux ressortissants de la seigneurie, et l'ancien château-fort des sires de Cossonay, peut-être négligé depuis l'extinction de leur race, n'était guère en état de soutenir un siège. Voyant l'impossibilité de résister à l'ennemi et n'attendant aucun secours, elle se soumit et traita de sa rançon, fixée à trois cents florins de Savoie, que ses syndics payèrent promptement. Ainsi, elle fut épargnée²⁹². Cet événement est rapporté de la manière suivante dans un document de nos archives²⁹³ :

²⁸⁷ De Rodt, *Hist. de la guerre de Bourgogne*.

²⁸⁸ Ibidem.

²⁸⁹ Ibidem.

²⁹⁰ Ibidem.

²⁹¹ Ibidem. Ceci doit avoir eu lieu le 25 octobre.

²⁹² Notre ville dut peut-être ce traitement peu rigoureux aux recommandations des Fribourgeois, parce que la seigneurie de Cossonay faisait partie de l'assignation du douaire de la duchesse Yolande de Savoie. Cette considération avait préservé le château de Belmont, près Yverdon (de Rodt).

²⁹³ Procès de Cossonay contre Vufflens-la-ville, au sujet de la fortification.

« L'an de nostre Seigneur courant mille quatre cens sep-
 » tante et quatre (cinq) environ la feste de la tous saincts au
 » moys d'octobre entrant au pays de Vuaud les communes
 » ou soyt gens d'armes des villes de Berne, de Fribourg
 » avecque leurs adhérens battaillant robustement et puy-
 » santement avecque grands et terribles glaives à l'encontre
 » de illustre seigneur Jacques de Savoye conte de Romont
 » eys villes de Morat, Avenche, Payerne, Estavayer, Ro-
 » mont, Mouldon, Rue et Yverdon, Et estans les dictes villes
 » et chasteau du diet pays de Vuaud rendues ey dictes com-
 » munes de Berne et Fribourg les prenoyent à rançon pour
 » certaine quantité et somme d'argent Et que per ce moyen
 » les dictes bonnes villes feussent en seurté de n'estre brus-
 » lées et deffusion de sang Et que aussi per les dictes villes
 » et communes ne fussent buttenées et pillées.

» Or est que les nobles bourgeois et habitans de la ville,
 » chastellanye et ressort du diet Cossonay craignyant que
 » semblable accident ne leurs advinse Et voyant qu'ils ne
 » pouvoyent avoyr aulcune ayde ny secours pour soy deffen-
 » dre des dictes communes Berne et Fribourg vehuz qu'ils
 » n'estoyent pas aussy puyssans que les sus dictes villes que
 » s'estoyent rendues Et finalement qu'ils ne pouvoyent avoyr
 » nul ayde ny secours s'ils se debvoyent rendre ou deffendre
 » par le diet seigneur compte (comte) Parquoy n'ont trouver
 » meilleur moyen de prévenir à tel accident que de compo-
 » ser avecque les capitaines advocats et conseilliers des dic-
 » tes communes à la somme de troys cens florins de Sa-
 » voye à payer promptement per Henrys de Leydessoz et
 » Pierre Buchillion gouverneurs du diet Cossonay au nom
 » de la dicte ville, chastellanye et ressort moyennant le-

» quel payement fussent saulfs de estre bruslés, pillagés et viés, etc.²⁹⁴. »

Combien fut profonde l'impression de terreur produite par les Suisses, puisqu'elle était encore aussi vivante septante six ans après l'événement, ce récit datant de l'année 1551!

De Cossonay, où il ne paraît pas s'être arrêté, le détachement de l'armée victorieuse se rendit à Aubonne qui appartenait au comte de Gruyère, ami des Suisses, et y passa la nuit²⁹⁵. Quant au gros de l'armée, il quitta Orbe le 25 octobre. Traité hospitalièrement à la Sarraz, il y trouva encore le château en flammes²⁹⁶; puis il vint coucher à Cossonay et y reçut en suffisance du pain et du vin²⁹⁷. Là il apprit l'approche de la bannière de Lucerne et il fut décidé que, réunis, on avancerait sur Morges, où le comte de Romont se trouvait avec trois mille hommes de cavalerie, et dont le château avait une garnison. Mais, à l'approche de l'ennemi, frappés d'une terreur panique, cavaliers et garnison s'enfuirent, et le prince dut abandonner la ville. Celle-ci fit sa soumission, et l'armée alliée y entra sans résistance (27 octobre)²⁹⁸.

Les autres événements de la guerre de Bourgogne n'appartiennent pas ici. On sait qu'après la bataille de Morat un congrès se réunit à Fribourg (1476, 25 juillet)²⁹⁹, et

²⁹⁴ Pour payer cette somme, un giete fut levé dans la baronnie, à raison de 22 sols par feu, le riche aidant au pauvre.

²⁹⁵, ²⁹⁶, ²⁹⁷, ²⁹⁸ De Rodt, *Hist. de la guerre de Bourgogne*.

²⁹⁹ Le bâtard de Bourbon, amiral de France, y vint de la part du roi; l'évêque de Genève, le duc de Lorraine, le comte de Gruyère y parurent en personne, avec des députés de Sigismond d'Autriche, de l'électeur palatin, des évêques de Strasbourg et de Bâle, des Etats

qu'on y convint de nommer des arbitres avec pouvoir d'examiner les griefs de Berne et de Fribourg contre la maison de Savoie, et de prononcer définitivement; et que, par leur sentence, le pays de Vaud fut rendu à cette dernière, mais à des conditions fort dures⁵⁰⁰. Quant au comte de Romont, il perdit sans retour son bel apanage de la patrie de Vaud; ainsi la seigneurie de Cossonay retourna au duc de Savoie qui était alors Philibert I^{er}, dit le chasseur, sous la tutelle de la duchesse Yolande, sa mère.

Lorsque, quelques années après, ce jeune prince accorda (1480, 18 mars, à Chambéri) à la patrie de Vaud la confirmation de ses franchises⁵⁰¹, elle lui fit⁵⁰² un don gratuit de quinze cents florins, à raison de 10 sols par feu. A l'occasion de ce subsidie et aussi des frais supportés pour le redressement de certains abus au sujet desquels le pays avait envoyé des députés au prince et les syndics de notre ville s'étaient rendus

de Savoie, du pays de Vaud, du Vallais, de la ville de Genève, des huit cantons, des villes de Soleure et de Bienne, et de l'Alsace (Muller, *Hist. de la Confédération suisse*).

⁵⁰⁰ La maison de Savoie devait payer aux cantons un dédommagement de cinquante mille florins, sous l'hypothèque du pays de Vaud, outre vingt-cinq mille et six cents florins qu'elle devait aux Fribourgeois, en particulier. Morat et Grandson resteraient en propriété aux Bernois et aux Fribourgeois, et les premiers garderaient les seigneuries de Cerlier, d'Aigle, des Ormonds et de Bex (Muller, *Hist.*, etc).

⁵⁰¹ Amédée de Gingins, sire de Belmont, autorisé par la noblesse et les villes, avait demandé au duc cette confirmation (de Mulinen, *Recherches sur les anciennes assemblées des Etats du pays de Vaud*). Ce même sire de Belmont fut le receveur du don gratuit que le pays fit alors au duc.

⁵⁰² A l'occasion de sa bonne arrivée.

aux trois Etats³⁰³, une imposition fut levée dans la ville et la châteltenie de Cossonay ; elle produisit 58 livres et 18 sols³⁰⁴.

Quoique l'église de St-Paul, ainsi que nous l'avons vu déjà, fût tout à la fois celle du prieuré et l'église paroissiale de la ville, son entretien était à la charge de la paroisse. Les comptes du recteur de la fabrique de cette église nous montrent cinq gietes³⁰⁵ levés pour y subvenir de 1479 à 1484. Il est vrai qu'outre des réparations majeures à l'église même, deux cloches nouvelles avaient été faites et le beffroi réparé. Aussi, la ville, l'hôpital et la confrérie avaient-ils fait des dons tant en argent qu'en grains³⁰⁶, ainsi que les

³⁰³ « Pro reparatione certorum gravaminum actenus factorum in dicta patria, maxime pro detemptione Johannis Mailliardo de Rota et expensis inde factis tam per ambasciatores patrie quam sindicorum dicte ville de Cossonay eondo et redeondo pluribus vicibus tam versus dictum dominum nostrum quam ad tres status patrie » (1480 8 mai).

³⁰⁴ Le clerc Jean Gervais en fut l'exacteur. Le messenger (*nuncius*) de Moudon le gagea à diverses reprises, jusqu'à la conclusion du paiement ; c'est que, par suite des malheurs du temps, il éprouvait de la difficulté à le recouvrer. Le 23 décembre 1480, Gervais livra au sire de Belmont 80 florins en déduction de ce que les ville, communauté et mandement de Cossonay devaient pour leur part du don gratuit (*Quittatio spectabilis et potentis viri Amedei de Gingins domini Bellimontis velut receptoris gieti facti in patria Vuaudi, etc.*).

³⁰⁵ Deux de ces gietes, à raison de deux sols par tête, produisirent 104 florins ; les trois autres furent perçus sur le pied de 12 deniers (par tête). Déjà, en 1470, il y avait eu un conseil général pour le fait de l'église, auquel trente-six personnes seulement avaient assisté.

³⁰⁶ Huit muids de froment donnés par la ville et l'hôpital furent vendus 28 florins. La confrérie donna 40 florins provenant de grain vendu, et ses recteurs livrèrent 13 florins, 8 sols et demi, qu'ils redevaient, etc.

villages de la paroisse ⁵⁰⁷. Le seigneur évêque de Lausanne (Benoît de Montferrand) vint bénir les nouvelles cloches et visita en même temps l'église ⁵⁰⁸. Sa suite se composait de dix-huit chevaux; il fut traité aux frais de la fabrique ⁵⁰⁹. On avait orné les églises de feuillage et sonné les cloches pour son arrivée ⁵¹⁰. Les réparations de l'église

⁵⁰⁷ Lusseri donna trois coupes de froment; la Chaux, Disy, Senarclens et Alens livrèrent ensemble 18 sols. Daillens (quoique non paroissien) donna aussi trois coupes de froment. — On paya à dom Girard Odet, chanoine de Lausanne, 105 florins pour sept quintaux de matière (métal) pour les cloches. On acheta à Genève de l'étain pour 58 florins et 10 sols, et on en acheta encore plus tard, ainsi que d'autre métal, pour 10 florins. Deux livres de cire coûtèrent 8 sols et 9 deniers. Ceux qui firent le creux pour fondre les cloches reçurent 3 sols (en pain, vin et fromage). Il fut payé au maître fondeur, pour la facture des cloches, 23 florins à raison de 24 sols le quintal (elles pesaient douze quintaux). Soixante livres de fer neuf, pour les ferrer, coûtèrent 26 sols; les deux battants, qui pesaient septante-deux livres, furent payés sur le pied de 4 deniers la livre.

⁵⁰⁸ Le dimanche après la St-Jean de l'année 1479 (ou peut-être de l'année suivante); l'évêque resta le lendemain à Cossonay.

⁵⁰⁹ Le recteur de la fabrique livra au seigneur prieur (de Cossonay) 24 sols pour les dépenses du diner de l'évêque, le jour de son arrivée; 24 sols au boucher pour les viandes achetées pour le prélat; 8 sols pour quatre coupes d'avoine pour ses chevaux; 50 sols et 8 deniers pour foin, avoine et certains pots de vin, ceux-ci achetés du syndic Jean de Sauvernier et portés à l'évêque; 6 sols et 9 deniers pour la dépense de ceux qui l'avaient accompagné; 6 sols et demi pour une certaine quantité de petites bêtes (*pullorum*) pour le même seigneur, etc.

⁵¹⁰ 3 sols et demi à cinq personnes « qui ramaverunt ecclesias et pulsaverunt adventum domini. » L'évêque visita sans doute aussi les diverses chapelles de la paroisse (à Cossonay, Senarclens et la Chaux) et les églises de la baronnie. — Au nombre des articles de dépense

de St.-Paul n'étaient pas encore terminées en 1484³⁴¹.

Les sires de Vufflens-le-château avaient d'ancienneté, à Penthaz et Bournens, dans la châtellenie de Cossonay, quelques hommes sur lesquels, ainsi que sur les biens qui appartenaient aux hommages (ruraux) qu'ils leur devaient, ils avaient le mère et mixte empire et l'omnimode juridiction. Ils estimaient les posséder en franc-allen, et que ces hommes n'étaient pas tenus aux obligations des ressortissants de la seigneurie de Cossonay. Notre ville, nous le verrons, s'opposait de son mieux à ces prétentions. Elle avait été, en 1473, en différend avec Pierre de Duyn, co-seigneur de Vufflens-le-château, et les hoirs d'Humbert de Colombier, seigneur de

de ce compte de la fabrique se trouve le suivant : 28 sols et 9 deniers à dom Etienne Fabri, vicaire de Sullens, « pro religendo graduale (le graduel) et pro vino quem solvit dictus rector foris eondo cum eodem et etiam dum posuit fermalia ; » la reliure coûtait cher alors. On y voit encore un article de 26 sols pour certaines dépenses faites par noble et égrège homme Pierre de Bionnens (docteur ès lois) « in tenendo jornatam contra dominum priorem pro facto per-rochie et Anthonii Gottroux. » Le même de Bionnens avait reçu deux chappons pour avoir écrit les articles contre le seigneur prieur sur le fait du même Gottroux. Claude Mignot « qui allocavit crucem dominicalem et cathedram » reçut 12 deniers. Enfin douze gros cloux coûtèrent 21 deniers ; dix-huit coupes de chaux, 11 sols, et cent tuiles, 3 sols.

³⁴¹ Lorsque, le 5 septembre, le recteur rendit son dernier compte aux sindics (noble Humbert Marchand et Henri Delaydessoz). Il était aussi question de réparer la cure, et le conseil général de la ville avait convoqué le conseil de la paroisse au sujet de cette réparation pour laquelle le curé réclamait l'assistance de la paroisse. Les fonctions de recteur de la fabrique étaient rétribuées (il porte en compte 10 florins pour son salaire de deux années et demi).

Vullierens⁵¹², parce qu'elle forçait Humbert douz Boz, de Penthaz, que ces seigneurs assuraient être de leur omnimode juridiction (et mère et mixte empire), de contribuer à sa fortification, comme les autres hommes de Penthaz. Ils avaient obtenu du prince l'ordre au châtelain de Cossonay de procéder à une information juridique⁵¹³. Il ressort des dépositions de plusieurs témoins de Penthaz et de Cossonay qu'ils n'avaient pas vu douz Boz fortifier à Cossonay, ni payer les impositions de cette ville, ni y faire les montres, quoiqu'il fût toujours proclamé pour s'acquitter de ce devoir⁵¹⁴. Ainsi, de sa personne, douz Boz n'était probablement pas ressortissant de la châteltenie, mais il avait succédé aux biens de son beau-père qui, lui, l'était. La suite n'est pas connue.

⁵¹² Une partie de la seigneurie de Vufflens-le-château avait passé, par mariage, aux nobles de Colombier, seigneurs de Vullierens.

⁵¹³ Les mardi et mercredi après la Ste-Luce de l'année 1473.

⁵¹⁴ Un des témoins rapporta qu'à l'époque où l'éminent seigneur Barthélemi Chabod (trésorier de Savoie?) était détenu à Morges et où noble Anthoine Bolomier l'était à Cossonay, certain giete avait été levé pour la fortification de cette dernière ville, et que Bornoz, beau-père de douz Boz, l'avait payé comme les autres hommes de Penthaz. Un second témoin rapporta la même circonstance du giete levé à l'époque de la détention de Bolomier, alors que l'illustre seigneur dauphin, maintenant roi des Français (*rex francorum*), était en Allemagne (*in partibus alamanie*). Un troisième témoin dit que, du temps où noble Pierre de Mont était châtelain de Cossonay, il (le témoin) avait, en qualité de messenger (*nuncius*), gagé souvent des biens-meubles dans la maison des Bornoz, tant pour des passements obtenus contr'eux que pour l'ohmgeld dû à la communauté de Cossonay et certaines impositions faites dans cette ville pour sa fortification et le seigneur de la patrie de Vaud. Enfin, selon un autre témoin, les hommes de Penthaz, et dans le nombre douz Boz, avaient

La charte de 1398 réservait au seigneur le forage du vin qui se vendait en détail, en taverne, dans la ville de Cossonay. Déjà, alors, le forage n'appartenait plus au seigneur, puisque le sire Louis (III) l'avait abandonné, en 1387, à son prieuré de Cossonay. Or, en 1495, le révérend frère Pierre de Dullit, prieur, et ses religieux, étaient en différend avec les nobles et bourgeois de Cossonay au sujet de ce forage, les premiers prétendant l'avoir perçu, de temps immémorial, à raison de quatre pots pour tout tonneau contenant jusqu'à dix-huit setiers inclusivement, et les seconds⁵¹⁵ répliquant qu'il ne constait point que le prieur et ses prédécesseurs l'eussent toujours perçu sur ce pied, mais que parfois, selon la contenance des tonneaux et la volonté des vendeurs, ils n'avaient levé qu'un, deux, ou trois pots; que si, par hasard (ce qu'ils ne croyaient pas), il constait qu'il en fût comme les religieux le disaient, cela était en contradiction aux franchises concédées à la ville (vide supra), et qu'en conséquence le prieur ne devait percevoir aucun forage pour des tonneaux d'une contenance moindre de dix-huit setiers. Enfin, en évitation de procès et pour arriver à une bonne paix, les parties transigèrent (18 juillet) de la manière suivante : le prieur et ses successeurs légitimes percevraient deux pots de chaque tonneau contenant jusqu'à neuf setiers inclusivement,

payé leur part d'un giete levé dans la ville et la châtellenie pour l'illustre seigneur Philippe de Savoie, à l'occasion de sa bonne arrivée à Cossonay (Arch. cant., tit. du baill. de Morges, coté n° 501).

⁵¹⁵ C'est-à-dire Hugues Vigoureux, sindic, nobles Jean de Cossonay, seigneur de Rurey, et Jean de Sauvernier, discrets Henri de Laydessoz, Pierre Gollit, Pierre de Venoge, et Jean Blanbernard, bourgeois et conseillers de Cossonay, en leur nom et celui des autres bourgeois de la communauté.

quatre pots pour chaque tonneau contenant au-delà de neuf et jusqu'à dix-huit setiers (inclusivement), et huit pots, selon ce qui était dit aux franchises, pour tout tonneau d'une plus grande contenance⁵¹⁶.

On connaît les intrigues ou plutôt les fourberies du secrétaire ducal du Four (*de Furno*), et les suites amères qu'elles eurent pour le duc Charles III de Savoie, trop faible pour résister aux exigences des villes de Berne et de Fribourg⁵¹⁷. Les bonnes villes et la noblesse de la patrie de Vaud lui accordèrent un don gratuit de douze sols par feu, pour l'aider dans le paiement des cent et vingt-cinq mille florins du Rhin qui lui étaient extorqués⁵¹⁸; un giete fut donc levé dans la châtellenie de Cossonay⁵¹⁹. Pierre de Vuaulx, de Cottens, un des ressortissants de cette châtellenie, refusa d'en payer sa quote-part, se fondant sur une exemption du paiement de tout giete jadis accordée par un sire de Cossonay aux hommes de Cottens⁵²⁰, et sur ce que lui, de Vuaulx,

⁵¹⁶ Les frais seraient compensés. Pierre de Bonvillars, président de Savoie, Louis de Menthon, seigneur de Couete et de Samoëns, François de Gumoëns, seigneur de Bioley, et Charles de Champagne furent les témoins de cette transaction.

⁵¹⁷ De Tillier, *Hist. de l'Etat de Berne*.

⁵¹⁸ Par composition du 9 juin 1508 (de Tillier, *ibidem*).

⁵¹⁹ Il nous paraît très-probable que le don gratuit accordé au duc, en 1508, par la noblesse et les bonnes villes, est celui qui donna lieu, la même année, au différend dont on va parler, entre notre ville et Pierre de Vuaulx, « *pro facto de de furno*. » Les pauvres (du moins à Cossonay), furent exemptés d'en payer leur part. On distinguait alors, à Cossonay, la ville, soit le quartier appelé *le château*, et le bourg, plus considérable que la ville proprement dite.

⁵²⁰ Il n'est pas remarqué lequel des sires de Cossonay avait fait cette concession; le titre de celle-ci ne se retrouve plus.

n'avait pas contribué aux gietes précédents. La difficulté amenée par ce refus ayant été soumise à la décision absolue du conseil étroit de la ville de Moudon, celui-ci prononça (1508, 12 février) que, quoiqu'il fût dit dans le titre allégué par de Vuaulx que le sire de Cossonay d'alors exemptait les hommes de Cottens de tout giete, ce sire cependant n'avait pu agir que pour lui-même; que Cossonay étant parvenu à la maison de Savoie, ceux des hommes de Cottens qui appartenaient à la mère châteltenie de cette ville ⁵²¹ étaient tenus de payer leur part du don gratuit accordé au seigneur duc actuel, étant sur le même pied que les habitants de la ville, parce qu'ils avaient passé au duc comme les autres bonnes villes du pays dont Cossonay faisait partie, et qu'ainsi de Vuaulx devait payer sa part du présent giete et de tout autre; enfin, que son allégation de n'avoir pas contribué jusqu'alors était sans valeur, parce qu'un particulier ne pouvait pas alléguer la prescription ou la possession contre la généralité. Les parties acceptèrent la prononciation ⁵²².

Sur l'ordre du duc de Savoie, le vice-châtelain de Cossonay (noble Jean Marchand) fit, en 1510 (12 février), les « monstres d'armes » de la baronnie. Deux cent cinquante-six hommes s'y présentèrent ⁵²³. Il est remarqué que les

⁵²¹ C'est-à-dire qui étaient sujets immédiats du seigneur.

⁵²² Le baillif de Vaud (Jean d'Estavayé, seigneur de Bussy et coseigneur de Mézières) en scella la charte. Benoît de Glannaz, seigneur de Villardin, Rodolphe Demierre, Jean Crespy, Jaques Cerjat, Humbert de Serrandans, Jean Gaule, Rodolphe Jolivet, François de Bulo, Boniface Bridel et Michel Frossard, « burgenses Melduni consules consilii stricti diete ville, » prononcèrent la sentence.

⁵²³ De ces 256 hommes, 71 appartenaient à Cossonay (dans le

armes de plusieurs consistaient en halebardes, arbalètes et pertuisanes; l'un d'eux avait une couleuvrine et quelques-uns des plastrons.

L'élection des syndics de notre communauté se faisait encore, en 1510, à deux degrés, comme en 1592⁵²⁴. Alors six électeurs les nommaient; maintenant il y en a dix, que le conseil général, assemblé (le 26 septembre) à la maison de ville, choisit dans son sein. Outre les deux syndics⁵²⁵, ils élisent encore le recteur de l'hôpital St-Antoine et les deux inspecteurs de la confrérie du St-Esprit. Les syndics ne sont plus qu'une année en charge⁵²⁶ au lieu de deux. L'élection des conseillers se faisait sans doute aussi par le conseil général. On ne voit pas si leur charge était à vie.

Il a été parlé des plaintes qu'Antoine Favey porta, en 1512 environ, au duc de Savoie, contre notre communauté, à l'occasion des dégâts qui, selon lui, se commettaient au château⁵²⁷. Favey accusait aussi le lieutenant du châtelain de n'avoir pas maintenu l'autorité du duc lors d'une

nombre le banneret, non nommé), 5 aux Chavannes, 10 à Alens, 10 à Senarclens, 16 à la Chaux et Itens, 5 à Villars et Lusseri, 18 à Penthallaz, 19 à Penthaz, 8 à Bournens, 16 à Sullens, 1 à BousSENS (pourquoi si peu?), 4 à Villars-Ste-Croix, 1 à Crissier, 16 à Vufflens-la-ville, 9 à Bettens, 5 à Bussigny, 4 à Ecublens, 8 à Grancy, 8 à Collens, 9 à Pampigny, 7 à Disy et 5 à Sévery. Il n'y en a point de Gollion, ni de Colombier.

⁵²⁴ Dès 1592 à 1510, nos archives ne nous apprennent rien au sujet de l'élection des syndics.

⁵²⁵ N. Jean de Mont et Claude Charrière furent alors élus.

⁵²⁶ A la St-Michel de l'année suivante (1511), le conseil général se réunit de nouveau et nomma d'autres syndics, le temps des précédents étant fini.

⁵²⁷ *Recherches sur les sires de Cossonay, etc.*, page 191.

arrestation faite dans la châteltenie par des officiers étrangers ⁵²⁸. Un conseil général fut tenu en présence de l'écuyer Barth. Duzsillion, que le duc avait envoyé à Cossonay pour prendre des informations. Favey, assigné, ne parut pas, et le conseil répondit à ses divers articles de plainte.

Le duc Charles de Savoie étant venu, en 1517, dans la patrie de Vaud, les bonnes villes lui accordèrent un don gratuit à l'occasion de son heureuse arrivée. Cossonay y contribua de 86 florins, 25 sols et 6 deniers, bonne monnaie de Lausanne ⁵²⁹.

Les communautés avaient, dès les temps les plus anciens, le droit général de parcours sur leur territoire; ainsi le propriétaire d'un pré n'en récoltait que la première herbe. On soustrayait un fond à cette servitude en obtenant de la communauté, à prix d'argent, une passation à record qui permettait de le clore. Deux bourgeois de Cossonay, frères (Mermet et Jean Favey), avaient obtenu, moyennant l'entree de cent sols et la cense de deux coupes de froment, la passation à record d'un pré, situé vers le bois de Vaud. Un de leurs descendants (Antoine Favey) convint avec notre communauté, en 1526, qu'il ne paierait désormais que la moitié de la cense, mais ne tiendrait plus à record que la moitié de ce pré ⁵³⁰.

⁵²⁸ « Et secundement Joh. Marchand, lequeux estoit lieutenant si devant, que n'a pas maintenu l'autorité de mon dict très redoubté seigneur, c'est asavoyer d'une fillie que fuct prinse à Sinarc lens près de Cossonay et de la chastellanie et prise par les serviteurs de ma Dame de la Sarra de queue ung ne fit personne de poursuyte. »

⁵²⁹ Livrés, le 12 novembre 1517, par noble Louis de Gruyère, coseigneur d'Aigremont (*Acrimontis*), à Jaques Cerjat, donzel de Moudon, exacteur de ce giete.

⁵³⁰ Cette convention fut approuvée par les nobles, bourgeois, con-

Le moulin banal de Cossonay (communément appelé les grands moulins), situé sur la Venoge⁵⁵¹, était parfois alors d'un abord difficile. Le duc Charles de Savoie accorda à notre communauté (1532, 20 décembre, à Chambéri) l'autorisation de construire un nouveau moulin dans les fossés de la ville, pour y moudre en temps de pluie et de *nécessité*. On le nomma, par dérision sans doute, de Courta-ploge. Il ne subsiste plus depuis longtemps⁵⁵². En même temps, le duc abergea à la communauté le four banal de la ville, situé devant le château. Cette double concession lui imposa une cense annuelle de 6 florins d'or pour le moulin et de 11 florins (coursables au pays) pour le four⁵⁵³, outre 20 écus d'or pour l'entrage⁵⁵⁴. Le duc se réserva la juridiction et la directe seigneurie des choses remises; et, au lieu de sufferte, les lauds et vendes de reprise en cas de mutation de sei-

seillers et prud'hommes de Cossonay (seize sont nommés). Il est clairement exprimé dans l'acte que tenir un pré à record c'est y recueillir aussi la seconde herbe.

⁵⁵¹ A droite de la route qui tend à Lausanne. Jadis affermé pour environ 54 florins par an, il ne rapportait plus au duc que 18 florins annuels, depuis qu'il avait été abergé.

⁵⁵² Il était déjà ruiné en 1592. Le moulin de Courta-ploge, situé au nord de la ville, du côté des Rochettes, à droite de la porte par laquelle on tendait à la Sarraz, ne pouvait guère être mis en mouvement que lorsque d'abondantes pluies grossissaient le faible ruisseau auquel le fossé de la ville servait de lit.

⁵⁵³ Selon la Grosse Panissod, ce four avait été abergé à la communauté pour 20 florins annuels. Le notaire Panissod, commissaire, renouvela les extentes de la ville et de la châtellenie de Cossonay en 1531 et années suivantes. Sur la fin du siècle précédent ces mêmes reconnaissances avaient été renouvelées par le commissaire Michel Quisard.

⁵⁵⁴ Berne réduisit à 4 florins la cense à payer pour le moulin.

gneur. Déjà, en 1414 (11 octobre), le comte Amédée VIII avait accordé aux habitants des Chavannes, près de Cossonay, sous la cense annuelle de 26 sols, la faculté d'avoir un four.

Nulle partie du domaine de la communauté ne pouvait s'aliéner sans le consentement du conseil général des bourgeois. Celui-ci, assemblé dans la maison de ville, au son de la cloche, selon l'usage, autorisa la vente que firent, en 1552 (5 janvier), les syndics (François Marchand et Claude Charrière) à l'écuyer Antoine Darcet, de Moudon, de la moitié du pré de Marchet, pour 21 écus d'or au soleil.



DOMINATION DE BERNE.



Au commencement de l'année 1536, le pays de Vaud passa sous la domination bernoise. La facilité de cette conquête est encore une énigme, car il était attaché à son prince. Ne faut-il pas en chercher la cause dans les souvenirs de profonde terreur que les Suisses avaient laissés dans la patrie de Vaud depuis la guerre de Bourgogne, terreur que le sac d'Estavayé, la prise des Clées, les scènes d'Orbe et autres justifiaient pleinement? On se soumettait parce qu'on croyait impossible de résister.

L'armée bernoise venait de s'emparer du fort des Cluses (de l'Ecluse) et campait encore auprès de ce château, lorsque, le mardi 15 février, sept députés de la ville de Cossonay, munis d'une lettre de créance et de pleins-pouvoirs, se présentèrent à ses chefs, firent leur soumission et prêtèrent serment d'obéissance³³⁵. On leur promit de ne pas les contraindre au sujet de la religion; cependant on réserva que

³³⁵ Collection de Mulinen, correspondance et journal de Jean-François Nægueli, chef de l'armée bernoise. — Les capitaine, lieutenant, conseil et banneret de l'armée, mandèrent de Genève, le 17 février, au conseil de Berne, la soumission de Cossonay (Ibidem).

ceux qui parleraient de la Parole de Dieu ne seraient ni molestés, ni punis. On leur accorda encore le maintien de leurs libertés et coutumes et la faculté de percevoir les redevances communales, comme précédemment⁵³⁶. Enfin, en leur déclarant qu'ils paieraient une rançon, on leur donna l'assurance qu'on ne leur ferait pas de mal⁵³⁷, exceptant, néanmoins, la punition méritée de ceux qui se comporteraient grossièrement⁵³⁸.

Le 23 mars suivant, les commissaires bernois assemblèrent, à Cossonay, l'ancien conseil, et s'informèrent de la conduite du prieur et des moines du prieuré. On leur en donna des renseignements peu favorables⁵³⁹. Le lendemain, ils ordonnèrent au châtelain de mettre le séquestre sur les biens de Pierre de Gléresse, seigneur de Lusseri et co-seigneur de Bavoy (dit M. de Bavoy) et de François de Lutry, mayor de la ville de ce nom; deux gentilshommes possédant des biens considérables à Cossonay et dans les environs, mais qui n'avaient pas encore fait leur soumission⁵⁴⁰. Ils nommèrent

⁵³⁶ « Auch die Emolumente ihnen verlangen zu lassen, wie von Alter her. »

⁵³⁷ Et qu'on ne mettrait pas le feu chez eux : « Sie nicht zu verbrennen noch schädigen » (Ibidem).

⁵³⁸ « Vorbehalten wo einige sonderbare Leute wären, die gröblich gehandelt, zu strafen, nach ihrem Verdienen » (Ibidem).

⁵³⁹ Ils portaient que leurs mœurs étaient très-dérégées et grossières : nous n'osons citer le passage y relatif (*Journal des commissaires bernois*).

⁵⁴⁰ Pierre de Gléresse habitait Cossonay, où il faisait partie du conseil. Il se libéra du séquestre mis sur ses biens en payant 300 couronnes de rançon. Quarante de ses paysans (à Chavannes-le-Veyron, Eclépends, Lusseri, Pampigny, Cuarnens et Bérolles) qui ne ressortissaient nulle part (c'est-à-dire que de Gléresse possédait sous la mouvance immédiate du souverain, ou peut-être en franc-allevé) en

quatorze personnes qui devaient composer le conseil étroit et former la cour de justice³⁴¹. Ces quatorze ne pourraient fonctionner qu'en présence du lieutenant³⁴², qui, lui-même, ferait partie du conseil et le présiderait. Ce lieutenant prêta serment en présence de la communauté. On interdit au

payèrent 10. En outre, on lui imposa l'obligation de prêter personnellement hommage, à Berne, huit jours après Pâques (Ibidem). Pierre de Gléresse possédait encore, dans la baronnie de Cossonay, la co-seigneurie de Disy et un membre considérable de fief à Senarclens. — François de Lutry fit seulement sa soumission le 3 mai suivant, aussi lui prit-on son office de la mayorie (Ibidem), qu'on paraît cependant lui avoir rendu plus tard.

³⁴¹ « Bierzehn gesetzt, die des kleinen Rathes und dabey Gericht und Recht hatten. » C'étaient : Nicolas Marchand, lieutenant*, François Marchand, François de Sivyry (Sévery), Pierre de Laydessoz, châtelain de Vuillerens, Jean Masson, Jaques Pittet, Pierre Favey, Vuillelme Barrillier, Claude Charrière, Claude Prenleloup, banneret, Pierre Solliard, Claude de Lucinge et Jean Favey (ainsi treize seulement. Ibidem). La plupart faisaient déjà partie du précédent conseil. — On ne doit pas considérer comme une innovation que les conseillers fussent aussi les jurés de la cour du châtelain. Quoique par les institutions du moyen-âge tout prud'homme fût appelé à siéger au plaid, il y avait cependant, dès longtemps, des jurés institués et fixes, et ceux-ci, dans les villes, étaient ordinairement les membres du conseil. Nous avons vu qu'à Cossonay c'était déjà le cas en 1468.

³⁴² « Sollen allweg im Beysein des Lieutenant handeln, etc. » (Ibidem). Le *lieutenant*, à Cossonay, était celui du châtelain, mais il est évident qu'ici lieutenant veut dire châtelain. Il est même fort possible que, dans le journal des commissaires, l'expression *der Statthalter* signifie également le châtelain ou le lieutenant du seigneur.

* Le journal des commissaires bernois le nomme François Nicolas, mais nous savons que noble Nicolas Marchand était châtelain de Cossonay immédiatement avant la conquête. Par les expressions *lieutenant* et *châtelain*, le journal cité désigne probablement la même personne, c'est-à-dire le lieutenant du seigneur de la ville.

châtelain et au greffier de participer au jugement⁵⁴³. Le lieutenant (baillival? *der Statthalter*) de Cossonay serait subordonné à un baillif que Berne établirait à Moudon ou à Yverdon. Il y aurait appellation pour Cossonay comme pour le reste du pays⁵⁴⁴. En temps opportun, le lieutenant (*der Statthalter*) apporterait à Berne, rédigées, les franchises et coutumes de la ville, pour qu'on les y corrigeât⁵⁴⁵. Jusqu'à décision ultérieure de Berne, le sceau de la châtellenie ne serait pas supprimé⁵⁴⁶. Les quatorze du petit conseil nommeraient un grand conseil de vingt-quatre membres⁵⁴⁷. Tout cela fut communiqué à la communauté. On défendit au

⁵⁴³ « Der Tschachtlan und der Gerichtschreiber sollen nicht Urtheil sprechen » (Ibidem).

⁵⁴⁴ « Trostung und Friedbruch. Appellaz wie andere » (Ibidem). Trostung signifie le serment qu'on faisait prêter à des ennemis personnels de ne point se permettre d'offenses réciproques. Friedbruch veut dire la violation de ce serment ou toute violation de la paix ou sûreté publique, par des particuliers. Tant l'astriktion à la Trostung que la punition du Friedbruch étaient du ressort du juge criminel et inhérents au ban du sang, parce que les lois pénales affectaient la peine de mort à l'infraction du serment de la Trostung (Note de M. L. Wurstemberger).

⁵⁴⁵ « Soll der Statthalter, gelegene Zeit, die Freheiten, coutumes, in Schrift nach Bern tragen, die zu verbessern » (Journal des commissaires bernois).

⁵⁴⁶ « Das Siegel der Castellanie ihnen gelassen — bis auf weitem Bescheid Unserer Herren » (Ibidem).

⁵⁴⁷ « Die 14 sollen den Großen Rath erwählen, und sie denn vorgehabt, nemlich 24 Mann » (Ibidem). Le sens de la phrase und sie denn vorgehabt présente des difficultés. Y aurait-il déjà eu précédemment un grand conseil à Cossonay? Les documents n'en font aucune mention, mais il y est souvent question du conseil général des bourgeois.

mestral de tenir sa cour jusqu'à nouvelle résolution ⁵⁴⁸. Et comme les habitants de notre ville avaient enlevé les images de leur église, on leur enjoignit de ne pas les y replacer, sans ordre, LL. EE. voyant avec plaisir qu'ils se résignassent ⁵⁴⁹. On ordonna au lieutenant (dem Lieutenant) de sequestrer les biens des deux chapelles que le duc (de Savoie) avait à Cossonay ⁵⁵⁰ et ceux de la commanderie de la Chaux. Les conseillers et justiciers prêtèrent serment devant la communauté. Le lieutenant (baillival?) se ferait remettre les titres et documents des églises ⁵⁵¹. Le prieur et les moines reçurent l'injonction de mieux se conduire. On prit des arrangements relatifs au moulin de Cossonay. Enfin la rançon de notre ville fut fixée à deux cents couronnes ⁵⁵². Tout cela eut lieu le 24 mars, journée importante pour notre communauté ⁵⁵³. — Une partie seulement de la nou-

⁵⁴⁸ « Dem mettro sagen, mit seinem Gericht still stehen — bis auf meiner Herren Bescheid » (Ibidem). On ne voit pas que dès-lors il y ait eu une cour du mestral. Sans doute que Berne ne tarda pas à acquérir, des nobles Marchand, la mestralie de Cossonay.

⁵⁴⁹ « Denen von Cossonay gesagt, die weil sie die Gözen aus der Kirche gethan; sollen sie die nicht wieder darein tragen, biß auf Unser Herren Bescheid, und Meine Herren haben ein Wohlgefallen daran, daß sie sich so wohl schicken » (Ibidem).

⁵⁵⁰ L'une était la chapelle fondée dans l'église, par les sires de Cossonay, sous le vocable de la bienheureuse Vierge Marie, et qu'ils avaient richement dotée. Quelle était l'autre?

⁵⁵¹ « Der Statthalter von Cossonay alle Gewahrsame der Pfarrer zu seinen Händen nehmen » (Ibidem).

⁵⁵² « Denen von Cossonay aufgelegt Rançon, nehmlich 200 Kronen » (Ibidem).

⁵⁵³ Indépendamment des détails précédents, les sources citées nous en donnent d'autres qui concernent les environs de notre ville. On

velle organisation qu'on lui imposait fut mise à exécution ⁵⁵⁴.

Après l'issue de la dispute de Lausanne, Berne ordonna aux baillifs établis par elle dans le pays conquis de détruire les autels et les images. Celui de Moudon (Jean Frisching) vint à Cossonay, et, le 4 novembre, en sa présence, on abat-tit les autels et enleva les images ⁵⁵⁵ des églises et chapelles

imposa le même jour, à Cossonay, une rançon de 20 couronnes à Pierre Mestral, seigneur de Cottens, qui avait fait sa soumission le 20 février précédent. Le noble de Dullit, de Grancy, vint y faire la sienne; il paya plus tard 50 couronnes de rançon. Celle d'Anne de Mont, dame de Sévery, fut fixée (2 avril) à la même somme, tandis qu'on taxa son mari, le chevalier Pierre de St-Saphorin, commandant d'Yverdon, à 500 couronnes, et le seigneur de Montfort, Vuillerens, Colombier et autres lieux, à 400 couronnes (2 mai). On proposa (8 avril) à l'amodieur de la commanderie de Croze (« Crous-sit »), près Cossonay, membre de celle de la Chaux, qui payait 220 florins par an, de continuer son amodiation pendant encore deux années, mais il refusa. Peu de jours après, cette commanderie fut donnée à ferme pour 200 florins (d'autres biens d'église le furent aussi le même jour). Le capitaine bernois Zum Bach avait indiqué, le 17 mars, qu'il avait traité avec la dame de Berchier et les ressortissants de la seigneurie de l'Isle, et que le seigneur de l'Isle avait demandé un sauf-conduit (qu'on lui accorda) pour se rendre dans dix jours auprès des Bernois. On avait ordonné à ceux de l'Isle de venir tous ensemble le dimanche suivant, apportant leurs armures, sans exception.

⁵⁵⁴ L'établissement du lieutenant ballival (Statthalter), s'il eut effectivement lieu, fut sans durée. Le conseil de vingt-quatre membres fut seulement institué dans le siècle suivant; cependant nous ne tarderons pas à trouver un conseil des dix-huit.

⁵⁵⁵ Ruchat, *Histoire de la réformation de la Suisse*, et manuscrit de Pierrefleur. — On avait donc remis les images dans l'église (note 549). Sans doute qu'on les avait ôtées plutôt pour plaire aux com-

de la ville et de la baronnie. Le prieur du prieuré, selon *Pierrefleur*, était mort le 26 octobre précédent, encore assez jeune, de regret de ce que les choses allaient « tout au contraire de ce que sa conscience lui jugeoit, » et « rempli de bonne fame et renommée. » D'après le même, il était « homme clerc et de bonne lettre, » se nommait de Bierre, et était originaire d'Aubonne⁵⁵⁶. Le réformateur Jean le Comte avait prêché à Cossonay⁵⁵⁷ (et aussi à Penthallaz). On sait que Berne publia, le 24 décembre 1536, l'édit complet de réformation pour ses nouveaux sujets. On ne connaît pas le nom du premier ministre de notre ville.

Lorsque cette réformation fut bien établie dans le pays, Berne y envoya des commissaires pour liquider les nombreux biens d'église. L'Etat en garda une bonne partie pour son domaine ; il en céda une autre aux villes, sous diverses conditions ; et en remit enfin une troisième partie à des particuliers, principalement à titre d'abergement perpétuel et à des conditions favorables. Par cette mesure habile, Berne attacha à sa fortune une partie notable du pays conquis, l'intéressant à la durée du nouvel ordre de choses. On trouve parmi ceux qui profitèrent des dépouilles de l'église bien des

missaires bernois que par penchant pour la nouvelle doctrine. — Cossonay n'avait qu'une église, celle de St-Paul, dans laquelle de nombreuses chapelles avaient été fondées ; mais on trouvait encore dans notre ville deux chapelles, celles de St-Antoine, dans l'hôpital de ce nom, et de Ste-Marie ou de Notre-Dame. Cette dernière, appartenant à l'hôpital peu riche de Ste-Marie, était bâtie sur l'emplacement du cimetière actuel.

⁵⁵⁶ Ces renseignements diffèrent de ceux recueillis à Cossonay par les commissaires bernois.

⁵⁵⁷ Ruchat, *Histoire de la réformation de la Suisse*.

personnes dont les sympathies étaient sans doute pour la maison de Savoie⁵⁵⁸. Notre ville reçut sa part de ces biens.

⁵⁵⁸ Indiquons les principales aliénations de biens d'église dans l'ancienne baronnie de Cossonay. Des nombreuses chapelles de l'église de St-Paul, dame Rose de Cossonay, veuve du donzel Guillaume de Bionnens, acquit (1545), pour 400 florins, les biens de celle de St-François; noble François de Lutry, pour 500 florins, ceux de la chapelle de St-Nicolas; et Jaques Gollie, bourgeois de Cossonay, pour 190 florins, les biens de celle des saints Sébastien et Etienne (arch. cant., tit. du bailliage de Morges, coté ad n° 684). Ces trois chapelles avaient été fondées par leurs prédécesseurs. Et l'on abergea à noble Jaques Cerjat, châtelain de Cossonay, sous l'entrage de 120 florins, et un sol de cense directe, une partie des biens de la chapelle de Ste-Madelaine (Ibidem). La vente et l'inféodation faites au profit de noble Robert DuGard de Fresneville, de la commanderie de la Chaux et des membres qui en dépendaient, ont été déjà indiquées (*Recherches sur les sires de Cossonay*, etc). On remit (1542, 25 octobre) au même, sous l'hommage de la terre de la Chaux et pour 1200 florins, cinq poses de vigne à Lonay, trois à Perroy et deux à Echichens, provenant toutes du prieuré de Cossonay (Ibidem). Les terres de ce prieuré, au territoire de Cossonay, furent abergées (200 florins d'entrage et 4 gros de cense directe) à noble Jaques Cerjat, nommé ci-dessus (Ibidem). En échange de la dixme de Corcelles (au bailliage d'Yverdon) et de la mestralie de Chavornay, François d'Alinges, seigneur de Montfort, et Marguerite, dame de Colombier, sa femme, reçurent (1544, 24 janvier) la grande dixme d'Aclens et de Romanel, qui appartenait à notre prieuré (Ibidem, coté n° 642). Pour le moment, l'Etat conserva les autres biens du prieuré, qu'il aliéna néanmoins plus tard (à l'exception de la grande dixme de Cossonay, qu'il a conservée jusqu'à la révolution de 1798). A l'égard des cures, les biens de celle de Sullens furent abergés (1040 florins d'entrage et 12 sols de cense directe) à Jean Roux, de Grandvaux, notaire (Ibidem, coté ad n° 684). On céda (1553, 14 juillet) ceux de la cure de Penthallaz, en bâtiments, terres, censes, corvées et une petite dixme, à noble François Charrière, châtelain de Cossonay, pour 400 florins de ca-

On lui céda ceux de la cure et de « la clerge » (c'est-à-dire du clergé séculier de Cossonay³³⁹), moyennant qu'elle payât

pital et 2 sols de cense directe (Ibidem, coté n° 718). Les terres (prés et champs) de la cure de Penthaz furent abergées (520 florins d'entrage et 6 sols de cense) à Jean Bornoz, de ce village (Ibidem, coté ad n° 684); celles de la cure de Grancy à Michel Paindavoine et Claude Solliard (Ibidem, coté n° 680), et celles de la cure de Vuflens-la-ville à Pierre Henriod (Ibidem). Noble Jean Vuillermin, de Morges, obtint, moyennant 260 florins de capital et 26 florins de cense directe, les biens de la cure de Pampigny*, puis encore les terres (et possessions) du prieuré de Bettens (800 florins d'entrage et 12 gros de cense directe. Ibidem, coté n° 684). LL. EE. avaient cédé (1539, 10 février), au seigneur de Vuillerens et Colombier (François d'Alinges, seigneur de Montfort, etc.), les cures de Colombier, d'Aclens, et de St-Christophe près d'Aclens (et aussi de Réveroles), avec leurs revenus, à condition d'entretenir « un prédicant » à Colombier et Vuillerens, auquel il donnerait annuellement 200 florins, outre une bonne maison, « un curtil et une petite oche. » Elles lui remirent encore (1542, 23 octobre), et à sa femme Marguerite de Colombier, en augmentation de fief noble et sans aucune charge : 1^o les biens du chapitre soit collége de Vuillerens** ; 2^o ceux de la cure de cet endroit, annexés à ce chapitre, à charge de pourvoir le prédicant d'une habitation honnête et suffisante; et 3^o les biens des chapelles de St-Sulpice à Vuillerens, de la Ste-Vierge, de St-Jean-Baptiste et de St-Antoine à Colombier, et cela en échange de la mestralie d'Yverdon*** (Arch. cant., Quernet des terres de Colombier et Vuillerens, stipulé par Bulet, en 1627). Dans la seigneurie de l'Isle, on abergea (1543) les immeubles de la cure à noble Pierre Pontherose, de Morges (300 florins

* Le sire de Montricher avait la garde de l'église de Pampigny, ainsi que les droits de cette église, pendant qu'elle vaquait de recteur (Dénombrement des fiefs nobles du bailliage de Morges).

** Ce collége avait été fondé par Louis, Jean et François de Colombier, frère, père et oncle de dame Marguerite, et dame Pernette de Menthon, sa mère (Quernet de la terre de Vuillerens).

*** Le seigneur et la dame de Vuillerens payèrent à LL. EE. 5600 florins de retour.

la pension du ministre ⁵⁶⁰ et entretint la maison de cure ⁵⁶¹. Lui abandonna-t-on aussi les ornements et vêtements de son église, ainsi qu'on les avait cédés à d'autres villes ⁵⁶²? Enfin on lui donna encore les biens de la confrérie du St-Esprit. Elle demanda plus, et députa à Berne deux de ses conseil-

d'entrage et 12 sols de cense directe. Tit. du bailliage de Morges, coté ad n° 684). Et Berne remit (1557) à noble Pierre de Dortans, seigneur de l'Isle, les dixmes de cet endroit, de Villars-Boson et de la Coudre (provenant de l'abbaye du lac de Joux et de la cure de l'Isle), en échange de censes directes à Bournens et à Sullens, que Jaques de Savoie avait cédées (1472) à François de Glérens (Ibidem, coté n° 647), et qui rentrèrent ainsi dans le domaine du château de Cossonay.

⁵⁵⁹ De ces biens de « la clerge », les suivants appartenaient spécialement à la cure : la maison de cure, avec le jardin ; douze poses environ de champ, franchises de dixme ; « ung morcel de courtil, » la dixme de 20 ou 24 poses, au territoire d'Alens (au-dessus des bois de Penthallaz) ; le tiers des corvées de charrue de la paroisse, dites corvées de carême, à cause de l'époque où elles étaient dûes ; et le tiers de la dixme des novalles de la paroisse. Le clergé possédait la moitié de la dixme générale de Senarclens, que lui avait léguée noble Jean de Cossonay, seigneur de Rurey, des vignes à Lonay et des censes dans les diverses localités de la baronnie.

⁵⁶⁰ Savoir : 150 florins, 24 sacs de froment et 6 sacs d'avoine. On l'augmenta avec le temps.

⁵⁶¹ Aucun acte écrit ne fut donné à notre ville de cette concession ; mais, à la fin du siècle, LL. EE. ordonnèrent, après des recherches dans les archives de l'Etat, qu'elle demeurerait dans son possessoire, et ratifièrent (1591, 17 novembre) la concession précédente (Dénombrement des fiefs nobles du bailliage de Morges).

⁵⁶² Ruchat, *Histoire de la réformation de la Suisse*. Indépendamment des ornements de son église, Moudon reçut encore son argenterie.

lers ⁵⁶³, afin d'obtenir, pour son hôpital, les revenus de la chapelle Notre-Dame (des sires de Cossonay), et, pour elle-même, le forage du vin et la maison de la chapelle de St-Sébastien (pour y tenir l'école et loger le maître). On leur accorda celle-ci, mais on leur refusa les riches revenus de la chapelle, ainsi que le forage. Cependant, comme compensation, Berne alloua (1546, pénultième février) à l'hôpital un muid annuel de blé (à la mesure de Morges) pour aussi longtemps que LL. EE. le trouveraient bon, et jusqu'à ce qu'un des prêtres « de la clergie alle de vie en trespas ⁵⁶⁴, » restriction qui nous montre que, sur les biens d'église qu'elle avait reçus, notre ville payait une pension aux membres du clergé de Cossonay qui avaient embrassé la réformation ⁵⁶⁵ (les autres avaient dû quitter le pays). Enfin Berne accorda encore à l'hôpital trente florins annuels, en compensation du *banquet de la concession* que le prieuré faisait chaque année aux prêtres et aux bourgeois de la ville, ainsi qu'aux pauvres, le jour anniversaire de cette concession et le lendemain, en suite de l'obligation imposée par Jordane, dame de Cossonay, lors de l'abandon de la dixme de Chibie ⁵⁶⁶.

⁵⁶³ François Charrière, lieutenant du châtelain, et Michel Paindavoine.

⁵⁶⁴ Le curé de Cossonay avait deux prêtres séculiers pour l'assister dans ses fonctions.

⁵⁶⁵ En 1572, notre ville payait encore, sur le « bien de la clergie, » une pension annuelle de 6 florins, outre le blé, à Pierre de Migleris, ex-moine du prieuré.

⁵⁶⁶ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc. Aux termes de la concession de dame Jordane, huit prêtres et huit clercs devaient prendre part à ce repas. Il n'y est fait mention ni des bourgeois, ni des pauvres.

Une autre concession de Berne à notre communauté fut celle du bois de Vaud, appartenant au domaine du château. On le lui céda (1539, 11 septembre⁵⁶⁷) en abergement perpétuel, sous la cense annuelle de 36 sols (avec réserve de la directe seigneurie, de la juridiction et de la souveraineté), et 120 florins d'or d'entrée. Et comme cette forêt était « bois de bans à LL. EE., » c'est-à-dire non soumise aux droits de parcours et d'usage⁵⁶⁸, on autorisa notre ville à établir un forestier pour la garde de ce bois, « en telle prééminence comment et au lieu de nos dicts seigneurs. »

Des étrangers inondaient alors le pays, s'établissant dans les villes au préjudice des bourgeois. Le dimanche avant la St-Michel de l'année 1541, les nobles et bourgeois de Cossonay, assemblés, selon l'ancienne coutume, pour élire les syndics, rendirent⁵⁶⁹ les ordonnances suivantes au sujet de ces « avenaires » qui « foullaient et consumaient les pasquiers commungs, » portaient dommage à leurs « fruictaiges, » de jour et de nuit, et préféraient plutôt travailler pour les « vil-lagiens » que pour la ville où ils résidaient : 1^o Que ces avenaires dussent, dans un terme donné, « aller querre leur lettre de chastellayn ou de curé, » pour qu'on apprît quels étaient leurs noms, « fame et conversation, » et s'ils avaient été « délinquants en quelque chose » dans leur pays. 2^o Que,

⁵⁶⁷ C'est par erreur que, dans les *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., la date de l'abergement du bois de Vaud est indiquée sous l'année 1550.

⁵⁶⁸ L'existence des biens communaux et leur usage remontent aux temps les plus anciens des monuments germaniques. Chaque habitant pouvait faire paître son bétail et couper le bois nécessaire à son usage dans les forêts du territoire qui n'étaient pas « de ban. »

⁵⁶⁹ En présence de noble Jaques Cerjat, châtelain de Cossonay.

s'ils étaient trouvés gens « capables » et de bien, et qu'ils voulussent demeurer à Cossonay, chacun d'eux payât dix florins pour une fois, applicables « au commode de la reipublique » (au profit de la communauté), mais que, s'y refusant, ils quittassent la ville. 3^o Que ceux d'entr'eux qui tiendraient du bétail sur les possessions et pâturages des bourgeois, payassent annuellement trois sols par tête de bétail. 4^o Enfin que ceux de ces avenaires reconnus « capables, idoines et non taillables, » qui voudraient plus tard « jurer et entrer la bourgeoisie » de la ville en remplissant les conditions requises, seraient exempts, depuis leur admission, de la redevance des trois sols. Berne approuva (19 décembre suivant) ces ordonnances, tout en spécifiant qu'elles n'auraient pas d'effet rétroactif. De semblables statuts avaient été rendus dans plusieurs des villes du pays « par la grâce de Dieu conquis par Leurs Excellences. »

Toutes les décisions importantes appartenaient encore au conseil général des bourgeois; toutefois ses assemblées n'étaient plus suivies avec le zèle précédent, et il enjoignit, en 1545 (31 décembre), à tous les bourgeois, sous le ban de trois sols, « sans merci, » d'assister à ses réunions.

Notre communauté avait l'habitude, après la conquête bernoise (et peut-être aussi auparavant), d'affermir ses divers revenus. L'on trouve des amodiations de ceux de l'hôpital St-Antoine, des terres de cet hôpital, de la dixme de Penthallaz, des revenus de la confrérie, des biens du clergé, de l'ohmgeld, etc. Elles avaient lieu en conseil général, et ordinairement pour trois ans. Ainsi, en 1541 (4 juillet), le donzel François de Siviriez afferma, pour ce terme-là et au prix de 450 florins (soit 150 par an) les revenus de l'hôpital. Ceux de la confrérie s'amodièrent, en 1548, sur le pied de cinq muids

et deux coupes de froment, par année, outre 31 florins en argent. Le conseil général décida, en 1553, qu'on établirait un receveur pour recouvrer les revenus de l'hôpital, de la clergie et de la confrérie. Cependant on afferma, la même année, la dixme de Penthallaz³⁷⁰, et, deux ans plus tard, ces mêmes revenus de l'hôpital et de la confrérie³⁷¹. On céda, en 1555, à noble Pierre Masuyer, ministre de la Parole de Dieu à Cossonay³⁷², « le bien et le revenu de la clergie, » pour six années, en lieu et place de sa paie. La ferme de l'ohmgeld rendit 220 florins en 1551, et 240 en 1554³⁷³.

³⁷⁰ Au prix de 360 florins pour trois années, outre 15 florins pour les vins, un banquet aux seigneurs conseillers, le paiement de la cense (dûe sur cette dixme) au cause-ayant de la cure de Penthallaz, et 50 gerbes de paille à livrer chaque année à l'hôpital.

³⁷¹ Toujours pour trois ans, à raison, chaque année, de huit muids de froment et de 54 florins, outre un banquet, le jour de la fête de St-Antoine, aux conseillers et auditeurs des comptes. Cette amédiation ne comprit ni la dixme de Penthallaz, ni la cense en froment que LL. EE. payaient à la confrérie et à l'hôpital, ni enfin les terres de celui-ci, alors affermées, particulièrement, pour six coupes de froment par an.

³⁷² Pierre Masuyer, déjà ministre à Cossonay en 1545, serait-il le premier de nos pasteurs? On le qualifie *frère*, dans une autre circonstance, d'où l'on peut inférer qu'il avait été moine. Il paraît avoir appartenu à une famille noble.

³⁷³ Noble François Marchand, fermier de l'ohmgeld, avait intenté, en 1549, un procès à notre ville pour qu'elle l'indemnîsât de ce qu'il n'avait pu recouvrer celui de cinq chars de vin vendus, à 5 sols le pot, dans la maison de la cure de Sullens. Il avait perdu un procès contre Jean Ros (Roux), propriétaire de cette maison, celle-ci ayant été reconnue franche de l'ohmgeld. Le châtelain de Cossonay donna gain de cause à la ville. Mais Wolfgang d'Erlach, baillif de Moudon *et du pays de Vaud*, la condamna (5 novembre 1549). Enfin Marchand fut déclaré non fondé dans sa prétention par le trésorier Hans Steiguer,

Nous trouvons, en 1553, les fermiers de l'ohmgeld en procès avec Antoine Baucion, de Bournens, dont la maison dépendait de la juridiction de M. de Montfort (François d'Alinges) dans ce village, et qui prétendait, pour cette raison, la soustraire au paiement de cet ohmgeld. M. de Montfort s'était constitué son garant. La difficulté continuait encore deux années après (1555, 8 septembre), un arbitrage devait avoir lieu, et M. de Denisiez (François Cerjat) être l'un des arbitres de la ville. Nous ne connaissons pas la sentence.

Des réparations majeures aux tours⁵⁷⁴ et murailles de la ville, donnèrent lieu, en 1550, par ordre de Berne, à la levée d'un giete dans la châteltenie et le ressort⁵⁷⁵. Il y avait alors trois cent-soixante focagers ou faisant feu dans la baronnie⁵⁷⁶, dont deux cent-soixante et douze appartenaient à la châteltenie⁵⁷⁷ et quatre viugt-huit au ressort⁵⁷⁸. Ceux de Pam-

juge des appellations du pays de Vaud, et cinq assistants de ces appellations, le 29 du même mois.

⁵⁷⁴ La « fasson de la repiesson et fondement faiete en la tour vers l'hospital qui tomboyent en ruine » coûta (compris les matériaux) 86 florins et 9 sols.

⁵⁷⁵ Le paiement s'en fit avec difficulté, à cause des procès que plusieurs des villages de la baronnie soutinrent contre la ville.

⁵⁷⁶ Suivant un rôle de l'année 1550 environ, probablement fait à l'occasion de la levée du giete.

⁵⁷⁷ 90 feux à Cossonay; 8 aux Chavannes; 15 à Alens; 1 au moulin de Cossonay; 1 au petit Vallussard; 1 à Crousa (Croze); 21 à Senarclens (dans le nombre les nobles Claude et Gauchier Farel pour un feu); 19 à la Chaux; 8 à Itens; 2 à Grancy; 1 au moulin du Veyron (à St-Denis); 1 à Lusseri; 5 à Cottens; 29 à Penthallaz; 12 à Bournens; 1 au moulin de Bettens; 4 à Boussens; 6 à Villars-Ste-Croix; 1 à Crissier; 5 à Vufflens-la-ville; 21 à Sullens et 26 à Penthaz.

⁵⁷⁸ 38 feux à Vufflens-la-ville; 14 à Bettens; 5 feux des hommes

pigny, Bussigny et Ecublens, n'y sont pas compris ; on ne sait pourquoi.

Ce giete et les instances que les commissaires ⁵⁷⁹ rénovateurs des extentes de notre ville, faisaient alors auprès des villages de la baronnie, pour qu'ils confessassent l'obligation de contribuer à sa fortification, donnèrent lieu à plusieurs procès. Déjà, avec Bettens, en 1550 (21 mai), pour le « re-bâtissement des tours. » Cependant, le 23 juin suivant, les syndics de ce village prirent, devant le conseil étroit, l'engagement de prêter la reconnaissance demandée. Puis, l'année suivante (8 mars), avec Vufflens-la-ville et Disy. Ceux de Vufflens refusaient tout à la fois le paiement du giete et la prestation de la reconnaissance, prétendant être seulement tenus aux impôts levés par LL. EE., souverain de Cossonay et de tout le pays, et n'avoir d'autre obligation que de travailler, en personne, aux fortifications de la ville ⁵⁸⁰. Ils furent, par sentence souveraine, condamnés au paiement du giete, mais libérés de la prestation de la reconnaissance (1552, 12 déc.). Les villages de Penthaz, Penthallaz, Bournens et Senarclens, refusant de satisfaire à la sentence du baillif

de Hanns Frisching, seigneur de Daillens (est-ce à Daillens ou à Bettens ?) ; 9 à Disy ; 8 à Grancy ; 10 à Cottens et 6 à Sévery.

⁵⁷⁹ Antoine Barrilliet et Dominique Humbert.

⁵⁸⁰ Ils ajoutaient que jadis ils appartenaient, pour la plupart, au seigneur prieur de Romainmotier. — L'accord du 11 juillet 1585, au sujet de Vufflens, entre le sire Louis (III) de Cossonay, et Jean de Seyssel, prieur de Romainmotier, est rappelé dans le procès, ainsi qu'une prononciation arbitrale, rendue, en 1526, par les baillif et procureur de Vaud (en présence du commissaire ducal), aux termes de laquelle Vufflens était et devait être des ressort et fortification de Cossonay.

de Moudon (du 11 avril 1555), qui les avait condamnés à fortifier à Cossonay, à terrasser, fossalier, payer giete pour cette fortification, ainsi que la guette, et à suivre l'enseigne, le conseil résolut (5 juin suivant) d'envoyer contr'eux deux députés à Berne. — Bettens, malgré son engagement, ne s'exécutait pas; on lui gagea donc quarante chèvres, chevreaux et « bouthets, » qu'on vendit publiquement, pour 40 florins, à la suite de trois *criées*⁵⁸¹. Le baillif de Moudon condamna Bettens (1555, 2 janvier) à prêter la reconnaissance demandée, mais ce village en appela à Berne. Notre ville fut encore en difficulté, pour sa fortification, avec M. d'Aruffens (noble Jean Mestral⁵⁸²). Elle donna lieu (1554, avril) à « une journée d'amitié, » à Aubonne, avec ce gentilhomme, où Cossonay fut représenté par quatre députés. Bientôt après, le conseil d'Aubonne prononça amiablement sur le différend. Les sentences obtenues contre les villages avaient rendu ceux-ci moins récalcitrans. Le conseil ayant décidé (1554, 24 mai) qu'on lèverait un giete de 17 sols par focage⁵⁸³, ils y consentirent et promirent de l'acquitter. Son produit était destiné à payer de nouvelles répa-

⁵⁸¹ A l'occasion de ce procès, le conseil recourut aux bons avis de celui de Moudon, et demanda au commissaire-général Mandrot communication du quernet prêté par M. de Bettens.

⁵⁸² Nous croyons qu'il était question des obligations des hommes de Pampigny, ressortissants de Cossonay, et que M. d'Aruffens agissait comme chargé de procuration des nobles François, Claude et Jaques de Menthon. C'est du premier de ceux-ci qu'il acquit Pampigny en 1560.

⁵⁸³ Ce giete pourrait bien être la continuation de celui de 1550. Les comptes de ce dernier témoignent qu'il fut successivement payé jusqu'en 1556.

rations aux tours et aux murailles de la ville ⁵⁸⁴. Cependant, sa rentrée éprouva des difficultés; à Sévery, à Grancy, on leva des gages ⁵⁸⁵. On se porta à de nouvelles mesures contre Bettens ⁵⁸⁶, qui ne remplissait pas sa promesse. Enfin, cependant, les gouverneurs de ce village, au nom des hommes sujets de noble Louis de Praroman et d'honorable Mayre Goudar (Gaudard), seigneurs de Bettens, prêtèrent (1555, 24 janvier) la reconnaissance demandée ⁵⁸⁷. — Ces procès témoignent des efforts des villages pour se soustraire à leurs obligations envers le chef-lieu de la seigneurie, bien qu'elles fussent anciennes et constatées. Nous verrons ces efforts se renouveler.

⁵⁸⁴ Le 15 du même mois d'avril, on était convenu avec un maître charpentier qu'au prix de 550 florins il couvrirait de tuiles la tour, appelée vers chez Gerabert, « de la part en allant aux Chavannes, » et celle « vers la grand porte, tendant de la ville au pré au moynoz, » et exécuterait d'autres réparations.

⁵⁸⁵ La difficulté avec Sévery durait encore en 1556. Alors noble Christian Chalon, au nom de ceux de ce village, vint pour « accorder » avec la ville. L'année suivante, on tint « une journée » (d'amitié?) avec le même Chalon; on y convoqua M. de Denisiez et le mayor de Lutry.

⁵⁸⁶ On le gagea; les gages levés (2 chevaux) devaient se vendre à Morges, lorsque le baillif de Moudon et du pays de Vaud ordonna (1555, 15 janvier) au châtelain de Cossonay de cesser les poursuites jusqu'à nouvel avis, et, en vertu d'ordres émanés de Berne, de se rendre incessamment auprès de lui pour l'informer en plein de la difficulté avec ceux de Bettens, apportant aussi les titres qui la concernaient. — Lorsque, le 17 décembre précédent, le conseil avait convoqué les gouverneurs des villages, « pour la réception de la tasche de la tour, » ceux de Bettens avaient paru avec les autres.

⁵⁸⁷ Sur les mains des commissaires rénovateurs, et dans la maison de noble François de Gruyère, seigneur d'Aigremont. On y rappelle celle de 1419, sur laquelle elle est basée.

Le mode d'élection des syndics ou gouverneurs de notre ville diffère, en 1551, de ce qu'il était en 1510. Elle est toujours à deux degrés, mais ce sont les syndics, dont la charge expire, qui nomment, dans l'assemblée du conseil général, dix personnes qui font cette élection et celle des autres fonctionnaires de la ville ⁵⁸⁸.

Le conseil donna (même année, septembre) 20 florins à vingt « compagnons » (soldats) qui devaient se rendre à Moudon pour la bien-venue du baillif de cette ville ⁵⁸⁹.

Lausanne, Cossonay, Orbe et Yverdon jouissaient d'une franchise réciproque de péage, c'est-à-dire que leurs bourgeois et habitants étaient exempts de le payer pour les marchandises qu'ils y achetaient pour leur usage. On ne connaît pas l'origine de ce privilège. LL. EE. ayant reçu de la part d'Orbe, Yverdon et Cossonay une requête relative au péage de la dernière de ces trois villes ⁵⁹⁰, chargèrent leur commissaire-général (Nicolas Zurkinden) d'examiner les actes d'un procès auquel cette franchise de péage avait donné lieu en 1479. Après l'avoir entendu, ainsi que les députés des quatre villes intéressées ⁵⁹¹, LL. EE. déclarèrent (1552, 2 décembre),

⁵⁸⁸ Dix électeurs, en 1584, nommèrent les gouverneurs de la ville, mais on ne voit pas s'ils avaient été élus par les gouverneurs qui sortaient de charge.

⁵⁸⁹ Cette circonstance est relatée dans les registres du conseil, qui commencent avec le 22 septembre 1550, quoiqu'ils présentent une lacune depuis 1555 (novembre) à 1578. Ils nous ont été d'un grand secours pour notre travail; il est maints faits dont, seuls, ils ont conservé les traces.

⁵⁹⁰ Vraisemblablement afin que Berne reconnût la franchise du péage de Cossonay en faveur de ceux qui y avaient droit.

⁵⁹¹ Le conseil de Cossonay y avait envoyé (1551, décembre) Jean Favay, avec les députés des autres villes.

« que les bourgeois et habitants des dittes villes Lausanne,
 » Cossonay, Orbaz et Yverdon, de tout ce qu'ils conduiront
 » sur les marchés et vendront ès dittes villes, l'ung l'autre,
 » et en leurs propres maisons employeront et en icelles vil-
 » les demeureraz, que de ce ils ne soyent tenus de payer
 » péage, » mais de cela seulement⁵⁹². Cette déclaration sou-
 veraine maintint ainsi notre ville au bénéfice de son privi-
 lège⁵⁹³. Et plus tard, lorsque Pierre de Dortans, seigneur de
 l'Isle, voulut établir un péage à Gollion, sur la route qui
 tendait de Cossonay à Morges, ces deux villes, ainsi qu'Orbe
 et Romainmotier, y mirent opposition. LL. EE, après avoir
 consulté quatre commissaires, décidèrent (1570, 1^{er} juillet)
 en faveur du seigneur de l'Isle, moyennant que ses péagers à
 Gollion se conformassent en tous points à la table du péage
 de Cossonay; décision fondée sur ce que Jaques de Savoie
 s'était seulement réservé les hommages nobles et le droit de
 dernier supplice, lorsqu'il avait remis l'Isle et Gollion à
 François de Glérens.

Par ordonnance du conseil de notre ville, du 6 avril

⁵⁹² « Ains de toutes autres marchandises qu'ils conduiraient d'es-
 » tranger pays, comme de France, Bourgongnie, Flandre, Italie et
 » autres lieux, aussy des dittes villes, par nostre seigneurie de Cos-
 » sonay, lesquelles seront menées plus outre et hors des dittes villes,
 » que d'icelles soient tenuz à nostre péageur de Cossonay payer le
 » péage accoustumé, comme les aultres marchands. »

⁵⁹³ Elle ne fut pas une lettre morte. Le commis du péage de Don-
 neloie ayant pris des gages à « aulcungs » de Cossonay, pour le
 péage de certains bestiaux achetés à Payerne, le baillif d'Yverdon lui
 ordonna (1585, 1^{er} juin) de les leur restituer, attendu, etc. Cepen-
 dant, quelques années après, le péager de Montagny exigea le péage
 du serviteur de M. de Mex (l'anneret de notre ville), ce qui porta le
 conseil à réclamer de nouveau (1594, février) du baillif d'Yverdon

1552, approuvée par le conseil général, on devait percevoir des vendeurs de vin un denier par pot. Cette disposition fut abrogée le 11 janvier suivant, et la vente du vin rendue libre. Sans doute que les procès contre les villages épuisaient alors les finances de la ville.

Lorsque, en 1553 (dernier de mai), les syndics de Genève et maître Jehan Calvin, venant de Berne, passèrent à Cossonay, le conseil leur fit présenter le vin d'honneur.

En vertu d'ordres souverains, le baillif de Morges avait enjoint au châtelain de Cossonay d'élire un certain nombre de soldats de la baronnie « pour l'effect de la guerre. » Il lui manda, le 4 novembre 1557, qu'ils dussent se trouver à Morges, le dimanche suivant, « décentement armés et bien fournis de leurs bastons et armes desquelles ils prétendaient se servir, sous poene d'estre repris et grièvement punis en leurs corps et biens, sans grâce ny mercy. » On voyait alors avec inquiétude, à Berne, l'arrivée, dans le voisinage du pays de Vaud, d'un corps nombreux de lansquenets, sous les ordres de Nicolas de Bollweiler (ou Pollweiler), qui vint camper auprès de Pontarlier et s'avança jusqu'à Bourg (en Bresse), dans l'intention de surprendre Lyon et de remettre cette ville au duc de Savoie. En octobre, Berne avait levé trois mille hommes dans le pays de Vaud et mis une garnison de mille hommes à Yverdon et Gex. Mais, bientôt après, l'arrivée de troupes françaises et la mauvaise saison engagèrent Bollweiler à se retirer⁵⁹⁴.

la franchise du péage. — Les registres du conseil font mention, en 1610, de titres de franchise du péage de *Lausanne*, dont la ville était en possession.

⁵⁹⁴ Chronique de Haller et Musslin; et de Tillier, *Histoire de l'Etat confédéré de Berne*.

Berne, redoutant quelque entreprise du duc de Savoie, que le traité de Cateau-Cambresis (1559, 3 avril) avait remis en possession de ses états, leva, en janvier 1560, un corps de dix mille hommes, prêts à marcher au premier ordre. Aussi voyons-nous, en février suivant, les députés de notre ville porter « le giete de la guerre » au seigneur baillif de Morges⁵⁹⁵. Des « monstres » générales eurent lieu, la même année, à Cossonay et à Morges. L'arrivée d'un nouveau baillif (à Morges), auquel on fit une « bien-venue, » donna lieu, en 1562, à d'autres « monstres et revisions d'icelles ». Le châtelain fit venir à Cossonay tous les sujets de la seigneurie, pour « les élire et mettre en esquipage⁵⁹⁶. » Le baillif vint bientôt après prendre possession dans notre ville. On envoya encore, en 1563, des « haquebusiers » de Cossonay à Morges, pour la bien-venue du baillif de Thonon. Quelques années auparavant (en 1560), le conseil avait fait faire une grande tente; on l'employait lors des tirs, bien-venues et occasions

⁵⁹⁵ Et l'informer des titres de la ville contre les villages de la baronnie. — Le conseil demanda au baillif de Romainmotier un ordre pour contraindre Vuflens-la-ville à payer sa part du giete. Peu de jours avant (10 février), le seigneur châtelain (de Cossonay) avait prêté cent écus à la ville, « pour la soude (solde) de la guerre ».

⁵⁹⁶ C'est-à-dire choisir et équiper ceux qui devaient se rendre à Morges. Ces « monstres » coûtèrent 75 florins 11 sols et 6 deniers. On fit venir, pour la circonstance, « des taboriniers » de Romainmotier et la Sarraz, auxquels on fit des « robbes » neuves « pour rendre mieux le debvoir à nos souverains seigneurs, causant que les dits taboriniers étaient mal en ordre. » On y employa soixante aunes et demi de drap (coûtant 26 florins et 6 sols; la façon des robbes coûta 5 florins). La dépense de sept fifres et « taboriniers, » tant à Cossonay, pour la première monstre et la seconde révision, qu'à Morges, le jour de la monstre, fut de 4 florins et 6 sols.

semblables. Elle était décorée des armoiries de la ville : *d'argent parti d'azur* ⁵⁹⁷.

On leva, en 1564, dans la baronnie, un giete de 10 sols par focage, à l'occasion de réparations ordonnées par le baillif de Morges, aux tours et murailles de la ville ⁵⁹⁸. Vufflens-la-ville refusa encore de l'acquitter; toutefois il y fut condamné, par sentence souveraine (du 21 juin 1565), pour cette fois-là, sans préjudice de la sentence supérieure de 1552, et moyennant que le baillif (de Morges) trouvât les réparations nécessaires ⁵⁹⁹. Lorsqu'il s'agissait de con-

⁵⁹⁷ C'est la première mention officielle des armoiries de la ville (différentes de celles de la châtellenie). Cette tente coûta 122 florins, 8 sols et 6 deniers.

⁵⁹⁸ On traita alors avec un charpentier « pour recouvrir de tieulle (tuilles) les quatre tours de Cossonay et y mettre des chevrons selon nécessité ; item, recouvrir le toit sur la muraille entre les deux tours vers l'hospital, y mettre des clods et remuer les courniers. » — Indiquons encore le résultat du rôle des focages de la baronnie, fait à l'occasion de ce giete, puisque les pièces de ce genre offrent de l'intérêt sous le rapport statistique. Cossonay comptait 74 feux ; les Chavannes 6 ; Alens 14 ; Senarclens 20 ; la Chaux et Itens 29 ; le moulin du Veyron 2 ; Disy 10 ; Lusseri et Villars-Lusseri 6 ; Penthallaz 31 ; le moulin de Penthallaz 1 ; celui de Cossonay 1 ; Crousa 1 ; le petit Vallesard 1 ; Penthaz 52 ; Bournens 19 ; Bettens 15 (dans le nombre celui du granger de M. Jean Loys) ; Boussens 5 (l'un d'eux est celui du granger du seigneur Jean Gomoyens) ; Sullens 24 ; Villars-St-Croix 7. Le nombre des focages de Grancy, Cottens, Syviriez et Vufflens n'est pas indiqué (quoique ces villages soient inscrits sur ce rôle), vraisemblablement parce qu'ils refusaient de contribuer. Pampigny, Bussigny et Ecublens n'y sont pas mentionnés.

⁵⁹⁹ Notre ville se plaignait, en 1574, à LL. EE., que dix ans auparavant Vufflens avait refusé de payer le giete et n'avait pas voulu contribuer dès-lors.

tribuer, les villages de la baronnie se montraient difficiles. Notre ville avait fait gager huit d'entr'eux, en 1561, à deux reprises, pour le paiement de ses frais lors du grand tir qui avait eu lieu précédemment à Berne, et auquel LL. EE. avaient invité leurs sujets allemands et vaudois⁴⁰⁰.

On ne trouve point de traces de l'établissement du grand conseil de vingt-quatre membres, décidé, en 1536, par les commissaires bernois. Mais il est question, en 1565, pour la première fois, d'un *conseil des dix-huit*⁴⁰¹, composé de six membres⁴⁰². Il se joignait, lorsqu'il y était appelé, aux douze membres du conseil étroit; de là son nom. Réunis, les deux conseils remplaçaient, dans mainte circonstance, le conseil général, dont les assemblées deviennent moins fréquentes; cependant une d'elles avait lieu régulièrement vers la St-Michel, pour faire l'élection des gouverneurs ou syndics. On traitait alors le conseil général avec du pain et du vin. Indépendamment du conseil étroit et des dix-huit, il comprenait tous les bourgeois de la ville. Le refus d'accepter la charge de gouverneur était puni d'une amende de 5 florins (de dix, en 1579). L'ancien nom de *sindics* n'est plus guère donné aux gouverneurs, et leur prépondérance passée paraît bien

⁴⁰⁰ Ce grand tir eut lieu au mois d'août 1559. L'Etat donna les prix et régala une fois les tireurs tous ensemble. Cinquante hommes d'Yverdon, tous habillés de vert, y parurent avec leur baillif (Chron. de Haller et Musslin). Les vaudois se distinguèrent plutôt par la magnificence de leurs vêtements que par leur habileté à tirer (de Tillier, *Histoire de l'Etat confédéré de Berne*).

⁴⁰¹ Appelé, en 1589, « le commung. »

⁴⁰² Elus pour trois ans par le conseil général, les conseillers des dix-huit étaient rééligibles. Ils prêtaient serment d'assister au conseil chaque fois qu'ils en seraient requis, et d'être loyaux et secrets, « ainsy que tels seigneurs conseillers doivent estre. »

diminuée. Il y en a encore deux : le grand, pour le conseil, et le petit, pour « le commung. » Le premier est le bourgeois de la communauté; son salaire est de 10 florins. Tous les deux prêtaient le serment requis entre les mains du châtelain. La direction et la gestion des affaires de la communauté appartenaient, dans de certaines limites, au conseil étroit.

Une de ces maladies épidémiques, assez fréquentes alors et connues sous le nom général de peste, fit invasion à Cossonay, en septembre 1565⁴⁰³, et y causa de grands ravages jusque dans l'été suivant⁴⁰⁴. Le conseil établit deux « marrons, » pour soigner les pestiférés. On transportait ceux-ci, hors de la ville, dans la chapelle Notre-Dame⁴⁰⁵, convertie

⁴⁰³ Celle dont il est ici question désolait l'Europe depuis l'année précédente.

⁴⁰⁴ Le 29 juillet 1566, la peste avait cessé, et, les marrons étant sortis de la chapelle Notre-Dame, le conseil leur donna, outre leur salaire, quatre quarterons de froment.

⁴⁰⁵ Cette chapelle se trouvait sur l'emplacement du cimetière actuel, où existait anciennement l'hôpital de Ste-Marie, dont on sait fort peu de chose. Louise de Montbéliard, veuve de Jean (III), sire de Cossonay, lui avait légué, en 1585, une livre de cire (tit. du baill. de Morges, coté n° 198). Plus anciennement encore, le donzel Mermod de Disy lui avait légué 5 sols lausannois, de cense, et sa sœur Johannette trois. L'administration et la direction de cet hôpital appartenaient, en 1587, au prieur de Cossonay (Ibidem, coté n° 205). Martin Veron, de Bournens, et Jean Meillan résidaient, en 1452, dans l'hôpital Notre-Dame. Les extentes de l'hôpital St-Antoine (stipulées, en 1552, par égr^{es}. Barrilliet et Humbert) mentionnent une vente de cense de l'année 1472, à l'hôpital St-Antoine, soit à celui de Notre-Dame, hors la porte; d'où il faut conclure que les deux établissements étaient alors réunis, et que le premier avait absorbé l'autre. — Il y

en hôpital. Le gouverneur et trois conseillers allaient les visiter ⁴⁰⁶. Le conseil fit distribuer du pain et autres vivres aux pauvres, et chargea deux « aulmoniers » de ces distributions ⁴⁰⁷. Le châtelain donna du bois pour chauffer les pauvres et pestiférés. Lui-même fut atteint de la maladie.

Le châtelain de Cossonay fit, en 1567, la « révision » de tous les hommes de la seigneurie et en dressa le rôle. Le baillif de Morges vint assister aux « monstres » de Cossonay, et la ville lui fit cadeau de six écus sol. Elle envoya des vivres et du vin à des soldats de la baronnie en garnison au château de Morges. Des bruits de guerre ⁴⁰⁸ avaient donné lieu à

avait encore à Cossonay, outre la confrérie du St-Esprit, celle de la torche (« de la torchiz »), en faveur de laquelle une reconnaissance fut prêtée en 1481. L'hôpital St-Antoine avait droit et cause, en 1551, de cette confrérie. Alors cet hôpital possédait des censes dans la plupart des localités de la baronnie, outre des immeubles à Cossonay. Il avait acensé, quelques années auparavant, quatre poses de terre au territoire de Cossonay, sous la cense *directe* de dix quarterons de froment.

⁴⁰⁶ « Item a livré le 8 mai (1566) pour la souppe au vyn du seigneur Pierre Charrière, Claude de la Sarra, Christ. Goffon et le diet gouverneur avant qu'aller visiter les pestiférés, 6 sols » (Comptes du gouverneur Nicolas Prenleloup).

⁴⁰⁷ Le conseil acheta, le 1^{er} avril 1566, au prix de 15 écus au soleil (chacun valant 5 florins et 15 quarts), treize coupes de « mes-cloz, » un sac de pois, et de l'huile d'olive, pour donner aux pauvres. On remit, en avril et mai, aux « aulmoniers » 48 quarterons de froment pour du pain à distribuer aux pauvres (Ibidem).

⁴⁰⁸ L'Espagne avait rassemblé une armée considérable en Lombardie, et Berne craignait quelque entreprise sur le pays de Vaud, dans l'intérêt du duc de Savoie. On était fort inquiet à Genève. Ces craintes ne se réalisèrent pas. Cette année-là (1567, août), Berne rendit à la Savoie, en exécution du traité de Lausanne, que l'Espagne et la

ces mesures militaires et engagé plusieurs villes du pays à faire des offres de service à LL. EE.⁴⁰⁹. Fidèles à leur habitude d'opposition, les villages refusèrent de contribuer aux dépenses qu'elles avaient causées à notre ville, mais le baillif de Morges leur fit ordonner (1568, 15 septembre), par le châtelain de Cossonay, de « contribuer, comme ceux de la ville, aux frais et préparations des aydes de la monstre, et nommément pour l'enseigne, accoustrements et salaires des taboriniers et fifres, » sous peine d'être déclarés rebelles. Un giete de 8 sols par focage fut payé, en 1568, dans la châteltenie, pour les frais « de la monstre de la guerre⁴¹⁰. »

Berne se proposant de lever une contribution générale dans le pays de Vaud « pour le deschargement des grandes censes et charges dont par les jadis seigneurs ducs de Savoye il seroit esté chargé et embrigué, » convoqua, à cet effet, les Etats du pays à Payerne⁴¹¹, le 28 mai 1570, puis ensuite à Berne, le 13 août suivant. Ceux-ci, tout en protestant de leur bonne volonté, avaient demandé : 1^o Que LL. EE. eussent égard, dans cette circonstance, à la grande

France avaient enfin ratifié, les bailliages de Gex, Ternier et Thonon (de Tillier, *Histoire de Berne*).

⁴⁰⁹ Grenus, pages 240 et suivante.

⁴¹⁰ Probablement qu'il y avait eu aussi des monstres en 1568. — Disy, que le rôle des focages de 1550 place dans le ressort, est mis, à l'occasion du paiement de ce giete, dans la châteltenie. Cependant, quoique mouvante du château de Cossonay, la juridiction de ce village n'appartenait pas au domaine de ce château. D'un autre côté, Disy, comme l'ancienne châteltenie, était astreint aux droitures de la guette et de l'ohmgeld.

⁴¹¹ Chaque bailliage devait y envoyer quatre « commis, » soit députés, deux pour la noblesse et deux pour les communes (Grenus, pages 252 et suivantes).

pauvreté du pays, et que cet impôt (« ayde ») ne tirât pas à conséquence, ni n'apportât de préjudice à leurs immunités; aussi qu'Elles tinssent leurs sujets du pays de Vaud « en mesme degré et qualité » comme leurs anciens sujets. 2^o Que, vu la grande cherté du sel marin, débité par des étrangers, LL. EE. y remédiassent en prenant ce débit pour leur propre compte. 3^o Qu'Elles apportassent un changement à leur ordonnance relative aux subhastations, en ce sens que l'échûte du bétail, fixée à vingt-quatre heures, fût portée à quatorze jours, comme pour les autres meubles⁴¹². — Berne fixa la taille à trente mille écus, payables en trois ans consécutifs, à raison de six florins par focage, chaque année, chacun devant être taxé selon sa fortune⁴¹⁵. — Quant à la demande des vassaux, villes et communautés, d'être tenus comme les anciens sujets de LL. EE., on leur répondit que, vu la diversité de leurs franchises, on ne pouvait y obtempérer sans avoir préalablement examiné les titres de celles-ci, et on leur ordonna de les produire dans un terme donné⁴¹⁴.

⁴¹² Et cela en considération de la grande indigence du pays.

⁴¹⁵ Et les pauvres ne devant être ni foulés, ni surchargés. — Berne avait déjà perçu, de 1551 à 1556, une imposition sur ses possessions romandes, pour l'acquittement de la dette dont elles étaient chargées. Elle rendit, frais déduits, 56,123 livres de Berne (de Mulinen, *Recherches historiques sur les anciennes assemblées des Etats du pays de Vaud*). Nos archives ne renferment rien de relatif à cette première imposition. La seconde, dont il est ici question, perçue de 1570 à 1578, produisit 34,079 des mêmes livres (Ibidem).

⁴¹⁴ Quelques années après (circa 1577), Berne déclara que ses sujets du pays de Vaud, médiats et immédiats, demeureraient, quant aux tailles, subsides, gabelles et impôts, au bénéfice de deux lettres de concession, exhibées par eux; l'une, de l'année 1528, particulière à Moudon; l'autre, de 1431, en faveur des bonnes villes; et

Berne promet de prendre en considération la requête relative au sel marin et fit droit à celle qui concernait les subhastations. Et comme les sujets de la ville et de la châteltenie de Cossonay, en particulier, avaient prié LL. EE. de les laisser, quant à ces subhastations, au bénéfice de leurs franchises⁴⁴⁵, Elles y consentirent, limitant cependant l'usage de leur privilège aux seuls ressortissants de la châteltenie. Berne accorda (1570, 17 août) une charte à notre ville, où ces divers faits sont relatés.

L'impôt demandé par Berne et accordé par les Etats du pays donna sans doute lieu à la confirmation des libertés et coutumes, écrites et non écrites, de Moudon, Yverdon, Payerne, Morges, Nyon, *Cossonay*, les Clées, Ste-Croix et Grandcour⁴⁴⁶, que LL. EE. firent le 10 avril 1572. Après le traité de Lausanne (conclu le 30 octobre 1564, entre le duc Emanuel-Philibert de Savoie et Berne), qui avait assuré à LL. EE. la possession du pays de Vaud, ces villes leur avaient demandé cette confirmation, et plus tard le bailiage de Morges avait réitéré cette demande⁴⁴⁷.

Il a été parlé d'une somme d'argent, livrée, en 1560,

que, sauf ce qui serait nécessaire pour acquitter le reste des dettes du pays, on n'exigerait d'eux aucune charge ou gabelle, à moins que d'imposer aussi les bourgeois de Berne et les anciens sujets (de Mulinen, *ibidem*, et Grenus, pages 287 et suivante).

⁴⁴⁵ Concéduées par Jeanne, dame de Cossonay, et confirmées dès lors par plusieurs princes de la maison de Savoie.

⁴⁴⁶ Ressort et communautés de ces villes.

⁴⁴⁷ Berne inséra la réserve, dans cette confirmation, de pouvoir, comme souverain du pays, rendre, lorsque le bien des sujets l'exigerait, des lois, statuts et ordonnances générales et particulières au sujet de la religion (« et chrestienne reformation ») et des choses politiques et civiles (Grenus, pages 269 et suivante).

par notre ville, au baillif de Morges, pour le giete ou la « soude » de la guerre. Un autre seigneur baillif avait encore reçu d'autres sommes, pour le même objet, et le tout s'élevait à 1716 florins. La baronnie constitua, en 1572 (22 février), deux procureurs, un pour la ville et l'autre pour les villages, afin de comparaître à Berne et d'y solliciter de LL. EE. la restitution de l'argent remis, par leurs ordres, à ces deux anciens baillifs et qui était resté dans leurs mains sans que les pauvres sujets sussent à quoi il avait été employé⁴¹⁸. On ignore s'ils réussirent dans leur mission.

Notre communauté voulant récompenser les bons services de François Charrière, châtelain de Cossonay, lui concéda (1572, 22 fév.) la faculté d'établir un pigeonnier, sur son territoire, pour y entretenir « tels et tant de colombes et pigeons » (fuyards, probablement) qu'il le voudrait⁴¹⁹. Le droit de pigeonnier découlait généralement de la possession du fief; néanmoins quelques-unes des bonnes villes estimaient pouvoir l'octroyer à ceux de leurs bourgeois qui étaient « idoines⁴²⁰. »

⁴¹⁸ La procuration est munie du sceau de la ville. Dans cette circonstance, Cossonay, la Chaux, Senarclens, Disy, Penthaz, Bournens, Sullens et Penthallaz furent représentés par leurs gouverneurs, et Grancy, Villars-Lusseri, Bettens, Boussens, Villars-Ste-Croix et Vufflens-la-ville par des députés. Les uns et les autres agirent du consentement des prud'hommes de la baronnie et de son ressort.

⁴¹⁹ *Archives de famille*. — Ce châtelain, originaire de Cossonay, avait, depuis 1550, succédé dans cet office à Jaques Cerjat, seigneur de Denisiez.

⁴²⁰ En vertu de leurs franchises qui comprenaient cette faculté implicitement, sinon directement. Cependant, le coutumier de 1616 ne leur reconnaît pas ce pouvoir. Aussi Yverdon, Morges et Nyon demandèrent, entr'autres, à LL. EE., peu après son impression, qu'il fût loisible aux conseils des villes de permettre à ceux de leurs

Les différends de la ville avec la plupart des villages de la baronnie recommencèrent bientôt. Comme l'impétuosité des eaux avait, depuis deux années, fort endommagé la tour voisine de l'hôpital, le châtelain convoqua les gouverneurs des villages, et, après leur avoir exposé l'urgente nécessité de la réparer, il les exhorta à couvrir, au moyen d'un giete, les frais qui en résulteraient, ajoutant que LL. EE. en étaient informées et le lui avaient ordonné. Sept villages s'y refusèrent ⁴²¹. Condamnés (1574, 31 mars) à Morges, ils le furent aussi (23 juillet suivant) à Berne, où l'on mit les dépens à leur charge. Alors, convoqués de nouveau, les gouverneurs chargèrent le châtelain du soin de réparer la tour. Les frais de la restauration s'élevèrent à 1561 florins et 6 sols. On y pourvut, du consentement des gouverneurs, en levant un giete de 6 florins par focage ⁴²².

Indépendamment du procès contre les sept villages, notre ville soutint, pour le même objet, une difficulté contre

bourgeois, qu'ils connaîtraient « idoinés et de moyen, » d'avoir des « colombières » (dans la ville) et de tenir des pigeons. Pillichodi observe, dans son essai sur le coutumier (imprimé en 1756), que la défense de tenir des pigeons ne regardait que les pigeons fuyards, se nourrissant aux champs. Mais Boive, d'un autre côté, dans ses remarques (imprimées en 1776), dit que, là où la loi ne distingue pas, il ne faut pas distinguer (Grenus, page 382). Le conseil de notre ville avait, en 1561, formé une demande contre l'un de ses bourgeois, nommé Paindavoine, pour procurer la cancellation de son pigeonnier.

⁴²¹ La Chaux, Senarclens, Penthaz, Penthallaz, Bournens, Sullens et Bettens. — Il n'est pas question de Sévery, Pampigny, Bussigny et Ecublens ; ces localités paraissent perdues pour la contribution de notre ville, qui va en s'amoindrissant. Grancy est seulement mentionné pour trois focages.

⁴²² Le châtelain avait avancé 1244 florins.

Vufflens-la-ville, toujours opposant. Sur un rapport des deux commissaires-généraux et du trésorier Jérôme Manuel ⁴²³, LL. EE. prononcèrent, en 1575, que les anciens traités entre Cossonay et Vufflens seraient observés, ainsi que la sentence de 1552; que ceux de Cossonay n'auraient pas la faculté d'entreprendre arbitrairement des réparations aux fortifications de leur ville, mais que le baillif de Morges, se transportant sur les lieux, les ordonnerait, s'il les jugeait nécessaires, et que, dans ce cas, ceux de Vufflens contribueraient, selon l'ancien usage et les traités, comme les autres communes du ressort; qu'il y aurait recours à LL. EE. si les communes trouvaient superflues les réparations ordonnées par le baillif; enfin, que dans cette décision ne se trouvaient pas comprises les réparations au château de Cossonay, ruiné, et ne valant pas la peine d'être restauré ⁴²⁴.

Moudon, Yverdon, Morges, Nyon, *Cossonay*, les Clées,

⁴²³ Ce procès contre Vufflens, « à cause du giete pour la refaction de la tour vers l'hospital, » avait commencé devant le baillif de Romainmotier, qui renvoya les parties devant LL. EE. Cossonay leur présenta une supplication, où, rappelant la prononciation (de 1526) d'Aimé de Genève, seigneur de Lullin, gouverneur, et Michel Quisard, procureur de Vaud, elle demandait que Vufflens fût « compulsé » à la restauration de ses tours, murailles et fossés. Ceux de ce village alléguaient qu'ils étaient sujets de LL. EE. à cause du couvent de Romainmotier. Berne ordonna (1574, 1^{er} septembre) à ses deux commissaires-généraux et au trésorier d'amener les parties à composition et de décider entr'elles (tit. du baill. de Morges, coté n° 673). Ils ne paraissent pas avoir atteint ce but, puisqu'une sentence de LL. EE. devint nécessaire.

⁴²⁴ Ibidem. — Cette dernière disposition de la sentence prouve que les villages devaient contribuer à la fortification du château de Cossonay, comme à celle de la ville.

Ste-Croix, Cudrefin et Grandcour, au nom du pays, avaient demandé à LL. EE. l'autorisation de choisir quelques hommes connaissant bien leurs usages et coutumes « au fait de justice et de leur police, » afin de les rédiger sous forme de lois, qui serviraient de règle de conduite. LL. EE. y avaient consenti, moyennant que ce code, revu par quelques conseillers bernois, fût soumis à leur approbation. A la prière de ces villes ⁴²⁵, Elles sanctionnèrent ce recueil, le 12 mai 1577, sous réserve cependant que, lorsqu'il y aurait difficulté, au sujet de l'interprétation de quelques-uns de ses statuts, entre leurs baillifs et officiers et les sujets, on recourrait à leur conseil ⁴²⁶. C'est ainsi que l'ancien coutumier du pays de Vaud a pris naissance ⁴²⁷.

L'impôt accordé par les Etats du pays à la journée de Payerne n'était pas encore acquitté en 1577. Morges pria alors LL. EE. d'en remettre le paiement à un temps plus propice, mais Elles n'y consentirent pas (26 octobre). En sollicitant ce délai, Morges voulait aussi se donner le temps de se procurer le dénombrement exact des focages, afin que la somme fixée pour la taille ne fût pas excédée au recouvrement. Mais comme, d'un autre côté, les baillifs et leurs officiers en poursuivaient l'exaction, cette ville, estimant que cette circonstance avait de l'importance et concernait les franchises du pays, en conféra, le 24 décembre (1577) avec ses

⁴²⁵ Elles envoyèrent des députés à Berne pour solliciter de LL. EE. la ratification du coutumier. Ceux de Morges et de Cossonay furent le châtelain Jean d'Aubonne et Jean Risset.

⁴²⁶ Grenus, pages 280 et suivante.

⁴²⁷ Pierre Quisard, notaire et commissaire, écrivit, en 1562, un coutumier vaudois qu'il ne faut pas confondre avec celui dont il est ici question.

voisins de Cossonay, et l'on convint de se réunir à Lausanne, le 4 janvier suivant, avec Nyon, Moudon et Yverdon, pour aviser à ce qu'il y aurait à faire⁴²⁸.

Genève, qui se croyait menacée et faisait une garde exacte, demandait avec instance une garnison bernoise⁴²⁹. Par ordre exprès de LL. EE., le châtelain de Cossonay⁴³⁰ fit, le pénultième mars 1578, des « monstres » générales, pour l'élection des soldats de la baronnie qui devaient s'y rendre en garnison. Vingt-six hommes, tant arquebusiers que « corsellets, » y compris le banneret et disainier (Nicolas Prenleloup) qui devait les conduire, furent élus⁴³¹ dans cette circonstance⁴³².

⁴²⁸ Grenus, pages 293 et suivantes.

⁴²⁹ Chronique de Haller et Musslin. — Genève redoutait une attaque des troupes de la ligue, rassemblées, en mars et avril 1578, en nombre considérable dans ses environs. Berne fit couvrir sa frontière par un corps de deux mille hommes, et dix mille se tinrent prêts à marcher au premier signal. Ces démonstrations en imposèrent aux Guises, qui se retirèrent (de Tillier, *Histoire de l'Etat confédéré de Berne*).

⁴³⁰ Noble Jean Crinsoz, qui avait succédé, en 1575, à noble François Charrière.

⁴³¹ L'élection des hommes de guerre appartenait, selon l'ancienne coutume, au châtelain du prince et à six bourgeois, qu'il choisissait. Berne, en admettant ce mode d'élection dans l'ancien coutumier du pays, avait ajouté la réserve que si les baillifs ne trouvaient pas les élus capables, ils pourraient les remplacer (Ancien coutumier aux arch. de Morges; et Grenus, pages 286 et suivante).

⁴³² Deux autres rôles « d'élus pour la guerre, » mais sans date, se trouvent également dans nos archives. Si l'on en juge par les noms qu'ils présentent, ils doivent appartenir à une époque peu éloignée de la précédente. L'un indique quatre argoulets (espèce de cavaliers; ce sont nobles Jean-François de Gruyère, Pierre Charrière, Antoine Cerjat et Pierre Thomasset), vingt-cinq arquebusiers, six hommes

Une ordonnance du conseil, du 8 janvier 1579, exempta les conseillers des dix-huit du paiement de la guette⁴³³.

Des réparations à l'église paroissiale et à son clocher nécessitèrent un giete, dans la paroisse, d'un florin par tête⁴³⁴. Il y avait alors mille quatre-vingts paroissiens, grands et petits⁴³⁵. La croix du clocher fut descendue (1579, 3 juillet), et l'on trouva dans sa pomme deux écrits sur parchemin, renfermés dans une boîte de plomb. Ils indiquaient l'époque où la croix avait été placée et ce qui s'était passé dans cette circonstance, sa longueur, sa hauteur et qu'elle avait été faite aux frais de la paroisse; aussi les noms des syndics et des conseillers d'alors⁴³⁶. On la remplaça le 22 juillet suivant; la vieille boîte fut mise dans le « pollet » (le coq) et une nou-

avec des « armets complets, » deux qui ont des « piques et morrions » et un pionnier. L'autre rôle porte douze arquebusiers, avec « mallies et morrions, » vingt-cinq « arquebusiers avec morrions, » six hommes ayant des armets complets, quatre avec des piques et morrions, deux pionniers et les mêmes quatre argoulets.

⁴³³ Lors des amodiations de la guette, le conseil réservait volontiers un certain nombre de quarterons pour en gratifier les pauvres de la ville. On en réserva huit en 1579.

⁴³⁴ Déjà, en 1571, on avait levé, dans la paroisse, un impôt de 5 sols neufs par tête, pour des réparations à l'église.

⁴³⁵ Selon le dénombrement qu'on en fit alors. Outre la ville, le faubourg des Chavannes et le village d'Alens, formant la communauté de Cossonay, la paroisse comprenait Lusseri, Disy, Itens et la Chaux, et Senarclens, puis les grands moulins (de Cossonay), le moulin de Penthallaz, Croze, Vallesard (maison isolée dans la proximité de Croze) et Prévondavaulx (autre maison isolée, près de la Chaux). — Senarclens avait une chapelle déjà mentionnée en 1228, dédiée à St-Nicolas. Il y en avait une à la Chaux sous le vocable de St-Michel.

⁴³⁶ Voir plus haut, année 1469.

velle, renfermant les noms des gouverneurs soit syndics en fonction, dans la pomme ⁴³⁷.

Comme point de comparaison, nous ferons observer que la dixme de Penthallaz (appartenant à l'hôpital St-Antoine) fut amodiée, en 1579, pour 30 muids moitié froment et moitié avoine ⁴³⁸, ce qui indique une année abondante.

La peste qui, en 1577, avait cruellement sévi à Berne, et l'année suivante à Fribourg, Payerne et ailleurs, pénétra dans notre ville, en décembre 1579, et dura près d'une année. Elle s'y déclara dans la tour près de l'hôpital, habitée par de pauvres gens ⁴³⁹, et fit de grands progrès l'été suivant. On enjoignit (1580, 4 août) aux pestiférés de vider la ville et d'habiter, avec le marron, la chapelle Notre-Dame. Le gouverneur, le banneret et l'officier de ville reçurent l'ordre de les assister de leur mieux. On acheta un cheval pour transporter les décédés ⁴⁴⁰, qu'on enterrait dans le cime-

⁴³⁷ Les registres du conseil remarquent, à l'occasion des réparations faites au clocher en 1579, que sa hauteur totale est de cent-quarante-six pieds, « chaque pied chaussant à quatorze points; » que la tour seule mesure quatre-vingts pieds, et le reste, jusqu'au coq, y comprenant « l'onglette, » soixante-six pieds.

⁴³⁸ Outre la « supportation » de la cense dûe et la paille pour l'hôpital. — Cette dixme rapporta, en 1588, sept cent-trente-sept gerbes de froment, indépendamment de l'avoine et du « mesclez. » La part de celle de Senarclens, qui appartenait à la ville, rapporta alors trois cent-soixante-six gerbes de froment, cent-quatre-vingt-neuf d'avoine, deux chars et une eschellée de mesclez.

⁴³⁹ Qui y étaient en loyer de la ville. En janvier 1580 moururent dans cette tour, de la peste, Pierre et Jeanne de Syviriez, frère et sœur, les derniers rejetons d'une des plus anciennes familles féodales de la baronnie. Leur père, noble François de Syviriez, tombé dans l'indigence, y était également mort quelques années auparavant.

⁴⁴⁰ Il était donc resté des malades dans la ville.

tière Notre-Dame. On fit aussi (7 août) une convention avec noble Nicolas Marchand pour le service des pestiférés. Moyennant 30 florins et une coupe de froment, de salaire, il devait les assister de médecines, « faire brevages meurataires (pour mûrir) et emplâtres, le tout à forme de l'art de médecine. » Un second marron fut « affermé » (24 septembre). Enfin, le 15 décembre suivant, on les congédia⁴⁴¹. Deux années plus tard, il y avait de nouveau des pestiférés à Cossonay; quelques cas de peste s'y étaient déjà montrés en 1572; mais ces deux épidémies furent sans gravité.

L'ordonnance suivante, rendue par le conseil, le 23 mars 1581, nous montre qu'il s'opposait à l'établissement de banes particuliers dans l'église; « Ordonné de racler tous les bamps et cages que sont esté faictes au temple, fors celluy de Madame la Chastellayne, où luy plaira le faire construire⁴⁴².

Des soldats de la baronnie se trouvaient, au printemps de l'année 1582, en garnison au château de Morges. Le conseil de notre ville les réclama du baillif pour la garde de Cossonay, lui représentant que nos soldats n'étaient pas tenus de garder Morges. Il résolut encore d'ordonner, sous le ban de 5 florins, à tous les sujets de la baronnie pourvus d'armes, de venir garder la ville et « veiller, » ainsi qu'ils y étaient astreints par les franchises. Ces précautions avaient pour

⁴⁴¹ L'un des deux marrons reçut, pour trois mois, 40 florins et huit quarterons de froment, de salaire.

⁴⁴² Cependant, peu d'années après (1584, 28 septembre), le conseil, considérant les services rendus par le banneret à la « république » et à la paroisse (« ne le pouvant assez récompenser ») ordonna qu'on replacerait dans le temple, sans empêchement et là où il se trouvait auparavant, le banc de sa femme. On en avertit les gouverneurs de la paroisse, pour avoir leur consentement.

cause des bruits de guerre et les armements du duc de Savoie ⁴⁴³. Peu après (21 mai), le conseil ordonna qu'il se ferait chaque jour, matin et soir, à six heures, des prières, avec les prêches ordinaires, où chacun serait tenu d'assister sous peine de trois sols; et que les portes de la ville seraient fermées et gardées pendant ce temps. On interdit encore, sous le même ban (en faveur des gardes), à ceux qui avaient des armes, de porter des épées à l'église et ailleurs dans la ville. On était tout à la fois sous l'empire de la crainte et dans la ferveur de la réformation.

LL. EE. ayant augmenté le traitement des ministres de la Parole de Dieu payés par l'Etat, ceux dont la pension était à la charge des villes réclamèrent aussi une augmentation. Berne témoigna à notre ville l'espoir qu'elle aurait égard à cette réclamation, lui ordonnant (1583, 21 mars) d'envoyer des députés pour traiter cette affaire ⁴⁴⁴. Ceux-ci devaient se trouver à Berne le 22 avril suivant.

La refonte de la grosse cloche de l'église causa, en 1583, des frais notables à la paroisse. On paya au maître fondeur 271 écus ⁴⁴⁵. Deux florins par tête, de giete, pour les bour-

⁴⁴³ Dont on redoutait une attaque contre Genève ou le pays de Vaud. Berne mit des garnisons à Morges, Rolle et Yvonand. On leva des troupes dans le pays, et un corps de deux mille hommes fut placé, pour sa défense, sous les ordres de Louis d'Erlach (de Tillier, *Histoire*, etc.)

⁴⁴⁴ Il n'y avait alors qu'un ministre à Cossonay, quoique LL. EE., dans leur missive à notre ville, parlent *des ministres* qui sont à sa charge.

⁴⁴⁵ Et le vin de sa femme et de son serviteur. — Le banneret (n. Georges Charrière) fit don à la paroisse de 100 florins pour monter la cloche, outre des avances d'argent.

geois, et trois florins pour les habitants, furent perçus dans la paroisse, pour couvrir cette dépense⁴⁴⁶. La cloche pesait 372³ livres.

Les documents de nos archives nous présentent, la même année, pour la première fois, la relation de l'élection d'un banneret de la ville et de la baronnie, dans la personne de noble Georges Charrière. Le nouveau banneret, élu (le 21 juillet) pour trois ans⁴⁴⁷, par le conseil général et les gouverneurs des villages de la baronnie⁴⁴⁸, en présence du châtelain, promit « estre bon et loyal sujet de nos seigneurs (de Berne), pourchasser leur proufiet et honneur, leur dommage éviter, maintenir les libertés de la ville et ressort d'icelle, et en tout procéder ainsi qu'est d'ancienne coutume en tant que Dieu en soit honoré et la république consolée et contente. » Les ressortissants de la baronnie, de leur côté, seraient « tenus lui hobéir en faisant raison et rendant devoir comme le dit seigneur banderet est (était) tenu. » Il prêta le serment requis sur les mains du châtelain; « le tout

⁴⁴⁶ Selon un nouveau recensement des paroissiens, on en comptait alors 671, dont 379 à Cossonay, Alens et les moulins; 79 à Senarcens; 163 à la Chaux et Itens; 55 à Lusseri, et 45 à Disy. Sans doute que les enfants n'y sont pas compris; de là la différence entre son résultat et celui du recensement de 1579. — Une nouvelle imposition, de 14 sols par tête, fut levée dans la paroisse, en 1592 (décembre), pour faire « le rebâtissement de l'église, suivant un ordre de LL. EE. Son produit fut de 977 florins et 2 sols. Il y avait alors dans la ville, non compris les Chavannes et Alens, 511 personnes.

⁴⁴⁷ Réélu par le conseil général, en 1586, noble Georges-François Charrière, seigneur de Mex, resta banneret jusqu'à sa mort, en 1638.

⁴⁴⁸ De Penthaz, Penthallaz, Disy, Sullens et Bournens. Ceux des autres villages ne parurent pas.

à forme des conditions et arrest contenues ès précédentes élections. » — On ne voit pas qu'anciennement le banneret ou le porte-bannière de la seigneurie remplit des fonctions administratives⁴⁴⁹. Mais à l'époque où nous sommes arrivés, il était le chef de la bourgeoisie et du conseil, et, comme gardien des intérêts de la communauté, le dépositaire du sceau de la ville et de la clef du revestiaire (de l'église), qui en renfermait les titres et le trésor. Dans le XVIII^{me} siècle, on décida chez nous qu'en conseil le banneret opinerait avant le châtelain. — ⁴⁵⁰.

On fixa (même année, 22 septembre) le prix de l'admission à la bourgeoisie de la ville à 100 florins de capital, outre un quarteron de froment de cense annuelle, pour celui qui épouserait la fille d'un bourgeois, et au double du capital et de la cense pour tout autre⁴⁵¹.

⁴⁴⁹ Renaud Baley, banneret en 1475, était aussi conseiller de la ville.

⁴⁵⁰ Le salaire de l'officier de ville s'élevait, en 1585, à douze quarterons de froment par année. Cette charge était alors remplie par noble Moyse Marchand, le dernier descendant, tombé dans la pauvreté, d'une ancienne famille noble, originaire d'Aubonne (l'année suivante, il était un des sonneurs de cloches de la paroisse). Noble Nicolas Marchand, son père, avait été co-seigneur de Bettens.

⁴⁵¹ Malgré cette ordonnance, des réceptions de bourgeois eurent lieu bientôt après au prix de 50 florins, outre le quarteron de froment de cense (entr'autres, en 1584, de noble Jaques Crinsoz, et, en 1586, de noble Robert DuGard, seigneur de la Chaux; celui-ci devait encore donner un banquet). On avait exigé, en 1579, de noble André Quisard, 60 florins pour l'entree de sa bourgeoisie, au lieu du banquet. On exempta, en 1585, deux nouveaux bourgeois du banquet à faire à la bourgeoisie, moyennant 20 florins chacun. Dix ans auparavant, le conseil avait accordé des lettres de bourgeoisie à

Sur l'ordre de LL. EE., quatre « soldards » de notre ville se rendirent à Berne, le 8 mai 1584, « pour la bienvenue des seigneurs de Zurich. » L'officier de ville les accompagna⁴⁵².

On fit (même année, juin), par ordre de Berne, une collecte, dans la paroisse de Cossonay, en faveur des malheureux d'Yvorne, au mandement d'Aigle, victimes d'un éboulement de montagne. Elle produisit 84 florins environ.

Notre ville, au nom de toute la baronnie, s'était plainte à Berne que les bans (et offenses), en contravention à ses franchises, s'exigeaient avant que les jurés de la justice eussent connu laquelle des deux parties devait être châtiée. Berne ayant appris, par une enquête, de quelle manière les amendes pécuniaires avaient été précédemment recouvrées dans la baronnie, statua (1584, 13 juin) qu'on s'en tiendrait aux franchises, réservant néanmoins que la connaissance de la faute aurait lieu dans les trois mois qui suivraient la clame et que le résultat en serait communiqué au châtelain. Si la connaissance était différée, celui-ci pourrait s'adresser, pour

deux frères, moyennant 60 florins et la cense d'un quarteron de froment.

⁴⁵² Ils coûtèrent à la ville 75 florins, 11 sols et 8 deniers, indépendamment de ce que le conseil leur avait remis. — Sur l'invitation de LL. EE., une compagnie de Zuricois (avec 550 chevaux) vint à Berne, le 23 mai 1584, pour se réjouir avec la bourgeoisie. On fut à leur rencontre avec 122 chevaux, 220 arquebusiers du pays de Vaud, autant du pays allemand, et 400 cuirassiers, outre 283 jeunes gens. On dressa 29 tentes sur le champ de la porte d'en bas, où l'on conduisit 40 pièces de canon. On les régala deux jours à la maison de ville et on les amusa de la représentation d'un jeu (Chronique de Haller et Musslin).

le ban, à l'acteur ou à celui qui aurait fait la clame, à moins que la poursuite de la cause n'eût été remise pour de bonnes raisons⁴⁵³.

Le châtelain assistait de droit au conseil, ou bien son lieutenant le remplaçait (fréquemment tous deux prêtaient présence). Si l'un et l'autre étaient absents, le conseil ne pouvait être tenu. C'est ce qui eut lieu le 13 déc. 1584⁴⁵⁴.

Le baillif de Morges (Tillmann) vint visiter (1585, septembre) les tours de notre ville.

En qualité de chef de la ville, le banneret proposa au conseil général du 26 septembre 1585, de « comectre » des conseillers neutres pour le conseil étroit et celui des dix-huit, parce que plusieurs de leurs membres étant proches parents et alliés, il pouvait en résulter du désavantage pour la ville. On admit sa proposition, et le conseil général statua qu'il ne pourrait y avoir deux conseillers assez proches parents ou alliés pour qu'il y eût présomption de partialité.

Le même banneret se rendant à Berne, au printemps de l'année 1586, le conseil le chargea de solliciter de LL. EE. le rétablissement d'un ancien marché hebdomadaire à Cossonay. Sa mission fut couronnée de succès⁴⁵⁵; le marché fut

⁴⁵³ Cette ordonnance souveraine est munie du sceau de l'Etat.

⁴⁵⁴ On lit, à cette date, dans les registres du conseil : « A faute du seigneur chastelain et du lieutenant le conseil ne fust tenu pour ce que n'y avait nul au nom de Messeigneurs (de Berne), le dict conseil n'ayant esté signifié au son de la cloche. » Rappelons-nous qu'en 1536 les commissaires bernois avaient décidé que le lieutenant (soit le châtelain) présiderait le conseil, qui ne pourrait fonctionner qu'en sa présence.

⁴⁵⁵ Les lettres de concession du marché coûtèrent trois écus sols.

proclamé (à Cossonay, le 13 juin), et on enjoignit à chacun d'y apporter vendre ses grains et marchandises.

La compétence du conseil s'étendait à la surveillance des tutelles. On voit cette autorité, vers la même époque, donner son consentement à une transaction sur les biens d'un mineur. On la voit encore donner des ordres pour la reddition de comptes de tutelle, et celle-ci s'effectuer en sa présence.

Mr. de l'Isle (noble Albert de Dortans) vint à Cossonay, en septembre 1586, faire tirer le prix des « soul-dards » ⁴⁵⁶. — ⁴⁵⁷.

Notre ville désirait que LL. EE. lui cédassent le forage du vin et les corvées de charrue de la paroisse ⁴⁵⁸, deux « droitures » provenant du prieuré, que le seigneur bourgeois (le trésorier du pays de Vaud) lui avait donné l'espoir d'obtenir. Le conseil chargea (1587, 17 avril) le banneret et le commissaire Crinsoz de traiter cette négociation à Berne, les autorisant à contracter « pour ce coup » ⁴⁵⁹. » La cession eut effectivement lieu quelques jours après (21 avril), à titre d'abergement. Elle imposa à notre ville l'obligation de fournir le pain et le vin nécessaires pour la célébration de la Ste-Cène (à Cossonay). L'entrage fut de 100 florins ⁴⁶⁰.

⁴⁵⁶ Sans doute un prix donné par Berne pour exercer les soldats.

⁴⁵⁷ Ayant égard à certaines permissions que la ville lui avait accordées, le banneret lui céda gratuitement (même année, 11 décembre, en conseil général) une pièce de terre (au Publoz), pour élargir la route qui tendait à Lausanne.

⁴⁵⁸ C'est-à-dire les deux tiers de ces corvées; l'autre tiers lui appartenait déjà comme ayant-droit de la cure.

⁴⁵⁹ Récemment encore, la ville avait présenté une supplication à LL. EE. pour demander cette cession, et Berne avait envoyé des commissaires à Cossonay prendre des informations sur cette affaire.

⁴⁶⁰ Cet abergement, fort désiré par notre ville, lui causa beaucoup de frais. Indépendamment de ceux du voyage de ses députés à Berne,

Aux environs de Noël (1587), plusieurs « soldards » de la baronnie et à sa solde se trouvaient, par ordre de Berne, en garnison aux Charbonnières (Vallée du Lac de Joux). LL. EE. avaient fait garder les passages du Jura, du côté de la Bourgogne, sur la nouvelle que les troupes royales françaises avaient poursuivi les allemands, dans leur retraite, jusque dans les environs de St-Claude⁴⁶¹.

Le baillif de Morges ayant fait savoir au châtelain de Cossonay que le bon vouloir de LL. EE. était que « huit soldards harqueboursiers » et deux « muscataires » de notre ville se rendissent à Berne, « pour servir LL. EE. à la bienvenue des seigneurs de Strasbourg, » le conseil, en conséquence, fit élection (1588, 19 mai) de dix hommes « capables »⁴⁶². — ⁴⁶³.

Au printemps de l'année 1589, Genève, soutenue par la

le conseil alloua (1587, juin) « à Mons^r. le banderet pour les effrais par lui soustenus à la venue de Messeigneurs causant les informations des corvées et forages huitet vingt (160) florins, de quoy il s'est contenté. » On lui alloua encore 50 florins « pour plusieurs journées et vacations par luy avecq son recepveur faictes à Berne poursuyvant l'abbergement des corvées et fourages et pour la maintenance des franchises de la ville. » En 1594 (juillet) le gouverneur et le lieutenant achetèrent à Lausanne, par ordre du conseil, « les chausses qui dès longtemps l'on avait promis de faire présent à Mons^r. le bourcier et général (commissaire) Moratel causant les corvées et forages. »

⁴⁶¹ Et expédié pour cela dans le pays de Vaud Benoît d'Erlach et Jean-Rodolphe de Bonstetten, qui auraient sous leurs ordres les milices du Gessenay et d'Aigle envoyées à Nyon.

⁴⁶² Parmi eux le châtelain (noble Jean-François de Gruyère), le banneret et le commissaire Crinsoz. — Berne, Zurich et Strasbourg firent, en mai 1588, un traité d'alliance (de Tillier, *Histoire*, etc). Des députés de Strasbourg vinrent sans doute à Berne à cette occasion.

⁴⁶³ Notre ville voulant présenter une supplication à LL. EE. (on ne

France, faisait la guerre au duc de Savoie. Trois régiments suisses, à la solde du roi (celui de Berne sous les ordres du colonel Louis d'Erlach), entrèrent, au commencement d'avril, dans le bailliage de Gex, où ils trouvèrent des capitaines français avec quelques troupes⁴⁶⁴. Ils assiégèrent le fort des Cluses, dont les Genevois avaient inutilement tâché de s'emparer. Bien des volontaires du pays de Vaud se trouvaient dans leurs rangs. Dix-huit soldats (volontaires?) de notre baronnie, qui étaient à l'armée devant « la Cluse, » demandèrent quelque assistance au conseil, en considération de leur grande indigence⁴⁶⁵. On leur envoya (juin) un écu à chacun⁴⁶⁶. —⁴⁶⁷. La situation se compliqua. Une armée bernoise marcha contre la Savoie, et le pays de Vaud devint le théâtre de beaucoup de mouvements militaires. Les capitaines et bannerets de Neuchâtel, se rendant à l'armée, passèrent par notre ville; le conseil les fit traiter, ainsi que les « munitionnaires » de l'armée de M. de Sancy. La compagnie de ce capitaine français devait y loger. Quatre capitaines de « lanchs-

dit pas à quelle occasion), le conseil fit acheter (septembre) une boîte de dragée coûtant 10 florins, pour offrir à M. l'avoyer.

⁴⁶⁴ Les capitaines Sancy, Guitry et Beaulieu, avec 100 chevaux, 200 arquebusiers et 500 lansquenets (de Tillier, *Histoire*, etc).

⁴⁶⁵ Ils n'avaient point encore reçu de solde.

⁴⁶⁶ Christ. Goffon leur porta ce secours.—Au mois de mai 1590(?) l'officier de Morges apporta l'ordre à Cossonay d'envoyer des soldats en renfort de ceux qui étaient à la Cluse. Il y a sans doute ici erreur de date, et ce fait doit appartenir à l'année 1589.

⁴⁶⁷ Le banneret « étant en délibération d'aller en guerre » avait remis (8 avril) au conseil les clefs du revestiaire et le sceau de la ville. Pour la même raison, le commissaire Crinsoz, hospitalier, avait remis les clefs de l'hôpital.

quenets, » accompagnés du secrétaire du seigneur capitaine Robely, vinrent à Cossonay et y furent aussi traités. Enfin ce capitaine⁴⁶⁸ y passa lui-même, et on lui présenta le vin d'honneur. — Il régnait une grande inquiétude dans le pays. Le conseil envoya (5 septembre) des députés⁴⁶⁹ à Nyon, pour apprendre des nouvelles de la guerre⁴⁷⁰. Il convoqua (18 septembre) les gouverneurs des villages pour qu'ils fissent l'inspection des murailles de la ville, fort délabrées en plusieurs endroits, et consentissent à leur restauration, selon qu'ils y étaient tenus. La plupart s'y soumirent⁴⁷¹. —⁴⁷². On connaît l'issue, peu glorieuse pour Berne, de la guerre de 1589, que termina le traité de Nyon, basé sur celui de Lausanne (de 1564).

A l'assemblée du conseil général du 28 septembre 1589, on nomma (deux personnes) aux charges de

⁴⁶⁸ Conrad Rubeli, bernois, bon capitaine et fort employé à cette époque (de Tillier, *Histoire*, etc).

⁴⁶⁹ Le commissaire Crinsoz et noble François Charrière.

⁴⁷⁰ « Et entendre quelle issue est de cette guerre et de ce qu'ils orront, nous en advertir. »

⁴⁷¹ Mais Vufflens-la-ville et Bettens refusèrent « de venir veiller et rendre debvoir dans la ville de Cossonay. »

⁴⁷² Sur la demande réitérée du banneret, le sceau de la ville et les clefs du revestiaire, par lui précédemment remis au conseil, lui furent rendus à la St-Michel 1590. Afin d'éviter « toute noyse et différent, » le conseil général avait décidé l'année précédente (28 sept.) que le sceau resterait en lieu secret, » et qu'on l'apporterait en conseil en cas de besoin. De plus, que les clefs des archives et « secret » de la ville seraient laissées selon l'ordonnance du mois de décembre précédent, et cela sans préjudice des droits du seigneur banneret. Le lendemain, ces clefs et celle de la boîte des pauvres avaient été remises au gouverneur nouvellement élu.

« taxeurs de vin » et de « peseurs de pain » (c'est la première fois qu'il en est question), et l'on admit un nouveau bourgeois, qui promit d'apporter « lettres de son origine de franchise et libre condition ⁴⁷³. »

Pour rester au courant de l'état des finances de notre communauté, jetons un coup d'œil sur ses comptes d'une année, c'est-à-dire du 22 septembre 1588 à semblable jour de l'année suivante ⁴⁷⁴. Nous y verrons que la recette totale en deniers s'élève à 3147 florins environ ; les articles suivants y figurent : 1476 florins et 6 sols pour l'ohmgeld du vin vendu par les trois hôtes de Cossonay, et 169 florins et 2 sols pour le forage de ce vin ; 19 florins pour l'amodiation de l'ohmgeld de SenarcLens, Penthaz et la Chaux ⁴⁷⁵ ; 46 florins pour celle des corvées de charrue de la paroisse ; 100 florins pour les mailles, de deux années, de la boucherie ; 260 florins pour l'amodiation du four de la ville ; 8 florins pour celle des bancs placés (aux foires) autour de la maison de l'école ⁴⁷⁶ ; 6 florins pour celle du poids de la

⁴⁷³ Les réceptions à la bourgeoisie étaient donc décidées par le conseil général.

⁴⁷⁴ Ils sont rendus par le commissaire Crinsoz.

⁴⁷⁵ Le produit de l'amodiation de l'ohmgeld des autres villages n'est pas porté en compte. — Alors notre ville percevait directement celui du vin qu'on vendait dans ses murs, mais elle l'affermait dans les villages. Ce mode fut généralement suivi dans le XVII^e siècle. Nous verrons cependant, en 1598, une amodiation comprenant l'ohmgeld de toute l'ancienne châtellenie.

⁴⁷⁶ Et 4 florins pour celle de la cave de cette maison. — Le gouverneur gardait « pour son vin » le revenu des petites halles, vers l'église, et des bancs qui se faisaient aux foires autour de ces halles et sur le vieux cimetière.

corde et de la laine ; 90 florins pour celle des marais de Cloz-repoz⁴⁷⁷ ; 223 florins, 7 sols et maille pour le revenu du rentier de la ville (c'est-à-dire des censes en deniers) ; 20 florins et 8 sols, livrés par le receveur des biens du clergé⁴⁷⁸ ; 153 florins et 3 sols pour réemption de censes dûes au clergé ; 40 florins pour la sufferte de quatre habitants⁴⁷⁹ ; 87 florins et 7 sols pour le revenu du rentier de l'hôpital ; 297 florins provenant de vente de grains⁴⁸⁰, etc.

Passons à la recette en grains. Celle en froment est de 38 muids et une fraction de quarteron ; elle comprend , entr'autres : 9 muids, 11 coupes et demi quarteron, qui proviennent du rentier de la ville et de l'amodiation de la guette et des terres de la cure ; 5 muids, livrés par le rece-

⁴⁷⁷ Le produit de plusieurs des pièces du domaine de la ville n'est pas indiqué dans le compte. Trois poses de terre, en Fontaine-pourriaz, étaient (en 1592) « vacquantes occasion la justice qui se faict des dellincants et malfaiteurs » (c'est-à-dire qu'on y exécutait les criminels). — On laissait à l'hospitalier, pour le chauffage des pauvres, la jouissance d'un « morcel » de bois sous le château, appelé l'Aya.

⁴⁷⁸ Le receveur « de la clergie et de la confrérie » reçut, l'année suivante, 235 florins 2 sols et piete, faisant le contenu du rentier, en deniers, de la clergie ; 9 muids, une coupe, un quarteron et une fraction, de froment, et 5 muids d'avoine. Le rentier de la confrérie s'élevait alors à 13 florins, 10 sols et 3 deniers, et à 5 muids, 10 coupes, 1 quarteron et une fraction, de froment. Souvent les comptes de la communauté ne distinguent pas ce qui provient de la ville même, de la clergie, ou de la confrérie.

⁴⁷⁹ La sufferte que payaient les habitants non-bourgeois était de 5 florins par année ; il y avait donc des années en retard.

⁴⁸⁰ Les grains se vendaient à un prix élevé cette année-là ; le quarteron de froment se payait 2 florins et plus. Il coûtait encore davantage en 1597.

veur des biens du clergé, formant le produit de la dixme de Senarclens; 5 muids pour l'amodiation de la dixme d'Itens (appartenant à l'hôpital); 4 muids et 5 coupes pour celle de la dixme de Penthallaz (qui ne rendit pas davantage « à cause de la tempeste »); 3 muids, 7 coupes et deux tiers de quarteron pour le rentier des biens du clergé (y compris le muid dû par LL. EE. à la confrérie); 6 muids et 9 coupes pour le rentier de l'hôpital. La recette de l'avoine est de 12 muids, 9 coupes et 1 quarteron⁴⁸¹, et celle du « mescloz » de 1 muid et 10 coupes⁴⁸².

Quant aux dépenses et charges de la communauté, elles s'élèvent, en deniers, à 2323 florins, 10 sols et 5 deniers; en froment, à 37 muids, 9 coupes et un sixième de quarteron; en avoine, à 11 muids et 8 coupes, et en mescloz à 2 muids, 6 coupes et 1 quarteron.—Ces comptes comprennent ainsi les revenus de la ville même, de l'hôpital, de la clergie et de la confrérie⁴⁸³.

Ainsi que bien d'autres localités du pays, notre ville avait sa maladrerie (ou maladière), soit un hôpital pour les lépreux. Elle se trouvait dans un lieu retiré, nommé St-Denis, sur la petite rivière du Veyron et dans la proximité du moulin banal de Senarclens⁴⁸⁴. De nombreux villages de la contrée

⁴⁸¹ 5 muids proviennent de la dixme d'Itens; 1 muid et 8 coupes de celle de Penthallaz, et 4 muids et 11 coupes de celle de Senarclens.

⁴⁸² Outre 4 quarterons de fèves, pois et lentilles, provenant de la dixme de Penthallaz, 2 chappons et 1 géline. — On appelait « mescloz » un mélange d'orge et d'avoine, parfois aussi d'orge et de froment (de printemps).

⁴⁸³ Il n'y est pas question de ceux des vignes de la ville et de l'hôpital. Sans doute qu'on en employait le vin en nature.

⁴⁸⁴ On trouve maintenant à St-Denis deux moulins et quelques

faisaient partie de la congrégation de cette léproserie⁴⁸⁵. Or un habitant de Cuarnens, atteint de lèpre en 1589, fut, à la demande du châtelain et des gouverneurs de ce village, examiné par un médecin de Lausanne et le « barbier et cyrugien » de la Sarraz, qui attestèrent (par écrit) le cas de la maladie⁴⁸⁶. Alors le lieutenant de Cossonay ordonna à ces gouverneurs de présenter le lépreux, pour être reçu, selon la coutume, dans la maladrerie de Cossonay, en lui fournissant les meubles et objets suivants : un chapeau, un manteau, des gants, « des tracettes » (une crécelle), des souliers, l'intérieur d'un lit⁴⁸⁷, un pot à cuire, une pelle « pendante » et d'autres ustensiles, ainsi qu'une arche ferrée, fermant à clef. On leur enjoignit de le nourrir pendant six

maisons. Le nom de cette localité ne viendrait-il pas de quelque chapelle, sous le vocable de ce saint, dans la proximité de la maladrerie ? — En 1551 (août), le conseil de notre ville avait ordonné de poursuivre ceux de Chavannes-sur-le-Veyron, qui avaient « détié » une cloche de la maladière de Cossonay à St-Denis.

⁴⁸⁵ Outre la ville de Cossonay et ses dépendances, Gollion et Musssel, Vuillerens et Gland, Grancy, Cottens, Sévery, Montricher, l'Isle, Villars-Boson, la Coudre, Mont-la-Ville, le Lieu, la Praz, Cuarnens, Chavannes-sur-le-Veyron, la Chaux et Itens, Senarclens, Disy, la moitié de Chevilly, Moyri, Lusseri, Daillens, Bettens, Sullens, BousSENS, Bournens, Penthaz, Penthallaz et la communauté du Lac de Joux appartenaient encore à cette congrégation. — Sullens renonça à son droit, en 1551.

⁴⁸⁶ On ne procéda pas à l'épreuve du malade comme la coutume le voulait. Cuarnens en fit ses excuses, et le lieutenant du châtelain, ainsi que les charge-ayant du conseil de Cossonay réservèrent qu'il n'en résulterait aucun préjudice pour les droits de la ville et ceux de la congrégation.

⁴⁸⁷ « Une coultre, ung coussin de plumes, ung bon couvertoux et quatre lincueux voyre davantage, s'il est possible. »

semaines, afin qu'il ne mendiât point. Des députés de Cuarnens se présentèrent donc devant le lieutenant de Cossonay, assisté des délégués du conseil; ils leur exposèrent qu'il avait plu à Dieu « d'affliger de lespre Amey du Monthioulx, leur prochain, » et que Cuarnens appartenant à la congrégation de la maladrerie de Cossonay, ils les suppliaient de l'y admettre. Le lieutenant et les charge-ayant du conseil acceptèrent le lépreux, « en le consolant de prendre à la bonne part de ce qu'il a pleu à Dieu l'affliger de la dicte maladie. » On lui fit prêter le serment suivant: 1^o d'être bon, fidèle et loyal sujet de LL. EE.; 2^o de ne pas sortir de la maladrerie pendant six semaines, et de ne point mendier⁴⁸⁸; 3^o « de n'avoir jamais compagnie charnelle de femmes ny fillies pendant le temps qu'il sera contaminé de dicte maladie et qu'il demeurera en dicte maladière; » 4^o de s'abstenir de la compagnie de gens sains; 5^o de ne pas boire aux fontaines, sinon avec son gobelet; de ne pas aller nu-pieds sur les grands chemins; d'avoir toujours des gants lorsqu'il passerait des « passieux » (barrières), et de se fourvoyer lorsqu'il rencontrerait quelqu'un; et, enfin, 6^o de s'abstenir des viandes qui entretiennent et augmentent la lèpre et la donnent⁴⁸⁹. Puis le lieutenant le mit en possession d'une des chambres de la maladrerie, « avec puissance de pouvoir jouyr, gaudir et user des franchises, libertés et biens de la dicte maladière, selon sa part et rate⁴⁹⁰. » — C'est un tableau de mœurs. — Ajoutons que la lèpre disparut bientôt entière-

⁴⁸⁸ Mais de se nourrir des vivres que la communauté de Cuarnens lui fournirait.

⁴⁸⁹ Comme chair de pourceaux, chair salée, poisson et autres semblables.

⁴⁹⁰ Des lettres testimoniales du tout furent dressées sur le lieu même, le 15 janvier 1590.

ment du pays, et que notre ville remit (environ l'an 1618), à titre d'abergement, les terres « vacquantes et en frische » qui dépendaient de la maladrerie de St-Denis, à un habitant du village voisin de Chavannes-sur-le-Veyron.

Au mois de mai 1590, Cossonay envoya des députés à une assemblée de plusieurs notables personnages des bonnes villes, qui eut lieu à Lausanne.

Nos franchises voulaient que les meubles levés de gage à l'instance du seigneur, pour le recouvrement de ses censes ou revenus, ne fussent vendus qu'après sept jours. Cette disposition n'ayant pas été observée par le châtelain, les nobles, bourgeois et habitants de la ville et de la baronnie s'en plaignirent au baillif de Morges (Pierre Risauld), qui ordonna (1590, 20 juin) au châtelain de se conformer aux franchises, sans se permettre aucune innovation.

LL. EE. de Berne ayant nommé noble Claude-Hyppolite de Bons à la charge de châtelain de Cossonay, en remplacement de noble Jean-François de Gruyère, seigneur de Sévery, le baillif de Morges vint (même année, septembre) l'installer dans cet office. Cette nomination ne fut pas vue de bon œil à Cossonay, parce que de Bons était du Chablais. Le conseil décida même (13 septembre) que, dans l'intérêt de la conservation des franchises de la ville, on s'opposerait à la mise en possession du nouveau châtelain et qu'on ne lui permettrait point d'assister au conseil, parce qu'il n'appartenait pas au pays. Néanmoins de Bons y prêtait présence dans le mois suivant⁴⁹¹, et après une année⁴⁹² on lui accorda la première voix dans ce corps⁴⁹³.

⁴⁹¹ Aux séances des 6 et 19 octobre.

⁴⁹² Le 15 octobre 1591.

⁴⁹³ Et cela pour plusieurs raisons et parce que de Bons avait promis de ne point « déclarer » ce qui se ferait en conseil.

Notre ville se proposant de présenter une requête à LL. EE. pour que le sceau (de la châtellenie) fût laissé entre les mains du châtelain, attendu les dépenses qu'entraînerait l'obligation d'aller à Morges pour sceller, convoqua, en 1592, les gouverneurs des villages pour leur demander s'ils se joindraient à elle dans cette circonstance⁴⁹⁴.

L'obligation de résider dans la ville était imposée aux membres du conseil étroit. Le conseil général les en exemptait par fois pour un temps limité⁴⁹⁵. — ⁴⁹⁶.

LL. EE. ayant inféodé (1594, 20 mai) la moyenne et la basse juridiction de Vufflens-la-ville à noble Benjamin Rosset, bourguemaitre de Lausanne, notre ville, pour la préservation de ses droits dans ce village, y envoya, le jour

⁴⁹⁴ L'ordonnance du conseil est du 29 mai. — On voit par les indemnités du château de Cossonay, en l'année 1637 (Grosse du commissaire Pierre Guex), que les baillifs de Morges percevaient jadis les émoluments des sceaux de la châtellenie, mais que le châtelain les retirait de nouveau (alors). Ainsi le sceau de la châtellenie, que les commissaires bernois nous avaient laissé en 1536, avait été attribué plus tard au baillif de Morges, puis rendu (sans doute à la requête de la baronnie) au châtelain de Cossonay. Ce sceau portait l'empreinte d'une aigle éployée, armoiries de nos anciens sires. Mais, depuis la conquête bernoise, nos châtelains lui ont substitué leurs propres sceaux.

⁴⁹⁵ Il permit, en 1592 (septembre), au seigneur Daniel de Gruyère, qui habitait Senarclens, de demeurer conseiller pendant encore une année, ajoutant qu'il serait ensuite remplacé, s'il ne revenait pas habiter la ville.

⁴⁹⁶ Le pain pour la célébration de la Ste-Cène, à Noël de l'année 1595, fut acheté à Lausanne (il coûta 21 sols). Faut-il en conclure que les boulangers de notre ville ne faisaient pas alors de pain blanc?

où ce magistrat fut mis en possession de ce « seigneurie », deux députés avec mission de protester contre cette mise en possession. Ces droits concernaient la fortification de la ville, « la vesture » des tambours et fifres, la « puissance » de l'officier de ville, l'ohmgeld et le recouvrement des censes dûes à la ville, à l'hôpital, à la confrérie, à la cure et à la clergie. Plus tard (9 décembre) le conseil résolut de retirer cette protestation, et de parler plutôt amiablement au nouveau seigneur de Vufflens, pour qu'il laissât la ville au bénéfice de ses droits⁴⁹⁷. Déjà, dix années auparavant (1584, 12 novembre), notre bourgeoisie, pour des motifs pareils, avait envoyé protester à Bettens lorsque le banneret Charrière avait été mis en possession de la seigneurie de cet endroit. Mais on ne voit pas qu'elle ait agi de même lorsqu'en 1597 (24 mai) LL. EE., démembrant de la châtellenie la juridiction de Senarclens, l'inféodèrent à noble François Charrière. Sans doute qu'elle avait reçu de celui-ci l'assurance d'être laissée dans la libre jouissance de ses droits⁴⁹⁸.

⁴⁹⁷ Et de recourir à Berne dans le cas où cette démarche n'aurait pas de succès.

⁴⁹⁸ LL. EE. avaient remis, en 1587 (17 mars), à noble Robert DuGard, dit de Fresneville, possesseur de la commanderie de la Chaux, la juridiction sur les hommes et biens qui en dépendaient. Mais, lorsqu'il avait voulu l'exercer sur les hommes, chemins publics et pâquiers communs, le châtelain de Cossonay l'en avait empêché. DuGard recourut à Berne, qui déclara (1590, 6 novembre) que la juridiction concédée comprenait les chemins publics, les pâquiers communs et les hommes et sujets, et même, quant à ceux-ci, les faits de « monstre et révision » et de consistoire, avec la réserve que DuGard obéirait, pour ces faits, aux ordres du baillif de Morges. — Ces démembrements de la châtellenie la restreignaient, mais les hom-

La ville de Cossonay, au nom de l'hôpital St-Antoine, avait acquis, en 1561 (6 novembre), du comte René de Challant, seigneur de Valangin, la dixme du village d'Itens, des censes à Aclens et des vignes à Aubonne⁴⁹⁹. C'était une acquisition de quelque importance⁵⁰⁰. Ces censes donnèrent lieu à des contestations avec Bernard d'Alinges, baron de Coudrée et seigneur de Vuillerens, qui défendit (1593, février) à ses sujets d'Aclens et de Romanel de les payer à l'hôpital⁵⁰¹. Une prononciation d'arbitres termina la querelle

mes qu'ils soustrayaient à la juridiction du châtelain conservaient néanmoins leurs obligations envers notre ville.

⁴⁹⁹ Nobles Gilles de Brion et Blaise Junod furent, dans cette circonstance, les procureurs du comte de Challant. Les biens acquis avaient été donnés, en 1500, par Claude, comte d'Arberg, seigneur de Valangin, à Claude, bâtard de Guillaume d'Arberg, seigneur de Geney, sous condition de retour s'il décédait sans enfants. Melchior d'Arberg, fils du bâtard Claude, les avait vendus, en 1555, à Henri de Cojonay, seigneur de Montricher et St-Martin, et ils avaient passé à ses filles Rose et Françoise. Ils furent cédés, en 1556, au comte René de Challant, lors de la discussion des biens de noble Amey Ravier, seigneur de Montricher. Aymon Humbert, de la Chaux, tenait en amodiation, pour six années, de noble Melchior d'Arberg, seigneur des Pontyns, sa dixme d'Itens et ses autres biens de la patrie de Vaud, pour le prix annuel de 66 florins, petits. Il obtint, en 1555 (avril), de noble Nicolas Marchand, châtelain de Cossonay, un passement contre d'Arberg, auquel il demandait de maintenir la dixme d'Itens, que plusieurs « s'ingéraient » de lever, et qui, par suite de leur différend, avait « été réduite en mains ducales. » — Les commissaires Crinsoz et Prenleloup firent, en 1589 (et l'année suivante), la rénovation de la censièrre de l'hôpital St-Antoine à Aclens et Romanel, acquise du seigneur de Valangin.

⁵⁰⁰ On remboursa, en 1593, à M. de Mex, 744 florins en déduction de plus grande somme empruntée pour payer cette acquisition.

⁵⁰¹ Le conseil envoya (1593, mai) le secrétaire Prenleloup dans le

(1595, 10 février), et décida que l'hôpital aurait la propriété d'un muid de froment (mesure de Cossonay) et de deux chapons, de cense foncière, mais que le fief et la juridiction sur les assignaux de cette cense appartiendraient au seigneur de Vuillerens ⁵⁰².

Une élection, par le conseil, des « soldards » de la ville et de la baronnie eut lieu le 15 décembre 1595. Trois jours après, il y eut une « fausse larme » (alarme) à Cossonay ; on fit des « esquadres » (escouades) et l'on veilla. Quel ennemi redoutait-on ⁵⁰³ ?

Un homme mourut de la peste dans notre ville, en janvier 1597 ; cependant il n'y eut pas d'épidémie, quoiqu'on la redoutât et que la maladie régnât dans les environs ⁵⁰⁴.

On décida (même année, novembre) qu'on demanderait aux paroissiens s'ils voulaient réparer la chapelle Notre-Dame, que sinon on en couvrirait les murs, en attendant mieux. Elle fut rebâtie l'année suivante ⁵⁰⁵, et LL. EE. donnèrent 100 florins pour les réparations qu'on fit alors à

Val de Travers, à Valangin et à Neuchâtel, à la recherche du traité fait entre le seigneur de Valangin et le bâtard Claude (voir ci-dessus).

⁵⁰² La prononciation condamna l'hôpital à payer 60 florins au seigneur de Vuillerens, mais celui-ci l'en tint quitte.

⁵⁰³ Peut-être le duc de Savoie. Des troupes françaises avaient pénétré, en 1595, dans la Franche-Comté.

⁵⁰⁴ Au mois d'août de la même année, le conseil ordonna que, pour obvier aux dangers de feu, peste et autres, on ferait le guet la veille et le jour de la foire, et qu'on garderait les portes de la ville pour ne pas laisser entrer ceux qui « seraient de lieux infects. »

⁵⁰⁵ On répara aussi « l'onglettaz » de la chapelle (attenante à l'église), vers la maison de MM. de Lusseri. Cette maison, jadis celle des nobles de Gléresse, se trouvait à bise de l'église.

l'église. Sans doute que cette chapelle est celle des sires de Cossonay, qui se trouvait dans l'église, et non la chapelle de l'hôpital de Ste-Marie⁵⁰⁶.

Les seigneurs de Mex et de Senarclens, frères, amodièrent, en 1598, pour une année, l'ohmgeld de la ville et de la baronnie⁵⁰⁷, au prix de 1010 florins, de principal, outre 70 florins pour les vins; les cas de guerre et de peste furent seuls réservés. — Des divers revenus de notre communauté, aucun n'était soumis à plus de fluctuations que celui de l'ohmgeld⁵⁰⁸, suite naturelle des grandes variations du prix du vin⁵⁰⁹. En tout cas, ce revenu ne paraît pas avoir diminué, bien au contraire, depuis l'époque où nous pouvons l'apprécier, si même nous tenons compte de la dépréciation suc-

⁵⁰⁶ M. de Senarclens échange (1598, 13 avril) à notre communauté un champ de trois poses, estimé valoir 120 florins, où il y avait une sablière, contre six coupes de froment de cense annuelle, et quelques deniers dûs à la confrérie et à la clergie, à Senarclens.

⁵⁰⁷ Baronnie veut dire ici l'ancienne châteltenie, le ressort proprement dit n'étant pas soumis au paiement de l'ohmgeld. Les villages démembrés de la châteltenie, postérieurement à l'octroi de nos franchises, continuèrent de faire partie de la baronnie et de payer l'ohmgeld. Il n'y eut d'exception que pour Gollion, incorporé à la seigneurie de l'Isle.

⁵⁰⁸ L'ohmgeld rapporta 620 florins, en 1580, et 540 l'année suivante. Nous avons indiqué son rapport en 1588. Selon les indominures de la ville, de l'année 1592, il produisait annuellement, « en ses temps chiers, » de quinze à dix-huit cents florins.

⁵⁰⁹ Elles étaient le résultat naturel d'une culture moins soignée des vignes, et partant d'un produit moins régulier et abondant. Des provisions de vin n'existaient pas dans le pays; aussi, quand la récolte était chétive, le prix s'élevait-il hors de toute proportion. La même réflexion peut, jusqu'à un certain point, s'appliquer au prix des grains.

cessive de l'argent. A quelle raison faut-il attribuer, d'un autre côté, la réduction notable de celui de la guette, descendu, sur la fin du XVI^{me} siècle, à près de la moitié de ce qu'il était deux siècles plutôt ⁵⁴⁰? Proviendrait-elle de la diminution de la population ⁵⁴¹? Nous le pensons ainsi.

Lorsqu'on parcourt les comptes de notre communauté, on y remarque (principalement dans la seconde moitié du XVI^{me} siècle) de nombreux articles de dépense pour des « bien-venues, bien-allées, » cadeaux et réjouissances. On présentait le vin d'honneur aux bourgeois dans les occasions marquantes, telles que « grentes » (fiancailles), mariages, baptêmes ⁵⁴². Les plus apparents, surtout lorsqu'ils appartenaient aux autorités de la ville, recevaient alors des cadeaux ⁵⁴³. S'ils épousaient des femmes étrangères à la ville, on faisait à celles-ci une réception qu'on appelait « bien-venue ⁵⁴⁴; » on y employait l'artillerie de la ville (les cour-

⁵⁴⁰ Selon les indominures citées plus haut, la guette rapportait annuellement sept ou huit muids ; il est vrai qu'alors l'amodiateur de ce revenu avait l'obligation d'entretenir les fontaines de la ville. Rappelons-nous que le froment des veilles rendait dix-huit muids sur la fin du XIV^{me} siècle, et quinze en 1423.

⁵⁴¹ Elle peut avoir pour cause, jusqu'à un certain point, l'emploi de moins de rigueur dans la perception de la guette et la remise qu'on en faisait peut-être aux pauvres ménages. Nous verrons plus tard notre communauté aliéner son droit de guette dans quelques-unes des localités de la seigneurie.

⁵⁴² C'est ce qu'on appelait présenter les semailles (ou plus correctement les cymaisses). On distinguait les grandes, contenant cinq pots, et les petites seulement trois.

⁵⁴³ Un mouton (parfois deux) ou un dindon, quelquefois des chapons, du gibier, ou des oranges.

⁵⁴⁴ Les filles ou veuves qui quittaient la ville en se mariant étaient

tauds et crochets), l'on rassembloit les « compagnons » (soldats) et, dans les grandes occasions, ceux de toute la baronnie. Lorsque, en 1560 (mai), le châtelain de Cossonay se maria, on fit une bien-venue remarquable à « Madame la chastellayne. » On appela les « taboriniers » de Moudon, ceux de Lutry, et le fifre de cette ville. Deux délégués du conseil furent prier le baron de la Sarraz d'assister à la fête, où le baillif de Morges et « plusieurs bons seigneurs » se rendirent de leur côté. On présenta le vin d'honneur à l'époux, au baillif, aux étrangers marquants et l'on donna à boire à la « compagnie » de la Sarraz et à tous ceux des villages de la baronnie⁵⁴⁵. On livra de la poudre « aux compagnons haquebusiers » et l'on tira dix-huit fusées. Les « enfants » de la ville reçurent une enseigne neuve, des « bastons, » des piques et des « alebards collorés, » des chapeaux, une masse-d'armes pour leur capitaine et « une mordache » pour leur lieutenant de banneret. M. de Denies « et certain aultre de Mouldon » visitèrent le « lieu pour faire la rencontre de M^{me} la chastellayne ; » enfin on présenta à celle-ci, le lendemain de ses noces, trois pots et « une picholette » d'hypocras⁵⁴⁶. L'année suivante on fit également une bien-venue à Madame d'Aigremont⁵⁴⁷. Les

l'objet d'une « bien-allée. » — Les épouses recevaient volontiers une boîte de dragée.

⁵⁴⁵ Et dans le nombre à ceux de Daillens, qui n'en faisaient pas partie. — On employa cent-vingt-neuf pots de vin ; celui-ci ne coulait pas à grands flots, comme aujourd'hui.

⁵⁴⁶ On l'acheta chez l'apothicaire de Morges.

⁵⁴⁷ Les frais s'en élevèrent à 84 florins et 7 sols. Madame d'Aigremont était la femme de noble François de Gruyère, conseiller à Cossonay.

noces de noble Georges Charrière (depuis banneret), en octobre 1582, furent brillantes. Le conseil chargea le châtelain de conduire la « compagnie » à la bien-venue de l'épouse, ordonna à ceux qui avaient des « offices des harquebusiers » de se tenir prêts et « rendre leur devoir, » et nomma deux capitaines du « chasteau » qu'on construirait⁵⁴⁸. Celui-ci fut élevé sur le pâquier de Pépinet, dans la proximité de la route de la Sarraz⁵⁴⁹. Le banneret reçut l'injonction de réu-

⁵⁴⁸ « Leur donnant toutes charges, comme ils verront pour le mieux. »

⁵⁴⁹ L'épouse venait du château de cette ville. — Les frais de construction « du chastel de Pepenet » et autres concernant la bien-venue de l'épouse de noble Georges Charrière s'élevèrent à près de 200 florins, indépendamment du vin distribué aux soldats et de deux muids et un quarteron de froment employés pour du pain. Ce château, qui avait deux capitaines, était sans doute quelque édifice en planches, une espèce d'échaffaud, où se plaçaient ceux qui attendaient l'épouse pour la saluer. Était-il l'objet d'un assaut simulé ? Il est déjà fait mention d'une *tour* lors de la bien-venue de Madame d'Aigremont (en 1561), témoin le passage suivant des comptes de la communauté : « Item, pour la poudre de canon, dragée, moutons, semaisse et présens et laus pour mettre dans la *tour*, 27 florins, 11 sols, 6 deniers.

A l'appui de ce qui précède, on peut citer, comme détail de mœurs, qu'il existe encore, dans certaines localités du Jorat, une coutume empreinte du caractère des temps chevaleresques. — A l'occasion de quelque fête, comme abbaye militaire, vogue, etc., on construit une sorte de château fort en bois, *château d'amour*, qui doit être attaqué par une troupe et défendu par une garnison. — Quelquefois ce sont les filles du village qui forment la garnison et se défendent avec des pommes, des poignées de haricots, etc., contre leurs ennemis naturels.... D'autres fois, c'est le mousquet ou le fusil de munition qui, passés dans les tuyaux de fontaines placés

nir les « compagnons et souldats » de la ville et de la baronnie⁵²⁰. On fit venir les « taborinier et fifre » de Morges, on commanda des fusées et l'on acheta deux boîtes de dragées pour les époux⁵²¹. — Mr. de Sivirier (noble Jean-François de Gruyère, châtelain de Cossonay) reçut, en 1587, quatre écus, en cadeau, pour supporter « les effrais de ses nopces » et sa femme fut l'objet d'une bien-venue. Enfin, le conseil ordonna, en 1599, « d'accommoder Mons^r. de Mex de la maison de la ville pour faire les nopses de Mons^r. de Senarclens » (son frère), de commander les arquebusiers des villages pour la bien-venue de l'épouse et d'offrir à Mr. de Senarclens deux moutons. Plus tard, nous retrouverons des bien-venues, mais plus modestes. — En dépit de l'austérité introduite par la réforme, le goût du plai-

dans les murailles du château, représentent le canon des assiégés ; les assaillants combinent le siège selon les meilleures traditions de stratégie que peut posséder le capitaine de l'abbaye ou le commis d'exercice local. — Pour le *beau voir*, l'assaut militaire se fait de nuit ; pour les mœurs, l'assaut soutenu par les filles a lieu *de jour*. Mais, dans le premier cas (l'assaut de nuit), le beau sexe joue son rôle en encourageant les assaillants et en provoquant les assiégés à montrer leur courage... Si cet usage n'existe plus guère aujourd'hui, il était certainement encore en vigueur il y a une vingtaine d'années. — C'est probablement quelque déduit pareil que les bonnes gens de Cossonay voulurent donner à la jeunesse, à l'occasion de bien-venues....

(Note de M. Félix Chavannes.)

⁵²⁰ Chacun d'eux reçut un pot du vin de la ville et l'on employa dix coupes de froment pour leur faire du pain.

⁵²¹ Et une troisième boîte pour la ville. Elles coûtèrent 25 florins, à Lausanne. — Le conseil paya les frais de l'abbaye « des malgouvers *, » à la noce, ainsi que le « gousté » des soldats de Daillens et Bettens venus à la bien-venue.

* On trouve à Neuchâtel, en 1451, l'abbé de la folie joyeuse, et celui des *maux-gouvers* (*Description de la mairie de Neuchâtel*, p. 581).

plaisir était dominant, et l'occasion de s'en procurer saisie avec empressement ⁵²². Le tir du papegay ou de l'oiseau était une de ces occasions, en même temps qu'une dépense notable pour la ville. Il avait lieu ordinairement, chaque année, au mois de mai ⁵²³; les arquebusiers recevaient du vin, les conseillers dinaient ensemble et l'on conviait au repas les notables de la ville et des environs ⁵²⁴. Les mises annuelles de certains revenus de la ville et de l'hôpital (l'ohmgeld, la guette, les dixmes, corvées, etc.) présentaient l'occasion de boire et de manger aux frais de la communauté. Si le conseil s'assemblait à l'extraordinaire, pour quelque affaire

⁵²² Les comptes de notre communauté en fournissent de nombreuses preuves. Ainsi, par exemple, on y trouve (sous la date du 30 décembre 1595) un article de 10 sols pour le souper du « lacquex » (laquais) de M. de Mex et d'un autre individu, qui allèrent, « par ordre, avec le taborin, » à la rencontre de M. de Mex et de la compagnie revenant de la noce de la fille du lieutenant Petro. Nous éprouvons quelque embarras en citant une dépense de 15 florins, faite le jour de Pâques de l'année 1586, par une partie des seigneurs du conseil, chez l'hôte de Senarclens, où ils jouèrent « à la guille » (aux quilles).

⁵²³ On l'appelait la fête de mai, ou de la ville.

⁵²⁴ L'esprit et la tendance de l'époque sont bien caractérisés dans le passage suivant des comptes de la communauté (sous la date du 7 mai 1575), relatif au repas du tir du papegay : « A esté ordonné » de faire ung festin tant à Messieurs du conseil que des plus appa- » rents anciens bourgeois de la ville et seigneurs arquebusiers, en la » maison de ville, de dimanche qui vient en huit jours, et pour ce » faire l'on prendra le vin que l'on a heu des vignes d'Aulbonne et du » bled de la ville, la charge donnée aux gouverneurs et au dit Petro » et banderet, et se fera ung rolle des convoyés, *affin de se jouyr* » ensemble à la crainte de Dieu. » — Ce repas, en 1597, coûta 240 florins et 9 sols. Cent et dix convives y prirent part.

pressante, chez le châtelain, le banneret, ou parfois dans une auberge, il y dinait aux dépens de la ville. On présentait le vin d'honneur aux gentilshommes de la contrée ou autres personnes marquantes qui venaient dans notre ville, et le conseil déléguait quelques-uns de ses membres pour leur tenir compagnie (fréquemment dans les auberges). Enfin les relations de bon voisinage nous portaient, dans l'occasion, à témoigner des attentions à nos voisins, surtout au baron de la Sarraz⁵²⁵. — Ces mœurs sont bien éloignées des nôtres et l'emploi d'une partie des revenus de la communauté en réjouissances et cadeaux donnerait lieu, de nos jours, à un blâme mérité. Faisons toutefois observer qu'en marquant des attentions à ses bourgeois, la ville honorait tout le corps de la bourgeoisie, parce qu'on estimait qu'appartenir à celui d'une ville dotée de franchises devait être tenu à honneur, et que, si beaucoup de considération entourait ceux qui remplissaient des places, elle était une juste compensation du temps et des soins qu'ils consacraient aux affaires publiques dans des fonctions peu rétri-

⁵²⁵ Lorsque Joseph de Gingins, baron de la Sarraz, se maria (en 1579), on lui donna trois moutons, et les arquebusiers de la ville et de la baronnie (sous la conduite de noble Pierre Charrière et du banneret Prenleloup) allèrent à la bien-venue de la « baronnesse de la Sarraz. » Le même baron reçut encore des cadeaux lorsqu'il maria ses filles, et fit « lever » (1591, septembre) une partie de son château de la Sarraz. Nos comptes mentionnent plusieurs fois des semaises ou cadeaux, offerts à des notables faisant lever leurs maisons. Le banneret reçut (1596, juin) un mouton lorsqu'on leva la sienne de Mex ; on lui avait déjà présenté (1586, 15 juin) les semaises lorsqu'il avait relevé la tour de Senarclens. — Dans nos usages, l'expression *lever* une maison signifie en placer la ramure, et plus spécialement achever ce posage.

buées et quelquefois gratuites ⁵²⁶. — ⁵²⁷. Continuons notre narration.

Notre ville avait emprunté (1598, 6 août), au huit pour cent, 500 florins de M. de Sivirier, destinés à payer les soldats, « employés pour la ville à la deffense de la patrie ⁵²⁸. » Le gouverneur les porta au baillif de Morges, « pour le giette de la guerre, » mais il les rapporta (il n'est pas dit pour quelle raison), et l'on remboursa M. de Sivirier ⁵²⁹. — ⁵³⁰.

⁵²⁶ On ne voit point que le conseil général prit en mauvaise part cet emploi des deniers de la ville, conforme à l'esprit du temps.

⁵²⁷ D'assez fréquents cadeaux au baillif de Morges et à « Mad. la baillive » figurent dans nos comptes.

⁵²⁸ On faisait sans doute, dans le pays de Vaud, des armements contre le duc de Savoie, objet d'une défiance continuelle pour Berne. On n'était alors ni en paix, ni en guerre, avec ce prince.

⁵²⁹ L'année suivante (15 novembre) notre ville contracta une nouvelle dette de 1000 florins, envers le seigneur de Prahin, donzel de Pontarlier. Le seigneur Hantz Thomasset la cautionna.

⁵³⁰ La veuve de noble Pierre Charrière étant décédée dans la maison forte de Senarclens, ses enfants demandèrent (1599, 27 janvier) au conseil la permission de l'inhumer « en la tombe du temple, » offrant de réaliser l'offre, faite à diverses reprises par la défunte, de donner 200 florins à l'hôpital, moyennant qu'elle y fût déposée auprès de son défunt mari. Adhérant à cette demande, le conseil décida que le corps serait porté par quatre seigneurs conseillers. Les nobles Charrière avaient, dans l'église de Cossonay, une tombe, déjà mentionnée en 1546 et rappelée par les registres du conseil en 1722. La permission de cette autorité était-elle nécessaire pour inhumer dans une tombe de famille ?

SUITE DE LA DOMINATION BERNOISE.

DIX-SEPTIÈME ET DIX-HUITIÈME SIÈCLES.

Le conseil fit fermer (1600, février) les tavernes de la ville, à l'exception de trois. Une ordonnance de Berne provoqua cette mesure. — ⁵⁵¹. Le conseil étroit se composait alors de dix membres, y compris le châtelain, qui le présidait au nom de LL. EE.

Le baillif (de Morges) et le ministre de Cossonay assistèrent, en 1601 (janvier), à la reddition, faite en conseil, des comptes de l'hospitalier (recteur de l'hôpital), ce qui n'avait pas eu lieu jusqu'alors ⁵⁵². Il en fut ainsi pendant plusieurs années ⁵⁵³.

Les suffrages unanimes du conseil général appelèrent (1602, septembre) Mr. de Senarclens aux places de grand gouverneur, hospitalier et receveur des biens du clergé et de la confrérie, tout à la fois. Ce cumul était un cas rare ⁵⁵⁴.

⁵⁵¹ Le conseil enjoignit (29 septembre) à tous les soldats de la ville et de la baronnie, de suivre l'enseigne de la ville à la bien-venue d'un nouveau baillif de Morges (Rodolphe d'Erlach).

⁵⁵² Le baillif, venu exprès, reçut 4 écus (chacun valant 8 florins et 6 sols) pour ses peines. Sa dépense (et celle de sa compagnie et des seigneurs du conseil) à l'auberge s'éleva à 58 florins et 5 sols.

⁵⁵³ En 1630, le lieutenant baillival assistait à la reddition de ces comptes; et le ministre de Cossonay en 1689.

⁵⁵⁴ Le conseil général, convoqué dans la maison de ville, au son

La mort de noble Claude de Lutry (mayor de la ville de ce nom), dernier mâle de sa famille, avait été suivie de la discussion de ses biens⁵³⁵. Le conseil avait résolu (même année, janvier) de profiter de cette circonstance pour acquérir la moitié de la grande dixme de Senarcens, dont la ville possédait déjà l'autre; toutefois l'acquisition projetée n'eut pas lieu⁵³⁶.

Le conseil envoya (même année, 21 décembre) un ducaton à chacun des cinq soldats de notre ville qui se trouvaient en garnison à Genève, à la suite de l'événement connu sous le nom de l'*Escalade*. D'autres « soldards » de la baronnie y étaient également. Le baillif de Morges ayant ordonné de lever (dans la baronnie) un « giette pour la guerre, » de deux florins par focage, « le riche supportant le pauvre, » le conseil prit (1603, 31 janvier) la résolution suivante : « A esté advisé et ordonné que voyant nos ennemis à nos portes, prests à nous égorger si Dieu ny met la main pour nous secourir, l'exaction se doibge faire du dit giette au plus tôt que se pourra. » Combien était grande l'alarme

de la cloche, faisait encore¹, comme jadis, l'élection des gouverneurs « et autres serviteurs de la ville. » La nomination des conseillers émanait de lui.

⁵³⁵ Que firent ses héritières. La majeure partie des biens considérables de noble Claude de Lutry à Cossonay et dans les environs provenait de l'héritage du donzel Guillaume de Bionnens, et plus anciennement des nobles de Mont et de Daillens. Son receveur habitait sa maison (maintenant celle de la famille Delessert).

⁵³⁶ Nous verrons cette moitié de dixme être la propriété, en 1618, du baron de Vaumarcus et du seigneur de Senarcens. Les autres biens du mayor de Lutry passèrent (en 1602) à Humbert de Diesbach, seigneur de St-Christophe. Noble Abraham Crinsoz, co-seigneur de Cottens, les acquit en 1622.

dans le pays de Vaud ! Des soldats de Cossonay étaient à cette époque en garnison à Morges, et chacun d'eux recevait de notre ville 18 sols de solde par jour : c'était beaucoup vu le prix de l'argent.

LL. EE. ayant défendu à leurs sujets du pays de Vaud l'usage du sel de Bourgogne et ordonné celui du sel marin⁵³⁷, cette mesure rencontra une vive opposition, le pays y voyant une infraction à ses franchises. Les bonnes villes en sollicitèrent la révocation, par leurs députés. La nôtre envoya à Berne Mr. de Senarclens et le secrétaire du conseil⁵³⁸. A leur retour, on convoqua les communautés de la baronnie, pour leur faire part de la réponse de LL. EE. aux députés des villes⁵³⁹, ceux-ci ayant reçu l'injonction de faire connaître à Berne, dans huit jours, la volonté de leurs consti-

⁵³⁷ Berne avait traité avec le roi de France pour une certaine quantité de sel marin, afin d'être remboursée d'une partie des frais de la dernière guerre contre le duc de Savoie. On espérait qu'il se débiterait dans le pays de Vaud (Grenus).

⁵³⁸ Unanimement élus (1603, 6 août) par les délégués des villages, de concert avec le conseil et les gouverneurs de la ville. On leur donna « toute charge et puissance de comparoir aux noms de la ville et des communautés présentes par devant l'excellence de nos souverains seigneurs et princes, pour avecq les aultres délégués du pays présenter requeste telle que entre eulx estans congrégés ensemble sera advisé pour la préservation des libertés et franchises du pays et révocation de la deffense de l'usage du sel blanc, » etc.

⁵³⁹ Elle portait que LL. EE. ne pouvaient condescendre à la révocation demandée qu'à des conditions apportant des modifications à leur traité avec les sieurs de Diesbach, leur conseiller, et de Montricher, leur vassal, qui avaient l'entreprise de ce sel marin (Grenus). Le seigneur de Montricher (Vuillermin) s'était hâté de faire conduire dans le pays du sel marin qui n'était pas recevable (Ibidem).

tuants relativement à cette réponse. Le secrétaire retourna à Berne avec les autres députés, pour demander que le conseil des deux-cents s'assemblât⁵⁴⁰. La noblesse se joignit bientôt aux villes, et une conférence commune eut lieu à Lausanne, le 1^{er} octobre 1603⁵⁴¹. Des députés des deux ordres comparurent de nouveau à Berne. Enfin LL. EE. accordèrent la révocation demandée avec tant d'instance, moyennant que le pays se chargeât, pour une année, de trente muids de sel marin de France, à raison de cent quarante-quatre quintaux le muid, à prendre à Genève, au prix de neuf quarts de Savoie la livre⁵⁴². Notre ville y envoya (1604, 27 janvier) un délégué pour recevoir, contre paiement, la quantité de ce sel qui lui compétait (ainsi qu'à la baronnie), c'est-à-dire cent-vingt-huit quintaux et cinquante-sept livres qui, avec divers frais, revinrent à 3584 florins, 8 sols et 3 deniers. On le répartit à raison des focages⁵⁴³.

⁵⁴⁰ On enjoignit au secrétaire de se conduire d'après l'avis des autres députés et notamment de celui de Morges.

⁵⁴¹ Grenus. — Selon les comptes de notre communauté, ce fut le 30 septembre que la noblesse et les députés des villes tinrent une conférence à ce sujet à Lausanne, dans la maison de ville.

⁵⁴² Ce sel devait encore se payer avant la fin de l'année. Les députés du pays, assemblés à Lausanne, acceptèrent ces conditions (excepté ceux de Moudon et d'Avenches). Ils retournèrent à Berne, rendre réponse à LL. EE. et demander des lettres de non-préjudice pour ce fait. On les leur accorda le 16 novembre (Grenus).

⁵⁴³ Entre Cossonay, les Chavannes, Alens (Croze et Vallesard), Senarclens, la Chaux, Itens (et Prévondavaulx), Disy, Lusseri, Penthallaz, Bournens, Sullens, Boussens et Penthaz. La baronnie s'était restreinte. — La ville contracta un emprunt de 3400 florins auprès de Néhémie Perreaud, citoyen de Lausanne, pour y subvenir. Le

Le châtelain noble Claude-Hyppolite de Bons donna lieu à un acte assez arbitraire de LL. EE. à l'égard de notre ville. Il demanda, à l'assemblée du conseil général du 25 septembre 1603, d'être admis à la bourgeoisie. Mais, soit qu'on eût peu de bon vouloir pour lui, soit, ainsi qu'on le prétexta, que l'absence du banneret et de plusieurs conseillers (qui n'étaient pas encore de retour de leurs vendanges) s'opposât à ce qu'on prit une décision, on le renvoya à un autre temps. Le châtelain, blessé de ce retard, dit qu'il se ferait recevoir bourgeois de Cossonay à Berné, où il ne paierait point de finance⁵⁴⁵. Il tint parole et obtint de LL. EE. des lettres souveraines qui lui accordaient la bourgeoisie⁵⁴⁵. Si l'on ne réclama pas contre cette illégalité, on ne reconnut point, d'un autre côté, ce bourgeois imposé⁵⁴⁶.

doublon valait alors 17 florins, et l'écu sol 8 florins et 6 sols. Celui-ci valait, en 1614, 9 florins.

⁵⁴⁴ « Proteste de aller passer bourgeois de ce lieu à Berne, là où c'est qu'il entend et scait assuré estre receu sans payer aucune imposition » (Registres du conseil). On lui répondit : « Dieu le conduise » (Ibidem).

⁵⁴⁵ Elles sont du 5 octobre 1603, et font mention de « certaine inimitié conçue entre lui et ceux de Cossonay » (Tit. de la famille de Bons).

⁵⁴⁶ De Bons, dans certaines procédures, s'intitula bourgeois de Cossonay, quoiqu'il n'eût point prêté le serment requis. Il demanda, en 1611 (juillet), que sa bourgeoisie fût reconnue, et produisit les lettres obtenues de Berne (il n'était plus alors châtelain); mais on décida, l'année suivante, qu'on n'y aurait point égard. Il s'en plaignit plus tard (1615, août), quoique sans succès. Son petit-fils, également nommé Claude-Hyppolite, acquit seulement la bourgeoisie en 1663, au prix élevé de 600 florins, outre 27 florins et 6 sols au lieu du banquet aux conseillers, deux seaux en cuir, et un pot de vin à chaque bourgeois. La résistance passive de notre ville avait donc eu

Le conseil ordonna (1604, avril) à honorable Jaques Frossard, bourgeois de Moudon, d'acquitter la gerbe de la messeillerie, à raison de ses biens à Cossonay, ce qui nous apprend quelle était la redevance (annuelle) due pour cet office ³⁴⁷. On invita, l'année suivante, le même Frossard, ainsi que le seigneur d'Echichens, qui tenaient du bétail sur leurs propriétés, à se passer bourgeois de la ville, ou à « contribuer » (payer la soufferte) comme les autres étrangers.

Une ordonnance baillivale (de Morges, du 19 juillet, même année) constitua noble Robert DuGard, seigneur de la Chaux, juge des causes féodales qui dépendaient de la ville, de l'hôpital, du clergé et de la confrérie. C'est l'établissement d'une cour des fiefs. — Ce seigneur de la Chaux devint, la même année, membre du conseil étroit de notre ville. Il avait une maison à Cossonay.

Le conseil général admit (1605, septembre) noble Pierre d'Arnex, bourgeois d'Orbe, co-seigneur de Lusseri et Chavannes-sur-le-Veyron, à la bourgeoisie, moyennant 50 florins, deux bons « broquets » (seaux en cuir pour les incendies) et un dîner aux seigneurs du conseil. Il habitait Cossonay depuis longtemps.

Il a été déjà parlé des biens que les anciens sires de Vufflens-le-Château, puis leurs successeurs, avaient possédés à

du succès. Le conseil n'était pas porté de bonne volonté pour le châtelain de Bons. Ainsi, en 1610, on lui avait enjoint de venir régler, en conseil, le compte de l'ohmgeld et du forage du vin vendu par lui pendant qu'il avait été châtelain, le menaçant, en cas de refus, de le poursuivre par voie de justice. Il s'était retiré à Bournens.

³⁴⁷ Il est bien rarement question de la messeillerie dans les titres de notre communauté. Nous avons fait observer qu'elle paraissait avoir appartenu à la confrérie du St-Esprit.

Penthaz et à Bournens, et de la prétention de ces divers seigneurs que leurs hommes de ces deux villages ne fussent pas soumis aux obligations des sujets de la baronnie. François d'Alinges, seigneur de Coudrée, Vuillerens, Colombier et autres lieux, tout en remettant (1568, 16 novembre) à LL. EE., par échange, ses censes directes de Penthaz et de Bournens, s'était réservé la seigneurie soit la juridiction sur les censiers et leurs biens, ainsi que l'hommage qu'ils devaient⁵⁴⁸. Dans la discussion des biens d'Antoine d'Alinges, seigneur de Servette, son fils, cette juridiction avait été acquise, en 1589, par le seigneur de Mex⁵⁴⁹. Quoique banneret de notre ville, ainsi que nous l'avons vu, ce dernier renouvela les prétentions de ses prédécesseurs. Il était, en 1607, en difficulté avec elle au sujet des focages de Bournens qui dépendaient de sa juridiction, qu'il estimait n'être pas astreints au paiement de la guette. Informé du différend, le baillif de Morges se transporta (6 juillet) à

⁵⁴⁸ Tit. du baill. de Morges, coté n° 667. François d'Alinges remit en même temps à LL. EE. ses censes directes de Boussens (dans la baronnie de Cossonay), à cause de la seigneurie de Chasteau-vieux, se réservant également la juridiction et le droit d'hommage. LL. EE. avaient déjà la juridiction sur celles qu'il leur céda, dans la même circonstance, à Penthallaz.

⁵⁴⁹ En vertu de cette acquisition, les petits-fils du banneret Georges-François Charrière possédaient (en 1674) bamp, barre, clame, saisine, mère, pur et mixte empire et omnimode juridiction sur environ quinze « focagers » à Bournens, sur leurs biens au territoire de cet endroit, qui appartenaient à cette juridiction, et sur quelque terrain à Boussens (Dénombrement des fiefs nobles des bailliages de Morges et de Lausanne). A Penthaz, huit hommes (focagers) relevaient, en 1665, de la juridiction de Coudrée (Tit. du baill. de Morges, coté n° 750). Ces diverses droitures étaient possédées en franc-allev.

Bournens, où la ville envoya, de son côté, quatre délégués pour soutenir ses droits⁵³⁰. On n'indique pas le résultat de cette « journée, » vraisemblablement favorable à la ville ; mais il ne fut pas définitif.

On refit, au printemps de la même année, l'enseigne (la bannière) de la ville, fort détériorée. Dans l'occasion, toute la baronnie était astreinte à la suivre.—Au commencement de juin, le châtelain, le banneret, le lieutenant (du châtelain) et le secrétaire élurent les « soldards » destinés à tenir garnison au château de Morges.

On élut de nouveau, en 1610 (22 février), sur l'ordre du baillif, quarante soldats de la baronnie, pour être envoyés à Genève⁵³¹.

Ce baillif (David Tscharner) vint (même année, 23 août) installer Pierre Buttet, de Moudon, nommé châtelain en remplacement de Claude-Hyppolite de Bons. Le nouveau châtelain promit de maintenir les franchises de la ville ; et les conseillers, de leur côté, au nom de la ville et de la baronnie, firent la promesse de « rendre devoir d'obéissance au dit seigneur chastelain au nom de LL. EE. » Cette présentation eut lieu à la maison de ville, avec les cérémonies requises, en présence d'un grand nombre de témoins⁵³².

⁵³⁰ « Le sieur lieutenant Pétroz, Georges Paindavoine, le gouverneur et le secrétaire » (Registres du conseil, 5 juillet 1607). Le baillif paraît s'être rendu plus d'une fois à Bournens pour cette difficulté.

⁵³¹ On craignait à Genève quelque entreprise des troupes espagnoles, milanaises et savoisiennes (de Tillier).

⁵³² Entr'autres les seigneurs de Denezzy, de Bercher, de Mézières et de Delley, les bannerets Buttet et Bize, de Moudon, le secrétaire baillival et le receveur de Morges, etc. On remarque, au nombre des témoins, deux *officiers* de LL. EE. à Cossonay, et ceux de Sullens et

Des bruits, venus de France, d'une expédition prochaine du duc Charles-Emanuel de Savoie, portèrent Berne, vers la fin de janvier 1611, à accorder à la ville de Genève une garnison de six cents Vaudois. En février, LL. EE. envoyèrent des troupes dans le pays de Vaud, pour en occuper les passages et points importants⁵⁵³. Ce n'était pas sans raison, car le duc renouvelait ses prétentions sur cette portion, disait-il, de l'héritage de sa famille, et des troupes rassemblées dans la Franche-Comté⁵⁵⁴ devaient le seconder dans l'entreprise qu'il méditait. La contenance de la France fit échouer ces desseins, et Berne retira ses troupes au bout de quelques mois. Notre baronnie, dans cette circonstance, fournit des hommes et de l'argent; pour se procurer celui-ci, il y eut tout à la fois imposition et cotisation⁵⁵⁵.

Penthallaz. Ces officiers avaient remplacé les anciens messagers (*nuncii*).

⁵⁵³ La bannière (bas Gähnden) du colonel d'Erlach occupa Aigle, le colonel de Diesbach Yverdon, le capitaine Wyss Ste-Croix, les troupes de Nidau gardèrent Lignerolles, Ballaigue et les Clées, le capitaine Buri occupa St-Cergues, le capitaine Horn la vallée du lac de Joux, la bannière de Thun Aubonne, celle de Berthoud Morges, celle de l'Emmenthal Rolle, et le capitaine de Graffenried Coppet. Trois bannières furent réparties entre Nyon et Coppet (de Tillier).

⁵⁵⁴ Par MM. de Watteville (de la Franche-Comté), de Marcey et de Balançon (Ibidem).

⁵⁵⁵ Le châtelain Buttet rendit, l'année suivante (13 avril), au conseil, les comptes des giette et cotisation « pour le support de la guerre et troubles suscitez en l'année 1611 et le 20 janvier. » On lui avait livré 687 florins, 4 sols et 6 deniers, payés par deux cent-huitante et un focages. Cinq « musquetaires » et quatre arquebusiers, envoyés « en la compagnie » de noble Gaspard de Graffenried, avaient coûté 225 florins. La solde de quarante soldats, qui avaient été à Genève, sous la conduite du capitaine Boijolli, s'était élevée à 400

Notre ville fit un échange de quelque importance en remettant (même année, 26 août) à Bernard d'Alinges, baron de Coudrée, seigneur de Vuillerens et Colombier, le muid de froment et les deux chapons, de cense, que l'hôpital St-Antoine percevait à Aclens⁵⁵⁶, contre les terres de ce seigneur à Senarclens, procédées de la cure de Vuillerens⁵⁵⁷. Elle lui paya 700 florins de retour. Pour indemniser l'hôpital, on résolut, l'année suivante, de lui livrer, chaque année, un muid de froment, ou bien de lui céder celui que la ville percevait à Boussens.

A l'occasion de la mort d'un conseiller (François Delaydessoz), le conseil défendit (même année, septembre) de faire désormais aucune inhumation autour de l'église dans l'ancien cimetière⁵⁵⁸. Le conseiller qui venait de mourir devait être mis au cimetière (actuel) ou dans la chapelle Notre-Dame qui s'y trouvait. On ordonna, peu après, de réparer cette chapelle⁵⁵⁹.

florins (sur le pied de 25 florins par homme, par mois). Douze soldats envoyés pour garder le château de Morges, en soulagement de ceux qui s'y trouvaient, avaient reçu 85 florins et 8 sols une semaine, et 87 florins, 10 sols et 2 deniers une seconde. La totalité des frais s'élevait à 877 florins et 5 sols. Les registres du conseil contiennent de grandes lamentations sur cette lourde charge.

⁵⁵⁶ Acquis de René de Challant, seigneur de Valangin, et aussi les censes en deniers que la ville possédait au même village.

⁵⁵⁷ Il y en avait environ vingt poses et demie. — Voir la note 558.

⁵⁵⁸ L'ancien cimetière, autour de l'église, était déjà abandonné, sauf pour quelques notables et par permission du conseil. Celui-ci y avait fait inhumer, en 1589, Mr. Manassès Masuyer, ministre de la Parole de Dieu à Cossonay. Il renouvela, en 1659, la défense de s'en servir, lors même qu'il s'agirait de membres du conseil.

⁵⁵⁹ Il se pourrait aussi que cette réparation regardât la chapelle Notre-Dame de l'église.

Noble Abraham Crinsoz, co-seigneur de Cottens, fut admis (1611, novembre) à la bourgeoisie, pour 100 florins et deux seaux en cuir. Noble Samuel d'Aubonne, co-seigneur de Disy, l'avait également été peu auparavant. N'ayant pas payé le prix de cette réception, on convint avec lui, quelques années après (1615), qu'on l'en tiendrait quitte, moyennant qu'il remit, dans la huitaine, le laud, scellé et signé, de ce qui, dans l'acquisition des terres de la cure de Vuillerens à Senarclens, pouvait mouvoir de son fief⁵⁶⁰.

Le conseil décida (1611, 16 décembre) qu'il s'assemblerait le premier lundi de chaque mois. — ⁵⁶¹.

Des députés des quatre bonnes villes (Morges, Yverdon et Moudon) se réunirent à Cossonay, le 28 avril 1612, « pour résouldre des affaires du pays. » Le conseil ordonna qu'ils fussent « proprement » reçus et traités « honnestement, » selon qu'ils le méritaient. Il désigna MM. de Mex et de la Chaux, le châtelain et son lieutenant, pour leur tenir compagnie et assister à leurs repas, dont la ville ferait les frais. Cette assemblée peut avoir eu pour objet la correction du coutumier, demandée⁵⁶², cette même année, par les

⁵⁶⁰ La remise du laud n'eut pas lieu, sans doute parce que la part qui revenait à d'Aubonne au fief de Gléresse à Senarclens n'était pas suffisamment liquidée. D'Aubonne mourut quelques années après, léguant cent florins à l'hôpital St-Antoine.

⁵⁶¹ Le conseil ordonna (1612, 7 février) au gouverneur d'acheter une boîte de dragée pour présenter à Mr. de Mex faisant (le lundi suivant) les noces du « hyonker » Claude-Andrey, son fils.

⁵⁶² Dans le but de rendre les procès moins prolixes, en apportant plus d'uniformité dans les coutumes.—Il s'agissait aussi du maintien du privilège d'après lequel les baillifs, lors de leur installation dans une des quatre villes, juraient d'observer ses franchises et coutumes (Grenus).

quatre villes, et que LL. EE. accordèrent volontiers ⁵⁶³.

Le conseil de Morges invita (même année, 24 décembre) celui de Cossonay ⁵⁶⁴, d'envoyer des personnes capables à Morges, pour y prendre connaissance des articles que les bonnes villes se proposaient de présenter à LL. EE. pour la réformation du coutumier. On y députa le banneret et le secrétaire ⁵⁶⁵. LL. EE. firent imprimer à Berne, en 1616, le coutumier du pays de Vaud, conformément au projet présenté par les députés du pays, après toutefois l'avoir corrigé, augmenté et diminué, selon qu'Elles l'avaient jugé nécessaire ⁵⁶⁶.

Depuis l'année 1556 ⁵⁶⁷, le prieuré de Cossonay, substitué à l'ancien château, ruiné, était devenu la maison de LL. EE. dans notre ville. On l'avait rebâti ou du moins considérablement réparé en 1612.

Une difficulté entre Cossonay et Alens, d'une part, et les communiens de Gollion et Mussel ⁵⁶⁸, de l'autre, relative au

⁵⁶³ Décidant que les députés des villes et seigneuries s'assembleraient pour convenir des articles à améliorer, puis qu'on les présenterait à LL. EE. qui les admettraient, ainsi réformés, si Elles les jugeaient profitables (Grenus).

⁵⁶⁴ Par deux députés, Josué Viriol et Louis de Montricher.

⁵⁶⁵ On leur donna pour instruction d'écouter ce que les seigneurs de Morges leur proposeraient, puis d'en référer au conseil, qui donnerait son avis. — L'hôte de la Croix-Blanche réclama, de notre ville, le paiement de la dépense de Mr. de Mex, lorsqu'il avait été à Morges, avec les autres députés, pour la réformation du coutumier. Il y eut à ce sujet plusieurs assemblées des villages de la baronnie qui, sans doute, se montraient récalcitrants à payer.

⁵⁶⁶ Grenus, note de la page 281.

⁵⁶⁷ Stercki (manusc.) indique cette date. Ne serait-ce pas plutôt depuis 1536, époque de la conquête bernoise?

⁵⁶⁸ La partie supérieure de Gollion porte le nom de Mussel.

marais appelé les Etremplons, au territoire de notre ville, fut terminée par une prononciation de quatre arbitres (du 26 avril 1613). Elle fixa les limites de ce pâquier et le temps où il devait être pâturé⁵⁶⁹.

L'obligation de fournir fréquemment des soldats pour la garnison du château de Morges paraissait pesante à notre baronnie, qui estimait n'y être pas astreinte. Elle s'en plaignit à Berne, demandant, en outre: 1^o qu'on lui restituât la solde de neuf soldats, précédemment envoyés en garnison à Genève; 2^o qu'il lui fût permis de faire entrer dans le compte de sa contribution pour la guerre (demandée par le baillif de Morges) les frais de ses « esleus » qui avaient été en garnison à Coppet; et 3^o qu'on lui allouât les frais supportés pour la garde du château de Morges. LL. EE. répondirent, le 26 janvier 1613, qu'Elles feraient rechercher si la baronnie était tenue à garder ce château; qu'ayant envoyé au baillif Tscharner l'argent nécessaire pour rembourser aux communautés leurs frais pour la garnison de Genève, Elles avaient espéré que Cossonay aurait été payé; mais que sinon⁵⁷⁰ Elles y « donneraient bon ordre; » que, les élus de Cossonay ayant été à Coppet par ordre de LL. EE., il était raisonnable que leurs frais fussent alloués à la baronnie, mais non pour ceux de la garde du château (de Morges), attendu que, dans cette circonstance, elle n'avait fait que son devoir; toutefois qu'Elles auraient désiré qu'on y eût apporté plus

⁵⁶⁹ Déjà, en 1575, ce marais avait donné lieu à un différend entre les prud'hommes d'Alens et ceux de Senarclens; une prononciation d'arbitres l'avait également terminé, en accordant à ceux de Senarclens la faculté d'en faire pâture une partie. Le châtelain de Cossonay et le commissaire Crinsoz avaient été du nombre des arbitres.

⁵⁷⁰ Le baillif Tscharner avait, paraît-il, détourné cette somme à

d'économie⁵⁷¹. Berne fit effectivement examiner si les ressortissants de la baronnie devaient garder le château de Morges, et le commissaire chargé de ce soin déclara que leurs reconnaissances ne mentionnaient pas cette obligation⁵⁷².

Le châtelain ayant présenté (1613, juillet) l'ordre du baillif de Morges « que l'on eût à trouver le giette de la guerre, » pour la solde de trois mois des soldats de la baronnie élus, d'un côté pour les six mille hommes, et de l'autre pour les douze cents, le conseil « advisa » d'exiger ce giette. Ces six mille hommes sont sans doute ceux dont Berne avait ordonné la levée, dans la seconde moitié de l'année 1610, à cause des complications politiques qui suivirent la mort d'Henri IV et les événements dont l'Alsace fut alors le théâtre. Les douze cents appartenaient aux milices que Berne répartit, en février 1611, dans le pays de Vaud⁵⁷³.

son profit. Convaincu de concussion, il avait péri, l'année précédente, de la main du bourreau. De nombreuses plaintes s'étaient élevées non-seulement contre lui, mais encore contre plusieurs autres baillifs (de Tillier).

⁵⁷¹ Tant en alternant qu'au moyen de vivres que les soldats eussent pu apporter avec eux. Le baillif devait veiller à ce que cela s'observât à l'avenir.

⁵⁷² Cette déclaration du commissaire de la baronnie, formulée sur l'ordre du baillif, est du 28 avril 1613. Elle porte que, par leurs reconnaissances, les hommes de la baronnie sont astreints envers LL. EE. à veiller, bâtir (le château de Cossonay), suivre la chevalerie (chevauchée) en temps de guerre et de nécessité, moudre leurs grains aux moulins et cuire leur pain aux fours de LL. EE., ainsi qu'à tous les autres usages communs. — En mars 1613, Mr. de la Chaux et le secrétaire devaient se rendre à Berne, au nom de la baronnie, au sujet de la garnison de Morges.

⁵⁷³ De Tillier.

La peste causa de grands ravages dans le pays, en 1613 et l'année suivante. Elle n'épargna pas notre ville. Déjà, au mois de mai, il s'y trouvait des « pestiférés, » qu'on transportait, comme précédemment, dans la chapelle Notre-Dame. Le conseil ordonna (6 juillet) que les « infectés » se tinssent « serrés et de court. » On fit (2 août) un accord pour enterrer les morts, au nombre desquels se trouvait noble Marie Farel, de la famille du réformateur⁵⁷⁴, et l'on défendit (16 du même mois) aux femmes de s'assembler « pour cotter comme elles ont accoustumé, pour caquosser et jaser de cestui ou de l'autre. » La contagion durait encore dans le mois d'octobre de l'année suivante, et le conseil envoya à Lausanne, « vers quelqu'apothicaire, pour avoir quelque provision et préservatif. »

LL. EE. paraissent avoir fait distribuer des armes en 1614. Le gouverneur de la ville fut chercher (en mars) à Morges celles que Berne avait ordonné d'y prendre, et en passer « obligation » (récépissé)⁵⁷⁵.

Le châtelain Buttet et le notaire Abraham Delessert⁵⁷⁶

⁵⁷⁴ Femme du sieur Michel Favey. En indiquant son décès, les registres du conseil ajoutent : « de laquelle (peste) il plaise à Dieu nous délivrer, et nous conserver, Amen ! » Le secrétaire du conseil (David Berney) fut une des victimes. Le conseil général donna sa place (1615) à noble et égrège Jaques Crinsoz, co-seigneur de Cottens, notaire et conseiller à Cossonay.

⁵⁷⁵ Il est remarqué que Pierre Farel reçut alors un mousquet.

⁵⁷⁶ C'est le premier membre de la famille de ce nom qui se soit fixé à Cossonay. Il était originaire du bailliage de Moudon. A cette famille appartenait M. Benjamin Delessert (mort en dernier lieu), créé baron de l'empire par Napoléon et auquel on doit, en France, l'introduction de la fabrication du sucre de betteraves. Membre, pendant longtemps, de la chambre des députés, il fut le fondateur de la

furent reçus bourgeois (même année, juin) et prêtèrent le serment d'usage⁵⁷⁷.

Un fait nouveau dans les habitudes de notre ville se passa lorsqu'en 1615 (septembre) le conseil général nomma le banneret « gouverneur et superintendant sus les affaires et négoes de la ville et hospital, » lui donnant un adjoint pour le remplacer en cas d'absence⁵⁷⁸. Cette décision laisse entrevoir la nécessité, pour les intérêts de la communauté, d'une surveillance plus active que celle des gouverneurs ordinaires.

Convoqués par le conseil pour la « maintenance » des tours de la ville qui menaçaient ruine, les gouverneurs des villages comparurent le 21 octobre 1616⁵⁷⁹. Les quatre tours furent effectivement restaurées en 1618.

La dixme d'Itens, qui appartenait à l'hôpital St-Antoine, donna lieu, en 1617, à un différend avec la famille Maria, de ce village, et ses consorts, qui prétendaient y percevoir

caisse d'épargne de Paris. Plus d'une fois Cossonay a ressenti les effets de sa générosité et de son affection pour la ville de ses pères. M. Gabriel Delessert, son frère, est maintenant pair de France et préfet de police à Paris.

⁵⁷⁷ On admit encore à la bourgeoisie noble Pierre Farel, pour 100 florins, payables dans trois mois (outre deux seaux en cuir). Mais l'année suivante le conseil annula cette réception, Farel n'ayant pas satisfait à son ordonnance. On lui accorda de nouveau la bourgeoisie, en 1620, pour 150 florins, dont sa femme se porta garante. Farel paraît avoir été mauvais payeur.

⁵⁷⁸ On fixa, le mois suivant, les appointements du surintendant à 165 florins par an.

⁵⁷⁹ Ceux de la Chaux, Disy, Lusseri, Penthallaz, Penthaz, Bournens, Boussens, Sullens et Senarclens.

le « mescloz » et le chanvre, ainsi que la redixme⁵⁸⁰ des autres grains. Une prononciation de cinq arbitres⁵⁸¹ décida que l'on partagerait l'orge et le mescloz par égales portions; que la redixme des autres grains appartiendrait aux Maria, ainsi que la paille, « les crinses, ballays et ramassures; » qu'ils recueilleraient la dixme, la charrieraient et fourniraient à Itens une grange pour la loger, mais que l'hôpital contribuerait au battage du grain⁵⁸². Déjà, en 1603 (juillet), le conseil avait signifié au notaire Jean Maria de produire ses droits à cette redixme, parce qu'ils étaient en opposition avec la reconnaissance prêtée, en 1377, par le donzel Louis de Bierre, en faveur du sire Louis (II) de Cossonay, pour la dixme d'Itens⁵⁸³.

Environ une centaine de soldats étaient, en octobre 1617, « ordonnés pour loger » dans la baronnie et le département de Cossonay⁵⁸⁴. Il est probable qu'ils appartenaient aux trois mille hommes accordés par Berne cette année-là au duc de Savoie, et qui, revenant d'Italie, traversèrent alors le pays

⁵⁸⁰ C'est-à-dire la dixme de la dixme.

⁵⁸¹ Jean Crinsoz, co-seigneur de Cottens, Etienne Mayor, notaire, Jean Mestraulx, châtelain de Vuillerens, Nicolas Monney, notaire, et le ministre Baudin, de Cossonay, pour sur-arbitre. La prononciation est du 10 juillet 1617.

⁵⁸² En fournissant un homme. — La dixme du chanvre resta à l'hôpital (du moins il la possédait en 1623). Celle des légumes, jadis propriété du prieuré de Cossonay, appartenait à LL. EE. Ces deux dixmes se trouvaient, en 1674, dans les mains des possesseurs de la redixme (Dénombrement des fiefs nobles du baill. de Morges).

⁵⁸³ Par laquelle on voyait que la dixme des « mesclez et primevères » appartenait alors à ce donzel.

⁵⁸⁴ On devait les répartir entre Cossonay, la Chaux et Itens, Senarclens, Disy, Lusseri et Villars, Penthallaz, Penthaz, Bournens,

de Vaud ⁵⁸⁵. Ils peuvent aussi avoir fait partie de la troupe de lansquenets du comte de Schombourg, qui traversa également notre pays ⁵⁸⁶.

Noble Nicolas (fils de feu Priam) Vuillermin, originaire d'Estavayé, avait été reçu bourgeois de notre ville ⁵⁸⁷, où il tenait une auberge. Ayant, en récidive (soit sa chambrière), débité du vin à un prix plus élevé que la taxe ⁵⁸⁸, le conseil lui interdit (même année, décembre), sous le ban de 10 florins, de vendre vin, lui ordonnant de mettre bas son enseigne. Et, comme il n'obéissait pas, il la fit enlever. Vuillermin pria qu'on lui pardonnât. On lui permit de reprendre son enseigne, en payant les bans et satisfaisant aux ordonnances du conseil.

Peu avant, notre ville avait été bien près d'entrer en procès avec noble Jean-Baptiste de Saussure, mayor (plutôt mestral) et co-seigneur de Boussens, qui avait pris parti pour l'hôte de ce village, que, sur son refus de payer l'ohmgeld du vin débité par lui dans la baronnie, nos gouverneurs avaient « poursuivy par gagement et subhastations de ses biens. » Des délégués du conseil s'étant rendus (1617, 17 novembre) à une citation devant le baillif de Morges, obtenue par de Saussure, celui-ci, avant d'entrer en contestation, leur demanda exhibition des droits de la ville. Per-

Sullens, Boussens et Grancy. Ces localités formaient ainsi le département militaire de Cossonay.

⁵⁸⁵ Cette troupe rapporta une maladie contagieuse qui fit beaucoup de victimes à Berne et dans le pays de Vaud (de Tillier).

⁵⁸⁶ Ibidem.

⁵⁸⁷ Pour 120 florins (1617, septembre).

⁵⁸⁸ Elle était de 4 sols et 6 deniers le pot, et Vuillermin l'avait vendu 5 sols.

suadé, après en avoir pris connaissance, de leur légalité, il déclara laisser les nobles et bourgeois de Cossonay paisibles possesseurs de l'ohmgeld qu'ils pouvaient avoir à Bous-sens, ne s'opposant point à ce que l'hôte en fit « condigne payement ⁵⁸⁹. »

On fit, dans l'année 1618, des réparations à l'église paroissiale. On recouvrit, entr'autres, la voûte du chœur et celle de la chapelle des sires de Cossonay. Depuis la réformation, notre ancienne église de St-Paul est ordinairement appelée *le temple*.

Le conseil, considérant que, par l'ordonnance souveraine, appelée le nouveau coutumier, toutes les subhastations se prescrivaient, qu'il n'y avait aucune « retraction de rehemption après la suite d'icelles, » et qu'ainsi les anciennes franchises de la ville et la concession de 1592 étaient restreintes et peut-être anéanties, chargea (1618, août) le co-seigneur de Penthaz ⁵⁹⁰ de prendre conseil de M. l'avoyer au sujet d'une supplication à présenter à LL. EE. pour obtenir la ratification des précédentes franchises ⁵⁹¹, et d'agir à Berne selon le conseil qu'il recevrait. On ne voit pas que cette démarche ait eu de résultat.

Notre ville, Jean de Bonstetten, baron de Vaumarcus, et François Charrière, seigneur de Senarclens, possesseurs de

⁵⁸⁹ A la demande de nos députés, on dressa un acte authentique de cette déclaration, qui termina la difficulté.

⁵⁹⁰ Noble Claude-André Charrière. Il avait par sa femme (Damoiselle Marguerite de Gruyère, dont la mère était Philiberte de Watterville), des parents à Berne : de là, sans doute, la mission dont le conseil le chargea.

⁵⁹¹ « Concernant le réachept de dix ans des dites subhastations. »

la dixme de Senarcens ⁵⁹², se fondant sur une ordonnance récente de LL. EE., prétendaient la lever généralement dans tout le territoire, à l'exception des parchets francs de tout temps. Plusieurs particuliers s'y opposaient, disant que depuis plus de trente ans ils avaient tenu, sans contradiction, certaines pièces en franchise de dixme ⁵⁹³. Il en était résulté un procès devant la justice de Senarcens, dans lequel les possesseurs de la dixme avaient été acteurs et les gouverneurs, prud'hommes et communiens de Senarcens, garants des particuliers, rées. Les parties, exhortées à terminer leur différend par voie amiable, s'en remirent à la décision de quatre arbitres ⁵⁹⁴, qui, après avoir invoqué le nom de Dieu, prononcèrent (1618, 20 juillet) : « que bonne voysinance, paix, amitié et correspondance soit et demeure entre les dittes parties, comme entre vrais chrétiens doit estre : Que

⁵⁹² On se rappelle que notre ville possédait la moitié de la grande dixme de Senarcens comme ayant droit du clergé de Cossonay, auquel noble Jean de Cossonay, seigneur de Rurey, l'avait léguée. Le baron de Vaumarcus et le seigneur de Senarcens en avaient chacun un quart. Cette seconde moitié procédait des biens du feu mayor de Lutry.

⁵⁹³ Les unes en vertu de titres authentiques, d'autres parce qu'elles étaient enclavées dans des parchets tenus de tout temps pour francs, et d'autres, enfin, en vertu de possessoire pacifique et non interrompu de plus de trente ans, au vu et su de tous les amodieurs de la dixme. Les opposants imploraient le bénéfice de deux précédentes concessions de LL. EE. ; l'une, particulière à la baronnie, qu'ils assuraient être dans les mains des acteurs ; et l'autre, du 14 août 1567, faisant pour tout le bailliage de Morges.

⁵⁹⁴ Noble et égrège Jean Crinsoz, co-seigneur de Cottens et châtelain d'Apples, et les égrèges Nicolas Monney, châtelain de Cuarnens, Jean Mestiaux, châtelain de Vuillerens, et Pierre Guex, châtelain de Senarcens.

tous procès pour ce regard meus et suscitez soient abolis et anéantis, et tous propos aigres et piquants, si aucuns avoyent esté d'une part ou d'autre dicts et proférés, esteints et assoupis. » Que les acteurs lèveraient la dixme dans tout le territoire, généralement, sauf sur les pièces reconnues franches par titres authentiques trente ans au moins avant l'ordonnance souveraine invoquée. Que les pièces enclavées dans les parchets véritablement francs en demeureraient exemptes, comme précédemment, à moins qu'il n'apparût que la dixme y avait été levée pendant trente ans, sans interruption ⁵⁹⁵. Que, pour prévenir toute contestation à l'avenir, on ferait au plus tôt une ample désignation spécifique et délimitation des parchets et pièces francs, et de celles, enclavées dans ces parchets, qui seraient reconnues dixmables ⁵⁹⁶. Les dépens furent compensés. Les parties acceptèrent la prononciation.

Le duc Charles (III) de Savoie, nous l'avons rapporté, avait autorisé notre communauté à construire un moulin dans les fossés de la ville. Celui-ci avait eu peu de durée. En 1618 (27 septembre) la ville concéda, par abergement, la faculté de le rétablir. Il n'existe plus dès longtemps.

⁵⁹⁵ Les arbitres spécifièrent que, leur sentence étant basée sur l'ordonnance souveraine produite par les acteurs et cotée au feuillet 283 du nouveau coutumier, les parties pourraient se prévaloir des changements qu'y apporteraient LL. EE. Enfin ils accordèrent à ceux de Senarclens de pouvoir s'autoriser des affranchissements de dixme, abergements ou autres droits suffisants qu'ils retrouveraient, moyennant que, reçus et signés par des notaires « fameux, » ils fussent émanés des possesseurs de la dixme, plus de trente ans avant la concession plusieurs fois citée, et cela quoique l'usage de la franchise n'en eût pas suivi la concession.

⁵⁹⁶ La spécification se fit en 1624. La part de dixme du baron de

Le conseil envoya (1619, janvier) deux députés à Morges, à la conférence des bonnes villes pour la « conclusion de la correction » de divers articles du nouveau coutumier, par lesquels le pays s'estimait « grevé ⁵⁹⁷. » La noblesse et les villes, tout à la fois, demandaient cette correction ^{597 bis}. Berne ordonna (10 février) qu'une conférence générale eût lieu à Morges, dans la quinzaine, et qu'on y convint des changements désirés ⁵⁹⁸. Le trésorier Sturler ayant convoqué les députés à Berne, notre ville demanda (11 avril) au conseil de Morges que ses députés l'y représentassent également, et qu'en particulier ils suppliassent LL. EE. de maintenir les franchises de chaque localité, tant écrites que non écrites ⁵⁹⁹. Berne n'adhéra pas aux demandes du pays ⁶⁰⁰. — ⁶⁰¹.

Sur une exposition du banneret au conseil, on exhorta les bourgeois à fréquenter les saintes prédications les jours ouvriers.

Le même jour (14 mars) le conseil décida que la contri-

Vaumarcus et du seigneur de Senarclens passa quelques années plus tard à noble Abraham Crinsoz, seigneur de Cottens. Elle appartenait, en 1652, à son fils Antoine, seigneur de Bussy. A cette date le conseil requit celui-ci de l'aider à liquider les pièces de la dixme de Senarclens, qui donnaient lieu à contestation.

⁵⁹⁷ Une assemblée des députés du bailliage avait eu lieu à Morges, au mois d'octobre de l'année précédente. Notre ville y avait envoyé M. de Mex et le conseiller Blaudet. Elle avait peut-être déjà pour objet cette correction du nouveau coutumier.

^{597 bis} Grenus.

⁵⁹⁸ Ibidem.

⁵⁹⁹ Ibidem.

⁶⁰⁰ Ibidem.

⁶⁰¹ Une « boîte d'épicerie, proprement faite, » aux couleurs de la ville (en blanc et bleu), fut offerte (même année, février) à Imbert de Diesbach, co-seigneur de Champvent, nouveau baillif de Morges.

bution de guerre, dont le baillif pressait la rentrée⁶⁰², se paierait moitié des revenus de la ville, et moitié par « une giste, » selon les facultés de chaque contribuant. Cette décision causa du trouble. Quoique prise en présence des conseillers des dix-huit, une partie de ceux-ci refusèrent de s'y soumettre. Contre la règle établie et sans le consentement du conseil étroit, ils tinrent des assemblées à la maison de ville, pour « oppugner le faict et contribution » (de guerre). Ils assemblèrent même le conseil général, sans déclarer ni la nécessité ni la raison de cette convocation⁶⁰³. Le conseil étroit, de son côté, de l'avis d'une partie de la bourgeoisie, les cassa et remplaça. Les éliminés recoururent au baillif de Morges, qui se transporta deux fois à Cossonay, et ramena la paix (13 mai, au prieuré) par une prononciation qui confirma la destitution des six conseillers⁶⁰⁴, sans cependant

⁶⁰² Berne était alors en différend avec Fribourg au sujet du bailiage d'Echallens, où la première de ces villes voulait introduire la réformation.

⁶⁰³ Ce qu'ils ne pouvaient faire sans le consentement du conseil étroit et cause urgente. — Le banneret harangua les bourgeois à l'issue de la prédication.

⁶⁰⁴ Noble Samuel d'Aubonne, co-seigneur de Disy, François Deleydessoz, Calept de la Sarra, Jean Pappaz, Abraham Portier et François Rinaud. — L'année précédente, la mort de M. de Senarclens ayant laissé un siège vacant en conseil, cette autorité avait résolu que « moyennant l'avis du général des bourgeois, noble Samuel d'Aubonne y doibge estre évocqué et présenté par devant le dit général. » Néanmoins cette élection n'avait pas eu lieu. Une année plus tard, le conseil, « pour bon subject sur ce par les seigneurs conseillers heu et prémédité, » décida que la place de feu M. de Senarclens resterait encore non occupée pendant un an. Noble Abraham Crinsoz y fut appelé en 1623.

porter aucune atteinte à leur honneur et « bonne fame, » laissant au conseil général la liberté de les rétablir. Elle conserva à noble Samuel d'Aubonne sa place de juré de la justice, mais priva François Deleydessoz de la sienne⁶⁰⁵. Enfin, elle compensa les dépens, et mit les vacations et le salaire du baillif et de ses assesseurs à la charge des six « esleus » (c'est-à-dire des conseillers destitués).

Le paiement de la guette amena un différend de notre ville avec les communiers de Disy, et l'on nomma (même année, 14 mai) des arbitres pour le terminer⁶⁰⁶. Nous ne connaissons pas leur sentence.

La levée d'un giette, par focage, dans la baronnie, pour payer les frais causés par la révision du coutumier, à Cossonay et à Morges, fut résolue par le conseil (6 septembre suivant). Cette révision est sans doute celle que le pays s'efforçait alors d'obtenir⁶⁰⁷.

L'admission et le renvoi du maître d'école de la ville dépendaient du conseil. Nous trouvons cette autorité renvoyant (1620) ce maître, à cause de son ivrognerie et du « mau-

⁶⁰⁵ D'assistant de la justice, et cela jusqu'à nouvelle déclaration baillivale. Assistant et juré signifient, pensons-nous, la même chose.

⁶⁰⁶ Ceux de la ville furent les sieurs Pierre Pappan et Maire Gaudin, de Morges. Disy choisit le mayor d'Agiez (noble Isaac Thomasset) et le curial de Romainmotier (Nicolas Olivier).

⁶⁰⁷ Par la réponse de LL. EE., du 13 janvier 1621, aux délégués des bonnes villes, relativement à la nouvelle révision du coutumier, Elles ordonnèrent que les frais qui en étaient résultés seraient exclusivement supportés par ces villes, sans en charger ceux qui n'y habitaient pas, ainsi que les « pauvres paysans de l'obéissance » de LL. EE. (Grenus, page 590).

vais ménage et train qu'il tenait à sa femme, sans raison ⁶⁰⁸. » — ⁶⁰⁹.

Il est remarqué, à l'occasion de l'assemblée du conseil général du 22 septembre 1622, que chaque année ce conseil se réunissait le dimanche avant la St-Michel, pour procéder à l'élection des gouverneurs et autres charges de la ville.

Une excessive cherté de toutes choses régnait, en 1622, dans le pays. Elle était plutôt le résultat d'une grande hausse des espèces d'or et d'argent, amenée par les guerres de Bohême et d'Allemagne, que de mauvaises récoltes ⁶¹⁰. Les bonnes villes (et la noblesse) voulant prier LL. EE. d'apporter un remède à cet état de choses, pour le « soulas » général du pays, notre ville s'associa à cette intention et députa (le 2 décembre) à Morges à cet effet. Bientôt après la requête fut présentée à Berne.

Noble Jean DuGard, seigneur de Crousaz (Croze), se proposant de faire vendre en détail douze chars de vin, le conseil, pour l'engager à effectuer cette vente, vu l'extrême cherté du vin ⁶¹¹, le gratifia (1623, mars) du tiers de l'ohmgeld ⁶¹².

⁶⁰⁸ Il se nommait maître Jean Masuel, fils du ministre Manassès Masuyer.

⁶⁰⁹ Le seigneur d'Aruffens fit (en 1622) la réemption d'une cense de 15 florins et 1 sol, par lui due à la ville à cause du clergé.

⁶¹⁰ Le pays souffrit beaucoup de cette cherté, qui commença en 1621 et durait encore dans le courant de 1623.

⁶¹¹ Le prix du vin, à Cossonay, dans les auberges, avait été fixé, le 5 mai 1522, à 8 sols le pot. Au mois d'août 1623, il s'y vendait un florin et un sol; encore remarque-t-on qu'il avait baissé. Cherté exorbitante!

⁶¹² Le conseil accordait assez fréquemment des gratifications de l'ohmgeld.

Nos pères n'apportaient pas aux affaires la même ponctualité que nous y mettons. Souvent les comptes des gouverneurs de la ville et recteurs de l'hôpital ne se soldaient qu'au bout de plusieurs années. Ainsi, par exemple, le banneret créa, seulement en 1624, une lettre de cense ⁶¹³ de la somme dont il était redevable à l'hôpital par ses comptes de 1598.

Il a été souvent question de contributions « pour la guerre, » payées par la baronnie. Voici maintenant l'établissement d'une caisse pour son département. En exécution d'ordres du baillif de Morges, les communautés du département de Cossonay déposèrent (1624, 3 février) les deniers de la « contribution militaire, » ordonnée par LL. EE., dans un coffre « tout neuf, » de bois de chêne, fermant à quatre clefs différentes, qu'on mit au revestiaire de l'église ⁶¹⁴. Des quatre clefs, le baillif en garda une, le gouverneur de la ville une autre, et les deux dernières furent confiées aux gouverneurs de la Chaux et de Penthallaz. Dès-lors on

⁶¹³ De 600 et quelques florins de capital.

⁶¹⁴ Les communautés, dans cette circonstance, livrèrent les sommes suivantes : Cossonay 1565 florins, la Chaux et Itens 685, Senarclens 427, Grancy 427, Disy 256, Penthallaz 685, Penthaz 512, Sullens 427, Boussens 170, Bournens 512, Lusseri et Villars 256, et cela principalement en « testons (valant 5 florins), demi-testons, batz et cruchets ; » ces deux dernières monnaies étaient marquées au coin de LL. EE. L'adjonction de 151 florins (1627, 2 janvier), par le conseil, « pour parachever le paiement des trois élections pour trois mois, » porta la somme renfermée dans le coffre à 5869 florins.— On pénétrait dans le revestiaire depuis le chœur de l'église ; les archives de la communauté y déposaient ; aujourd'hui celles du tribunal l'occupent.

puisa dans ce coffre pour fournir aux dépenses de notre département (militaire) ⁶¹⁵.

Sur la requête de M. de Mex, banneret, le conseil, prenant en considération son « incommodité et vieillesse, » lui donna (1624, avril) noble Abraham Crinsoz pour lieutenant, afin d'exercer son office à son défaut.

Il était question alors de l'établissement d'un diacre à Cossonay, tout à la fois ministre de la Chaux et Senarclens et régent de l'école de la ville. Le conseil, par économie, s'opposa à cette mesure.

Cette autorité et les gouverneurs de la paroisse invitèrent (même année, mai) MM. de la Chaux et de Senarclens à montrer leurs droits aux bancs, dans l'église, où les dames et « femmes domestiques » de leurs maisons avaient l'habitude de se placer, leur signifiant qu'on les ôterait s'ils ne le faisaient pas ⁶¹⁶. Ils dûrent aussi déclarer qu'ils contribueraient pour le maintien de l'église, comme les autres paroissiens. — ⁶¹⁷.

Décidément notre climat s'est refroidi. Par ordonnance du conseil (6 septembre 1624) nul ne pourrait *vendanger à Cossonay* avant le lundi suivant. Les documents font men-

⁶¹⁵ On y mit, en 1633 (septembre), 175 florins; on en sortit, d'un autre côté, 400 « ristales » (rixthalers), en 1637 (juin), pour la compagnie de M. de Bursinel.

⁶¹⁶ Le conseil renouvela son ordonnance le 9 août suivant, avec ordre de l'exécuter, sauf toutefois à l'égard « du siège. » — Plus tard, sur une demande de M. de Penthaz, le conseil répondit (1655, janvier) que, les dames de Senarclens et autres de la même famille ayant un banc, on leur permettrait de l'agrandir pour qu'il y eût assez de place « pour asseoir toutes les dames de ceste leur maison. »

⁶¹⁷ Notre ville envoyait volontiers un cadeau aux baillifs qui venaient à Morges. Elle donna (même année, octobre) deux moutons à

tion de vignes dans plusieurs localités de la baronnie où l'on en a perdu le souvenir, entr'autres à Disy, Senarclens, Penthaz, Penthallaz et même Bettens.

Le conseil admit (1625, janvier) un « chirurgien, » à deux sacs de froment, par année, de « pension, » outre 15 florins pour le loyer d'une maison.

Le baillif de Morges ordonna (même année, février) une collecte dans la châtellenie de Cossonay, au profit « des mendiants et souffreteux de la Villeneuve et du bas Palatinat » victimes de la guerre qui désolait l'Allemagne. Cossonay donna 80 florins.

Il est encore question, en 1625, de la tente de la ville, prêtée à ceux d'Orbe.

On porta plainte, au conseil général du 25 septembre, contre noble Jean DuGard, seigneur de Croze, qui, nommé conseiller des douze (en mars précédent), n'assistait pas au conseil. On résolut de le remplacer s'il ne s'y rendait pas dans la quinzaine. Sa place fut effectivement donnée deux mois après ⁶⁴⁸.

On répara encore, en 1625, les tours et murailles de la ville. Bettens tenta de se soustraire à l'obligation de contribuer ⁶⁴⁹; poursuivi juridiquement, ce village passa condamnation.

L'on apprend, par une déclaration du conseil, accordée

Sigismond de Watteville. Des soldats de Cossonay furent à sa bienvenue.

⁶⁴⁸ Le même seigneur de Croze, en juillet précédent, avait accusé, auprès du baillif, deux conseillers et le secrétaire d'avoir tenu le conseil en l'absence du châtelain, du banneret et « autres conseillers. » Ses plaintes concernaient encore « la place de l'église. »

⁶⁴⁹ Sa part de contribution s'élevait à 40 florins.

(1626, juin) à M. de Mex, relative à l'usage observé dans la paroisse dans la perception de la dixme des novalles, que celle-ci se levait, au nom de la cure, sur les « novally » (c'est-à-dire les terres nouvellement défrichées), les trois premières années, et qu'ensuite elles tombaient à la grande dixme ⁶²⁰.

On leva dans la paroisse, en 1626, une imposition de 6 sols par tête, pour réparer l'église.

Le banneret se plaignit, à l'assemblée ordinaire du conseil général du mois de septembre, « du tort et mespris » que lui faisait un bourgeois, nommé Delaydessoubs, requérant qu'on le châtiât « de telle arrogance. » Prenant parti pour son banneret, la bourgeoisie l'autorisa à poursuivre Delaydessoubs en justice, désignant quatre conseillers pour l'assister, à moins toutefois que, confessant sa faute, il « n'en criât mercy. » Les parties se rangèrent à cette décision. — ⁶²¹.

⁶²⁰ La ville, comme ayant droit des biens de la cure, possédait le tiers de la dixme des novalles de la paroisse (les deux autres tiers appartenaient à LL. EE., ayant droit du prieuré). Elle l'amodiait. La dixme de la cure (au territoire d'Alens) et celle des novalles avaient été amodiées ensemble, en 1598, pour dix-neuf coupes, moitié froment et moitié avoine. Le conseil convint, en 1675, avec M. de Penthaz que celui-ci livrerait annuellement, pendant trois ans, trois quarterons de messel et trois de mescle pour la dixme des novalles des terres qu'il faisait extirper aux bois de Vaud et de Denezzy. — D'après une déclaration du conseil (1627) relative à l'ordre observé, « en temps de passon, » pour le bois de LL. EE. rière Cossonay, cette forêt se mettait « en bamp » depuis la St-Michel à la St-Martin, lorsqu'il y avait « passon » (pâturage du gland par les porcs). Notre ville l'affermait ordinairement de LL. EE. Elle avait payé au baillif de Morges, en 1606, 150 florins « pour l'adition de la passion du bois du Seppey. »

⁶²¹ De l'avis d'une partie des conseillers, le gouverneur acheta

Notre ville augmenta son domaine en acquérant (1627 et années suivantes) des damoiselles de Gruyère (soit de leurs héritiers) leurs vignes, indivises, de Lonay et Prévéranges⁶²², tenues à tiers fruit⁶²³. La contenance n'en est pas indiquée.

On trouva, le 1^{er} janvier 1628, devant la maison du châtelain Buttet, une enfant de quelques jours, enveloppée de langes et papier, placée entre quatre petites planches. On la porta à l'hôpital⁶²⁴.

Lors d'une monstre générale à Morges (1628, février, un dimanche), ordonnée par LL. EE., la bannière de notre ville fut portée, selon l'ordre du conseil et vu l'absence du baneret, par le lieutenant de celui-ci, auquel on donna le

(1627), dans la discussion de biens des hoirs du sieur Charles du Morier, « une hallebarde soit espieux », qu'il plaça à la maison de ville, pour le service d'icelle.

⁶²² La première de ces acquisitions eut lieu, le 15 août 1627, de damoiselle Sara de Gruyère, femme du notaire Georges Brocard, pour 1400 florins de capital et un doublon pour les vins; la seconde, le 22 décembre 1628, des hoirs de Charles du Mourier, héritiers de damoiselle Jeanne-Françoise de Gruyère, leur mère, pour 700 florins et un ducat de vins; et la troisième, le 31 mars 1629, de damoiselle Jeanne-Andrée de Gruyère, femme de Bernard Paindavoine, bourgeois de Cossonay, pour 600 florins et 2 ducats de vins. Ces trois dames étaient filles de noble Daniel de Gruyère, conseiller à Cossonay, frère cadet de Jean-François de Gruyère, seigneur de Sévery, co-seigneur de St-Saphorin et châtelain de Cossonay.

⁶²³ Notre ville échangea, en 1644, à damoiselle Marie de Sausure, femme du ministre Pierre Collinet, un « morcel » de vigne à Lonay, ès Abbesses, contre un autre « morcel » au même endroit.

⁶²⁴ On la mit en nourrice, au prix de 50 florins et cinq quarte-rons de messel pour une année, outre trois florins pour le vin de la femme chez qui on la plaça.

secrétaire pour lieutenant et deux bourgeois pour « trahands. » Quatre personnes étaient donc employées au service de la bannière.

En vertu du privilège que lui avait accordé Jaques de Savoie, comte de Romont, la ville employait son officier pour contraindre les récalcitrants à payer ses impositions et revenus. Quelques justiciables de la Chaux ayant été actionnés à Cossonay, pour le paiement de censes dues à cause du jadis clergé, le seigneur de cet endroit (noble Pierre DuGard) estima cette mesure contraire à ses droits et réclama des bans de la ville. Il fut condamné, avec dépens, par sentences baillivale, de la chambre des appellations suprêmes et enfin de l'avoyer et du conseil de Berne. Toutefois celle-ci (du dernier février 1628) apporta une restriction aux droits de la ville en spécifiant qu'elle ferait seulement usage de son privilège, rière la juridiction de la Chaux, pour l'exaction du revenu du clergé⁶²⁵. C'était faire du juste-milieu.

Il ne devait y avoir, par règlement de LL. EE., que deux hôtelleries à Cossonay. Le conseil désigna donc (même année, avril) ceux qui les tiendraient⁶²⁵. Ils promirent « de satisfaire et tenir hostellerie et loger gens et bestes. » On interdit aux autres hôtes de vendre vin, « sinon à pinte. »

Notre ville tenta (même année), sans succès, d'acquérir du seigneur d'Echichens (noble Antoine DuGard) un muid de froment et un second d'avoine, qui lui étaient annuellement dûs sur la dixme d'Itens. Les sires de Cossonay avaient jadis donné cette cense à la maison de la Chaux. — Un

⁶²⁵ Et actionnerait, par voie et formalité de droit, ses débiteurs rière la Chaux sans y employer son officier.

⁶²⁶ Noble Nicolas Vuillermin et la veuve d'un conseiller des douze.

échange de terres fut conclu bientôt après avec le baron de la Sarra (noble et puissant Sébastien de Gingins)⁶²⁷.

On doit regretter d'ignorer le sujet d'un tableau que notre communauté fit exécuter, en 1628, pour la maison de ville⁶²⁸.

La crainte de la peste, qui régnait dans la contrée, fit prendre (8 septembre) au conseil des mesures pour interdire l'entrée de la ville aux pestiférés⁶²⁹. L'invasion de la maladie étant devenue imminente en mai 1629, on prit de nouvelles mesures. On construisit, pour les malades, « des cabanes et logis de laons » (planches) aux Rochettes⁶³⁰, et l'on établit une garde nocturne de quatre hommes de bonne réputation, devant fonctionner alternativement. On loua (17 août) un marron pour six semaines, et quelque temps après (11 octobre) un second, chargé d'enterrer les morts. La contagion atteignit son apogée dans le mois de novembre. Au commencement de janvier suivant, le conseil fit « abatre » la garde nocturne, établie durant « le fléau, » mais on retint le marron jusqu'à l'entière convalescence des ma-

⁶²⁷ La ville lui remit une pièce de terre provenant des pâquiers communs, au-dessous du pré St-Jean, contre une autre au pré aux moines. On lui accorda la faculté de réduire à record son pré St-Jean.

⁶²⁸ Le peintre (Jean-Jaques Prenleloup, vraisemblablement de Cossonay) reçut 18 florins pour sa peine; les couleurs coûtèrent 11 florins et 3 sols, et deux douzaines de lambris, « pour faire le dict tableau, » 9 florins et 6 sols.

⁶²⁹ Ordonnant que les portes seraient gardées et qu'on châtierait par la prison et une amende de 5 florins ceux qui ne feraient pas la garde.

⁶³⁰ On appelle les Rochettes la côte immédiatement au nord de la ville, au dessous de la route de la Sarraz. Le vignoble de Cossonay s'y trouvait.

lades. Le mal, assoupi seulement, reparut en mars. On ordonna, en avril, à ceux qui étaient « affligés de la contagion » d'aller habiter les cabanes. Il fallut encore, en septembre 1631, prendre un marron, qu'on garda trois mois, pour enterrer les victimes. Le fléau sévit donc, par intervalles, au delà de deux ans dans notre ville. Pourtant il n'en bannit pas toute gaité, car on y tira le papegay en mai 1631 ⁶³¹.

Une admission à la bourgeoisie (celle du chirurgien J.-J. Baillif) eut lieu, en 1630, pour 150 florins, outre le seau en cuir et le repas aux conseillers ⁶³².

Une ancienne combourgeoisie existait entre Aubonne et Cossonay. Pour la renouveler, on invita le conseil d'Aubonne à se transporter dans notre ville, ce qui eut lieu en mai 1632 (un dimanche). On le traita honorablement, et sa venue donna lieu à une fête ⁶³³.

Le nombre voulu des conseillers était souvent incomplet, on n'en trouve que huit, y compris le banneret, en 1632.

Le conseil autorisa (1633, 22 avril) l'inhumation dans l'église, auprès de son père, de noble Pierre de Gruyère, seigneur de Sévery, sous réserve que ses successeurs n'en infèreraient aucun droit de tombe ⁶³⁴.

⁶³¹ Et l'on fit, le même mois, une bien-venue à l'épouse du secrétaire Delessert. Le conseil donna 15 florins aux mousquetaires qui y prirent part.

⁶³² Baillif paya (1634) 40 florins au lieu de repas. Fréquemment ces banquets de bourgeoisie n'avaient pas lieu, et l'équivalent s'en payait à la ville.

⁶³³ Les frais du banquet « à la venue de Messieurs du conseil d'Aubonne, » s'élevèrent à 460 florins et 8 sols, outre 2 florins et demi donnés « à la Diane » (la cuisinière, sans doute).

⁶³⁴ Pierre était fils de noble Jean-François de Gruyère, également seigneur de Sévery. Il avait créé (1625) en faveur de la ville une

En mémoire de sa fille Susanne (décédée depuis cinq ans), noble Abraham Crinsoz, seigneur de Cottens, l'un des conseillers de la ville, fit (1634, 9 juin, en conseil) une fondation pieuse, aux termes de laquelle vingt pauvres familles (de la ville) recevraient, chaque dixième jour de mars, un pain dont la valeur ne serait pas inférieure à trois sols. Il l'assigna sur sa maison de Cossonay.

La rénovation des reconnaissances de censes était une mesure nécessaire de temps à autre, pour le maintien de celles-ci. Le conseil donna (1634, août) aux notaires Delessert et Du Meurier la commission de renouveler celles de la ville, de la confrérie, du jadis clergé et de l'hôpital St-Antoine⁶⁵⁵. Le travail de ces commissaires est accompagné des indominures de la ville⁶⁵⁶, de l'hôpital et de la confrérie⁶⁵⁷.

lettre de cense de 708 florins de capital, sous l'hypothèque d'une pose et demie de vigne à Féchy.

⁶⁵⁵ Les commissaires Preneloup et Goffon avaient renouvelé, en 1601, les extentes de la ville; mais, quelques erreurs s'étant glissées dans leur travail, on ne l'avait pas admis. Nous avons parlé de la rénovation des égrèges Barrilliet et Humbert. Le notaire Portier fut chargé, en 1647, d'en faire une nouvelle, mais sa mort en empêcha l'exécution.

⁶⁵⁶ Ces indominures comprennent: la maison de ville; le four de la ville; la maison de la chapelle St-Sébastien et les bancs qu'on fait autour d'icelle les jours de foire et qu'on amodie tous les trois ans; la boucherie (sur le pont), qui s'amodie annuellement et dont les mailles rapportent 50 florins; la maison des arquebusiers, avec le petit pré aux moines, contigu; le grand pré aux moines, jadis remis à la ville par frère Pierre de Villars, prieur de Cossonay, en échange d'une pièce de commun, au bas de Graverney, appelée le champ du prieuré*; le champ de Bruyt (soit de Fontannaz-pourriaz); une place

* Cet échange eut lieu le 1^{er} septembre 1404. Pierre de Villars céda en même temps à la ville le petit pré aux moines. Le grand et le petit pré réunis forment (depuis longtemps déjà) la place d'armes de Cossonay, une des belles du canton.

L'ordre du baillif de Morges, d'augmenter la pension du ministre, amena (1636, 20 juin) la décision du conseil qu'on renoncerait, plutôt que d'y acquiescer, aux biens de l'église de Cossonay.

au bout du bourg, vers la tour, acquise (en 1511) de noble Guillaume de Bionnens; le longueil (l'ohmgeld) du vin qu'on vend à Cossonay (Alens et aux Chavannes), Senarclens, la Chaux et Itens, Penthaz, Penthallaz, Bournens, Sullens, Boussens, Vufflens-la-ville, et dans les autres lieux de la châtellenie (on le perçoit sur le pied de trois pots et demi par setier, soit de 35 pots par char de dix setiers); le forage du vin, indépendant de l'ohmgeld (il se paie sur le pied de quatre pots par char de vin vendu en détail dans les tavernes); les corvées de charrue de la paroisse; le froment des veilles ou la guette, qu'on amodie pour huit à neuf muids, année commune; le poids de la laine et de la corde, mesures de la ville, qu'on amodie chaque année; la place le long du cimetière (l'ancien) où se trouvent en partie les petites halles; le pré de la Jonchière, qu'on amodie de 40 à 50 florins; le marais de la Vourse; les grands marais; le marais de Clods-repost (ou les petits marais), qu'on amodie ordinairement 50 florins; le pré d'entre-deux monts, qui vaut environ 30 florins par an; une grange (avec étables et dépendances) à la grand'rue, qu'on donne en grangeage avec les terres de la ville; une côte et une pièce de terre sur le Publoz, « réduites en commun; » le champ des Areney, acquis du seigneur de Senarclens; diverses pièces de terre et pré, acquises (de Samuel Favey) pour 1200 florins; le mas du bois de Vaud; une pose et demie de terre en Forestallaz; une forte pose en Pied-pendu; deux poses aux Terraillets, et environ une pose en Marché.

⁶⁵⁷ Selon les indominures de l'hôpital, la dixme de Penthallaz produisait (annuellement) de seize à dix-huit muids, moitié froment et moitié avoine; et celle d'Itens de sept à huit muids des mêmes espèces de graines. On trouve dans celles de la confrérie le muid (annuel) de froment dû par LL. EE., « cause ayant du seigneur baron de Cossonay, » qui l'avait donné à la confrérie « à devoir estre payé par ses héritiers. » C'était évidemment un legs testamentaire. On y

Fréquemment le conseil accordait la permission de vendre vin les jours de foire, sous réserve de l'ohmgeld⁶⁵⁸. Ce genre de débit ne répugnait pas aux mœurs de l'époque. Les nobles qui habitaient la ville en faisaient usage, comme les autres, même hors des jours de foire. On en trouve qui tenaient des auberges.

Les bourgeois seuls pouvaient tenir du bétail, parce que le droit de le faire pâturer leur appartenait exclusivement. Les habitants (c'est-à-dire les non-bourgeois), possesseurs de terres, qui voulaient en garder, payaient une contribution. Ainsi l'on permit (1636, octobre) à honorable Claude Rolaz, châtelain de Mont, de tenir, comme un bourgeois, du bétail pour labourer ses terres à Alens, en payant annuellement douze florins de soufferte. On ne croyait pas possible alors de tenir du bétail sans le faire pâturer. Sauf les mois d'hiver il était toujours en plein air, se nourrissant sur les pâquiers communs et sur les terres des particuliers soumises au droit de parcours.

La mestralie de Cossonay, dont l'office appartenait aux

remarque que le boucher de Cossonay livrait alors au mois de mai le mouton qu'il devait à la confrérie. Enfin, à la manière dont ces indominures s'expriment, on pourrait douter que « les longateurs » de l'ohmgeld acquittassent encore les six setiers de vin qu'ils livraient jadis à cette confrérie.

⁶⁵⁸ Entr'autres, en 1636 (octobre), à la veuve du pasteur Bouchet de Cossonay. A la même date, noble Christophe de Bons compose avec le conseil pour l'ohmgeld du vin qu'il a vendu. Cette autorité, d'un autre côté, gratifia, en 1644, noble Simon Thomasset, seigneur de Croze, de l'ohmgeld d'un char de vin vendu à la dernière foire à 9 sols le pot; c'est que le vin était cher à cette époque. Il se vendait, en 1642 (octobre), de 15 à 16 sols (le pot).

nobles Marchand lors de la conquête bernoise, avait passé à LL. EE ⁶³⁹. Une redevance estimée faire partie de ses droits donna lieu à un procès de notre ville contre leur procureur. Celui-ci ⁶⁴⁰ avait actionné devant la cour baillivale de Morges un des hôtes de Cossonay, qui avait refusé au seigneur châtelain ⁶⁴¹ le pot de vin que chacun des hôtes de la ville lui livrait à chaque foire, selon l'usage, à *raison de la mestralie*. Notre ville intervint dans la cause, estimant que ses bourgeois ne devaient pas de vin pour les émoluments de cette mestralie, ceux-ci se percevant en argent; elle offrait d'ailleurs de les payer sans difficulté ⁶⁴². L'ancien châtelain Buttet, appelé en témoignage, déclara (1637, février) que, lorsqu'il était arrivé à Cossonay, les seigneurs conseillers lui avaient dit qu'il recevrait à chaque foire un pot de vin des hôtes selon l'ancien usage; qu'ainsi il avait exigé et ordinairement perçu cette redevance ⁶⁴³; qu'il n'avait pas

⁶³⁹ On ignore quand et à quel titre. On se souvient que les commissaires bernois avaient interdit, en 1536, au mestral de tenir sa cour.

⁶⁴⁰ François Varnéry, lieutenant baillival de Morges.

⁶⁴¹ Noble Albert de Hennezel, qui avait succédé, environ l'an 1634, au châtelain Buttet.

⁶⁴² Pour le cas où les mesures viendraient à être scellées et revues, se référant du reste au quernet prêté par les nobles Marchand, au duc de Savoie, pour la mestralie de Cossonay. Elle ajoutait qu'il y avait eu « plusieurs braves et experts chastelains au dict Cossonay, mesmes originels, eslevés, nourris dans le lieu et qui n'ignoroient aucunes droictures ny redevances à Leurs Excellences, comme les nobles François Charrière, Jehan Crinsoz et Jean-François de Gruyère et autres, lesquels n'ont jamais faict mention ny répétition de telles choses. »

⁶⁴³ Et cela sans difficulté, mais qu'il avait seulement reçu demi-pot

reçu de paiement pour les sceaux (les marques) des pots à vin et quarterons, en ayant résigné la charge « avec les dits sceaux » à l'officier de Cossonay ⁶⁴⁴. Appelé à son tour en témoignage, le fils de l'officier déposa que la veille des foires il allait, avec un membre du conseil, « par les logis et hostelleriès, » marquer les pots à vin ; que tantôt on leur donnait à boire et tantôt pas, mais qu'il n'avait pas retiré d'autre paiement ⁶⁴⁵. La sentence supérieure ⁶⁴⁶ donna gain de cause à notre ville, en statuant cependant que si, par d'autres moyens que la mestralie, le procureur de LL. EE. pouvait justifier le droit et l'ancienne usance du pot de vin, il pourrait s'en prévaloir.

LL. EE. firent renouveler, en 1637, par le commissaire Pierre Guex, les extentes rurales du château de Cossonay, dans la ville de ce nom et à Alens. Cette rénovation est la troisième depuis la conquête bernoise ⁶⁴⁷.

La peste se montra de nouveau en 1638, et l'on « affirma » (31 août) un marron pour six semaines ⁶⁴⁸. Elle ne dura

des hôtes qui n'avaient que des demi-chars ou des « bossatons. »

⁶⁴⁴ Mais qu'il savait que quand l'officier marquait « quantité de pots » les hôtes le faisaient boire, ainsi que le seigneur du conseil commis pour l'accompagner.

⁶⁴⁵ On apprend par sa déposition qu'à raison de la mestralie, il était dû 3 sols pour chaque marque aux pots à vin.

⁶⁴⁶ Des suprêmes appellations romandes à Berne, du 30 novembre suivant.

⁶⁴⁷ Peu après cette conquête, le commissaire Amédée Mandrot en avait fait une (ainsi que des fiefs nobles de la baronnie et des extentes du prieuré). Et en 1574 (et années suivantes) les commissaires Crinsoz et Volat en avaient fait une seconde, qui est incomplète.

⁶⁴⁸ Au prix de 80 florins, outre 5 florins pour des souliers.

pas longtemps. Cependant on en craignait le retour l'année suivante (fin de septembre)⁶⁴⁹, et l'on établit un inspecteur des pestiférés. Le conseil ordonna (1639, novembre) au sieur Vuillermine et à ses domestiques de faire quarantaine, vu l'accident (de peste) arrivé dans sa maison.

M. de Mex, qui remplissait la charge de banneret de la ville et de la baronnie depuis 1583, mourut en 1638. Le conseil général lui donna (28 octobre) noble Pierre DuGard, seigneur de la Chaux, pour successeur⁶⁵⁰. Les députés de six villages prirent part à cette élection. Le nouveau banneret prêta incontinent le serment usité⁶⁵¹. — ⁶⁵².

L'enseigne (la bannière) de la ville étant « vieille et fort déchirée, » le conseil ordonna (1639, mai), en présence de la plupart des gouverneurs des villages du département, d'en faire une nouvelle, dont chaque localité paierait les frais à raison de trois florins par focage⁶⁵³.

⁶⁴⁹ « Une bourguenotte » mourut alors de cette maladie, au pré aux moines.

⁶⁵⁰ Déjà le 8 septembre précédent le conseil « ayant recogneu la quallité et vertueux conversation » de M. de la Chaux, avait résolu de le prier d'accepter cette charge.

⁶⁵¹ De fidélité à LL. EE., d'abord, puis à la bourgeoisie, avec promesse de maintenir les franchises de la ville et de la baronnie.

⁶⁵² Les communiers d'Alens se plaignaient que ceux de Senarclens occupaient certain chemin tendant à St-Denis, soit au bois de Seppey. Le conseil résolut (même année) d'avertir ces derniers de le remettre « en bon estre, » puis, s'ils ne le faisaient pas, de porter plainte au seigneur de Senarclens, et enfin, s'il n'en résultait rien, de recourir au seigneur baillif.

⁶⁵³ Elle devait servir à toute la baronnie, « tant es monstres que autrement. » La ville et les onze villages du département en payèrent les frais, s'élevant à 151 florins et 6 sols, outre les « despends » (c'est-à-dire les frais accessoires).

Notre ville possédait, à cause du jadis clergé, des censes à Bettens, Mauraz et l'Isle, dont la perception était souvent difficile. On résolut (même année, juin) de remettre celles de Bettens à M. de Daillens, et les autres à MM. de Montricher, s'ils voulaient les acheter ⁶⁵⁴.

Si nous en jugeons par le produit des dixmes de la ville et de l'hôpital, l'année 1638 et la suivante furent très-abondantes. Celle de Senarclens fut amodiée (1638) pour quatorze muids, et celle de Penthallaz (1639) pour vingt-quatre muids.

Le conseil général admit (1639, novembre) noble Joseph Darbonnier, seigneur de Disy, à la bourgeoisie. Nobles Siméon Thomasset, seigneur de Croze et mayor d'Agiez, et David de Hennezel, châtelain de Cossonay, ne tardèrent pas à être également reçus bourgeois ⁶⁵⁵.

A la demande du conseil, le baillif de Morges (André de Bonstetten) accorda (1640, 18 mars) à notre ville l'autorisation (« le mandement ») de proclamer un marché hebdomadaire, qui se tiendrait chaque jeudi; autorisation basée, d'un côté, sur les franchises de la ville, et, de l'autre, sur l'octroi de LL. EE. du 8 juin 1586 ⁶⁵⁶. Le marché précédemment établi ne s'était donc pas soutenu.

La paroisse de Cossonay envoya des députés à Berne, en 1640, pour y empêcher la confirmation de la nomination, faite par la vénérable classe de Morges, d'un pasteur (M. Ro-

⁶⁵⁴ Le conseil vendit effectivement, en 1648 (14 avril), ces censes de Bettens à noble Christophe Manlich, seigneur de Daillens.

⁶⁵⁵ Le premier en 1643 (29 octobre) et le second en 1645 (26 octobre), chacun d'eux pour 150 florins, deux seaux en cuir et le repas aux conseillers.

⁶⁵⁶ Le premier marché se tint le 26 mars 1640.

may) à Cossonay (on n'en dit pas la cause). Ils réussirent dans cette mission ⁶⁵⁷.

Notre baronnie, par résolution du 1^{er} février 1641, accorda la contribution du millième denier demandée par LL. EE ⁶⁵⁸. Son produit devait solder des troupes permanentes, destinées à remplacer les fréquentes levées de milices que la guerre, qui désolait depuis plus de vingt ans les états voisins, rendait nécessaires ⁶⁵⁹. Cette mesure trouva beaucoup de résistance, surtout chez les paysans de la partie allemande du canton, où elle causa même des troubles sérieux ⁶⁶⁰.

⁶⁵⁷ M. de Petra eut le poste de Cossonay. Son prédécesseur se nommait Spect. Jaques Pière. Les frais du voyage des députés s'élevèrent à 82 florins et 9 sols. Le conseil leur alloua de plus 50 florins pour leurs peines et vacations.

⁶⁵⁸ LL. EE. l'avaient décrétée le 7 janvier 1641. Aux termes de leur ordonnance, chaque sujet de l'Etat, bourgeois ou paysan, devait payer un denier sur mille de la valeur de ses biens, meubles et immeubles. La liberté de taxer sa fortune, dans certaines limites, était laissée à chacun (de Tillier). Berne avait déjà fait demander, en 1639, dans le pays de Vaud, si l'on voulait librement payer cette contribution (Grenus, page 428).

⁶⁵⁹ De Tillier. — Berne, en 1637, avait demandé que le pays de Vaud payât annuellement deux florins par focage, de contribution de guerre, au lieu de *la paye des trois mois usités* *. On devait conserver les deniers de cette contribution avec le reste de la précédente (Grenus, pages 426 et suivante). Moudon offrit de payer sur ce pied-là pendant dix ans. Morges déclara vouloir acquitter, pour l'année courante, le gîte de 2 florins par focage, ainsi que cela avait été usité précédemment, toutefois sans aucune conséquence. Lausanne, Vevey, les quatre paroisses de Lavaux et Payerne se rangèrent au désir de LL. EE. (Grenus, page 427).

⁶⁶⁰ Apaisés par l'entremise des villes évangéliques (de Tillier).

* On apprend par là combien de temps les levées d'hommes étaient à la charge du pays.

On ne la vit pas de bon œil dans le pays de Vaud ; cependant on s'y soumit ⁶⁶¹. La durée de cette taxe, indéterminée dans le principe, fut ensuite fixée à six ans ⁶⁶².

Pour le prix de 300 florins (outre les vins), la ville acquit (1642, 24 juin), de l'un de ses bourgeois ⁶⁶³, huit quarterons de froment, de cense directe, sur le four bannal de Penthallaz. Et, l'année suivante, le vendeur lui céda son droit de rachat pour 100 florins ⁶⁶⁴.

Les habitants assistèrent, comme les bourgeois, au conseil général du 24 juillet 1642. Il n'est pas présumable que ce fut un fait nouveau.

LL. EE. ordonnèrent l'établissement, dans chaque ville, de prévôts, pour chasser les mendiants (étrangers) qui abondaient au pays à la suite de la guerre de trente ans. Le conseil nomma (même année, août) celui de Cossonay ; ce fut noble Pierre Farel.

Le banneret (M. de la Chaux), voulant habiter Genève

⁶⁶¹ Les bonnes villes et d'autres parties du pays montrèrent moins de facilité que notre baronnie (Grenus, pages 428 et suivante). Lausanne résista, puis paya. Romainmotier fit de même. Vevey montra de la bonne volonté, mais les autres communautés du bailliage de Chillon demandèrent respectueusement d'être exemptées de la taxe (de Tillier).

⁶⁶² Ibidem.

⁶⁶³ Nommé Pierre Court.

⁶⁶⁴ Plus tard (en 1668) le seigneur de Penthaz, ayant cause de la cure de Penthallaz, remit à la ville quatre quarterons de froment, de cense, sur ce four. Procédé des nobles de Syviriez, celui-ci avait été abergé (en 1498 et 1499) par leurs ayants cause, les donzels Jean et Antoine de Livron, sous la cense directe de huit coupes de froment. Le tiers du fief (du four) appartenait, en 1665, à la ville (LL. EE. en avaient les deux autres).

quelque temps, remit (1644, janvier), pour celui de son absence, les clefs du revestiaire et le sceau de la ville à M. de Senarclens (noble Jean-Michel Charrière). Le conseil décida (février suivant) que, jusqu'à son retour, ce dernier, en qualité de premier conseiller, remplirait la charge de banneret.

Noble David de Hennezel succéda, en 1645, à son père (Albert) dans l'office de châtelain. Il promit (16 juin) de contribuer de trois pistoles et demie aux dépenses de son installation. Le surplus (dix pistoles) était à la charge de la ville ⁶⁶⁵. — ⁶⁶⁶. — ⁶⁶⁷.

Le conseil des douze et dix-huit, et la généralité des bourgeois, avaient décidé l'établissement d'un conseil des *vingt-quatre*, qui serait formé par l'adjonction de six membres à celui des dix-huit, et destiné à représenter, dans l'occasion, « le parentier » de la bourgeoisie ⁶⁶⁸. On procéda, le 5 octobre 1646, à l'élection des (six) nouveaux conseillers, auxquels on assigna, ainsi qu'aux six anciens (les dix-huit) un pot de vin chaque jour d'assemblée; on les exempta également du quarteron de la guette ⁶⁶⁹. — La concentra-

⁶⁶⁵ Lorsqu'en 1642 le fils du châtelain de Hennezel s'était marié, on lui avait donné une boîte de dragée et une seconde de confitures sèches (elles coûtaient ensemble 28 florins) et l'on avait fait une bienvenue à sa femme.

⁶⁶⁶ Le conseil prêta mille florins à M. de Senarclens, dont la grange avait brûlé; on lui donna (1645) un char de vin de Lonay, et, lorsqu'il fit « dresser » sa grange, un mouton.

⁶⁶⁷ On envoya (même année, octobre) cinquante soldats de la baronnie à Morges pour la bienvenue du baillif Morlot.

⁶⁶⁸ « Comme a esté du passé. »

⁶⁶⁹ On ne voit pas que la ville ait recouru à Berne pour être autorisée dans ce changement de son administration municipale.

tion des pouvoirs est un trait caractéristique du XVII^{me} siècle; ainsi la création de ce nouveau conseil était conforme aux tendances de l'époque. La participation du peuple aux affaires publiques s'anéantissait; on la considérait comme une charge. Rappelons-nous que, plus d'un siècle auparavant, les commissaires bernois avaient ordonné chez nous ce conseil des vingt-quatre. Au reste son établissement n'empêcha pas la réunion, de temps à autre, du conseil général, outre sa convocation régulière, vers la St-Michel, pour l'élection des gouverneurs, comme précédemment.

A l'occasion du mariage de Mlle. de la Chaux, on offrit (1647, décembre) au banneret, son père, deux « drageoires » en argent, pesant 28 onces et coûtant 17 pistoles⁶⁷⁰ Le cadeau était cher.

A la mort du châtelain de Hennezel, on résolut (1648, mars) de prier le seigneur baillif de le remplacer par M. de Mex (petit-fils du précédent banneret), déjà lieutenant de Cossonay. Mais, sur l'ordre de ce haut fonctionnaire et « à forme de la loi, » le conseil désigna (21 du même mois) trois personnes pour être présentées à LL. EE., qui nommèrent effectivement M. de Mex. Nous croyons que cette présentation est la première que notre ville ait faite⁶⁷¹. — On admit bientôt après le nouveau châtelain au conseil des douze,

⁶⁷⁰ Selon les comptes de la communauté, le « vase » d'argent offert à M. de la Chaux coûta 512 florins. Mademoiselle de la Chaux, héritière de son père, épousa alors noble Daniel de Chandieu.

⁶⁷¹ LL. EE. paraissent avoir rendu une ordonnance qui la prescrivait. Déjà, en 1619, le châtelain de Moudon avait été nommé sur la présentation de trois « élus » faite par le conseil (Grenus, page 584).

avec la faculté d'y donner sa voix et de jouir des mêmes droits que les autres conseillers ⁶⁷².

Estimant sans doute que la cense de trois florins qu'elle payait dès les temps anciens au receveur de Moudon, pour la sauve-garde, n'avait plus d'opportunité, notre ville ne l'avait pas acquittée en 1647. Mais ce receveur obtint (1648, 15 juin) une sentence du baillif (de Moudon) qui la condamna, avec dépens, à effectuer ce paiement ⁶⁷³.

Les gouverneurs des villages consentirent (même année, juin) aux réparations qu'exigeaient les tours et murailles de la ville (et spécialement la tour vers la fontaine Girabert) ⁶⁷⁴. On cita juridiquement Bussigny, qui avait pris l'habitude de ne plus contribuer. Les nobles de Saussure, faisant aussi difficulté de payer leur part de contribution pour leur maison de Boussens, on leur communiqua les droits de la ville.

Le conseil accorda (1649, mars) au secrétaire baillival de Morges, Jean-Emanuel Forel, la déclaration qu'en vertu de nos franchises les lauds dûs au château de Cossonay se payaient seulement au cinq pour cent.

Pour que les pâturages ne fussent pas surchargés, le con-

⁶⁷² Son salaire devait seulement courir depuis la St-Michel suivante. Celui d'un conseiller des douze était de 50 florins. Le banneret en avait 100.

⁶⁷³ Le receveur avait fait proclamer les gouverneurs de Cossonay, qui ne parurent pas. On avait affiché ces « lettres de proclamation » à Moudon, le châtelain de Cossonay n'ayant pas permis, ensuite de l'opposition des gouverneurs, qu'elles le fussent à Cossonay. Les trois florins pour la sauve-garde furent compris dans la remise de censes de Berne à notre ville en 1673.

⁶⁷⁴ On donna ces réparations « en tasche. »

seil renouvela (même année, juillet) d'anciennes ordonnances d'après lesquelles ce ux qui avaient leur propre charrue ne pouvaient tenir que six mères-brebis avec leurs agneaux et un mouton, et les autres seulement quatre.

LL. EE. ayant accordé aux quatre bonnes villes une nouvelle correction du coutumier, notre baronnie envoya (même année, décembre) deux députés ⁶⁷⁵ à Morges, pour cette révision. Berne, qui voulait connaître l'avis du pays, ordonna que les députés des départements examinassent le projet. En conséquence, ceux de Cossonay, Aubonne, Montricher et Vullierens, assemblés à Cossonay (janvier suivant), tombèrent d'accord sur les observations qu'il leur suggéra ⁶⁷⁵.

On amodia (1651, janvier) au sieur Rolaz, pour trois ans,

⁶⁷⁵ Le châtelain M. de Mex, pour la ville, et Jean Denys Tissot, châtelain de Grancy, pour les villages.

⁶⁷⁶ Elles sont en grand nombre. Nous citerons les suivantes, qui montrent la tendance de l'époque : (Concernant la loi des héritages) « Pour la maintenance des bonnes maisons, il semble bon et raisonnable qu'au cas les pères et mères n'auraient pourveu à leur hoirie par testament ou autrement, alors les masles pourront lever de prérogative à leurs sœurs le quart des biens de leurs dits pères et mères, sinon qu'iceux en aient ordonné autrement. » (Concernant la loi des substitutions) « On supplie qu'il soit adjousté qu'on pourra, après la substitution des enfans de l'un à l'autre, encore faire une seconde substitution. » (Concernant la loi pour secourir les filles mal dotées) « Il semble le terme préfigé trop long, et qu'il doit estre dit et préfigé trois ans après les décès des pères et mères lorsqu'ils seront constituants, Et cinq ans dès le jour de la constitution lorsqu'elle sera faite par des frères ou tuteurs, pour supplément de légitime. » — La correction du coutumier n'était pas encore effectuée trois ans après. Les bonnes villes demandaient à LL. EE., en 1653, qu'il y fût suivi au plus tôt, étant désirée depuis bien longtemps (Grenus, page 445).

à deux florins par année, la corvée de charrue qu'il devait pour son « bien » d'Alens⁶⁷⁷.

Il est question, en 1652, d'une femme démoniaque à Penthaz.

Lorsque M. de Mex (noble Jean-Baptiste Charrière), châtelain, mourut, le conseil, pour la nomination de son successeur, soumit (1652, janvier) trois personnes, y compris le frère du défunt, au choix de LL. EE. Abraham DeVenoge eut la place.

On trouvait à Senarclens (même année, mars) dix-neuf chevaux et vingt-un bœufs dont on pouvait se servir. C'est une donnée sur la statistique du bétail à cette époque. Ce village comptait alors une vingtaine de focages. —⁶⁷⁸.

À la même époque, notre ville était en procès avec les sujets des seigneurs de Mex à Bournens, qui refusaient de payer la guette. On n'en connaît pas l'issue, vraisemblablement favorable à la ville.

Aux termes d'une ordonnance du conseil, du 22 novem-

⁶⁷⁷ La ville amodiait chaque année, par localité, les corvées dues par ceux qui faisaient charrue dans la paroisse (celles de la Chaux avaient été amodiées, en 1650, pour 16 florins). Nous avons déjà fait observer que le tiers de ces corvées procédait de la cure et les deux autres tiers du prieuré. Ordinairement la corvée entière comprenait trois journées de charrue, une au printemps, l'autre en été, et la troisième en automne. Dans la paroisse de Cossonay il n'est question que de la corvée de *carême*, c'est-à-dire pour le labour du printemps.

⁶⁷⁸ La décision suivante du conseil (21 juin) peut offrir quelque intérêt pour l'histoire naturelle ou pour la connaissance des préjugés du pays. « On avertira M. de Mex de ne jeter les serpents qu'il tue en son jardin sur le toit du four de la ville, à cause des inconvénients qui en peuvent arriver. »

bre (1652), il ne devait y avoir que trois hôtelleries dans la ville ⁶⁷⁹, et les autres bourgeois pourraient seulement vendre vin aux foires, avec permission.

Comme les infirmités du banneret le retenaient souvent chez lui, le conseil nomma (à la date précédente) conseiller le seigneur de Mex, décidant qu'il prendrait place après le banneret, et présiderait le corps en son absence, comme premier conseiller. M. de la Chaux consentit à cet arrangement ⁶⁸⁰. M. de Mex promit de résider en ville. Le conseil élut encore, le même jour, trois autres conseillers. Les dix-huit et vingt-quatre confirmèrent ces diverses nominations. Précédemment, les élections de conseillers avaient lieu en conseil général, sur la présentation des douze.

Nous rapportons une résolution du conseil (du 10 janvier 1653) telle qu'on la lit dans ses registres, en faisant observer que les « sièges » du chœur de l'église étaient réservés aux conseillers et autres autorités de la ville : « Maître Abraham Portier estant si osé et téméraire de s'asseoir et placer au temple dans les formes du chœur, au haut d'icelluy, en une place et siège trop considérable pour sa qualité, commandement lui sera fait de s'en désister, affinque quelqu'autre de condition et quallité mieux advenante s'y puisse rendre, Et luy se debvra contenter d'estre parmi le commun, selon son ordre. » — On voit que les membres du conseil n'entendaient pas raillerie à l'endroit de leurs privilèges : c'était l'esprit du temps.

Les quatre bonnes villes choisirent Cossonay pour tenir,

⁶⁷⁹ Le curial soit greffier de la justice tenait une d'elles.

⁶⁸⁰ Le salaire de M. de Mex (de 50 florins) devait se prendre sur celui du banneret (de 100 florins).

au commencement d'août 1653, une assemblée où l'on devait nommer des députés chargés de présenter à LL. EE. « les articles qui seraient jugés utiles » au bien du pays. A Berne on vit de mauvais œil la réunion projetée, croyant qu'elle représenterait tout le pays, et LL. EE. la firent interdire. Les députés de Nyon et Morges, ignorant encore cette défense, arrivèrent (4 août) à Cossonay, où ils ne trouvèrent pas ceux des autres villes ⁶⁸¹.

Une lacune de sept années se présente dans les annales de notre ville, suite de l'absence d'un des registres du conseil ⁶⁸². Profitons de ce repos forcé pour présenter quelques observations générales sur la première moitié du XVII^{me} siècle, puisées dans les comptes de notre communauté. On trouve la continuation du système de libéralité du conseil. On fait des cadeaux aux autorités et bourgeois notables de la ville ⁶⁸³. Les cymaisses sont fréquemment présentées et des bien-venues ont encore lieu, quoique plus simples que jadis. On offre des collations aux personnes marquantes qui viennent dans notre ville. Les baillifs de Morges reçoivent volontiers (il en a déjà été question) un cadeau à leur arrivée, au jour de l'an ou dans d'autres circonstances ⁶⁸⁴. Le tir

⁶⁸¹ Grenus, pages 438 et suivantes.

⁶⁸² Il y a lacune depuis la fin de l'année 1653 au mois d'octobre 1660.

⁶⁸³ Lorsqu'il y a des circonstances marquantes dans leurs familles. Tantôt on leur donne un dindon, un mouton, un veau, ou des chapons; parfois des oranges, des boîtes de dragées, de confitures ou de biscuits. Dans l'occasion, le conseil a des attentions délicates. Le banneret étant malade, on lui offrit (1637) une boîte de biscuits. Deux ans après on en donna également une à son fils, aussi malade.

⁶⁸⁴ Le seigneur baillif reçut, en 1648, « de bon an, un tonneau

de l'oiseau (du papegay) continue à être une occasion de réjouissance et de dépense⁶⁸⁵. Le roi reçoit en prix tantôt de l'argent et tantôt une arme⁶⁸⁶. Outre ce tir il y a encore celui de l'abbaye des mousquetaires, société particulière (fondée en 1612) qui a joui de beaucoup de faveur pendant deux siècles⁶⁸⁷. Fréquemment le conseil accorde des gratifications à ceux qui s'emploient pour la ville. Il n'exige pas avec rigueur le prix total des dixmes ou de l'ohmgeld, lorsque les fermiers de ces revenus y ont éprouvé de la perte.

d'oliveaux, » un tonneau d'anchoix et un pain de sucre, pesant deux livres et demie (le tout coûta 30 florins). Deux ans auparavant on lui avait donné deux fromages.

⁶⁸⁵ Le repas de la fête de mai coûta, en 1643, 223 florins.

⁶⁸⁶ Le conseil avait décidé, en 1551, qu'à l'avenir « le roi des arquebusiers » recevrait une aune de drap valant 6 florins. On ne s'en tint pas, avec le temps, à cette ordonnance. Le roi du papegay reçoit, en 1626, 10 florins, « selon qu'est usité aux bourgeois. » On lui donne, en 1633, « une allebarde, » avec des rubans (achetée à Genève pour 20 florins). Deux ans après, on présente encore une hallebarde « au roi du mousquet, » et, en 1643, « une partisane (pertuisane) et hallebarde » avec deux aunes de rubans (le tout coûta 81 florins). Enfin il reçoit, en 1648, 23 florins en argent. Dans la seconde moitié du siècle la royauté valait une pistole, mais le roi fournissait des prix qu'on tirait quelque temps après. La décision suivante du conseil (du 27 mars 1663) prouve que les rois n'étaient pas fort empressés à fournir ces prix : « Ordonné que les seigneurs de Senarclens, de Penthaz, de Bons et chastelain de ceste ville, roys des quatre dernières années passées, seront advertis de trouver et produire les prix qu'ils doivent, pour d'aujourd'hui en quinze jours. Et que faute de ce le sieur gouverneur obtiendra de leur prendre des gages d'une main et vendre de l'autre. » Ces prix devaient être du sel et chaque soldat roi aurait un florin.

⁶⁸⁷ Le tir de cette abbaye avait également lieu au mois de mai. Elle s'est seulement dissoute de nos jours.

Il tient les pauvres quittes du quarteron de la guette. En un mot, il agit avec un esprit bienveillant et indulgent. Cependant, partant de notre point de vue, on doit reconnaître qu'il aurait pu mettre plus d'économie dans l'administration des revenus de la communauté.

On résolut (1660, décembre) de citer devant la cour du châtelain M. de Lusseri (noble Albert de Gingins) qui, habitant Cossonay, refusait d'acquitter la guette et la corvée annuelle.

Il y eut, en 1660, quelque désastre de température (grêle ou outre). On gratifia (1661, janvier), quoique sans conséquence, tous les bourgeois de la ville du quarteron de la guette, « à cause de la tempeste ; » chacun d'eux reçut, pour la même raison, 15 florins⁶⁸⁸.

La récolte des vignes de notre hôpital à Aubonne fut amodiée (en 1661) par M. de Penthaz (noble Jean-François Charrière) pour 100 florins, outre un char de vin blanc à livrer au ministre de Cossonay. Le même avait tenu, les trois années précédentes, les biens de la ville et de l'hôpital en amodiation générale⁶⁸⁹.

⁶⁸⁸ Ceux qui habitaient Aïens en reçurent seulement dix. Sans doute qu'ils avaient moins souffert. — Le conseil avait accordé (décembre précédent) à M. le banneret un dédommagement pour la perte éprouvée dans l'amodiation de la dixme de Penthallaz, entre autres 16 florins pour celle du vin et du millet. Depuis longtemps il n'y a plus de vignes à Penthallaz, et la culture du millet y est abandonnée. En 1439 (2 juillet), le recteur de l'hôpital St-Antoine avait passé une amodiation de la portion qui appartenait à cet hôpital de la dixme en blé et *vin* dans le territoire de Penthallaz, au prix de vingt-deux muids de blé, moitié froment et moitié avoine, *cum placito solvere consueto*.

⁶⁸⁹ En 1663, il redevait à la ville, par suite de cette amodiation,

Le conseil, « assemblé en général ⁶⁹⁰, » donna charge (même année, janvier) au banneret (noble Abraham Charrière, seigneur de Mex, qui avait succédé, en 1655, à M. de la Chaux) de faire stipuler l'acte de vente ou d'échange des censes et autres droits de la ville à Vuflens-la-ville. M. de Penthaz paraît avoir fait avec elle l'échange de ces censes.

A l'occasion du tir du papegay, de l'année 1662 (5 mai), chaque conseiller des douze reçut un quart d'écu, et chaque conseiller des dix-huit et vingt-quatre cinq batz.

Noble Jean-Pierre Thomasset, seigneur de Croze, élu (1663, mai) conseiller des douze, paya deux pistoles au lieu du repas qu'il devait donner. Il paraît donc que l'entrée au conseil entraînait l'obligation d'un banquet à ce corps. Peu après le conseil tint sur les fonts le fils du nouveau conseiller ⁶⁹¹.

On se rappelle la difficulté que notre ville avait failli avoir, en 1617, avec le co-seigneur et mayor de Boussens. La même cause avait renouvelé le différend avec un de ses successeurs. Non-seulement l'hôte de Boussens refusait le paiement de l'ohmgeld du vin débité par lui, mais encore celui de la guette. La ville l'avait actionné devant la justice de Boussens; mais après que noble Marc de Saussure, sei-

1992 florins et 9 sols. — Le conseil fit, le 31 décembre 1660, une taxe de grains aux prix suivants : 25 florins le sac de froment, 20 celui du messel, 15 celui de *mescle* et 7 celui d'avoine.

⁶⁹⁰ Nous croyons que cette expression signifie la réunion des douze, dix-huit et vingt-quatre, et non la généralité des bourgeois.

⁶⁹¹ « Ordonné que M. le gouverneur acheptera quatre ausnes de sattin fleuri bleu et blanc, pour la doublure demi ausne de canevas, deux costes de baleine, demi onze de soye blanche et bleu, douze ausnes de rubans blancs et bleus, Et c'est pour faire un habit au filliol de Messieurs du conseil, fils de M. de Croze » (Registres du con-

gneur de ce village ⁶⁹², se fut constitué son garant (de l'hôte), elle avait requis d'être renvoyée devant le baillif de Morges, juge compétent des seigneurs de juridiction, auquel celui de Boussens ressortissait. On avait pris jour pour comparaître à Morges, lorsque, mieux informé des droits de la ville, M. de Boussens abandonna le procès (1663, 11 septembre).

Le conseil décida (même année, 28 septembre) qu'au lieu « d'aller boire en corps » le gouverneur livrerait dix batz à chaque conseiller des douze, et six batz à chacun des autres conseillers. Sans doute que l'élection des gouverneurs avait lieu ce jour-là ; on avait l'habitude d'y boire.

M. de Penthaz aliéna (1664, 18 janvier), en faveur de notre bourgeoisie, pour mille florins, le droit de pâturage de ses prés de la Cour et de diverses côtes contigues ⁶⁹³, le tout formant un parchet considérable. Aux termes de cette cession, le temps du pâturage devait commencer huit jours après la fête de Ste-Madelaine et finir à Noël. Mais l'année suivante (2 octobre) la bourgeoisie ⁶⁹⁴ lui rétrocéda ce droit pour 1400 florins, parce qu'il avait reconnu que son aliénation lui avait été très-préjudiciable ⁶⁹⁵. Déjà précédemment

seil, le 7 juin 1663). Le blanc et le bleu étaient les couleurs de la ville.

⁶⁹² LL. EE. lui avaient remis, il y avait peu d'années, les droits seigneuriaux du château de Cossonay à Boussens. Ainsi de co-seigneur il était devenu seigneur de cet endroit. Noble Marc de Sausure était pasteur de l'église de Lutry.

⁶⁹³ Et de les tenir à clos.

⁶⁹⁴ Représentée par le banneret et les trois conseils réunis.

⁶⁹⁵ Il fut convenu que M. de Penthaz paierait ces 1400 florins à LL. EE., ainsi que 2600 florins qu'il devait à la ville, le tout faisant la somme qu'elle leur devait pour l'abergement du bois de Seppey (voir plus bas).

M. de Penthaz avait acquis de la ville, pour 535 florins, un muid annuel de froment et quelques censes en deniers, qu'elle percevait à Boussens, à cause du jadis clergé. Nous le trouverons souvent en affaires avec la ville.

Le conseil résolut (1664, février) d'aller « en corps » ordonner aux notaires Cordey et De Villard « de vuidier et sortir promptement de la ville. » Le motif de ce renvoi n'est pas indiqué.

Notre ville s'efforçait, depuis quelques années, d'obtenir de LL. EE. la cession d'une partie de la forêt de Seppey, appartenant au domaine du château. Elle avait, dans ce but, envoyé des députés à Berne à diverses reprises. L'arrivée du seigneur trésorier (Emanuel Steiguer) à Cossonay avança la négociation, qui s'étendit encore à d'autres objets. Et, le 22 juin 1664, Berne nous remit, à titre d'abergement, la moitié du bois de Seppey⁶⁹⁶, « la passion » sur la totalité de la forêt (c'est-à-dire le droit d'y faire pâturer les porcs sans cueillir les glands), les grandes halles, les ventes des foires et marchés, et la mestrallie de la châtellenie qui comprenait les langues des grosses bêtes qu'on tuait à la boucherie; le tout sous la cense annuelle et perpétuelle de 200 florins (petits)⁶⁹⁷ et de six sacs d'avoine (à la mesure de Morges)⁶⁹⁸. Cette cession fut accompagnée de diverses

⁶⁹⁶ Cette moitié, moins forte que l'autre, comprenait environ 140 poses.

⁶⁹⁷ Soit 4000 florins de capital. Cette cense pouvait être rédimée, et le fut en effet.

⁶⁹⁸ L'acte fut passé à Berne, où MM. de Mex et de Penthaz et le secrétaire Abraham de la Sarraz, députés de la ville et munis de sa procuration, s'étaient rendus.

conditions et réserves⁶⁹⁹. Notre ville fit, dans cette circonstance, un très-bon marché dont les heureuses conséquences se font encore sentir quant à la forêt de Seppey. Il lui était également précieux d'acquérir la mestrالية, puisqu'elle en possédait déjà une partie par ses franchises⁷⁰⁰.

Pour remédier à des abus qui s'étaient introduits, le conseil ordonna (même année, septembre) qu'à l'avenir les hôtes ne donneraient à qui que ce fût à boire ou à manger au nom de Messieurs du conseil, sinon sur un billet de leur part.

Le conseil décida (10 octobre suivant) que l'on bâtirait incessamment une nouvelle maison de ville. M. de Penthaz et le curial furent chargés « de mettre ordre » à ce que le nouveau bâtiment « fût propre. » C'est de la maison de ville actuelle dont il est question.

Notre bourgeoisie acquit, en 1665 (5 juin), de M. de Bussy (noble Antoine Crinsoz), pour 450 florins, douze poses dans la forêt de Seppey, au lieu dit en Fayel, avec les droits de seigneurie et de juridiction que le vendeur y possédait con-

⁶⁹⁹ L'affouage du château de Senarclens se prendrait alternativement et proportionnellement sur la part de la forêt remise et sur l'autre; les directeurs du canal (d'Entreroches) y percevraient, dans la même proportion et sans abus, le bois que leur désignerait le forestier, au moins dommageable; enfin LL. EE. percevraient la dixme si la forêt cédée était mise en culture, et le laud si elle se vendait.

⁷⁰⁰ La ville amodia, en 1666, les langues de la boucherie douze florins (pour une année). Les halles lui en rapportèrent quatorze à la foire qui suivit la passation de l'abergement, et les « aulnes et ventes » dix-sept florins et six sols (à la même foire).—M. de Penthaz rendit compte (1664, 8 août) en conseil de sa mission à Berne. Les frais du voyage des députés de la ville s'étaient élevés à 580 florins.

formément aux partages jadis faits (1507, 16 octobre) entre les nobles de Gléresse et de Bionnens ⁷⁰¹.

Sur la fin de la même année, la ville était en différend avec le village de Disy pour la guette et l'ohmgeld, ce qui l'engagea à envoyer des députés à Berne. L'année suivante (octobre) elle y envoya de nouveau MM. de Penthaz et de Croze « plaider la cause contre ceux de Disy. » On ne connaît pas l'issue de ce procès, probablement terminé par la vente de notre communauté à celle de Disy de ses droits de guette et d'ohmgeld dans ce village ⁷⁰². — ⁷⁰³.

Le conseil fit dresser (même année, septembre) le rôle de tous les chefs de famille, « outre le tour ordinaire, » afin qu'ils allassent la nuit, avec des fusils ou arquebuses, autour du bétail (au pâturage), pour le préserver des loups. — ⁷⁰⁴.

Il est fait mention, en 1666 (décembre), de la tour du

⁷⁰¹ A la même date, la ville acquit de M. de Penthaz, pour 300 florins, un jardin situé au château de Cossonay, limitant de vent le ruisseau qui passait dans les fossés de la ville, et de bise la maison ruinée du vendeur, provenant des nobles Farel. Elle paya 50 florins pour les « vins beus » de ces deux acquisitions.

⁷⁰² En 1674, la communauté de Disy possédait ces droits en vertu d'acquisition faite de notre ville (Dénombrement des fiefs nobles du bailliage de Morges).

⁷⁰³ A l'occasion de la nomination de M. de Penthaz à la charge de lieutenant de banneret*, il y eut « estrief et quelques disputes » entre lui et le conseiller Ducimetière, mais « tout le corps du conseil » les pacifia (1666, juin).

⁷⁰⁴ Permission ayant été accordée (1666, octobre) à M. de Bons de vendre vin, lui et sa femme prêtèrent serment en conseil de se comporter fidèlement dans toutes les choses qui concernaient la tenue de leur cabaret.

* Parce que le banneret ne demeurerait pas en ville. Cette lieutenance finirait lorsqu'il l'habiterait de nouveau, et M. de Penthaz resterait premier conseiller.

vieux château. Ainsi elle existait encore, du moins en partie.

La ville envoya prier (1667, mars, par deux députés) la vénérable classe, à Rolle, de la pourvoir d'un bon ministre, attendu le décès de M. le pasteur de Petra.

LL. EE. établirent, en 1667, un diacre à Cossonay (il se nommait Moret). Comme on n'avait pas de logement pour lui, on en loua un; le propriétaire de la maison devait lui fournir des « herbages » (légumes) et lui nourrir une vache et un cheval, le tout moyennant 60 florins par an. Le conseil demanda (6 mai) que le seigneur ministre fit, chaque semaine, le prêche le dimanche matin, le catéchisme à midi, et le prêche le vendredi; et le sieur diacre le prêche le dimanche soir et le mardi toute l'année.

Quelques portions du domaine de la ville furent aliénées en 1668 (13 janvier)⁷⁰³. On vendit, pour 400 florins, l'ohmgeld de Senarclens au seigneur de ce village (noble Georges-François Charrière), ainsi qu'un « bien » dans cet endroit, pour 3000 florins. Ce domaine, échu à la ville dans une discussion de biens, comprenait les terres que le baron de Coudrée lui avait jadis remises⁷⁰⁶. On vendit encore à M. de Penthaz, au prix de 1387 florins et 6 sols, les censes directes et foncières de la ville et de l'hôpital à Sullens⁷⁰⁷, et, pour 700 florins, l'ohmgeld de Penthaz. Ajoutons que la

⁷⁰³ Par les trois conseils assemblés, représentant toute la bourgeoisie.

⁷⁰⁶ Et qui provenaient de la cure de Vuillerens.

⁷⁰⁷ Elles s'élevaient à quarante-quatre quarterons de froment, un d'avoine, un chapon et quatre gélines. On estima le quarteron de froment 30 florins, celui d'avoine 7 florins et demi, le chapon 20 florins et la géline 10. On échangea aussi avec M. de Penthaz quelques censes à Cossonay et ailleurs.

ville aliéna aussi en sa faveur l'ohmgeld de Sullens⁷⁰⁸, mais on ne connaît ni l'époque ni le prix de cette dernière vente.

Le conseil permit (même année, mai) au pasteur M. Roy, pour une fois et sans aucune conséquence, de faire inhumer un de ses enfants dans l'église.

Il était d'usage chez nous que les rois du papegay fussent francs de lauds pour leurs acquisitions pendant l'année de leur royauté, ainsi que cela s'observait dans les bonnes villes du pays. A la vérité, la nôtre n'avait pas de titres pour constater cette franchise, mais la coutume immémoriale l'avait consacrée. Néanmoins le baillif de Morges refusa de l'accorder à MM. de la Robélaz (noble Abraham Charrière) et de Bons, les deux derniers rois, ce qui engagea le conseil à réclamer (1668, mai), par ses députés, auprès de LL. EE⁷⁰⁹. Berne ordonna au baillif d'examiner si notre ville avait eu le tir de l'oiseau avant l'année 1659 et si le roi avait joui de la franchise des lauds⁷¹⁰. Le baillif déclara que depuis 1640 ses prédécesseurs n'avaient retiré aucun laud des rois du papegay à Cossonay. Mais tout cela fut inutile, et, au grand chagrin de la ville, LL. EE. refusèrent de reconnaî-

⁷⁰⁸ M. de Penthaz était seigneur direct de Sullens, mais la juridiction de ce village appartenait encore alors au château de Cossonay.

⁷⁰⁹ En fixant, la même année, le tir de l'oiseau au 1^{er} juin, le conseil décida que la ville ne ferait aucune dépense à cette occasion, à cause des frais du voyage de ses députés à Berne.

⁷¹⁰ Le baillif devait prendre des informations auprès de gens impartiaux. Notre ville produisit un rôle des rois du papegay depuis (et y compris) 1640, lesquels, « suivant l'usage pratiquée de tout temps au dit Cossonay, » étaient francs de lauds « de la part de LL. EE. »

tre la franchise réclamée ⁷¹¹. Berne montra peu de bonne volonté dans cette circonstance.

L'année 1668 fut peu abondante. On exempta beaucoup de ménages de payer la guette, et entr'autres, paraît-il, tous les bourgeois de la ville ⁷¹².

Les chefs de famille de Cossonay et d'Alens ayant été convoqués (« conviés, » même année, décembre), le châtelain leur représenta que les saintes assemblées étaient fort négligées, ce qui donnait lieu aux pasteurs de se plaindre. On leur enjoignit d'être « plus fréquents aux presches, » ajoutant que si l'on remarquait la continuation « de semblables deffauts, » on les châtierait « plus avant. »

On ne remarque plus, chez les fonctionnaires de la ville, le désintéressement précédent. On leur paie de fréquentes journées ⁷¹³.

On conclut un accord (1669, février) pour faire recouvrir et réparer les tours de deux portes de la ville, celles des

⁷¹¹ M. de Croze ayant comparu à Berne (1670, 24 mai) devant la chambre des bannerets, pour réclamer encore la franchise des rois du papegay, fut éconduit de sa demande.

⁷¹² Elle n'y fut payée que par six habitants. On l'amodia à Penthallaz pour vingt-huit quarterons ; à Sullens et Penthaz, ensemble, pour quarante ; à Senarclens seulement pour six ; à Bournens, Bousens, Lusseri, Villars, les deux moulins de Cossonay et celui de Bettens (ensemble) pour vingt ; à la Chaux, Itens, St-Denis et Prévondavaux, pour vingt-cinq. L'année précédente la guette de Sullens et Penthaz n'avait été amodiée que pour les deux tiers du nombre de ménages porté dans le dénombrement de l'année, et l'on avait affermé celle de Senarclens pour huit quarterons seulement. Déjà, en 1666, le rapport des dixmes de la ville avait été inférieur au précédent.

⁷¹³ Il était dû (1669, janvier) 124 florins et 3 sols au banneret et 117 florins à M. de Penthaz pour journées faites pour la ville.

côtés de Mörzes et la Sarraz. Une des tours de Cossonay s'appelait la *tour romande*. L'année suivante, un pan des murailles de la ville s'écroula sur un bâtiment et l'endommagea beaucoup.

Le conseil vendit (1669, 10 mai) à M. de Croze, pour 50 florins, l'ohmgeld et la guette de Croze.

Notre communauté estimait que « certaines pièces » de ses vignes de Lonay étaient franches de dixme, parce qu'elles provenaient de LL. EE. et avaient été jadis « bien d'église ⁷⁴⁴. » Elle s'appuyait encore sur une déclaration de Berne, du 14 août 1567, aux termes de laquelle les terres arables et vignes de la châtellenie et du ressort de Mörzes, dont les propriétaires prouveraient dûment que depuis trente ans on n'y avait pas levé la dixme, en demeureraient exemptes. Néanmoins la cour baillivale de Lausanne avait condamné notre ville à acquitter cette dixme à LL. EE., pour le cas où elle n'obtiendrait pas de Celles-ci une explication du titre produit pour s'en exempter, c'est-à-dire des lettres patentes de LL. EE., de l'année 1591, par lesquelles Elles lui avaient confirmé la cession des biens de la cure et du clergé. M. de Croze se rendit donc à Berne pour la solliciter, mais elle lui fut refusée (24 mai 1670). Toutefois, trente années plus tard, la chambre économique du pays de Vaud, à Berne, reconnut, en faveur de la ville de Cossonay,

⁷⁴⁴ Le clergé de Cossonay avait acquis, en 1519, de noble Guillaume de la Molière, dit Huguet, de Cossonay, des vignes à Lonay, et l'on se rappelle qu'après la conquête Berne avait cédé les biens de ce clergé à notre ville. Il n'est pas probable qu'il soit ici question des vignes acquises des filles de noble Daniel de Gruyère. La pension de deux chars de vin que percevait (dans le siècle passé) le premier ministre de Cossonay était affectée sur les vignes de la ville à Lonay.

la franchise de dixme de deux pièces de vigne à Lonay, contenant ensemble cinq poses; et cela suivant un extrait de la reconnaissance du domaine du prieuré de St-Paul de Cossonay, de l'an 1531.

La communauté de Senarclens amodia (1670, octobre) de notre ville, pour six années, « la paisson » du bois de Seppey, à raison de deux sacs d'avoine, mesure de Morges, par année ⁷¹⁵.

LL. EE. ayant décrété l'établissement de cavaliers dans chacun des départements militaires du pays, le baillif de Morges ordonna (même année, 18 octobre) à celui de Cossonay de se conformer à cette disposition. En conséquence, les gouverneurs des localités de ce département, assemblés à Cossonay (20 octobre), nommèrent les deux cavaliers qu'il devait fournir. Ceux-ci auraient l'obligation de se rendre « à la monstre » pour le département. On établit douze cavaliers dans le bailliage de Morges, « pour le service de LL. EE. et de la patrie ⁷¹⁶. »

Quoique Berne eût retiré aux rois du papegay la franchise des lauds, la fête de la ville (c'est ainsi qu'on nommait le tir de l'oiseau) eut cependant lieu en 1671, avec le festin ordinaire ⁷¹⁷.

⁷¹⁵ Dans cette circonstance, le gouverneur de Senarclens traita de l'avis du seigneur et du co-seigneur de l'endroit.

⁷¹⁶ La solde de ces douze cavaliers s'élevait à 75 florins par mois. En 1672 (juillet) les septante-six focages du département de Cossonay devaient livrer, pour cette solde, à raison de 6 « cruz » chacun, 28 florins et 6 sols. Notre ville, pour sa part, en paya 8; M. de Penthaz, pour ses sujets, 5 et 6 sols, et le baron de la Sarraz 17 pour le reste du département. La somme de 330 florins « compétait » alors à Cossonay (Arch. du château de Penthaz).

⁷¹⁷ Le conseil avait décidé que chacun des membres des trois con-

La paroisse paya (1672, janvier), par tête, des réparations à l'église. On y comptait alors 545 personnes⁷¹⁸. Depuis l'établissement du diacre, qui était aussi ministre à la Chaux, ce village et Itens n'en faisaient plus partie⁷¹⁹.

Les passations à record, assez fréquemment concédées, étaient une branche de revenu pour la communauté. Le conseil accorda (même année, février) la « passation à clos à record » de deux prés, au prix total de 110 florins.

Au 1^{er} juillet 1672 le département de Cossonay devait fournir six chevaux pour l'attirail du canon, avec deux charretiers⁷²⁰.

seils recevait 2 florins à l'occasion « de la solemnité du papegay. » Indépendamment de cette gratification, les dépenses de la fête s'élevèrent encore à 225 florins. — Les prix furent tirés l'année suivante, mais, « à cause de la circonstance du temps, » on ne fit pas de roi. — Le conseil ordonna, en 1680, que le roi du papegay, s'il était bourgeois et résidait dans le département, recevrait 25 florins. Ce roi serait tenu de présenter « la collation. »

⁷¹⁸ Dont 500 à Cossonay, 100 à Lusseri, 58 à Disy, 80 à Senarclens, et 7 à Croze (y compris le moulin de ce domaine seigneurial). Les enfants ne paraissent pas être portés au dénombrement.

⁷¹⁹ Cependant ces deux villages se rendent encore à Cossonay pour le service du dimanche après-midi.

⁷²⁰ Grancy et Senarclens devaient fournir ensemble un cheval. — Selon les registres du conseil, on comptait alors 69 focages dans le département de Cossonay. Leur nombre est porté à 76 dans un rôle qui paraît être de l'année 1670 environ, d'après lequel il y en avait 660 dans le bailliage de Morges. On n'en comptait, en 1659, que 645 dans le même bailliage, dont 142 dans le département de Morges, 72 dans celui de Cossonay, 140 dans celui d'Aubonne, 100 dans celui de Rolle, 58 dans celui de Vuillerens, etc. (Archiv. du château de Penthaz). L'expression *focage* signifie tout à la fois la famille réunie, usant d'un seul foyer, et la redevance qui se payait à raison

Il livra, le même mois, trois sols par focage, pour les frais du pont d'Echandens ⁷²¹.

Notre ville envoya (même année, octobre) un de ses bourgeois à Berne, « pour apprendre à bracquer le canon. » Il devait recevoir, à cet effet, un florin et trois sols de chacun des focages du département.

de chaque feu pour l'habitation *. Le focage était la base cadastrale du moyen-âge. Une question se présente. Pourquoi le nombre indiqué ci-dessus des focages du département est-il très-inférieur à celui des « mesnagers, » ou faisant-feu de la châtellenie ** ? Nous la résoudrons par la supposition que ce nombre comprenait seulement les focages astreints à la chevauchée et qui payaient, en lieu et place de ce devoir, les frais résultant des institutions qui le remplaçaient. Or, l'obligation de suivre la chevauchée, imposée seulement aux sujets immédiats du seigneur, ne s'étendait pas aux hommes de ses chevanciers. Ne perdons pas de vue que, distincte de l'ost, la chevauchée était de nature féodale. Les « monstres » étaient la conséquence de l'ost, que nos milices remplacent. — Ajoutons que les *départements* se formaient généralement des seigneuries de première classe dans leur circonscription, avec parfois quelques changements. Ainsi, on avait retranché du nôtre, qui se composait de la ville de Cossonay (avec les Chavannes et Alens) et des villages de Penthaz, Grancy, Senarclens, Penthallaz, Lusseri (et Villars), Sullens, Boussens, Bournens, la Chaux, Itens et Disy, quelques-unes des localités de l'ancienne baronnie (tant de la châtellenie que du ressort) et on y avait ajouté une partie de Grancy et Lusseri (et Villars) qui ne lui appartenait pas précédemment. — Le châtelain était le chef du département.

⁷²¹ « Et autres despends deubs au sieur Menné de la Galière. »

* Dans quelques parties du pays, la redevance pour l'habitation s'appelait les *loises*. Parfois le focage était dû (toujours par feu) à cause de l'exercice de la juridiction, qui protégeait le sujet.

** On en trouve la preuve dans le produit annuel de la guette qui s'amodiait à raison d'un quarteron de froment par faisant-feu.

Le conseil ordonna (novembre suivant) qu'on ne présenterait plus les grandes semailles, « fors aux bourgeois aux nopces, fiancement, » et lorsqu'on baptiserait leurs enfants⁷²². Déjà deux années auparavant il avait retranché les semailles aux habitants (c'est-à-dire aux non-bourgeois). Il décida encore que le conseil se tiendrait régulièrement tous les quinze jours et que l'officier sonnerait la cloche pour le convoquer⁷²⁵; que « les défaillants, toutes excuses nonobstant, » paieraient un florin pour chaque cas d'absence, et ceux des dix-huit et vingt-quatre six sols⁷²⁴; que les conseillers ne retireraient plus les vins des amodiations de la ville, mais qu'ils auraient chacun une augmentation de salaire de dix florins⁷²⁵, et que les dix-huit et vingt-quatre recevraient (chacun) cinq florins⁷²⁶; que le grand gouverneur qui percevait la moitié des vins recevrait soixante florins de dédommagement, et le petit gouverneur cinq⁷²⁷. On réserva cependant les vins de la boucherie et on laissa aux membres des trois conseils les pots de vin à chaque fête, ainsi que les cinq batz qu'ils recevaient à la fête de mai et à la St-Michel (lors de l'élection des gouverneurs). Enfin on décida (décembre suivant) qu'on ferait la prière à « l'entrée » du conseil; qu'elle serait suivie de la lecture de ce qui aurait été ordonné

⁷²² Dans ce dernier cas, les conseillers des douze recevaient en outre un cadeau de 10 florins (en argent).

⁷²³ « Le lundi qui escherra à l'avant quinzaine. »

⁷²⁴ Ces amendes devaient se retenir sur le salaire des conseillers. On paraît avoir observé avec rigueur cette disposition.

⁷²⁵ Leur salaire précédent était de 50 florins.

⁷²⁶ L'officier de ville devait également recevoir 5 florins au lieu des vins.

⁷²⁷ Son salaire était ainsi porté à 50 florins.

dans la séance précédente⁷²⁸; qu'avant de se séparer on ferait également la lecture de ce qu'on aurait décidé dans celle du jour, et qu'on terminerait celle-ci par une prière.

Le prieuré, nous l'avons déjà fait observer, était, à Cossonay, la maison de LL. EE., qui l'avaient substitué à l'ancien château, tombé en ruines. Elles l'aliénèrent, en 1672, en l'inféodant à M. de Penthaz, pour être désormais la maison seigneuriale du village de ce nom⁷²⁹. Berne conserva seulement dans notre ville une grange pour loger ses dixmes.

Notre département eut à payer, sur la fin de l'année, 55 florins « pour despends des commandants pour la garde du chasteau de Morges. » Il régnait alors du froid entre Berne et le duc de Savoie, qui faisait construire des fortifications à Bellerive et avait dénoncé le traité de St-Julien⁷³⁰. Au mois d'octobre le seigneur baillif de Morges était venu faire les « monstres » à Cossonay.

Un conflit s'éleva entre le conseil et son secrétaire (Abraham de la Sarraz), qui avait obtenu à Berne la permission « de lever » une enseigne de cabaret. Le conseil y mit opposition et recourut au baillif. Le secrétaire ayant renoncé à la concession obtenue, on lui permit gratuitement (même année, décembre), en retour, de tenir logis public pendant trois ans.

Les trois conseils résolurent (1673, avril) de prier LL. EE. de remettre à la ville les censes et le fief qu'Elles y avaient

⁷²⁸ Pour qu'on jugeât si on l'avait exécuté.

⁷²⁹ Berne se réserva, dans le bâtiment remis, les prisons nécessaires pour les criminels, et un grenier pour mettre les grains de la recette de Cossonay.

⁷³⁰ De Tillier, *Histoire de l'Etat confédéré de Berne*.

en échange de la guette de la châteltenie et des censes de la ville à Penthallaz. Les autres bourgeois ⁷⁵¹ approuvèrent ce projet. En acquérant le fief, notre ville se proposait d'affranchir son territoire de censes. M. de Penthaz et le secrétaire, envoyés à Berne pour traiter cette affaire, trouvèrent d'autant plus de facilité à réussir que LL. EE. avaient remarqué que les revenus de la baronnie « allaient en diminuant » et souvent même ne suffisaient plus aux charges. Cette diminution avait pour cause, d'un côté, l'abandon qui avait lieu chaque année de pièces de terrain (pour se libérer des censes), et, d'un autre, la circonstance que LL. EE. ayant aliéné (par échange et inféodation) des revenus en divers lieux de la baronnie ⁷⁵², il en résultait de la confusion dans les comptes des receveurs. Ceux-ci et notamment le dernier (le châtelain DeVenoge) avaient négligé de tenir les rentiers en bon ordre et d'annoter les changements des pièces. Une rénovation coûteuse était ainsi devenue inévitable. Berne annua donc au désir de notre bourgeoisie, préférant cependant la charger d'obligations dont l'état voulait se libérer, plutôt que d'accepter la guette en échange. L'acte d'inféodation fut passé à Berne le 31 juillet 1673. LL. EE. remirent à la ville, en fief noble mais sans charge d'hommage, leurs cen-

⁷⁵¹ Sans doute le conseil général.

⁷⁵² Ces échanges et inféodations avaient été nombreux (voyez *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., art. : démembrement du domaine du château de Cossonay). Ils furent suivis d'autres encore. C'était un parti pris à Berne d'aliéner les revenus de la baronnie pour se décharger des frais de rénovation, du traitement du receveur, de la décale des grains, des rabais de censes pour pièces abandonnées et d'autres frais et « pentions inutiles. »

ses directes et foncières, dues à cause du château et du prieuré de Cossonay, aux territoires de Cossonay et d'Alens, avec la directe seigneurie emportant le laud au cinq pour cent en cas d'aliénation des assignaux. Elles s'élevaient, en grains, à vingt-deux sacs de froment, à la mesure de Morges ⁷⁵³, et, en deniers, à 140 florins, petits, monnaie de Vaud ⁷⁵⁴. En retour, notre ville contracta l'obligation de payer annuellement, à la décharge de LL. EE., 110 florins au sieur ministre de Cossonay, et 30 à l'hôpital ⁷⁵⁵, six sacs de froment encore au même ministre, en augmentation de pension, autant à l'hôpital ⁷⁵⁶, pareille quantité au régent de l'école, et deux sacs et trois quarterons et demi à la confrérie ⁷⁵⁷, le tout

⁷⁵³ Toutes ces censes étaient dues à la mesure de Cossonay, mais on les avait réduites dans cette circonstance à celle de Morges.

⁷⁵⁴ Les censes en avoine, chapons et huile, avaient été converties en argent et ajoutées à celles en deniers. Des censes remises, les suivantes ne provenaient ni du château, ni du prieuré de Cossonay : 6 sols et quatre quarterons de froment, précédemment remis par le seigneur de Berchier à LL. EE. ; 5 sols à cause du fief procédé des nobles de Pierrefleur ; 6 deniers, vingt quarterons de froment et deux chapons, cédés à LL. EE. par M. de Penthaz (en 1665, par échange) et qui provenaient du mayor de Lutry ; 3 florins que notre ville payait annuellement pour la sauvegarde de Moudon ; et trente-six quarterons de froment et autant d'avoine, cédés à LL. EE. par le même seigneur de Berchier et que la ville devait sur la dixme de Senarclens.

⁷⁵⁵ Ils avaient remplacé le repas de la concession (de dame Jordane de Cossonay).

⁷⁵⁶ Dans cette part à l'hôpital se trouvait sans doute compris le muid de froment que LL. EE. lui donnaient chaque année, de grâce spéciale. A quel titre recevait-il le surplus ?

⁷⁵⁷ C'est le muid que Berne, en qualité de successeur des sires de Cossonay, devait à la confrérie.

à la mesure de Morges. De plus, la ville céda à LL. EE. seize quarterons de froment (mesure de Cossonay), de cense, qu'elle percevait à Penthallaz. Afin de favoriser le « bon dessein » de la ville d'affranchir son territoire de censes⁷³⁸, LL. EE. permirent que chaque censier réemptionnât celles qu'il devait, sans payer de laud « pour ce coup, » et défendirent l'établissement de nouveaux fiefs dans le territoire⁷³⁹. Berne réserva ses droits de haute, moyenne et basse juridiction, ainsi que les obligations (devoirs) de la communauté. Pour sûreté des choses cédées (et en compensation des affranchissements qu'elle pourrait faire) la ville hypothéqua spécialement l'ohmgeld et la guette de la châtellenie⁷⁴⁰. Telles sont les principales dispositions de ce traité, si important pour notre bourgeoisie⁷⁴¹. M. de Penthaz, de son côté, dé-

⁷³⁸ Cet affranchissement devait comprendre non-seulement les censes que Berne lui remettait, mais encore celles qu'elle possédait précédemment, ainsi que l'hôpital.

⁷³⁹ Tant sur les pièces qu'on affranchirait que sur les anciens francs-allex.

⁷⁴⁰ L'ohmgeld, à cette occasion, est dit valoir communément 2000 florins par an, et le produit de la guette être de dix muids de froment. Elle les eût rapportés, si on l'eût exigée avec plus de rigueur.

⁷⁴¹ S'il ne lui procura pas de gain matériel, puisque ce qu'elle recevait d'une main elle le donnait de l'autre, elle en retira l'avantage de pouvoir affranchir son territoire, et en tout cas de jouir des bénéfices découlant de la directe seigneurie. — Les trois conseils, réunis à l'extraordinaire, ratifièrent ce traité le 3 septembre suivant. On traita (1674, janvier) avec M. de Penthaz pour les frais de son voyage à Berne; la ville lui paya 150 florins. Le secrétaire de la Sarraz avait déjà reçu 187 florins pour le même objet; il avait passé quinze jours à Berne.

clara ⁷⁴² qu'il cèderait à la ville (pour qu'elle pût atteindre le but projeté d'affranchir son territoire) le fief et les censes que LL. EE. lui avaient précédemment remis au territoire de Cossonay ⁷⁴⁵, ainsi que les autres fiefs et censes qu'il y possédait ⁷⁴⁴. Cette cession eut effectivement lieu pour seize cents florins ⁷⁴⁵, et Berne tint la ville quitte du laud.

La bourgeoisie ⁷⁴⁶ décida (6 novembre suivant) que puisque le traité fait avec LL. EE. lui donnait la faculté de s'affranchir de censes et de lauds, on nommerait deux personnes pour établir le compte de chaque particulier, en calculant le quarteron de froment à sept écus (petits) et celui d'avoine au quart de ce prix, puis que chacun passerait, en faveur de la ville, une lettre de rente de la somme qu'il se trouverait devoir, sous l'hypothèque des terres affranchies ⁷⁴⁷. Cette résolution fut suivie, une année après (1674, 6 novembre), de l'affranchissement général des censes dues à la ville et à l'hôpital, tant à Cossonay qu'à Alens ⁷⁴⁸. Notre ville parvint

⁷⁴² Par une missive adressée le 22 août 1673 au premier commis-saire de LL. EE.

⁷⁴⁵ Sur les Rochettes et le bois de Vaud.

⁷⁴⁴ Par inféodation ou à d'autres titres.

⁷⁴⁵ M. de Penthaz la ratifia le 7 novembre 1674. Dans le nombre de ces fiefs, il s'en trouvait que M. de Penthaz avait lui-même établis, ce que notre bourgeoisie estimait être contraire à ses franchises et prétendait contester.

⁷⁴⁶ Les trois conseils et la généralité des bourgeois.

⁷⁴⁷ Et que par ce moyen tous les bourgeois seraient à perpétuité francs de lauds pour leurs possessions du fief de la ville et de celui que LL. EE. avaient remis à la bourgeoisie.

⁷⁴⁸ Au prix de 35 florins le quarteron de froment, 8 florins et 9 sols celui d'avoine, 20 florins le chapon, 50 florins le pot d'huile, et les deniers au cinq pour cent. — Les châtelains de Cossonay, l'Isle

ainsi, avant bien d'autres, à se libérer des redevances féodales. On doit reconnaître les facilités que Berne lui accorda pour atteindre ce but.

Le conseil résolut (1674, janvier) de traiter avec M. de Grevilly (noble Daniel de Chandieu, seigneur de la Chaux) pour l'acquisition du fief qu'il avait au territoire de la ville et qu'il était disposé à lui céder. Et l'on convint (18 mai suivant), avec Dlle. Marthe Brun, veuve du sieur Mayor, de Senarclens⁷⁴⁹, d'acheter d'elle, pour 150 florins, celui qu'elle y possédait, de moitié avec le châtelain Tissot, de Romainmotier. Notre ville était en trait d'acquérir les fiefs de son territoire.

Nous avons rapporté que LL. EE. se plaignaient de la diminution des revenus de la baronnie⁷⁵⁰. A la suite de plusieurs mauvaises années, la pauvreté y avait fait de grands progrès, et les paysans abandonnaient fréquemment des

et la Chaux firent l'examen, la justification et l'appréciation générale des censes dues par les bourgeois à la ville. On leur paya (en 1677) 180 florins pour ce travail. Peu auparavant le secrétaire avait reçu du conseil l'ordre de dresser l'acte de la rétro-cession, en faveur de LL. EE., des censes sur les moulins de Cossonay et les terres qui en dépendaient.

⁷⁴⁹ Noble Mayre Mayor, de Romainmotier.

⁷⁵⁰ Ceux de la ville avaient également diminué; les dixmes rapportaient notablement moins que précédemment. La récolte fut si mauvaise, en 1674, que la part de la ville à la dixme de Senarclens fut seulement amodiée (outre la paille à rendre à Lonay pour les vignes de la ville) pour la cense due sur cette dixme au ci-devant couvent de Romainmotier et à la ville elle-même, ayant droit de LL. EE. Cette dernière cense procédait des nobles Gruz. La veuve de noble François Gruz l'avait apportée au seigneur de Berchier, son second mari. On a vu qu'elle était ensuite parvenue à LL. EE.

pièces de terrain plutôt que d'en payer les redevances ⁷⁵¹. Cette difficulté de recouvrer les censes fut une des raisons qui portèrent LL. EE. à inféoder, tant à notre ville qu'à diverses personnes, la plupart des revenus de la baronnie ⁷⁵². — ⁷⁵³.

Aux « monstres » qui eurent lieu en 1674, chaque soldat reçut, en vertu d'une décision du conseil (prise en mai), quatre batz, le capitaine trois florins, l'enseigne deux, et le sergent un florin et six sols. Était-ce encore le banneret qui portait la bannière ? Nous en doutons.

Il se faisait cette année-là, par ordre de Berne, un dénombrement des fiefs nobles du pays, par bailliage. Les personnes qui en possédaient en remettaient la spécification au commissaire de LL. EE. qui vérifiait ces indications, et exigeait la justification des droits et de la nature des biens qu'elles contenaient. Notre ville chargea M. de Penthaz et le

⁷⁵¹ Lorsque LL. EE. avaient remis à M. de Penthaz, en 1665 (par échange), le village de Sullens, grand nombre de pièces du territoire de cet endroit se trouvaient abandonnées, par les censiers, aux mains du châtelain de Cossonay.

⁷⁵² Sous des rentes fixes et l'obligation de supporter les charges de cette baronnie.

⁷⁵³ M. de Penthaz avait tenu en amodiation de LL. EE., en 1673, la portion, peu considérable, qui restait de ces revenus. On lui renouvela successivement cette amodiation pendant trois ans encore, à dix-huit sacs de froment (mesure de Morges), et 500 florins en argent, par année : vu surtout « la pauvreté des paysans à pouvoir bien payer leurs censes » à cause de la « chétiveté de la prise. » Et cela sous diverses réserves et conditions : Le seigneur de Penthaz devait, par exemple, supporter les charges qui étaient le partage des receveurs de Cossonay ; il devait livrer les chapons accoutumés au baillif de Morges ; il de-

curial de faire son dénombrement⁷³⁴. On y trouve le détail de son domaine⁷³⁵ et l'indication sommaire de ses censes dans divers villages. Il y est observé, quant à celles de Cossonay et d'Alens, qu'on travaillait alors à leur affranchissement ; et, à l'égard de l'ohmgeld et de la guette, que ces droitures étaient réputées franc-alieu⁷³⁶. On y indique le produit commun des dixmes de la ville et de l'hôpital⁷³⁷, ainsi que la spécification

vait faire lever à ses frais des extraits et copies vidimées des droits à remettre aux personnes à qui on avait inféodé des rentes de la baronnie, etc. D'autre part, il percevrait les rentes échues, les bans, les lauds en rural de l'année et ceux, retardés, échus avant la présente amodiation, etc., etc. (Archives du château de Penthaz).

⁷³⁴ Chacun d'eux reçut 10 florins pour ce travail.

⁷³⁵ Bien des articles portés aux indominures (de la ville) de la rénovation de 1635 ne figurent pas dans ce dénombrement, où il y en a, d'un autre côté, de nouveaux, tels que les grandes halles, la mes-tralie et les langues des grosses bêtes de la boucherie, ainsi que *la charge et la décharge du vin*, soit le décavage ou droit de corde (dont l'indication est ajoutée à celle du droit du poids de la laine). Le quernet que notre ville prêtera en 1690 nous montrera plus clairement ce qu'elle possédait en fief noble.

⁷³⁶ Selon le dénombrement, notre bourgeoisie possédait encore l'ohmgeld à Cossonay, les Chavannes, Alens, la Chaux, Itens, Penthallaz, Bournens et dans quelques maisons de Lusseri et Villars. C'est par erreur que Senarclens se trouve parmi les localités indiquées. L'ohmgeld des autres villages avait été aliéné. La guette (toujours selon le dénombrement) était encore due dans toute l'ancienne châteltenie, sauf à Boussens et à Croze, où elle avait été acquise par les seigneurs de ces lieux, et à Disy, où elle l'avait été par la communauté de ce village.

⁷³⁷ Seize muids, moitié froment et moitié avoine, celle de Penthallaz ; quatre muids celle d'Itens et trois muids celle de Senarclens, indépendamment des censes dues sur ces diverses dixmes.

de la pension du ministre ⁷⁵⁸, affectée sur les biens de la cure ⁷⁵⁹. Enfin on y voit que la dixme de Cossonay, appartenant à LL. EE. (elle procédait du prieuré), se levait, à quelques exceptions près ⁷⁶⁰, sur tous les champs et vignes du territoire ⁷⁶¹.

Les clefs de la contribution de guerre (c'est-à-dire du coffre qui la renfermait) furent remises (1674, 3 août), en conseil, au nouveau châtelain de Cossonay (noble Abraham Charrière, successeur du châtelain DeVenoge), comme chef du département. Le même ayant été peu après nommé gouverneur, fit la réserve, en acceptant cette charge, qu'elle ne préjudicierait en rien à celle de châtelain.

La ville paya, la même année (10 décembre), 160 florins pour sa part de l'établissement d'un nouveau cavalier ⁷⁶².

⁷⁵⁸ Vingt-quatre sacs de froment, six d'avoine, et 150 florins en argent. C'est sans doute la pension fixée lors de la remise des biens de la cure et du clergé séculier. On l'avait augmentée dès-lors.

⁷⁵⁹ La ville était aussi astreinte (selon le dénombrement) à la maintenance de la maison de cure.

⁷⁶⁰ Ces exceptions, indiquées, étaient les pièces procédées de la cure, un parchet d'environ trente poses en Pasquier, et un petit parchet de vigne, « presque ruinée, » aux Rochettes, d'environ vingt poses.

⁷⁶¹ Arch. cant., dénombrement des fiefs nobles du bailliage de Morges.

⁷⁶² Au mois d'août précédent, le département de Cossonay devait monter et équiper deux nouveaux cavaliers. En 1676 (mai) deux délégués du conseil s'assemblèrent, avec le chef du département, le lieutenant du banneret et les députés des communautés, pour convenir comment l'on pourrait monter « le cavalier du département. » Il est remarqué, en 1679 (mars), que les deux cavaliers du département de Cossonay et *Fuillerens* coûtaient à notre ville 15 florins et

Déjà, en 1670 (octobre), les trois conseils avaient pris l'engagement de vendre à M. de Boussens (noble Marc de Saussure) l'ohmgeld et la guette du village de ce nom, ainsi qu'un petit fief que la ville y possédait, le tout pour mille florins. Plusieurs années après cette promesse n'était pas encore réalisée, et M. de Boussens refusant de payer la guette, on résolut (1675, janvier) de l'attaquer en justice, s'il persévérait dans son refus. La vente convenue eut seulement lieu le 12 juin 1676 ⁷⁶³.

Afin de pourvoir à la subsistance des nombreux pauvres de la ville, une contribution volontaire y eut lieu (1675, octobre). Elle produisit vingt sacs de grains. Vingt années plus tard cette contribution se percevait encore.

Le conseil remit (même année, octobre) les clefs du revestiaire et le sceau de la bourgeoisie à M. le châtelain, l'autorisant à s'en décharger comme il lui plairait ⁷⁶⁴. Aussi longtemps que M. le banneret de Mex avait habité la ville, il en avait été le dépositaire. — ⁷⁶⁵.

4 sols à chaque « monstre. » On doit en inférer qu'alors ces cavaliers étaient fournis par les deux départements réunis (il en sera encore question plus tard). — En 1688 (août) le conseil reçut de M. d'Eclépends, capitaine de cavalerie, l'invitation de remplacer le cavalier de Cossonay, qu'il ne voulait plus garder. A cette époque ce cavalier recevait du département 25 florins par an, outre 15 florins par « monstre générale » se faisant par ordre de LL. EE.

⁷⁶³ En faveur de noble Antoine de Saussure, seigneur de Boussens, fils de celui à qui la promesse de vente avait été faite. Les censes à Boussens, vendues par la ville dans cette circonstance, s'élevaient à 21 sols environ.

⁷⁶⁴ Le sceau de la ville se trouvait, en 1686, dans les mains du lieutenant du banneret.

⁷⁶⁵ Messieurs du conseil, prenant en considération « les agréables

Selon une décision du conseil (1676, mars), chacun des trois sergents qui montaient la garde au château de Morges devait recevoir trois florins (par jour?) « pour ses despends et fournir les chandelles⁷⁶⁶. »

On paraît avoir craint à Cossonay que LL. EE. n'aliénassent la juridiction de notre ville, puisqu'on envoya (27 mai) un député à Berne prier LL. EE. de « maintenir perpétuellement ceux de ceste ville leurs juridiciables. » Ce député devait aussi s'efforcer d'obtenir la cession de la portion du bois de Seppey que l'Etat avait conservée. Il ne réussit pas quant à cette partie de sa mission.

On décida (9 octobre) que l'élection des conseillers aurait lieu désormais au scrutin secret. Pour cette élection, le conseil présentait trois candidats au conseil général qui s'assemblait encore annuellement aux environs de la St-Michel⁷⁶⁷. Le conseil des douze se recrutait dans ceux des dix-huit et vingt-quatre. On voyait parfois dans une seule séance du conseil général la même personne, d'abord nommée au conseil des vingt-quatre, l'être ensuite à celui des douze. Le

services » que M. le châtelain leur avait rendus, et espérant « comme il était fort généreux » qu'il les continuerait, résolurent (1676, janvier) de lui offrir un vase (d'argent?) de la valeur de trois pistoles.

⁷⁶⁶ On ne dit pas à quel propos on montait alors la garde au château de Morges. Probablement qu'on se défiait de la Savoie.

⁷⁶⁷ Pour nommer les gouverneurs, etc. Celui du 27 septembre 1675 avait prêté le serment accoutumé, « assavoir révéler les damnifiés (ceux qui faisaient du mal, du dommage) et premièrement d'être fidèles subjects de Leurs Excellences, et d'obéir aux ordres de Messieurs du conseil. » Ce serment se prêtait chaque année. Les habitants, nous l'avons déjà fait observer, assistaient également à l'assemblée du conseil général.

conseil général imposa (1677, 24 septembre) aux membres de ce dernier conseil l'obligation de résider en ville. — ⁷⁶⁸.

Notre ville envoya (1677, mai) son banneret féliciter le nouveau trésorier Sturler de sa nomination et lui faire un cadeau qui coûtait environ deux pistoles.

A cette époque, lors de la répartition de la boîte des pauvres de la paroisse, la ville en prenait les deux tiers, Senarclens un sixième, et Lusseri et Disy avaient le reste ⁷⁶⁹.

La jeunesse de Cossonay (sans doute les écoliers) joua une comédie dans le mois de mai de l'année 1678 (peut-être à l'occasion de la fête de mai). On n'indique pas la pièce qui fut représentée.

Par décision du conseil, du 13 octobre 1679, le grand gouverneur devait désormais se prendre dans le conseil des douze ⁷⁷⁰, et le petit dans celui des vingt-quatre ⁷⁷¹. Il n'y

⁷⁶⁸ Cinq membres d'une même famille, y compris le banneret, siégeaient, en 1678 (avril), au conseil des douze. On avait mis en oubli l'ancienne ordonnance du conseil général qui interdisait à deux proches parents d'y prendre place ensemble.

⁷⁶⁹ La Chaux et Itens n'y avaient plus de part. Cependant les habitants du hameau voisin de St-Denis étaient encore paroissiens de Cossonay en 1679 (juin).

⁷⁷⁰ Les registres du conseil observent, en 1686, que les conseillers des douze doivent remplir tour à tour la charge de grand gouverneur, et que celui qui l'occupe a l'obligation de résider en ville.

⁷⁷¹ Il n'est plus guère question du conseil des dix-huit, fondu dans celui des vingt-quatre. — Il nous manque de données assez positives pour pouvoir juger jusqu'à quel point cette décision dérogeait aux anciens usages de la communauté. Il se pourrait qu'anciennement le choix du premier syndic et plus tard du grand gouverneur tombât volontiers et peut-être obligatoirement sur un membre du conseil étroit. Nous croyons, d'un autre côté, qu'avant l'établissement

avait plus de recteur de l'hôpital; et les biens de cet établissement, comme ceux de la ville, étaient administrés par le grand gouverneur, alors également le gardien des clefs du revestiaire et de la boîte des pauvres. L'année précédente (1^{er} avril) on avait décidé que son salaire n'excéderait pas 400 florins.

Les biens nobles, dans la paroisse, n'étaient pas soumis aux corvées. Lors de l'amodiation de celles de SenarcLens (1680, janvier), la ville en excepta les corvées que le seigneur de ce village et deux autres membres de sa famille pouvaient devoir pour ceux de leurs biens qui n'en étaient pas exempts (c'est-à-dire les ruraux), parce que la liquidation de ceux-ci n'était pas encore faite.

Notre ville acquit (même année, mars ou avril) de M. Margel, bourgeois de Morges, diverses censes à Cossonay et dans les environs, qu'elle possédait indivisément avec lui ⁷⁷².

Un sieur Béliard fut admis (même année, avril) à la bourgeoisie au prix le plus élevé qu'on en eût encore payé, c'est-à-dire onze cents florins de capital et vingt-cinq florins pour des « brochets », indépendamment d'avantages aux

du conseil des dix-huit, puis ensuite de celui des vingt-quatre, le second syndic ou le petit gouverneur se prenait dans le conseil général ou le « commun ». »

⁷⁷² Elle en avait le tiers. — Jean Féréol et Antoine Margel, d'une part, et Jean Margel, juge du consistoire de Morges, de l'autre, tenaient, en 1674, des censes directes et foncières à Cossonay, Alens, SenarcLens, Penthallaz, Lusseri et Villars, Gollion, Penthaz et dans d'autres lieux plus éloignés. Elles procédaient des nobles Vigoureux, Gollie, Charrière, d'Arnex et Marchand (Dénombrement des fiefs nobles du bailliage de Morges).

conseillers et bourgeois ⁷⁷³. On spécifia que l'entrée au conseil des douze lui serait toujours fermée, et qu'il ne pourrait parvenir à celui des vingt-quatre qu'après douze années. Il y avait sans doute des raisons motivant ces restrictions. Les prix d'admission à la bourgeoisie étaient arbitraires.

On redoutait, en 1680, quelque épidémie, car on établit (juin) des gardes aux portes de la ville « à l'occasion de la contagion. »

Quelques-unes des localités de la baronnie avaient pris l'habitude de cultiver plutôt du messel (méteil) que du froment, estimant que leurs terres y étaient plus propres. Elles demandèrent la faculté d'acquitter la guette en messel, moyennant un dédommagement une fois payé. On accorda (1681, 31 janvier) cette réduction aux villages de Sullens, Penthaz et Penthallaz; le premier paya 330 florins « de prévaillance; » le second 250 et le troisième 410 ⁷⁷⁴. On fit l'année suivante (3 janvier) un traité semblable avec Senarclens, qui paya 130 florins de dédommagement ⁷⁷⁵. — ⁷⁷⁶.

Dix quarterons de froment, de cense directe, dûs à Gollion et procédant de la confrérie, furent vendus (1681,

⁷⁷³ Cinq florins à chaque conseiller des douze, à chacun des gouverneurs et à l'officier de ville, deux florins et demi à chaque conseiller des vingt-quatre, et un pot de vin à chaque bourgeois résidant à Cossonay ou Alens.

⁷⁷⁴ LL. EE., auxquelles la guette était hypothéquée, approuvèrent (avril suivant) l'arrangement.

⁷⁷⁵ Une indication de la culture du messel aux dépens de celle du froment se trouve déjà dans l'amodiation de la dixme de Penthallaz, de l'année 1666, à douze muids, quart froment, quart *messel*, quart *mescle* et quart avoine (indépendamment de diverses charges).

⁷⁷⁶ La ville possédait à Lonay une maison avec ses vignes. Elle devait, en 1681, 567 florins et 2 sols pour des réparations qu'on y avait faites.

26 septembre) par la ville à noble Paul de Chandieu, seigneur de l'Isle, Gollion et autres lieux.

L'examen des comptes de notre communauté, de l'année 1681, nous convaincra que, malgré la dépréciation successive de l'argent, ses revenus avaient peu augmenté depuis un siècle⁷⁷⁷. En effet, d'après ces comptes, le gouverneur a reçu, pour censes, amodiations, intérêts et autres choses, en deniers, 3914 florins; en froment, vingt-trois muids, dix coupes, un quarteron et une fraction, et en avoine trois muids, trois coupes et un quarteron. Il a livré 3917 florins, vingt-un muids, dix coupes, un quarteron et une fraction, de froment, et six muids et trois coupes d'avoine. Ce même gouverneur a reçu, pour l'hôpital, en deniers, 340 florins, 1 sol et 6 deniers; en froment, onze muids, deux coupes et un quarteron, et en avoine dix muids, onze coupes, et un quarteron; et il a livré 1039 florins, 2 sols et 6 deniers, trois muids et trois coupes de froment, et trois muids, quatre coupes et un quarteron d'avoine⁷⁷⁸. Le premier ministre reçoit annuellement de la ville 260 florins, cinq muids et quatre coupes de froment et deux muids d'avoine, outre un muid de froment (à la mesure de Morges) en décharge de

⁷⁷⁷ Ils avaient donc, en réalité, diminué. Tout était en décadence dans notre baronnie, dans la seconde moitié du XVII^{me} siècle. La population de la ville avait subi une notable diminution. Indépendamment des membres des conseils, quarante-trois bourgeois seulement résidaient, en 1685, à Cossonay et dix à Alens. Ceci ne doit s'entendre que des chefs de famille. — Le nombre des « hostelleries » n'avait pas augmenté; il n'y en avait que trois en 1684.

⁷⁷⁸ Dans ces comptes le sac de froment est apprécié à 13 florins et celui d'avoine à 5 et 3 sols.

LL. EE.⁷⁷⁹. On donne au diacre 50 florins (pour le loyer d'une maison, tant qu'il résidera en ville), et deux muids et huit coupes de froment; et au régent d'école deux muids et six coupes, tant de froment que de messel, plus un muid de froment (à la mesure de Morges) en décharge de LL. EE.⁷⁸⁰. Le grand gouverneur reçoit 200 florins de la ville et autant de l'hôpital. Le petit gouverneur en reçoit 15 (et probablement autant de l'hôpital⁷⁸¹), et l'officier de ville 30. Le salaire des conseillers des douze est de 60 florins (dont 16 et 8 sols sont payés par l'hôpital), et celui des conseillers des vingt-quatre de 5 florins. Le secrétaire du conseil reçoit 10 florins pour le rentier et 10 coupes de froment (dont l'hôpital en livre quatre)⁷⁸². L'hôpital donne chaque année une coupe de froment aux quêteurs du St-Bernard⁷⁸³. Depuis l'acquisition de la mestralie, un des conseillers, tour à tour, remplit annuellement la charge de mestral et taxeur. — ⁷⁸⁴.

Une des tours de la ville s'étant écroulée et ayant écrasé une maison dans sa chute, le conseil fit donner avis (1685,

⁷⁷⁹ Le ministre recevait en outre un char de vin de la ville, ainsi que cela a été déjà rapporté.

⁷⁸⁰ Soit deux muids et sept coupes à la mesure de Cossonay. Le régent d'école recevait (en 1687) de LL. EE. 80 florins par an.

⁷⁸¹ Son salaire, en 1672, avait été porté à 30 florins.

⁷⁸² On augmenta de dix florins, en 1689, le salaire du secrétaire.

⁷⁸³ Le conseil décida, en 1688, que, « pour plusieurs raisons, » la ville et l'hôpital ne donneraient rien désormais aux quêteurs du St-Bernard.

⁷⁸⁴ Le vin de Perroy se vendait, en 1684, 6 creutzers le pot chez les hôtes de la ville. En 1689 (avril) le conseil ordonna que la taxe du vin de la Côte n'excédât pas 9 creutzers, et celle du vin « du pays » 6 sols.

mars) de cet accident aux intéressés (c'est-à-dire aux villages qui ressortissaient à Cossonay)⁷⁸⁵. Peu après il donna 100 florins au propriétaire de la maison endommagée.

Une décision de cette autorité, du 8 mai 1685, retrancha la pistole que recevait le roi au tir du mois de mai et la donna à l'abbaye de la ville pour en disposer à son gré⁷⁸⁶. Cette disposition nous indique l'abolition du tir du papegay. Nous ne tarderons pas à en trouver un autre établi, pour lequel LL. EE. donnaient des prix⁷⁸⁷. — ⁷⁸⁸.

Les propriétaires du four banal d'Alens obtinrent (même mois) de la ville l'affranchissement, moyennant 280 florins, de huit quarterons de froment, de cense, dûs sur ce four⁷⁸⁹. — ⁷⁹⁰.

Grand nombre de protestants français, fuyant les persécutions qui suivirent la révocation de l'édit de Nantes, vinrent à Cossonay dans l'année 1685⁷⁹¹. On fit une collecte pour

⁷⁸⁵ Le conseil ordonna de sortir des archives les titres qui concernaient les tours de la ville et de les remettre, pour être examinés, au secrétaire.

⁷⁸⁶ Il a été déjà parlé de cette société militaire, fondée en 1612 et appelée l'abbaye des mousquetaires.

⁷⁸⁷ Cent florins, en 1686. Ce nouveau tir était commun à tout le département. Son établissement amena sans doute la fin de celui de l'oiseau.

⁷⁸⁸ Le gouverneur de la ville alla (même année, septembre) féliciter « Monseigneur » le baillif de la naissance d'un de ses enfants et lui faire cadeau d'un louis d'or.

⁷⁸⁹ Il y avait trois fours banaux dans la communauté : celui de la ville, celui des Chavannes et celui d'Alens.

⁷⁹⁰ A cette époque (1685) la ville a un tambour à son service.

⁷⁹¹ La ville prit l'un d'eux, Pierre Flamand, docteur en médecine,

eux ; la ville y contribua (14 décembre) de 50 florins. On les employa plus tard (en 1687) à extirper les Rochettes ⁷⁹². Alors les Français n'étaient pas les seuls réfugiés ; il s'en trouvait encore des vallées du Piémont, auxquels le conseil fit distribuer du pain (1687, 23 mai). A la charge des réfugiés se joignait celle des pauvres de la ville, pour l'entretien desquels la contribution volontaire continuait.

Le conseil décida (1686, mars) que M. d'Eclépends (noble Albert de Gingins) s'acquitterait des deux charrois qu'il devait « en lieu d'habitation , » c'est-à-dire de soufferte ⁷⁹⁵.

On interdit (même mois) aux bourgeois d'avoir plus d'un chien, sous l'amende de 5 florins, sans doute à cause de la rareté des subsistances. — ⁷⁹⁴.

On paya (1689, février) à trois bourgeois notables 7 florins et demi à chacun pour avoir commandé jusqu'alors « l'exercice des armes. » C'est la première mention d'exer-

à son service (à 5 florins et deux quarterons de blé, par mois). Les registres du conseil remarquent de lui qu'il était « réfugié dans ce pays, occasion les persécutions inouïes qui se pratiquent dans la dite France contre nos frères réformés. »

⁷⁹² On leur paya ce travail sur le pied de demi-batz par toise, outre un quarteron de blé pour quarante toises. L'année suivante (janvier) le conseil distribua un secours à divers réfugiés.

⁷⁹⁵ M. d'Eclépends habitait l'ancien prieuré, devenu le château de Penthaz. Il devait encore, en 1699, faire deux charrois pour la ville, pour l'habitation de l'année. On l'en avait tenu quitte, les deux années précédentes, en considération de ses charités aux pauvres de la ville. Il avait été reçu habitant le 28 septembre 1686.

⁷⁹⁴ Le conseil défendit (1688, mai) de sortir, sous aucun prétexte, la tente de la ville pendant l'année.

cice de ce genre. Il s'agissait sans doute d'instruction donnée aux soldats de la ville. — ⁷⁹⁵.

La pauvreté était alors si grande à Cossonay que, sur un ordre baillival, on s'enquit de la provision de blé que chacun y possédait. Pour la subsistance des pauvres, le conseil taxa (25 novembre) plusieurs bourgeois et habitants à une certaine quantité de grains. La mesure était un peu arbitraire. Beaucoup de réfugiés français se trouvaient encore dans la ville ⁷⁹⁶.

Appelée à prêter quernet ⁷⁹⁷ en faveur de LL. EE. pour les fiefs nobles qu'elle tenait, notre ville remplit ce devoir le 3 février 1690 ⁷⁹⁸. Il était la conséquence de l'inféodation de 1673; et, à l'occasion de cette prestation, plusieurs des biens ou droits que Berne lui avait successivement remis reçurent la nature de fiefs nobles qu'ils n'avaient pas dans

⁷⁹⁵ Le conseil donna l'ordre (mêmes année et mois) d'avertir les communautés de Disy et Lusseri au sujet de la réparation de « la couverture » (du toit) de la chapelle Notre-Dame (celle de l'église, sans doute, puisque cette réparation concernait aussi les paroissiens).

⁷⁹⁶ Entr'autres Abel et Pierre Monnard, père et fils, du Dauphiné.

⁷⁹⁷ Quernet signifie la confession faite au suzerain de tenir de lui des fiefs nobles, accompagnée ordinairement de la spécification de ces fiefs.

⁷⁹⁸ A l'instance de Jean-Frédéric Steck, premier commissaire de LL. EE., rénovateur de leurs fiefs nobles dans les bailliages de Morges, Nyon et Romainmotier, et de Claude Rolaz, notaire et receveur du château de Morges. Ce dernier reçut de la ville (en 1699) 112 florins et 6 sols pour les émoluments de son quernet. Elle chargea ses gouverneurs d'en faire la prestation, au nom de la bourgeoisie. Deux ans auparavant (en 1688) elle en avait remis le soin à M. de Pen-thaz, qui était mort dans l'intervalle. Jusqu'alors notre ville ne paraît point avoir prêté de quernet.

le principe⁷⁹⁹. Dans cette circonstance, elle confessa tenir de LL. EE., en fief noble, néanmoins sans aucune charge d'hommage :

1^o A cause de la baronnie de Cossonay, dépendante du château de Morges⁸⁰⁰, les censes directes et pensionnaires que Berne lui avaient inféodées le 31 juillet 1673, avec la directe seigneurie emportant lauds et ventes au cinq pour cent en cas d'aliénation des assignaux.

2^o Les deux tiers des corvées de charrue de la paroisse⁸⁰¹ et le forage du vin, procédés du prieuré et abergés par LL. EE. en 1587.

3^o A cause de la baronnie de Cossonay, la moitié, du côté de bise, du bois de Seppey, soit environ 140 poses; le glandage et la paisson de toute la forêt; les halles de Cos-

⁷⁹⁹ Entr'autres la forêt de Seppey, les grandes halles de la ville, les ventes, la mestrallie, et même, croyons-nous, les biens de la cure et du clergé, les corvées et le forage; du moins rien n'avait été spécifié à cet égard lors de la remise que LL. EE. en avaient faite.

⁸⁰⁰ Cette dépendance de notre baronnie du château de Morges demande quelques explications. Elle n'existait point dans le principe, les sires de Cossonay étant dynastes, et la ville de ce nom plus ancienne que celle de Morges. Après que la maison de Savoie eut étendu sa domination sur la patrie de Vaud, Morges devint une ville importante; et comme elle appartenait au domaine du souverain (dont elle fit toujours partie), celui-ci attacha à son château la mouvance de plusieurs seigneuries immédiates des environs. En fut-il ainsi de celle de Cossonay? On l'ignore*. Mais sous la domination bernoise, la baronnie de Cossonay, qui faisait partie du bailliage de Morges, dépendait réellement du château de cette ville.

* Les archives de Turin, où se trouvent, pensons-nous, les hommages prêtés par nos anciens sires aux comtes de Savoie, nous éclairciraient là dessus.

sonay, avec leurs appartenances ; le droit des ventes (pour exiger celles-ci aux foires et marchés) ; la moitié de la mes-tralie, avec ses droits et les langues de la boucherie ; le tout abergé en 1664.

4^o A cause de la baronnie de Cossonay, la moitié de la dixme générale de Senarclens ⁸⁰², ainsi que les autres biens (terres, fiefs, censes, dixmes, corvées et revenus) qui provenaient de la cure et du clergé de Cossonay, et que LL. EE. avaient remis à la ville après la conquête du pays de Vaud ⁸⁰³.

5^o Enfin notre bourgeoisie confessa tenir en fief noble et lige, sous la portion d'hommage qui pouvait la concerner, le mas de bois de Fayel, aux territoires de Cossonay et Disy, avec les droits de fief et juridiction sur ce bois qui était anciennement procédé des nobles de Gléresse et que la ville avait acquis, en 1655 (7 janvier), des nobles de Lavigny ⁸⁰⁴ ; et généralement tout ce qu'elle pourrait posséder de ce qui était procédé des nobles de Gléresse. — Le quernet contient aussi la spécification des obligations de la ville envers LL.

⁸⁰¹ Dues par chacun de ceux qui y faisaient charrue. Elles rapportaient de 60 à 70 florins par année.

⁸⁰² Noble Pierre Crinsoz, seigneur de Cottens, en possédait alors l'autre moitié.

⁸⁰³ Cession confirmée par lettres patentes du 17 novembre 1591.

⁸⁰⁴ Des nobles Jaques-François et Estiennaz de Lavigny, celle-ci femme de noble Jean-Philippe Loys, seigneur de Villardins. Le trésorier du pays de Vaud avait seulement laudé cette acquisition en 1675. — L'autre partie du bois de Fayel, acquise (en 1665) du seigneur de Bussy par la ville de Cossonay, n'est pas mentionnée au quernet, d'où l'on doit inférer qu'elle ne la possédait plus. Sans doute que le seigneur de Cottens avait usé à son égard du droit de retrait lignager, puisque son bois limitait (du côté de bise) celui que la ville reconnaît.

EE⁸⁰⁵. Si, de son côté, l'hôpital ne prêta pas de quernet, c'est que la dixme de Penthallaz était un franc-alieu⁸⁰⁶, et que LL. EE., en laudant l'acquisition de la dixme d'Itens et des autres biens achetés en même temps, en avaient accordé l'amortissement, sous la soufferte de trois sols de cense annuelle. —⁸⁰⁷.

⁸⁰⁵ Elles ont été rapportées lorsqu'il a été question des diverses cessions faites par Berne.

⁸⁰⁶ Quoique le donzel Henri de Disy eût vendu sa dixme de Penthallaz à Jaques Besançon en pur et libre alieu, le duc de Savoie lauda néanmoins et amortit, en 1479, en faveur de l'hôpital St.-Antoine le légat que lui avait fait Besançon des deux tiers de cette dixme, sous la condition qu'à chaque mutation de chapelain de l'hôpital il serait payé au prince 24 sols pour soufferte.

⁸⁰⁷ La mort de M. de Penthaz (novembre 1688) fut suivie de démêlés de son hoirie avec la ville*. Le défunt avait pris l'engagement d'acquitter à LL. EE., en décharge de la ville, les 4000 florins qui leur étaient dûs pour l'abergement du bois de Seppey; mais il ne l'avait pas rempli. Cependant, pour sûreté de cette somme, il avait hypothéqué à la ville l'ohmgeld de Penthaz et les prés de la Cour (à Cossonay). Ces derniers passèrent, après lui, à ses deux filles**, auxquelles la ville intenta une difficulté devant la cour baillivale de Morges, pour les obliger à payer la dette de leur père. On convint (1693, février), pour la terminer, que les deux dames abergeraient à la bourgeoisie une portion des prairies hypothéquées***; mais cela n'eut pas lieu, parce qu'on ne put convenir du laud avec LL. EE. Les prés de la Cour finirent par être vendus et l'acquéreur satisfit la ville****.

* M. de Sullens, fils aîné du défunt, passa (1689, 11 mai), au nom de cette hoirie, une lettre de rente, en faveur de la ville, de 4285 florins, 8 sols et 2 deniers de capital, et une seconde, en faveur de l'hôpital, de 277 florins et 3 sols.

** Les demoiselles Jeanne-Françoise et Anne-Elisabeth Charrière, la première femme de noble Sébastien de Diesbach, co-seigneur de Champvent.

*** Celle du côté de bise, sous l'entrage de 10,000 florins, 500 pour les vins, et 3 sols annuels de cense directe.

**** Le conseiller Jean-Jaques Delessert acquit ces belles prairies de Mademoiselle

Un essai pour introduire la culture des vers-à-soie se remarque dans une décision du conseil (1691, septembre) qui accordait à ceux qui planteraient des mûriers sur le terrain commun de la ville la faculté d'en jouir pendant 50 ans. Ne le devait-on pas à la présence des réfugiés français⁸⁰⁸ ?

On résolut, en 1691 (novembre), de construire incessamment une grande porte de ville vers l'hôpital.—⁸⁰⁹.—⁸¹⁰.—⁸¹¹.

⁸⁰⁸ Un siècle plus tard, M. Benjamin Gaulis cultivait avec un succès marqué les vers-à-soie dans sa propriété des Chavannes à Cossonay. Il obtenait une soie fort recherchée par les fabriquants de Lyon pour sa belle et bonne qualité. Cette culture est maintenant abandonnée.

⁸⁰⁹ Selon une résolution du conseil (même année, décembre), on attendrait la volonté du souverain au sujet des fusils et autres choses du régiment de M. de Croze.

⁸¹⁰ Le conseil envoya (même année, décembre) deux de ses membres remercier noble François Charrière, capitaine d'une compagnie en France, du don par lui fait à la ville d'une grande nappe et d'une serviette, fines et ouvragées, pour couvrir la table et les plats lorsqu'on administrait la Ste-Cène. Le capitaine, frère du châtelain de Cossonay, envoya encore (en 1695), de France, dix écus blancs (soit 75 florins) à la bourse des pauvres, et (en 1697) fit cadeau à la ville d'un cachet d'argent, aux armes de celle-ci, ce dont on lui eut beaucoup d'obligation ; on remit ce cachet au banneret. Lorsqu'il revint au pays (en 1700), le conseil l'envoya féliciter de son heureux retour et lui fit présent de deux sacs d'avoine pour ses chevaux. Quelques années auparavant on lui en avait déjà donné six sacs, en témoignage de bonne affection.

⁸¹¹ On sollicita (1692, octobre) le baillif de Morges d'ordonner à l'hoirie de M. de Penthaz de remettre à notre bourgeoisie les

de Penthaz. Mais le châtelain de Cossonay fit le retrait d'une partie, par droit lignager. C'est celui-ci qui acquitta à la ville, en 1695 (8 avril), les 4000 florins, objet de la difficulté.

L'officier de ville étant accusé d'adultère, le conseil lui ordonna (1692, mars) de déposer son manteau chez le premier conseiller et de ne plus fonctionner jusqu'à ce qu'il se fût purgé de cette accusation.

Un orage éclata dans le sein du conseil au commencement de l'année 1693. Trois de ses membres (les sieurs Ducimetière, Portier et Guex, curial) accusèrent les autres (le châtelain, les seigneurs de Senarclens et de Croze, et les sieurs Delessert et Guex), devant le baillif de Morges, de s'attribuer trop d'autorité et de ne pas les consulter, ainsi que le conseil des vingt-quatre, pour la nomination aux charges de la ville. Le baillif (colonel Berseth) se transporta à Cossonay, et les accusateurs formulèrent devant lui (13 février) les plaintes suivantes: 1^o que le châtelain et les quatre conseillers tenaient souvent le conseil et y décidaient des affaires de la ville comme s'il eût été complet⁸¹². 2^o Qu'ils avaient établi un commandeur⁸¹⁵, malgré l'opposition des plaignants et sans la participation des vingt-quatre. 3^o Que le conseil avait aliéné plusieurs articles du domaine de la ville, au grand préjudice de la bourgeoisie. 4^o Qu'on ne remplissait pas le nombre voulu des conseillers des douze et vingt-quatre. 5^o Que l'on avait fait, au préjudice des bourgeois, un traité avec feu M. de Penthaz, pour l'eau qui se rendait aux prés de la Cour. 6^o Que le châtelain,

titres des fiefs que ce défunt seigneur lui avait cédés. On les avait déjà réclamés plusieurs fois, mais en vain, tant de lui que de son hoirie.

⁸¹² On voit par les registres du conseil que, le 15 avril 1689, quatre conseillers seulement assistèrent à la séance, qui eut néanmoins lieu.

⁸¹⁵ Soit officier de ville.

lorsqu'il était gouverneur, donnait sa voix en conseil, ce qui était contraire au droit et à l'honneur de sa charge. Et enfin, 7^o qu'on avait fait (au nom de la ville) un bornage avec ce même châtelain, à l'avantage de celui-ci. Pour leur défense les accusés alléguèrent : 1^o Qu'ils étaient bien forcés de vaquer seuls aux affaires publiques, puisque les autres conseillers⁸⁴⁴ ne venaient au conseil que lorsque cela leur plaisait⁸⁴⁵. 2^o Que le commandeur actuel avait été nommé par la plus grande partie du conseil⁸⁴⁶. 3^o Que les aliénations dont on se plaignait avaient pour auteurs les pères des accusateurs. 4^o Que les vacances dans les conseils provenaient de la rareté de gens capables de remplir ces places. 5^o Que le curial Guex avait tort de se plaindre du traité fait avec feu M. de Penthaz, puisqu'il en retirait plus de bénéfice que tout le reste de la bourgeoisie⁸⁴⁷. 6^o Que le châtelain étant aussi conseiller, pouvait ainsi remplir tous les attributs de cette place⁸⁴⁸. Et 7^o que celui-ci offrait de prouver que la ville et non lui avait eu du bénéfice dans le bornage en question. — Le baillif exhorta les parties à terminer leur différend à l'amiable. Le sieur ministre, de son côté, travailla au même but; et les parties y ayant consenti, le baillif pro-

⁸⁴⁴ Portier et Ducimetière.

⁸⁴⁵ Et qu'ils avaient encore si grande hâte d'en sortir, qu'ils ne se donnaient pas le loisir de satisfaire aux devoirs de leur charge.

⁸⁴⁶ Qui avait trouvé à propos de remplacer le précédent qui s'était rendu indigne d'occuper plus longtemps cette charge.

⁸⁴⁷ Le pré du curial Guex participait au bénéfice de l'eau qui arrosait les prés de la Cour.

⁸⁴⁸ « Puisqu'iceluy estant conseiller il en peut fonctionner toutes les charges, » et qu'ainsi la plainte portée contre lui était plutôt un acte d'animosité que de justice pour le bien public.

nonça (à Morges) qu'après examen attentif des faits, il s'était convaincu qu'il s'y trouvait plus de partialité et de rancune particulière que de juste sujet de plainte; que les accusés n'avaient fait que ce que gens de bien et d'honneur pouvaient et devaient faire; qu'ils s'étaient parfaitement justifiés, et qu'ainsi les plaignants devaient les reconnaître pour dignes de leurs charges, le tout néanmoins sans préjudice à l'honneur de ceux-ci. Que son but étant de bannir toute animosité, il les exhortait à vivre en bons amis, selon la charité chrétienne, et à se reconnaître mutuellement pour gens de bien. Il compensa les dépens et maintint la nomination du commandeur. — Nous verrons les attaques contre le conseil se répéter.

Il n'y avait pas, il le paraît, prescription pour le paiement des lauds. Notre ville acquitta seulement en 1693 (7 novembre), au co-seigneur de Senarclens⁸⁴⁹, celui de son acquisition des terres de la cure de Vuillerens à Senarclens (on se rappelle qu'elle avait eu lieu en 1611, par échange avec le baron de Coudrée)⁸²⁰, ainsi que le laud pour la reprise de ces mêmes terres et d'autres encore qu'elle avait acensées⁸²¹. Les deux lauds réunis s'élevèrent, par compo-

⁸⁴⁹ Noble Abraham Charrière.

⁸²⁰ Ces terres mouvaient en majeure partie du fief de Gléresse, acquis par ce co-seigneur. Les biens des nobles de Gléresse avaient passé, par mariage, aux familles d'Aubonne et d'Arnex. Il a été rapporté que la part du laud qui revenait aux d'Aubonne, pour l'acquisition des terres de la cure de Vuillerens, avait dû être acquittée par l'admission de noble Samuel d'Aubonne, co-seigneur de Disy, à la bourgeoisie. Plus tard, le conseil avait estimé ne rien devoir à celui-ci pour ce laud.

⁸²¹ Pour vingt-huit quarterons de froment, à Jean Dupuis. Celui-ci ayant fait discussion de biens, la ville avait repris les terres.

tion, à 745 florins et 10 sols ⁸²². Ils étaient dûs au sixième denier ⁸²³. — ⁸²⁴.

Par décision du conseil (1694, août), on devait tâcher d'acquérir, de M. de Champvent, le bois de Vaud et les vignes des Rochettes, qui appartenaient à sa femme.

M. de Mex, banneret de la ville et de la baronnie, était mort depuis une année ⁸²⁵, lorsque les douze et vingt-quatre réunis lui donnèrent (1694, 5 novembre) M. de Senarclens ⁸²⁶ pour successeur. On en donna avis à toutes les communautés de la baronnie, les invitant à se rencontrer dans quinze jours en conseil, pour donner leur consentement à cette élection et assister à la prestation du serment ordinaire ⁸²⁷.

⁸²² Le premier laud s'élevait en réalité à 161 florins, et le second à 680.

⁸²⁵ La ville ayant acquis, plus tard, une pièce de terrain (au lieu dit en la côte à Domprou) qui mouvait également du fief de Gléresse, composa (1704, avril) avec le co-seigneur de Senarclens, pour le laud, à 50 florins, « pour tomber dite pièce en main-morte » (c'est-à-dire parce qu'entrant dans le domaine de la ville, il n'y avait pas de chance qu'elle devint l'objet de nouvelles ventes).

⁸²⁴ Des « Sarrasins, » c'est-à-dire probablement des Bohémiens, vinrent à Cossonay (1694, mars) et passèrent la nuit au pré aux moines. La ville leur donna du bois.

⁸²³ Il avait, disent les registres du conseil, rempli cette charge « avecq grand soin et approbation de toute la noble bourgeoisie, sans support ny acceptation de personne, » depuis le 1^{er} octobre 1655,

⁸²⁶ Georges-François Charrière. — Noble Jean-Pierre Thomasset, seigneur de Croze, fut aussi présenté comme candidat.

⁸²⁷ Trois communautés seulement (Penthallaz, Senarclens et Lusseri, représentées chacune par un député) se rendirent à cette invitation. Les registres du conseil entrent, relativement au serment

La baronnie envoya (même année, novembre) le châtelain à Berne, avec les députés du pays, surtout au sujet de la « nouveauté des péages. » LL. EE. avaient affermé ceux du pays de Vaud au capitaine Abraham de Graffenried, et il en était résulté des difficultés⁸²⁸. LL. EE. donnèrent droit au pays (l'année suivante). Aubonne et Cossonay se réunirent pour l'envoi d'un nouveau député à Berne⁸²⁹. Il

prêté par le nouveau banneret et aux promesses qu'il fit, dans plus de détails que précédemment. Par le serment il s'engagea de « pro-
 » curer l'honneur et demeurer en toute fidélité à LL. EE. ; avancer
 » l'honneur, profit et avantage de la ville et bourgeoisie ; maintenir
 » ladite bourgeoisie et tout le corps de la baronnie en leurs privilè-
 » ges et franchises, et à c'est (cet) effet agir puissamment ; tenir
 » main que tous les ordres et ordonnances soient exécutées ; cen-
 » surer et chastier les défaillants, et pour ce faire valloir l'autorité
 » que par sa charge lui est conférée. » De plus il promit « d'assister
 » ordinairement en conseil, moyennant le salaire de conseiller ; et lors-
 » que l'intérêt du général des franchises de dite ville et baronnie le
 » requerra, faire toutes les instances de droit, avecq d'autres commis,
 » s'il eschéoit, le tout moyennant salaire de ses journées qui seront
 » payées par ceux auxquels le fait touchera ; inster que les gouver-
 » neurs rendent compte soit à la ville ou hospital ; (et) demeurer en
 » tant que lui sera possible en la ville, pour estre prest aux mouve-
 » ments qui peuvent arriver. » Moyennant ces serment et promesses, les « assistans » de la baronnie, au nom de leurs communautés, promirent de se soumettre et d'obtempérer à ce que le banneret leur enjoindrait d'équitable, et « le général des bourgeois » (c'est-à-dire le conseil général) promit d'acquiescer aux ordres et « polices » émanant du conseil, ainsi qu'aux ordres du banneret concernant d'autres choses de moindre importance.

⁸²⁸ Entre lui et « tout » le pays.

⁸²⁹ Toujours pour la même affaire. Ce fut M. Bégoz. Il rendit compte de son voyage au conseil de Cossonay le 6 janvier 1696.

y eut une taxe pour les deux villes contre M. de Graffenried.

Lorsque, dans l'assemblée du conseil général du 28 septembre 1696, on élut M. de Penthaz (noble Abraham Charrière) en premier lieu conseiller des vingt-quatre, puis ensuite des douze, on fit la condition qu'il fréquenterait les réunions du conseil et tiendrait quelqu'un à Cossonay pour l'avertir quand elles auraient lieu. Ce même conseil général condamna un particulier d'Alens qui avait maltraité de paroles le seigneur banneret à vingt-quatre heures de « jaquemard. » Mais comme il demanda pardon, on lui fit grâce.

Il a été rapporté, dans le temps, que les nobles de Syvriez et Marchand s'étaient éteints à Cossonay dans la pauvreté. Les nobles Farel finirent de même. Cathérine Farel (fille de noble Pierre), *fournière* de la ville (en 1697) et sa sœur Louise en furent les derniers rejetons. — Le fournier de la ville, en 1712, était Pierre de Bretigny, de l'Isle, de l'ancienne famille féodale de ce nom, appelée aussi de Baulmes.

Les registres du conseil mentionnent fréquemment des secours accordés pour des cas d'incendie. La ville et l'hôpital en distribuèrent, entr'autres, en 1697, aux victimes du feu à Alens⁸⁵⁰.

Ce fut en 1698 (14 novembre) que notre ville se libéra de la part d'affouage du château de Senarcens, due sur la forêt de Seppey remise par Berne. Par traité conclu avec les propriétaires de ce château⁸⁵¹, en vue de prévenir une difficulté sur le point de naître et tout sujet de plainte pour l'avenir⁸⁵²,

⁸⁵⁰ M. La Tour, réfugié, granger de M. le banneret, reçut quatre quarterons de froment et autant de mesclé, etc.

⁸⁵¹ Voyez *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., note 446.

⁸⁵² Il y avait eu plusieurs fois et fraîchement encore des contestations au sujet du pâturage de la forêt de Seppey.

elle leur céda, comme équivalent de leur droit, douze poses de cette forêt ⁸⁵³, s'en réservant néanmoins le pâturage et le glandage. On spécifia que si elles venaient à être cultivées LL. EE. y percevraient la dixme ; le forestier de la ville devait les garder sans frais pour les propriétaires ⁸⁵⁴.

Il a été déjà parlé d'un tir qui avait lieu annuellement à Cossonay et pour lequel LL. EE. fournissaient des prix. Etabli pour tout le département, il avait remplacé celui de l'oiseau ⁸⁵⁵. Ses statuts furent corrigés et confirmés par les députés du département, assemblés (même année, 22 mai) à Cossonay ⁸⁵⁶. Ils sont curieux ⁸⁵⁷. La punition des jurements et querelles n'y est pas oubliée. Selon ces règlements, le roi aurait « pour ses peines, pour toutes choses, » dix florins et fournirait, d'après l'usage précédent, trois prix d'étain fin achetés à Genève, etc. Chacun des trois prix ordinairement tirés serait de vingt prenants, et si ce que LL. EE., la ville et les villages donnaient ne suffisait pas, les commis fixeraient la contribution que chacun aurait à fournir.

⁸⁵³ A quatre cents toises de Morges la pose, celles-ci prises du côté du couchant, dans le voisinage du territoire et des marais d'Itens.

⁸⁵⁴ L'approbation du baillif fut réservée. — En avril suivant, le conseil se transporta en corps sur les lieux, pour borner le bois remis. Imitant l'exemple de la ville, LL. EE. cédèrent, en 1747, environ seize poses de leur forêt de Seppey aux propriétaires du château de Senarclens, pour se libérer de l'autre part d'affouage.

⁸⁵⁵ Depuis 1685 il n'est plus fait mention de ce dernier.

⁸⁵⁶ La ville était représentée dans cette assemblée par le châtelain, chef du département, le capitaine Delessert, le lieutenant Guex, secrétaire, et le commandant du « tirage » Portier. Il y avait dix « commis » envoyés par les villages.

⁸⁵⁷ On les trouvera parmi les pièces justificatives.

Une partie des bourgeois de la ville se trouvait, au mois de juin 1699, « en grande misère et nécessité. »

Le conseil permit (même année, 21 août) à Jaques Languetin, qui avait acquis récemment des hoirs de Diesbach de Champvent la grange (le domaine) des Rochettes, d'y construire un four, moyennant cent florins d'entrage et un quarteron de froment de cense annuelle⁸⁵⁸.

La communauté de l'Isle fut reconnue (1702, 15 mai), en vertu de ses anciens privilèges, exempte des ventes à Cossonay (sans doute aux foires et marchés).

LL. EE. possédaient encore quelques petits fiefs nobles (on ne les spécifie pas) aux territoires de Cossonay et d'Alens; Elles les cédèrent, en 1702 (23 juin, à Berne), à notre ville, pour 750 florins. Ainsi la bourgeoisie se trouva en possession de la généralité des fiefs de son territoire⁸⁵⁹. Cette acquisition l'entraîna à quelques frais⁸⁴⁰.

⁸⁵⁸ Languetin avait acquis ce domaine au prix de 15500 florins. Comme une partie des terres qui le formaient mouvait du fief cédé par feu M. de Penthaz à la ville, il composa (1700, octobre) avec elle pour le laud (dù au cinq pour cent) à 325 florins. Néanmoins la ville eut un procès avec lui au sujet de ce laud et le gagna (1703).

⁸⁵⁹ C'est-à-dire de ceux qui avaient appartenu à Berne. — Malgré cette cession, LL. EE. avaient encore, dans le siècle passé, quelques fiefs nobles de peu d'importance au territoire de Cossonay (et d'Alens), mais ils avaient été acquis postérieurement à l'année 1702. C'étaient: l'ancien fief du château de Morges; le fief de Menthon, auquel LL. EE. avaient droit par échange (fait en 1725) avec la ville de Lausanne; le fief procédé de M. Melchior Bégoz (appelé fief Marchand ou fief de Martines, de vingt quarterons de froment, outre un chapon, de cense annuelle) qu'Elles avaient acquis par échange de la ville de Morges et enfin le fief procédé des sieurs Joseph et Jean-Gabriel Margel, acquis par Berne en 1714. Le commissaire Secretan fit

Les délégués des villages astreints à la maintenance des tours de la ville s'assemblèrent (1703, 15 mars, à Cossonay) au sujet de celle voisine de l'hôpital qui menaçait ruine. On convint d'en démolir une partie. A l'exception de Pampigny, tout l'ancien ressort fut représenté dans cette occasion ⁸⁴¹. Ce fut, il le paraît, postérieurement à cette époque que notre ville renonça à son droit de fortification à l'égard du village de Bettens. Mais on ne connaît ni la date ni les conditions de ce désistement. — ⁸⁴².

la rénovation de ces fiefs en 1745. On trouvait encore dans le territoire le fief de Mont à Cossonay, le fief de Gléresse à Cossonay et Alens, et une censièrè directe à Alens, anciennement procédée des familles Mussard et Paindavoine ; mais ceux-ci étaient dans les mains de particuliers.

⁸⁴⁰ Le commissaire général Steck reçut quatre louis d'or « pour peines et émoluments, » et son fils un « pour vins ; » le seigneur trésorier en reçut deux, et l'ancien trésorier Steiguer quatre (soit 112 florins et 6 sols), en reconnaissance de ses soins pour la cession et d'autres choses.

⁸⁴¹ Les localités représentées furent : Senarclens, Grancy, Cottens, Sévery, la Chaux et Itens (y compris le moulin du Veyron et Prévondavaux), Disy, Lusseri, Villars-Lusseri, Penthallaz (et le moulin de ce village, appelé de l'Islettaz), les grands moulins de Cossonay, Croze, Penthaz, Bournens, Bettens (« non cités »), Boussens, Sullens, Villars-Ste-Croix, Vuflens-la-ville, Bussigny et Ecublens. Depuis le XVI^{me} siècle, le ressort n'avait jamais été aussi complet. — Il y eut encore, en 1715, une assemblée à Cossonay des ressortissants de la baronnie, à l'occasion des réparations de la tour du pont de la boucherie.

⁸⁴² Le pâquier de la Verniaz devint l'objet (même année, 4 mai) d'une convention de notre communauté avec celle de Senarclens. Chacune d'elles en possédait une portion. Ce même terrain avait donné lieu, en 1538, à un procès qu'une transaction, fixant le mode dont les parties en jouiraient, avait terminé.

Des « Orangeois » (habitants de la principauté d'Orange) réfugiés se trouvaient à Cossonay (1703, 1^{er} octobre). On fit une collecte en leur faveur ⁸⁴³.

Lors de l'élection (1703, septembre) d'un conseiller des vingt-quatre, qui habitait Senarclens, on réserva qu'il ne percevrait de salaire que lorsqu'il demeurerait en ville, et ne pourrait prétendre au conseil des douze que s'il y résidait assidûment et y possédait des biens-fonds. On pensait alors que la propriété foncière offrait une garantie chez un magistrat. — ⁸⁴⁴.

Spectable Jaques Roy, pasteur de Cossonay pendant environ quarante ans, fut inhumé (1706, mai), par permission du conseil, dans une tombe de l'église dont on avait longtemps perdu le souvenir; située à l'occident de la chaire, l'entrée s'en trouvait « à l'endroit de la plate-forme » de celle-ci. A cette occasion les registres du conseil observent qu'il y avait, sous la table de la Ste-Cène, une tombe, construite en tuf, voûtée, où l'on descendait par des escaliers ⁸⁴⁵; que, du côté d'orient (de cette tombe) se trouvait, à la hauteur de quatre ou cinq pieds, « une embouchure de pierres de taille, d'environ la longueur de neuf à dix pieds, la première ⁸⁴⁶ étant couverte de pierres de taille de la Sarra, fort

⁸⁴⁵ Une assemblée du conseil général eut lieu à cette date.

⁸⁴⁴ Un membre du conseil des douze devait, en 1710, 124 florins et 8 sols pour son repas de conseiller; 20 florins étaient dûs, pour le même objet, par un conseiller des vingt-quatre.

⁸⁴³ Son entrée était devant la chaire, sous le banc des écoliers.

⁸⁴⁵ C'est-à-dire, pensons-nous, la tombe sous la table de la Ste-Cène. Cette « embouchure, » entourée de pierres de taille, formait sans doute l'entrée d'une autre tombe, dans le chœur. Le secrétaire du conseil fait dans cette circonstance une description peu claire.

proprement ; » enfin, qu'au nord de l'arcade de la chaire il y avait encore une tombe, ayant une boucle de fer, apparente, fixée à son « embouchure. »

Les cavaliers que fournissaient les départements furent désignés, avec le temps, sous le nom de *dragons*. On sortit, en 1707 (juin), 156 florins du coffre de la ville, faisant la part de Cossonay des 500 florins nécessaires pour le *dragon* de la baronnie et le tiers de celui de Vullierens⁸⁴⁷. Ainsi notre département contribuait également aux frais de ce dernier.

Notre ville, usant de son droit de mestralie, voulut contraindre le meunier du moulin appelé de Bettens ou de Bournens à diminuer sa « cotte » ou son émine. Il en résulta un procès. Ce moulin était un des quatre moulins banaux de la baronnie, auxquels les justiciables du château de Cossonay étaient tenus de moudre leurs grains⁸⁴⁸. La sentence baillivale (de Morges, du 4 octobre 1707) reconnut à la ville le droit d'exercer la mestralie sur le moulin de Bettens, situé au territoire de Bournens⁸⁴⁹ et appartenant par conséquent à la

⁸⁴⁷ Nous présumons qu'il s'agit ici de l'équipement complet des deux dragons et de leur monture : le département de Cossonay contribuait pour quatre sixièmes aux frais des deux cavaliers.

⁸⁴⁸ Bournens, Sullens et Boussens, entr'autres, astreints par leurs anciennes reconnaissances à moudre leurs grains à ces moulins banaux, faisaient usage de celui de Bettens. Les autres moulins de la baronnie n'étaient pas banaux pour les justiciables du seigneur.

⁸⁴⁹ « Nous avons trouvé, » ainsi s'exprime la sentence, « que le dit moulin était bien situé dans le territoire de Bournens, » etc. Il appartenait, en 1592, à noble Pierre Loys, co-seigneur de Bettens, et le seigneur de Brandis en avait laudé l'acquisition.

jurisdiction de Cossonay⁸⁵⁰, mais elle n'admit pas que cette mestralie conférât le pouvoir d'augmenter ou de diminuer l'émine, et laissa le meunier au bénéfice de ses anciens droits et « usances. » La sentence souveraine confirma (19 décembre suivant) l'inférieure. Dans ce procès, la ville eut des adjoints.

Une année et demie après le décès de M. de Senarclens, le conseil réuni des douze et vingt-quatre appela (1708, 30 janvier) M. de Penthaz à la charge de banneret. Celui-ci prêta le serment d'usage (27 février) sur les mains du châtelain, en présence des délégués des villages de la baronnie⁸⁵¹.

Le conseil et principalement le châtelain étaient alors en butte aux attaques d'un cabaretier de Cossonay, auquel on avait fait « abattre » l'enseigne de son cabaret. Aymonin (c'était son nom) avait présenté au baillif de Morges onze plaintes contr'eux, les accusant d'abus d'autorité. Selon lui, le châtelain et quelques conseillers avaient, entr'autres, fait enlever (en 1703, après la St-Michel) « la pierre de la tombe du baron de Cossonay, » qui était de marbre et très-longue⁸⁵², pour la mettre à une des fontaines de la ville⁸⁵³;

⁸⁵⁰ Le droit de mestralie s'exerçait dans toute l'ancienne chàtellenie.

⁸⁵¹ Plus nombreux que d'ordinaire. Lusseri, Penthallaz, Penthaz, la Chaux et Itens, Disy, Senarclens, Bournens, Sullens et Grancy étaient représentés.

⁸⁵² Et remplacer par des planches épaisses (« platterons »). On connaissait donc alors la tombe des sires de Cossonay. Il semble que si elle eût été l'une de celles indiquées plus haut, le secrétaire du conseil l'eût désignée. On sait que cette tombe se trouvait dans la chapelle de la bienheureuse Vierge Marie, fondée par ces anciens seigneurs dans l'église de St-Paul. On a perdu le souvenir de l'emplacement de cette chapelle, encore mentionnée, nous l'avons vu, dans le XVII^{me}

selon lui, encore, le même châtelain avait fait couper de jeunes chênes dans la forêt de LL. EE., en Seppey, etc. Le conseil fit connaître la vérité par ses députés⁸⁵⁴; et la cour baillivale, faisant justice de ces calomnies, condamna Aymonin (par sentence du 15 janvier 1708) aux dépens et à faire réparation publique au châtelain et au conseil, dans la salle des séances, portes ouvertes, et en présence du peuple convoqué; s'il s'y refusait, on le mettrait pendant deux heures au pilier public. Il en appela, mais la chambre des appellations aggrava pour lui la sentence inférieure⁸⁵⁵. —⁸⁵⁶.

siècle. Il est, d'un autre côté, assez naturel de penser que les barons étaient inhumés dans le chœur de l'église. Les prieurs du prieuré avaient sans doute aussi une tombe dans cette église.

⁸⁵³ Celle près des halles.

⁸⁵⁴ La pierre de la tombe du baron avait été employée par ordre de Messieurs du conseil qui entretiennent l'église (n'était-ce plus la paroisse entière qui l'entretenait?), et l'on avait mis d'autres pierres à sa place. Et si le châtelain, selon la coutume, avait fait couper quelques chars de bois pour son affouage, il avait toujours défendu au forestier de LL. EE. de prendre du bois propre à bâtir.

⁸⁵⁵ Elle le condamna aux dépens, à 24 heures de prison (indépendamment de celle déjà subie par lui et sa femme à Berne, pour avoir osé porter un pareil appel devant cette chambre), à demander humblement pardon au châtelain et au conseil, et enfin à rétracter ses accusations fausses et injurieuses. Le baillif de Morges fut chargé de faire exécuter la sentence.

⁸⁵⁶ Nous devons à l'obligeance de l'un de nos collègues (M. le docteur Brière) la note suivante, accueillie d'autant plus volontiers que nous n'avons jusqu'ici guère rencontré d'auteurs originaires de la ville dont l'histoire nous occupe. Il existe un ouvrage, imprimé à Londres, en 1708, aux dépens de l'auteur, et qui est intitulé : Livre ou véritable trésor de science pour la guérison de toutes les plaies à l'épargne, approuvé et présenté à S. M. de la Grande Bretagne à

Notre ville, pour récompenser ceux de ses soldats qui avaient pris part à la campagne de 1712 contre les cantons catholiques, fit distribuer 10 batz à chacun d'eux à titre d'encouragement⁸⁸⁷. Il y en avait dix-sept. On ne donna rien

Windsor le 4^e juillet, et à Kinson le 18^e décembre 1707, étant en son conseil, par Pierre le Duc, *baron* de Cossonay, ancien capitaine, etc. — Dans ce livre, l'auteur se dit « natif du louable canton de Berne Evangélique, ancien capitaine qui a servi LL. MM. Britanniques et Leurs Hautes Puissances (de Hollande) en toute fidélité pendant 39 ans, tant par terre que par mer en qualité de volontaire et capitaine commandant et maintenant sans emploi » On y lit encore que revenant de Portugal pour le service de sa Majesté, en l'année 1703, au mois d'Août, le Duc proposa un plan pour faire disparaître les rochers qui sont devant Plymouth et dans le port, et pour construire un vaste bassin où les vaisseaux seraient en toute sûreté; et que ce projet fut renvoyé aux lords de l'Amirauté, puis aux juges de l'Amirauté le 22^e mars 1708, puis au duc de Marlborough, et enfin à la reine. — On peut conclure de ces derniers renseignements que le Duc était un officier de mérite. Il est inutile de faire remarquer le ridicule du titre de baron de Cossonay dont se pavane le Duc qui n'y avait aucun droit, puisque notre baronnie était entre les mains de LL. EE. de Berne. Pour être dans le vrai il faudrait remplacer *baron* par *bourgeois* *. Selon toute apparence, notre auteur était fils de Jean-Pierre Duc, membre du conseil de notre ville. On voit par les registres de cette autorité qu'à la date du 6^e avril 1683, le sieur Pierre Duc, conseiller des 24, se proposait de se rendre en Hollande.

⁸⁸⁷ « Le sieur gouverneur livrera à tous les soldats qui ont été là-bas à la guerre d'Allemagne, en nombre de 17, etc. » (Regist. du conseil, le 5 septembre 1712).

* On ne saurait guère admettre que Pierre le Duc, sujet de Berne, ait osé prendre le titre de baron de Cossonay. Il se pourrait que, dans le manuscrit d'où la note qu'on a bien voulu nous communiquer a été extraite, on ait interprété par *baron* un *sim. le b.* signifiant seulement *bourgeois*.

au dix-huitième qui, au rapport des autres, n'avait pas rempli son devoir. MM. Delessert, le lieutenant et l'enseigne, reçurent ensemble 15 florins.

On démolit, en 1712, l'ancienne chapelle Notre-Dame⁸⁵⁸. Nous estimons que cette circonstance concerne celle des deux chapelles de ce nom qui était située hors de la ville, sur l'emplacement du cimetière actuel⁸⁵⁹.



En nous rapprochant des temps modernes, les faits que nous aurions à rapporter perdraient de leur originalité. Nous ne relaterons donc, dans ce qui nous reste encore à dire, que ceux d'entr'eux qui ont un rapport direct avec les précédents.

Plusieurs habitants de Bournens prétendaient s'exempter de payer l'ohmgeld à la faveur de caves construites dans des maisons dépendantes de la juridiction anciennement procédée des seigneurs de Coudrée. Notre bourgeoisie, par l'organe de son banneret, s'en plaignit à LL. EE. Le trésorier du pays de Vaud et les bannerets de la ville de Berne rendirent (1714, 27 janvier), en conséquence, une sentence portant que cette juridiction n'exemptait point ceux qui en dépendaient du paiement de l'ohmgeld, ni n'altérerait le droit de

⁸⁵⁸ On y prit des pierres de taille (de la Sarraz) pour réparer le puits de la grande rue, et l'on vendit son vieux couvert.

⁸⁵⁹ Peut-être aussi nous trompons-nous. La chapelle Notre-Dame des sires de Cossonay peut avoir été attenante à l'église, et sa démolition opérée sans inconvénients pour celle-ci.

la ville; qu'il résultait d'informations prises auprès des ayants droit de l'ohmgeld en 1684 et 1699, que les habitants de Bournens l'avaient toujours payé, et qu'ainsi la ville demeurerait en paisible possession de ce droit dans tout le district de Bournens, sans qu'aucun seigneur pût se l'attribuer « à raison de sa juridiction, » mais seulement en vertu d'un titre « spécifique »; et qu'on n'avait pas produit jusqu'alors de titre de cette espèce qui fût opposé au droit de la ville.

Lors de cette sentence, le possesseur de la juridiction de Coudrée (noble César Charrière) n'avait pas été appelé à défendre ses droits. Aussi, lorsqu'il demanda au conseil, en 1719 (janvier), de lui vendre le droit d'ohmgeld de la ville à Bournens pour couper court à toute contestation, il déclara avoir l'intention, nonobstant la déclaration de LL. EE. rendue à son insu, de faire vendre vin rière sa juridiction (sans payer d'ohmgeld), et, pour le cas où l'on s'y opposerait, d'en demander explication. Il souhaitait encore qu'on lui remît la guette de ce village. Accédant à sa demande, le conseil lui céda (1720, 17 juin) l'ohmgeld, le forage et quelques petites censes que la ville (ou l'hôpital) avait à Bournens⁸⁶⁰, pour mille florins, et la guette, calculée sur le pied de douze écus le quarteron, pour deux mille et quarante florins, outre les vins⁸⁶¹.—Ajoutons encore, pour épuiser la matière des

⁸⁶⁰ Deux quarterons et un quart, de froment, et 7 sols et 3 deniers.

⁸⁶¹ L'acquéreur devait procurer le consentement de LL. EE. à ces aliénations (on se rappelle que depuis l'inféodation de 1673, l'ohmgeld et la guette de la chàtellenie leur étaient hypothéqués). — Quelques années après (en 1724), LL. EE. inféodèrent au même la juridiction du château de Cossonay à Bournens, avec le droit de dernier supplice.—La ville y conserva son droit de mestralie.

obligations des ressortissants de l'ancienne juridiction de Coudrée dans notre baronnie, que, nonobstant une déclaration des gouverneurs et communiens de Penthaz⁸⁶², aux termes de laquelle ceux des faisant-feu de ce village qui en dépendaient n'auraient pas été astreints à la guette⁸⁶³, parce que cette juridiction était indépendante de la châteltenie de Cossonay⁸⁶⁴, les ressortissants de cette même juridiction à Bournens furent cependant condamnés (20 février 1743) par arrêt souverain, non-seulement à acquitter la guette et l'ohmgeld, mais encore à satisfaire au devoir de bâtir⁸⁶⁵. Pour trouver la vérité dans ces contradictions, on doit supposer que, selon l'occurrence, ces ressortissants payaient ou ne payaient pas.

Les bons procédés de notre bourgeoisie pour ses magistrats duraient encore. Elle offrit (1718, janvier) à M. l'an-

⁸⁶² Rendue, le 15 janvier 1742, en vertu d'un ordre baillival de Morges, à l'instance du ministre Duveluz et de ses adjoints, de Bournens, alors en procès avec le seigneur de ce village (noble Auguste Charrière) pour la guette, l'ohmgeld et le droit de bâtir.

⁸⁶³ Il est remarqué de la guette, dans cette déclaration, qu'elle était « l'usage de veiller converti en cense. »

⁸⁶⁴ Et que pour cette raison les ressortissants de cette juridiction à Penthaz n'étaient pas tenus à la suite des moulins de la châteltenie.

⁸⁶⁵ Ce droit de bâtir fut alors fixé et limité, par convention, à quelques charrois, dûs par chaque faisant-charrue, lorsque le seigneur construirait sa maison seigneuriale. M. de Bournens l'exigeait en vertu de la cession de Berne à son père des droits du château de Cossonay à Bournens, et comme équivalent du droit de bâtir attaché à ce château. — M. de Penthaz (noble Henri Charrière), fondé sur les mêmes droits, soutint également, dans la seconde moitié du siècle passé, deux procès, pour une cause semblable, contre ses ressortissants de Penthaz, lorsqu'il fit rebâtir son château (c'est-à-dire l'ancien prieuré de Cossonay). Il les gagna.

cien châtelain, qui avait « fait beaucoup de douceur et témoigné beaucoup d'amitié au public » dans l'exercice de sa charge, un cadeau valant de 45 à 50 florins⁸⁶⁶.

On admit (1721, 4 août) noble David-François de Ginggins à la bourgeoisie (il habitait la ville depuis quelque temps) pour 500 florins de capital, les vins à Messieurs du conseil, un pot de vin à chaque bourgeois chef de famille (ou femme veuve), et deux seaux en cuir.

Notre ville s'opposa, en 1723, à l'établissement de foires à Bercher, tout comme elle avait déjà mis opposition (en 1716) à celui de foires à l'Isle. Nous en inférons que les ressortissants de ces deux seigneuries, alors qu'ils étaient sujets de nos anciens sires, avaient peut-être l'obligation de suivre les foires de Cossonay⁸⁶⁷.

Ainsi que les quatre bonnes villes, la nôtre jouissait du droit de chasse sur son territoire, et cela plutôt en vertu d'une longue usance que d'un droit concédé. On ne voit pas qu'on l'ait troublée dans cette jouissance qui datait probablement de l'extinction de ses anciens seigneurs.

L'ancien châtelain acquitta seulement en 1724 un légat fait aux pauvres de la ville, en 1665, par une dame de sa famille. Les intérêts, payés avec le capital, s'élevèrent à peu près à trois fois la valeur de celui-ci. Les affaires marchaient

⁸⁶⁶ Il se retirait alors à Lausanne, ayant obtenu (l'année précédente) la démission de sa charge, conférée par LL. EE. à son fils Gabriel, seigneur de Croze. Celui-ci eut pour successeur (en 1736) son fils Ferdinand, auquel succéda, à son tour (en 1783), son fils César, le dernier châtelain de Cossonay.

⁸⁶⁷ Comme lieu principal de leurs possessions et celui de leur résidence.

parfois lentement, surtout lorsqu'il s'agissait des fonctionnaires supérieurs de la ville.

Les bourgeois qui n'habitaient pas la ville (soit les Chavannes ou Alens) prêtaient le serment requis lorsqu'ils venaient y demeurer ⁸⁶⁸.

Le conseil (tout le corps) se vit attaqué, en 1730, par le S^r Pierre Guex, l'un de ses membres, qui présenta diverses plaintes contre lui à LL. EE. Elles portaient sur des abus ou des négligences dont, selon le plaignant, il s'était rendu coupable ou qu'il souffrait. L'une d'elles regardait une cense de vingt miches de pain (à distribuer aux pauvres de la ville) qu'on n'acquittait plus, quoiqu'elle fût affectée sur la maison que MM. Delessert avaient acquise (en 1693) de l'hoirie de M. de Penthaz ⁸⁶⁹. A cela ces derniers objectaient qu'on ne l'avait pas exigée depuis l'acquisition de leur maison, et qu'il ne paraissait même pas qu'on l'eût fait auparavant, d'où l'on présumait que le capital en avait été payé dès longtemps. Le conseiller Guex se plaignait encore des pigeonniers de MM. Duc (conseiller), Guex (secrétaire) et Delessert; et, quoique ceux-ci eussent produit les actes d'acquisition de leurs maisons, constatant leur droit ⁸⁷⁰, il soutenait que, concédé seulement à leurs anté-posses-

⁸⁶⁸ Un exemple en 1729.

⁸⁶⁹ C'est la fondation faite, en 1634, par noble Abraham Crinsoz, seigneur de Cottens.

⁸⁷⁰ La maison du conseiller Duc (actuellement la campagne Gaulis, aux Chavannes), acquise de feu M. de Penthaz, avait un pigeonnier en vertu de la concession faite par la ville, en 1572, au châtelain de Cossonay d'alors; il en a été parlé dans le temps. Celle du secrétaire Guex, auparavant la maison des nobles d'Aubonne, procédait des nobles de Gléresse, et plus anciennement encore des nobles de Dailens. Enfin la maison Delessert avait été, dans le principe, celle des

seurs, ce « droit de régale » ne les regardait plus. Il trouvait mauvais : que le conseil eût fait « une honnêteté » de la valeur de 31 florins au banneret, lors du mariage de son fils aîné ; que ce même banneret résidât à Penthaz ; que l'ancien châtelain eût donné, en 1714, au nom et aux frais de la ville, un repas au seigneur trésorier, lors de son passage à Cossonay, etc. Berne ordonna au baillif de Morges de prendre des informations exactes au sujet de ces plaintes. Celui-ci passa (en septembre) plusieurs jours à Cossonay (avec ses assesseurs). Il y convoqua le conseil et le Sr Guex auprès de lui et examina les griefs de ce dernier, article par article. LL. EE., sur ces informations, les jugèrent « téméraires » et mal fondés, et condamnèrent (1731, 18 juillet) leur auteur à demander pardon au baillif, à Messieurs du conseil (en général et particulier), ainsi qu'à ceux qu'il pouvait avoir offensés ; sous peine de la prison. LL. EE. le privèrent en outre de sa place de conseiller, et mirent à sa charge les frais de la procédure⁸⁷¹. — Ces accusations réitérées contre le conseil, quoique non fondées, font penser que peut-être une tendance trop aristocratique de la part de cette autorité y donnait lieu⁸⁷².

Le consistoire, ce tribunal qui, sous la domination bernoise, connaissait des délits contre la moralité, n'est guère mentionné dans les documents de notre ville. Cependant il

nobles de Mont, puis des nobles de Bionnens, et après eux des mayors de Lutry. Acquisé par noble Abraham Crinsoz, son fils l'avait vendue à feu M. de Penthaz.

⁸⁷¹ Le baillif vint à Cossonay (le 16 juillet 1731) notifier cet arrêt aux parties.

⁸⁷² Peut-être aussi l'influence marquée d'une famille mécontentait-elle?

y en avait un à Cossonay, mais nous ignorons combien de juges y siégeaient. Le châtelain, en 1736, était un de ceux-ci ⁸⁷³.

La ville remit, en 1731, la dixme des novalles (ou novalies) du territoire de la Chaux au seigneur de cet endroit ⁸⁷⁴. Elle affranchit, en 1739 (5 janvier), les dames de Sacconay, moyennant 125 florins, de la corvée due à raison de leur maison de Senarclens, appelée la Maison neuve ⁸⁷⁵.

La mestralie donna lieu, dans les années 1738 et 1739, à un procès de notre ville avec la dame de Sullens ⁸⁷⁶, instruit devant la cour baillivale de Morges. Cette dame lui contestait les langues des grosses bêtes de la boucherie de Sullens ⁸⁷⁷. Avant le jugement de la cause, les parties firent

⁸⁷³ Le consistoire avait un registre particulier.

⁸⁷⁴ On se souvient que la dixme des novalles procédait de la cure de Cossonay.

⁸⁷⁵ Le général de Sacconay, rendu célèbre par la bataille de Villmergen, avait acquis (par subhastation), en 1704, le conserneurage de Senarclens, ainsi que le domaine de la Maison neuve. Il est question ici de ses filles non mariées.

⁸⁷⁶ Louise-Marie-Claudine Mayor, femme de noble Charles d'Albenas. Elle avait hérité la terre de Sullens de son père noble François-Louis Mayor (de Morges), colonel au service d'Espagne, qui l'avait acquise (1722, 24 décembre) de noble Jean-Rodolphe Thormann, membre du conseil souverain de la ville et république de Berne. Celui-ci, à son tour, l'avait achetée (1692, 15 novembre) dans la discussion des biens de noble Jaques-Charles Charrière. LL. EE. avaient inféodé à M. Thormann, en 1721, la juridiction de Sullens, procédant du château de Cossonay.

⁸⁷⁷ Que la ville réclamait en vertu de la mestralie. Elle fondait sa demande sur la cession que Berne lui avait faite de cette mestralie, les reconnaissances prêtées sur les mains des commissaires Mandrot (en 1543), et Georges et Pierre Guex (en 1647) et la charte de ses

un compromis, aux termes duquel M^{me} de Sullens passerait expédient du procès, avec dépens, et reconnaîtrait ainsi les droits de la ville qui, de son côté, lui vendrait le droit de mestralie et des langues à Sullens. Cette convention reçut son exécution le 4 mai 1739, et la ville remit en même temps ses droits de guette et de forage du vin rière le même Sullens; le tout au prix de 3500 florins, outre les vins ⁸⁷⁸.

Mais cette vente du forage fut la cause, quelques années plus tard (en 1748), de nouvelles difficultés avec la même dame; car la communauté de Sullens ayant refusé d'acquitter ce droit qui, d'après elle, regardait seulement le vin qu'on vendait en détail dans la ville de Cossonay, M^{me} de Sullens prit le conseil à partie. Le refus de la communauté était motivé ⁸⁷⁹. Elle avait d'autant plus de chance de réussite dans son opposition que le seigneur de Bournens ⁸⁸⁰, ayant voulu faire reconnaître à ses ressortissants leur assu-

franchises. Elle prouvait que les langues des grosses bêtes, qu'on vendait aux « mazels et boucherie » de la ville et de son ressort, appartenaient à la bourgeoisie, et que de tout temps Sullens avait fait partie de l'ancienne châteltenie.

⁸⁷⁸ 62 florins pour les conseillers des douze et vingt-quatre. On compta la guette pour 3000 florins (à raison de 50 florins le quartier; suivant le compte de la ville, il y avait soixante-un faisant-feu à Sullens, mais M^{me} de Sullens n'en admettait que cinquante-deux), la mestralie et le forage pour 350 florins, et les frais du procès et passé-expédient pour 150.

⁸⁷⁹ La charte des franchises de la ville, titre primordial du droit de forage, spécifie que le seigneur doit lever son forage pour chaque tonneau de vin qui se vend en détail, en taverne, *dans la ville de Cossonay*.

⁸⁸⁰ Dont le père avait aussi acquis de la bourgeoisie, nous l'avons vu, le droit de forage rière sa terre.

jettissement au forage⁸⁸¹, avait été condamné par arrêt souverain (le 20 février 1743), et que notre ville, aux périls et risques de laquelle il avait plaidé, avait dû payer les frais du procès et l'indemniser pour le capital de cette prétendue redevance. Le procès avec M^{me} de Sullens ne fut pas jugé, parce que l'on convint que, sans conséquence pour les droits réciproques des parties, la ville se relâcherait de ses recherches à l'égard du forage et paierait les frais du procès; ceux-ci furent réglés amiablement. On traita (en 1748) avec M^{me} de Sullens pour l'indemniser du droit qu'elle perdait⁸⁸².

A la mort de M. de Penthaz (en 1740), on décida qu'à l'avenir la charge de banneret serait seulement conférée pour six années; la réélection immédiate était cependant autorisée. Le nouveau banneret fut élu sur ce pied là.

La guette et la corvée dues par noble François-Gaspard de la Rue pour son « bien » de Senarclens, lui furent amodiées (en 1760) pour neuf ans, à raison de vingt-six batz par année.

Le conseil interdit (1763, octobre) toute inhumation dans l'église, cependant cette défense ne devait pas regarder ceux qui y avaient des tombes⁸⁸³.—Cinq ans après (1768, novembre) il décida que l'on mettrait dorénavant les morts au cimetière de Notre-Dame. Il paraît ainsi qu'on avait cessé d'observer les ordonnances antérieures qui prescrivaient déjà cette mesure, et que l'on faisait encore usage de l'ancien cimetière.

⁸⁸¹ On faisait alors la rénovation de Bournens.

⁸⁸² La ville alla même jusqu'à lui offrir 550 florins; elle demandait 100 écus blancs.

⁸⁸³ Une seule famille avait encore alors une tombe dans l'église.

Le conseil reconnu (1768, septembre) la bourgeoisie des enfants de Pierre de la Sarraz, colonel d'infanterie en Hollande, petit-fils d'Abraham de la Sarraz, secrétaire du conseil en 1663⁸⁸⁴. Le général de la Sarraz, ministre actuel de la guerre au royaume des Pays-Bas, appartient à cette famille.

Notre bourgeoisie augmenta son domaine direct en acquérant, en 1784 (8 mars), pour 2000 florins (soit 50 louis neufs), la part de l'ancien fief de Gléresse dans les territoires de Cossonay et d'Alens, et les censes qui en dépendaient⁸⁸⁵. Elle acquit encore, vers le même temps (nous ne saurions en indiquer la date précise), une censièrè directe de cinquante et quelques quarterons de froment (outre les deniers et chapons) qui se percevait à Alens et était un franc-alieu⁸⁸⁶.

A l'occasion d'une dispute de préséance, en conseil, entre le châtelain et le banneret⁸⁸⁷, on décida (1783, 4 janvier) qu'en qualité de chef du corps, ce dernier y opinerait avant l'autre.

L'ancienne maison de l'hôpital St-Antoine, vers la porte de la Sarraz, n'étant plus propre à l'usage auquel elle était

⁸⁸⁴ La veuve du colonel était établie à Bréda. Il était fils de Georges-Louis de la Sarraz, ministre du St-Evangile à la Haye.

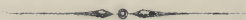
⁸⁸⁵ La ville fit cette acquisition de dame Louise, femme de l'ancien châtelain Ferdinand de Charrière.

⁸⁸⁶ Elle fut acquise des enfants de M^r. François-Louis-Daniel Pache, de Morges. Procédée des familles Mussard (de Vevey) et Painsdavoine, elle avait passé (dans la seconde moitié du XVI^{me} siècle), par acquisition, aux nobles Charrière, qui l'avaient longtemps possédée.

⁸⁸⁷ Noble Abraham Charrière (de Senarclens), le dernier banneret de la ville et de la baronnie.

destinée, cet hôpital, pour la remplacer, acquit, en 1791 (4 avril), du châtelain de Cossonay (et de sa sœur), « une grande maison à deux étages avec un corps de logis y attenant » et environ soixante toises de terrain dans l'enceinte du vieux château; le tout pour 8500 livres de dix batz.

Enfin notre bourgeoisie aliéna, en 1792 (14 juillet), en faveur de la communauté de Senarclens, ses droits de guette et de corvées de charrue dans ce village, la guette pour 2400 florins et les corvées pour 1525⁸⁸⁸. Senarclens fut assez malencontreux en se rachetant de ces deux redevances peu d'années avant la révolution de 1798, qui abolit les droits féodaux.



Nous sommes au bout de notre tâche. Notre chronique renferme sans doute beaucoup de détails et peut-être certains faits que plusieurs trouveront insignifiants ou peu conformes à la dignité de l'histoire; mais, n'ayant pas d'événements marquants à raconter, nous n'avons du moins rien omis de ce qui pouvait faire connaître les temps passés, leur esprit, leurs usages, leur vie intime, l'atmosphère dans laquelle nos pères se mouvaient. Puis nous avons osé espérer

⁸⁸⁸ L'acte de cette vente spécifie, quant aux corvées, que chaque faisant-charrue rière la paroisse, devait chaque année à la ville une corvée avec cette charrue. Et, quant à la guette, qu'elle percevait, à chaque St-Michel, un quarteron de beau et bon messel de chaque faisant-feu rière le village et le territoire de Senarclens. — Berne autorisa cette aliénation.

que le tableau véridique de ces temps, si différents des nôtres, offrirait, par le contraste, quelque intérêt. Chaque époque a sa tendance.

En résumé, l'impression que nous laisse cette chronique fidèle et détaillée d'une commune de la patrie de Vaud, n'est point triste. Les mœurs, les idées différaient beaucoup sans doute de celles de nos jours, les lois et les usages ne se modifiaient qu'avec lenteur, mais on ne saurait dire que le sort de notre ville ait été malheureux. Les plus anciens actes qui nous offrent quelques données sur la position sociale de ses habitants, nous les montrent affranchis du servage de la glèbe; nous trouvons de bonne heure quelques-uns de ses bourgeois possédant une fortune considérable; et, depuis la fin du XIV^{me} siècle, la charte de Jeanne, dame de Cossonay, lui reconnut des franchises très-étendues, qui subsistèrent jusqu'à la révolution. Point, à Cossonay, de ces ruines, de ces dévastations, fruits de la guerre, que l'histoire des villes de la Franche-Comté, par exemple, nous offre si fréquemment. — Les XVI^{me} et XVII^{me} siècles, on a pu s'en convaincre, ne furent pas sans agitation; alors cependant les principes constitutifs de la société étaient affermis, l'on se reposait sur eux avec calme, comme sur une base inébranlable. L'esprit général était, à la vérité, éminemment conservateur ou plutôt aristocratique, mais au moins conviendra-t-on que l'esprit contraire, qui prévaut de nos jours, a bien aussi ses dangers! — Nous terminons par des vœux pour que Dieu conserve et fasse prospérer la ville et le pays de nos pères.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.



I.

GUILLAUME DE GRANDSON, SIRE DE S^{te}-CROIX ET D'AUBONNE,
ACCORDE AU SIRE LOUIS DE COSSONAY ET A TOUS SES SUJETS
DE LA SEIGNEURIE DE CE NOM LA FRANCHISE DU PÉAGE
SUR LA RIVIÈRE DE L'AUBONNE.

A° 1569, 16 Juillet.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Ego Guiliermus de Grandissono dominus de Sancta Cruce et de Albona Notum facio vniuersis per presentes. Quod Cum Magnus et serenissimus Princeps dominus meus Carissimus Karolus quartus Romanorum Imperator et boemie rex. michi et heredibus meis de sua benigna largitate et gratia speciali. per ipsum michi facta. dederit contulerit ac etiam Concesserit quoddam pedaggiū pontonagium seu tollonium per me et meos ac nuntios meos perpetue habendum leuandum et recuperandum super vniuersas et singulas personas Cuiuscunque status et conditionis existant euntes transseuntes seu redeuntes per fluuium aque albene et per pontes existentes super dictum fluuium aque albene tam inferiorius quam superiorius. et per totum cursum dicti fluuii aque albene necnon super vniuersa et singula animalia et bona quecunque transseuntia dictum fluuium aque albene vt in litteris prefati domini mei Romanorum Imperatoris et boemie Regis. in vera aurea bulla et filo

serico bullata . quam penes me habeo latius declarentur .
 Ego Guilliermus predictus sciens et spontaneus . volens
 de pedagio pontonagio et tollonio predictis . facere gratiam
 specialem dilecto nepoti meo ludouico domino de
 Cossonay filio quondam bone memorie dominj Johannis
 nepotis mei dominj de cossonay nobilibus burgensibus
 probis hominibus et omnibus et singulis personis et
 subiectis suis cuiuscunque status et conditionis sint tam
 masculini sexus quam feminini ad presens uel in futurum
 commorantibus et moram contraentibus in tota
 villa castellania dominio et districtu de cossonay volo
 per presentes et concedo pro me et meis heredibus et
 causam a me habentibus de gratia speciali per me facta .
 quod predictus ludouicus nepos meus . nobiles burgenses
 probi homines et omnes et singule alie persone ac subiecti
 sui quicunque sint tam masculini sexus quam feminini
 commorantes et habitantes ad presens uel in futurum
 in tota villa castellania dominio et districtu de Cossonay .
 et bona sua quecunque transseuntes et ducentes bona
 sua quecunque per dictum fluuium aque albene et per
 pontes dicti fluuij tam inferius quam superius prout
 dictum pedagium se extendit et est michi Concessum .
 a dicto pedagio pontonagio et tollonio ex nunc perpetuo
 ipse et suis heredibus quibuscunque . sint et esse debeant
 liberi franchi immunes penitus et quitti . ipsumque
 ludouicum dominum de cossonay nepotem meum
 nobiles burgenses subditos suos et gentes suas ut supra .
 super pedagio pontonagio et tollonio predictis transseuntes
 et redeuntes fluuium predictum et per pontes dicti
 fluuij tam inferius quam superius quittaui et quitto in
 perpetuum penitus et absoluo pro me et meis heredibus .

jpsosque et suos heredes super premissis affranchiaui et affranchio et liberos facio . Includo cum predictis Johanno dicto godet burgensi de Insula et herede suo vno tantum et non pluribus . Et hoc pro eo quod ludouicus predictus nepos meus nobiles burgenses et gentes sui de Cossonay predicti michi dederunt et soluerunt sexties viginti florenos boni auri et ponderis legitimi . jpsosque sexties viginti florenos predictos ex causis predictis . Confiteor me ab eisdem plene habuisse et integre Recepissem in bonis florenis numeratis et ponderatis . Mandans et expresse precipiens per presentes ego guillermus prelibatus pro me et meis heredibus pedagiatoribus et receptoribus meis dicti pedagij pontonagij seu tollonij qui nunc sunt et qui pro tempore futuro fuerint ut ipsi et quilibet ipsorum ex nunc in perpetuum in futurum dictum dominum de cossonay nobiles burgenses gentes et subditos suos . ut supra et suos heredes per fluuium et pontes predictos tam inferius quam superius vnacum bonis rebus et animalibus suis jre transsire et redire pacifice et quiete sine aliqua solutione recipienda permittant nullo alio mandato a me uel meis super hoc expectato seu etiam expectando . Retinens et concordatum est in predictis agendis quod pretestu exemptionis predictae . dictus dominus de cossonay nobiles burgenses gentes et subiecti sui predicti fraudulentur (*fraudulenter*) non ducant nec duci faciant res alienas quoquomodo . propter quod dictum pedagiū pontonagiū seu tolloniū defraudetur quod si fecerint ad pedagiū pontonagiū seu tolloniū soluere teneantur . Et si sine solutione alienas res transsierint ille qui hoc fecerit totiens quotiens acciderit pro transgressore pedagij habeatur . et ad penam

ad hoc per prefatum dominum meum jmperatorem jnpositam teneatur . habito prius per nuntios meos ab eisdem juramento super sancta dei euangelia quod fraudulentè non se habeant in premissis et quod res alienas non ducant. Promittens ego guilliermus sepedictus pro me et meis heredibus bona fide mea loco juramenti prestita ac sub ypotheca rerum mearum predicta vniuersa et singula ut superius sunt expressa et declarata firmiter et in perpetuum tenere attendere et jnuiolabiliter obseruare ac contra non facere uel venire per me uel per alium aliqualiter in futurum . Aliquo jure lege uel consuetudine super hoc non obstantibus in contrarium premissorum facientibus quibus renuntio expresse per presentes . In Cuius Rei Testimonium Sigillum Curie lausannensis Rogauì ego guilliermus antedictus et ad preces meas apponi feci huic scripto. Et nos Officialis Curie lausannensis ad preces et requisitionem guilliermi predicti nobis oblatas fideliter et relatas . per dominum petrum de eselepens capellanum et Johannem oubam de morgia clericum Curie nostre lausannensis juratos. Quibus super hiis vices nostras commisimus et committimus et eisdem fidem plenam adhibemus. Sigillum diete Curie nostre lausannensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum et actum presentibus testibus domino francisco de orsens domino Rodulpho Rubei militibus et humberto de siuirier* domicello sextadecima die Mensis

* Le véritable nom de ce témoin nous est révélé par la charte originale. Nous confiant dans une traduction de cette charte qui se trouve également aux archives de notre ville, nous l'avons indiqué fautivement, dans la première partie de notre travail, page 104, note 520, sous celui d'Humbert de Senarcens.

Julij. Anno domini Millesimo. CCC^{mo}. Sexagesimo nono.
 Duplicatum est instrumentum pro domino de Cossonay
 nobilibus burgensibus et gentibus suis predictis.

Ita est per me p. de esclepens capellanus juratum.
 Et per me Johannem oubam de morgia.

(Sceau pendant avec contre-sceau en cire verte, bien conservé, de
 l'official de la cour de Lausanne.)

II.

LIBERTÉS ET FRANCHISES CONCÉDÉES PAR JEANNE, DAME DE
 COSSONAY, A LA VILLE ET A LA CHATELLENIE DE CE NOM.

A^o 1398, 14 Avril.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos Johanna domina de cossonay filia bone memorie
 nobilis viri Ludouici domini de cossonay filique quon-
 dam nobilis et potentis viri domini Johannis domini de
 Cossonay avi nostri vxorque nobilis viri dominj Johan-
 nis de Rubeomonte Militis domini de cossonay Nobilibus
 burgensibus agricolis et habitatoribus nostre ville de cos-
 sonay et totius castellanie nostre dictj locj fidelibus nos-
 tris predilectis presentibus et futuris Rei geste notitiam
 cum salute etsi Indifferenter vulneribus verbere succes-
 sis fortuitorum depressis subtrahere et caritatis solamina
 jnfondere teneamur jllos tamen quadam naturalj infu-
 sionem (*infusione*) fauorabilius prosequimur quos jn fidei
 nostre et federis constantia fidissimos operum exhibitione
 conspiciamus et ad nostra et nostrorum obsequia et serui-
 lia feruenti animo perseueranti operatione sentimus Cum

igitur sicut de omni potentj permissione predictus ipse locus noster cossonay dudum et non diu fuerit insaniante fortune (*fortuna*). incendiorum exaggeratione. pro maiorj parte combustus habitatoribus loci nostri predicti bonis omnibus non tantum extinctis sed etiam quibusdam libertatibus. immunitatibus et franchisesis quas a predecessoribus nostris obtinuisse actenus meruerunt flammarum incendio totaliter concrematis Cum ipse locus quem inter cetera loca nostra conspiciamus insignem quodam paupertatis semine ad extremum verteretur ipso quodam modo inhabitabili facto. Nos dicti loci hominibus et habitatoribus pietate considerata compuncti subuenire et vvlneribus suorum contrariorum euenientium mederj beniuole Cupientes ut ipse locus in (*et*) tota castellania eiusdem nobiles burgenses incolæ et habitatores ibidem quod (*quos*) carissima dilectione prosequimur in melius Reformentur eisdem nobilibus burgensibus habitatoribus incolis et habitaturis in villa et tota castellania predictis et suis posteritatibus. Nos Johanna domina de Cossonay predicta pro nobis et Successoribus nostris quibuscunque ex certa scientia nostra deliberato animo habitatoque (*habitoque*) super hjs diligentj consilio et matura deliberatione de laude voluntate, auctoritate consensu consilio mandato expresso pariter et assensu predicti nobilis virj domini Johannis de Rubeomonte Militis carissimj et peramati domini et maritj nostri dedimus et damus Concessimus et concedimus perpetue ac irreuocabiliter Nosque dedisse ac etiam concessisse titulo perpetue pure perfecte et irreuocabilis donationis et concessionis prout melius Sanius tutius et clarius dicj interpretari aut exponj juxta dictamen et consilium peritorum et sapientum potest

Confitemur libertates immunitates et franchisesias inferius declaratas et que et prout inferius describuntur. Et primo quoniam jus exigit et consuetudo Requirit et dicat ut in sua iurisdictione iura et consuetudines domino suo recognoscantur et dominus recognoscatur jurare teneatur iura consuetudines et vsagia et vsus libertates et franchisesias ville et castellanie de cossonay subdictis suis bene et fideliter observare et per officarios suos observari facere igitur per dominum de Cossonay jurari debet predicta et infrascripta tenere et observare presentibus nobilibus burgensibus habitatoribus et incolis dictarum ville et castellanie et nobiles burgenses et syndici dicti loci nomine communitatis et castellanie de cossonay iura dicti domini fideliter observare que libertates secuntur. Primo dominus debet habere in villa de cossonay et castellania castellanum suum eius locumtenentem et duos mistrales seu nuntios tantum qui castellanus et eius locumtenens jurare debeant presentibus nobilibus burgensibus sindicis et consiliariis sindicorum ville de cossonay qui adesse voluerint iura libertates vsagia vsus franchisesias et consuetudines nobilium burgensium et habitantium ville et castellanie de cossonay fideliter observare in aliis villis dicte castellanie dominus potest et debet habere si sibi placuerit suum mistralem prout actinus est consuetum. Si aliquis se sentierit grauatum per castellanum seu eius locum tenentem grauatus potest appellare ab audientia ipsorum ad audientiam domini deinde prout actinus est consuetum. Item dominus levare debet et habere in villa et castellania de cossonay vendas prout actinus est consuetum exceptis a nobilibus burgensibus et juratis de cossonay Et qui detinet dictas

vendas et secum deportat vltra diem naturalem post decessum forj tenetur domino in banno sexaginta solidorum . Item dominus in villa de Cossonay leuare debet et habere p̄o quolibet dolio vinj venditj ad tabernam in minuto suum foragium videlicet de quolibet dolio continente decem et octo sextaria vinj circa quatuor potos et de alio continente ultra decem et octo sextaria vinj octo potos Et si vinum preconisatum fuerit dominus dictum foragium debet leuare ipso dolio durante non aliter Et si non preconisatum fuerit dominus potest dictum foragium Recuperare jnfra annum et diem. Item Si aliqua domus casalis seu ortus vendatur jnfra fossalia de cossonay debeat censum domino aut non tenetur domino jn laudomium videlicet pro qualibet libra venditionis duodecim denarios lausannenses tantum Et si aliqua possessio quecunque que debeat censum domino extra villam et fossalia predicta vendatur dominus debet habere laudem ut supra nisi fuerit de feudo nobili de quo dominus habere debeat laudomium secundum quod actenus est consuetum . De aliis possessionibus que non debent Censum domino extra fossalia dominus nullam laudem percipere debet . Item Nobiles debent seruire domino in exercitu armorum missionibus ipsius dominj et pro guerra ipsius legitima et justa tantum a decessu domus eorum usque ad recessum Et si quis eorum pro guerra dominj captus et detemptus fuerit per aduersarios dominj dominus tenetur in rehemptionem eorum et ipsos *deffreye* et *gita de preson*. Item burgen-ses et habitatores ville et castellanie predictarum debent Sequj caluacatam et vexillum dominj missionibus eorum bene et decenter armati secundum facultatem eorum

pro guerra ipsius dominj legitima tantum per unam diem naturalem Si dominus ultra diem predictam eos detinere voluerit debet eisdem administrare victum sibj necessarium uel dare stipendia secundum quod consuetum est lausanne . Item dominus non potest nec debet dictos burgenses et habitatores in villa et castellania de Cossonay pro caluacata ducere extra patriam nisi quantum fuerit consuetudo lausanne et ipsis reuersis a dicta caluacata non tenentur sequi dictam caluacatam de quadraginta diebus sequentibus et post dictos quadraginta dies potest cogere ad predictam caluacatam dum erit necesse . Item dominus potest preconisarij facere caluacatam suam prima vice sub banno trium solidorum secunda vice sub eodem banno Et tertia vice sub banno Sexaginta solidorum in quo includuntur banna precedentia Et ille qui tenetur sequi et non secutus fuerit tenetur domino in banno sexaginta solidorum Quam caluacatam debent sequi tantummodo de quolibet foco una persona ydonea nisi iusta causa possit excusari secundum quod consuetum est lausanne . Item dominus potest preconisarij facere nundenas dicte ville de cossonay consuetas sub banno trium solidorum Et qui non secutus fuerit dictas nundenas per tres dies ut consuetum est videlicet de quolibet foco subdictorum dicti domini videlicet dominus domus uel domina tenetur domino in banno trium solidorum . Item dominus potest preconisarij facere iustitiam seu executionem latronum homicidarum sedutorum et aliorum malefactorum faciendam per cognitionem nobilium burgensium et proborum hominum ville de cossonay secundum quod casus requirit Et ille qui iustitiam et executionem non sequitur tenetur do-

mino in banno trium solidorum. Item dominus non potest alia preconisarj facere sub aliquo banno nisi de consilio et consensu plurimorum nobilium burgensium proborum hominum de cossonay jn communj loco dicte ville consueto uel in iuditio vocatorum. Item preco dominj omnia predicta debet preconisare et non alter Et si alter preconiset uel alia preconisatio fierj debeat non potest fierj sine mandato domini Et si fiat jlle quj fecerit tenetur domino in banno Sexaginta solidorum. Item Si dictus preco preconiset vinum aut non debet leuare de quolibet dolio vinj vendito jn Minuto ad tabernam vnum denarium. Item linguellum vinj venalis in villa et castellania de cossonay cum frumento vigiliū leuare et habere debent dicti nobiles burgenses et habitatores ville de cossonay prout actinus est consuetum. Item quilibet de cossonay potest tenere pondus et mensuras justas quod pondus debet esse in libra sexdecim vnciarum. Item nobiles feudales domini non tenentur domino in aliquo banno nec clama dominus nec etiam nuntij suj non possunt barrare bona dictorum nobilium quoquomodo vsque ad diem juris et dicta die in iudicio facta petitione actoris debent barrari. Item dominus et officarij suj non possunt barrare bona quecunque burgensium et juratorum ville de Cossonay nisi per clamam et assignationem diej qua die consuetum est causas audire qua die assignationis facta petitione si burgensis non caverit de rationem faciendo juxta petitionem dominus et officarij suj possunt barrare bona dicti burgensis de quo clama et petitio facte sunt. burgenses et alii pro barra fracta tenentur domino in sexaginta solidos Si facta testificata fuerint per nuntium dominj et duobus secacibus et frac-

tura per iuramentum duorum testium fidedignorum. Item omnium furum homicidarum falsariorum latronum et aliorum delinquentium in quibus requiritur pena corporalis et emutilatio membrorum bona omnia domino commissa sunt et confiscata. Item dominus non potest inquirere seu inquirj facere nec accusare supra seu contra corpus hominis sine clama alterius. Item dominus non potest nec debet citare seu citarj facere pro crimine corporali sine clama alterius. Item quicumque vtitur falsa mensura sigillo domini non sigillata tenetur domino in banno sexaginta solidorum Et si fuerit sigillata sigillo domini et aliter non reperiatur falsificata ille quj vtitur dicta mensura non tenetur domino in aliquo banno Sed dicta mensura debet frangi et comburj Et qui tenet duas mensuras vnam magnam et aliam paruam et emit ad magnam et vendit ad paruam jn misericordia domini est. Item quj vtitur falso pondere. et falsa vlna. nisi dicta vlna sigillata fuerit ut Supra tenetur jn banno predicto et si sigillata fuerit et reperiatur falsa non tenetur domino in aliquo banno sed debet frangi et comburj. Item effusio Sanguinis extractione gladij maliciose valet domino sexaginta solidos per clamam uel sine clama. Ictus lapidis contra aliquem maliciose debet domino sexaginta solidos predicta banna in diebus forj et nundenarum duplicantur banna trium solidorum ut consuetum est in diebus forj et nundenarum valent domino sexaginta solidos Si predicta omnia banna jnfra fossalia de cossonay fiant. Item omnia banna predicta debent probarj et testificarj iuramento ad sancta Dei euuangelia prestito plurimorum proborum virorum uel mulierum dum tamen non sint uel sit litigatores uel litigatrices

litigator uel litigatrix uel participes seu particeps lris loco consueto placitare Coram probis hominibus dietæ ville et sint dictj testes legitime etatis videlicet vir quatuordecim annorum et Mulier duodecim annorum et quod non sint fattuj a natura uel de mente. Item Si quis voluerit aliquem testem repellere a regiquina uel testimonio dicens ipsum minoris etatis esse uel fattum seu litis participem debet probare per iuramentum duorum testium fide dignorum presente illo contra quem fit regiquina Si voluerit adesse uel si voluerit repellere fattum debet probare per Curatum suum vtrum debite recognoscat dominum nostrum aliter non reprobaretur. Item diebus fori et nundenarum clama non valet pro domino nisi sex denarios pro qua clama una die assignanda post diem forj uel nundenarum fierj debeat ratio et si alia dies a dicta die assignetur partibus consentientibus eo tunc dicta clama valere debet domino jnclusis dictis sex denariis tres solidos. Item familia domini a regiquina non recipitur. Item quicumque frangit uel jntrat infra villam de cossonay hospitium alicuius maliciose licet plus non offendat tenetur domino in banno Sexaginta solidorum et persone cui fit jniuria ad emendam dampni et vituperij per clamam ut Supra probatione facta licita per cognitionem Curie et ad moderationem domini. Item dominus potest jnquirere de bannis jnfra annum et diem et non ulterius. Item Si aliquæ persone jnhoneste et male vite certant uel pugnent inter se uel offendant jniuriant uel turpe dicant alicuj nobili burgensi uel probo hominj seu Mulierj nobiles burgenses uel probi homines aut alter jpsorum possunt tales personas castigando percutere sine banno et emenda

dum tamen non percutiant de cutello uel ad mortem . Item dominus et sui officarij non debent inuestigare perscrutarij seu *reuerchier* domos ville de cossonay pro aliquo malecapto seu pro latrocinio nisi de voluntate nobilium et burgensium dicte ville . Item dominus per clamam de omni re cognita et adjudicata debet et tenetur pignorare quecumque et cogere per captionem bonorum ad solvendum parti et domino Rem adjudicatam et cognitam . Item dominus non potest pignorare aliquem nisi pro Re adjudicata uel pro impositione et subsidio factis de consilio et consensu nobilium et proborum hominum ville de Cossonay aut pro censibus et redditibus suis Et si quis in dictis casibus uel altero ipsorum pignus domino recusaverit uel hostium firmaverit ut Supra tenetur domino in banno Sexaginta solidorum . Item Pignora mobilia capta ut supra debent custodiri per septem dies ante quam vendi possint Et ipsam venditionem venditor tenetur notificare infra tres dies pignorato et ipsi pignorato tradere excessum sortis seu capitalis sui venditionis . Item Pignora mobilia feudalium capta ut Supra debent custodiri per quatuordecim dies antequam venditioni exponantur venditor debet venditionem notificare pignorato ut Supra et ipsi restituere excessum venditionis ut supra super quibus venditor credendus est suo simplicij iuramento tantum et ille cuius est vadium potest ipsum recuperare et redimere infra octo dies Et nobiles infra quatuordecim dies post venditionem debito soluto et obulum pro quolibet solido pretij venditionis . Si vero ille cuius est vadium est extra patriam hoc idem facere debet infra quadraginta dies post accessum alioquin non

potest recurrere ad vadium redimendum. Item de bonis jmmobilibus dominus pro re adiudicata potest et debet facere *fruyr* et jnuestire illum cuj adiudicatum est que bona jmmobilia venditioni exponj non debent sed possiderj paccifice fructibus jn sortem Minime computandis quousque possessorj persolutum fuerit jntegre de Re sibj adiudicata Si contrauenerit dicte executionj tenetur domino in banno sexaginta solidorum quotiens casus aduenerit et restituere possessionem possessorj. Item dominus non potest nec debet capere nec capi facere aliquem nec detinerj pro crimine nisi per clamam alterius et per cognitionem nobilium et proborum hominum quj sic capti non debent per dominum jncarcerarj nec torquerj seu *destrendre* nisi per cognitionem proborum hominum ut supra in loco debito et ipsis probis hominibus presentibus et vocatis si presentes esse voluerint *ouz destrendrez*. Item Macellarij non debent vendere carnes ovium et Mutonum loco carniū castronis que carnes ovium et Mutonum debent vendj ad partem Si quis contrarium faceret tenetur domino in banno trium solidorum et admittere (*amittere*) carnes. Item Carnes morvide debent vendj extra pontem ville de cossonay nec debent vendj jnfra villam et quj fecerit tenetur domino in banno sexaginta solidorum si possit probarj per juramentum duorum proborum hominum. Item Macellarij non debent custodire carnes **R**ecentes nisi a die sabbatj vsque ad diem lune sequentem sole occidente et sic de aliis diebus Et si amplius seruauerint tenentur domino in tribus solidis et admittere carnes et hoc a festo pasche vsque ad festum beati michaelis. Item non debent suflare seu *gonfla* ore seu aliquo alio vento aliqua anima-

lia Et si fecerit tenetur domino ut Supra . Item macellarij buelle seu *buelleres* non debent fondere supum infra villam de Cossonay Sed extra . Et si quis ipsorum hoc fecerit tenetur domino in banno sexaginta solidorum . Item si quis Macellarius *cossons* seu bolingeria uel quicumque Mercator emat bouem aut aliud animal seu bladum burgensis et residens cossonay quicumque potest illud pro eodem pretio habere et burgensis seu residens pro boue equo porco pinguy et alio grosso animalj dare tenetur jllj quj emerit quatuor denarios dum tamen hoc fiat pro sumptibus hospitij suj et bladum a bolengeria et cossons pro eodem pretio Si burgensis et residens presens in ipsa emptione fuerit et pro suo hospitio tantum . Item quandiu burgensis seu Residens habet manum super saccum bladj bolengeria nec aliquis alter quicumque non debet jllud Mercandare etiam si aliquis burgensis uel Residens mercandet aliquam mercandiam quicumque alter non debet eam Mercandare quousque Mercator prius recesserit a loco Et si contrarium premissorum fecerint tenentur domino in banno trium solidorum. Item Si quis vinum suum preconisarj fecerit debet illud totum vendere pro jllo pretio uel minorj et si aliter fecerit tenetur domino in banno Sexaginta solidorum et dominus debet ipsum compellere ut vendat vinum in priorj statu nisi vendens voluerit pro se retinere. Item tabernarius est credendus de debito taberne vsque a quinque solidos dum ille a quo petit debitum per suum iuramentum aliquid se habere de taberna recognoscit. Item jlle quj deportat pagam tabernarij jnuito ipso tabernario contra dicente et ponente bannum taberne tenetur domino in banno trium solidorum.

rum si probetur per duos testes. Item Si aliqua pignora quecumque male capta reperiantur in domo tabernarij per aliquem quj dicat dictum pignus esse suum Si tabernarius dicat dictum pignus esse sibj traditum et ignoret per quem tunc tabernarius credendus est super hoc et super quantitate pro qua habet pignus predictum per suum iuramentum ad sancta Dei Euuangelia . Item ille quj emit escas nisi in loco consueto die forj tenetur domino in banno trium solidorum. Item quilibet nobilis uel burgensis de cossonay potest quecumque pignorare vbicunque extra domum pro debito sibi recognito sine banno et pena Si vero debitor neget debitum et creditor possit Coram domino probare debitum per litteras a decem solidis supra uel a decem solidis jnfra per duos testes fidedignos non tenetur domino jn aliquo banno Sin autem tenetur domino in banno sexaginta solidorum et remittere pignora pignorato cum missionibus jnde sustentis si sit factum jnfra villam sexaginta solidorum et extra tres solidorum . Item die fori nullus potest pignorare aliquem de denariatis quibuscunque quas atulerit vendendas in foro nisi per dominum et hoc ratione forj quin commitat bannum trium solidorum et facere debeat Restitutionem pignorato . Item quilibet potest emere jn carreriis publicis apud cossonay a quibuscunque omnes denariatas et mercandias bene uel male captas dum tamen emptor non cognoscat vendentem rem male captam et si oculte tenetur Restituere . Item quicunque ortum jntrauerit seu vigultum clausum alicuius sine licentia jllius cuius est de die tenetur domino in septem solidos et de nocte in sexaginta et illj cuius est ortus seu vigultum in tribus solidis nisi proseguendo animal uel

avem suam quia tunc potest jntrare de die uel de nocte et tenetur emendare dampnum si fecerit jlli Cuj est ortus seu vigultum Cuj credendum est per suum juramentum et per juramentum vnus prodonee persone Ille vero qui soluere non poterit seu noluerit septem solidos domino ut Supra debet currere nudus per totam villam Cum currens et potens soluere et noluerit deinde repursus esse debet ab omni Regiquina seu testimonio . Item Si aliquis fuerit spoliatus per aliquem possessione sua et probata prius sua possessione et spoliatione tenetur remittere spoliato suam possessionem emendare dampnum spoliato necnon domino Soluere sexaginta solidos probanno . Item quod aliqua possessio nomine pignoris tradita non possit vendi per illum Cuj tradita fuerit . Item vnusquisque jnfra villam de Cossonay ante domum suam in latitudine et longitudine ipsius domus sue vsque ad medium carriere tenere tenetur in bono statu ex nunc perpetue pauamentum Et si quod sit reficiendum ex nunc incontinentj suis missionibus reficere et ad hoc possit compelli per captionem bonorum suorum summarie et de plano . Item Si filius uel filia existentes in potestate patris uel matris ex nunc non possint obligare perpetue uel ad tempus vendere aut alienare quoquomodo in manibus aliquorum creditorum super aliquo contractu nisi de laude et consensu patris uel matris eius quod si fiat contractus sit nullus nec possint conuenirj Et quod huic consuetudinj non possit renuntiarj . Item possessio proprietatis in castellania de cossonay debet probarj per juramentum possidentis et duorum testium fidedignorum super sancta Dei Euuangelia faciendum quos testes dominus debet compellere ad dictum jura-

mentum faciendum videlicet in duabus diebus infra quatuordecim dies subsequentes . Item quando aliquis voluerit facere Murum infra villam de Cossonay quod vicinus eius teneatur sibj sumptuare de terra sua pro medietate Murj edificandj quod Murum dictus Murans tenetur facere suis missionibus ad altitudinem vnus trabature et ultra si voluerit et teneatur dimittere dicto suo vicino investituram a trabatura infra Et si dictus vicinus a trabatura voluerit facere fenestras surdas uel almaria fiant missionibus ipsius . Item de appellatione duellj vtatur in villa et castellania de Cossonay prout vtitur in lausanna . Item dominus seu eius Castellanus debent recipere omnes ydoneos volentes jntrare burgensiam de cossonay et deuisare eisdem iuramentum secundum quod consuetum est apud cossonay per syndicos dicte ville presentatos dicto castellano quos non debet refutare Si videantur vtilis et non sint *talliabiles* . Item de malificio de quo consuetum est jnquirj de plano burgenses et subdicti dicte ville et castellanie de cossonay ac alij ad hoc coram castellano dicti loci citatj presentes non tenentur fideiubere nec detinerj nec etiam absentes condemnarij quousque de dicto malificio adtestatum et repertum fuerit per debitam regiquinam duorum testium uel trium maleficium in toto uel in parte . Item quicumque burgensis potest habere ante domum suam vnam mesiam francam et liberam longitudinis septem pedum hominis communis et latitudinis trium pedum predictorum Et si dicta mesia sit in loco stricto debet fierj cum vervalis seu *cherneres* ad finem quod non occupet carreriam . Item burgenses et habitatores ville et castellanie de cossonay ac resortj debent facere conionc-

tim fossalia turres muros et bastimenta a tectis superius et vltra . Item Macellarij non debent excoriare animalia vendenda neque occidere nisi in macello quj contrarium fecerit tenetur domino in banno trium solidorum *. Item jllj qui non fecerint pauamentum in villa de cossonay tenentur facere. Et quilibet ville de cossonay tenetur dictum pauamentum Manutenere ante domum suam bene et decenter missionibus suis . Item dominus debet Jurare Manutenere omnes alias franchises dicte ville ut actinus consuetum est ac etiam vsus et consuetudines . Item dominus debet et tenetur tempore guerre et dubij omnes burgenses et subdictos alios suos castellanie de cossonay extra villam de cossonay residentes cogere compellere et facere venire vigilatum in castro et villa de cossonay de quibus dictus dominus debet accipere pro custodia dictj castrj tertiam partem et sindicj dicte ville de cossonay pro custodia ipsius ville de cossonay alias duas partes Cum quibus duabus partibus nobiles burgenses et habitatores dicte ville tenentur vigilare ad dictam villam custodiendam. Nos vero Johannes de rubecomonte Miles dominus de cossonay maritusque dicte domine Johanne domine de cossonay Sciens et spontaneus quj dicte domine Johanne peramate vxorj nostre Super omnibus et singulis premissis dandis faciendis Concedendis et expediendis licentiam auctoritatem et speciale mandatum dedimus et damus pro nobis et nostris , predicta omnia et singula ut superius sunt expressa declarata data et concessa laudamus ratificamus Confirmamus et

* Cette disposition des franchises a été mal à propos passée sous silence par nous dans le texte.

modo quo valemus fortiorj approbamus Et de laude voluntate auctoritate consensu mandato expresso pariter et assensu nostri confitemur fore facta data et concessa . eademque volumus valere et perpetuj Roboris firmitatem obtinere . Et Promisimus et promittimus Nos Johanna et Johannes domini de Cossonay prenominatj pro nobis et nostris quibuscunque bona fide nostra ac etiam juramentis nostris a nobis corporaliter sacro Christi corpore tactis omnes et singulas libertates jmmunitates et franchises prescriptas et omnes alias dictarum ville et castellanie ac etiam vsus et consuetudines jbidem consuetas et vsitatas dictis omnibus nobilibus burgensibus et habitatoribus ville et castellanie de Cossonay firmiter attendere tenere Manuteneri et Complere ac contra in futurum in toto uel in parte non facere uel venire nec alicuj cuicunque contrauenire volentj in aliquo tacite uel expresse consentire facto verbo consensu uel consilio . Nos etiam Girardus viguioux et Mermerius patriaul burgenses de cossonay nunc sindiej et rectores totius communitatis dicte ville de cossonay presentes recipientes et sollempniter stipulantes nomine et ad opus omnium nobilium burgensium subdictorum habitantium et in futurum habitaturorum in tota villa et castellania de Cossonay pro nobis et nostris de laude voluntate consensu expresso pariter et assensu aymonis bastardj de Cossonay nicholetj Johannis fratrum de Sunarclens Johannis de mollens. Johannodj quarrellj petrj pittet . domicellorum . aymonis marpaul nicoletj Malliet Johannis macrj , perretj papouz perrodj neir stefanodi baddaz nicodi proudum Jacaudj quinaz Mermerij oubam Johannis bernardj et plurium aliorum burgensium de cossonay promisimus

et promittimus juramentis nostris tactis corporaliter sacro corpore Christi eidem nobili domine Johanne domine nostre de cossonay et suis firmiter et legitime tanquam bonj subdicti obedire et vniversa predicta firmiter attendere et tenere et contra in futurum non facere uel venire nec alicuj contra venire volentj in aliquo tacite uel expresse consentire. Et volumus et tenore presentium expresse concedimus nos Johanna et Johannes domini predictj girardus et Mermerius Sindiej et rectores prenominatj nomine quorum supra pro nobis et nostris de laude quorum supra quod presens jnstrumentum dupplicetur triplicetur et quatuplicetur de quibus nos Johanna et Johannes domini predictj habeamus vnum et nos dicti sindiej nomine quo supra tria eiusdem substantie Et quod vnum ipsorum quatuor jnstrumentorum per se jn iudicio produtum uel obtensum tantam fidem plenam faciat quantum facerent dicta quatuor jnstrumenta simul et semel producta et obtensa etiam quod possint simul uel singulariter et quolibet pro se in iudicio producj et exhiberj coram quocunque iudice totiens et quotiens nobis dictis partibus uel alteri nostrum coniunctim seu diuisim placuerit non obstante quacunque consuetudine vsu seu statuto quocunque patrie siue locj. Nos Aymo bastardus de cossonay nicholetus et Johannes de sunarclens fratres Johannes de mollens Johannodus quarrellj petrus pittet domicellj aymo marpaul nicholetus maillet Johannes macrj perretus papouz perrodus neir stefanodus baddaz nichodus proudom Jacaudus quinaz Mermerius oubam Johannes bernardj prenominatj pro nobis et nostris predicta omnia et singula ut superius sunt expressa et declarata laudamus ratificamus et confirma-

mus et de laude et mandato ac etiam consensu nostri confitemur fore facta . Et promisimus et promittimus juramentis nostris tactis corporaliter sacro corpore Christi contra predicta uel aliquid predictorum non facere uel venire in futurum Sed ea rata grata et firma habere et tenere aliquo jure lege uel consuetudine in contrarium premissorum facientibus super premissis non obstantibus quibus nos domini et omnes prenominatj Renuntiamus per presentes . In quorum omnium premissorum robur et testimonium veritatis Sigillum Curie domini officialis lausannensis rogauimus nos Johanna et Johannes domini et omnes nobiles et burgenses prenominatj et ad preces nostras presentibus litteris apponj fecimus Et nos officialis Curie lausannensis ad preces et requisitiones omnium prenominatorum requirentium nobis oblatas fideliter et relatas per Johannem oubam de Morgia et Johannem de villar de serrata notarios dicte nostre Curie lausannensis juratos quibus Super hiis vices nostras commisimus et committimus et eisdem fidem plenam adhibemus Sigillum dicte nostre Curie lausannensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum Quarta decima die mensis aprilis Anno dominj Millesimo CCC^{mo} nonagesimo octauo.

JOHANNES dictus DE VILLAR de Sarrata.

Per JOHANNEM OUBAM de morgia. .

(Sceau de la cour de Lausanne , avec contre-sceau.)

III.

JEAN DE ROUGEMONT, SIRE DE COSSONAY, CONCÈDE A LA COMMUNAUTÉ DE CET ENDROIT, POUR TROIS ANNÉES, LE POIDS DES VIANDES A VENDRE DANS LA VILLE, SELON CELUI DE LA VILLE D'AUBONNE.

A° 1404, 4 Octobre.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos Johannes de rubeo monte miles dominus de cossonay Notum facimus vniuersis per presentes quod Cum Johannes dictus licion de lausanna clericus et petrus dictus gollie notarius sindicj Rectores et gubernatores totius Communis communitatis ville de cossonay. frater petrus de villar prior prioratus de cossonay ordinis sanctj benedictj aymo bastardus de cossonay Johannes de mollens nicholetus de sunarclens Johannes de sunarclens domicelli Johannes ombam Mermerius ombam girardus viguiroux Roletus magninj de alens et nicholetus terralion consiliarij dictorum sindicorum nomine totius communitatis dicte ville nostre de cossonay. Et willermus dictus brochet morans sarrate carnifex nomine suo ad nos dictum dominum venerint et nobis humiliter supplicauerint ut nostre voluntatj placeret ad vtilitatem communem et profugium totius communitatis predicte et castellanie nostre de cossonay eisdem concedere per terminum seu

per spatium trium annorum proxime et continue venturorum jam inceptorum die dominica ante festum natiuitatis beatj Johannis baptiste nuper lapsum pondus omnium et singularum carniū venalium et vendendarum in predicta villa de cossonay secundum pondus ville albene cum in pluribus aliis bonis villis patrie waudj carnes venales in macello ad pondus vendantur Nos jgitur Johannes dominus de cossonay prenominaus videns supplicationem predictam consonantem rationj nolentes obuiare vtilitatj et profiguo dicte communitatis sed volentes in premissis et maioribus ad vtilitatem commodum et profiguum omnium et singulorum nostrorum subdictorum predictę communitatis de cossonay complacere habitisque super premissis diligenti consilio cum magna deliberatione pro nobis et nostris volumus et volumus concessimus et concedimus nosque voluisse et concessisse prout melius potest intelligi aut exponj confitemur per presentes prenominaus supplicantibus presentibus Requirentibus et solenniter stipulantibus nominibus quibus supra quod omnes carnes venales et vendende per dictum willermum brochet in macello et villa nostra de cossonay per tres annos proxime et continue venturos in dicta die dominica jam inceptos tantum non vltra vendantur et vendj debeant ad pondus predictum sub modis et formis conditionibus et bannis infrascriptis Et Primo quod dictus willermus brochet non alter quicunque debeat et teneatur qualibet die septimane qua comeduntur carnes et comedi debent macellare et vendere carnes videlicet a dicta die dominica ante festum natiuitatis beatj Johannis baptiste quolibet anno dictj terminj usque ad subsequens carni-

priuuium * laicorum inclusiue pro pretiis sequentibus videlicet libram castronis pro tribus denariis monete cursibilis loco lausannensi libram ouium pro duobus denariis cum obulo dicte monete libram carniū bouinarum seu vacarum duos denarios dicte monete et alias carnes ad modum albōne et hoc videlicet a dicta die dominica ante festum natiuitatis beatj Johannis baptiste quolibet anno dictj terminj ut dictum est usque ad diem dominicam post octabas festi beatj Martinj hyemalis et vltra quolibet anno durante dicto termino a dicta die dominica post octabas festi beatj Martinj predictj usque ad carnipriuuium laycorum jnclusiue teneatur vendere dictas carnes videlicet libram carniū castronis pro tribus denariis cum obulo dicte monete libram carniū ouium pro tribus denariis dicte monete et libram carniū bouum seu vacarum pro duobus denariis cum obulo et alias carnes ad modum albōne. Item quod dictus willielmus brochet teneatur prouidere macello predicto de cossonay de carnibus opportunis et decentibus in qualibet die septimane dictj terminj in qua die carnes comeduntur et comedi debent et specialiter de carnibus castronum et casu quo defeciet tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete et si dictis diebus in predicto macello non inuenirentur carnes castronis et aliquis nobilis uel burgensis dicte ville de cossonay habere seu emere voluerit vnum quarterium castronis tunc dictus willermus brochet ma-

* *Carnipriuuium*, *Carnispriuuium*, *Privicarnium*, *Carniprinium*, *Carnisprenium*, sont synonymes, d'après le *Glossaire de Du Cange*, édition de Bâle 1762, et désignent : « tempus quo carnis *privari* » et abiis abstinere incipiunt fideles ante jejunia Quadragesimæ. »

cellarius teneatur et debeat eidem nobili uel burgensi requirentj administrare carnes castronis ad requisitionem dictorum nobilium et burgensium uel alterius ipsorum et hoc tamen si fiat requisitio ante horam vesperarum quod si recusauerit tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete Item quod dictus williermus macellarius teneatur et debeat librare ad pondus predictum albone bene et decenter quod si contrarium fecerit tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete Item quod dictus williermus macellarius debeat qualibet die sabbatj pro die dominica sequentj et in die lune pro die martis et die mercurij pro die Jouis sequentibus macellare usque ad horam vesperarum omnia animalia pro dicto macello de cossonay necessaria quod si contrarium fecerit tenetur nobis in banno trium solidorum dicte monete Item quod idem macellarius predictas carnes non teneatur nec debeat lauare seu madefacere nisi tantum exco-riando et hoc sub banno trium solidorum dicte monete Item quod dictus macellarius debeat et teneatur dictis diebus dominice lune martis et die Jouis prouidere predictum macellum de bonis carnibus seu preparare carnes in dicto macello decentes atque venales ad sufficientiam ementium et specialiter de mane quolibet die predictorum dierum quod sint excoriate et parate a mane vsque ad horam primam sub banno trium solidorum dicte monete Item quod dictus macellarius non debeat nec teneatur aliquas carnes suflare neque gonflare sub banno trium solidorum dicte monete necnon dispoliare seu Remouere pinguidinem a carnibus castrorum et ouium sub dicto banno trium solidorum dicte monete Item quod idem macellarius debeat et teneatur nottificare cuilibet

persone cuiuscunque status existat vendendo carnes castronum et ouium si sint carnes castronis uel ouis et casu quo venderet carnes ouis pro carnibus castronis teneatur nobis in banno trium solidorum dicte monete et perdere carnes Item quod dictus macellarius teneatur vendere in predicto macello bonas carnes et decentes bonorum et sanorum animalium et non morbidorum quod si contrarium fecerit teneatur nobis in banno sexaginta solidorum dicte monete Item est actum quod nullus alter macellarius teneatur in dicto macello aliquas carnes macellare nisi fuerit de voluntate dictj willermj durante dicto termino sub banno sexaginta solidorum dicte monete Item quod dictus macellarius teneatur bene et legitime dictas carnes ponderare et penes se habere bonum et legitimum pondus predictum quod si contrarium fecerit uel injuste ponderauerit teneatur nobis in banno sexaginta solidorum dicte monete ac perdere carnes injuste ponderatas Item quod dictus macellarius non debet alicuj persone ementj vnā peciam uel plures carnum addere seu ampliāre alias carnes nisi de voluntate ementis sub banno trium solidorum Item quod dictus macellarius vendens carnes castronis per tempus predictum ac alias carnes a die dominica ante festum natiuitatis beatj Johannis baptiste quolibet anno durante dicto termino usque ad diem dominicā post octabas festi sancti martinj hyemalis vltra pretia superius declarata et a die dominica post octabas dictj festi sanctj martinj usque ad carniprenium laycorum inclusiue vltra pretia prenarrata teneatur nobis in banno sexaginta solidorum dicte monete Item quod dictus macellarius teneatur et debeat omnia et singula prescripta dicto termino durante atten-

dere facere et complere sub bannis statutis et declaratis quod si contrarium fecerit quotiens teneatur nobis in bannis statutis secundum quod superius est declaratum Item est actum in premissis quod quelibet persona emens aliquas carnes a dicto macellario dicto termino durante non teneatur nec debeat secum deportare nec deportarij facere ipsas carnes emendas seu tunc emptas absque soluendo prius dicto macellario pretium et valorem ipsarum carnum emendarum seu tunc emptarum sub banno trium solidorum dicte monete totiens et quotiens nisi fuerit de voluntate et mandato dictj macellarij Item est actum quod dicti Johannes licion et petrus gollie sindicj de Cossonay debent et tenentur incontinentj adcomodare seu prestare dicto williermo macellario decem libras dicte monete pro emendo animalia pingua ad macellandum in dicto macello et ponendum se ipsum *en chedaul* necnon in proximo futuro festo pache decem libras dicte monete Quas viginti libras prenotatas ipse williermus macellarius uel suj heredes teneatur uel teneantur juramentis et obligatione bonorum suorum reddere dictis sindicis uel suis successoribus nomine et ad opus dicte communitatis incontinentj finito predicto termino cum dampnis missionibus et expensis inde sibi dictis sindicis emanandis ratione dictarum vinginti librarum Recupendarum Item est actum per nos dictum dominum de cossonay et declaratum ac concessum pro nobis et nostris quod medietas omnium bonorum predictorum sit et esse debeat nobis dicto domino et nostris et alia medietas dicte communitati nostre de cossonay . volentes in super nos dictus dominus de cossonay pro nobis et nostris et expresse concedentes tenore presentium quod prediete

ordinationes durent et durare debeant per tres annos proxime et continue venturos jam inceptos ut dictum est in die dominica ante festum natiuitatis beatj Johannis baptiste nuper elapsum tantum non ultra . Que Omnia et singula predicta ut superius sunt narrata et declarata Nos sindicj nobiles et burgenses consules prenominatj ac willermus brochetj predictus quilibet nostrum in quantum ipsum tangit aut tangere poterit infuturum confitemur esse vera Et ad Supplicationem et requisitionem nostrj fore facta et ordinata et per prenomiatum carissimum dominum nostrum de cossonay nobis concessa Et promisimus et promittimus nos sindicj consules et willermus brochetj prenominatj pro nobis et nostris heredibus ac successoribus quibuscunque juramentis nostris ad sancta Dei euuangelia corporaliter prestitis ac sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum mobilium et immobilium presentium et futurorum quorumcunque dicte communitatis videlicet nos sindicj et consules prenominatj Et ego dictus willermus brochetj juramento meo ad sancta Dei euuangelia corporaliter tacto et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum meorum mobilium et immobilium presentium et futurorum quorumcunque omnia et singula predicta ut superius sunt ordinata narrata et declarata firmiter attendere durante dicto termino tenere facere et complere ac contra non facere aliququaliter in futurum uel uenire Et nichillominus altera pars nostrum alteri uel suis Reddere Restituere et plenarie Resartire omnes expensas omnia dampna constamenta deperdita grauamina et missiones que et quas alter seu altera pars nostrum dictorum sindicorum et predicti willermi ac suj

dicerent suo simplici juramento tantum sine alia probatione uel monstra aut dampnorum declaratione se fecisse sustinuisse aut incurrisset Quoquomodo ratione seu causa uel occasione omnium et singulorum premissorum alteri partj nostrum uel suis per alteram partem nominibus quibus supra non attentorum et non completorum ut superius est expressum Et ut magis cautum sit nos girardus dictus viguiroux et perronetus dictus aguel burgenses de cossonay scientes et spontanei et ad plenum de jure nostro proprio certificati ad preces et Requisitiones predictj willermj dictj brochet et pro ipso nos pro nobis et nostris heredibus super omnibus et singulis premissis per ipsum attendere et facere promissis completendis soluendis et attendendis constituimus et obligamus nos quemlibet nostrum insolidum in manibus dictorum sindicorum et suorum successorum . Et promissimus et promittimus nos girardus et perronetus fideiussores prenominati quilibet nostrum insolidum pro nobis et nostris heredibus juramentis nostris tactis ad sancta Dei euangelia corporaliter et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum mobilium et immobiliarum presentium et futurorum quorumcunque omnia et singula predicta per dictum willelmum brochet attendere et facere promissa ut superius sunt declarata et expressa prenominati sindicis et suis successoribus nominibus quibus supra attendere soluere et complere casu quo tamen dictus willermus brochet aut suj heredes non attenderet solueret et compleret seu non attenderent soluerent et complerent ut superius est expressum Aliquo jure lege uel consuetudine in contrarium premissorum facientibus super hiis non obstantibus quibus nos domi-

nus de cossonay sindicj consules willelmus brochetj et fideiussores prenominatj expresse Renuntiamus per presentes quilibet nostrum prout sibj melius competit. Et maxime jurj generalem Renuntiationem reprobantj nisi precesserit specialis In Cuius Rei testimonium Sigillum castellanie de cossonay Rogauimus Nos Johannes de Rubeo monte dominus de cossonay Johannes licion et petrus gollie sindicj frater petrus prior aymo bastardus de cossonay Johannes de mollens nicholetus de sunarclens Johannes de sunarclens domicelli Johannes ombam Mermerius oubam girardus viguiroux Roletus magninj et nicholetus terralion consiliarij dictorum sindicorum willermus brochetj et fideiussores prenominatj et precibus nostris presentibus litteris apponj fecimus . Datum quarta die mensis octobris Anno domini millesimo quatercentesimo quarto.

Leuata sunt de premissis duo instrumenta pro dictis communitate et willermo brochetj et istud est pro dicta communitate

Per JOHANNEM MACRI.

(Le sceau manque.)

IV.

ACTE TESTIMONIAL ACCORDÉ PAR JEAN DE ROUGEMONT, SIRE DE
 COSSONAY, A LA COMMUNAUTÉ DE CET ENDROIT, AU SUJET
 DE L'ARRESTATION DE DEUX MALFAITEURS.

A° 1404, mercredi après la Toussaint.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos Johannes de rubeo monte miles dominus de cossonay Notum facimus vniuersis per presentes quod die mercurij post festum omnium sanctorum anno domini millesimo quatercentesimo quarto jnfra primam portam castrj nostri de cossonay juxta grangiam seu stabulum nostrum ibi existentem in presentia mei dicti domini et testium infra scriptorum propter infra scripta personaliter constitutus Johannes dictus licion clericus syndicus et gubernator communis totius communitatis ville de cossonay et dixit ac nobis exposuit quod henricus de paruo domicellus castellanus noster de cossonay apprehendit Minus juste et sine causa detinuit ac incarceratos tenet in dicto castro nostro quemdam hominem de friburgo vocatum Joham ancheynoz et unum alium hominem vocatum hensilly rellioux quos cepit et detenet (*detinet*) absque clama et adiudicatione contra franchisesias et consuetudines patrie et loci In quibus est vsitatum ab antiquis temporibus quod nullus homo debet detineri aliqua causa nec incarcerarj secundum franchisesias consuetudines et

libertates dictarum patrie et loci absque clama per aliquem prosequentem uel petentem facta uel fienda de et super causa maleficij et criminis nec sine adiudicatione pro detento in locis consuetis placitare per nobiles burgenses et probos homines dictorum locorum prius facta uel fienda Nos dictum dominum requirens predictus syndicus nomine diete communitatis ville de cossonay quatinus prenominales Joham ancheynoz et hensilly rellieux sic detentos et incarceratos remitteremus et remittij faceremus per dictum henricum de paruo castellanum nostrum in liberum locum apud Cossonay placitare consuetum ad videndum et cognoscendum per nobiles burgenses et probos homines si commiserint et delinquerint casum per quem debeant deteneri uel ne cuj Johanni licion sindico facta per nos responsione Quod predicti Joham ancheynoz et hensilly rellieux extiterunt detenti per dictum castellanum nostrum ad clamam petrj de chastel morantis cossonay bona et justa causa pro eo quod confessi sunt se fore latrones et talia confessus pro judicato habetur uel quasi Et vltorius dictus hensilly rellieux confessus est eius spontanea voluntate se esse homicidam et pro eo etiam quod vox communis est in patria vvaudj plures esse latrones et depredatores in eadem patria et verum est de quorum consortio predictj detentj communiter et vulgariter esse dicuntur Tamen nos dictus dominus videntes predictam requisitionem satis consonam rationi Nolentes franchises et consuetudinibus predictae communitatis ville nostre de cossonay derogare sed eidem communitati firmiter attendere et manutenere videlicet tamen nos proprio motu assentiantes malefacta punire volentesque super premissis fran-

chesiis et consuetudinibus melius informarij et de facto ipsorum detentorum plenius scire et indagarj ne malefacta maneant impunita requisivimus predictum syndicum nomine quo supra ut ipsos detentos nobis dimitteret donec maiorem certificationem ipsorum facti haberemus necnon de premissis solemnem cum consuetudinariis et sapientibus deliberationem Cuj tamen Johannes licion syndicus nomine dicte communitatis ville de cossonay nobis premissa de gratia speciali concessit hoc saluo et retento per dictum Johannem syndicum pro se et suis successoribus nomine tamen dicte communitatis ville de cossonay quod factum dictorum detentorum per nos et dictum nostrum castellanum ac premissa non sint nec inferant preiudicium aliquod uel grauamen seu dampnum dicte communitati ville de cossonay nec derogent dictis franchisesiis dicte communitatis Cuj sindaco stipulanti pro se et suis successoribus nomine quo supra requisitionem ipsius statim dictam concessimus pro nobis et nostris heredibus ac successoribus et volumus per presentes quod premissa prefate communitati in futurum non inferant preiudicium aliquod uel grauamen ipsis premissis non obstantibus nec ipsorum franchisesiis non derogent in aliquo quibus per nos concessis idem syndicus nomine quo supra nobis supplicando petiit sibi de premissis litteram testimonialem sigillo castellanie de cossonay sigillatam premissa omnia continentem per nos laudarij in manibus Johannis macrij de rotundomonte notarii dicte castellanie nostre de cossonay iurati Nos vero dominus de cossonay prenominatus videntes supplicationem et requisitionem predictas fore consonas rationi dicto Johanni licion sindaco pro se et suis suc-

cessoribus nomine tamen dicte communitatis ville nostre de cossonay presentem litteram testimoniam Omnia premissa continentem conferimus et concedimus ad perpetuam omnium premissorum memoriam et ipsam litteram testimoniam mandamus volumus atque laudamus in manibus Johannis macrij notarij predicti dicte castellanie juratj ac omnia et singula predicta vniuersis et singulis presentes litteras inspecturis et audituris significamus et attestamus in verbo veritatis fore vera ad hec fuerunt presentes testes infra scripti promittentesque Nos dominus de cossonay predictus pro nobis et nostris quibus supra bona fide nostra contra predicta per nos concessa ut dictum est non facere dicere aliqualiter in futurum uel venire In premissis omnibus testes fuerunt conodus girardi de bercher dompnus stephanodus renparre monachus prioratus de cossonay perrinus dictus bandrillet petrus de chastel predictus nichodus de lucingio domicellus Et nos testes prenominatj quj in premissis omnibus presentes fuimus omnia et singula predicta confitemur fore vera In Cuius Rei testimonium Nos dominus de cossonay prenominatus et testes predictj sigillum castellanie de cossonay rogauimus et precibus nostris presentibus litteris apponj fecimus Datum et actum vbi supra die et anno quibus supra

Per JOHANNEM MACRI.

(Le sceau manque.)

V.

LE SINDIC NICOLET NEIR ET SON COLLÈGUE, AYANT RENDU LEURS
COMPTES, SE RECONNAISSENT DÉBITEURS ENVERS LA COMMU-
NAUTÉ DE COSSONAY DE CINQUANTE HUIT LIVRES LAUSAN-
NOISES ET DE DEUX MUIDS ET HUIT COUPES DE FROMENT.

A° 1410, 5 Août.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos petrus golli sindicus et gubernator communitatis
ville de cossonay frater petrus de villar prior prioratus
de cossonay Aymo bastardus de cossonay domicellus
amedeus de lucingio domicellus petrus paccot Johannes
Rullion nicholetus terrallion Jaquetus terrallion Johan-
nes licion girardus viguiroux nicholetus perriar merme-
rius pacotier Roletus magnyn et petrus Rahuz Notum
facimus vniuersis presentibus et futuris per presentes
Quod nos nomine communitatis ville de cossonay non
vi non dolo non metu ducti non decepti non cohacti nec
aliquo fraudis jngenio circonventi Sed scientes prudentes
et spontanei de jureque dictae communitatis super hoc ad
plenum certificati Audiuimus et Recepimus et nos au-
diuisse atque Recepisse confitemur Computum Nicholeti
neir de cossonay clerici sindici de cossonay et nicholeti
vuastel etiam sindici de cossonay Qui vero nicholetus
neir nomine suo et nomine dicti nicholeti vuastel nobis

et in presentia nostra computauit de omnibus et singulis per ipsos nomine communitatis et ville de cossonay Receptis et libratis tam de censibus Redditibus et aliis Rebus dicte communitatis quam de quadam impositione facta apud cossonay castellania et Resorto dicti loci tam pro centum scutis auri datis carissimo ac metuendissimo domino nostro sabaudie comiti quam pro fortificatione dicte ville de cossonay videlicet a die lune post dominicam bordarum Anno dominj millesimo quatercentesimo octavo vsque ad diem vicesimam octavam mensis martij Anno dominj millesimo quatercentesimo decimo. Quiquidem nicholetus neir nomine quo supra Remanxit debens ville et communitati de cossonay quinquaginta octo libras monete cursibilis in patria vuaudi loco lausannensi et in frumento duos modios et octo cupas ad mensuram de cossonay. Que premissa omnia et singula prout superius sunt descripta et declarata Nos Johannes de mollens georgius marchiant et Johannes macri scientes prudentes et spontanei de iureque dicte communitatis super hoc ad plenum certificati confitemur esse vera et de laude consilio et voluntate atque expresso consensu nostris fore facta acta et celebrata ipsaque laudamus Ratificamus pariter et approbamus et sic fieri volumus per presentes. Ego vero nicholetus neir prenomminatus nomine quo supra Confiteor me debere et soluere teneri ville et communitati de cossonay dictas quinquaginta octo libras dicte monete et in frumento dictos duos modios et octo cupas ad dictam mensuram. ex causa predicta. Quasquidem quantitates pecunie et frumenti ego dictus nicholetus neir promisi et promitto soluere tradere et deliberare plene et integre pacifice et

quiete ville et communitati ante dictis ad eorum primam
 Requisitionem omni impedimento cessante et remoto.
 Pro quaquidem quantitate pecunie melius persoluenda
 ego nicholetus vuastel predictus me pro me et meis con-
 stituo et obligo fideiussorem in manibus communitatis et
 ville de cossonay predictarum videlicet de et super dicta
 quantitate pecunie modo premissa soluenda. In Cuius
 Rei testimonium Nos officialis curie lausannensis ad pre-
 ces et requisitiones petri golli sindici et gubernatoris
 communitatis ville de cossonay fratris petri de villar
 prioris prioratus de cossonay aymonis bastardi de cosso-
 nay domicelli amedei de lucingio domicelli petri paccot
 Johannis Rullion nicholeti terrallion Jaqueti terrallion
 Johannis licion girardi viguiroux nicholeti perriar mer-
 merij pacotier Roleti magnyn petri Rahuz Johannis de
 mollens georgij marchiant Johannis macri nicholeti neir
 de cossonay clerici et nicholeti vuastel prenominatorum
 nobis oblatas fideliter et Relatas per petrum buricheti de
 lausanna clericum dicte nostre curie juratum Qui (*cui*)
 super hiis vices nostras commisimus et eidem fidem ple-
 nariam adhibemus. Post Cuius petri obitum Nos guillel-
 mus de challant miseratione diuina lausannensis episco-
 pus presentem litteram leuarj fecimus et grossari de
 quadam notula dicti quondam petri manu propria scripta
 suoque manuali signeto signata per aymonem de oulens
 de cossonay clericum dicte nostre curie juratum cui dicti
 quondam petri Registra et prothocolla per nos fuerunt
 commissa Cuj nobis Retulit premissa facti substantia non
 mutata in dicta notula Reperisse notata Cuj etiam super
 hiis vices nostras commisimus et eidem fidem plenariam
 adhibemus sigillum dicte nostre curie hiis presentibus

litteris duximus apponendum . Datum die quinta mensis augusti Anno dominj millesimo quatercentesimo decimo.

Levata est presens littera ad opus ville et communitatis de cossonay tantum.

Idem AIMO DE OULENS.

(Le sceau manque.)

VI.

PRONONCIATION ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COSSONAY ET LES PRUD'HOMMES DE COTTENS , AU SUJET D'UNE IMPOSITION LEVÉE DANS LA VILLE , LA CHATELLENIE ET LE RESSORT DE COSSONAY.

A° 1440, 8 Septembre.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nouerint vniuersi presentes litteras jnspecturi visuri Seu etiam audituri quod Cum lis questio et materia questionis verterentur et verti sperarentur jnter nos petrum golli notarium nunc syndicum rectorem et gubernatorem communis communitatis velle (*ville*) de cossonay nomine ipsius communitatis ex vna parte Et nos richardum mottey johannem filium girardi de vantey johannodum ravey jaquetum gachet Richardum colliar

johannetum mottey et margueronam relictam johannis tissot de cottens nominibus nostris et aliorum proborum hominum ville de cottens ex alia parte Super eo videlicet quod ego petrus golli sindicus nomine dicte communitatis ville de cossonay petebam et exigebam michi per prenominatos probos homines de cottens et alios probos homines de cottens solui et tradi quatuor libras bonorum lausannenses sibi impositas videlicet de quadam impositione facta in villa castellania et resorto de cossonay ad soluendam quamdam donationem octies uiginti florenorum boni auri factam domino nostro metuendissimo domino amedeo comiti sabaudie videlicet in subuentionem guerre sue fiende contra bernenses nobis pre-nominatis probis hominibus de cottens nomine nostro et aliorum proborum hominum de cottens contrarium dicentibus et asserentibus nos ad predicta per prefatum petrum nomine quo supra petita minime teneri videlicet pro eo quod nos predicti de cottens et alii dicte ville non tenemur aliquid soluere de donationibus per ipsos de cossonay factis et fiendis nisi tantum de fortificatione dicte ville de cossonay et multis aliis rationibus et causis per nos propositis et allegatis Tandem pro bono pacis post multas propositiones allegationes et deffensiones inter nos dictas partes habitas et locutas nos vero partes predictae affectantes hinc et inde questiones debata et discordias predictas sedari et fine amicabili terminari de et super lite debato questione controuersia et discordia predictarum atque super emergentibus et dependentibus ex eisdem ad pacem et concordiam deuenire et remanere volentes Compromisimus et compromittimus nos partes predictae et nos compromisisse et submisisse videlicet ego

prenominatus petrus golli sindicus dicte communitatis de cossonay nomine quo supra de laude voluntate et consensu fratris petri de villar prioris prioratus de cossonay johannis de mollens johannis de sunarclens amedei de lucingio domicellorum johannis macri girardi viguiroux johannis licion, nicholeti terallion nichodi prodon et plurimorum aliorum dicte ville de cossonay pro me et meis successoribus quibuscunque Et nos pre-nominati probi homines de cottens de laude voluntate et consensu anthonij de chastillion de cottens domicelli nominibus nostris et nomine aliorum proborum hominum de cottens pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscunque legitime Confitemur per presentes de et super omnibus et singulis debatis et questionibus predictis atque super emergentibus et dependentibus ex eisdem videlicet in nobilem virum guionetum de dalliens domicellum tanquam arbitratorem amicum et amicabilem compositorem per nos dictas partes communiter electum jn hoc tamen quod predictus guionetus arbitrator amicus et amicabile compositor noster per nos communiter electus de et super premissis questionibus et debatis et super emergentibus et dependentibus ex eisdem possit et valeat ordinare declarare dicere et pronuntiare prout sibi fuerit voluntas dedimusque et damus nos partes predictae et tenore presentium concedimus vicissim dicto guioneto arbitratori et amico nostro predicto plenam et liberam potestatem super premissis debatis et questionibus pronuntiandi declarandj et concordandi jure consuetudine concordia pace uel amore quicquid super hiis voluerit et sibi placuerit dicere et pronuntiare Promittentes ad inuicem nos partes predictae nominibus

quibus supra de laude qua supra pro nobis et nostris quibus supra juramentis nostris per nos et nostrum quemlibet ad sancta Dei euangelia corporaliter prestitis videlicet ego prenominate syndicus sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum dicte communitatis de cossonay quorumcunque et nos prenominate de cottens sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum dicte communitatis de cottens et nostrorum quorumcunque et ubicunque reperiri poterunt stare parere et obedire concordieque et pronuntiationi dicti guioneti arbitratoris et amici nostri necnon attendere tenere soluere remittere tradere et deliberare ac etiam complere ratumque et gratum habere et inuolabiliter obseruare quidquid dictus guionetus amicus noster inter nos super premissis aut aliquo premissorum occasione dixerit pronuntiauerit et declarauerit jure concordia voluntate uel amore prout sibi melius videbitur fiendum Et ego prenominate guionetus affectans dictas partes in pace demittere questiones et debata predictis in pace finaliter terminare volens dictas partes cum ope fouere inter eas pacem congruam reformare onus dicti commissi in me succepi et habito maturo consillio et deliberatione cum amicis dictarum partium pronuntiaui et pronuntio in modum qui sequitur et formam. Et primo quod bona pax sit ab inde inter dictas partes. Item pronuntiaui et pronuntio ego prenominate guionetus de dalliens quod predicti homines de cottens et alij dicte ville de cottens et sui heredes seu successores quicunque in dicta villa de cottens morantes non teneantur nec debeant ex nunc in futurum perpetue aliquid soluere de donationibus fiendis per communitatem de cossonay do-

mino de cossonay nisi sint vocati in dicta donatione fienda et sit de voluntate ipsorum et suorum quorum supra Item pronuntiaui et pronuntio ego prenominaus guionetus de dalliens quod prenominati homines de cottens et alij dicte ville de cottens residentes in dicta villa de cottens exceptis dictorum challet pro se et suis quibus supra debeant et teneantur esse et esse debere de resorto contributione fortificatione ville de cossonay prout alij de castellania et resorto de cossonay et in dicta villa de cossonay terralliare fortificare vigilare et soluere prout alij de resorto et castellania de cossonay Quamquidem pronuntiationem pacem declarationem et ordinationem et omnia et singula premissa prout superius sunt facta pronunciata et declarata per prenominaum guionetum amicum nostrum confitemur nos partes predictae ex consensu et voluntate nostris fore ordinata acta facta et declarata ipsaque de laude et voluntate quibus supra laudamus ratificamus et approbamus per presentes eaque volumus valere et perpetui roboris firmitatem obtinere promittentes nos partes predictae nominibus quibus supra pro nobis et nostris quibus supra iuramentis et obligationibus quibus supra vna pars nostrum alteri vicissim et suis attendere tenere soluere et complere ac inuiolabiliter obseruare quidquid per dictum guionetum arbitratorem et amicum nostrum extitit dictum pronuntiatum ordinatum et declaratum super omnibus questionibus et debatis predictis Et nichillominus vna pars nostrum alteri parti reddere restituere et penitus resartire omnia et singula dampna onera costamenta deperdita grauamina et missiones que et quas vna pars

nostrum alteri parti uel sui qui supra dicent suis tantum simplicibus juramentis sine alia probatione uel monstra aut dampnorum declaratione se fecisse sustinuisse aut incurrisse quoquomodo occasione omnium premissorum per nos vna pars nostrum alteri premissorum ut dictum est perpetue non attentorum non solutorum seu non completorum Que premissa omnia et singula prout superius sunt descripta nos prenominatj nobiles et burgenses de cossonay et anthonius de chastillion de cottens domicellus pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscunque laudamus ratificamus et approbamus et de laude et voluntate nostris confitemur fore facta acta et pronuntiata Et promissimus et promittimus nos prenominatj laudatores pro nobis et nostris quibus supra juramentis nostris ad sancta Dei euangelia corporaliter prestitis contra predicta non facere dicere uel uenire per nos uel per alium aliqualiter infuturum Aliquo jure lege uel consuetudine in contrarium premissorum facientibus super hiis non obstantibus quibus nos prenominate partes et laudatores quilibet nostrum prout sibi melius competit expresse renuntiamus per presentes et maxime juridicenti generalem renuntiationem non valere nisi precesserit specialis Et juramus ad sancta Dei euangelia nos partes prediete premissa omnia et singula prout superius sunt descripta firmiter attendere tenere soluere et complere et non contra facere dicere vel venire per nos uel per alium aliqualiter infuturum. In Cujus rei testimonium sigillum castellanie de Cossonay rogauimus nos partes prediete et laudatores prenominati et ad preces et requisitiones nostras hiis presentibus litteris ap-

ponj fecimus Datum die octaua mensis septembris Anno
dominj millesimo quatercentesimo decimo

Leuata est presens littera ad opus communitatis ville
de cossonay.

Per me N. DELAYDESSOZ.

(Le sceau manque.)

VII.

AMÉDÉE, COMTE DE SAVOIE, DÉCLARE QUE LA CONCESSION
D'UN SUBSIDE DE LA PART DE SES SUJETS DE COSSONAY
ET DE L'ISLE, A L'OCCASION DU PASSAGE DE SIGISMOND,
ROI DES ROMAINS, SERA SANS CONSÉQUENCE POUR L'AVENIR,
ET IL ORDONNE A SON CHATELAIN D'EN EXIGER LE PAIEMENT.

A° 1414, 11 Septembre.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos Amedeus Comes Sabaudie Notum facimus vniuersis. Quod Cum dilecti fideles Burgenses et Incole singularesque persone . locorum nostrorum de Cossonay et de Insula et mandamenti eorundem . Super quibus iurisdictionem habemus nobis hodie Quatercentum florenos boni ponderis quolibet computato ad Rationem tresdecim denariorum grossorum ratione transitus et aduentus ad has partes Serenissimi principis domini mei Sigismundi

Dei gratia Romanorum Regis concessorum (*concesserint*) gratiose. Hinc est quod nos volentes ipsos Burgenses et incolas in suis bonis vsibus et consuetudinibus perpetuo confouere huiusmodi concessionem trahi nolumus uel adduxi ad consequentiam infuturum nec eis nisi quantum de jure uel consuetudine ad hoc tenerentur aliquod preiudicium generari. Preterea harum serie committimus et mandamus expresse Castellano nostro dictorum locorum seu eius locutendenti quatinus ipsos burgenses incolas singularesque personas locorum predictorum et mandamenti eorundem cogat uiriliter et compellat modo fortiori quo debite poterit ad dandum et realiter soluendum in eius manibus dictam florenorum quantitatem uidelicet quenlibet ipsorum pro rata sibi taxanda Sic quod dictam florenorum quantitatem nobis in manibus thesaurarii nostri Sabaudie generalis expedire confestim valeat Datum gebenne die vndecima mensis septembris. Anno domini millesimo quatuorcentesimo decimo quarto.

Per dominum Presentibus dominis Marchione Salutarum. G. marchiandi cancellario. Bastardo de Sabaudia. Gaspardo de montemaiorj marescallo. Amedeo de challand. Lamberto oddineti. Francisco de Russino et Guigoneto marescalci thesaurario

PETRUS GARETI.

(Le sceau manque.)

VIII.

SUPPLICATION ADRESSÉE AU DUC AMÉDÉE DE SAVOIE PAR LES
VILLES DE MORGES ET DE COSSONAY AU SUJET DE L'ARRÊS-
TATION DE JEAN DU TURREL, LEUR BOURGEOIS.

A° 1447.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Excellentie Sabaudie

Humiliter exponitur pro parte vestrorum nobilium et
burgensium vestrarum villarum morgie et cossoniaci
quod cum Johannes douz turrel burgensis dictarum vil-
larum die dominico ante festum beati laurentii nuper
lapsa uel circa per vestrum ballium vvaudi * sit et fue-
rit cum reuerentia loquendo potius de facto quam justi-
tia et preter loci et patrie consuetudinem carceribus apud
eschallens mancipatus veluti nulla clama precedente et
absque consuetudinis cognitionem quod cum asseritur
per amissionem certarum pecunie quantitatum per Ja-
quetum terrallion ut dicitur amissarum de qua amis-
sione dictus Jaquetus pridem multos diffamauit Cumque
dictus Johannes sit toto tempore vite sue et extiterit pro-

* Le baillif de Vaud était alors Henri, seigneur de Menthon, che-
valier, grand écuyer de Savoie.

bus et bone fame et ut talis reputatus et reputatur in locis cossoniaci et Morgie et circumuicinorum quod notorium est et manifestum jnter vicinos et notos non igitur per temerariam presumptionem sit detinendus, fueritque jdem vester balliuus vvaudi per exponentes predictos cum jstantia debita requisitus ut dictum Johannem sic indebite captum liberare dignaretur quod facere recusauit dicens mandatum se habere a vobis detinendj et capiendj dictum Johannem quod tamen non creditur cum reuerentia qua decet loquendo quia tallia sic fieri non debent secundum consuetudines et libertates patrie vestre vvaudi de quo mandato dictus balliuus vester requisitus fidem facere noluit dicens quod fidem facere non tenebatur de eodem. Idcirco eidem dominationi vestre merito recurrentes humiliter supplicando quatenus attentis et consideratis premissis multisque aliis in eneruationem totius vestre patrie resonantibus et in preiuditium et grauamen ipsius patrie redundantibus quodque dictus Johannes per cognitionem neque per clamam nec alio iusto titulo carceribus detinetur placeat eundem liberarj facere ut ritus consuetudinis quem eadem dominatio vestra obseruare consuevit minime le- datur et si quis sit qui de ipso detento conqueri velit justitiam per cognitionem ipso prius liberato ministretur.

Amedeus dux sabaudie. dilecto balliuo nostro vvaudj seu eius locumtenenti salutem. Visa supplicatione presentibus annexa. mandamus tibi quatenus motus tuos atque causas. quare processisti. ad supplicata meramque veritatem eorundem nobis ad plenum Rescribe. ut tua Rescriptione visa supplicantibus quod nobis videbi-

tur prouidius valeamus ministrare . Datum thononii die
XXIII^a mensis augusti. Anno domini millesimo CCCC^{mo}
XVII^{mo}. Sub Signeto nostro cancellario absente.

Per dominum presentibus dominis B. de Challant ma-
rescalco P. de Balma et H. Judice Chablaisij.

ALBUS BOUBAT.

Reddatur littera portitori.

(Le sceau.)

IX.

RECONNAISSANCE DES HABITANTS DU VILLAGE DE BETTENS AU
SUJET DE LA FORTIFICATION DE LA VILLE DE COSSONAY.

A° 1419, 29 Juin.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos Johannes et franciscus dieti magnin de bettens
willermus lamber, jaquetus lamber anthonius filius per-
rodi filii condam henrici bastardi de bettens johannes
grucel et perrodus lamber de bettens Notum facimus vni-
uersis per presentes litteras jnspecturis visuris seu etiam
audituris quod nos non vi non dolo non metu ducti nec
in aliquo fraudis jngenio circumuenti sed scientes pruden-
tes et spontanei ad plenumque de juribus nostris propriis
super hoc certificati matura deliberatione super hoc pre-
habita Confitemur et publice coram omnibus recognos-

cimus pro nobis et nostris heredibus et successoribus quibuscunque in dicta villa de bettens moram et residentiam personalem facientes esse et esse debere et velle esse perpetue de resorto contributione et fortificatione ville de cossonay prout homines francisci de melduno domicelli residentes et morantes apud pampignie et homines anthonii de chastillion de cottens domicelli residentes et morantes apud cottens et prout alii de resorto de cossonay tantum et promisimus et promittimus nos prenominati johannes et franciscus magnin willermus lamber jaquetus lamber anthonius filius perrodi filii condam henrici bastardi de bettens johannes grucel et perrodus lamber de bettens pro nobis et nostris quibus supra juramentis nostris ad sancta dei euangelia corporaliter prestitis ac sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum nostrorum mobilium et jnmobilium presentium et futurorum quoruncunque et vbicunque reperiri poterint terralliare fortificare et vigillare in dicta villa de cossonay perpetue ac etiam soluere de aliis necessitatibus in dicta fortificatione dicti loci de cossonay prout predicti homines de pampignie et de cottens et alii de resorto dicte ville de cossonay Et promisimus et promittimus nos prenominati johannes franciscus willermus jaquetus anthonius johannes grucel et perrodus lamber de bettens pro nobis et nostris quibus supra juramentis et obligationibus quibus supra reddere restituere et penitus resartire omnia et singula dampna onera costamenta deperdita grauamina et missiones que et quas syndici dicte ville de cossonay qui nunc sunt et qui pro tempore futuro fuerint dicent suis tantum simplicibus juramentis sine alia probatione uel monstra aut dampno-

rum declaratione se fecisse sustinuisse aut incurrisse quoquomodo occasione seu causa omnium premissorum per nos promissorum ut dictum est perpetue non attentorum non factorum seu non completorum seu casu quo in premissis deficeremus aliququaliter infuturum Aliquo jure lege uel consuetudine in contrarium premissorum facientibus super hiis non obstantibus quibus nos prenominati johannes franciscus willermus jaquetus antho-
 nius johannes grucel et perrodus lamber de bettens expresse renuntiamus per presentes omnibus exceptionibus allegationibus et renunciationibus quibus contra premissa tam coniunctim quam diuisim uenire possemus aliququaliter infuturum Et maxime juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi precesserit specialis Et juramus ad sancta Dei euangelia nos prenominati Confitentes de bettens premissa omnia et singula prout superius sunt descripta narrata et declarata rata grata et firma perpetuo nos habere tenere et jnuiolabiliter obseruare et non contra facere dicere uel venire per nos uel per alium aliququaliter infuturum . In premissis omnibus fuerunt testes vocati et rogati videlicet petrus de mollens domicellus et Johannes de oulens burgensis de cossonay nunc sindici et gubernatores communis communitatis ville de cossonay willelmus de wistarnens nicholetus de chabie de vouflens villa willermus de bettens jaquetus de bettens domicelli jaquetus barriodi clericus et nicholetus vaney de cossonay Et nos prenominati testes predicta omnia prout superius sunt descripta Confitemur sic fore facta In quorum omnium premissorum robur et testimonium veritatis Sigillum castellanie de cossonay rogauimus nos prenominati Confitentes de bettens et

testes predicti et ad preces et requisitiones nostras hiis presentibus litteris apponi fecimus Datum die vicesima nona mensis Junij Anno domini millesimo quatercentesimo decimo nono.

Per me N. DELEYDESSOZ.

(Sceau de la châtellenie de Cossonay.)

X.

LE TRÉSORIER GÉNÉRAL DE SAVOIE DONNE QUITTANCE DE CENT FLORINS, DE PETIT POIDS, A LA COMMUNAUTÉ DE COSSONAY, POUR BANS ENCOURUS A L'OCCASION DE LA NON-OBSERVATION D'UNE ORDONNANCE DUCALE AU SUJET DES MONNAIES.

A° 1424, 24 Juin.

(Archives de Cossonay. — Collationné.)

Ego guigonctus marescalci de Chamberiaco Thesaurarius Sabaudie generalis presentium tenore habuisse Confiteor ab hominibus et sindicis ville et Communitatis de Cossonay in quibus domino nostro tenebantur pro quadam Compositione per ipsos cum dicto domino facta. Super bannis per dictam Communitatem commissis. pro eo quo monetas domini non implicauerunt juxta formam et ordinationem per dominum Super hoc factas. videlicet Centum florenos parui ponderis. De quibusdem Centum florenis parvi ponderis ipsam Communitatem pre-

sentium tenore quicto. Datum Morgie die vicesima quarta mensis Junij Anno Domini millesimo CCCC^{mo} vicesimo quarto Sub signetis meis cereo et manualj in testimonium premissorum

G. MAR^{ci}.

(Le sceau.)

XI.

LE TRÉSORIER GÉNÉRAL DE SAVOIE DONNE QUITTANCE A LA COMMUNAUTÉ DE COSSONAY DE DEUX CENTS ET CINQUANTE FLO-RINS D'OR, DE BON POIDS, ACCORDÉS PAR ELLE AU DUC AMÉDÉE DE SAVOIE, POUR FAIRE VALOIR SES DROITS AUX COMTÉS DE VALENTINOIS ET DE DIOIS.

A° 1425, 5 Août.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Ego guigonetus marescalej de chamberiaco thesaurarius sabaudie generalis. habuisse et recepisse per presentes Confiteor A villa et communitate de cossonay manu nicholetj de leydessos consindici dicte ville. Dono per dictam communitatem domino nostro ducj gracieose facto. in subuentionem et pro obtinendis juribus domini nostri ducis predictj comitatum valentinensis et diensis. videlicet. ducentos et quinquaginta florenos aureos boni ponderis ad Rationem duodecim denariorum obolum grossorum pro quolibet floreno de quibus ipsos

quicto per presentes. Datum apud. cossonay die quinta mensis augustj Anno Dominj millesimo quatercentesimo vicesimo quinto. Sub signeto Johannis veteris clerici et commissarii domini in mei absentia in testimonium premissorum Ita est de mandato dicti thesaurarii in eius absencia

Idem Jo^{es}. VETERIS.

XII.

SUPPLICATION ADRESSÉE PAR LES NOBLES, BOURGEOIS ET HABITANTS DE LA VILLE ET DU MANDEMENT DE COSSONAY AU DUC AMÉDÉE DE SAVOIE, AU SUJET D'UNE CLAUSULE DE L'ACTE QU'IL LEUR AVAIT ACCORDÉ POUR LE SUBSIDE DE LA DOT DE LA DUCHESSE DE MILAN.

Sans date.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Vobis jllustrissimo principi domino nostro domino Amedeo sabaudie duci. Supplicatur humiliter pro parte vestrorum nobilium burgensium et incolarum ville Ac mandamenti vestrorum de Cossonay. Quod Cum jllustris dominatio vestra nuper dignata est eisdem largiri certas super subsidio dotis jllustris filie vestre domine marie de sabaudia duchisse mediolani concessio litteras in quibus cauetur quod Concessio seu solutio dicti subsidij vobis facta eidem dominationi libuit ponj facere quandam

Clausulam huiusmodi tenoris. Hinc est quod nos nolumus solutionem huiusmodi pro futuro ad consequentiam trahi aut inde eorum libertatibus preiudicium aliquod generari nisi quantum tenerentur uel reperirentur abstricti. De qua Clausula multum admirantur eo quia habent et credunt habere jta bonas et validas franchisesias et libertates sicut et Alij nobiles et burgenses Aliarum villarum vestrarum vuaudi. quibus concessitis Aliam Clausulam quam eisdem supplicantibus Concesseritis. scilicet. Hinc est quod nos Actestamur solutionem huiusmodi factam fuisse de gratia speciali. nec sciunt tamen si defectu secretarij aut alias. Quatenus jllustrissime dominationi vestre libeat dictis supplicantibus super premissis prouidere de remedio opportuno. Ipsam si placet reparari faciendo. dominationem vestram predictam super premissis humiliter implorando.

XIII.

ORDRE DE LOUIS DE SAVOIE, PRINCE DE PIÉMONT, ETC., AU
CHATELAIN DE COSSONAY ET DE L'ISLE, D'EXIGER LE PAIE-
MENT DES DEUX CENTS ET QUATRE-VINGTS FLORINS, DE PETIT
POIDS, AUQUEL LES PROCUREURS ET SINDICS DE LA COMMU-
NAUTÉ DE COSSONAY S'ÉTAIENT ENGAGÉS A CAUSE DES BRI-
GANDS (TROUPE LÉGÈRE) PRÉCÉDEMMENT CONCÉDÉS PAR LES
VILLES DE LA PATRIE DE VAUD.

A° 1455, 16 Février.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Ludouicus de Sabaudia Princeps pedemontium Pri-
mogenitus et locumtenens generalis Illustrissimi domini
genitoris mei Sabaudie etc ducis. Dilecto nostro Castel-
lano de Cossonay et Insule. Seu eius locumtenenti salu-
tem. Cum ad causam Brigandorum Nobis pro prima
Armata nostra per villas et Communitates patrie vuaudi
Nuper Concessorum Procuratores et Sindici Communi-
tatis de Cossonay hodie Erga thesaurarium nostrum De
Soluendo Ducentum et quaterviginti florenos parvi pon-
deris. se obligauerint pro Rata Eis competente dictorum
Brigandorum. Ecce quod nos volentes vt expedit Celerem
Dictorum ducentum et quaterviginti florenorum obti-
nere solutionem. Tibi districte Commictimus et manda-
mus quatenus visis presentibus Cogas et viriliter com-

pellas omnes et singulos homines tam Castellaniarum
 De Cossonay et Insule quam suorum Ressororum qui
 Coram Castellano predicto mostras Armorum facere Et
 vexillum sequi soliti sunt et tenentur Per penarum Im-
 positionem Bonorumque suorum quoruncunque Captio-
 nem venditionem Expeditionem personarum Detentio-
 nem Ac modis alijs omnibus quibus Debite fieri poterit
 fortioribus. Etiam prout In nostris fiscalibus Debitis fieri
 debet et Consuevit, Ad nobis soluendum Et Realiter
 expediendum In manibus predictorum procuratorum et
 Syndicorum De Cossonay et Insule Ratam Dictorum
 Ducentum et quaterviginti florenorum Cuilibet Eorum
 Contingentem et propterea per Syndicos De Cossonay et
 Insule Debite factam Seu declarandam, Quibuscunque
 friuolis oppositionibus Reiectis et non obstantibus. Nul-
 loque Alio A nobis Super hiis expectato mandato. Inhi-
 bendo hoc Ideo Balliuo vvaudi Ac Ceteris officiarijs pre-
 fati domini genitoris mei Ad quos spectat Ipsorumque
 locatenentibus et Cuilibet eorundem Ne dictum Castel-
 lanum De Cossonay In premissis quomodolibet turbent
 Seu alias Se Impediant Sed eisdem Castellano et locun-
 tenti Debitum prebeant fauorem et Auxilium quotiens
 fuerint Requisiti. Datum thononij Nobis Absentibus quia
 sic fieri Iubsimus nostri Absentia non obstante Die sex-
 decima februarij Anno Dominj millesimo quatercente-
 simo Trigesimo quinto sub Signeto prefati domini geni-
 toris mei Cancellario Absente

Per Dominum principem Relatione dominorum
 Roberti de Montevuarnardo Presidentis computorum

Vrbani Ciriserij Guigoneti de Rouerea Anthonii de
Draconibus et Jacobi Rosseti Iudicis Chablaysij.

Reddatur littera portitori.

(Le sceau manque.)

AUENYERES.

XIV.

LOUIS DE SAVOIE , PRINCE DE PIÉMONT , REMERCIE LA COMMU-
NAUTÉ DE COSSONAY DU SUBSIDE QU'ELLE LUI A ACCORDÉ ET
LA PRIE DE LE LIVRER INCESSAMMENT AU COMMISSAIRE DU
PRINCE.

A° 1436, pénultième d'Août.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Salute premissa Retulit Nobis Dilectus fidelis merme-
tus christine castellanus morgie et procurator vvaudi
qualiter jn Subuentionem arduorum negotiorum presen-
tialiter nobis occurrentium gratiose donauistis nobis Cen-
tum florenos parvi ponderis vnde vobis Regratiamur
vobis propterea Rogando mandantes quatenus jllos jn-
continenti expedire velitis dilecto commissario petro
Chapuisij harum exhibitori Nec defficere velitis jn pre-
missis jn quantum Nobis et Nostris perpetuo complacere
desideratis Nosque et Nostros pro vobis et vestris jnpos-

terum facturos velletis Scriptum thononij die penultima
augusti anno domini M° III° XXXVI^{to}

Adresse : dilectis nostris sindicis burgensibus et com-
munitati de Cossonay

AYMON.

(Grand sceau fermant la lettre.)

XIV.

RODOLPHE D'ILLENS, DONZEL, RÉCEMMENT POURVU DE L'OFFICE
DE LA MISTRALIE DE COSSONAY, PREND L'ENGAGEMENT DE RES-
PECTER LES FRANCHISES ET LIBERTÉS DE LA VILLE ET DE LA
CHATELLENIE.

A° 1436, 21 Mars.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Ego Rodulphus de Illens domicellus Mistralis de Cos-
sonay. Notum facio vniuersis presentibus pariter et fu-
turis : Quod cum Illustrissimus princeps et dominus
dominus ludouicus de Sabaudia princeps pedemontium
primogenitus locumtenensque generalis Illustrissimi
principis et domini domini Amedei Sabaudie ducis do-
mini nostri metuendissimi Ad humilem mei supplicatio-
nem. Me dictum Rodulphum et meos heredes et succes-
sores perpetuo instituerit mistralem in villa et castellania
de cossonay et insule, Citra semper alterius lesionem.

Sub certis honoribus et oneribus mentionatis in litteris dicti domini nostri principis super premissis confectis datis thononij die sexdecima martij Anno domini millesimo quatercentesimo trigesimo septimo. Verum Cum pro adhipiscenda ipsius mistralie possessione et pro officio eiusdem exercendo Requisierim Nobilem Anthonium de dalliens et johannem cocheti clericum Rectores et syndicos communitatis ville de Cossonay Nomine rectorio eiusdem communitatis quatenus me Reciperent ex parte et Nomine dicte communitatis jn dicto mistralie officio. Qui vero syndici se difficiles super premissis exhibuerunt. Se excusantes super premissis multis causis Asserentes dictam mistralie jnstitutionem aliququaliter derogare libertatibus dicte ville de cossonay. Maxime super facto et emunitate dicte ville mensurarum et ponderum secundum quarum libertatum et franchesiarum tenorem quilibet Nobilis burgensis et habitator ville et castellanie de cossonay habere et tenere potest pondera justa et mensuras justas. Asserentes jnsuper me et meos successores et locumtenentes nostros antequam admitti Seu Recipi in dicto officio mistralie debeamus facturos et prestituros in ecclesia parrochiali de cossonay sollenniter coram jpsis sindicis atque coram Nobilibus burgensibus et habitantibus dicte ville. Juramenta per castellanum cossonyaej eius locumtenentem et suos nuntios fieri solita. Maxime juramentum quod sequitur videlicet de exercendo bene et legitime dictum officium mistralie. Neminemque jpsius officij pretextu jndebite opprimere. Atque vnicuique justitiam ministrare nostro posse. Necnon jura libertates et franchesias tam scriptas quam non scriptas vsusque et consuetudines dicte ville de cosso-

nay jillesas perpetuo seruare et contra in aliquo non
 uenire. Hinc est Quod ego dictus rodulphus de yllens
 tanquam mistralis predictus sciens prudens et sponta-
 neus. Informatus etiam et certificatus de libertatibus et
 franchises predictis et omnibus premissis que a via ra-
 tionis non delirant Confiteor et publice in ueritate ac si
 essem in iudicio propter hoc euocatus Recognosco Pro
 me et meis quibus supra Quod ego Nullum jus nec ali-
 quod emolumentum neque tributum habeo neque ha-
 bere debeo quouis modo Neque mei qui supra ratione
 dictj officij mistralie. uidelicet jn et super pondera dicte
 ville de cossonay Neque Nobilium burgensium et jncol-
 larum eiusdem ville. Et quod ipsi nobiles burgenses et jn-
 cole habent et tenent et que (*atque*) ipsi et sui in futurum
 habebunt et tenebunt tam in suis domibus quam in locis
 publicis dicte ville de cossonay Nec aliquam prerogati-
 uam seu auctoritatem habendj seu tenendj aliquod pon-
 dus generale vel speciale jn quo dicti Nobiles burgenses
 et jncole Neque alia quauis persona ex debito ponderare
 teneantur neque teneatur. Saluo quod ego dictus rodul-
 phus et mei qui supra Ratione persone nostre habere et
 tenere possimus pondus et pondera quod et que et prout
 alij Nobiles burgenses et habitatores dicte ville de cos-
 sonay habere et tenere possunt secundum libertates pre-
 dictas Saluis tamen michi et meis quibus supra justiffi-
 cationibus ipsorum ponderum et correctione eorundem
 Atque tributis et emolumentis michi debite competen-
 tibus et pertinentibus pro justificatione et correctione
 eorundem Ratione dictj officij mistralie. Preterea Ego
 dictus mistralis Confiteor et in ueritate vt supra recog-
 nosco Ad instantiam dictorum sindicorum stipulantium

Nomine et ad opus dicte communitatis Quod ego et mei qui supra atque locum meum tenens ante quam Recipi seu admitti debeant in dicto mistralie officio neque ad exercendum eundem officium . debemus atque tenemur facere et prestare in ecclesia parrochiali de cossonay sollenniter supra sanctas Reliquias coram dictis sindicis Atque nobilibus burgensibus et habitatoribus dicte ville de cossonay qui adesse voluerint videlicet juramentum superius declaratum quod juramentum facturum et prestiturum me offero jn manibus eorundem sindicorum jnmediate seu quando a dictis sindicis fuero Requisitus. Promittens igitur Ego Rodulphus de jlens Mistralis ante dictus pro me et meis quibus supra juramento meo ad sancta Dei euuangelia corporaliter prestito Et sub expressa obligatione omnium et singulorum bonorum meorum Mobilium et jnmobilium presentium et futurorum quorumcunque . omnia et singula premissa prout superius sunt descripta et declarata perpetuo attendere facere et jnuiolabiliter obseruare atque rata et grata habere perpetuo et firma tenere . Et nichillominus sibi reddere plenarieque et jntegre Restituere omnia et singula dampna costamenta grauamina deperdita missiones et expensas que et quas dicti rectores et sindici communitatis ville de cossonay Nomine predicto vel sui successores dicent seu alter ipsorum dicet suis tantum simplicibus juramentis sine alia probatione dampnorum declaratione uel monstra se fecisse sustinuisse aut quouismodo jncurrisse. Ratione et pretextu omnium et singulorum premissorum modo predicto promissorum non attentorum obseruatorum factorum et non completorum . Et in signum veritatis premissorum et ad maio-

rem eorundem Roboris firmitatem Ego dictus mistralis voluj et volo per presentes et concedo dictis sindicis Re-
 quirentibus et stipulantibus nomine et ad opus dicte
 communitalis fieri et extrahi ab originalibus litteris dicte
 institutionis mistralie et alijs litteris sibi connexis et que
 ipsius mistralie factum concernunt videlicet copiam
 atque copias earum per juratum subscriptum ad perpe-
 tuam factj mentionem. Quibus copijs volo quod sit plena
 fides adhibenda de et super ipsarum tenoribus Prout et
 quemadmodum originalibus litteris predictis quacunque
 consuetudine contrarium dictante Seu dicente non ob-
 stante. Cunctis etiam exceptionibus oppositionibus def-
 fensionibus et allegationibus juris legis factj vsus consue-
 tudinis atque statutj patrie ville et locj non obstantibus
 Sed ipsis postpositis penitus et remotis quibus ego dic-
 tus mistralis expresse renuntio per presentes et Maxime
 juri dicenti generalem renuntiationem non valere nisi
 precesserit specialis. Et juro supra sancta Dei euuangelia
 per me corporaliter tacta ego dictus mistralis omnia et
 singula premissa prout superius sunt descripta dicta et
 declarata perpetuo attendere tenere et jnuolabiliter ob-
 seruare perpetuo Et non contra facere dicere vel venire
 per me vel per alium aliquo modo in futurum. In Cuius
 rei testimonium Sigillum Castellanie de cossonay Rogauj
 ego dictus rodulphus de jllens mistralis de cossonay et
 precibus meis hijs presentibus litteris apponj fecj. Datum
 et Actum die vicesima prima mensis martij Anno Do-
 mini millesimo quatercentesimo trigesimo sexto. Recepta
 est presens littera per quondam aymonem de oulens de
 cossonay clericum predicte castellanie juratum post cuius
 aymonis obitum leuata et grossata per me Mermerium

viguirosi de cossonay notarium jpsius castellanie juratum vigore commissionis michi facte de prothocolis notulis et Registris jpsius condam aymonis facti Sustantia non mutata.

Idem commissarius M. VIGUIROSI.

(Sans sceau.)

XV.

LES NOBLES, BOURGEOIS ET HABITANTS DE COSSONAY SUPPLIENT
LE DUC DE SAVOIE DE LEUR CONCÉDER LES ÉMOLUMENTS DES
CLAMES ET DU SCEAU DE LA CHATELLENIE, POUR DIX ANS OU
DAVANTAGE, SOUS VINGT FLORINS DE PENSION ANNUELLE.

A° 1437, 27 Mai.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Vobis Illustrissimo Domino nostro sabaudie Duci supplicatur humiliter pro parte nobilium burgensium et incolarum ville vestre de cossonay quod cum nuper ad notitiam eorum peruenerit videlicet per rescriptionem dominationi vestre factam per dominum presidentem et magistros computorum vestrorum ad causam mistralie de nouo constitute in villis et castellania vestris de cossonay et de Insula videlicet quod castellani vestri de cossonay non consueuerunt computare de clamis dicte castellanie nisi tantummodo de sexaginta solidis et de

sigillo dicte castellanie vestre de cossonay de quo consuetum est percipere de pretio seu valore cuiuslibet contractus perpetui pro qualibet libra duos denarios et de valore cuiuslibet contractus ad terminum vnum denarium Nichil computare consueuerunt dicti castellani vnde dicti supplicantes affectantes totis viribus emolumenta et iura dominationis vestre predictae seruare et ipsorum valorem eidem dominationi iunctimare Igitur supplicant quatenus eidem Dominationi placeat emolumenta clamorum et sigilli castellanie vestre predictae eisdem supplicantibus per terminum decem annorum seu plus quantum placuerit eidem Dominationi sub annuali pensionem viginti florenorum parvi ponderis concedere Ita quod castellanus et nuntii vestri de cossonay teneantur jurare de referendo quamlibet clamam faciendam in manibus suis videlicet sindico ville vestre de cossonay et infra tres dies naturales Nec non concedere predictis sindicis potestatem pignorandj seu compellendj pro dictis clamis quascunque personas predictam dominationem vestram humiliter implorando et premissa redundabunt (*in*) commodum et vtilitatem predictae dominationis vestre.

Ludouicus de sabaudia princeps pedemontium primogenitus locumtenensque generalis jllustrissimi domini genitoris mej sabaudie etc. ducis dilecto fidelj mermeto christine procuratori vvaudj salutem visa supplicatione presentibus annexa et consideratis contentis in ea certis justis moti considerationibus tibi districte commictimus et mandamus quatenus ad loca propter hec opportuna actendas vocatis qui propterea tibi videbuntur euocandj

de juribus que ad causam mistralie Insule et de cossonay dilectus fidelis Rodulphus de Illens percipit et percipere debet et generaliter de mera et omnimoda ipsorum supplicantium veritate Et te diligenter et veridice Informes et jnformationem quam propterea sumpseris signo et sigillo tuis fideliter interclusam infra diem vicesimam instantis mensis Junij nobis seu nobiscum residenti consilio jnfalibilter mietas uel apportes ad quam diem cites remietas et assignes ipsum rodulphum apud thononium uel vbi tunc fuerimus coram ipso consilio compariturum apportaturumque et exhibiturum litteras jnfeudationis sibi de predicta mistralia pridem facte ac omnia alia de quibus se iuuare et deffendere uoluerit quomodo libet in hac parte et super ipsis omnibus cum parte supplicante ipsius consilii summarie ordinationem auditurum Datum thononii die vicesima septima mensis Maij anno domini M°. CCCC°. XXX°. septimo

Per dominum principem presentibus dominis H. bastardo de sabaudia Ludouico bastardo acaie Johanne domino bariacti marescallis sabaudie Ja. domino Montismaioris Lanceloto domino luyriacj Petro de menthone Guidone gerbasii Vrbano ciriserij Guillelmo fabrij iudice sabaudie et Ja. orioli iudice Chablasij.

FABRI not.

XVI.

LOUIS DE SAVOIE, PRINCE DE PIÉMONT, ÉTABLIT DEUX MESSAGERS (NUNTIOS) A COSSONAY, ET LEUR CONFÈRE LE POUVOIR DE CONTRAINDRE LES HABITANTS DE LA VILLE ET DE LA CHATELLENIE AU PAIEMENT DES IMPOSITIONS A LEVER POUR LES RÉPARATIONS ET AUTRES NÉCESSITÉS DE LA VILLE.

A° 1457, 24 Août.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Ludouicus De Sabaudia Princeps pedemontium Primogenitus locumtenensque generalis Illustrissimi Dominij genitoris mei Dominij Amedei Ducis Sabaudie Chablaysij et Auguste principis Marchionis in Ytalia Comitum pedemontium et gebennensis valentinensisque et Dyensis, Vniuersis serie presentium fiat manifestum quod Nos Supplicationi Dilectorum fidelium Nostrorum. Nobilium burgensiumque et incolarum ville de cossonay Super hiis Nobis facte. Certis laudabilibus Respectibus inclinati. Attendentes itaque probitatem et industriam Dilectorum nostrorum Johannis gieytoz alias prayn junioris et Roleti Bisoncij alias leschet habitatorum de Cossonay Etiam vtilitate Nostra pariter et Reipublice in hac parte prespectata ipsos Johannem prayn et Roletum Bisoncij Ac eorum quemlibet insolidum Nostro tamen durante Bene placito facimus et Constituimus per presentes Nuntios in ipsa villa et mandamento de Cossonay. Eis-

dem propterea omnimodam Conferentes potestatem Cogendi compellendi et pignorandi vijs omnibus quibus debite fieri poterit fortioribus Omnes et singulas personas ville et castellanie predictarum Ad soluendum In manibus sindicorum eiusdem ville quj pro tempore fuerint Seu Receptoris Ad hoc per eos deputandi Subsidia leuas tributa et alias quascunque impositiones inter eosdem homines et incolas perequandas Pro Reparationibus Et Ceteris necessitatibus eiusdem ville vt Conuenit supportandis ipsasque personas dum opus fuerit ad Consilium eiusdem ville solito et debito more conuocandi Eisdem ad hec penam et bannum trium solidorum imponendj. Quam penam quotiens vocationi dicti nuntij non paruerint Censeantur incurrisse. Que per castellanum dicti loci De Cossonay exigatur Qui de ea nobis legitime tenebitur computare Omnes et singulos forte ad dictas penas Seu banna soluendum difficiles vel morosos viriliter more debitorum fiscalium Cohartando. Mandantes propterea Bailliuo et procuratori vaudi Castellanoque dicti loci ac Ceteris ad quos spectat quod Receptis prius per eundem Castellanium ab eisdem Johanne prayn et Roleto bisuntii promissione et iuramento in talibus opportunis ipsos et eorum quemlibet ad huiusmodi (*modi*) nuntij officium gracie admittant Ac illud per eos faciant et permittant Nostro vt prefertur durante bene placito fideliter exerceri. Et in super vniuersis et singulis Eidem castellanie officio submissis que (*quod*) memoratis Johannj et Roleto et eorum cuilibet ipsorum (*qui*) ipsa exercebunt officia pareant assistant soluant Respondeant et intendant velut nuntijs per nos vt prefertur Constitutis. Vbi autem clama vel alia oppositio Circa premissa

banna et penas interuenerit Clamam jllam. Cum dictarum penarum jmpositione Confestim dicto castellano notificetur Opponentes vero et prosequentes Coram jpso castellano Etiam Remictendo vt Conuenit processuros. Datum thononij die vicesima quarta augusti Anno Domini millesimo quatercentesimo trigesimo septimo.

Per dominum principem presentibus dominis Joh. domino bellifortis cancellario Humberto bastardo de Sabaudia Joh°. domino barjactj Marescalco P. marchiandi presidente Rodulpho domino coudree Petro de belloforti Jacobo Rosseti Mermeto arnaudi Guillelmo Bolomerij Anthonio bolomerij Thesaurario Sabaudie.

Reddatur littera portitori.

DE RUPPE.

(Le sceau manque.)

XVII.

LETTRE DE CONVOCATION ADRESSÉE PAR LA VILLE DE MOUDON A
CELLE DE COSSONAY.

A° 1442, 19 Mai.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Amiable Recommendation deuant mise Chiers et grans amis pour aucuns affayrez tochan tot le pais nous vous prions tres affectuesement quil il vous pleisez de tramet-

tre dux aut plussours de plus notables et sages de vostre ville a moudon le premier jour dous mois de juin prochainement enstant, ensemble ceaulx douz pais. pour dyre aviser et conseilier eis jours et luez surdit leurs bons avis et conseils. sur cez que adon leurs syraz dy et exposer de part tot le pais Et par ansy vous prions eis chosses surdictes ne vuilliez fallir. notre syre vous hait en sa sainte garde. escript a Moudon le XIX jour de may l'an mil IIII^c. et XLII.

Les tot vostre nobles borges et comunite de Moudon.

Adresse : A nostre chiers et grans amys les nobles borges et comunite de Cossonay.

XVIII.

NOBLE AYMON DE GALLERA, NOUVELLEMENT NOMMÉ CHATELAIN DE COSSONAY PAR LE DUC DE SAVOIE, PRÊTE LE SERMENT D'OBSERVER LES FRANCHISES DE LA VILLE ET DE LA CHATELLENIE ET D'EXERCER FIDÈLEMENT ET LOYALEMENT SON OFFICE.

A° 1447, 27 Septembre.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

In nomine domini Nostri jehsu Christi amen humane Nature discretio diuersis obliuionis infecta dispendiis Ne ea que a Modernis aguntur ignorantia ve (*vel*) obliuione superducta a posteris valeant jnmutarj equum fore scripto

firmarij ut horum que per modernorum presentiam peraguntur sermo in posteros dirigatur et perinde Rata stabilitate perpetuum seruentur in *Evvin* censint Igitur huius presentis atque publici instrumenti serie pariter et tenore cunctis presentibus et posteris innotescat Quod anno eiusdem domini millesimo quatercentesimo quadragesimo septimo indictione decima cum eodem anno sumpta die vero vicesima septima mensis septembris Coram me notario publico et testibus sub scriptis personaliter constituti viri Nobiles Aymo de gallera de cletis lausannensis diocesis castellanus de cossonay per illustrissimum et excelsum principem et dominum dominum ludouicum sabaudie ducem dominum nostrum metuendissimum institutus nouiter et constitutus Et iohannes de juriens morans Cossonay eius locumtenens per eundem castellanum prudentibus et discretis viris vullielmo viguyrous et vullielmo paccot burgensibus rectoribus sindicis et gubernatoribus ville et communitatis de cossonay presentatus instantibus et requirentibus ipsis sindicis nomine dictarum ville et communitatis de cossonay presentibus et personaliter constitutis ipsi siquidem Aymo castellanus et iohannes eius locumtenens presentatus genibus flexis manibus junctis ante sacrosantum corpus Christi et Reliquias dei sanctas supra magnum altare ecclesie parrochialis sancti pauli ville de cossonay predictae positas et existentes ad hocque apportatas per discretum virum dompnum guillelmum gullnelli presbiterum dicte parrochialis ecclesie vicarium iurauerunt et iuramentum prestiterunt et fecerunt super dictis sacrosancto corpore Christi et reliquis eleuatis ambabus manibus suis super eisdem sacrosancto corpore

Christi et Reliquiis dicte castellanie officium bene fideliter probe et legaliter exercere decus commodum et jura prelibati domini nostri ducis et proborum hominum jllibata seruare et jllesas franchises libertates privilegia jmmunitates vsus consuetudines scriptas et non scriptas dictarum ville communitalis castellanie et mandamenti totius de Cossonay obseruare et seruare jllesas ratione justitiam et justitie complementum vnicuique tam diuiti pauperi quam mediocri facere reddere et ministrare Nullo supportato Neminemque ipsius officij pretestu opprimere uel grauare jus vnus cuiusque illesum seruare facere et reddere aliquialiter non denegare et alia facere tenere et seruare probe et legaliter que officio dicte castellanie jncombunt et fuerint necessaria Et que bonus castellanus locumtenens et officarius facere debet et tenetur secundum bonos vsus consuetudines franchises et libertates dictarum ville communitalis et castellanie de cossonay de quoquidem juramento et premissis omnibus et singulis dicti sindici nomine quo supra petierunt et Requisierunt per me notarium publicum subscriptum sibi nomine jamdictarum ville et communitalis fierj darj et concedj hanc cartam seu litteram et hoc publicum jnstrumentum ad opus ipsarum ville et communitalis testimonialem Sigillo castellanie de cossonay si opus fuerit sigillandam Acta et data fuerunt hec in dicta villa de cossonay dicte lausannensis diocesis in ecclesia parrochialj predicta in cancello et presbiterio ipsius ecclesie ante dictum magnum artare dictumque sacrum corpus Christi et Reliquias super ipso artarj repositas et existentes jn presentia venerabilis et Religiosi virj fratris stephani aymonodj prioris prioratus dictj loci de cossonay

Religiosorum fratrum girardj de geneix et thome bellinj monachorum dicti prioratus de cossonay Rodulphi de illens domicellj Necnon discretorum virorum johannis challet notarij petri gollyz mercatoris francisci bolliar fabrij et Nicoleti beney johannis rebique et petri dicti de gand serarij de cossonay testium ad hec vocatorum et Rogatorum Anno die inditione loco et presentibus testibus quibus supra .:.

Et me petro oubam de cossonay lausannensis diocesis auctoritate jmperialj notario publico curiarumque domini nostrj ducis metuendissimi prelibati et officialatus lausannensis jurato quj premissis omnibus et singulis dum sic ut supra agerentur et fierent vna cum prenomminatis testibus presens fui hocque presens publicum jnstrumentum recepi et in hac forma redigi scripsi meque subscripsi et signo meo signavi et in testimonium videlicet omnium et singulorum premissorum vocatus et Rogatus actum et datum ut supra

(Le sceau manque.)

XIX.

ACTE DE RÉVOCATION DES JADIS SINDICS DE COSSONAY ET DES REC-
TEURS DE L'HÔPITAL ET DE LA CONFRÉRIE DE CETTE VILLE.

A° 1459, fête de la conversion de St-Paul.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos henricus de dalliens domicellus girardus lambert-
zon Johannes gollie Reynauldus balley Johannes baley
franciscus de venopia Johannes de alens franciscus Re-
bitat Johannes Rebitat Johannes de colongia petrus Re-
bitat gladius barrillier Johannodus de venopia petrus
baley mermetus guex Johannes bosset anthonius goc-
troux Rodulphus barrillier Johannes challiet Johannes
fauctaz junior aymo gaudin petrus aguel alias legier
aymonetus berthoz Roletus gex bartholomeus mignyod
Johannes bastard Johannes prem loz loup petrus fauey
guillermus borgognyat laurentius estornel Johannes fo-
resteir stephanus bellosiz anthonius chastellam nycodus
palexieux nycoletus chappuis Johannes costier nycoletus
beney Roletus bonvesproz nycodus le juz petrus goctroux
Johannes meliam symondus parix Roletus bisuntij girar-
dus pappouz Johannodus borjaul et petrus de venopia
nobiles burgenses habitantes et jncole tam de cossonay
quam de alens et de cabanis prope cossonay nomine to-
tius ville et communitatis de cossonay, petrus Rossier

de synarelens nomine communitatis de sinarelens Johannes humbert alias codureir de calce Johannes borjaul alias picty et petrus filius Jaqueti vulliemet de yttens nomine communitatis de calce et de yttens Johannes fornerat de gol lion nomine communitatis de gol lion mermerius portier et petrus de furno alias myquey de pentha velut sindici et gubernatores de pentha et Johannes aymonon de brugnes (*Bournens*) tamquam consindicus de brugnes in communi domo communitatis dicte ville de cossonay simul ad jnuicem ad sonum campane et voce preconis pro negotiis subscriptis et certis aliis nomine dicte communitatis peragendis congregati et euocati Notum tenore presentium facimus vniuersis presentibus et futuris Quod cum lis et controuersia sint et de presenti vertantur Coram venerabili et circumspecto viro domino officialj curie lausannensis seu venerabili consilio Reuerendj in Christo patris et domini dominj nostri lausannensis episcopi jnter nobiles jacobum de dalliens et petrum de cossonay tamquam sindicos et gubernatores dictarum ville et communitatis de cossonay Necnon anthonium prem löz loup clericum tamquam Rectorem hospitalis sancti anthonij de cossonay atque Johannem josept et Johannem bolliard junio rem tamquam Rectores confratrie sancti spiritus de cossonay supplicantes et per nos communiter electos Et georgium marchiant Rodulphum de cossonay fratrem petrum cochetj elemosinarium Romani monasterij petrum oubam mermerium viguirosi petrum viguirosi vuillermum paccot Johannem pachodj henricum de laydessos Johannem blambernard petrum buchillion Jaquetam relictam aymonis de oulens et Johannetam relictam

Johannis cochetj opposcentes ex altera parte Super eo videlicet quod dicti supplicantes dicto domino officiali conquerendo supplicauerunt quatenus ipsis supplicantibus nomine quo supra Remieti et expedirj prout alias consuetum est quandam clauem arche in processu dicte cause mentionatam et per dictum fratrem petrum cochetj elemosinarium predictum coram dicto domino officiali judicialiter Reuelatam Redditionj cuius clauis dicti opposcentes se opposuerunt et contradixerunt et de presenti contradicunt et Renuunt minus juste et sine mandato et consensu nostrum prout in processu ipsius cause prementionate plenius continetur Quodque cedit in grande ipsius communitatis ac totius castellanie de cossonay grande prejudiciu Quapropter Nos omnes supra nominati nobiles burgenses jncole et habitatores tam de cossonay quam de alens et de cabanis predictis Communitatem dicte ville et pro maiorj parte facientes ac nomine eiusdem ville et communitatis pro nobis et nostris successoribus Et nos omnes supradicti de villagiis predictis nominibus quibus supra ac pro jnteresse nostro quantum concernit libertates et franchises ville et castellanie predictarum in archa prementionata Reponj et custodirj consuetas scientes prudentes et spontanej de juribus nostris et dictarum communitatum ad plenum super hoc jnformati Et vnus nostrum de comunj consensu et voluntate alterius nostrum ac in presentia mermerij viguirosi henrici de laydessos et Johannis blambenard conopponentium predictorum girardj cossonay alias Rossier et Johannis pachodj antenatj nobiscum sedentium peregrimus fecimusque et facimus ordinauimusque et de presenti ordinamus ea que sequuntur per nos et successores

nostros jmposterum obseruanda videlicet quod in archa
 comunj superius mentionata apponj debeant vt bre-
 uius fierj poterit due bone et ydonee sere Cum duabus
 clauibus nec plures apponj debeant jnfuturum quouis-
 modo De quibus duabus clauibus dicti sindici seu alter
 ipsorum et sui successores habere et custodire debeant
 vnam et dictus Rector hospitalis et sui successores aliam
 Cum iuramento per ipsos syndicos et Rectores hospitalis
 prestando ut moris est et prout aethenus est consuetum
 per tantum temporis spatium quod de contrario homi-
 num non extitit memoria Et sic fierj per presentes volu-
 mus et ordinamus et non aliter Et jnsuper Reuocamus
 et cassamus per presentes atque abolimus omnes et sin-
 gulos alios syndicos gubernatores ac Rectores communi-
 tatis hospitalis et confratrie predictarum per nos seu pre-
 decessores nostros alias constitutos et creatos siue electos
 Inhibentes vlterius et prohibentes tenore presentium Nos
 omnes supra nominatj sic ordinantes et dictam commu-
 nitatem pro maiorj parte facientes supradictis opponen-
 tibus et omnibus cum ipsis adherentibus ne ipsi a modo
 jnfuturum de dicta causa seu controuersia se quomodo-
 libet jntromittant attento quod a nobis nunquam habue-
 runt nec de presenti habent in mandatis et cum alias
 per nos jam fuerint Reuocati Promittentes hoc jdeo Nos
 omnes superius nominatj sic ordinantes pro nobis et
 nostris successoribus iuramentis nostris ad sancta Dei
 euuangelia corporaliter prestitis omnia bona nostra et
 dicte communitatis propter hec obligando presentem
 ordinationem nostram firmiter attendere tenere et com-
 plere Ratamque gratam et firmam habere et jnuiolabili-

ter obseruare Contraque eandem ordinationem nostram non facere dicere vel venire per nos vel per alium aliquo in futurum Cunctis et singulis friuolis oppositionibus Renuntiationibus pariter et cautelis in contrarium premissorum facientibus postpositis et Remotis Quibus expresse presentium tenore Renuntiamus Et maxime juri dicentj generalem renuntiationem non valere nisi precesserit specialis De quibus premissis omnibus et singulis prefatus nobilis Jacobus de dalliens consindicus Necnon Rectores hospitalis et confratrie predicti quibus supra nominibus petierunt sibi commendari bonam litteram fidedignam premissa continentem Quam siquidem litteram per notarium subscriptum jubemus fieri Sigillumque prefati domini officialis curie lausannensis rogauimus Nos omnes supradictj ordinantes et precibus nostris presentibus litteris apponj fecimus in Robur et testimonium veritatis premissorum Et Nos prefatus officialis curie lausannensis ad preces et Requisitiones omnium prenominatorum sic ordinantium Nobis oblatis fideliter et Relatas per vuillermum hugueti de Rontundomonte notarium de cossonay dicte curie nostre juratum Cuj super hiis vices nostras commisimus et eidem fidem plenariam adhibemus Sigillum curie nostre predictae presentibus litteris Duximus apponendum Datum vbi supra die veneris festi conuersionis sancti pauli apostolj Anno Dominj millesimo quatercentesimo quinquagesimo Nono

Idem Vu^m HUGUETI.

(Sceau de l'official.)

XXI.

AMÉDÉE DE SAVOIE, PRINCE DE PIÉMONT, SEIGNEUR DE LA BRESSE
ET DU PAYS DE VAUD, CONFIRME LES FRANCHISES ET LIBERTÉS
DE LA VILLE, DE LA CHATELLENIE ET DU DISTRICT DE COSSONAY.

A° 1461, 17 Janvier.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Amedeus Illustrissimi principis domini nostri domini
et genitoris mei metuendissimi Sabaudie etc. ducis primogenitus Pedemontium princeps ac patriarum breyssie
et vuaudi dominus Vniuersis modernis et posteris seriem presentium inspecturis Rei geste notitiam Cum salute Cum dilecti fideles nostri nobiles burgenses et incolae
ville castellanie et districtus cossoniaci ad nostri presentiam presentialiter destinauerunt dilectos fideles nostros
Henricum de dalliens et iacobum de dalliens eius filium necnon Petrum de cossonay syndicos Ac vvllelmum
Hugueti girardum lambertzon et johannem josept velut ambaxiatores ipsarum ville castellanie et districtus cossoniaci Qui Nobis Humiliter supplicarunt vt libertates
franchlesias priuilegia immunitates et consuetudines per inclite Recordie illustres predecessores nostros acthenus concessas Et postremo per prefatum illusterrimum dominum et genitorem meum metuendissimum confir-

matas Eisdem confirmare et de nouo concedere dig-
 naremur Quorum Supplicationi super hiis nobis facte
 fauore beniuolo inclinati Affectantes jtaque ipsos fide-
 les nostros supplicantes Quos in nostris negotiis jugiter
 nominus obsequiosos fauoribus gratiosis pertractari Vt
 grato nostre munificentie presidio se nouerint since-
 rius pertractatos Tanto fidelitatis obsequiis se erga nos
 et nostros jugiter exhibeant promptiores Matura su-
 per hiis consilij nostri deliberatione prehabita pro nobis
 ac nostris heredibus et successoribus vniuersis predictas
 libertates franchisesias priuilegia jmmunitates et consue-
 tudines per prefatos predecessores nostros aethenus con-
 cessas Et successiue per prefatum dominum genitorem
 meum confirmatas Eisdem Nobilibus burgensibus Et
 jncolis ville castellanie et districtus Confirmamus et emo-
 logamus ac de nouo quantum possumus concedimus
 per presentes jn omnibus et per omnia Prout et quem-
 admodum jn predictis priuilegiis franchisesiis libertati-
 bus et consuetudinibus plenius est descriptum Promic-
 tentes bona fide nostra jn verbo principis pro nobis et
 nostris juramento nostro Euuangelis Dei tactis Ac sub
 nostrorum omnium expressa obligatione honorum Pre-
 dictas libertates priuilegia franchisesias et consuetudines
 Eisdem nobilibus burgensibus et jncolis dicti loci de cos-
 sonay ac castellanie et districtus eiusdem jpsorumque
 posteritatibus tenere attendere et jnuiolabiliter obseruare
 ac per quoscumque jnconcusse facere obseruari Man-
 dantes hoc jdeo Balliuo vuaudi Castellanoque Cossoniaci
 ac ceteris officiariis nostris presentibus et futuris jpsor-
 umque locatenentibus Et cuilibet eorundem Quatenus
 predictas franchisesias Libertates priuilegia et consuetu-

dines prothinus obseruent Et per quoscumque faciant
jnuiolabiliter obseruari jn quantum nostram jndignatio-
nem formidant jncurrere Datum morgie die decimasep-
tima Januarij Anno domini Millesimo quatercentesimo
Sexagesimo primo A natiuitate sumpto

Per Dominum Presentibus dominis Johanne michae-
lis proposito vercellensi presidente Hugonino alamandi
domino Albentij Johanne fabri primiciario thaurinorum
Glaudio de challes magistro hospitij Johanne gascheti
Elemosinario et mermeto Christine Procuratore vvaudj.

Reddatur littera portitori.

FLORET,

cum parapho.

(Le sceau manque.)

XXII.

ACCORD RELATIF A LA CONFECTION DE LA CROIX DU CLOCHER
DE COSSONAY.

Annis 1467, 7 janvier, et 1468, mardi après Pâques.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Observation. On trouve, dans les archives de Cossonay, deux chartes relatives à cette même confection de la croix du clocher : l'une, sur papier, datée du 7 janvier 1467 ; l'autre, sur parchemin, portant, outre cette date, celle du mardi après Pâques de l'année 1468. Nous avons puisé dans la première les détails rapportés dans notre texte, croyant que les deux chartes étaient en tout semblables. Trop tard nous nous sommes convaincus du contraire, et que le second document, presque pareil pour le fond, était cependant plus explicite et contenait des différences dans les détails et autres choses. La première convention avait été refondue et augmentée, s'il est permis de s'exprimer ainsi. Nous n'hésitons donc pas à publier plutôt cette dernière charte, comme plus complète.

NOVERINT VNIUERSI ET SINGULI hunc cirographum visurj lecturj pariter et auditorj Quod Nos Omnes Gorgius marchian et Hubertus eius filius Domicelli Mermetus fave Syndicus et gubernator totius ville et

communitalis de cossonay petrus oubam vulliermus
 paccot vulliermus huguet henricus perriar notarij et
 Reynaudus bale burgenses et consiliarij ipsarum ville
 et communitalis pro commodo et negotiis earumdem
 ville et communitalis ac negotio totius parrochie ecclesie
 parrochialis sancti paulj de cossonay predicto maxime
 pro Restauratione crucis campanilis dicte ecclesie noui-
 ter ab jpsa campanili agitationibus ventorum vique pu-
 tredinis dirrute jnuicem congregati campane sono pro
 consilio negociorum predictorum tenendo ex vna parte
 Et magister gladius dictus Nuetus de gebennis morans
 lausanne faber serarius ex parte altera Considerantes
 nos dicti consiliarij crucem predictam ut fertur dirrutam
 vnam aliam fierj facere crucem et situarj super jpsa
 campanilj dicte ecclesie ut decet debere quia justa dic-
 tum persanum sancte crucis Nulla salus est in domo Nisi
 cruce munit homo supra luminaria Cumque dicta eccle-
 sia domus sit domini Neccessario oportet super luminarj
 dicte domus ecclesie domini hoc est campanili predicto
 cruce jpsius Domini nostri Jehsu Christi signo munirj
 vt salus in eius dicta domo sit cruce jpsa exigente ad
 Inimicum humane nature terrendum et spirituales nequi-
 cias repellendum Et ut aerearum discedant malignitates
 tempestatum et fulgurum HOCIDEO ad laudem gloriam
 et honorem jpsius domini nostri Jehsu Christi cuius crux
 et crucis signum est Nomine totius dicte parrochie eccle-
 sie predictae et parrochianorum eiusdem omnium et sin-
 gulorum velut caput dicte totius parrochie Conuenimus
 cum dicto magistro glaudio experto se dicente ad cruces
 ferri faciendas et fama publica super eo oriebatur Cui
 magistro glaudio presenti requirenti et Recipienti seque

facturum offerenti Ego dictus mermetus syndicus nomine
 tocius dicte parrochie de laude consensu pariter et consi-
 lio prenominatorum consiliariorum jbidem presentium
 et sic fierj assistentium jn laudem gloriam et honorem ut
 supra dedi et do per presentes in tachium et nomine ta-
 chij faciendj componendj et construendj bene et ydonee
 atque decenter vnam crucem ferri sequenter designati
 Modis et formis ac operagiis et floraturis ac munimentis
 sequenter scriptis expressis et designatis **PRIMO** quod
 jipse magister gladius jpsam crucem faciat et facere de-
 beat ac teneatur bene decenter et ydonee de bono ferro
 ferrerie dicte de lavar de bona forgia et de bono operagio
 ad cognitionem magistrorum fabrorum ad talia cognitio-
 nem habentium et de *bonaz faczon* videlicet ad tres
 branchias seu ad tres baculos et ad *losenges* ferri grossi-
 tudinis atque spissitudinis crucis depicte in dicta eccle-
 sia parrochialj et longitudinis seu altitudinis tresdecim
 pedum hominis communis a pomello supra jpsius crucis
 latitudinis vero decem pedum predictorum ut jmpingi-
 tur crux in ipsa ecclesia in et super pilarj lapideo et
 muro medio jpsius ecclesie a parte venti arcuum dicte
 ecclesie predicationes fierj solitas abscissis et deruptis
 solis et lune picturis a dicta cruce fienda quas picturas
 jpse magister ponere non debeat Et de super jpsa cruce
 fienda de dicto ferro cum predictis lausengiis facere flo-
 raturas de dicto ferro in jpsa cruce bene et decenter cum
 aliis floraturis in jpsa depingata ubi supra cruce depictis
 Et desuper jpsis cruce et floraturis facere ponere et si-
 tuare formam et effigiem vnus gallj dicti ferrij seu ma-
 terie opportune et decentis et forme jllius galli super dicta
 cruce depicte in ecclesia predicta depicti Que galli dicta

forma agitatione ventorum vertere debeat et alterius eorum potentia fortiorj super dicta ut supra fienda per dictum magistrum cruce ad designandum populo quj ventus Regnet. **ITEM.** facere tenetur et debet jdem magister gladius in dicta cruce vnum grossum pomellum ferri seu cuprj aut lottōnj oportunum secundum dicte crucis longitudinem et latitudinem atque grossitudinem et neccessitatem decentem jn quo pomello situarj ponj et jnfigi debeat bene et oportune ac conuenienter dicta crux usque ad jnfimas floraturas jpsius crucis **ITEM** facere tenetur jdem magister in jpsa cruce sub dicto pomello vnam capam seu *chappaz* ferrj bene sudatam cum ipso pomello et jntra jpsum pomellum supra pedem dicte crucis dictum *bor* (*bord*) circumcirca seu circiter jpsum pedem dicte crucis sub dicto pomello quj *bor* seu capa predicta ponat aquam seu pluuiam et aquarum jnvndationes extra per supra coperturam seu tectum dicti campanilis ad modum et formam vnus cape suscipientis et deffendentis edificia dicte crucis et campanilis predicti aduersus agitationes ventorum pluuiarum et grandinum et jn deffensionem teguminis dicti campanilis et crucis predictae et edificiorum predictorum ne putrescere valeant nec dagnia (*la pointe*) supra quam jpsa crux situabitur Et in pede jpsius crucis facere quatuor pedes seu branchias ferri pro situando jpsam crucem et clauellando supra dagniam predictam in ipso campanilj jpsamque crucem et membra eiusdem crucis seu pecias cavillare bonis et decentibus cauillis ferrj predicti taliter quod resistere contra ventum dicatur et cognoscatur ad respectum operatorum magistrorum ut supra Et quam crucem cum suis munitis ut pingitur ubi supra solis et lune picturis exclu-

sis cum predictis galli effigie de et super ea pomello et *loz bore* seu capa et quatuor branchiis ferri predictis in pede eiusdem crucis existentibus et finitam per eundem magistrum ut prescribitur ad dictamen magistri operatoris seu operarij et visitationem ad hec experti ad deaurandum Et dum et quando deaurata fuerit jpsa crux jpse magister venire vocatus debeat Et jpsam crucem et deauraturam jpsius crucis an vel ne probe et legaliter deaurata fuerit dicere et cognoscere et meliorem dorerium quem scierit consulere ad jpsam crucem deaurandam jpsamque crucem cum suis munimentis gallo pomello *loz bor* et capa predictis super jpso campanilj et *laz dagnyz* situare cum magistro carpentatore situationem jpsius crucis cum eius dictis munimentis faciente pro eius magistri gaudiij persone tantum ventris sine alio salario per meipsum sindicum quo supra nomine expensis soluendis Ita tamen quod ego ipse syndicus predictus tenear et debeam eidem magistro sumptuare missionibus dicte parrochie marrinum et pontes facere ad dictamen dicti magistrj et carpentatoris vocandorum et alia facere neccessaria pro jpse cruce situanda ubi supra Et dictam crucem factam ut supra Reddere cum suis quibus supra munimentis et pertinentiis jnfra proximum festum annuntiationis beate marie virginis vlteriusque tenetur jpse magister adesse et docere quam melius poterit et commodius ad deurationem ditandam dicte crucis missionibus dicte parrochie forum faciendo cum meliorj dorerio ad talia experto Et predicta jdem magister gladius facere tenetur et fierj conuenit pro et mediantibus quadraginta sex florenis aurj parui ponderis aut pro quolibet floreno duodecim solidis bone cursi-

bilis monete quorum florenorum sex sunt pro eo quod ipsam crucem facit et facere tenetur ad similitudinem predictam quia non tenebatur facere crucem nisi ad similitudinem crucis depicte in folio pappirj tradito michi dicto sindico jn primo tachio ut supra cum additionibus prescriptis factis Soluendis et Reddendis quadraginta sex florenis aurj ponderis et valoris predictorum pre-designatis per me dictum mermetum syndicum quo supra nomine eidem magistro glaudio medietatem jnfra proximum festum conuersionis sancti paulj apostoli Et aliam medietatem finitis dictis operagio et tachio crucis predictae cum munimentis predictis eiusdem crucis In hoc tamen (*reservato*) quod ipse magister cauere et fideiubere debeat et teneatur legitime de premissis faciendis et complendis atque reddendis ante Receptionem et solutionem dicte medietatis dicti pretij primj terminj predicti omni exceptione cessante Et predicta omnia et singula ut scribuntur acta et gesta sunt et fuerunt atque facta per me dictum mermetum syndicum dictarum ville et communitatis ac totius parrochie predictae nominibus consilio atque precepto consiliariorum quorum supra Et hoc jdeo Nos ipsi mermetus consilio et consensu quorum supra consiliariorum nomine totius parrochie predictae et gladius Nuetus nomine meo quj dictum tachium Retinui et Retineo per presentes modo et forma supra scriptis expensis et sumptibus meis fiendum predicta omnia et singula vt scribuntur superius et narrantur ipsaque laudamus Ratificamus confirmamus et approbamus jn eisdem totaliter de laude et in presentia quorum supra consiliariorum consentiendo per presentes Et promittimus jnsuper Nos mermetus fave syndicus et gladius Nuetus preno-

minati videlicet ego ipse syndicus de laude et consilio quorum supra consiliariorum nomine dicte totius parrochie villeque et communitatis predictarum ego dictus gladius nomine meo pro me et meis juramentis nostris tactis Dei euuangelis sacrosanctis Et sub expressa et ypotheca obligatione omnium et singulorum bonorum videlicet ego dictus mermetus syndicus dicte parrochie ecclesie sancti paulj predicte Et ego dictus gladius Nuetus meorum mobilium et jnmobilium presentium et futurorum quorumcunque et vbicunque reperirj potuerint altera pars alteri parti et altera alteri nostrum et suis quibussupra nominibus quibussupra vicisin premissa omnia et singula attendere facere tenere soluere et complere bene et decenter ut supra scribuntur Rataque et grata habere et tenere contraque non dicere neque facere nec venire quouis exquisito colore aliquialiter in futurum Specialiter ego dictus gladius Nuetus dictam crucem de ferro predicto longitudine latitudineque et grossitudine cum dictis gallo desuper jpsa cruce *loz bore* pomello eris seu cupri atque capa seu *chappaz* subtus jpsa cruce et floraturis de materiis predesignatis ferri cuprij seu eris uel lottonj vt fertur bene decenter laudabiliter et commode facere et factam reddere ut supra eidem syndico nomine quo supra et dicta ferrum cuprum lottonum seu *aran* (*airain*) decenter sumptuare missionibus meis et situare et auxiliarij ut supra scribitur ad effigiem crucis vbi supra depicte exclusis dictorum solis et lune picturis Et hec omnia et singula ad respectum cognitionem et dictamen magistrorum operatorum seu operariorum ad talia notitiam habentium ut supra Etiamque cauere et fideiubere sufficienter ut supra bene et ydonee faciendj

et complendj et reddendj premissa omnia et singula in tachium ut supra per me sumpta et acceptata jnfra dictos terminos pro dicto pretio per ipsum sindicum nomine jan dicto michi ut supra soluendo omni et quacunque exceptione et excusatione jmpedimentoque cessantibus et eiectis Et ego dictus mermetus sindicus nomine jan dicto dictam florenorum quantitatem seu monetam ut supra eidem magistro gaudio pro se et suis terminis predictis soluere reddere realiter cum effectu et deliberare atque dictum marrinum ministrare ut dictum est superius bene et decenter omni exceptione et jmpedimento eiectis cessantibus et procul pulsis contraque prescripta et jnfertius non venire dicere nec facere nos ambe partes aliququaliter in futurum sed melius ipsa tenere et jnfallibiliter obseruare nullique contra dicere facere aut venire volenti consentire aliququaliter in futurum Et Nichillominus altera pars alteri parti et altera alteri nostrum et suis quibus supra vicisin reddere et Restituere omnia et singula dampna grauamina costamenta deperdita omnesque et singulas missiones et expensas que et quas altera pars nostrum seu alter nostrum uel sui quj supra nomine quo supra dicet aut dicent suis tantum simplicibus iuramentis loco plene probationis sibi euenisse se fecisse uel sustinuisse quouismodo occasione causa uel deffectu premissorum omnium et singulorum per alteram partem alteri parti nostrum seu per alterum alteri nostrum promissorum faciendorum tenendorum attendendorum soluendorum et complendorum non attentorum non factorum non tentorum non solutorum et ut superius scribuntur non completorum Seu si contra premissa uel aliqua ex premissis faceremus diceremus uel veniremus seu alter

nostrum faceret diceret uel veniret per se uel alium eius nomine Aut si grata et Rata non haberemus uel alter nostrum non haberet aliquo modo in futurum uel non teneret NOS autem prenominati consiliarij et Johannes geruex cum syndicus ville et communis predictarum atque ecclesie sancti pauli predictae parrochianj Quj predicta omnia et singula ut scribuntur fieri et dictum tachium cum additione ipsius crucis et pretij predictorum ut supra fieri et dari per dictum mermetum syndicum nomine quo supra consulimus et nomine quo supra iussimus ipsaque omnia et singula locuta gesta et ita fieri voluimus et in tachium predictum pro dictis pretiis ut supra scribitur per ipsum mermetum syndicum nomine dicte totius parrochie de nostrum consilio concessum fuisse confitemur ipsaque omnia et singula prescripta laudamus Ratificamus et meliori modo quo possumus ad laudem gloriam et honorem Dei omnipotentis domini nostri Iesu xpi (Christi) et totius curie celestis atque augmentum totius parrochie et parrochianorum eiusdem approbamus eisdem premissis omnibus et singulis assensum et consensum nostros attribuendo per presentes Cum promissione bone fidei nostre quam ad hec damus et concedimus de non premissis uel aliquo ex ipsis contraveniendo uel obiciendo quouis exquisito colore in futurum Quinimo ea potius attendere tenere et obseruare in omnibus et per omnia ut scripta sunt superius Renuntiantes siquidem in hoc facto et negotio Nos omnes consiliarij syndicus et cum syndicus atque gladius Nueus prenominatj nomine quo supra et quilibet nostrum prout eum tangit omni exceptione dolj malj vis metus lesionj illusionj deceptionj et circonuentionj Exceptionj

dicti tachij pretij additionis laudis promissionis et premissis omnibus et singulis non sic ut supra scribuntur factis uel minus rite et legitime factis omni erronee confessionj et jndebite promissionj Rei aliter scripte quam geste et econuerso constitutionj sine causa jn factum actionj et diuidende omni jurj canonico et ciuilj scripto et non scripto loci et patrie consuetudinj Ceterisque exceptionibus oppositionibus deffensionibus et alegationibus vtriusque juris legis facti et consuetudinis quibus premissa uel aliqua ex premissis possent aliququaliter in toto uel parte jnfringi vitiarij corruppi uel adnullarij exceptionique minoris medij uel justi pretij juri dicenti quod si dolus dat causam contractui uel jnciderit in contractum eo jure contractum nullum esse et jurj quo deceptis in suis contractibus quomodolibet subuenitur Signanterque jurj generalem Renuntiationem Reprobanti nisi specialj precedente IN Cuius Rei testimonium Sigillum Castellanie de Cossonay Rogauimus Nos omnes et singuli prenominati et quislibet nostrum quantum jpsum tangit et precibus nostris apponj fecimus huic scripto datum die septima mensis Januarij Anno Domini millesimo quatercentesimo Sexagesimo septimo quoad primum tachium Et quo(*quoad*) additionem secundi tachij et pretij predictorum die martis post festum pasche Resurrectionis Domini nostrj Jehsu xpi Anno eiusdem Domini millesimo quatercentesimo Sexagesimo octauo Ad opus dicti sindici et suorum quorum supra nomine quosupra leuata est et Signata. ∴

Per me P. OUBAM,
cum parapho.

(Le sceau manque.)

XXIII.

JAQUES DE SAVOIE, COMTE DE ROMONT ET SEIGNEUR DU PAYS DE VAUD *, CONFIRME LES LIBERTÉS ET FRANCHISES DE LA VILLE ET DE LA CHATELLENIE DE COSSONAY.

A° 1468, 10 Janvier.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Iacobus De Sabaudia Comes Rotundimontis Et Dominus patrie vaudi. Vniuersis serie presentium fieri volumus manifestum. Quod Nos visis litteris libertatum franchisesiarum Immunitatum bonorum vsuum Capitulorum et priuilegiorum presentibus annexis. Supplicationj Itaque dilectorum fidelium nostrorum Nobilium Burgensium agricolarum et habitantium ville nostre de

* Le duc Amédée (IX) de Savoie, en conformité de l'inféodation faite au prince Jaques de Savoie, par le duc Louis, leur père commun, le 24 (le 26, selon Guichenon) février 1460, du comté de Romont et de la baronnie de Vaud, lui donna, en 1467, au château de Pignerol, l'investiture de cet apanage comprenant les châteaux, villes et mandements de Moudon, Romont, Rolle, Nyon, Estavayé, Yverdon, Cossonay et Morges, ainsi que les péages des Clées, de Nyon et de Morges (*Archives de Morges, invent. analyt. de divers titres concernant le pays de Vaud qui se trouvaient précédemment aux archives royales de Chambéry*). — Jaques de Savoie, comte de Romont et baron de Vaud, confirma, le 25 juin 1467 (au château d'Annecy), les franchises, libertés, immunités et coutumes, tant écrites que non écrites, de la patrie de Vaud, et promit

Cossonay et totius Castellanie eiusdem super hiis Nobis facte Nostrorum Inherendo vestigiis progenitorum beniuole Inclinatj. Prius super hiis nostrj matura deliberatione habita consilij. Ex nostra certa scientia pro Nobis et nostris Libertates jpsas franchises bonos vsus Immunitates Capitula priuilegia Ratas et gratas habentes Dictis Nobilibus burgensibus agricolis et habitatoribus de Cossonay totiusque Castellanie eiusdem laudamus confirmamus et approbamus per presentes. Promittendo bona fide nostra In verbo principis Nostro etiam ad hoc Interueniente Iuramento Memoratis supplicantibus et suis successoribus Pretensas libertates franchises Immunitates bonos vsus Capitula et priuilegia perpetuo obseruare Cum effectum Illisque non contra facere vel venire quouis modo. Mandantes propterea gubernatorj Balliuo et procuratorj nostris vuauj Neenon Castellano nostro dictj locj de Cossonay presentibus et posteris Ipsorumque locatenentibus et cuilibet eorundem Qua-

en même temps que, lorsqu'il viendrait au pays, il prêterait, en personne, le serment de les observer. Le pays lui avait envoyé deux députés (Georges de la Molière, seigneur de Font, et Pierre de Bionnens, licencié ès lois) pour solliciter cette confirmation (Grenus, page 95 et la suivante). — Plusieurs des villes qui appartenaient au domaine immédiat de la maison de Savoie dans la patrie de Vaud ne sont pas mentionnées dans le nombre de celles indiquées comme formant l'apanage du prince Jaques; nous citerons, entr'autres, les Clées, Ste.-Croix et Morat, qui furent le théâtre d'événements importants pendant la guerre de Bourgogne. Ces villes et d'autres encore ne faisaient-elles pas partie de cet apanage, ou bien faut-il attribuer leur omission à l'extrait où nous avons puisé notre indication? — Tout ce qui précède est destiné à former le complément de notre note 250.

tenus sepedictas franchisesias libertates Immunitates bonos vsus Capitula et priuilegia prelibatis supplicantibus et suis predictis prothinus obseruent jllas In nulloque contrafaciant quomodolibet vel opponant. Datum In ecclesia Prioratus eiusdem ville nostre de cossonay videlicet ante magnum altare die decima Ianuarij Anno dominj millesimo quatercentesimo sexagesimo octauo.

JAQUES DE SAUOYE.

Per Dominum Presentibus Dominis Anthonio de aduenthica Locuntenente generalj vvaudi Girardo de bruello Magistro hospitij et Mermeto Cristine Procureatore vvaudj.

DE QUARZO.

Reddatur littera portitori.

(Petit sceau en cire rouge, endommagé.)

XXIV.

JAQUES DE SAVOIE, COMTE DE ROMONT ET SEIGNEUR DU PAYS DE VAUD, ACCORDE AUX NOBLES, BOURGEOIS ET HABITANTS DE COSSONAY LA FACULTÉ D'ÉLIRE UN OFFICIER DE VILLE.

A° 1468, 12 Janvier.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Iacobus de Sabaudia Comes Rotundimontis Et dominus patrie vvaudj. Vniuersis serie presentium facimus manifestum. Quod Nos animauertentes ad laudabilia grataque et accepta (*ta*) seruitia per dilectos fideles nostros nobiles burgenses jncolas et habitatores ville nostre de cossonay totiusque mandamentj eiusdem Nobis jmpensa Necnon onera per eos tam pretextu armate nouissime vltra montes facte quam etiam adhiiscendo possessionem nostram substenta Supplicationj jtaque jpsorum super hiis Nobis facte que jn vtilitatem Rei publice cedere Nec jnde Nobis aut cuicunque alterj detrimentum afferre vt per Consilliarios nostros subscriptos disceptatum et nobis Relatum extitit dignoscitur beniuole jnclinatj. Ex nostra certa scientia dictis Nobilibus burgensibus jncolis et habitatoribus supplicantibus et suis successoribus licentiam jmpartimur per presentes ex nunc jn antea eligendj jnter se vnum seruientem siue nuntium ydoneum Quj omnimodam habeat potestatem Nulla alia licentia obtenta jpsos Cogendj et vadiandi ad soluendum Ratam jmpositionum

siue gietorum jnter jpsos supplicantes quouismodo et debite fiendorum Et aliorum tributorum quoruncunque eisdem supplicantibus particulariter spectantibus (*spectantium*) et debite pertinentium. Ita tamen quod talis seruiens siue nuntius per gubernatores et consillarios juratos dicte ville nostre eligatur per tempus dum bene fecerit et jpsis gubernatoribus et consillariis presentibus et futuris placuerit. Ipsoque Nuntio siue seruiente sic electo antequam jpse ad exercitium sui huiusmodi officij procedere audeat jn curia nostra publice jn manibus Castellani nostrj dicti locj de cossonay seu eius locuntenentis presentis et futurj jurare teneatur eius officium bene et fideliter exercere jura nostra perquirere diligenter et seruare Neminem officij eiusdem pretextu jndebite opprimere vel grauare. Vadiaque vt premictitur leuanda gubernatoribus dicte ville nostre de cossonay qui pro tempore fuerint fideliter Remictere Et alia facere que per consimilles seruientes siue nuntios fierj sunt assueta. Nos enim dicto juramento prestito Talj seruientj siue nuntio ad hec amplissimam harum serie jmpartimur potestatem. has lieteras nostras jn testimonium concedentes Datum lausanne die duodecima Januarij Anno dominj millesimo quatercentesimo sexagesimo octauo

Per dominum presentibus dominis Anthonio de aduenthica locuntenente generalj. Girardum de bruello Magistro hospitij et Mermeto Cristine Procuratore vvaudj

Reddatur littera portitori

DE QUARZO.

(Le sceau manque.)

XXV.

TRANSACTION ENTRE LE PRIEURÉ DE COSSONAY ET LA BOUR-
GEOISIE DE LA VILLE DE CE NOM, AU SUJET DU PAIEMENT
DU FORAGE DU VIN.

A° 1495, indiction 13, 18 Juillet.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

In Nomine Domini Amen Huius publici instrumenti
tenore cunctis fiat manifestum Quod cum lis questio et
controuersia orirentur et in futurum oriri sperarentur
Inter Reuerendum fratrem petrum de dulicio priorem
prioratus de cossonay suo et ceterorum Religiosorum
dicti prioratus nominibus ex vna parte Et gubernatorem
nobiles et burgenses dicte ville de cossonay ex altera
partibus Super eo videlicet quod prefatus Reuerendus
dominus prior suo et nomine quo supra dicebat et asse-
rebat se et predecessores suos in predicto prioratu no-
mine quo supra fuisse et esse in possessione vel quasi
percipiendi et leuandi a quolibet vendente vinum in
minuto in dicta villa de cossonay pro quolibet dolio con-
tinente vsque ad decemocto sestaria vini inclusiue pro
foragio quatuor potos vini pacifice et quiete nemine con-
tradicante seu se opponente per spatium viginti triginta
quadraginta et quinquaginta annorum et per tanti tem-
poris spatium quod memoria hominis non extat de con-

trario. Ex aduerso Dicebant et Replicabant Hugo vigorosij gubernator dicte ville de cossonay Nobiles Johannes de cossonay dominus du Rurey Johannes de sauuernier discretique viri henricus de subtus petrus gollit petrus vinopia et Johannes albi bernardi burgenses et consiliarij dicte communitatis de cossonay nominibus suis et ceterorum aliorum burgensium ville et communitatis dicti loci de cossonay quod jn eternum non constaret prefatum dominum priorem nec suos predecessores eo modo quo asserebat prefatum foragium percepisse Sed aliquando dumtaxat vnum duos vel tres potos juxta continentiam et quantitatem doliorum et voluntatem vendentium vinum et si forsam constaret quod non credebant dicebant dictam possessionem esse contra formam et tenorem franchisesiarum quibus cauebatur quod dictus prior percipere debebat pro quolibet dolio vinj continente decemocto sestaria vinj pro foragio quatuor potos Et de dolio continente vltra dictos decemocto sestaria vinj octo potos Et sic dicebant dictum dominum priorem nichil percipere debere de doliis minoris continentie decemocto sestariis Et multa alia dicebant et Replicabant dicte partes hinc et jnde que enarrare nimis prolixum esset Tandem vero dicte partes volentes de et super premissis questionibus et demandis ad bonam pacem et finalem concordiam deuenire et litium ansfratus euictare cupientes tractatu jtaque amicali testium jnferius nominatorum transsigerunt jn hunc qui sequitur modum Hinc propterea fuit et est Quod Anno eiusdem Domini corrente millesimo quatercentesimo nonagesimo quinto jnditione tresdecima et die decimaoctava mensis Jllij (*Julii*) in mei notarij publici et testium subscriptorum presentia prop-

terea que sequuntur personaliter constitute partes superius nominate Que gratis et spontanee transsigunt et concordant vt sequitur In primis Quod bona pax et verus amor sint et Remaneant jnter easdem partes Item transsigerunt quod expense per dictas ambas partes vna econtra aliam facte sint hinc et jnde compensate et de quibus vna pars aliam jn mis notarii et testium presentia quietat Item vlterius transsigerunt et concordauerunt dicte partes quod dictus dominus prior et sui successores jn dicto prioratu canonice et legitime jntrantes habeant leuent et percipiant habereque leuare et percipere debeant nunc et jn futurum A quolibet vendente vinum jn minuto foragium videlicet de quolibet dolio continente vsque ad nouem sestaria vinj jnclusiue duos potos vinj Et pro quolibet dolio continente vltra dicta nouem sestaria vinj vsque ad decemocto jnclusiue quatuor potos Et pro quolibet dolio continente vltra dicta decemocto seystaria vinj teneatur et debeat jdem dominus prior et sui successores percipere juxta formam et tenorem descriptas jn predictis franchisesiis octo potos vinj dumtaxat Que omnia vniuersa et singula dicte partes et jpsarum quelibet voluerunt laudauerunt Rattificauerunt et approbauerunt per omnia eorum puncta et capitula Promictentes jnsuper dicti Reuerendus dominus prior suo et nomine Religiosorum suorum jn dicto prioratu existentium Necnon equidem prefati hugo vigorosij gubernator Et nobiles Johannes de cossonay dominus dou Rurey Johannes de sauuernier discreti viri henricus de subtus petrus gollit petrus vinopia et Johannes albi bernardj burgenses et consilliarij dicte communitatis de cossonay pro quibus se fortes faciunt et de Rato habendo

Ac Ratificari faciendo per iuramenta sua per ipsos et ipsorum quolibet ad et super sancta Dei euuangelia iuris dicti notarii manibus corporaliter tacta prestita et sub obligatione et ypotheca omnium et singulorum bonorum suorum mobilium et imobilium et dicti domini prioris ecclesiasticorum et mundanorum presentium et futurorum quorumcunque huiusmodi transsactionem Ac omnia et singula in eodem instrumento transsactionis contenta descripta et narrata Rata grata vallida atque firma habere perpetuo et tenere et contra non venire neque dispensationem A iuramento obtinere Renuntiantes itaque dicte partes transsigentes et ipsarum quolibet ex earum certis scientiis et sub vi suorum iam superius et iterum prestitorum iuramentorum in hoc facto omni iuri omni que actioni et exceptioni doli mali vis metus erroris et in factum iuri dicenti quod iuramentum non valet ultra id quod de jure non tenet et quod ex iuramento non oritur actio nisi prius delatum fuerit in iudicio omnibusque et singulis iuribus canonicis et civilibus premissis contrariantibus Signanter iuri dicenti confessionem extra iudicium et non coram suis iudicibus competentibus factam non vallere iuri dicenti Rem alienam transsigi et concordare non posse iuri dicenti generalem Renuntiationem non valere nisi speciali precedente De quibus premissis omnibus et singulis dicte partes transsigentes fieri voluerunt et preceperunt per me eundem notarium publicum subsignatum ad opus cuiuslibet ipsarum partium vnum vel plura publicum seu publica instrumentum et instrumenta dictanda et corrigenda si opus sit consilio et dictamine peritorum vnius vel plurium facti tamen substantia in aliquo non mutata Acta

fuerunt hec et data in dicto loco de cossonay in domo petri golliz hospitis videlicet in stupha ipsius domus presentibus jbidem magnifico domino petro de bonouillario presidente sabaudie Nobilibus et potentibus viris ludouico de menthone domino couete et de samoen francisco de gomens domino de biolley et carolo de champagnia testibus jbidem ad premissa abstantibus* vocatis et Rogatis Et me petro trolletti de chamberiaco gratianopolitanaensis diocesis clerico ducali secretario auctoritatibus apostolica et jmperiali notario publico curiarumque omnium jllustrissimj principis domini nostri sabaudie etc. ducis jurato Quj suprascriptum transsactionis jnstrumentum manu mea propria scriptum subscripsi et signo meo quo jn talibus vtor signauj fideliter et tradidi ad opus supra nominatorum burgensium et communitatis de cossonay jn fidem Robur et testimonium omnium et singulorum premissorum Rogatus et Requisitus

PETRUS TROLLIETI.

* Adstantibus.

XXVI.

PRONONCIATION DU CONSEIL DE MOUDON ENTRE LA COMMUNAUTÉ
DE COSSONAY ET PIERRE DE VUAULX, DE COTTENS, AU SUJET
D'UNE IMPOSITION LEVÉE DANS LA CHATELLENIE DE COSSONAY.

A° 1508, 12 Février.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nos Benedictus de glanna dominus de vallardens Rodulphus decimatoris Johannes crespy Jacobus ceriat Humbertus de serrandens Johannes gaule Rodulphus Joliueti franciscus de bulo boniffacius briderij Et michael frossardi burgenses melduni consules consilij stricti dicte ville melduni Notum facimus vniuersis quod Cum lis questio et differentia essent et verterentur vltcriusque moueri et esse sperarentur jnter nobilem et prouidos viros georgium marchiandi Et aymonem prenololoup syndicos et gubernatores ville et communitatis de cossonay actores et petentes ex vna et Petrum de vuaulx de coctens Reum ex alia partibus Super eo videlicet quod dicti sindici et gubernatores dicte communitatis de cossonay petebant eidem petro de vuaulx Ratam suam gieti seu donj gratuitj facti et concessi vltimate jllustrissimo domino nostro sabaudie duci pro facto de de furno Eo quia dictus petrus de vuaulx est homo domini de cossonay qui dominus est prelibatus dominus noster dux Et est ipse petrus de vuaulx sine medio de mera castellania

dicti loci de cossonay Quare petebant dicti syndici vt pre-
 dicitur per eundem petrum solui Ratam suam dicti gieti
 Dictus vero petrus de vuaud dicebat ad hec minime te-
 neri causis et Rationibus contentis in quadam lictera
 alias concessa per tunc dominum de cossonay Item dice-
 bat minime teneri Eo quia de aliis gietis factis nunquam
 soluerat Successiue vero cum ipse ambe partes se sub-
 miserint de et super dictis eorum differentiis emergenti-
 bus et connexis ex eisdem stare ordinationi pretacti con-
 silij stricti melduni Et compromissum fecerint jn dictum
 consilium Et Promiserint juramentis et obligationibus
 suis Omne jd et quidquit de et super premissis eorum
 differentiis emergentibus et connexis ex eisdem per dic-
 tum consilium melduni fuerit ordinatum et pronuntia-
 tum Ratum gratum et firmum habere tenere complere
 et jnuolabiliter obseruare prout jn lictera ipsius com-
 promissi Recepta per discretum virum Hugonem vigo-
 rous Notarium et burgensem de cossonay Data die Lune
 ante festum purificationis beate marie virginis Anno
 quo jnfra plenius continetur Hinc est Quod Nos omnes
 prenominati consules consilij stricti melduni arbitri arbi-
 tratores et amiables compositores per ambas partes
 electi visis et auditis juribus et rationibus vtriusque
 partis virtuteque potestatis nobis atribute de et super
 differentiis et causis jn ipso compromisso contentis emer-
 gentibus et connexis ex eisdem partibus jam supra no-
 minatis presentibus et pronuntiari petentibus Reconfir-
 mato ipso compromisso per ipsas partes. Pronuntiauimus
 declarauimus et ordinauimus jn hunc qui sequitur mo-
 dum Primo quod bona pax sincerusque amor sit et esse

debeat inter ipsas ambas partes Item pronuntiamus declaramus et ordinamus quod licet in littera producta per ipsum petrum de vuaulx contineatur quod tunc dominus de cossonay homines de coctens exemptauerit a quolibet gieto hoc potuit facere pro se tantum Sed quia villa et communitas de cossonay deuenit ad illustrissimum dominum nostrum ducem ipsi de coctens qui sunt de mera castellania de cossonay propterea non sunt exempti a dono seu gieto concesso et dato prelibato domino nostro duci Quum tales sunt quales illi de villa de Cossonay Et de eorum contributione eo quod deuenerunt ad prefatum dominum nostrum ducem prout et quemadmodum sunt alie bone ville patrie vaudi de quarum numero villa de cossonay esse dicitur Igitur ipse petrus de vuaulx tenetur soluere in villa de cossonay Ratam gieti sui et cuiuslibet gieti facti et fiendi Item etiam quia ipse de vuaulx est sine medio de mera castellania ville de cossonay item et non valet id quod dixit et allegat dictus de vuaulx asserendo quod nunquam soluit gietum quia particularis homo non potest allegare prescriptionem seu possessionem contra generalitatem igitur ut predicatur ipse petrus de vuaulx et sui successores tenentur soluere gietum seu gieta facta et fienda Nos vero georgius marchiand Et aymo prenloloup sindici et gubernatores dicte communitatis de cossonay Nomine ipsius communitatis Et petrus de vaulx partes predictae Qui dictum compromissum ut predicatur Receptum per hugonem vigoroux cum omnibus promissionibus et clausulis opportunis Rattificauimus emologauimus et approbauimus Ratificamus et approbamus per presentes Et de pronuntiatione per prefatos dominos consules mel-

duni quilibet nostrum prout sibi competit et interest tangit et tangere posset **Requisiuimus** fieri lieteram testimoniallem per juratum subscriptum Nos vero prenominati sindici et gubernatores ville de cossonay et communitatis eiusdem qui pronuntiationem predictam laudauimus laudamusque et approbamus per presentes **Sigillum** quoque commune balliue vuaudj quilibet nostrum predictorum prout sibi competit huic scripto apponj **Rogauimus** In Cuius Rei testimonium Nos **Johannes** de stauiaeo dominus de bussy condominus de mexieres gubernator et balliuus vuaudj ad preces et **Requisitiones** omnium prenominatorum quorum interest nobis oblatas fideliter et **Relatas** per **Johannem** nycati clericum et burgensem melduni balliue vuaudj juratum Cuj super hiis vices nostras commisimus et eidem fidem plenariam adhibemus **Sigillum** quoque commune dicte balliue vuaudi lieteris presentibus **Duximus** apponendum **Datum** die **Lune** post festum sancti valentinj duodecima mensis februarij Anno jncarnationis domini millesimo quingentesimo octauo.

Leuata est presens littera per se fidem faciens nomine et ad opus communitatis supradicte de cossonay et suorum successorum tantum. Et ego juratus predictus predicta **Recepi** auctoritate michi commissa scribi feci **Sig-**noque meo solito signauj **Rogatus** (Ici le signet).

(Sceau du baillivat de Vaud.)

XXVII.

LL. EE. DE BERNE DONNENT A LA VILLE DE COSSONAY LA MAISON
DE LA CHAPELLE DE SAINT-SÉBASTIEN ET A SON HÔPITAL UN
MUID ANNUEL DE BLÉ.

A° 1546, pénultième Février.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nous l'Advoyer et conseil de Berne faysons scavoir par ces presentes Qu'avons entenduz la suplication des nobles, discrets nous chers et feaulx soubjects de Cossonay, contenant que fust de nostre playsir, leur donner la mayson de la chappelle de saint Sebastien pour en Icelle loger le maistre d'escolle, et tenir en Icelle l'escolle, pareillement de donner a leur hospital pour entretenement des pouvres, les revenus de la chappelle de nostre dame, fondée par les seigneurs du diet Cossonay Aussy le fourage du vin, que l'on vend au diet Cossonay, Surquoy estans informé par nostre balliff de Morges, sur les dicts pointz, auquel sy devant avons touchant ce escript, Avons es dicts de Cossonay accordé, et donné, et par ces présentes de singuliere grace accordons, et donnons, la dicte mayson de la chappelle saint Sebastien pour en Icelle tenir l'escolle, et louer le maistre d'escolle, par condition que Icelle maintiegnent en bon estre et ediffice, à leurs coustes, Item avons

aussy donné à leur hospital ung mys de blef, mesure de Morges tous, et ung chescun an, a deslivrer par nostre chastellain de Cossonay sur le Jour saint André, pour entretenement des pouvres du dict hospital et ce tandy que bon nous semblera, Et jusques ad ce que ung des prestres, de la clergie, alle de vie en trespas, et non plus oultre, En tesmoignage de quoy leurs avons données ces présentes scellées de nostre scel pendant et données ce sambedy penultième jour de febvrier, l'an apres la natiuité nostre Seigneur courant mill cinq cens quarante et six

(Sceau de l'Etat.)

XXVII.

LL. EE. DE BERNE CONFIRMENT LA FRANCHISE RÉCIPROQUE DE
PÉAGE DES VILLES DE LAUSANNE, COSSONAY, ORBE ET YVERDON.

A° 1552, 22 Décembre.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nous l'Advoyer et conseil de Berne, faisons scavoir par ces presentes, Que sur la requeste a nous cy-devant présentée par les nobles nos chers et féaulx Bourgeois et communaultés des villes Orbaz, Yverdun et Cossonay, touchant le peage de Cossonay Et les proposités d'un procès et Actes d'aucunes Informations En l'an mille quatre cents septante quatre, Aussi des autres

Informations et examens par nostre Ballif de Morges Anthoine Vygerman de nostre commandement faitts, Ayons commandé et ordonné à Nostre cher et feal Général commissaire Nicolas Zur Kinden de regarder icelles Informations Examens et Actes Et en briefve substance nous relater le contenu d'Icelles, Ce que Auiourd'huy a fait, Quoy tout bien entendu, aussy ce que les commis de Lausanne, Yverdun, Cossonay et Orbaz Auiourd'huy Nous ont proposé, Et sur ce avons ordonné et déclaré, Que les Bourgeois et habitants des dittes villes Lausanne, Cossonay, Orbaz et Yverdon, de tout ce qu'ils conduiront sur les marchés Et vendront es dittes villes, l'ung l'autre, Et en leurs propres maisons Employeront, Et en icelles villes demeureraz, Que de ce ils ne soyent tenus de payer péage, Ains de toutes autres marchandises qu'ils conduiront d'Estranger pays, comme de france, Bourgongnie, flandre, Italie et autres lieux, aussy des dittes villles, par Nostre seignorie de Cossonay, Lesquelles seront menées plus oultre et hors de dittes villes, que d'Icelles soient tenuz à nostre peageur de Cossonay, payer le péage accoustumé comme aultres marchandises, En ce nous reservant, Que si a ladvenir trouvions la sentence donnée sur le dict affaire et examen faissants a nostre proffit, ou aultres tiltres contrairians à icestes de pouvoir revocquer ce present outroy, Au tesmoing dequoy, Avons selées ces presentes de nostre seel pendant et a une chescune des dictes villes donné unes, Ce Jeudy Vingt deuxiesme jour du moys de Decembre, l'an de grace courrant mille cinq cents cinquante deux.

(Sceau de l'Etat.)

XXVIII.

CLAUSE PARTICULIÈRE DE LA CHARTE ACCORDÉE PAR LL. EE. DE
BERNE A LA VILLE DE COSSONAY A L'OCCASION DE LA TAILLE A
LAQUELLE LES ÉTATS DU PAYS AVAIENT CONSENTI.

A° 1570, 17 Août.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Observation. Le reste de la charte, précédant la clause ci-dessous rapportée, est entièrement semblable à celle que reçut alors la ville de Morges et qu'on lit dans le recueil intitulé : *Documents relatifs à l'histoire du pays de Vaud*, page 256, cotée n° 142. La seule différence se trouve dans l'orthographe, modernisée dans la charte imprimée.

Concernant la requeste à nous faicte de la part de nos chiers bien aymes subjects de nostre ville et Chastellainie de Cossonay, tendante aux fins que nostre bon plaisir fust les laisser quant à l'exercice, us, et pratique des subhastations, au contenu et à la forme de leur ancien privilège, et lettres de franchise à eulx concédées par feuë dame Johanne, dame de Cossonay en l'an 1414, et depuis ratiffiées par feurent de très heureuse mémoire le duc Amé de Savoye, en l'an 1461, et Jacques de Savoye Comte de Romont, en l'an 1468, Nous

avons a leur dicte requeste acquiescé et acquiescons, les laissant quant à ce à la forme de leurs dictes lettres et sceaulx, sans aulcune dérogation, avec touttefois telle déclaration et expresse reserve qu'ils ne se doibgent servir du dict privilege en faict de subhastations et levations de biens, qu'entre eulx mesmes, c'est Assavoir pour le regard des manants et habitants en et rière la dicte ville, Chastellainie et ressort du dict Cossonay seulement, et non envers aulcungs aultres n'estants ressortissables à la dicte Chastellanie lesquels laissons à la forme de nostre dict mandement général pour le faict des dictes subhastations esmané, sans les assujectir en ce cas à l'observation du privilège des dicts de Cossonay sus allégué, faict et passé en nostre grand Conseil sous nostre scel pendant, ce dix-septiesme jour du mois daoust l'an de grace courant mil cinq cents septante.

(Sceau de l'Etat.)

XXIX.

LA BARONNIE DE COSSONAY ET SON RESSORT NOMMENT DEUX MANDATAIRES POUR SOLLICITER DE LL. EE. DE BERNE LA RESTITUTION DES SOMMES PRÉCÉDEMMENT PAYÉES POUR LA CONTRIBUTION DE GUERRE.

A° 1572, 22 Février.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Au nom de Dieu ainsy soit Il sachent tous présens et advenir comme Il soit que aujourd'huy date soub escripte furent presens en leurs personnes Assavoir honneste Pierre Chevalley gouverneur de la ville de Cossonay Jaques Rosset gouverneur de la Chaulx Jaques Ducimistiere gouverneur de Senarclens Pierre Vullie de Grancier Claude Peyrola de Villart Luxurier Dominique DeVenoge gouverneur de Disy Pierre de Laiderey gouverneur de Penta Claude Diesdey gouverneur de Burgnens Guillaume Cristinet gouverneur de Sulens Pierre Costeran gouverneur de Penthalla Pierre Grussel de Bettens Jehan Bally de Bussens Claude Guere de Villart Ste Croix et Jaques Guerry de Vufflens la ville Tous lesquels du consentement des aultres prodhommes de la dicte baronnie et ressort de Cossonay a ce consentans et charge leur donnant Lesquels gouverneurs de leur bon gré et libérale volonté pour eulx leurs hoirs au

regime et gouvernement d'icelles communaultés ont faict créés constitués et ordonnés par ces presentes procureurs generaulx et spéciaulx en tant que l'un ne derroge a l'autre Assavoir discret Louys Berney bourgeois de Cossonay au nom et pour la part des borgeois manans et habitants de la dicte ville Et discret Jehan Maria au nom et pour la part de tous les prodhommes et ressortissans du dict Cossonay dessus nommes Et cest pour pouvoir par devant lexcellence de nos tres redoubtes seigneurs et princes comparoir et presenter requeste et supplication tendante a lesgard et fins et retirement des giettes et argent delivre par les susdicts constituans aux honnores seigneurs Philippe Kilchberger et Hanns Rodolf Manuel tous deux anciens ballifs de Morges lesquels sont estés par les dicts comuniers suyvant le commandement de nos dicts Princes delivrés pour la soude de la guerre la somme de Dix sept cens seze florins et dix sols lesquels sont demoures entre leurs mains sans ce que les dicts pouvres constituans sachent ou ils sont estés applique et au toutal du faict y procéder comme il verront estre de besaing et ainsin qu'il plaira a la grace de nos dicts princes en ordonner Promettans les dicts gouverneurs constituans avoir a gré tout ce que par les dicts constitués sera faict et passé et entierement approuvé Sans jamais y contrevenir ny aux contrevenans consentir en sorte ny maniere que ce soit Et leurs dicts procureurs en cas et faict de supportation de missions ou Interests les relever en tout et par tout Aussy les dicts procureurs constitués suyvre bien et suffisamment leur dicte charge comme leur faict propre Soubz la restitution de tous dommages Faict à Cossonay et à la

requeste des dicts gouverneurs soubz le scel de la dicte ville de Cossonay le 22 jour du moys de febvrier l'an 1572.

F. SEGUIN.

(Sceau de la ville de Cossonay.)

XXX.

IMPOSITION LEVÉE DANS LA BARONNIE DE COSSONAY A L'OCCASION
DE LA RESTAURATION D'UNE DES TOURS DE LA VILLE.

A° 1574.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Je françois Charrière Chastellain de Cossonay au nom et pour la part de mes très redoutés seigneurs et souverains princes de Berne, fais savoir à tous, comme il soit que par le vouloir de Dieu les ougives de la tour de la ville de Cossonay size vers l'hospital du dit lieu seroient demollies par l'impétuosité des eaux survenues dempuis deux ans en ça, entant qu'icelle tour estant en grand danger de tomber en ruyne si en brieff temps il n'y estoit rémedié, Pour quoy faire et d'aautant que les nobles et bourgeois de Cossonay et les habitants et manants dans la baronnie ressort et chastellanie du dit lieu de toute ancienneté et mesmes par les franchises concédées tant aux dicts nobles et bourgeois que ressort du dict Cos-

sonay sont tenus et doibvent ensemblement entre aultres fortiffier la dicte ville et poier gistes, aussi contribuer en la dicte fortification au plus ample designé aux dictes franchises et aultres drois et procès sur ce ventillés auxquels l'on aye recours. J'aye faict evocquer par mes officiers du dict Cossonay tous les gouverneurs des vilages ressortissans au dict Cossonay leur declairant la dicte ruyne et l'urgente nécessité qui estoit a faire aux dictes ougives. Les exhortant de ensemblement Icelles faire reffaire Et puis après faire giete pour le poiement de ce que requis seroit en dicte tour afin d'obvier a plus grand inconvenient Leur declairant mes dicts seigneurs en estre advertys et le m'avoir commandé. A quoy les dicts nobles et bourgeois de Cossonay aussi ceux d'Alens, Disy et Bussens comme hobeissants auroient consenty avec oufferte de poier leur part et rate de toutes choses requises et necessaires à fayre Et quant aux autres villages comme la Chaulx, Senarclens, Penthaz, Penthale, Burgnens, Sulens et Bectens se seroient renduz difficilles à ce faire Entant que procès s'en seroit ensuivy par devant mon tres honoré seigneur Mons^r. le ballifs de Morges, Lequel par sa sentence auroyt les dicts des sept villages sus prochainement nommés condampné à la dicte contribution Et concequemment mes tres redoubtes seigneurs et princes de Berne auroyent la dicte sentence ballivale confirmé et approuvé En condampnant les dicts reffusants aux despends comme tout ce se pourra conster par les dictes sentences auxquelles l'on aye rélation. Or est-il ainsy que en exécution d'icelles sentences Et du bon vouloir de mes dicts seigneurs j'ay derecheff faict invocquer les gouverneurs des

dicts villages que seront cy après nommés aux fins de poier et satisfaire leur part et rate du giete que estoit à fayre pour la reparation et refaction des dictes ougives Lesquels gouverneurs notamment pour la part de ceux de Cossonay honorable Jehan Petro, Domminicque De Venoge gouverneur de Disy, Claude et Jaques Rosset gouverneurs de la Chaux, Pierre Babelley et Pierre Faure gouverneurs de Senarclens, Jaq. Belland et Martin Borjaux gouverneurs de Penthale, Pierre Bastian et Jean Ansermier gouverneurs de Pentha, Mermet Balliff gouverneur de Bussens, Pierre Ramuz et franç. Gachet gouverneurs de Sulens Jehan Clavel gouverneur de Burgnens, Wlliesme du Pra et Nicolas Vuilliami gouverneurs de Bectens, Pierre Vuilliez au nom de ceux de Grancier ressortissants de Cossonay. Comparissants aux noms des communes susnommées Auroient donné charge a moy dict Chastellain de furnir et delivrer toutes choses requises pour la reparation de la dicte tour Ce que à leur requeste aurois faict et employé grandes sommes de deniers pour la dicte réparation faire comme il est contenu en mes livrances et comptes sur ce aux dictes communes rendus, Pour le poiement de quoy les dicts gouverneurs ont consenty et voulu que giete soit faict en toute la dite baronnie ressort et chastellanie du dict Cossonay, par focage aux fins que tous les deniers par moy livrés me fussent restitués et rendus, Desquelles livrances par moy faictes estant faicte par les seigneurs Conseillers du dict lieu et Esleus des dictes communes ample liquidation et vérification le dict giete a esté faict par focage suyvant quel giete ung chescung focage de la dicte baronie a esté cotizé à six florins ung

sol six deniers Dont il en compete a ung chacun village
comme cy-après est declairé

Premierement a Cossonay, Alens et les Moulins pour
tous les focages des dicts lieux 388 florins 7 sols et
6 deniers.

A Disy pour six focages 36 fl. 9 s.

A la Chaux et Itens pour vingt-trois focages 140 fl.
10 s. 6 d.

A Senarclens pour dix-neuf focages 96 fl. 4. s. 6 d.

A Grancier pour trois 18 fl. 4 s. 6 d.

A Penthale pour vingt deux 134 fl. 9 s.

A Penthaz pour vingt cinq 153 fl. 1 s.

A Burgnens pour dix huict 115 fl. 3 s.

A Sulens pour vingt sept 165 fl. 4 s. 6 d.

A Bussens pour quatre 24 fl. 6 s.

A Bectens pour douze 73 fl. 6 s.

Prevondavaux pour un 6 fl. 1 s. 6 d.

Moulin du Veyron pour un — de même.

Vallesard pour un — de même.

Michel Garbin de Crosaz, pour un — de même.

Villars Luxurier pour deux 12 fl. 3 s.

Vuflens la ville est restée jusques a but de cause.

Villars Sainte Croix n'est mis au calcul causant
leur grande pauvreté mesmes pour estre leurs
maisons bruslées auxquelles ils faisoient resi-
dence

Faict le dict giete et calcul l'an 1574

Du commandement du dict seigneur Chastellain et
des dicts gouverneurs

LOYS BERNEY

not^e. et secrét. du Conseil.

XXXI.

LL. EE. DE BERNE INVITENT LA VILLE DE COSSONAY A
AUGMENTER LA PENSION DE SES MINISTRES.

A° 1583, 21 Mars.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

L'advoyer et conseil de la ville de Berne Aulx nobles, honorables et discret Chastellain et bourgeois de Cossonay salut. Nous ayant l'evidente necessité de la pluspart des ministres dépendans nuement de nous occasionné d'augmenter leurs annuelles pensions Avons incontinent après entendu de rechief les plaintes de ceulx qui ont et receoivent leur pension des Seigneurs Banderets, ayants la collature de leurs Eglises, avec remonstrance, qu'ils ne sont moins necessiteulx ny exempts de peyne et laboeur, que ceulx auxquels avons faict dicte augmentation Mais nous estant pour lors et encores de present Incommodé pour aultres affaires urgentes qu'avons sur bras a leur pourveoir avons remis le remede de telz plainctifs, Jusques après Pasques prochaines, en confiance qu'aurez mesme commeseration de ceulx qui sont en vostre charge et ne ferez difficulté d'accroistre de quelque chose leurs pensions, comme de nostre costé serons enclains ou la necessité

le requerra, et trouverons expedient d'adjouxter aussy du nostre, Parquoy Vous mandons, que pour traicter de cest affaire et entendre nostre bon advis vous ayez a envoyer commis en ceste nostre ville sur lundy XXII^e d'Apuril prochainement venant, En quoy ferez vostre devoir et à nous service, De Berne ce XXI^e de mars l'an 1583.

Aux nobles, honorables et discrets nos chers et feaulx Chastellain et bourgeois de Cossonay.

XXXII.

LL. EE. DE BERNE ORDONNENT QUE LA BARONNIE DE COSSONAY
DEMEURERA AU BÉNÉFICE DE SES FRANCHISES A L'ÉGARD DE
L'EXACTION ET DU RECOUVREMENT DES BANS.

A° 1584, 13 Juin.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nous l'Advoyer et conseil de la ville de Berne sca-
voir faisons par ces presentes. Que nous ayant esté
remonstré par les deputez de noz chers et féaulx sub-
jectz de la Baronnie et ressort de Cossonay, Interrest,
et contravention a leurs anciennes libertez et franchises,
en ce que les bamps, et offenses sexigent et recouvrent
sur la simple protestation que nostre Chastelain ou Offi-
ciers font en nostre nom sur la clame d'offence faicte

par parolle ou œuvre en la personne ou biens de quelcung, sans attendre la congnoissance des Jurés de la Justice, lequel d'entre les partyes a faict la faulte, et doibt d'Icelle estre chastié, Et qu'ayants faict enqueste, et par Icelle entendu en quelle sorte et maniere les dicts bamps et emendations pecuniaires se sont cy devant recouvrées en la dicte Baronnie, Nous avons sur ce ordonné et ordonnons par les présentes, que la teneur des susdictes franchises et libertez, touchant l'exaction et recouvrement des dicts bamps, doibve demeurer en son entier, et que noz chastellains ou officiers, n'ayent cy après à demander le payement du bamp, que premièrement n'aye esté Judicyallement, ou appres la clame ou plainte arbitrayrement (*par arbitres*) congneu, qui aye faict la faulte, Tottesfoys avecq telle declaratyon, que dedans troys moys prochainement sécutifs la clame de l'acteur et proteste de noz droictz, pour le bamp, soyt Judicyallement ou arbitrayement congneu, qui est coupable de la faulte, et ce revelé à nostre dict chastelain, pour puis après recouvrer le bamp de celluy qui l'aura merité, Car en deffault de cecy et prolongation de la congnoissance, qui doibt payer le bamp, et amender l'offense, nostre chastelain pourra et debvra s'adresser à l'acteur, ou celluy qui aura faict la clame pour le bamp, sans attendre aultre congnoissance, Sinon que la poursuyte de la cause aye esté continuée et remye par nécessité seigneuryalle, ou corporelle de l'une ou de l'autre des partyes, ou aultres peremptoires et Inévitables accidens, que nostre dict chastelain et ses assistans trouveront apparens, En foy de quoy, et pour corroboration des presentes, Nous avons faict ap-

pendre nostre seel commung samedy treziesme de Juing,
an de grace courant mil cinq centz quatre vingtz et
quatre.

(Sceau de l'Etat.)

XXXII.

UN MÉDECIN DE LAUSANNE ET LE BARBIER DE LA SARRAZ
ATTESTENT QU'AMEY DU MONTHIOUX, DE CUARNENS, EST
ATTEINT DE LÈPRE, ET CE LÉPREUX EST ADMIS ET IN-
STALLÉ DANS LA MALADRERIE DE COSSONAY.

A. 1589, pénult. d'Oct., et 1590, 13 Janv.

(Archives de Cossonay, regist. du Conseil. — Collationné à l'original.)

Nous soubsignez medecins et cyrugien attestons comme
ce penultiesme doctobre l'an mil cinq cents octante
neufz par lordonnance degrege Isaac Grenery chastel-
lain honneste Pierre Vulliet Lieutenant en la Justice de
Cournens et de Guillaume Piguet et Jean Chappuis
gouverneurs du dit lieu Avons visité ung certain nommé
Amey du monthioux du dict Cournens Et l'ayant dilli-
gement et dhuement selon l'art examiné, touché,
manié avecq meure déliberation lavons trouvé et jugé
estre attainct et infecté de la maladie de lespre ou la-

drerie, En tesmoignage de quoy nous sommes ici soub-signés . faict à Cuarnens l'an et jour que dessus.

A. MARREL

D. M.

M^{re} JEHAN DE CHASTONEX.

Suivant laquelle attestation a esté commandé aux dicts gouverneurs de Cournens par honnor. Jehan Petroz Lieutenant de Cossonay de fournir le dict Amey du Monthioulx des meubles et choses suyvantes affin de le presenter pour le recepvoir selon la coustume en ce faict usitée en la maladiere du dict Cossonay A quoy ils ont promis satisfaire et a tel commandement obtemperer Et premierement dung chapeau dung manteau des gands des traclettes des soulliers dune coultre dung coussin de plumes dung bon couvertoux de quatre lincueulx voyre davantage sil est possible dung pot a cuyre dune pelle pendante dune casse descoilles (*d'écuelles*) et aultres utencilles requis , et a luy mettres le tout touttefoys au regard et discretion des cy appres nommés commis pour telle reception par les honnorez S^{rs} du conseil du dict Cossonay charge ayant du reste de la congregation de la dicte maladiere Item dune arche ferrée fermante a la clefz. Item en oultre icelluy du Monthioulx nourry six sepmaines durant en la dite maladiere a debvoir prendre dempuis le jour de son entrée en advant sans ce qu'il alle aulcunement mendiant durant les dictes six sepmaines Le tout aux frais et despends de la dicte communaulté du dict Cournens. Pour aquoy sa-

tisfaire se sont présentés par devant le dit S^r Lieutenant Assisté de noble Georges françois Charrière banderet , Christ^e. Goffon, Conseillier franç. Delaidessoz honnestes Martin beltemps et Gaspard Delaidessoz officiers au dict Cossonay, charge ayant de Messieurs du Conseil du dict Cossonay, Assavoir honnestes Guill^e. Piguet et Jean Chappuis comme gouverneurs du dict Cournens accompagnes deg^e. Jacob Grenery Michel Vulliet Abraham Gargaz Anthoine Gaultier Jean Berrot Discret hélie Des Moulles , charge ayants du reste de la dicte communauté du dict Cournens Exposants comme il auroit pleu a Dieu affliger de maladie de lespre Amey du Monthioulx leur prochain Et daultant que le dict Cournens est de la presente congregation de dicte maladiere Supplient qu'il plaise aus dicts seigneurs délégués de vouloir recepvoir le dict du Monthioulx en dite maladiere Eulx ouffrants de satisfaire a tout ce que dessus et a tout ce aquoy ils sont tenus Avecq honorables excuses Et ce pour navoir proceder en lespreuve du dict du Monthioulx ainsy qu'avoit esté accoustumé faire.

Veu quelle presentation requête et ouffre faicts Le dict Lieutenant en la qualité que dessus Avecq les susdicts commis ont accepté et en la main du secretaire du dict Cossonay receue leur promesse mesmes de payer les frais occasion de la dicte reception du dict du Monthioulx en le consolant de prendre à la bonne part de ce qu'il a pleu a Dieu laffliger de la dicte maladie.

Soubs telles protextes que lespreuve par les dicts de Cournens faicte en la personne du dict du Monthioulx ne puisse prejudicier à aulcungs drois tant du dict Cossonay que de la presente congregation A quelles pro-

textes les dicts de Cournens nont aucunement contredicts Ains librement ont consenty et autroyer les presentes aus dicts commis Le tout es presences (*présents*) jour et an que souscripts

Pluis après a esté par le dict secretaire leu et declairé au dict du Monthioulx les articles soubz escripts lequel a presté et faict serment estant a luy defferé par le dict s^r Lieutenant.

Scavoir destre bon fidelle et loyal subject à nos souverains s^{rs} et princes de Berne pourchasser de tout son pouvoir leur proffict et éviter leur domaige et de vivre selon leur saincte religion reformée

Item de ne sortir de la dicte maladière que six semaines ne soyent expirées pendant quel temps il ne mandiera point ains vivra de ce que les dicts gouverneurs du dict Cournens le fourniront honnestement comme ils ont promis et juré.

Item de navoir jamais copulation ny compagnie charnelle de femmes ny fillies pendant le tems qu'il sera contaminé de dicte maladie et qu'il demeurera et sera en dicte maladière.

Item de se abstenir et absenter de toutes assemblées et compagnies des saniots et non maculés de dicte maladie.

Item de ne boyre es fontaines ny bournels synon avecq son gobellet escoille ou coppe Aussy naller deschaus par les chemins et passant es passieux quil ait tousjours ses gands es mains Et rencontrant par chemin des gens se fourvoyer et faire place aux passans.

Item de ne manger ny user des viandes qui causent et augmentent la lespre et icelle entretiennent comme

chair de porciaulx chair salée poisson et autres telles semblables viandes

Lequel du monthioulx suyvant le dict serment a luy comme sus est dict defféré a promis et juré le contenu des dicts articles observer sans a iceulx contrevenir Duquel serment en ont estes avecq daultres choses susproposées auctroyées lettres testimonialles En vertu dequoy le dict Lieutenant a mis en possession le dict du monthioulx de la seconde chambre endevers lorient de la dicte maladière avecq puissance de pouvoir jouyr gaudir et user des franchises libertés et biens de la dicte maladière selon sa part et rate faict et passé auprès de la dicte maladière sus le lieu mesme le 13^e jour du moys de Janvier mil cinq cents nonante es presences d'Eg^e. Jean Maria Chastellain de la Chaux Abel Guex Eg^e. helie David not^e. des Chavannes sus le Veyron Collet David Pierre David et Michel Aguet des dicts Chavannes avecq plusieurs aultres tesmoins à ce requis.

Du dict instant les susdicts gouverneurs de Cournens ont par ladvis des susnommés du dict Cournens promis et par cestes promettent de fournir le dict du monthioulx d'une aultre coultre coussin et couvertoux que ceulx que ont estéés présentés quels ne sont recepvables Item d'un pot a cuyre dune pelle pendante et de toutes aultres choses a luy dict du monthioulx necessaires et requises Le tout debvoir accomplir avecq aussy payement des despends des s^{rs} commis du dict Cossonay deans dix jours prochains a poyne de tous damps. Dat. ut supra.

XXXIII.

LE BAILLIF DE MORGES ORDONNE AU CHATELAIN DE COSSONAY
D'OBSERVER LES FRANCHISES DE LA BARONNIE A L'ÉGARD
DE LA VENTE DES GAGES MEUBLES.

A° 1590, 20 Juin.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Petter Risauld Ballifs de Morges Au Chastellain de
Cossonay salut !

De la part des nobles , bourgeois et habitants de la
ville et baronnie de Cossonay nous ont esté exhibées
les franchises et libertés a leurs prédecesseurs concedées
par les jadis barons du dit Cossonay et par après tant
par les illustres ducs de Savoye , que suivamment par
nos très redoubtés seigneurs et superieurs confirmées ,
se complaignants que jaçoit par icelles soit porté et ex-
pressement déclairé les gages meubles A l'instance des
seigneurs levez de gage tant pour leurs censes et revenus
que aultrement debvoir estre gardez par sept jours
avant qu'ils puyssent estre vendus ce neantmoins vous,
pour l'exaction des censes et revenus de nos dicts sei-
gneurs avez dès quelques jours mis en pratique de faire
vendre les biens meubles contre aulcungs d'iceux bour-
geois et habitants prins et levés , et ce du mesme jour

et instant qu'iceulx ont esté levés , qu'est desroger aux predictes franchises et libertés , dont recourants par devers nous iceux exposans nous ont requis les maintenir à forme d'icelles , Et sur ce leur pourveoir de remède convenable , Quelle requeste trouvant à raison consonante , aultre ne nous apparoissant , Vous mandons et commandons que à forme et au contenu des prédites franchises Ayez à Vous conformer et régler sans aucune innovation , surquoy Vous scachez conduire. Dat. au dit Morges sous notre cachet et signature de notre secretaire Ce 20^e de Juin l'an 1590

J^a. BARRAL.

(Sceau du baillif.)

XXXIV.

GEORGES-FRANÇOIS ET FRANÇOIS CHARRIÈRE , SEIGNEURS DE
MEX ET SENARCLENS, DONZELS, AMODIENT POUR UNE ANNÉE
L'OHMGELD DE LA VILLE ET DE LA BARONNIE DE COSSONAY.

A° 1598, 24 Septembre.

(Archives de Cossonay, regist. du conseil. — Collationné à l'original.)

Nobles et Vertueux George françois et François Charrière , frères, donzel de Cossonay, seigneurs de Mex et Senarclens, sachants pour eulx principaux et fiances l'ung pour l'aultre seul et pour le tout Confessent tenir

en admodiation et au nom d'admodiation pour une année commenceant au jour datte d'icestes et à tel jour debvant finir et non plus oultre d'honor. Anthoine Favey bourgeois et comme gouverneur de la ville du dict Cossonay et en ce nom et au régime d'icelle ville présent et acceptant Assavoir le lenguel du vin accoustumé percepvoir et lever en toute la ville et baronnie du dict Cossonay du vin que sy vendra durant la presente admodiation Avecq les privillèges franchises et aultres commodités en deppendantes et jouxte la liberté des franchises du dict Cossonay et comme de tout temps a esté usité et accoustumé Et a este passée la presente admodiation sous la firme de Mille dix florins de prix principal Ensemble septante florins de vins reservez à Messieurs du Conseil et aultres vins à boyre à la discretion d'iceulx seigneurs Et a este passée la presente admodiation oultre ce que dessus sous la reserve et condition telle que les dits seigneurs admodiataires ne pourront avancer auleungs actes ny fait d'ovaille Sy non qu'il est conditionné que au cas qu'il pleust à Dieu affligier la ville et villages de peste la presente admodiation en telle sorte que les hostes y vendants (*vin*) feussent contraints quicter de vendre ou que la Justice ny fust administrée en telle manière qu'il fallust quicter le lieu Et au fait de guerre que le pays fust par l'ennemy saisy et esvayr Ce qu'il n'advienne Que alhors et le dict cas advenant le dict cas d'ovaille sera advenu et non aultres pour les dictes admodiataires Car ainsy a esté arresté et conclud entre les parties et par ladvis et consentement des dictes seigneurs conseilliers sous nommés Payable la diete firme par quartemps et

les vins promptement Devestants etc. Promettants etc. Renonceants etc. faict à Cossonay soubs les petites asles presents Mons^r. le Chastellain, le Lieut. Petro, Christ. Goffon, Eg^e Loys Berney, Michel Favey, Mermet Guex, Franç^s Delaidessoz, George franç^s Paindavoine, Jaques Goffon et aultres seigneurs conseillers et borgeois tesmoins. le 24^e sept. 1598 *.

XXXV.

LL. EE. DE BERNE ORDONNENT AU BAILLIF DE MORGES DE NE PAS EXIGER DES SUJETS DE LA BARONNIE DE COSSONAY, POUR LA GARDE DU CHATEAU DE MORGES, DAVANTAGE QUE DES AUTRES SUJETS DU BAILLIAGE, ETC. ETC.

A° 1613, 26 Janvier.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

L'advoyer et conseil de Berne, nostre sallutation premyse Bien aimé Ballif, ce dont les nostres de Cossonay nous ont faict lamentation et se tiennent pour gravez concernant trois poinets Tu auras plus amplement à entendre par leur supplication icy enclose, Or attochant ce qu'ils pretendent n'estre pas tenus de par cy appres

* Les registres du conseil étaient alors tenus par le notaire Nicolas Prenleloup, secrétaire du conseil.

(ainsy que jusques à present a esté faict) de pourvoir à la garde de nostre chasteau de Morges Comme des autres reguerends estre exemptez d'icelle, Nous aviserons de faire recercher sus noz droictz ce enquoy ils peuvent estre pour ce regard tenus et obligez, Puis t'en avertirons, Cependant nous te commandons de ne leur repéter plus outre et d'avantage Pour la garde que es autres sujets de ton balliage, Singulierement de t'en abstenir en temps non nécessaire : En apprés en ce qu'ils desirerent restitution des fraicts par eux employez pour le gage de neuf soldats en la garnison de Genève, Nous nous sommes ressouvenus d'avoir envoyée une certaine somme au Ballif Tscharner avec commandement de rembourser aux communautés du dit balliage de Morges les fraicts par eux supportez pour telle garnison, ce que nous avons espéré avoir esté effectué envers Iceux de Cossonay, Que si cela n'a esté faict, nous y adviserons et donnerons bon ordre, Et quant au troizesme concernant le compte (de leur contribution pour la guerre) lequel tu leur demandes, Et auquel ils veulent faire entrer les fraicts de leurs esleus qui ont esté en garnison à Coppet, Veu que Iceux y ont esté mandez par nostre commandement, Il est aussy raisonnable que telle despense leur soit allouée au dict compte, Mais concernant ce qu'ils pretendent leur estre tiré en ligne de compte et allouez les despends faicts à la garde du chasteau, envers les autres nos sujets, Affin de s'en recompenser, Nous ne scavons pour ce coup en ce leur agréer et beaucoup moins accorder que cela leur soit admis en compte, veu que nous considérons qu'ils n'ont faict autre que leur devoir, Toutesfois nous heussions bien

voullu Qu'ils n'y eussent faict si grande despense , Ains plus petite Par le moyen d'une alternative et de la viande et vivres qu'ils heussent peu apporter avec eux , Dont aussy tu les advertiras de cela reparer à l'advenir , De quelle nostre resolution Nous t'avons voullu a cest effect advertir A ce que sellon Icelle tu te saches envers eux conduyre , Donné ce vingts sixiesme de Janvier Mille six cents et treze.

Superscription , A Noble et Puissant nostre cher et feal bourgeois Samuel d'Erlach Ballif a Morges.

Donné pour copie du propre original du sceaul de LL. EE. scellé, Et expédié aux dicts de Cossonay , par commandement de mon dict s^r. Ballif.

J. BARRAL.

XXXVI.

PRONONCIATION ENTRE LES NOBLES ET BOURGEOIS DE
COSSONAY ET LES SIX « ESLEUS. »

A° 1619, 13 Mai.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nous Imbert de Diesbach Gentilhomme Bourgeois de la ville et Canthon de Berne , Conseigneur et Baron de la Motte Champvens , Seigneur de saint-Christophle et Ballif de Morges , au nom et pour la part de nos très

redoutez souverains seigneurs superieurs du dit Berne
 Seavoir fesos à Tous qu'il appartiendra, Comme ainsy
 soit que differend se soit mheu et suscitté, Entre les
 seigneurs Chastellain, Nobles et Bourgeois Banderet et
 Conseillers de la ville de Cossonay d'une part, Et les
 noble et honorables Samuel d'Aulbonne Conseigneur de
 Dizy, françois Deleidesoz Calept de la Sarra, Jean
 Pappaz, Abraham Portier et françois Rinaud aussy
 bourgeois du dict Cossonay appellés les six esleus d'au-
 tre part Sur ce et à l'occasion qu'ayant esté émané
 mandement au dit seigneur chastellain de Cossonay de
 la part de N. et Généreux Samuel d'Aulbonne nostre
 lieutenant ballival A ce que promptement Il eust à pour-
 voir à la contribution de guerre et la mettre en bon
 estat suyvant l'intention et commandement que nostre
 dict seigneur lieutenant en avoit receu de la part de
 nos dicts souverains seigneurs, En effectuation duquel
 mandement se seroyent assemblés les dicts seigneurs
 Chastellain, Banderet et Conseillers du dict Cossonay
 avecq les dicts six esleus, Et arresté que la dicte contri-
 bution se payeroit la moytié du revenu commung de la
 dicte ville Et l'autre moytié par le moyen de la giste
 par eulx ordonnée à rate des facultés d'ung chescung
 contribuant Ce qu'auroit esté resolu en présence et du
 consentement des dicts six esleus, Ce néantmoins en
 après leur ayant la dicte giste esté repetée, une partie
 d'Iceux en auroyent refusé le payement, Et se seroyent
 avec d'autres particulièrement assemblés dans la maison
 de ville, contre le sceu et conscentement des dicts sei-
 gneurs du conseil et au prejudice de la reigle et liberté
 d'Iceux, conféré et monopolé, mesmes procuré l'assem-

blée du général des bourgeois du dict Cossonay sans avoir voulu déclarer aux dicts seigneurs du conseil la nécessité et cause de leur dicte assemblée que fayre ne pouvoient sans leur expès conscentement et cause urgente , Pour lesquelles raisons se seroit ensuivy , Que les dits seigneurs conseillers (par l'advis de quelques autres bourgeois) auroient desmis et esconduits les dicts six esleus de leurs charges et offices , En ayans establis d'autres en leurs places , Dequoy se trouvant les dicts Esleus offensés seroyent recourus à Nous pour estre pourvus , Inferants n'avoir rien faict mal à propos , Que sy bien ils se sont assemblés , Ce n'a esté pour prejudicier aux droicts de la ville ny des dicts seigneurs conseillers , Ains pour leur représenter plusieurs ereurs et les supplier estre pourveu au faict de la police , Ayants à ces fins redigé par escript leurs Intentions , d'ailleurs sostenoyent les dicts seigneurs conseillers ne les avoir peu ny dheu esconduyre de leurs dictes charges , sans le consentement du général des bourgeois , outre plusieurs raisons à nous le dict ballif de part et d'autre prolixement représentées , Mais considéré par nous le mérite du présent faict , Aurions trouvé convenable de terminer toutes leurs dictes difficultés par une voye amiable plustot que par la rigueur du droict , Et à ces fins nous estans en deux divers voyages transportés au dict Cossonay avecq une partie de nos Assesseurs Illec ouy et amplement entendu toutes les dictes parties en leurs raisons , allégations et deffences , Avons dict , ordonné et prononcé comme s'ensuyt , Premièrement que tous differends , propos piquants, injurieux tant par escript, verbalement , informations que autrement (s'Il y en a)

sont assoupis et declarés nuls tout ainsy que sy jamais n'avoyent jamais esté propherés , escripts ny mis en avant , Et en lieu de ce bonne paix , amitié et dillection devoir estre restablie entre toutes les dictes parties Tout ainsy qu'auparavant les presentes difficultés estoit entr'Elles , Item Quant au principal qui concerne l'esconduite des dicts six esleus de leurs dictes charges , d'autant Il nous a apparu Iceux avoir esté présents et conscentans lors et quand Il fut ordonné du faict de la dicte contribution Partant n'avoir peu ny dheu contrevenir a la dicte ordonnance , Moins avoir heu sujet raisonnable , de s'assembler particulièrement et refuser le payement de dicte contribution au prejudice de dicte ordonnance Avons à ces causes Prononcé , que l'ordonnance par les dicts seigneurs Conseillers et Bourgeois A l'encontre des dicts six esleus rendue pour l'esconduyte de leurs dictes charges et offices, restera stable et valide, la confirmant de plus fort par telle reserve néantmoins qu'elle ne pourra prejudicier ny altérer l'honneur et bonne fame d'iceux six esleus Ains en desmeureront pourveux comme auparavant leurs dictes difficultés , Restant touttefois au choix et volonté des dicts seigneurs Conseillers et general des dicts bourgeois de les restablir en leurs dictes charges sy bon leur semble , Sera aussy loisible au diet noble d'Aulbonne de soir et assister en Justice en qualité de Juré comme il a faict auparavant , suspendant neantmoins pour conciderables raisons l'office du diet Deleidessoz d'Assistant en dicte Justice jusques a autre nostre declaration , Finalement Quant aux despends de part et d'autre soustenus durant les dictes difficultés , Avons iceux pour bien de paix et

bon respect Compensez , sauf au regard de nos salaires et vacations et de nos dicts Assesseurs desquels les dicts six esleus restent chargés et tenus en leurs particuliers , LAQUELLE nostre présente ordonnance ayant esté aux dictes parties leue et rapportée, comparants honorable et prudent Pierre Buttet Chastellain , Et les Nobles , prudents et honorables George françois Charrière seigneur de Mex , Banderet , Robert DuGard seigneur de la Chaulx , David Brun secrétayre , George Blaudet et François Monney et plusieurs autres conseillers du dict Cossonay et les susnommés six esleus , Icelles l'ont volontayrement acceptée , approuvée et ratiffiée , Avecq humbles remerciations et promesses par les dictes parties à Nous faictes de à Icelle non contrevenir , A peyne de tous damps , Que fut faicte et passée Au prioré du dict Cossonay le treizieme jour du moys de May , l'an de grace courant mille six cents dix neuf , en presence d'Eg^e. Aaron Varracat , bourgeois du dict Morges nostre Assesseur Juré , Martin Beltemps officier du dict Cossonay Pierre Meschein et plusieurs autres tesmoins , En foy de quoy les presentes sont munies de nostre seel et signature de nostre secrétaire Ballival.

Par commandement de mon dict très honoré seigneur le Ballif , Ce present double est expédié en faveur des dicts nobles et Bourgeois de Cossonay.

JEAN REGIS.

XXXVII.

RAPPORT ADRESSÉ PAR LA VÉNÉRABLE CLASSE DE MORGES A
LL. EE. DE BERNE, SUR L'OPPORTUNITÉ D'ÉTABLIR UN
PASTEUR A LA CHAUX ET SENARCLENS, ETC.

A° 1625, 9 Juin.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Magnifiques Puissantz et souverains seigneurs. Il y a long temps que vos humbles subjectz de la Chaux j tens et Senarclens Ont prie La Classe de morges de les ayder de leurs lettres pour representer a vos excellences combien il leur est necessaire d'auoir vng pasteur. qui soit obligé de les enseigner dans les temples de leurs villages. mais en nostre derniere assemblee de may a Rolle Ils nous ont pressé plus que Jamais auparavant. faisant voir a nostre compagnie des lettres de vos excellences dattees du 13 d'April l'an 1624 Par lesquelles vous commandez que le doyen et anciens de nostre Classe ayent a exhorter les dictes communes a s'eslargir de tout leur pouuoir pour foncez a la pension du dict Pasteur et aduiser. quel seroit le plus expedient destablir ou vng diacre a Cossonay ou vng pasteur en chef au dict la Chaux et senarclens. Cest pourquoy nostre compa-

gnie desirant obtemperer a vos commandementz et Contribuer aux saintz desirs des dictes communes nous a deputes pour venir sur les lieux avecq charge de mettre en effect vos dicts commandementz et vous rescrire fidellement tout ce qu'aurions trouvé Nous attestons d'onceques en parolle de verite Qu'estantz venus aujourdhuy Audiet la Chaux (le peuple estant assemblé pour faire prieres a Dieu en leur temple, Nous y avons veu si grande assemblee que le dict temple estoit entierement remply (Quoy qu'assez grand) Et toutesfois Les anciens du dict lieu nous ont tesmoigné qu'il y auoit plusieurs absentz a cause du labourage, Quant a ceux de senarcens. on nous tesmoigne qu'ilz sont en nombre plus que de Cent personnes, Tant les vns que les autres. nous ont tesmoigné dvng vray zele qu'ilz desirent affectueusement qu'il plaise a vos dictes excellences. leur ordonner et donner vng pasteur qui soit obligé de les venir instruire sur le lieu. Aussi attestons nous quil y a vng long et fascheux chemin depuis les dicts lieux a Cossonay, ou jusques a present. ilz ont accoustumé d'Aller. pour vacquer au seruice divin, Particulierement auons Remarqué que la chaux est distante de Cossonay d'environ vne heure et le chemin d'autant plus fascheux, qu'il faut trauerser l'eau du veyron, laquelle bien souvent deuient si haute, quon ne la peut passer qu'auetzq dangier, Tesmoing que quelques vns si sont noyez voulant passer oultre*. Ce qui a cause et qui cause quon

* Sans doute qu'il n'y avait pas alors de pont sur le Veyron, entre la Chaux et Itens.

est contrainct a diuerses fois a retarder le baptesme. de plusieurs enfantz. Voire plusieurs anciens. et jnfirmes sont privez de pouuoir participer. au saint sacrement de la Cene. Or est il vray que le pasteur de lesglise de Cossonay y est venu quelques. fois le jeudj pour y faire ou prieres ou cathechismes ou predications. mais sans y estre obligé par le deu de sa charge, Aussi tant s'en faut qu'il puisse faire quelque chose de plus que ce a quoy, il est tenu Assauoir deux predications et vng catechisme le dimanche A Cossonay, deux autres sermons sur sepmaine et les prieres le Reste de la sepmaine, Que au contraire, il est plus que necessaire qu'il soit soulagé dyng diacre Comme a diuerses fois, il a Remonstré en Classe, Soit pour les sermons et prieres publiques soit pour les visites auxquelles il est obligé tant en la ville qu'en six villages* qui en dependent, Pour l'entretien du dict Pasteur ou diacre Les dictz de la chaux et Senarc lens presentent selon leurs petitz moyens Deux Centz florins de pension Annuelle, Suppliantz vos Excellences de fournir au surplus. selon vostre piete et charite accoustumee mais en suyte de la Charge a nous donnee nous representons a vos dictes excellences L'Aduis suyuant Icelles humblement Suppliantz le vouloir agreer. En vostre ville de Cossonay Il y a vng maistre. qui a charge de l'instruction de 20 ou 25 enfantz tout au plus Lequel jouyt neantmoins d'une honneste pension Assauoir dyng muidz de froment mesure de morges et Cinquante florins que vos excellences donnent, et

* Alens, Senarc lens, Itens, la Chaux, Disy et Lussery.

d'vng autre muidz de froment a la mesme mesure. et
 vingt florins d'argent. que la ville de Cossonay donne
 des revenus des biens desglise quelle tient de vos dictes
 excellences. Quand doncques il plairoit a vos dictes
 excellences d'ordonner que la pension desia establee.
 pour le dict maistre deschole Jointe Auecq les dicts
 deux Cents florins, fust affectee pour l'entretien d'ung
 ministre. de la parolle de dieu pour prescher Aux dicts
 de la chaux et senarclens a tel jour et heure qu'ordon-
 nerez et qui fust Diacre et regent de Cossonay pour en-
 seigner la Jeunesse du dict lieu, Et aussi soulagé le mi-
 nistre en cas de besoing Par ce moyen vos subjectz
 seroyent mieux Instruictz et édifiez a la gloire de Dieu
 et a vostre contentement. Sans que les nobles et bour-
 geois de cossonay en recoyuent aucune Incommodité
 que leurs enfantz pourront mieux estre Instruictz par
 vng homme d'autorité et de scauoir et comme sera vn
 diacre, que par vng autre Jgnorant quvne popolasse
 aura choisi a sa volonté et plaisir, Comme Cela arriue
 le plus souuent. Et neantmoins vos Excellences ne se-
 ront chargees d'aucune nouuelle pension Si ce nest que
 liberallement, Il vous plaise y adjouster. quelque chose
 de plus. Dont vous en supplions tres affectueusement
 Afin que la pension en soit plus commode et que celuy
 qui en jouira soit tant plus obligé a fidellement s'acquitter
 de son debuoir a lhonneur et a la gloire de Dieu, A
 l'Instruction et soulas des dictes pouures Communes et
 au Contentement de vos dictes excellences. Lesquelles
 il plaise a se grand Dieu vouloir de plus en plus faire
 fleurir et prosperer en tout bon heur et felicité, Amen

donné au diet la Chaux ce neufliesme jour de Juing
lan mille six centz vingt cinq par

Vos treshumbles et tresobeissantz sujetz et servi-
teurs les depputéz de vostre Classe de morges.

JEHAN BEAUDIN *Juré.*

JEHAN DE BEAUSOBRE *juré.*

ANTHOYNE ROMÉY *Actuaire.*

PIERRE MORET.

DAVID VIROT.

Observation. Ce fut seulement en 1667 que la Chaux et Itens obtinrent un pasteur particulier dans la personne du diacre de Cossonay. Senarclens ne fut pas compris dans cette nouvelle paroisse. Selon le rapport qu'on vient de lire, la pension du régent d'école à Cossonay était payée en partie par LL. EE. et en partie par la ville, et cette dernière part se prenait sur les revenus des biens d'église cédés par LL. EE. Sans doute que la remise de ces biens portait aussi cette condition. On pourrait encore inférer de ce rapport que la nomination du maître d'école avait alors lieu en conseil général, le terme de *popolasse* qui y est employé n'étant applicable ni au conseil étroit, ni à celui des dix-huit. — Nous réparerons ici une omission de notre chronique. A l'occasion d'un règlement de compte entre la ville et la paroisse, ayant pour objet la construction d'une nouvelle aiguille de la tour du clocher et d'autres frais concernant l'église, il fut stipulé, le 28 décembre 1734, entre le conseil des douze et vingt-quatre et les députés des

communes de Disy, Senarclens et Lussery, que celles-ci, astreintes dès les temps anciens à contribuer à la maintenance de l'église de Cossonay et de ses dépendances, payeraient à l'avenir (ensemble) le tiers des frais qui en résulteraient, la ville restant chargée du surplus; qu'il s'en ferait chaque année un compte au paiement duquel ces trois villages, tout comme la noble bourgeoisie de Cossonay, pourraient faire contribuer leurs communiers, tant forains qu'autres. Selon cette convention, la ville aurait les deux tiers du produit de la boîte des pauvres et les trois villages le reste. Elle fut approuvée par les seigneurs de Disy, Senarclens et Lussery* qui réservèrent tous trois que l'entretien des horloges ne regarderait pas les villages**.

* Le seigneur de Disy était alors F^s. L^s. de Pesmes de St.-Saphorin, bien connu sous le nom du général de St-Saphorin; celui de Senarclens, Rod. Christ. Charrière, capitaine, peu d'années après, de la compagnie des vassaux des bailliages de Morges et de Romainmotier; et celui de Lussery, Gabriel de Gingins, aussi seigneur d'Eclépens et de Villars.

** Arch. de Cossonay.

XXXVIII.

LL. EE. DE BERNE ABERGENT A LA VILLE DE COSSONAY LA
MOITIÉ DE LA FORÊT DE SEPPEY, LE GLANDAGE ET LA
PAISSON DE LA TOTALITÉ DE CETTE FORÊT, LES GRANDES
HALLES, LA MESTRALIE ET LES LANGUES DE LA BOUCHERIE.

A° 1664, 22 Juin.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

Nous Emanuel Steiguer Thresaurier du pays de Vaud et les Seigneurs Banderets de la ville de Berne agissants en ce fait pour et au nom de Leurs Excellences de Berne nos Souverains Seigneurs, Scavoir faisons, Comme ainsi soit que la noble Bourgeoisie de la ville de Cossonay aye par diverses fois supplié Leurs d^{es}. Ex^{ces}. de leur abberger le bois de Seppey situé en devers le couchant de la ville depuis plusieurs années en ça grandement ruiné, Et ce pour plusieurs raisons en leurs supplications amplem^t. représentées et principalement affin qu'elle puisse tant plus facilement restaurer le d^t. bois pour avoir du bois nécessaire pour leurs bastiments et de la cloison pour fermer leurs fins enflorées et autres leurs possessions. comme aussi pour avoir la passion du d^t. bois puisqu'elle rapportoit rarement quelque chose à Leurs d^{tes}. Ex^{ces}. Du touttage de quoy diverses

informations ayants esté prises par commandem^t. de Leurs d^{tes}. Ex^{ces}. tant par Nous le d^t. thresaurier que par les Tres honorés seigneurs Banderet Wourstenberger, Collonel Morlot, Vincent Sturler et George Steiguer ancien et moderne seig^{rs}. Ballifs de Morges, et le tout bien et meurement considéré, comme aussi le droict de couppage que le d^t. Chasteau de Morges, les seig^{rs}. Directeurs du canal et le Chasteau de Senarclens avoyent au d^t. bois AVONS au nom de Leurs d^{tes}. Ex^{ces}. (et en vertu d'un brevet pour ce sujet à Nous spécialement émané.) cédé, remis et abbergé, cedons remettons et abbergeons perpetuellem^t. et irrevocablem^t. aux Nobles, prudents et Vertueux Abraham Charrière Seigneur de Mex Banderet, Jean François Charrière Seig^r. de Penthaz Conseillier et Egrege Abraham de la Sarraz Secrétaire et Gouverneur de Cossonay Députés au nom de la d^{te}. noble Bourgeoisie du diet lieu fondés en spéciale Procure dattée du quinziesme de Juin mille six cents soixante quatre seellée du sceau de la d^e. ville de Cossonay et signée par Egrege George Guex curial et conseiller au d^t. lieu icy bas tenorisée de mot à mot : ASSA-VOIR la moitié en devers bise du bois de Seppey à Leurs d^{tes}. Ex^{ces}. appartenant à cause de leur chasteau de Cossonay sis riére le district, terroir et pasturage de Cossonay de la contenance d'environ cent et quarante poses par les bornes dernièrement plantées jouxte l'autre moitié du d^t. bois restante à Leurs d^{tes}. Ex^{ces}. en devers vent, les pasquiers communs du d^t. Cossonay d'orient, plusieurs terres, marests et bois de la Chaux et Itens d'occident, Et finalement le bois de la d^e. ville et hospital du d^t. Cossonay et autres de bise, avec d'icelle

moitié en devers bise fonds , fruicts , droiets et appartenances quelconques. Item cedons , remettons et abbergeons aussi perpetuellement à la d^e. noble Bourgeoisie de Cossonay le Glandage et passion du gland sur tout le mas du d^t. bois de Seppey tant sur la moitié reservée que sur celle abbergée pour en user à leur vollonté. En outre leurs cedons , remettons et abbergeons aussi les Hales avec les dépendances pour en jouyr , disposer , les maintenir et faire à l'advenir comme il leur plaira , comme aussi le droiet des ventes pour les exiger es foires et marchés , comme du passé. Et **FINALEMENT** Leurs cedons et remettons aussi la moitié du droiet de la mes-trallie indivise pour l'autre moitié avec la d^e. ville de Cossonay pour pouvoir tant plus facilement sceller les poids , aulnes , toises et mesures de graines , vin et autres choses liquides et pour faire avoir tant meilleure inspection par Leur officier ou autre personne establee pour ce sujet les jours de foires et marchés sur les choses que dessus et pour eviter aussi tant plus facilement toutes les tromperies et piperies en fait de marchandises et autrement à condition toutesfois que toutes sortes d'actes de Jurisdiction , le chastiment des delinquants , confiscation et les bamps appartiennent au seig^r. Chastellain au nom de Leurs d^{es}. Ex^{ces}. comme du passé, sans que la d^e. noble Bourgeoisie y puisse pretendre aucune chose , Comme aussi pour pouvoir jouyr entierement des langues de la boucherie dependantes de la d^e. Mes-trallie : Et c'est soubs la cense annuelle et perpetuelle de deux cents florins petits et de six sacs d'avoine mesure de Morges sur chasque Jour S^t. Martin en hyver , Et soubs condition aussi que si le d^t. bois venoit a estre

extirpé en tout ou en partie Leurs d^{es}. Ex^{ces}. y percevront le Diesme, Et mesme venant a estre vendu en tout ou en partie Leurs d^{es}. Ex^{ces}. en percevront les Lauds : A condition aussi que le chasteau de Senarclens puisse prendre à l'advenir son bois d'affouage alternativement et a proportion tant sur la d^e. moitié abbergée à la d^e. noble Bourgeoisie de Cossonay que sur l'autre moitié restante à Leurs d^{es}. Ex^{ces}. pour leur chasteau de Morges et les Seig^{rs}. Directeurs du d^t. canal qui luy sera monst^ré par le forestier au lieu le moins dommageable et sans mésurer en façon que ce soit. NOUS DEVESTISSANTS au nom de Leurs d^{es}. Ex^{ces}. de toutes les choses cy-dessus remises, Et investissants les d^s. de Cossonay et les Leurs a l'advenir, PROMETTANTS Nous le d^t. Thresaurier et Banderets au nom que dessus de maintenir à la d^e. noble Bourgeoisie toutes les choses à icelle cy-dessus abbergées : ET AU CONTRE les d^s. s^{rs}. Députés au nom qu'ils agissent ont promis et promettent de vouloir bien et diligemment payer les censes cy-dessus mentionnées soubz l'obligation de tous leurs biens publicqs, Et en outre de recognoistre en faveur de Leurs d^{es}. Ex^{ces}. à cause de Leur d^t. Chasteau de Cossonay toutes les choses sus abergées toutes fois et quantes qu'ils en seront requis. Ce qu'ayant esté rapporté à Leurs Excellences du Conseil estroict Icelles l'ont approuvé, ratifié et confirmé le vingt et quat^{tr}iesme de Juin passé. En foy de quoy les présentes ont esté munies du sceau de Nous le d^t. Thrésaurier outre la signature du Commissaire Général de la diete ville de Berne. Ce vingt et deuxiesme de Juin Mille six cents soixante quatre. 1664.

Teneur de la PROCURE. L'an mille six cents soixante quatre et le quattorziesme Juin Nous le Lieutenant de Banderet et Conseil de la ville de Cossonay donnons charge et procure aux Nobles et Vertueux Abraham Charrière seigneur de Mex Banderet, Jean François Charrière seigneur de Penthaz conseiller Et Egrege et Prudent Abraham de la Sarraz Secretaire et Gouverneur du d^t. Conseil présents et acceptants, ASSAvoir de prendre en abbergement au nom de la Bourgeoisie du d^t. lieu auprès de l'Illustre, Haut et Puissant Seigneur Emanuel Steiguer Thresaurier du pays de Vaud la moitié du bois de Seppey, la paission sur toutes les deux moitiés, les Hales, les ventes des foires et marchés, le droit de mestrallie et dependances d'icelle appartenant à Leurs Ex^{ces}. nos Souverains seigneurs et Princes de la ville et Canton de Berne rière le d^t. Cossonay et dependants, Et de s'obliger en faveur d'iceux tant des entrages que pour ce il faudra que des censes. En somme de traitter, agir et negotier en cest affaire tout de mesme comme si nous le d^t. conseil y estions en corps, avec promesses que faisons d'aggréer tout ce que pour ce ils negotieront et traitteront, Soubz l'obligation generale de tous les biens de d^e. Bourgeoisie de Cossonay, En foy de quoy avons seellé les présentes du sceau d'icelle près la signature du notaire soubsigné du nombre des conseillers = Le jour et an sus dict. signé par Egrege George Guex.

S. GAUDARD J. D^r.

(Sceau du seigneur trésorier.)

XXXIX.

LL. EE. DE BERNE INFÉODENT A LA VILLE DE COSSONAY LES
CENSES DIRECTES ET PENSIONNAIRES QU'ELLES POSSÈDENT
AUX TERRITOIRES DE COSSONAY ET D'ALENS A CAUSE DU
CHATEAU ET DU PRIEURÉ DE COSSONAY.

A° 1673, 31 Juillet.

(Archives de Cossonay. — Collationné à l'original.)

NOUS JEHAN RODOLPH WURSTEMBERGER THRESAURIER DU
PAYS DE VAUD, CHRISTOPHLE DE GRAFFENRIED, CHRISTIAN
WILLADING ET JEAN ANTHOINE KILCHBERGER Banderets, et
tous du Conseil Estroict de la Ville et Canton de Berne,
agissants au nom et pour la part de Leurs Excellences du
dict Berne nos Souverains Seigneurs et Superieurs, Sça-
voir faisons qu'ayants remarqué que desja dès plusieurs
années en ça les Rentes et Reuenus de la Baronnie de
Cossonay au Balliage de Morges, alloient en diminuant,
et que bien loin de tirer quelque profit et aduantage des
dicts Reuenus, jl se trouuoit souuent qu'apres les charges
tant ordinaires qu'extraordinaires payées, l'on debuoit
de reste au Receueur du d^t Cossonay, ainsi que les
Comptes qui nous ont paru, L'ont suffisamment veriffié,
Et ce tant à cause que toutes les années jl se faisoit des
habandonnations de pieces, que de ce qu'ayant desja cy

deuant esté aliéné, jnfeudé et Eschangé des rentes et reuenus du d^e. Cossonay riére diuers villages, cela cau-
soit des embarras et confusions estranges, par les deduc-
tions qu'on apportoit dans les d^e. comptes; outre que la
negligence des d^{ts}. Receueurs, et notamment du s^r. Chas-
tellain DeVenoge, qui a esté le dernier en charge, a esté
si grande qu'au Lieu d'annotter diligemment les chan-
gements des pieces, et tenir les Rentiers en bon ordre,
jl auroit laissé le tout en vne telle confusion, negligence
et decadence qu'jl estoit jnéuitable de faire vne Reno-
uation avec beaucoup de frais, joinct à ce que par la
derniere Renouation, au lieu de reünir et rejncorporer
les rentes du Prioré du d^e. Cossonay avec celles du
Chasteau, d'où elles auoyent esté anciennement demem-
brées et destachees par des Legats et donations faictes
par les jadis Barons du d^e. Cossonay au d^e. prioré, elles
auroyent esté separement recogneües et veriffiées, en-
sorte qu'une mesme piece se trouuoit en L'un et en
L'autre des Volumes, ce qui causoit beaucoup de con-
fusion et de difficulté avec les Censiers, qui croyoyent
tousjours qu'on Leur faisoit payer deux fois vne mesme
chose. Pour à quoy remedier Nous aurions faict com-
mandement au soubsigné Premier Commissaire de Leurs
Excellences de faire des projects d'accommodements
avec ceux auxquels les d^{tes}. censes et rentes du d^e,
Cossonay et membres y annexés, seroyent commodes et
de bienseance, pour les establir en vn fixe reiglé, et
descharger autant que possible Leurs Excellences des
pensions de Ministres et benefices annuels, accordez par
Leurs Excellences sur la d^{te}. Recepte; Ce qu'ayant esté
executé, et à Nous rapporté dans vn Cahier en destail,

apres l'auoir examiné, l'aurions aussi relaté, exhibé
 et produict à Leurs Excellences du Conseil Estroiet, qui
 apres meure deliberation, treuuant la chose estre tres-
 utile et aduantageuse pour le bien de l'Estat, pour au-
 tant que l'on se descharge tant des frais des Renoua-
 tions, de la pension de Receueur, decalle des graines,
 rabbais de Censes pour pieces abandonnées, que autres
 frais et pensions jnuitiles, L'auroyent en tout son contenu
 approuué et suiuamment Nous auroyent commandé de
 perfectionner ce dessein, et d'expedier en forme pro-
 bante les actes et Contracts pour ce requis, comme
 appert par le Breuet pour ce à nous adressé, le jour
 datte des presentes trentevniesme de Juilliet, mille six
 centz septante trois. EN VERTU DUQUEL comme bien jn-
 formés des droicts de Leurs dictes Excellences, pour Elles
 et leurs perpetuels successeurs, au proffit de leur Chas-
 teau de Morges et Baronnie de Cossonay, AUONS JNFEUDÉ,
 cédé et remis, comme par ces presentes jnfeudons, ce-
 dons et remettons perpetuellement en fied Noble, neant-
 moins sans charge d'hommage, aux Nobles et Bour-
 geois de la ville et Communauté de Cossonay, Noble et
 Vertueux Jean françois Charriere seigneur de Penthaz,
 et Egrege Abraham De la Sarra Secretaire de Conseil
 du d^t. Cossonay, à leurs noms presents et acceptants
 (apres toutesfois ce qu'auons remis en particulier au
 dict seigneur de Penthaz) ASSAUIR toutes les censes di-
 rectes et pensionnaires à Leurs dictes Excellences deües
 et appartenantes riere le terroir de la ville du d^t. Cos-
 sonay et d'Alens, tant à cause du Chasteau que Prioré
 du dict Cossonay, recogneües en l'année mille sixcents
 trentesept, en plusieurs et diuerses fractions, és mains

de feu Egrege Pierre Guex dernier Renouateur, a forme duquel Autheur, par bon et juste supput, reuiennent (en comprenant six sols, et quatre quarterons de froment mesure de Cossonay, remis par le seigneur de Berchier; cinq sols à cause du fied procedant des Nobles de Pierrefleur; six deniers, vingt quarterons de froment mesure de Cossonay et deux chappons, remis par Le dict seigneur de Penthaz par l'Eschange faict avec Luy L'an mille six centz soixantecin; trois florins que la d^{te}. Ville payoit annuellement à Leurs Excellences à cause de la sauuegarde de Moudon; Et finalement trentesix quarterons de froment, et autant d'auoine, mesure du d^t. Cossonay, que le d^t. seigneur de Berchier auoit remis à Leurs Excellences aussi par Eschange que la d^{te}. Ville debuoit sur le dixme de Senarelens) ayant reduict en argent les chappons, auoine et huyle et jceux joincts aux deniers, ASSAUIR à la somme de cent quarante florins petits, monnoye de Vaud; Et en froment, ayant reduicte la mesure de Cossonay à celle de Morges, La quantité de vingt deux sacs; avec aussi la directe emportant lauds et ventes en tout cas d'alienation, sur le pied du cinq pour cent sur les fonds sur lesquels les dictes censes sont assignées, pour en pouuoir d'ores en auant jouïr et disposer comme de leur bien propre et Legitiment acquis, Et ce en consideration de ce que la d^{te}. ville sera d'ores en auant chargée des peines, risques et frais de la Recouure des dictes fractions de Censes, et de la maintenance des droicts, sans que Leurs Excellences en puissent ny doigent estre plus outre chargées ny molestées. Et COMME Nous sommes jnformés que la d^{te}. Ville auroit desir d'affranchir en faueur des

particuliers, non seulement les censes que leur cedons et remettons comme dessus, mais aussi celles qu'ils possèdent desja au nom de Leur Ville et hospital, puis qu'ils ont assez de Rentes en grain d'ailleurs pour suppediter à leurs charges publiques, et à celles que presentement Leur jnposons, ainsi que cy apres sera specififié, affin de rendre Le terroir du d'. Cossonay exempt de Censes et mesmes de lauds, pour contribuer à ce bon dessein, attendu qu'il est au profit de la Jurisdiction de Leurs Excellences, Nous leur accordons de pouuoir faire rehemptionner par chasque particulier les censes qu'il pourra debuoir, sans que pour ce subject il soit obligé de payer aucun Laud pour ce coup, Et mesme sera des à present expressément deffendu à qui que ce soit, d'establir aucuns nouueaux fieds sur les d^{tes}. pièces affranchies, soit sur d'autres anciens francs allauds, à peine de la nullité des Contracts et Conuentions que pour ce subject en auroient esté dressez; ET CAS ADUENANT que la dicte Ville ne pust venir à bout de tel dessein, de rendre le d'. terroir en franc allaud, s'il arriuoit que Leurs Excellences eussent ou leur fust escheu à l'aduenir par Commise ou autrement, quelques bastiments, terres et possessions, Elles ne seront pour tout cela obligées d'en payer aucuns Lauds à la d^{te}. ville ny mesmes ceux à qui elles cederoyent telles adjudications et jnuestitures si c'estoit le mari, femme, enfans, freres ou plus proche parents de ceux contre qui on auroit heu la Commise et jnuestiture. DE PLUS auons reserué et Conditionné que quand mesmes il se trouueroit quelques Censes plus ou moins que ce qu'est cy dessus specififié, jusques à la valeur d'environ six quarterons de froment,

qu'il n'en sera pour tout cela demandé recompense de part ny d'autre. RESERVANTS au surplus tous les droicts de haute, moyenne et basse Jurisdiction à Leurs dictes Excellences appartenants dans la dicte Ville, terroir et district du d^t. Cossonay et Alens, comme aussi tous autres devoirs par la dicte ville et Communauté deubs, tant en general qu'en particulier. AU RESPECT desquelles choses comme dessus cedées et remises à la dicte Ville de Cossonay, Les d^{ts}. S^{rs} commis et Charge ayants d'icelle ont promis à Leur nom de payer et deliurer annuellement et perpetuellement, à la descharge de Leurs dictes Excellences, aux Lieux et termes accoustumés, Assauoir en argent au S^r. Ministre du dict Cossonay Cent et dix florins, et à L'hospital du d^t. Lieu trente florins, fait en somme cent et quarante florins; Et en froment au dict S^r. Ministre de Cossonay six sacs, au dict hospital six sacs, au Regent d'Eschole du d^t. Cossonay six sacs, à la Confrairie du dict Lieu deux sacs trois quarterons et demy, le tout mesure de Morges. ITEM remettent à Leurs dictes Excellences riere Penthallaz seize quarterons de froment mesure de Cossonay en directe, que fait à mesure de Morges vn sac, quatre quarterons et demj, reuenant le tout à la mesme quantité qui Leur est comme cy dessus remise, assauoir à vingt deux sacs de froment mesure de Morges; Conditionné toutesfois qu'au cas que pour dignes considerations Leurs Excellences retranchassent ou diminuassent des pensions susdictes, que le montant de telle diminution debura estre payé en mesme qualité et quantité à Leurs Excellences soit à Leurs Receueurs. Pour seurté de quoy en place de ce que la d^{ie}. Ville pourroit affranchir, comme est dict cydessus,

Ils ont donné et donnent en speciale hypotheque tous les Longuelts qu'elle perçoit, vaillants communement deux mille florins, avec le froment des veilles, qui leur est payé à raison d'un quarteron de froment, mesure de Cossonay par chasque faisant feu et mesnage en l'ancienne Chastellanie du dict Cossonay, rapportants communement dix muids, mesure de Cossonay, outre La generalité de leurs autres biens, meubles et immeubles presents et futurs. Aux fins susdictes seront aussi remis de part et d'autre les droicts, tiltres et documents nécessaires, soit copies vidimées; Reserué aussi que la dicte Ville recognoistra les choses comme dessus à Elle remises, et debvoirs et obligations susdictes toutesfois et quantes que requis sera en faueur de Leurs dietes Excellences. Et sur tout ce que dessus sont icy entendües les deuestitures, Investitures, promesses de maintenance, et Clauses en tel faict requises. En foy des presentes données soubs le seel de Nous dict Thresaurier, et seing du Premier Commissaire de Leurs Excellences, Le jour deuant escript trentevniesme de Juillet, mille six cents septante trois. LE CONTENU de laquelle Transaction, Infeudation et Eschange ayant esté par les d^{ts}. s^{rs}. De Penthaz et De la Sarraz rapporté au Conseil et Communauté du dict Cossonay, Iceux, l'ont en tous ses poincts confirmé et approuué, avec humbles remerciements: d'autant plus que le d^t. seigneur de Penthaz s'est declairé de vouloir relascher en faueur de la d^{te} Ville, non seulement la particule de fied et censes qui Luy ont esté, comme cy dessus est dict, cedés dans le dict terroir de Cossonay, mais aussi les autres Abbergements, fieds et censes qu'il y peut auoir d'ailleurs, tant par Infeuda-

tions que autrement, à teneur de missiue adressée à moy dict Commissaire de Leurs Excellences, seellée du seau de la diete ville, et signée tant par Egrege George Guex Gouverneur et Curial du dict Cossonay que par le d^t. s^r. De la Sarra, en datte du vingt deuxiesme d'Aoust de la diete année mille six cents septante trois. 1675.

A. DuBois.

(Sceau du seig^r. trésorier.)

LA SUSDICTE RESIGNATION ET CESSION DU DICT SEIGNEUR DE PENTHAZ, EN FAUEUR DE LA d^{te}. VILLE DE COSSONAY ayant esté représentée en Chambre de Messeigneurs Thresaurier et Banderets, le sixiesme de Septembre de la mesme année 1673, ONT declaré la d^{te}. ville estre exempte de lod, pour cause de la d^{te}. resignation, attendu qu'elle n'auoit donné charge à ses Commis de traicter sous la d^{te} exception, et que son jntention estoit qu'on leur remet-
toit generalement toutes les censes et directes deües riere le district de leur ville, Joinet à ce que le d^t s^r de Penthaz agissant pour jcelle, a dés l'abord consentj, et resigné les d^{ts} fieds et censes qu'on Luy auoit remis en son acte, sans en auoir apprehendé le possessoire; En suite de quoy, l'an mille six cents septante quatre, et le septiesme de Novembre, le d^t s^r. de Penthaz a ratifié és mains de moy d^t. Premier Commissaire de L : E : la remise et Cession cy dessus narrée, en faueur de la d^{te}. ville de Cossonay tant de ce que L : E : lui auoyent remis que des autres fieds et Censes qu'il possedoit d'ail-

leurs riere la d^{te}. ville et terroir de Cossonay, au nom de laquelle ville ont esté presents et acceptants Nobles, vertueux et prudents Abraham Charriere L'ayné seig^r. de Mex Banderet, Abraham Charriere le jeune Gouverneur et Chastellain, et Egrege George Guex Curial du d^t. Cossonay; Et c'est moyennant la somme de seize cents florins petits, outre leur part des despends du voyage de Berne, par le d^t. s^r. de Penthaz confessez auoir heus et receus de la d^{te} ville, dont quitte etc. Le tout sous les deuestitures, Investitures, promesses de perpetuelle maintenance, obligation de biens, et clauses en tel faict requises, Par reserue expresse en faueur de Leurs Ex^{ces}. de l'assubjection à fied Noble de ce que le d^t. seig^r de Penthaz possede en ses mains, qui reste à forme qu'il est exprimé en son acte d'inféudation. au dict Cossonay, En presence de Noble et Vertueux Henry De Senarclens seig^r. de Grancy, et Egrege Jean Emanuel Duvelluz resident au dict Cossonay tesmoings.

A. Du Bois.

XL.

PRONONCIATION DU BAILLIF DE MORGES, RENDUE A L'OCCASION
DES PLAINTES DE QUELQUES CONSEILLERS CONTRE LE RESTE
DU CONSEIL.

A° 1693, 13 Février.

(Archives de Cossonay. — Collationné.)

Nous Wilhelm Berset Colonel Baillif de Morges, pour
et au nom de Leurs Ex^{ces}. de Berne nous Souverains
seigneurs Certifions à tous qu'il appartiendra que les
s^{rs} Ducimetière, Portier et le Curial Guex tous de Cos-
sonay nous auroient fait plainte contre le reste du Con-
seil du dit lieu qui sont les cy après nommés, scavoir
le Chastelain, le Seigneur de Senarclens, le Seigneur
de Croze, Le sieur Delessert et le sieur Guex frère du
susdit Curial au subject du maniem^t. des affaires pu-
bliques, les accusant de se donner trop d'autorité et
ne consulter pas comme ils le devroyent lors de l'Estab-
lissement des Charges le reste des Conseillers non plus
ceux du conseil des 24. Ce que par nous considéré
nous aurions trouvé à propos de nous transporter sur
les lieux avec les Sieurs Notre Lieutenant Ballival et
assesseur De Beausobre pour entendre les parties en
leurs accusations et deffenses pour puis après en or-

donner selon Equité, si bien que nous y estant rencontrés le treiziesme Fevrier mille six cent quatre vingt et treize, Tous les susd^{ts}. avec plusieurs autres auroyent comparus et là les susd^{ts}. Ducimetière Portier et Guex formé les plaintes suivantes

- 1^o Que le dit sieur Chastelain avec les quatre autres Conseillers tenoyent souvent le Conseil et décidoient des affaires de ville tout comme si le conseil avoit été complet.
- 2^o Qu'Iceux cinq avoyent fait un Commandeur contre l'opposition des susd^{ts}. complaignants et sans la participation du Conseil des S^{rs} des 24.
- 3^o Que le conseil avoit aliéné plusieurs biens fonds de la Ville, ce qui portoit un grand préjudice à la Bourgeoisie.
- 4^o Qu'on ne remplissoit pas le nombre des Conseillers 12 et 24.
- 5^o Que l'on avoit fait un traité avec feu Monsieur de Penthaz pour l'eau qui va aux prés de la cour au prejudice des Bourgeois.
- 6^o Que le sieur Chastelain donnoit sa voix en Conseil, ayant esté Gouverneur ce qui estoit contre le droiet et l'honneur de sa charge.
- 7^o Que l'on a fait au nom de la Ville un debornage au prejudice de la ville et à l'avantage du dit Sieur Chastelain.

A quoy le dit Sieur Chastelain et deffendeurs repondoient comme s'en suit

- 1^o Qu'il leur estoit bien force de vacquer aux affaires publiques eux cinq, puisqu'Iceux Portier et Ducemetière n'alloyent en Conseil que quand

il leur plaisoit et encor si fort à la hâte pour en sortir qu'ils ne se donnoient pas le loisir de satisfaire au devoir de leur charge en laissant le soin aux autres.

- 2^o Qu'à l'Esgard du Commandeur tout le Conseil du moins la plus grande partie ayants trouvé à propos d'Establis un Commandeur celui qui y estoit auparavant s'en estant rendu indigne par ses forfaits, il y fut procédé et par la plus grande part celuy d'aujourd'huy fut mis à la place du précédent, mais parcequ'Iceluy ne plaisoit pas aux susd^{ts} Portier Ducemetiere et Guex ils ont fait leur possible pour le faire chasser.
- 3^o Que cette plainte n'est pas juste contre les conseillers d'aujourd'huy puisque ce n'est pas eux qui ont fait les d^{tes} aliénations, ouy bien les pères des complaignants, qui en devroyent repondre en leur propre s'il y avoit du forfait.
- 4^o Qu'il estoit bien vray que les vaccances des conseils 12 et 24 n'estoyent pas entièrement remplies, mais que le défaut ne venoit que de la rareté de gens propres et capables.
- 5^o Que le Sieur Curial Guex avoit tort de se plaindre d'une chose dont lui seul bénéficioit plus que tout le reste de la Bourgeoisie.
- 6^o Que cette plainte est plutost un acte d'Animosité que de Justice pour le bien publicq puisqu'Iceluy estant conseiller il en peut fonctionner toutes les charges.
- 7^o Quant à cet article le dit Chastelain offre par les droicts de la ville de faire voir qu'il est lezé et non la ville qui beneficie du d^t bornage.

Sur le totage de quoy Nous Estants reflechis Nous avons trouvé à propos d'exhorter les parties à sortir d'affaires par la voye de douceur plustost que par un jugement à rigueur de droict, A quoy le sieur ministre du dit lieu auroit aussi travaillé de son costé et si bien ache-miné les Esprits que les uns et les autres y ont donné les mains, si bien qu'ayant examiné le faict, Nous avons trouvé qu'il y avoit plus de partialité et de rancune particuliere que de juste sujet de plainte Ne trouvant pas que les dits 5 Sieurs Conseillers ayent rien faict que ce que gens d'honneur et de bien doivent et peuvent faire S'estants parfaitement justifiés et n'ayants en rien prevariqués, ny contre le devoir de leurs charges n'y contre la pratique du lieu, les autres les devants recon-noistre pour estre dignes de leurs charges, le tout néant-moins sans le prejudice de leur honneur. Et comme nostre but est de ramener une bonne Intelligence Entr'eux et que toutte animosité soit bannie, Nous les exhortons que par une pure charité Chrestienne Ils vivent ensemble en bons amys se reconnoissant les uns et les autres pour gens de bien, Tous Despends compensés Et quant au Commandeur il restera en sa charge selon son Establissement laissant au surplus les uns et les autres dans leurs libertés et Coustumes pour l'Establissement de leurs Conseillers et autres Charges comme du passé, Datum à Morges sous nostre sceau accoustumé.

La susd^{te}. copie a esté tirée de mot à mot de dessus le propre Original deüement scellé et par moy soubsigné secrétaire signé en faveur de la N: B: après deüe Collation et ce ensuite d'un mandat Ballival datté du 17 octobre 1714.

A. GUEX.

XLI.

STATUTS DU TIR DU DÉPARTEMENT DE COSSONAY.

A° 1699, 22 Mai.

(Archives de Cossonay. — Collationné.)

LOIX DU TIRAGE DE COSSONAY, CORRIGÉES et Reconfirmées au dit Cossonay, Le vingt et deuxièsmes May 1699, par les sieurs commis de la ville et villages cy apres nommés, Expres assemblés en la maison de ville, savoir Noble et vertueux Abraham Charrière seigneur chaste-lain et chef du département du d^t. Cossonay, Provide et Prudent Jean Jaques Delessert capitaine, Egrege Henry Guex Lieutenant et secretaire, Egrege Christophe Portier Commandant du Tirage.

honorable Esthienne Duveluz pour Bournens.

Discret Charles DesCombes pour Penthaz.

Discret George Guex pour la Chaux et Itens.

honneste Claudy Bron pour Senarclens

honneste Abraham Borgeaux dit Advocat pour Pen-
thallaz

honneste Isaac Despond pour Luxiry

Discret Jean Jaques Tissot pour Grancy.

honneste Gammaliel Gaudin pour Disy.

honneste Albert Monney pour Villards

honneste Jaques Ramus pour Sullens et Boussens.

1. Premièrement, Celuy qui aura le meilleur Coup au premier prix, sera Roy et aura le premier prix, qui sera d'obligation d'achepter trois prix de fin Estain à Genève selon la coustume du passé Et en suite les presenter avant que Tirer aux S^{rs}. Chefs et commis du Tirage pour scavoir combien ils valent et coustent afin d'en pouvoir faire le compte, par devant lesquels sieurs commis le Roy devra rendre compte du tout, moyennant quoi Il aura pour ses peines pour toutes choses dix florins.
2. Item, chaque soldat sans exception se devra rencontrer sur la place d'Armes à l'heure marquée pour apprendre à marcher en bon ordre sur le Tirage selon l'Intention souveraine, a peine de payer demi batz ou Excuse légitime qui sera cognue par les sieurs Commis.
3. Item chaque soldat paroistra avec ses propres armes, bandolière et Espée sans Emprunt, et ne pourra tirer avec les armes d'un autre, à la reserve de Mons^r. le Chef des officiers d'Aussecols, Commandans, secrétaire, officiers et Piquiers qui pourront tirer avec les armes d'un autre et pas plus de deux a peine de perdre son coup et de payer demy batz.
4. Item dès que le Jeu sera ouvert, Celuy qui ne se trouvera pas au Tirage payera demi batz.

5. Item, que l'on pourra tirer avec toutes sortes d'armes de la compagnie.
6. Item, chaque soldat se devra adijuster luy seul pour tirer de bonne posture, sans que personne luy aide à peine de perdre son coup, Excepté les novices.
7. Item, celui a qui le feu manquera par trois fois, perdra son coup, et ne tirera pas ce coup là.
8. Item, celui qui tirera à une des Cibes pour l'autre perdra son coup et payera trois sols.
9. Celuy qui ne se trouvera pas en son rang pour tirer perdra aussy son coup.
10. Item, Celuy qui ira vers les Cibes sans estre commis, perdra son coup s'il en a un, et un autre payera demi batz.
11. Item Celuy qui jurera sur le Tirage payera sans Remission trois sols.
12. Item, Celuy qui tirera sans Espée ou bandoillère perdra son coup, s'il en a un et un autre payera demi batz.
13. Item, Celuy qui fera querelle mal à propos sur le Tirage, sera chastié par les S^{rs} Commis selon le fait.
14. Item, un habitant des Lieux du département ne pourra estre Roy, ny avoir le premier prix ains le second.
15. Item que dicy en la, au lieu que les novis payoyent un quarteron de vin, payeront trois batz au profit du tirage
16. Item que les Communes payeront dicy en la, Chacune sept batz par foccages au lieu des boîtes,

A cette considération ont ordonné que tous les soldats du département seront d'obligation de tous tirer pour tant mieux s'exercer aux armes et pour pouvoir rendre tant plus habilement service a notre souverain Magistrat en temps requis, à peine de L'amende qui sera connue par les s^{rs} Commis.

17. Item, Les deux Commandans auront pour leur peine pour faire tirer par ordre et prendre Garde qu'il n'arrive du désordre au d^t. Tirage à chacun six sols par prix.
18. Mons^r. le Chef, le Roy, le secrétaire et le Tambour percevront chacun 1 florin 3 sols au lieu du boite dont ils étoient francs cy devant.
19. Item, Celuy qui entrera au Tirage pour tirer son mousquet bouché perdra son coup pour tirer et payera trois sols.
20. Item, Ceux qui auront les prix payeront les tzingares à l'ordonnance de Mons^r. le Chef et du secrétaire.
21. Item, et finalement le Roy sera cautionné par les Gouverneurs des villages pour l'argent des dits prix.
22. Item, Encor qui n'accompagnera pas le Roy sur la place d'armes après qu'on aura tiré, payera trois sols sans rémission.
23. Item a Encor esté ordonné que les trois prix que l'on tire ordinairement seront chacun de vingt prenans, pour le payement desquels, s'il n'y a pas assés, à ce que LL. EEx^{ces} : La ville, et les

villages donnent, sera ordonné par les sieurs
Commis, Combien chacun contribuera.

24. Item encor a esté ordonné que tous les Gauchers
tireront à droit à peine de perdre leur coup.

Signé pour Copie A. GUEx.

XLII.

SENTENCE DES SEIGNEURS TRÉSORIER ET BANNERETS DE LA
VILLE DE BERNE, AU SUJET DU DROIT D'OHMGELD DE LA
BOURGEOISIE DE COSSONAY RIÈRE LE DISTRICT DE BOURNENS.

A° 1714, 27 Janvier.

(Archives de Cossonay. — Collationné.)

Nous Christoph Steiguer Trésorier des finances du
pays de Vaud, Et les Banderets tous du Conseil Estroit
de la Ville et republique de Berne, scavoir faisons que
sur la representation contenue en la requeste à Nous
présentée de la part de la Bourgeoisie de Cossonay par
Monsieur Abraham Charrière seigneur de Penthaz, Ban-
deret du dit Cossonay. Que la ditte Bourgeoisie ayant le
droit d'Onguelt rièr le village de Burnens selon les
droits du Baron par l'Infeudation que Leurs Ex^{ces}. leur
en ont fait* et qui leur est même hypothecqué. Il se

* Le trésorier et les bannerets bernois sont ici dans l'erreur.
Nous avons vu que la ville de Cossonay possédait déjà le droit
d'ohmgeld antérieurement à l'octroi de la charte de 1598.

trouve que ce droit se perd par l'Inovation que les particulliers du dit lieu font en bâtissant des Caves dans des maisons dépendantes d'une petite Jurisdiction procédée des seigneurs de Coudrez par où ils prétendent d'estre exempts du dit Omguel sur laquelle representation ayans deuement reflexis et singulierement Considéré que cette Jurisdiction ne pouvant aucunement altérer le dit droict d'Onguel ni moins à la faveur d'Icele s'exempter de le payer Et que d'ailleurs il nous a parru par les Informations prises d'ordre de Leurs Ex^{ces}. de tous les droitayans d'Onguel Es années 1684 et 1699. que ceux du dit Burnens avoyent toujours payé l'Omguel de question jusques à présent a la d^{te}. Ville et Bourgeoisie de Cossonay. Nous avons partant trouvé qu'elle doit rester en paisible possession du dit droict d'Omguel rière tout le District du dit Burnens sans qu'aucun seigneur puisse se l'attribuer à raison de sa Jurisdiction mais uniquement par tiltre spécifique dont jusques icy il n'en a paru aucun de contraire. Reservans toutefois le droict d'Autruy. Donné sous nostre sceau et la signature du Commissaire Général de L. E. A Berne Ce vingt-septiesme Janvier mille sept cent quatorze 1714.

La susdite Copie a été tirée de dessus l'original deüement scellé et signé Steck et par moi soubsigné après deüe collation.

A. GUX.



QUELQUES EXPLICATIONS

RELATIVES A LA DIXME DES NOVALLES DE LA PAROISSE DE COSSONAY
ET A CELLE DES NASCENTS,

A LA REDEVANCE APPELÉE LA MOISSON, AU TRIBUT DES OBOLES,
A LA MAISON DU JADIS PRIEURÉ ET A LA MAISON DE VILLE
DE COSSONAY.



La dixme des novalles (c'est-à-dire celle levée, pendant trois années, sur les terres nouvellement défrichées), dans la paroisse de Cossonay, avait donné lieu anciennement à des contestations entre le prieuré et la cure de Cossonay. Une sentence arbitrale de l'official de Lausanne, rendue en 1318, avait décidé que le prieuré percevrait seul celle du territoire de Cossonay proprement dit, mais qu'il partagerait le reste avec la cure, par égales portions¹. Plus tard, en 1441, une nouvelle sentence de Georges de Saluces, évêque de Lausanne, avait adjugé la totalité de cette dixme au prieuré, moyennant qu'il livrât annuellement au curé, à l'époque de la moisson, deux coupes de froment et autant d'avoine².

¹ Archives cantonales, titres du bailliage de Morges, coté n^o 149.

² Ibidem, coté n^o 166^o.

Lors de la conquête bernoise, la cure percevait le tiers de la dixme des novalles de la paroisse⁵; et ce tiers passa à la ville de Cossonay avec les autres biens de cette cure. On ne voit pas que LL. EE., cause ayant du prieuré, lui en aient cédé les deux autres parts; cependant la ville paraît l'avoir perçue en entier: elle l'aliéna même à la Chaux, dans le siècle passé, en faveur du seigneur de l'endroit. Nous en concluons que, vu le peu d'importance de son produit, LL. EE. abandonnaient peut-être à la ville la jouissance de toute la dixme des novalles.

La prononciation de l'année 1518, mentionnée ci-dessus, avait aussi adjugé au curé de Cossonay la moitié de la dixme des nascents (c'est-à-dire du bétail naissant) de la paroisse. Cette dixme ne paraît pas y avoir été perçue depuis la réformation.

C'est ici le cas de parler d'une redevance appelée la *moisson* ou la « *premise*, » due, dans la paroisse de Cossonay, tant au prieuré qu'à la cure. Déjà, en 1261, une ordonnance du prieuré de Lutry, supérieur de celui de Cossonay, avait partagé également, entre la cure et le prieuré, la *moisson* que les paroissiens livraient aux ministres de l'église⁶. Cet état de choses durait encore en 1536, lorsque la réformation de l'église fut imposée au pays de Vaud. Alors le curé percevait annuellement, pour sa moitié de cette moisson, environ deux muids et demi de froment et

⁵ Selon une spécification des biens de la cure aux archives de Cossonay.

⁶ L'ordonnance du prieuré de Lutry, rendue du consentement et en présence de Jean, évêque de Lausanne, spécifia les revenus dont le curé de Cossonay devait jouir. Les archives de Cossonay en possèdent une copie.

quatre muids d'avoine⁵. C'était donc une redevance assez considérable. Elle aurait dû, semble-t-il, faire partie des biens de la cure remis alors à notre ville; mais il n'en fut point ainsi. On ne trouve, sous la domination de Berne, aucune trace de paiement de la moisson dans la paroisse, soit à LL. EE. cause ayant du prieuré, soit à la ville cause ayant de la cure. Sans doute que Berne l'y avait abolie à cause de son origine. La moisson ou la « prémisses » était, comme ce dernier nom l'indique, une cense payée pour la consommation du mariage⁶, et son imposition datait probablement de l'époque du servage. Dans le pays de Vaud⁷ elle faisait généralement partie des biens des cures, et se payait volontiers, par focage, sur le pied d'une gerbe de froment (ou de messel) et d'une gerbe d'avoine⁸, parfois aussi d'une coupe de froment et d'une coupe d'avoine par chacun de ceux qui « faisaient charrue⁹. » Cependant on trouvait des variations à cet égard. LL. EE. modérèrent cette redevance

⁵ Archives de Cossonay, Grosse en faveur du prieuré de Cossonay, stipulée, en 1535, par le commissaire Collignier.

⁶ Voir au sujet de la redevance de la moisson, aussi parfois appelée la gerbe d'été, *Recherches sur le couvent de Romainmotier*, page 525 et la suivante.

⁷ Et le comté voisin de Neuchâtel.

⁸ Dans nos environs, c'était le cas à Penthaz, Cottens et Sévery. A Grancy, chaque ménage faisant feu et semant du froment, du messel ou de l'avoine, devait une gerbe du blé qu'il recueillait, indépendamment d'un quarteron de froment; s'il ne semait pas d'avoine, il n'en devait pas. Les focages qui ne semaient point de blé, payaient chacun deux quarterons de froment (Arch. cant., tit. du baill. de Morges, coté ad n° 679). LL. EE. modérèrent cette redevance à Grancy (Ibidem).

⁹ A Sullens et à Bournens, par exemple (Ibidem).

dans bien des localités, et la remirent fréquemment au seigneur de l'endroit ⁴⁰.

Nous avons mentionné l'amodiation faite, en 1407, par le donzel Jean de Mollens, pour une année, de l'ohmgeld et des *oboles* de la ville et de la communauté de Cossonay, au prix de 140 florins (voir ci-devant page 44), et fait observer, à cette occasion, que c'était l'unique fois qu'il était question de ce tribut des oboles dans nos documents, et que nous ignorions en quoi il consistait (voir note 100). Cette redevance, perçue en même temps que l'ohmgeld, se payait par les taverniers et marchands de vin de la ville sur le pied d'une obole pour chaque pot ou pinte de vin (^{40 bis}). Nous inférons de la circonstance qu'elle n'est plus mentionnée dès lors, ou que la ville cessa de la percevoir, ou bien que jointe à l'ohmgeld elle fut comprise dans celui-ci.

Il a été quelquefois question, dans le cours de notre chronique, de la maison appelée *le prieuré* parce qu'elle avait servi de demeure aux religieux du prieuré conventuel de St-Pierre et de St-Paul de Cossonay. Elle était située derrière l'église. On se souvient que LL. EE. l'avaient inféodée, en 1672, au seigneur de Penthaz, pour être désormais la maison seigneuriale de ce village. On la rebâtit dans la seconde moitié du siècle passé. En suite de permission obtenue de LL. EE., noble Henri Charrière, seigneur de Penthaz, la

⁴⁰ A Mex, en 1590; à Sévery, en 1728. A Sullens, Bournens et Boussens, en 1585, à noble Jn. Bapt. Loys, coseigneur de Cheseaux (Ibidem, coté nos 682 et 683, et arch. des châteaux de Mex et Sévery).

^{40 bis} Du moins il en était ainsi dans la ville de Gruyère, où le comte Antoine céda, en 1423, le *tribut des oboles* aux bourgeois de l'endroit (voir Geschichtsforscher, tome XIII, page 281).

vendit, en 1794 (20 janvier), à noble Antoine-Philippe de Gingins, seigneur de Lussery, avec ses droits et prééminences et spécialement le droit de juridiction sur cette maison et ses dépendances, aussi deux quarterons de paille livrés annuellement par les fermiers de la dixme de Cossonay; le tout pour le prix de 1880 livres de dix batz pièce. Il fut spécifié que le prieuré fournirait, comme précédemment, les prisons réservées par l'inféodation de 1672, ainsi que les greniers de LL. EE⁴¹. Dix années après (1804, 11 mai), la ville acquit ce même prieuré des hoirs Chabanel, de Gollion⁴². Elle le possède maintenant. Il renferme les prisons du district, ainsi que la chambre de détention de la ville.

En rapportant, sous l'année 1664, la décision du conseil qu'une nouvelle maison de ville serait incessamment bâtie, nous avons ajouté qu'elle concernait la maison de ville actuelle (voir page 233). Cette assertion demande quelques explications, en évitation d'un mal entendu. On nomme effectivement encore *maison de ville* celle qui fut construite alors. Ce bâtiment, beau pour son époque, est aujourd'hui l'auberge du *Cerf d'or*⁴³. Toutefois les autorités locales ne

⁴¹ Et que, cessant d'être la maison seigneuriale de Penthaz, les corvées dues rière ce village n'y seraient plus applicables (Arch. de Cossonay).

⁴² Pour le prix de mille livres, outres les vins. Les hoirs Chabanel se refusaient à faire aux prisons les réparations que réclamaient la sûreté et la salubrité, et ce refus avait amené le commencement d'un procès (ibidem).

⁴³ Dès le principe, cette maison de ville avait été une auberge : Dans le nombre des raisons qui motivèrent sa construction, on trouve celle d'avoir une bonne hôtellerie à Cossonay. La précédente maison

s'y rassemblent plus. Un nouvel édifice, de bonne apparence, a été élevé sur l'emplacement des grandes halles⁴⁴, en face de l'église; et la municipalité, le conseil communal, la justice de paix et le tribunal de district y tiennent leurs séances. Les archives communales y déposent. Les frais de sa construction, commencée en 1826, ont été couverts, en partie, par un légat fait à la ville par feu M. Estève Delessert dans un but de bienfaisance⁴⁵ et par la somme de dix mille francs donnée par M. le baron Benj. Delessert pour l'établissement d'une école d'enseignement mutuel⁴⁶. Comme la ville avait vendu l'ancien collège⁴⁷, les écoles ont été transportées dans la maison de l'hôpital (par lui acquise en 1791, nous l'avons vu), que la ville a achetée à cet effet.

de ville était située dans le quartier appelé le *château*. La boucherie de la ville l'occupe actuellement.

⁴⁴ Les halles se trouvent encore devant l'entrée de cet édifice.

⁴⁵ Ce légat, y compris quelques intérêts accumulés, s'est élevé à environ 500 louis.

⁴⁶ Une école à la Lancaster a été établie à Cossonay, mais elle n'a pu se soutenir.

⁴⁷ C'est maintenant l'auberge du *Lion-d'Or*.



TABLEAU

DE LA

POPULATION ACTUELLE DES COMMUNES QUI FORMAIENT
LA CHATELLENIE ET LE RESSORT DE COSSONAY,

AINSI QUE DES LIEUX QUI APPARTENAIENT ANCIENNEMENT, EN TOUT
OU EN PARTIE, A LA SEIGNEURIE DE CE NOM *.



Châtellenie.

	Habitants.
<i>Cossonay</i> (y compris les <i>Chavannes</i> et <i>Alens</i>), chef-lieu	
des cercle et district du même nom, ...	916
<i>Penthalaz</i> , cercle et district de Cossonay, ...	520
<i>Penthaz</i> , cercle de Sullens, district de Cossonay, . . .	267
<i>Sullens</i> , chef-lieu du cercle de ce nom, district de Cos-	
sonay, ...	354
<i>Bournens</i> , cercle de Sullens, district de Cossonay, . .	258
<i>Boussens</i> , cercle de Sullens, district de Cossonay, . .	144
Une partie de ce village dépendait peut-être de l'évêque de Lausanne.	

* Ce tableau a été dressé d'après le dernier recensement officiel des communes du canton de Vaud, fait en 1841.

	Habitants.
<i>Senarclens</i> , cercle et district de Cossonay, ...	180
<i>La Chaux</i> (y compris <i>Itens</i>), cercle et district de Cossonay, ...	470
<i>Disy</i> , cercle de la Sarraz, district de Cossonay, . . .	183
Quoiqu'un rôle des focages de la baronnie, de l'année 1550 environ, place Disy dans le ressort, ce village appartenait néanmoins à la châtellenie.	

Lieux mixtes.

<i>Grancy</i> (y compris le hameau de <i>St-Denis</i>), cercle et district de Cossonay, ...	311
Certains focages de Grancy appartenait à la châtellenie, d'autres, en plus grand nombre, au ressort, et le reste relevait du château de Morges. Tout ce village faisait partie du département militaire de Cossonay.	
<i>Lussery</i> , cercle de la Sarraz, district de Cossonay, .	217
La châtellenie de Cossonay avait quelques focages à Lussery qui, du reste, faisait partie de la baronnie de la Sarraz quoiqu'appartenant au département de Cossonay.	
<i>Villars-Lussery</i> , cercle de la Sarraz, district de Cossonay, ...	80
Les observations faites ci-dessus au sujet de Lussery s'appliquent également à ce village.	
<i>Villars-Ste-Croix</i> , cercle d'Ecublens, district de Morges,	161
Une partie seulement de Villars-Ste-Croix appartenait à la châtellenie de Cossonay.	

Ressort.

	Habitants.
<i>Vufflens-la-ville</i> , cercle de Sullens, district de Cossonay, ...	319
La châteltenie de Cossonay avait quelques focages à Vufflens-la-Ville, tout le reste de ce village appartenait au ressort.	
<i>Bettens</i> , cercle de Sullens, district de Cossonay, . . .	236
<i>Cottens</i> , cercle et district de Cossonay, ...	179
<i>Sévery</i> , cercle et district de Cossonay, ...	180
Tout Sévery ne paraît pas avoir ressorti à Cossonay.	
<i>Pampigny</i> , cercle de l'Isle, district de Cossonay, . . .	519
Des divers fiefs qui composaient la terre de Pampigny, celui qu'on appelait <i>l'ancien</i> mouvait du château de Cossonay, et les hommes qui en dépendaient ressortissaient à Cossonay.	
<i>Ecublens</i> , chef-lieu du cercle de ce nom, district de Morges, ...	590
Un certain nombre de focages à Ecublens ressortissaient à Cossonay.	
<i>Bussigny</i> , cercle d'Ecublens, district de Morges, . . .	471
Un certain nombre de focages à Bussigny ressortissaient également à Cossonay.	

Lieux démembrés de la seigneurie de Cossonay.

<i>Gollion</i> (y compris <i>Mussel</i> et <i>Croze</i>), cercle et district de Cossonay, ...	482
Gollion fut démembré, en 1472, de la châteltenie et du ressort de Cossonay.	

	Habitants.
<i>Vuillerens</i> (et <i>Gland</i>), cercle de Colombier, district de Morges, . . . , ...	439
Vuillerens fut soustrait au ressort de Cossonay en 1421.	
<i>Aclens</i> , cercle de Colombier, district de Morges, . . .	552
(Ce village a absorbé celui de <i>Chibie</i> , son voisin.)	
Aclens, sous la maison de Colombier et celle d'A- linges qui lui succéda, faisait partie de la seigneurie de Vuillerens et fut sans doute aussi distrait du ressort de Cossonay en 1421. Quoique le château de Cossonay eût conservé diverses mouvances dans ce village, on ne voit pas que les hommes qui dé- pendaient de ces fiefs aient ressorti à Cossonay.	
<i>Romanel</i> , cercle de Colombier, district de Morges, .	433
Ce qui vient d'être rapporté d'Aclens s'applique en tous ses points à Romanel.	
<i>Colombier</i> , chef-lieu du cercle de ce nom, district de Morges, ...	554
Ce que les nobles de Colombier tenaient à Colom- bier sous la mouvance du château de Cossonay, en fut détaché par le duc Amédée VIII de Savoie. Cependant d'autres fiefs continuèrent à y mouvoir de ce château ; mais, depuis 1474, on ne trouve plus d'hommes de Colombier parmi ceux qui res- sortissaient à Cossonay.	

Seigneurie de l'Isle.

<i>L'Isle</i> (y compris <i>Villars-Boson</i> et <i>la Coudre</i>), chef-lieu du cercle de ce nom, district de Cossonay, . . .	877
Quoique le château de Cossonay eût le droit de dernier supplice dans la seigneurie de l'Isle, les sujets de cette seigneurie ne ressortissaient pas à Cossonay.	

ENCORE QUELQUES GLANURES

SUR

LES SIRES DE COSSONAY

ET

DE PRANGINS.

Observation. Nous ne nous dissimulons point le désavantage des Appendices et des Glanures. Mieux vaut pourtant encore, ce nous semble, compléter ainsi notre travail : Nous n'avons pas le choix du moyen.

GLANURES.

Le sire Louis de Mont ayant fondé, probablement dans la première moitié du XII^{me} siècle, la chartreuse d'Oujon sur le Jura vaudois⁴, les seigneurs possessionnés dans le voisinage de cette maison religieuse s'empressèrent de lui faire des dons, ainsi que leurs vassaux. Parmi eux l'on remarque, outre les fils du fondateur, le sire *Humbert de Prangins* (et de Cossonay) et son fils (Pierre, vraisemblablement), et le sire Humbert d'Aubonne et ses fils². Des lar-

⁴ Le nom du fondateur, ignoré jusqu'ici, de la chartreuse d'Oujon, nous est révélé par le cartulaire de ce couvent (petit in-4^o, en parchemin, de trois écritures différentes), qui se trouve en Savoie, où il a été vraisemblablement transporté lorsque Berne s'empara du pays de Vaud. Ce précieux manuscrit a été communiqué en dernier lieu à M. de Gingins-Lasarraz, qui a bien voulu nous faire part des notes qu'il en a extraites. On y lit (N^o 86) que le donzel Jean de Greilly approuva, en 1245 (septembre), une donation faite à cette chartreuse par Béatrix, fille du feu sire Louis de Mont, « qui fundator extitit domus predictæ (Alionis). »

■ ■ Similiter confirmamus (scilicet Arduus gebennensis episcopus) quidquid domus Alionis a domino Ludovico de Monte et a filiis

gesses furent faites au prieuré d'Oujon par l'empereur Frédéric et le comte Amédée de Genève³; et le pape Lucius fixa les limites de ses possessions⁴. Enfin, le prieur Hugues obtint d'Arducius, évêque de Genève, la confirmation des privilèges et des propriétés de son couvent⁵.

Guy des Monts, seigneur de Genolier, ayant cédé diverses terres à la chartreuse d'Oujon moyennant cinq cents sols genevois, Amédée de Genève, sire de Gex, et *Jean, sire de Cossonay* (et de Prangins), chevalier, scellèrent à sa prière la charte de cette donation, faite à Nyon, le 5 des Ides de juillet de l'année 1210⁶. Nous rappellerons, à l'occasion de cette laudation, qu'une partie de la terre de Genolier mouvait du fief des sires de Prangins et de l'arrière-fief de ceux de Gex⁷.

ejus acquisivit et a domino Umberto de Prangin et a filio ejus et a domino Umberto de Albona et a filiis ejus et quidquid etiam ab hominibus supradictorum dominorum acquisitum est » (Cart. d'Oujon).

³ Cartulaire d'Oujon.

⁴ Ibidem. Nous croyons qu'il s'agit du pape Lucius II, élu en 1144, le même qui accorda une bulle au sire Humbert de Prangins (Voir *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 15). Un autre pape Lucius émit, en 1188, une bulle en faveur du couvent de Bonmont.

⁵ Cette confirmation est la première charte que rapporte le cartulaire; elle est sans date. Arducius occupa pendant près de 50 ans le siège épiscopal de Genève dans le courant du XII^{me} siècle. Il siégeait encore en 1181 (*Mémoires de la société d'histoire, etc. de Genève*).

⁶ Cartulaire d'Oujon. Au nombre des témoins se trouve Pierre de brusinenaux (Bursinel).

⁷ Voir *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 381 et la suivante. Lionnette, dame de Gex, soumit, en 1277, la suzeraineté

Il a déjà été parlé de la donation du même Jean, sire de Prangins (et de Cossonay, petit-fils du sire Humbert), au prieuré d'Oujon⁸. Elle fut approuvée par sa femme Agnès et par ses fils Humbert, Jean et Guillaume. Par la charte de cette concession, datée de Prangins, devant l'église, le 17 avant les Kalendes de juin de l'année 1211⁹, le sire Jean ordonne à son minstral (*ministralis*) ou à son saultier (*psalterius*) d'en faire observer les dispositions.—Le même sire émit encore, en 1225 (kalendes de juillet), une autre charte en faveur de la maison d'Oujon¹⁰.

Enfin, *Guillaume, sire de Prangins* (fils de Jean), ayant reconnu qu'une partie des biens donnés à la même chartreuse par les *milites* de Bursinel¹¹ mouvait de son fief, ratifia leur donation en 1248¹².

Dans le nombre des témoins, soit de la donation faite, en 1145, au couvent de Bonmont par Amédée de Begnins, Mathilde, sa femme, et Anselme, son fils, de ce qu'ils possédaient en Villars et de leur moitié de Montlaçon, soit de

du château de Genolier au fief de Béatrix, comtesse de Viennois et d'Albon et dame de Faucigny.

⁸ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 32.

⁹ C'est-à-dire le 16 mai. La date citée précédemment nous a été fournie par les archives d'Arzier.

¹⁰ Cartulaire d'Oujon. L'extrait de ce cartulaire qui nous a été communiqué n'indique pas l'objet de cette charte.

¹¹ Les *milites* de Bursinel étaient aussi vassaux des seigneurs de Genolier (cartulaire d'Oujon).

¹² Cartulaire d'Oujon.

leur laudation de celle que Guigues de Begnins, leur parent, avait faite au même monastère, on trouve *Girolld, cuisinier de Prangins*⁴³. Or celui-ci était un ministériel des sires de ce nom. Ce don de la famille de Begnins comprenait la grange de Montlaçon et d'autres choses.

On voit par une attestation accordée, en 1179, par Ar-dutius, évêque de Genève, au couvent de Bonmont, de diverses donations faites à cette maison religieuse, qu'Humbert de (mot inlisible) et Aymeric, son frère, lui avaient donné les dixmes qu'ils réclamaient sur les possessions de la grange de Clarens, dixmes dont celle-ci se trouvait ainsi investie⁴⁴. On se souvient que Bonmont tenait cette grange de la libéralité du sire Humbert de Prangins et de son épouse. Les sires de Prangins avaient conservé la haute seigneurie à Clarens⁴⁵.

Pierre, sire de Prangins, vivait encore en 1189. On le trouve nommé alors avec Jean, son fils, Hugues, *miles* de

⁴³ « Guillelmus de Bornes. Guillelmus Alberici decani. harbertus de marcins Raimundus de vynciel. clerici. Cono de Dueillie. Petrus de trailai. Walcherius de crecei. Girolldus Coquus de prengins. Saverius clericus de Albona et Girolldus frater eius fuerunt testes » (Archives cantonales, tit. du baill. de Bonmont, coté n° 2° 1).

⁴⁴ Ibidem, coté n° 6. Les témoins de cette donation furent : Maynier de Vilar, Dominique de pormentor, Pierre de Glant, Guillaume darnai et Guillaume de Craci, moines, etc.

⁴⁵ Ibidem, vol. divers, Indications.

Germagny, Etienne, Aymon et Marun, fils de Marun de Bierre, Conon, Amauri et Humbert de Mont, frères, et Raymond le Gros de Vufflens ⁴⁶.

Une déclaration du chapitre de Lausanne, de l'année 1208 (juin), nous apprend que *Thomas de Cossonay*, chanoine et céliér du chapitre, ayant acquis divers biens pour le prix de 1020 sols, en avait assigné le revenu annuel, s'élevant à 40 sols, un muid de vin et trois coupes de froment, pour la fondation de son anniversaire, ainsi qu'un muid de froment, de cense, par lui acquis sur un moulin rière Pully. Ce revenu devait être distribué, le jour de cet anniversaire, par le sacristain ou quelqu'autre prêtre délégué par le chapitre, et cela de la manière qui en avait été prescrite ⁴⁷.

Humbert, sire de Cossonay, se porta garant, le 10 février 1230, de Guillaume Ferrex, chevalier, d'une cense annuelle de muids de froment (à la mesure de Lausanne), assignée sur la dixme de Penthallaz, à payer à maître Pierre d'Oulens, pour la somme de sept livres et dix sols de Lausanne ⁴⁸. — Ce chevalier Ferrex appartenait sans doute à la

⁴⁶ Ibidem, invent. analyt. verts, n^o 1, paquets par alphabets, n^o 464, Hautcrêt.

⁴⁷ Ibidem, invent. analyt. verts, n^o 2, paquets par numéros, n^o 167, Lausanne.

⁴⁸ Ibidem, cahiers analyt., vol. rouge, page 186, paquet 5^e.

famille Ferrel de Cossonay, dont les membres étaient chevanciers des sires de Cossonay et de Prangins. Nous en avons vu deux, Hugues et Pierre, frères, donner, en 1180, des terres situées à Sullens au couvent d'Agaune de St-Maurice, et deux autres, Guillaume et Narduin, confirmer, en 1202, une donation de terres au Montlaçon, précédemment faite au couvent de Bonmont par leur père Turumbert et leur oncle Emarus⁴⁹. Ce même chevalier peut bien avoir été le père de Conon, dit Ferrens de Pentala, lequel ayant donné, en 1267, sa part de la grande dixme de Burtigny au couvent de Bonmont, promet qu'il ferait approuver sa donation par le sire de Cossonay et l'en constituerait le garant²⁰.

Nous avons parlé d'un extrait du cartulaire de Montfauçon, relatif à l'hommage du sire de Cossonay au siège archiépiscopal de Besançon, pour Nyon, les dixmes, etc²¹.

⁴⁹ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., pages 27 et 28.

²⁰ Ibidem, page 33. Les Ferrel avaient aussi des biens à Grancy. François, fils de Jaquet Ferrel, donzel, de Grancy, légua deux coupes de froment, de cense annuelle, à la maladrerie du Veyron. Ses biens passèrent à son petit-fils Pierre (fils de Jean) de Dullit, qui vivait en 1370, et à Marguerite, sœur de celui-ci, femme de Pierre de Daillens. Lorsque Jaq. Besançon acquit, en 1359, la part de la dixme de Penthallaz qu'il légua à l'hôpital de Cossonay, etc., cette dixme se percevait avec les donzels de la *Dolivaz* (c'est-à-dire de Dullit). Et, en 1387, il est question à Penthallaz du ténement de la *Dolivaz* (Voyez *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 298).

²¹ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 49, note 127, et page 227 et la suivante.

Selon ce cartulaire, toutes les dixmes, depuis la pierre de Moray jusqu'à la ville (*usque ad villam*) nommée *Pirum*, soit que le sire de Cossonay les tint lui-même, soit que d'autres les tinssent de lui, mouvaient du fief de l'archevêque. Nous appuyant sur diverses chartes qui indiquent la même pierre de Moray et le canal (« la chinaux ») de Bursins pour limites de ces dixmes, nous avons cru que *Pirum* était une mauvaise lecture du nom *Bursins* : Nous nous étions trompés. Peron (en latin *Pirum*, *Piruns*, *Peruniacum*) est un village du pays de Gex, au canton de Collonges ²². Ainsi donc si, d'un côté, le sire de Cossonay tenait en fief de l'archevêque les dixmes entre la pierre de Moray et le canal de Bursins, il en était de même, du côté opposé, dès cette pierre jusqu'au village de Peron, ce qui comprend une étendue de pays considérable, soit la majeure partie de l'ancien comté des Equestres. — Ne peut-on pas tirer de cette circonstance une nouvelle présomption en faveur de la descendance des sires de Cossonay et de Prangins des comtes des Equestres ?

Nous avons émis l'opinion que cet hommage du sire de Cossonay à l'archevêque, mentionné par le cartulaire, pourrait bien être antérieur à celui que prêta, en 1246, le sire Humbert (II) en personne, à Besançon ²³. Ce fut Etienne de Rossillon, on s'en souvient, qui en fit la prestation au nom du sire de Cossonay. Or un Etienne de Rossillon, vraisemblablement celui dont parle le cartulaire, intervient dans

²² *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire et d'arch. de Genève*, tome II, seconde partie, pages 21 et 22, et tome IV, seconde partie, page 61. Peron se trouve auprès de la route de St-Genix à Collonges.

²³ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 228, note 9.

une charte de l'année 1235 et dans une autre de l'année suivante²⁴. Nous en inférons que l'hommage en question fut peut-être prêté par le sire Jean, ou plus probablement par son fils Humbert, lorsque celui-ci entra en possession des seigneuries de sa famille, et que, plus tard, il le renouvela, en personne, à Besançon. Nous venons de voir Humbert agir comme sire de Cossonay déjà en 1230.

Un auteur moderne rapporte²⁵ un fait nouveau et intéressant pour l'histoire des dynastes de Cossonay. Selon lui, Guillaume, comte de Genève, aurait inféodé, en 1235, le château et la seigneurie de Vufflens (le-châtel) à *Humbert, sire de Cossonay*²⁶. Les détails de cette inféodation nous font défaut, mais elle nous explique pourquoi ce même sire Humbert scella, en 1247, l'abandon que fit alors au couvent de Romainmotier le chevalier Vuillelme de Vufflens, dit gras, de ses prétentions à une vigne située à Bussy, endroit qui appartenait alors, en majeure partie, à la seigneurie de Vufflens²⁷. Déjà le sire Jean, père d'Humbert, avait apposé son sceau à deux chartes émanées des nobles de Vufflens en

²⁴ *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire et d'arch. de Genève*, tome IV, seconde partie, pages 56 et 95.

²⁵ Le marquis Costa de Beauregard, dans ses familles historiques de Savoie, 1^{re} livraison, au tableau généalogique des seigneurs de Compey.

²⁶ L'auteur indique pour source les titres du château de Vufflens, cités par le manuscrit de la députation royale (sarde) d'histoire.

²⁷ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 51.

faveur du monastère romain²⁸. On doit présumer que l'inféodation indiquée eut lieu lors de l'extinction de la famille des dynastes de Vufflens. On sait quelle prépondérance les comtes de Genève avaient alors acquise dans le pays de Vaud. Cependant, d'un autre côté, le sire Guillaume de Vufflens avait soumis le château et la seigneurie de ce nom au fief de l'église de Lausanne, du temps de l'évêque Roger²⁹. La maison de Cossonay ne paraît pas avoir conservé longtemps la seigneurie de Vufflens, qui passa bientôt à celle de Duyn. Mais l'écusson des sires de Cossonay (l'aigle) se remarquait dans l'antique donjon de Vufflens⁵⁰.

Jean de Cossonay, évêque de Lausanne, cédant, en 1260, la moitié de la juridiction temporelle sur la ville de Lausanne au prince Pierre de Savoie, le nomme *son très-cher consanguin*⁵¹. D'où provenait leur parenté? A parler strictement, *consanguineus* signifiait cousin germain paternel, et *consobrinus* cousin germain maternel. Toutefois, dans la pratique, on donnait au premier terme un sens moins restreint. Le comte Thomas de Savoie, père du prince Pierre, avait été marié deux fois : 1^o avec Béatrix de Genève, fille du comte Guillaume I^{er}⁵²; et 2^o avec Agnès, fille de Guil-

²⁸ Ibidem, page 36.

²⁹ *Cartulaire de Lausanne*.

³⁰ Le Coultre, manuscrit.

⁵¹ *Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande*, tome VII, 1^{re} liv., page 56.

⁵² Guichenon, *hist. généal. de la maison de Savoie*, et Grillet,

laume, sire de Faucigny ⁵³. Selon Guichenon, ses nombreux enfants seraient issus de cette dernière épouse, tandis que selon d'autres auteurs ⁵⁴ ils le seraient de la première. La question n'est pas résolue. Probablement que l'évêque Jean et le prince Pierre étaient parents du côté de leurs mères. Celle de l'évêque est appelée, dans les chartes, *dame Agnès* ; on n'en sait pas davantage. Peut-être qu'elle appartenait à la maison de Genève ou à celle de Gex, qui en était issue, ou bien peut-être encore à celle de Faucigny, et que son existence a échappé jusqu'ici aux généalogistes de ces diverses maisons. Un fait reste certain, c'est celui de la parenté, au XIII^{me} siècle, de la maison de Savoie avec celle de Cossonay.

Jordane, femme de *Jaques*, sire de *Cossonay*, chevalier, était, selon toute apparence, nous l'avons fait observer, de la maison de la Tour-Châtillon. Les mémoires de l'académie royale de Turin contiennent un extrait des comptes de la châtellenie de Chillon, où l'on remarque l'article suivant, bien propre à corroborer l'opinion que nous avons émise : « Anno » 1266-67. De XLI libris maur. pro banno, de hominibus » domine *Jordane de Turre*, eo quod cum armis venerunt

dict. hist. littér. et statist. des départ. du Mont-Blanc et du Léman (de la Savoie).

⁵³ Ibidem ; Ibidem. Grillet ne place pas ce Guillaume au nombre des sires de Faucigny, quoiqu'il l'indique comme fils d'Aimon I et frère d'Henri ou d'Humbert, l'un et l'autre sires de Faucigny.

⁵⁴ Entr'autres feu le marquis de S^t. Thomas.

» apud Massongie contra illos de S. Mauricio. » — On se souvient que dame Jordane de Cossonay était vidame d'Ollon et co-dame de Bex, lieux voisins de Massongier.

Jaques, sire de Montricher (et son fils Rolet), entrant, en 1289, dans l'hommage ⁵⁵ d'Othon, comte palatin de Bourgogne, sire de Salins, réserve la féauté qu'il doit au sire de Villars, à Louis de Savoie, sire de Vaud, à la dame de Montsaugéon ⁵⁶, au sire de Gex, et à *celui de Cossonay* ⁵⁷. Nous avons fait observer que lorsque Raoul (ou Rolet), sire de Montricher, prêta hommage, en 1297, à Louis de Savoie, pour Montricher, il en excepta ce qu'il tenait du sire de Cossonay et d'autres seigneurs ⁵⁸.

Jean (II), sire de Cossonay, ayant contracté envers le donzel Richard, fils du feu chevalier Nicolas de Lutry, une dette de cinquante-sept livres, bonne monnaie de Lausanne, pour du blé et du vin que celui-ci lui avait vendus ⁵⁹, prend

⁵⁵ C'est-à-dire devenant vassal et prêtant hommage pour la première fois.

⁵⁶ Jaquette de la Sarraz, femme de Simon de Monnet, chevalier. (Voir *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., note 191).

⁵⁷ *Collect. de Gingins*, copies de chartes à la biblioth. de Besançon.

⁵⁸ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., note 190.

⁵⁹ Sans doute que le sire Jean de Cossonay avait employé ce vin et ce blé dans la guerre qu'en qualité d'allié de l'évêque de Lausanne il soutenait contre Louis de Savoie, sire de Vaud.

l'engagement (1297, mai) de l'acquitter à la prochaine fête de St-Michel. Et, pour le cas où il ne le remplirait pas, il autorise le donzel Richard à emprunter la somme due, sur le pied de deux deniers d'intérêt pour chaque livre par semaine, pour aussi longtemps qu'il ne sera pas payé. Il promet, sous serment, non-seulement de l'indemniser de tous intérêts, frais et dépens, mais encore de le croire, à l'égard de ceux-ci, sur sa simple parole, etc. Pour hypothèque spéciale, il lui assigne la dixme des blés de Pailly, que le donzel Richard tient de lui en fief⁴⁰. Enfin, pour plus grande sûreté, le sire Jean constitue deux fidéjusseurs de sa dette, savoir : Pierre, fils de Guillaume de Penthereaz, citoyen de Lausanne, pour la moitié de celle-ci, et le donzel Guillaume, fils du feu chevalier Jean de SonarcLens, pour l'autre moitié. Le sire de Cossonay et ses cautions se soumettent à la juridiction de l'official de Lausanne, pour que, sans citation ni monition, celui-ci les contraigne, par la censure ecclésiastique, à l'observation de leurs engagements⁴¹.

Encore la même année (mercredi après la fête de St-Martin, en hiver), le sire Jean, du consentement de sa femme Marguerite de Villars, vend au même donzel Richard de Lutry, en libre alleu, la moitié de la dixme de Pailly (de froment, d'avoine, etc.), avec tous ses droits, pour le juste prix de cent-quatre-vingt-dix livres lausannoises, bonnes.

⁴⁰ A cause de la seigneurie de Berchier.

⁴¹ A leur prière, l'official apposa le sceau de la cour de Lausanne à l'acte écrit qui les contenait (Arch. cant., titres du baill. d'Yverdon, coté N° 11).

Il promet de maintenir la dixme vendue, et tient l'acquéreur quitte jusqu'alors de tous devoirs de fief, hommages et obligations. Il se soumet de nouveau, ainsi que sa femme, à la juridiction de la cour de l'official, pour ce qui concerne l'observation des engagements qu'il contracte, réservant cependant huit jours de monition. Enfin il appose son sceau et fait apposer celui de l'official au contrat de vente, passé à Lausanne, dans la maison du chevalier Rodolphe de Billens, dans laquelle le sire de Cossonay et sa femme demeuraient alors ⁴².

L'aliénation faite ici par le sire Jean comprend seulement la directe seigneurie soit la mouvance de la dixme de Pailly, puisque le donzel Richard possédait déjà celle-ci à titre de fief. C'est donc une exemption de ligence qui lui est accordée, et le haut prix qu'il en paie nous montre l'importance qu'on attachait alors aux liens de la vassalité.

Quatre-vingt-deux années plus tard, cette même moitié de dixme rentra dans le domaine du château de Berchier. Rolet, mayor de Lutry, donzel, héritier de François et de Richard de Lutry, son père et son aïeul, la céda, en 1379 (nones de juillet), à titre de vendition perpétuelle, à noble et puissant homme *Louis de Cossonay*, sire de Berchier, chevalier, pour le juste prix de deux cent-quarante livres lausannoises, bonne monnaie. Cette cession comprit également tous les droits que le vendeur pouvait avoir à la dette de cinquante-sept livres contractée par le sire Jean de Cossonay

⁴² Ibidem, coté ad n° 11. — Peut-être le sire Jean de Cossonay demeurerait-il alors à Lausanne à cause de la guerre dont il a été parlé plus haut.

envers Richard de Lutry⁴⁵. Et, comme le sire de Berchier avait employé à cette acquisition des deniers qui provenaient de la dot de noble dame Marguerite de Sarbruck (*de Serraponte*), son épouse chérie, il s'empressa, la même année⁴⁶, en rémunération de beaucoup de services que celle-ci lui avait rendus et lui rendait journellement, de lui abandonner, à titre de donation entre-vifs, la dixme qu'il avait acquise⁴⁵.

La même Marguerite de Sarbruck (ou Salabruche) légua, par son testament du 14 septembre 1394, trente sols annuels aux chapelains du chœur de l'église Notre-Dame de Lausanne. Ils seraient distribués, par le chapitre de cette église, entre ceux qui célébreraient la messe le jour de son anniversaire. Elle assigna cette rente sur sa dixme d'Ogens⁴⁶.

Retournons maintenant en arrière.

Par son testament, de l'année 1300 (lundi après *Judicame*), Guillaume de Champvent, évêque de Lausanne, célèbre dans notre histoire, nomma pour exécuteurs de ses dernières volontés Aymon du Quart, prévôt du chapitre de Lausanne, Othon de Champvent, frère du testateur, *Jean, sire de Cossonay, son neveu, Vuillerme, sénéchal de Lau-*

⁴⁵ Arch. cant., tit. du baill. d'Yverdon, coté ad n° 11.

⁴⁶ Le 14^{me} janv. Il est assez singulier que la donation du sire Louis ait précédé l'acquisition de la dixme de Pailly.

⁴⁵ Arch. cant., tit. du baill. d'Yverdon, coté ad n° 11.

⁴⁶ Ibidem, coté n° 54.

sanne, chevalier, Jean de Dugny, son official, et Jean d'Avanches, son officier domestique⁴⁷. On ignore comment le sire de Cossonay et l'évêque Guillaume se trouvaient parents aussi rapprochés⁴⁸, mais cette parenté peut bien avoir contribué à les unir lors de la guerre que l'évêque et ses adhérents soutinrent contre Louis de Savoie et ses alliés.

Il semblerait que la dépouille mortelle du sire *Jean de Cossonay* reposât dans l'église de St-Maire, à Lausanne, puisque Jean de Gruyère, sire de Montsalvans, chevalier, fondant, en 1359 (juillet), un autel dans cette église et y choisissant sa sépulture devant la chapelle Notre-Dame⁴⁹, ordonne que son tombeau soit couvert d'une pierre unie (*lapis planus*), semblable à celle du tombeau de *Jean de Cossonay*⁵⁰.

Marguerite de Villars, veuve du sire Jean (II) de Cossonay, et ses fils *Louis* et *Humbert*, firent, en 1306, quelques

⁴⁷ Arch. cant., invent., paquets par numéros, n° 1.

⁴⁸ La mère de l'évêque se nommait dame Helvis (*Collect. de Ginguins*); le nom de sa famille n'est pas connu. On sait que les sires de Champvent appartenaient à la famille des dynastes de Grandson.

⁴⁹ Dans un des côtés du chœur, au pied de l'image de Christ.

⁵⁰ *Geschichtsforscher*, tome XIII, 1^{er} cahier. Il n'est pas présumable que ce Jean de Cossonay soit l'évêque de Lausanne de ce

libéralités à l'abbaye du lac de Joux. Elles consistaient dans le don d'une cense annuelle de douze sols, d'une seconde cense de dix sols, d'une troisième de deux pains blancs, et d'une quatrième de neuf sols⁵¹.

On se souvient que l'archevêque et le doyen de Besançon avaient invité le comte Amédée (V) de Savoie, par lettre datée du samedi après la fête de l'Annonciation de la Vierge de l'année 1307, à recevoir, selon l'usage, l'hommage du sire *Jean de Cossonay*, admis par eux pour vassal à cause du fief de Nyon que le sire de Prangins tenait de lui, et cela parce qu'ils avaient jadis concédé ce fief au comte Philippe (de Savoie). Le sire Jean de Cossonay, à la vérité, ne vivait plus alors, mais ses fils le représentaient. Cette invitation, au reste, paraît avoir été une simple formalité, et l'archevêque Hugues accorda bientôt après (même année, kalendes de juin), par procureurs, l'investiture de Nyon au comte Amédée⁵².

Pierre (IV), comte de Gruyère, faisant, en 1314 (novembre), un traité d'alliance avec Louis (II) de Savoie, sire de

nom, sans doute inhumé dans la cathédrale; ni Jean (I), sire de Cossonay et de Prangins qui reposait peut-être dans l'église de Bonmont, puisqu'il avait fait un légat au couvent de ce nom (voir *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 163).

⁵¹ Arch. cant., cahiers analyt., vol. rouge, paquet sans n°.

⁵² « Littera data die Kalendarum Junii anno domini 1307, in qua

Vaud, réserve que si celui-ci avait querelle avec Jean d'Englisberg, sire d'Illens et d'Arconciel (neveu du comte), soit avec le sire *Louis (I) de Cossonay*, il (le comte) ne marcherait pas personnellement contr'eux⁵³. Cette réserve laisse entrevoir des relations particulières entre les maisons de Gruyère et de Cossonay.

Un accommodement paraît avoir eu lieu entre Louis (II) de Savoie, sire de Vaud, d'une part, et *Aymon de Cossonay* (chanoine de Lausanne), *Jean, sire de Cossonay*, et le frère (non nommé) de celui-ci, de l'autre. La concorde avait été rétablie par le chevalier Guillaume de Dompierre et N... Guichard, de Cossonay, arbitres choisis par les parties. Celles-ci abandonnèrent la décision des points en litige à Humbert (de Billens), sire de Paleysieux et à Aymon de Chastonay, baillif de Lausanne⁵⁴. On ignore et le sujet du différend et la date de l'accommodement auquel il donna lieu. Cette dernière doit vraisemblablement être placée entre les années 1333 et

« Hugo archiepiscopus Bisuntinensis dat investituram feudi Nyviduni
« domino Amedeo comiti Sabaudia, per procuratores » (Arch. de Morges, invent. analyt. de divers titres concernant la patrie de Vaud qui jadis se trouvaient aux archives de Chambéry et sont maintenant à Turin).

⁵³ *Geschichtsforscher*, tome XIII, 1^{er} cahier.

⁵⁴ Cette indication repose sur une note jadis prise aux archives de Cossonay. Nous n'avons pas trouvé dans celles-ci le titre qui y a donné lieu. Cette observation s'applique également à la seconde partie du même paragraphe.

1350 ⁵⁵. Cette convention serait-elle le traité de paix dont parlent les anciens comptes de la communauté de Cossonay ⁵⁶?

Lors d'une difficulté survenue entre les mêmes seigneurs de Cossonay et le donzel Mermet de Chabie, le sire Humbert de Paleysieux fut encore l'arbitre des premiers et Guillaume de Billens, châtelain de Romont, celui de l'autre partie.

Humbert de Billens, sire de Paleysieux, chevalier, et son fils Aymon, aussi chevalier, créèrent, en 1359, en faveur de Pierre de Billens, sire de Joux, chevalier, et de Marguerite de Grandson, sa femme, une obligation de 3200 florins d'or, de Florence, de capital, remboursable dans cinq années; et cela sous l'hypothèque du château de Paleysieux et de son mandement. Ils assignèrent la perception annuelle de l'intérêt de cette dette sur les revenus de l'hypothèque. Pierre, comte de Gruyère, *Jean (III), sire de Cossonay*, et son frère *Girard*, chevaliers, se portèrent garants des engagements du père et du fils ⁵⁷. Le sire de Paleysieux avait, on s'en souvient, épousé Johannette de Cossonay, tante du sire Jean. Une proche parenté les unissait donc.

Guillaume de Cossonay, prieur de Payerne, avait obtenu, en 1362 (14 janvier), du baillif de Vaud, un passement

⁵⁵ Le sire Louis (I) de Cossonay, père du sire Jean (III), ne vivait plus en 1353, et Louis (II) de Savoie, sire de Vaud, mourut en 1350.

⁵⁶ Voir ci-devant page 59.

⁵⁷ Arch. cant., invent. analyt. verts, n° 1, paquets par alphabets, litt. N. N. N.

contre les prud'hommes de Montcherant, les astreignant à lui payer, deux fois l'an, la taille à miséricorde. L'année suivante, le comte Amédée de Savoie enjoignit (le 15 mars) à tous ses officiers et justiciers de la baronnie de Vaud, de faire exécuter ce passement, parce que le recours en appelation en était prescrit et qu'il (le comte) était bénévolement enclin à écouter les supplications que *son très-cher consanguin* le prieur de Payerne et son couvent lui avaient adressées au sujet de cette exécution ⁵⁸.

Louise, dame de Cossonay, femme de Jean de Challant, réclamait du siège épiscopal de Lausanne le paiement de dix muids de vin, dûs, selon elle, aux sires de Cossonay à titre de fief relevant de l'église de Lausanne. Une sentence arbitrale la débouta de sa demande qu'elle n'avait pas appuyée de titres ⁵⁹. — Jean de Challant, l'époux de dame Louise, était fils d'Iblet, sire de Challant et de Montjovet ⁶⁰.

Jean de Cossonay (de la branche bâtarde de la famille de ce nom), seigneur de Rurey, etc., testa le 19 avril 1507 et institua ses deux fils *François* et *Guy* ⁶¹ pour héritiers uni-

⁵⁸ Ibidem, titres du baill. d'Yverdon, coté n° 40.

⁵⁹ Ibidem, invent., paquets par numéros, n° 157.

⁶⁰ Ibidem, invent. analyt. verts, n° 1, paquets par alph., litt. Z.

⁶¹ Guy paraît avoir été connu en Franche-Comté sous le nom de *Guillaume*. C'est d'après des indications venues de ce pays que nous l'avons désigné sous ce nom.

versels de ses biens, par égale portion. Il légua, pour le cas où ceux-ci décéderaient sans postérité, sa dixme de Senarclens au clergé (séculier) de Cossonay⁶². Guy ne vivait plus lorsque son frère François fit son testament, le 10 octobre 1515, par lequel il donna au même clergé « la plus-value et véritable valeur » de la même dixme, déjà léguée à ce clergé par son père⁶³.

Passons maintenant aux sires de Prangins en particulier. Gueric, sire d'Aubonne, du consentement de sa femme Clémence, de son fils Etienne et de ses autres fils, remit, en 1259 (10 des kalendes de septembre), à titre d'échange, au seigneur Pierre de Savoie, tous ses droits au (*in*) château, au bourg et à l'hôpital d'Aubonne, avec toutes leurs appartenances, en hommes, terres, pâquiers, eaux, péages, pêcheries et autres choses corporelles et incorporelles, qu'il possédait entre la rivière dite de Viz (la Promenthouse?), d'un côté, et la Morges, de l'autre. Il en excepta les fiefs qu'il tenait *du sire de Prangins* et de celui de Gex⁶⁴. Pierre de Savoie promit au sire Gueric de lui assigner cet échange dans la vallée de Châtillon (*Castellionis*)⁶⁵.

La déclaration suivante de *Jean, sire de Prangins* (fils du

⁶² et ⁶³ Arch. de Cossonay.

⁶⁴ Le sire Gueric excepta encore ses droits sur Jean d'Aubonne, ses deux frères et leurs ténements situés dans la ville d'Aubonne.

⁶⁵ Arch. de Morges, invent. de divers titres concernant la patrie de Vaud, etc.

sire Guillaume), en faveur du couvent de Payerne, laisse présumer qu'il avait eu quelque démêlé avec ce monastère. Il confessa, en 1270, n'avoir aucun droit à (*in*) une terre située à Promenthoux, appelée *la folie des moines*, ni à la dixme de celle-ci. Et, en même temps, il permit au couvent d'acquérir, à Vic et à Marsins, deux poses de terre ou vigne qui appartiendraient à sa mouvance ⁶⁶.

De nouveaux démêlés surgirent bientôt à l'occasion du prieuré de Bassins, dépendant de celui de Payerne, mais dont l'avouerie appartenait au sire Jean en qualité de sire de Mont (le-vieux). Gaucher, prieur de Payerne, accusait celui-ci d'avoir commis des déprédations sur les hommes de Bassins, s'élevant, selon lui, à cinquante livres de Genève. Le sire de Prangins disait n'avoir fait usage que de ses droits d'avoué. Ces droits étaient niés par le prieur. Des compositeurs amiables (Aymon, prieur de Romainmotier, Humbert de Rossillon et deux autres) arrangèrent le différend et prononcèrent, en 1276 : qu'à raison de l'avouerie du prieuré de Bassins, le sire de Prangins aurait : 1^o la punition des criminels en cas de peine de mort ou de mutilation des membres ; 2^o la moitié des biens des délinquants, etc. ⁶⁷. Louis de Savoie, sire de Vaud, successeur des Prangins, ratifia cet accord en 1317 ⁶⁸.

Ces mêmes hommes de Bassins étaient astreints aux devoirs de fortifier et de bâtir à l'égard du château de Mont

⁶⁶ Arch. cant., invent., paquets par numéros, n^o 247.

⁶⁷ Vieux manuscrit à la biblioth. de Rolle, intitulé : Reconnaissances de droyts de la ville de Roule et Mont-le-vieux, et de plusieurs droits de Mont-le-grand.

⁶⁸ Ibidem.

(le-vieux)⁶⁹. — Outre une grande partie de la Côte, la seigneurie de Mont (le-vieux) comprenait le plateau élevé qui la domine. Son ressort était considérable. Les criminels du Vaud et de Volatar⁷⁰, lieux qui appartenaient à l'abbaye de Bonmont, étaient remis, après avoir été condamnés à mort à Bonmont, au châtelain de Mont (le-vieux) qui faisait exécuter la sentence⁷¹. Le prieuré et les hommes de St-Georges étaient du mandement de Mont (le-vieux), et le prieur payait annuellement quatorze sols au sire de Mont, pour la sauvegarde⁷². Le prieur de Bierre lui payait deux florins d'or pour le même objet, et ce sire avait le droit de dernier supplice sur les sujets du prieuré (à Bierre)⁷³. Enfin les hommes de Bierre ressortissaient à Mont-le-vieux, en suivaient la chevauchée et y fortifiaient⁷⁴. Déjà, en 1204, Narduin de

⁶⁹ Par une transaction de l'année 1386, entre Pierre, prieur de Payerne, et Galleis, sire de Viry et Mont-le-vieux, ce dernier renonça à ces droits là, mais il s'en réserva d'autres (Ibidem).

⁷⁰ Voir, au sujet de Volatar, *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., note 34.

⁷¹ La remise des criminels avait lieu vers le châtaignier, sur les vignes de Sales, près de Begnins, et leur exécution au gibet de la Vorseaz (Biblioth. de Rolle, reconnaissances de droits de Rolle et Mont-le-vieux, et de plusieurs droits de Mont-le-grand).

⁷² Sentence arbitrale de l'année 1445, entre Amédée de Viry, sire de Mont-le-vieux, d'une part, et Antoine Mestral, prieur de St. Jean au diocèse de Genève, de l'autre, au sujet de la juridiction sur les hommes du prieuré de St. Georges (Ibidem).

⁷³ Transaction, en 1381, entre Luque de la Baulme et Galleis de Viry, son fils, dame et sire de Mont-le-vieux, et Guigonet de Dom pierre, prieur de Bierre (Ibidem) : Et autre transaction, en 1458, entre Amédée de Viry, sire de Mont-le-vieux, et Antoine Challet, prieur de Bierre (Ibidem).

⁷⁴ Ibidem et aussi Rebeur, manusc.

Bierre avait été l'un des témoins d'une convention de Jean, sire de Prangins (et sans doute aussi de Mont), avec le couvent de Bonmont ⁷⁵.

On voit par les partages faits, en 1596, entre les deux fils de l'avoyer de Berne, Jean Steiguer, des terres et seigneuries de Rolle et Mont-le-vieux, et de Mont-le-grand, que la première, indépendamment de la ville de Rolle, comprenait les lieux suivants : « le chesaux » du château de Mont-le-vieux, Bugnaux, Tartegnin, Vincy, St-Vincent, Vinzel, Luins, Begnins, Dullit, St-Bonnet, Bursinel, Ougens (Oujonnet?) le Vaud, Vollata, Penzat (?), et Mollanson (Montlaçon). La seigneurie de Bierre fit partie de ce partage qui échut à noble Jean Steiguer ⁷⁶.

Nous avons dit que, lors de la catastrophe de la maison de Prangins, les seigneuries de Grandcour et Bellerive avaient passé à celle de Savoie ⁷⁷. Le château de Grandcour se rendit au sire de Vaud; et cette reddition, qui paraît avoir été faite par les bourgeois de Grandcour, eut lieu du consentement d'*Isabelle*, veuve de messire Jaques, co-seigneur d'Estavayé. Louis de Savoie promit aux bourgeois et jurés de Grandcour de les tenir aux mêmes bons us et coutumes que ses oncles, les comtes Pierre et Philippe, avaient observés à l'égard de Moudon. Cette assurance leur fut donnée au château des Clées, l'an 1293 ⁷⁸. Isabelle, veuve de Jaques, co-seigneur d'Estavayé, serait-elle Isabelle de Greysi, pré-

⁷⁵ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 32.

⁷⁶ Arch. cant., Quernet des seigneuries de Mont-le-vieux et Mont-le-grand, par Bulet.

⁷⁷ *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc., page 184.

⁷⁸ Recueil Martignier, Collect. de M. de Haller, à Berne.

cédemment l'épouse du sire Jean de Prangins? Dans tous les cas, elle paraît avoir tenu à la maison de Prangins.

Par composition faite entre Amédée (V), comte de Savoie, et *Aymon de Prangins*, donzel, le premier était tenu de payer au second mille livres viennoises. Ce paiement ayant été effectué, Aymon de Prangins en donna quittance le mercredi avant la fête de Ste-Cathérine de l'année 1294⁷⁹. Aymon de Prangins est le sire dépossédé de Nyon, et la composition dont il est ici question avait sans doute eu lieu lors de la prise de Nyon ou peu de temps après.

Quelques rares notions nous sont encore parvenues sur les derniers membres, il le paraît, de la famille de Prangins.

Perrod de Prangins, donzel, fils naturel de feu Jean de Prangins, donzel⁸⁰, fit un légat, le 19 septembre 1374, à l'église de Dommartin⁸¹. Et, en 1406, *Jean de Prangins*,

⁷⁹ « Littera data die mercurii ante festum B. Catharinæ A°. 1294, ab Aymone de Prayngino domicello emanata, qui in ea confessus « fuit habuisse a domino Amedeo comite Sabaudie 1000 libras « viennenses in quibus sibi tenebatur ex causa compositionis factæ « inter eos » (Arch. de Morges, invent. analyt. de plusieurs titres concernant la patrie de Vaud, etc.).

⁸⁰ Sans doute Jean de Prangins, donzel, vivant en 1297, fils du sire Jean.

⁸¹ Arch. cant., invent. analyt. verts, n° 4, paquets par alphabets, litt. O. O.

donzel, tant en son nom qu'en celui d'*Aymon de Prangins*, son frère, donna au couvent de Bonmont une cense annuelle de trente sols de Genève, dont Isabelle de St-Joire, veuve de Guillaume de Visencier, avait fait donation entre-vifs à ce monastère ⁸². Il se pourrait que ce Jean de Prangins fût celui qui devint évêque de Lausanne en 1433.

Le fait que nous allons citer appartient à une époque plus rapprochée de nous. Nous le rapportons pour remplir une lacune de notre article sur le démembrement du domaine du château de Cossonay.

A la date du 1^{er} septembre 1673, LL. EE. de Berne inféodèrent à honorable Pierre Baudelle, citoyen de Lausanne, les censes et les fiefs qu'Elles possédaient au village de Bour-nens ⁸³. Indépendamment des censes dues, d'ancienne date, au château de Cossonay, cette remise comprit encore celles que LL. EE. avaient acquises, en 1568, par l'échange fait alors avec le baron de Coudrée.

⁸² Ibidem, cahiers analyt., vol. rouge, paquets sans titres, n° 1.

⁸³ Arch. de Cossonay.

TABLE DES MATIÈRES.

CHRONIQUE DE LA VILLE DE COSSONAY.

	Pages.
Cossonay sous les seigneurs de son nom	5
Domination immédiate de la maison de Savoie . .	40
Domination de Berne	115
Suite de la domination bernoise.	
Dix-septième et dix-huitième siècles	179

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

I.	Guillaume de Grandson, sire de Ste-Croix et d'Aubonne, accorde au sire Louis de Cossonay et à tous ses sujets de la seigneurie de ce nom la franchise du péage sur la rivière de l'Aubonne, . .	295
II.	Libertés et franchises concédées par Jeanne, dame de Cossonay, à la ville et à la châtellenie de ce nom, ...	299

III.	Jean de Rougemont, sire de Cossonay, concède à la communauté de cet endroit, pour trois années, le poids des viandes à vendre dans la ville, selon celui de la ville d'Aubonne, ...	317
IV.	Acte testimonial accordé par Jean de Rougemont, sire de Cossonay, à la communauté de cet endroit, au sujet de l'arrestation de deux malfaiteurs, . .	326
V.	Le syndic Nicolet Neir et son collègue, ayant rendu leurs comptes, se reconnaissent débiteurs envers la communauté de Cossonay de cinquante-huit livres lausannoises et de deux muids et huit coupes de froment, ... , . . .	330
VI.	Prononciation entre la communauté de Cossonay et les prud'hommes de Cottens, au sujet d'une imposition levée dans la ville, la châteltenie et le ressort de Cossonay, ...	333
VII.	Amédée, comte de Savoie, déclare que la concession d'un subside de la part de ses sujets de Cossonay et de l'Isle, à l'occasion du passage de Sigismond, roi des Romains, sera sans conséquence pour l'avenir, et il ordonne à son châtelain d'en exiger le paiement, ... , ...	339
VIII.	Supplication adressée au duc Amédée de Savoie par les villes de Morges et de Cossonay au sujet de l'arrestation de Jean du Turrel, leur bourgeois, .	341
IX.	Reconnaissance des habitants du village de Bettens au sujet de la fortification de la ville de Cossonay, .	343
X.	Le trésorier général de Savoie donne quittance de cent florins, de petit poids, à la communauté de Cossonay, pour bans encourus à l'occasion de la non-observation d'une ordonnance ducale au sujet des monnaies, ...	346
XI.	Le trésorier général de Savoie donne quittance à la communauté de Cossonay de deux cents et cinquante florins d'or, de bon poids, accordés par elle au duc Amédée de Savoie, pour faire valoir ses droits aux comtés de Valentinois et de Diois, . .	347

- XII. Supplication adressée par les nobles, bourgeois et habitants de la ville et du mandement de Cossonay au duc Amédée de Savoie, au sujet d'une clause de l'acte qu'il leur avait accordé pour le subside de la dot de la duchesse de Milan, ... 348
- XIII. Ordre de Louis de Savoie, prince de Piémont, etc., au châtelain de Cossonay et de l'Isle, d'exiger le paiement des deux cents et quatre-vingts florins, de petit poids, auquel les procureurs et syndics de la communauté de Cossonay s'étaient engagés à cause des brigands (troupe légère) précédemment concédés par les villes de la patrie de Vaud, . . . 350
- XIV. Louis de Savoie, prince de Piémont, remercie la communauté de Cossonay du subside qu'elle lui a accordé et la prie de le livrer incessamment au commissaire du prince, ... 352
- XIV^{bis}. Rodolphe d'Illens, récemment pourvu de l'office de la mestralie de Cossonay, prend l'engagement de respecter les franchises et libertés de la ville et de la châteltenie, ... 353
- XV. Les nobles, bourgeois et habitants de Cossonay supplient le duc de Savoie de leur concéder les émoluments des clames et du sceau de la châteltenie, pour dix ans ou davantage, sous vingt florins de pension annuelle, ... 358
- XVI. Louis de Savoie, prince de Piémont, établit deux messagers (*nuntios*) à Cossonay, et leur confère le pouvoir de contraindre les habitants de la ville et de la châteltenie au paiement des impositions à lever pour les réparations et autres nécessités de la ville, ... 361
- XVII. Lettre de convocation adressée par la ville de Moudon à celle de Cossonay, ... 363
- XVIII. Noble Aymon de Gallera, nouvellement nommé châtelain de Cossonay par le duc de Savoie, prête le serment d'observer les franchises de la ville et de

	Pages.
la châteltenie et d'exercer fidèlement et loyalement son office, ...	364
XIX. Acte de révocation des jadis sindics de Cossonay et des recteurs de l'hôpital et de la confrérie de cette ville, ...	368
XXI. Amédée de Savoie, prince de Piémont, seigneur de la Bresse et du pays de Vaud, confirme les franchises et libertés de la ville, de la châteltenie et du district de Cossonay, ...	373
XXII. Accord relatif à la confection de la croix du clocher de Cossonay, ...	376
XXIII. Jaques de Savoie, comte de Romont et seigneur du pays de Vaud, confirme les libertés et franchises de la ville et de la châteltenie de Cossonay, ...	386
XXIV. Jaques de Savoie, comte de Romont et seigneur du pays de Vaud, accorde aux nobles, bourgeois et habitants de Cossonay la faculté d'élire un officier de ville, ...	389
XXV. Transaction entre le prieuré de Cossonay et la bourgeoisie de la ville de ce nom, au sujet du paiement du forage du vin, ...	391
XXVI. Prononciation du conseil de Moudon entre la communauté de Cossonay et Pierre de Vuaulx, de Cottens, au sujet d'une imposition levée dans la châteltenie de Cossonay, ...	396
XXVII. LL. EE. de Berne donnent à la ville de Cossonay la maison de la chapelle de St-Sébastien et à son hôpital un muid annuel de blé, ...	400
XXVII^{bis}. LL. EE. de Berne confirment la franchise réciproque de péage des villes de Lausanne, Cossonay, Orbe et Yverdon, ...	401
XXVIII. Clause particulière de la charte accordée par LL. EE. de Berne à la ville de Cossonay à l'occasion de la taille à laquelle les Etats du pays avaient consenti, ...	405

XXIX.	La baronnie de Cossonay et son ressort nomment deux mandataires pour solliciter de LL. EE. de Berne la restitution des sommes précédemment payées pour la contribution de guerre, . . .	405
XXX.	Imposition levée dans la baronnie de Cossonay à l'occasion de la restauration d'une des tours de la ville, ...	407
XXXI.	LL. EE. de Berne invitent la ville de Cossonay à augmenter la pension de ses ministres, . . .	411
XXXII.	LL. EE. de Berne ordonnent que la baronnie de Cossonay demeurera au bénéfice de ses franchises à l'égard de l'exaction et du recouvrement des bans, ...	412
XXXII ^{bis} .	Un médecin de Lausanne et le barbier de la Sarraz attestent qu'Amey du Monthieux, de Cuarnens, est atteint de lèpre, et ce lépreux est admis et installé dans la maladrerie de Cossonay, ...	414
XXXIII.	Le baillif de Morges ordonne au châtelain de Cossonay d'observer les franchises de la baronnie à l'égard de la vente des gages meubles, . . .	419
XXXIV.	Georges-François et François Charrière, seigneurs de Mex et Senarclens, donzels, amodient pour une année l'ohmgeld de la ville et de la baronnie de Cossonay, ...	420
XXXV.	LL. EE. de Berne ordonnent au baillif de Morges de ne pas exiger des sujets de la baronnie de Cossonay, pour la garde du château de Morges, davantage que des autres sujets du bailliage, etc.	422
XXXVI.	Prononciation entre les nobles et bourgeois de Cossonay et les six « esleus, »	424
XXXVII.	Rapport adressé par la vénérable classe de Morges à LL. EE. de Berne, sur l'opportunité d'établir un pasteur à la Chaux et Senarclens, etc. . .	429
XXXVIII.	LL. EE. de Berne abergent à la ville de Cossonay la moitié de la forêt de Seppey, le glandage et la paisson sur la totalité de cette forêt, les gran-	

	Pages.
des halles, la mestralie et les langues de la bou- cherie, ...	433
XXXIX. LL. EE. de Berne inféodent à la ville de Cossonay les censes directes et pensionnaires qu'Elles pos- sèdent aux territoires de Cossonay et d'Alens à cause du château et du prieuré de Cossonay, .	440
XL. Prononciation du baillif de Morges, rendue à l'oc- casion des plaintes de quelques conseillers con- tre le reste du conseil, ...	449
XLI. Statuts du tir du département de Cossonay, . .	453
XLII. Sentence des seigneurs trésorier et bannerets de la ville de Berne, au sujet du droit d'ohmgeld de la bourgeoisie de Cossonay rière le district de Bournens, ...	457

Quelques explications relatives à la dixme des no- valles de la paroisse de Cossonay et à celle des nascents, à la redevance appelée la moisson, au tribut des oboles, à la maison du jadis prieuré et à la maison de ville de Cossonay	459
Tableau de la population actuelle des communes qui formaient la châtellenie et le ressort de Cos- sonay, ainsi que des lieux qui appartenaient an- ciennement, en tout ou en partie, à la seigneu- rie de ce nom	465
Encore quelques glanures sur les sires de Cossonay et de Prangins	469



ERRATA ET CORRECTIONS.



- Page 8, note 6, ligne 33; dûes, *lisez*: dues. — Faute analogue (soit dûe pour due), mêmes page et note, ligne 34; page 9, note 6, ligne 46; page 30, ligne 4; page 124, note 359, ligne 6; page 128, note 370, ligne 3; page 150, note 438, ligne 1; page 162, ligne 6; page 168, ligne 6; et page 184, ligne 4.
- » 9, note 6, ligne 52; chappons; *lisez*: chapons. — Faute analogue, page 106, note 310, ligne 13; et page 163, note 482, ligne 12.
- » 16, note 26, ligne 2; franc-alieu, *lisez*: francs-alieux.
- » 19, ligne 10; (lungellum, *lisez*: (linguellum.
- » 22, ligne 1 en remontant; *retranchez* (proba mulier).
- » 34, ligne 6; *mettez la seconde virgule dans la parenthèse, après le mot donzel.*
- » 42, note 93, ligne 5; *mettez une virgule après le second trait de la parenthèse.*
- » 76, note 216, ligne 5; était, *lisez*: étaient.
- » 85, ligne 3 en remontant; *retranchez la virgule après le mot croix.*
- » 85, note 245, ligne 2; nobles, *lisez*: noble.
- » 89, note 255, ligne 3 en remontant; Grux, *lisez*: Gruz.
- » 93, ligne 5 en remontant; Thiële, *lisez*: Thiële.
- » 98, note 284, ligne 8; *retranchez la virgule après le mot deniers.*
- » 109, note 319, ligne 5; *retranchez la virgule après le mot Cossonay.*
- » 143, note 417, ligne 5; olitiques, *lisez*: politiques.
- » 145, ligne 15; un giete de 6 florins, *lisez*: un giete de 6 florins, 1 sol et 6 deniers.
- » 160, note 472, ligne 5; *mettez des guillemets devant le mot lieu.*
- » 165, ligne 7 en remontant; s'abtenir, *lisez*: s'abstenir.
- » 171, ligne 3, *mettez un point et un trait après le mot Ste.-Marie.*
- » 232, ligne 16; « la passion, » *lisez*: le glandage et « la passion » du gland.

Page 241, note 720, avant-dernière ligne; appartenait, *lisez*: apparten-
naient.

- » 244, ligne 4 en remontant; l'etat, *lisez*: l'Etat.
- » 244, note 732, dernière ligne; pentions, *lisez*: pensions.
- » 282, note 863, ligne 1; dans cette déclaration, *lisez*: dans une dé-
claration accordée, en 1741, par LL. EE. de Berne au sei-
gneur de Bournens.
- » 299, lignes 4 et 3 en remontant; jn fidei nostre et federis, *lisez*: jn
fidei et nostre federis.
- » 306, ligne 1; litis, *lisez*: litis.
- » 318, ligne 14; diligenti, *lisez*: diligentj.
- » 318, ligne 4 en remontant; comeduntur, *lisez*: comedentur.
- » 319, ligne 4 de la note; abiis, *lisez*: ab iis.
- » 325, ligne 16, *retranchez le point après le mot* quarto.
- » 329, ligne 18; quj, *lisez*: quj.
- » 336, ligne 10; concordieque, *lisez*: concordique.
- » 338, ligne 5; premissorum, *lisez*: promissorum.
- » 346, indic. de la source de la charte X; collationné, *ajoutez*: à
l'original.
- » 346, ligne 7 de la charte X; quo, *lisez*: quod.
- » 348, indication de la source de la charte XII; collationné à l'origi-
nal, *retranchez*: à l'original.
- » 353, ligne 2; M^oIIII^oXXXVI^{to}, *lisez*: M^o.CCCC^o.XXXVI^{to}.
- » 353, ligne 2 du titre de la charte XIV; mistralie, *lisez*: mestralie.
- » 354, ligne 15; *mettez un point après le mot* ponderum.
- » 355, ligne 7 en remontant; *mettez un point après le mot* predictas.
- » 356, ligne 9; *mettez un point après le mot* declaratum.
- » 358, indication de la source de la charte XV; collationné à l'original,
retranchez: à l'original.
- » 360, ligne 2; Illens, *lisez*: yllens.
- » 361, lignes 5 et 6; *changez en point la virgule après le mot* Dyensis.
- » 361, ligne 4 en remontant; prespectata; *lisez*: prespecta(ta).
- » 362, ligne 14; paruerint, *lisez*: parerint.
- » 364, ligne 7; notre, *lisez*: nostre.
- » 377, ligne 5; negotio, *lisez*: Negotio.
- » 378, ligne 4; *retranchez le point après le mot* Item.
- » 390, ligne 19; *retranchez le point après le mot* assueta.
- » 399, lignes 2 et 3; tesmonialem, *lisez*: testimoniale.
- » 399, lignes 23; predictus, *lisez*: predictus.
- » 402, ligne 18; villles, *lisez*: villes.
- » 410, ligne 9; 4. s., *lisez*: 4 s.

Page 420, ligne 12; Ja.; *lisez* : J.

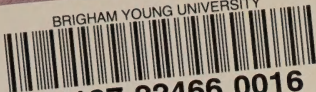
- » 421, lignes 21 et 22; de peste la presente amodiation, *lisez* : de peste (*pendant*) la presente amodiation.
- » 424, ligne 10; a, *lisez* : à.
- » 424, ligne 14, J., *lisez* : J^a.
- » 429, indication de la source de la charte XXXVII; collationné à l'original, *retranchez* : à l'original.
- » 433, ligne 3; sujetz, *lisez* : subjectz.
- » 451, ligne 9; grande, *lisez* : grand.
- » 456, ligne 16; *mettez une virgule après le mot* bouché.
- » 462, ligne 7; qne, *lisez* : que.
- » 463, ligne 1 en remontant; Cerf d'or, *lisez* : Cerf.
- » 474, note 13, ligne 2; Dueillie, *lisez* : Dueillei.
- » 474, note 13, ligne 5; coté n^o 2^o 1, *lisez* : coté n^o 1 2^o.
- » 475, ligne 3; Gros, *lisez* : gros.
- » 483, lignes 25 et 26; cinbuante-sept, *lisez* : cinquante-sept.
- » 486, note 50, ligne 4; *mettez une virgule après le mot* Prangins.
- » 495, ligne 11; septembre, *lisez* : février.

Nota.

Une erreur s'est glissée dans le 3^{me} des tableaux généalogiques qui accompagnent les *Recherches sur les sires de Cossonay*, etc. Au lieu de Louise, femme 1^o de Benoit de Monthey, donzel, *lisez* : Claudine, femme 1^o etc.



BRIGHAM YOUNG UNIVERSITY



3 1197 22466 0016

